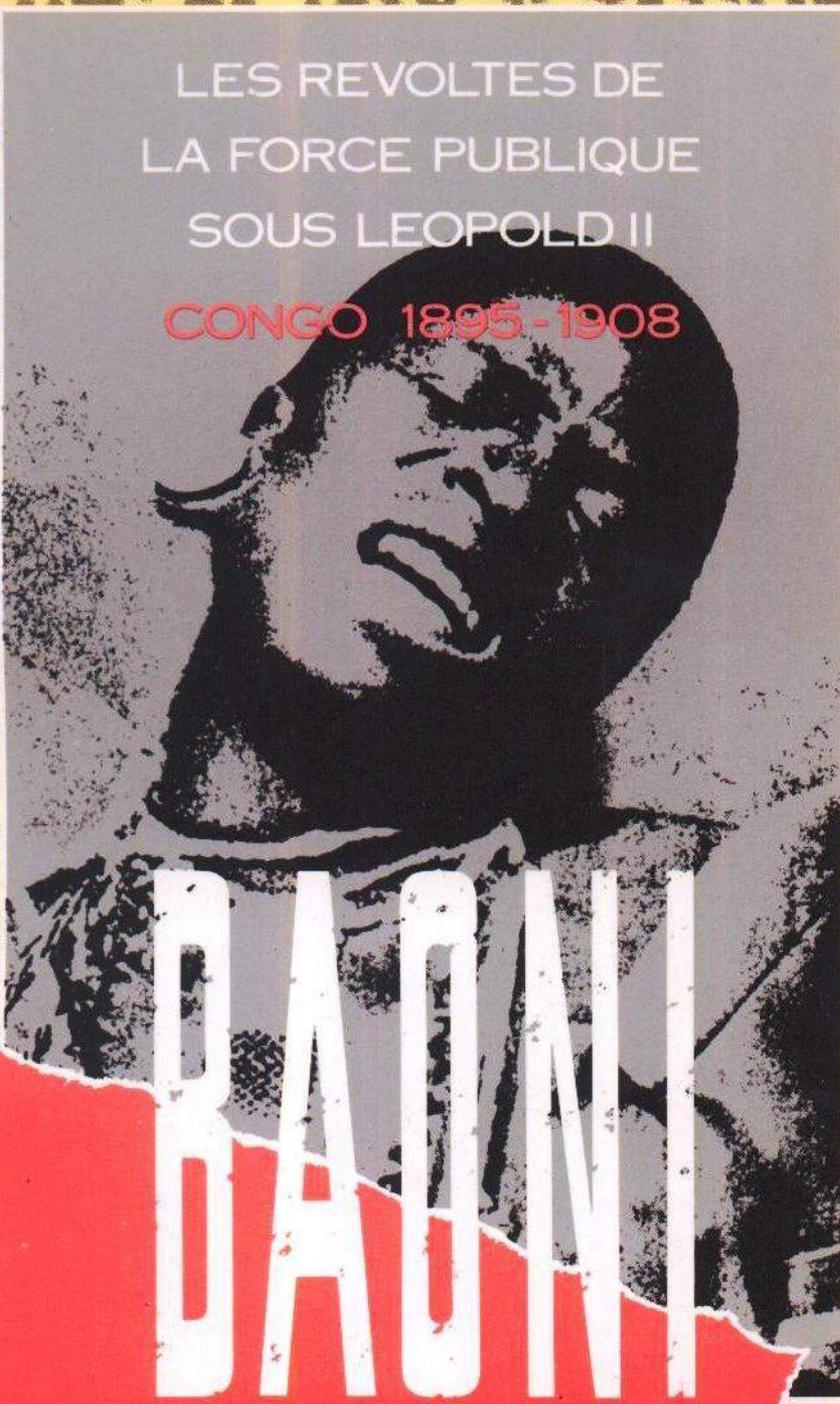


LES REVOLTES DE
LA FORCE PUBLIQUE
SOUS LEOPOLD II

CONGO 1895-1908



BADINI

GUY DE BOECK

EPO

Avant-propos

L'histoire est écrite avant tout par les vainqueurs. L'historiographie dominante est la relation des faits par ceux qui dominent. S'il en faut une preuve, on en trouvera une dans le fait que le titre du présent ouvrage exige une explication. Les événements dont il sera question dans ces pages sont plus habituellement connus sous le nom de *mutinerie de Lutabourg*, de *révolte des Baretela*, de *mutinerie de Slinkakasa* et, pour quelques-uns d'opérations militaires de *maintien de l'ordre à la suite de révoltes tribales*.

Appeler l'épisode central *révolte des Baretela*, alors que la tribu tereba ne s'est pas révoltée, faire usage d'un terme ethnique, présente simplement l'avantage de renvoyer le lecteur à des attitudes traditionnelles supposées irrationnelles, à la fameuse *sauvagerie primitive*. Parler de révolte de l'armée congolaise insisterait trop sur un caractère de modernité indésirable, voire sur des ressemblances possibles avec des événements plus récents.

A plus de cent ans de distance des événements, il serait peut-être temps, aussi, d'admettre que des termes comme *mutinerie* ou *rébellion* sont eux aussi sujets à caution. Ils sous-entendent que l'adversaire des rebelles ou des mutins était une autorité légitime. Et celle-ci ne peut provenir de la force ou de la conquête. Les Belges l'ont d'ailleurs compris qui à partir de la reprise du Congo ont invoqué surtout le *droit de bien-faît* (1). Si l'on considère la nature exacte des *bien-faîts* de Léopold II, la théorie même du *droit de bien-faît* mène à affirmer que son autorité n'avait rien de légitime, qu'elle ne se basait que sur la force, l'oppression et la cruauté et que, s'il y eut dans cette affaire un 'droit' généralement quelconque quelque part, il se trouvait du côté des révoltés.

C'est pourquoi il nous a semblé souhaitable de désigner ces combats tant africains par un terme qui ne soit pas une étiquette tribale et qui ne se réfère pas non plus à la *royauté* léopoldienne. On trouve le terme *Baoni* dans plusieurs documents de la Force Publique, en particulier dans les rapports de Josue Henry, fait chevalier de la Linié après sa victoire sur Kandolo, Ishamionge et Kalukuta près de cette rivière. Dans des données recueillies entre 1910 et 1920 auprès des populations

Couverture: Milo Van Aert
Photocomposition et impression: EPO
D 2204 1987 13

© 1987 Les Editions EPO
Langé Pastoorstraat 25-27
2000 Anvers, Belgique
Tél.: 03/239 68 74

Distribution:
Belgique: Vne Ouvrière

4, rue d'Anderlecht
1000 Bruxelles
Tél.: 02/512 50 90

France: Les Editions Ouvrières
12, Avenue Sœur-Rosalie
75621 Paris Cedex 13
Tél.: 337 93 85

Suisse: Les Editions D'en Bas
Case 304, 1017 Lausanne 17
Tél.: 021/23 39 18

pygmoides du Kivu. Le P. Schumacher les a entendu appeler *Bahani* (2). Le capitaine Joubert, de son côté, en parle dans ses carnets sous le nom de *Wahomi* (3). Il s'agit visiblement de déformations congolaises du swahili *wahani* qui désigne des vagabonds, des personnes en rupture de ban, des *hors-la-loi*.

Si l'on associe à ce terme non pas le sens péjoratif d'*individus de sac et de corde* (qu'il peut par ailleurs avoir) (4) ou de *traîtres* — qui serait d'ailleurs mieux rendu par *wasilihi* — mais celui de personnes qui ont voulu sortir de la loi imposée par l'occupant, on peut considérer cette dénomination comme acceptable.

Nous avons donné la préférence à la graphie *Baoni* parce que les soldats qui se sont soulevés, ainsi d'ailleurs que les autres congolais, s'exprimaient sans doute non en swahili littéraire, mais dans le dialecte dit *kingwana* (5). Celui-ci se caractérise entre autres par la réapparition des préfixes *Ba-* au lieu de *wr-* à la deuxième classe, la quasi-disparition du *h* aspiré et une substitution fréquente du son *o* au son *u*, tendance d'ailleurs générale dans les langues bantoues quand on se dirige de l'Est vers l'Ouest (6). Il y a ainsi quelque espoir que cette dénomination ait été employée par les intéressés eux-mêmes, ce qui en fait un titre acceptable.

Il nous aurait été agréable de parvenir à relater cette histoire sans faire appel à des sources européennes, ou du moins en ne les utilisant que de manière secondaire. Malheureusement, les sources africaines disponibles, c'est-à-dire la mémoire populaire, ne fournissent que des données fragmentaires. Il faudrait tisser entre ces données un tel tissu d'hypothèses, que l'on aboutirait à écrire un roman. Encore faut-il avoir le talent nécessaire pour en écrire un bon ! Nous ne croyons pas le posséder. Il fallait donc recourir aux sources officielles pour le canevas général des événements, en essayant de le compléter par les notations éparées dans la mémoire africaine, et par des données venues des archives missionnaires. Ces dernières sont, elles aussi, assez rarement utilisées si ce n'est dans le domaine spécialisé de la *missiologie*. Ici aussi, on craint sans doute que certains propos critiques tenus par la population noire ou par les missionnaires eux-mêmes, témoins qui n'étaient pas toujours indifférents, puissent remonter à la surface. Quant aux sources africaines, leur utilisation est fort généralement évitée, habituellement sous le prétexte que ces sources orales sont difficiles à recueillir ou à consulter. Même lorsqu'il y a des sources africaines écrites et n'offrant donc aucune difficulté de consultation, elles ont été, jusqu'à une date assez récente, généralement négligées.

Deux événements de première grandeur de la fin du XIX^e siècle en Afrique centrale et orientale sont sans conteste la révolte d'Abushiri

contre les Allemands sur le littoral de l'Océan Indien, et la *campagne rabe* dans l'État Indépendant du Congo. Pourtant, on rencontre rarement dans la bibliographie des ouvrages qui en a consacrés le livre de N. Bahry : *Henzi wa Vira vya Watachi Kitamadiki Mirima 1307 a.h.* (7) est l'autobiographie de Tippu-Tip (8) qui a pourtant la vertu supplémentaire d'avoir été traduite en anglais.

Certes, les ouvrages africains, surtout lorsque leurs auteurs ont été mêlés aux événements qu'ils relatent, ont comme ceux des Blancs des aspects de phyllovers pro domo, et on peut en dire autant des traditions orales. La tendance à justifier ou à exalter ses propres actes ou ceux du groupe auquel on appartient ne dépend en effet ni de la couleur de la peau du narrateur, ni de l'usage du stylo. Pourtant, même en sachant que mémoires et autobiographies sont souvent le ciseau et le maillet au moyens desquels un homme sculpte sa propre statue, on imagine mal un historien de la France écrivant un ouvrage sur les débuts de la V^e république sans consulter les *Mémoires du Général De Gaulle*, quitte à le prendre en flagrant délit d'*aménagement des faits*. Il y a d'autant moins de raisons d'écrire les témoignages africains que les sources européennes ne se distinguent en rien par leur objectivité ou leur désir de comprendre l'adversaire. La conduite des Baoni est censée s'expliquer de bout en bout par la 'sauvagerie', toujours prête à revenir au galop.

Il arrive cependant que l'on rende hommage au courage ou à la ténacité du combattant noir... tout en insinuant qu'il mange ceux qu'il tue. Le vainqueur a tout à gagner à rendre de tels hommages : il grandit sa propre victoire en se donnant en prime l'aurole du *fait-play*. Les auteurs belges sont bien placés pour connaître ce coup : Jules César l'a fait à leurs ancêtres, eux aussi *braves parce que primitifs*. Essayer de comprendre, fût-ce par conjecture, ce qui fait agir ce *sauvage* est une démarche étonnamment rare. La Force Publique a consacré à sa propre histoire *des origines à 1914* (9) un volumineux ouvrage par ailleurs remarquable par sa documentation et son souci très militaire du détail. Les auteurs ne s'y avisent que deux fois, sur trente ans d'histoire relatée en près de 600 pages, de sonder *les profondeurs barbares de l'âme bantoue*. Il s'agit d'essayer de comprendre pourquoi Gongo Lutete a choisi le camp de l'ÉIC plutôt que celui des esclavagistes et d'autre part d'admettre que les mutineries de Lubumbourg avaient certains fondements dans la sévérité excessive du Cdt. Pelzer. C'est tout !

Il est arrivé à deux ou trois reprises, au cours de la révolte, que les Européens se sentent à deux doigts d'une défaite complète, si les Baoni exploitaient leurs succès à fond, mettaient de l'acharnement à poursuivre la l'é.p. en déroute et à occuper des positions peu ou plus défendues. Qu'ils ne l'aient pas fait est expliqué bien vite par le fait que *les mutins se*

sont attendus pour piller. Après Jules César, voici Fite-Jwe et Hamibat s'attardant dans les délices de Capoue ... éternelle Afrique! Le pillage – qui évidemment s'appelle *inventaire des prises de guerre* quand la victoire change de camp – explique sans doute certains retards. Mais cela évacue le fait que les Baoni ont souvent perdu un temps précieux à palanquer parce qu'ils n'étaient pas d'accord entre eux sur la conduite à adopter: élimination totale des Blancs, des seuls officiers ou disparition pure et simple dans la brousse sans plus d'hostilités (10). Dans les cas où existent des relations écrites, ou des traditions orales, il ne peut y avoir d'autres causes à l'occultation des récits africains que le propos délibéré de ne pas leur donner la parole. Pour les Baoni, la situation est cependant qu'il y a peu de différence.

Aucun auteur noir des événements de 1895-1904 n'a cru bon de nous laisser un compte-rendu de ses impressions et il faut donc se rabattre sur des sources orales indirectes. De plus, la révolte des Baoni ne s'intégrait pas dans un cadre coutumier, justement parce qu'elle n'était pas une guerre tribale et aussi parce qu'elle s'est passée à un moment où le démantèlement du tissu sociologique congolais avait commencé et ne s'est donc pas intégrée dans la tradition. Nous voulons dire par là que l'élaboration et la fixation du texte, qui ont permis à la tradition de conserver le souvenir d'événements parfois beaucoup plus anciens, n'ont pas eu lieu. La tradition orale, au sens strict du terme, suppose une mise en forme *définitive* du texte, qui pour être différente de l'élaboration littéraire écrite n'en présente pas moins avec elle bien des analogies. Mais il est possible de trouver encore des renseignements utiles dans ce qu'on peut appeler *tradition populaire* ou *mémoire collective* un peu comme on peut trouver chez nous des gens qui se souviennent des récits de leurs pères – ou grand-pères – au sujet d'événements de la Première Guerre Mondiale ou des grèves du début du siècle. Les informateurs qui ne sont séparés du drame que par une seule génération sont encore relativement nombreux. Mais, comme presque toujours dans la mémoire populaire, il s'agit moins de récits d'ensemble que d'anecdotes concernant des points particuliers. Dans la région tétéla, on insiste sur la répression qui a suivi la révolte et l'occupation prolongée de la région par la F.P. Les souvenirs des opérations militaires sont en général le fait des populations du Maniema, qui ont aussi gardé quelques souvenirs sur la personnalité de certains acteurs. Compte tenu de l'histoire mouvementée du Zaïre, de l'exode rural, des relocations et de la plus élémentaire prudence des révoltés ayant réussi à rentrer chez eux, on ne s'étonnera ni du caractère fragmentaire des informations, ni de la dispersion des témoins un peu partout dans le pays. Il reste sans aucun doute encore des données à collecter, en dehors de celles, utilisées ici, recueillies en ordre principal entre 1969 et 1974, dans le Maniema, le Nord du Katanga et la région de Lusamba (11).

De leur côté, les archives missionnaires offrent un double intérêt. Les missionnaires ne partageaient pas les a-priori de l'Administration, même s'ils en avaient d'autres de leur côté. La F.P. et l'Administration, même quand elles ne rendaient pas ouvertement *hommage à nos héros*, faisaient preuve d'esprit de corps, et tendaient à produire un discours d'autojustification. C'est d'autant plus vrai que la plupart des récits émanent de personnes ayant participé aux événements ou de leurs proches, et ont un but avoué d'apologie. De plus, ces documents écrits plusieurs années après les faits, mettent souvent ceux-ci *en perspective* d'après l'évolution ultérieure de l'histoire. Les diaires des missions, tenus au jour le jour, échappent à ce défaut. De plus leurs auteurs avaient l'avantage de rapports plus confiants avec les autochtones et d'une connaissance de la langue bien supérieure à celle des militaires. Pour certains épisodes, on dispose des renseignements notés dans ses carnets par le capitaine Joubert. Si celui-ci est proche des missionnaires par sa mentalité, c'est aussi un militaire qui, commandant un Corps de Volontaires appelle à collaborer éventuellement avec la F.P., avait donc à la fois des connaissances techniques et des contacts fréquents avec les officiers et l'Administration coloniale. Pour ce qui concerne cette dernière catégorie de documents, nous tenons à remercier particulièrement le R.P. Lamey, archiviste de la Maison Générale des Pères Blancs à Rome, qui a grandement facilité nos recherches.

Il nous reste à évoquer un dernier scrupule. Patrice Lumumba disait qu'un jour l'Afrique écrirait sa propre histoire. Et pendant longtemps, tout en accumulant des notes, des entretiens et de la documentation pour le présent ouvrage, nous souhaitions en fait apprendre qu'il était devenu inutile, que les Africains l'avaient écrit eux-mêmes. Jusqu'ici, cela ne s'est pas produit, et l'intérêt des historiens africains semble s'être porté d'abord sur l'histoire pré-coloniale. En quoi ils n'ont pas tort: il est grand temps de recueillir ce que l'on pourra sauver de l'histoire ancienne avant la mort du dernier vieillard qui la connaissait. Et ne fût-ce que par leurs connaissances linguistiques et leurs possibilités d'empathie, les Africains feront du meilleur travail que les Blancs dans ce domaine-là. Outre cette focalisation tout à fait légitime de l'intérêt des Africains, nous soupçonnons dans leur attitude vis-à-vis de l'épisode des Baoni un zeste de prudence. On sait que le Zaïre n'est pas précisément la terre d'élection de la liberté d'expression. L'intérêt pour les points chauds de l'histoire, comme pour certaines réalités ethniques ou sociales, n'y est pas bon pour la santé. Une certaine prudence est donc aisée à compren-

dre. Une autre raison nous a dissuadé de nous abstenir. C'est que les Européens aussi sont partie prenante dans cette triste histoire. Et jusqu'à ce jour il y a eu relativement peu de tentatives pour présenter l'histoire coloniale sous son vrai jour. Elle a parfois tout simplement disparu des exposés. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a fait son entrée parmi les notions couramment enseignées, et même utilisées. Lorsque la colonisation est évoquée, on parle de son côté mercantile et intéressé, voire de ses *barbares*. Mais elle reste un fait *globalement positif*. Léopold II, sans piedestal, reste un grand homme, et nos glorieux pionniers d'Afrique Centrale, s'ils ne sont peut-être plus les héros purs et sans tâches que l'on décrirait autrefois, ont tout de même fait oeuvre utile.

Les faits innombrables qui font apparaître dans la colonisation une curée avide et sans scrupules, une exploitation sans limites imposée avec brutalité, restent systématiquement *oubliés*.

Parmi les documents ou témoignages ainsi oubliés, il en est sans aucun doute qui relèvent des ambitions intéressées de l'une ou l'autre grande Puissance ou de la rancœur de tel ou tel colonial qui s'est estimé traité avec ingratitude. Aussi n'est-ce pas à ceux-là que nous faisons allusion. Mais il est pour le moins frappant de voir qu'aucun livre d'Histoire n'inclut, parmi les documents qu'il est de bon ton de fournir aux élèves, le moindre extrait du rapport de la Commission d'Enquête de 1904, ordonnée par Léopold II et parue dans le Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant. Dans le même ordre d'idées, si l'on continue à citer parmi les bien-faits que le Congo a retiré de la colonisation l'élimination de l'esclavagisme *arabe*, on se garde d'évoquer trop en détail les 450 ans d'esclavagisme européen et surtout le rôle qu'on joua dans l'esclavagisme *européen* les financiers... anversois.

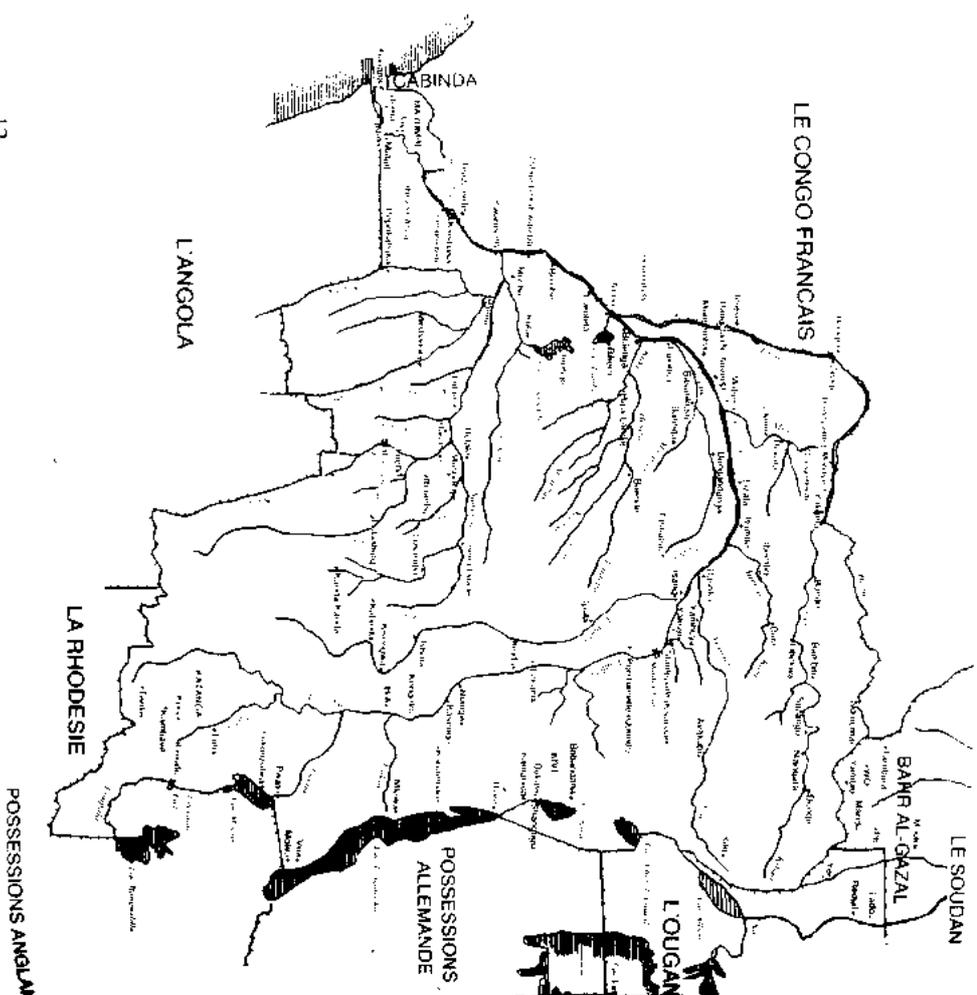
Les rapports Nord-Sud sont en effet bien plus vieux qu'on ne l'imagine, et c'est l'ensemble de notre prospérité, de notre progrès, bref de ce qui a fait la *supériorité de la race blanche* qui s'est élevé dès le départ sur une accumulation de moyens venant, dès l'origine, du pillage du Tiers-Monde.

Ceci n'est nullement une invitation à nous frapper la poitrine et à verser des larmes de remords sur notre passé colonial. Mais si l'on veut qu'un jour des rapports de respect mutuel sans arrière-pensée puissent se nouer entre les hommes d'Europe et ceux d'Afrique centrale, il importe que ce soit en sachant, de part et d'autre, de quoi le passé a été fait. Quelques désagréables que soient donc les choses que nous avons à dire, nous prétendons en les disant faire oeuvre de réconciliation.

Ce qui est dangereux, ce n'est pas que dans ce passé figure le fouet. C'est de continuer à prétendre que son contact était une douce caresse.

NOTES

- 1) Voir p.e. J. M. Jadin, *Blancs et Noirs au Congo belge*; Problèmes coloniaux et tentatives de solutions. Le droit de *hienfai* était l'un des chevaux de bataille de cet auteur, magistrat à Coquilhatville et par ailleurs suspect de 'nérophobie'. Il avait, en effet, fait campagne contre l'élargissement des punitions corporelles.
- 2) Schumacher, Peter, *M.A. : o.c.* page 233.
- 3) Archives des Pères Blancs, Rome, n° E - 18.
- 4) Johnson, Frederic (ed.) *Standard Swahili-English Dictionary*, art. *huni*, p. 137 col. 2-138 col. 1.
- 5) Pour une description plus détaillée, voir De Boeck: *Langues et dialectes en Afrique Noire*.
- 6) Joubert a d'ailleurs probablement corrigé ce qu'il a entendu, comme il le fait souvent, en ramenant le *kingwana* vers le *swahili* grammatical. Il est ainsi le seul orthographe *Fimbo nyngi*, le surnom de Dhans, que tout le monde écrit *Fimbo mnyngi*. Son *wahani* a toutes les chances d'être lui aussi attribuable à un scriptule grammatical.
- 7) C'est qui était fait pendant la guerre des Allemands pour conquérir le tonon en 1891 (1307 de l'hegry).
- 8) *Maisha ya Hamud bin Muhammad et Muqchi, yaani Tippu-Tip*.
- 9) voir bibliographie
- 10) Les officiers se suicidant plutôt que d'être faits prisonniers, il n'y eut presque pas de témoins blancs qui aient pu voir ce qui se passait chez les Baoni. Le Père Achille, qui fut capturé, puis relâché indemne avec armes et bagages, a assisté à des discussions comme celle à laquelle nous faisons allusion.
- 11) Pour les raisons que nous avons dites, ceci concerne le lieu des entrevues, pas forcément le lieu d'origine de la personne interviewée.



Avertissements

Pour ce qui regarde l'orthographe des mots africains, nous nous sommes ralliés à la pratique, devenue maintenant la plus courante, de les orthographier de façon phonétique, d'en omettre le préfixe et de les considérer comme invariables. On ira donc les Zande, les Tetela, et non les Azande ou les Batelela. Cependant, il est parfois nécessaire de conserver le préfixe pour éviter des équivoques. Dire *les Luba* pour parler des gens ne pose pas de problème, mais si l'on affirme que quelqu'un parlait *le Luba*, de quelle langue s'agit-il : le tshiluba (Kasai) ou le kituba (Katanga) ? Dans ces cas d'espèce, il y avait lieu de s'écarter de la règle générale et cela fut fait.

Comme les événements relatés concernent surtout la partie swahiliphone du Congo, la dénomination et l'orthographe swahili ont eu la préférence. On lira donc Tanganyika et Maniema et non Tanganka et Manyema. Il y a en effet dans le premier cas une diphtongue, comme dans *fringent*, et dans le deuxième deux syllabes distinctes comme dans *nier*.

Pour certains lieux qui ont plusieurs noms, ou en ont eu successivement plusieurs, c'est également le swahili qui l'a emporté, et la dénomination est celle que le lieu portait au moment des événements. Ainsi sera-t-il question des Stanley-Falls ou de Kisangani, pas de Stanleyville, plus récent, ni de Shingitini (lingala). Toutefois, nous avons respecté l'orthographe des auteurs dans les citations, quitte à mettre la graphie courante entre parenthèses lorsqu'il nous semblait y avoir matière à doutes.

Nous avons renvoyé en fin de volume la bibliographie complète. Les notes en bas de page sont réduites à un nom et à un titre parfois abrégé. Beaucoup d'ouvrages, le plus souvent collectifs, sont en effet agrémenteés d'interminables titres et sous-titres, marque de fabrication de l'étranger du XIX^e siècle et de l'Institut Royal Colonial Belge.

Valeur des monnaies. On peut considérer que, de façon approximative, le franc belge de la fin du XIX^e siècle valait 123 francs belges (1984). Il

était pratiquement constamment en parité avec le franc français. La livre sterling, elle, valait 25 francs; le dollar US, 5 francs. Bien entendu, à mesure que l'on s'éloigne dans le temps, la signification d'une somme d'argent devient de plus en plus difficile à évaluer; les prix de beaucoup d'articles ayant évolué.

Quelques abréviations utiles

Nous ne reprenons évidemment pas les abréviations usuelles, telles celles des grandes militaires, ni celles des institutions scientifiques encore en activité.

- AIA: Association Internationale Africaine. Association utilisée comme couverture par Léopold II, de 1876 à 1885, pour prendre pied en Afrique Centrale.
- AOA: Afrique Orientale Allemande. Correspond à peu près à la Tanzanie, au Rwanda et au Burundi actuels.
- ARSOM: Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer.
- A.T.: Administrateur de Territoire.
- BIDCC: Bulletin des Juridictions Indigènes et du Droit Coutumier du Congo.
- C.D.: Commissaire de District.
- CEHC: Comité d'Etude du Haut-Congo, autre couverture de Léopold II.
- CICM: Congregatio Immaculata: Curdis Marieie (Pères de Scheut)
- EIC: Etat Indépendant du Congo.
- F.P.: Force Publique.
- G.G.: Gouverneur Général.
- IRCB: Institut Royal Colonial Belge.
- P.B.: Pères Blancs (Société des Missionnaires d'Afrique) parfois abrégé en P.B.A.
- P.O.: Province Orientale. A l'époque des révoltes, elle englobait des parties importantes du Kivu, du Katanga et du Kasai.
- MRAC: Musée Royal de l'Afrique Centrale (Tervuren).
- V.G.G.: Vice-Gouverneur Général

Introduction

Il n'y a pas forcément un fil conducteur clair et univoque à travers l'histoire d'un peuple ou celle d'un continent. Au contraire, la tentation des historiographes est souvent de trouver, voire d'inventer de tels fils, bien nets et bien rectilignes, là où il n'y en a guère. Tous, nous avons encore en mémoire les belles envolées patriotiques de nos manuels d'histoire d'école primaire. Celui que nous utilisons — c'était dans les années cinquante — se terminait en apothéose par un chromo où la Belgique, sous les traits d'une dame majestueuse drapée à l'antique d'une robe aux couleurs nationales, distribuait des lauriers à l'assemblée de ses glorieux enfants. Pour ce faire, elle trônait sur une estrade évoquant irrésistiblement — peut-être pour nous stimuler à l'étude — la salle des fêtes d'un collège bien pensant, le jour de la distribution des prix. A ses pieds, Boduognat côtoyait Noguier et le Père Desmedt, tandis qu'Albert I^{er}, Godelroid de Bouillon et Anneessens échangeaient visiblement des potins, comme on le fait au buffet d'un vernissage.

Inspirés certes par les meilleures intentions du monde, les dignes pédagogues qui réalisaient ce genre d'ouvrages tendaient, pour guider notre jeunesse inexpérimentée, quelques solides cables de marine entre les Grandes Figures de Notre Glorieux Passé et les Solides Valeurs Actuelles de Notre Grande Nation.

On a parfois matière à penser que l'Afrique succombe elle aussi à cette tentation de tracer à travers l'histoire de belles, évidentes et édiifiantes lignes droites. Nous serions certes malvenus, nous qui avons été élevé aux yeux des Africains notre patriotisme cocardier tout en leur disant qu'eux étaient, hélas, dépourvus et d'histoire et de grands hommes, de leur reprocher ensuite de vouloir réagir en rétablissant leurs identités, leurs valeurs et leur passé. D'autant plus que, dans ce qu'on sait de l'histoire africaine, les grands hommes et les personnalités attachantes ne manquent pas.

Mais on ressent parfois une sensation de malaise devant des amalgames hâtifs de gens et de faits fort disparates sous une même étiquette. Mêmes fois, surtout il est vrai dans les oeuvres littéraires, on nous sert une sorte de macédoine où les fondateurs des derniers grands empires,

les résistants à la colonisation, les défenseurs des droits des colonisés, les rebelles desespérés condamnés à l'avance au trépas, les prophètes mystiques, les leaders des luttes anticoloniales et les premières victimes du neo-colonialisme et des régimes dictatoriaux figurent les jalons d'un cheminement linéaire et se mélangent allégrement.

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas ici d'insinuer d'une façon quelconque qu'il faudrait attribuer de bons ou de mauvais points aux personnalités de l'histoire africaine et établir entre eux une hiérarchie de valeur : la trace que des hommes, ou des groupes d'hommes laissent dans l'histoire n'est pas chose qui se compte ou se marchandé. La question est donc ailleurs. Il est vrai d'affirmer que, depuis le début de la pénétration européenne jusqu'à nos jours, des personnes fort diverses se sont battues, et souvent sont mortes, d'abord pour défendre leurs derniers espaces de liberté, puis parce qu'il fallait bien, sous l'oppression, conserver quelque espoir (que celui-ci ait concerné ce monde et recouru à la violence ou ait pris des formes magiques ou mystiques est de ce point de vue secondaire). La répression s'abatit sur ceux qui réclamaient un minimum de droits humains et sociaux, sur ceux qui luttaient pour l'indépendance et sur ceux qui voulaient s'opposer à la re-colonisation.

Mais où trouver, s'il y en a une, la ligne qui relie ces épisodes du passé aux événements présents. Peut-on, sans tortiller affreusement les faits pour les faire rentrer dans un moule préconçu, trouver même au mot *liberté* un sens qu'il aurait eu à la fois pour un Kongo de 1650 et un étudiant zairois de 1970, voire même pour Kasongo Nyembo et pour Patrice Lumumba ? Ce dernier est-il d'une façon ou d'une autre un *décendant* de nos Baoni, lui qui était Tetela comme beaucoup d'autres ?

La tentation est grande de sauter à pieds joints dans le simplisme en répondant purement et simplement par l'affirmative. Disons d'emblée que le lien apparent que constituent les ensembles sociaux traditionnels organisés, pris en tant que tels, ne nous semble plus constituer un lien essentiel. Shi, Kuba ou Zande, le guerrier d'autrefois semble s'être évaporé entre les arbres de sa forêt avec la fumée du dernier coup de fusil. A la légitimité traditionnelle, il n'est plus fait appel que d'une façon folklorique qui achève de la discréditer, en mettant en évidence, plus que son pouvoir réel bien amoindri, sa collusion avec le pouvoir oppresseur, colonial hier, tyrannique aujourd'hui. Mais en même temps, on ne peut que constater que les tentatives de libération, violentes ou pacifiques, ont souvent lieu dans les mêmes endroits, parmi les mêmes populations, et que si elles ne concernent plus des ensembles sociaux organisés suivant la coutume, celle-ci reste cependant un point de référence très important pour l'organisation d'ensembles nouveaux. Importance qui est bien plus grande, sans doute, que l'usage d'un langage politique occi-

dentalisé superficiellement appris ne le donnerait au premier abord à penser.

C'est le plus souvent abusivement que l'on parlera de révolte de telle ou telle ethnicité, mais le fait que telle ou telle ethnicité ait été impliquée dans une révolte n'est pas indifférent. Ceci s'applique à la *révolte des Batetela*. La dénomination semble renvoyer à un soulèvement tribal, alors qu'il s'agit d'un soulèvement au sein de la Force Publique. Les Tetela, en tant qu'ensemble constitué, n'y avaient rien à voir et des soldats venus de nombreuses autres ethnicités y ont pris part. Le théâtre des opérations n'a lui non plus presque aucun rapport avec le territoire des Tetela, et cela même si on y inclut la révolte de Luluabourg en 1895. Les régions concernées au premier chef sont le Maniema (Kasongo, Nyangwe, Kabambaré), la partie septentrionale du Tanganyika (Baraka, Uvira) aux frontières du Rwanda et du Burundi. La révolte de 1895 s'est, elle, étendue vers le lac Kisale, puis dans le Sud-Kasai et le Katanga. On aura remarqué parmi ces lieux des noms qui ont aussi été liés à des actions très dures pendant les *rébellions* de 63-64 ou qui sont encore le siège d'activités mal vues à Kinshasa.

La référence tribale ne vaut donc ni pour les hommes – puisque ce ne sont plus des tribus, en tant que corps constitués, qui se soulèvent, ni même pour le territoire : on en est à des kilomètres. La révolte est le fait d'ensembles nouveaux, que la colonisation a créés elle-même. Dans le cas des Baoni, il s'agit d'unités de la Force Publique, plus tard il s'agit de camps de travailleurs de l'industrie ou des plantations de cultures de rente. Mais, en même temps, les mécanismes traditionnels d'organisation et de solidarité servent de modèle à ces révoltes. On rencontrera même un certain souci de perfectionner certains de leurs mécanismes, en matière de succession notamment.

Il est d'autre part aisément constatable que certaines régions – et donc les ethnicités qui les habitent, même si elles n'agissent pas en bloc et chefs coutumiers en tête – apparaissent de façon récurrente à travers l'histoire du Congo, puis du Zaïre, comme porteuses de revendications et de révoltes. Le lien apparemment si clair et si solide entre le passé et le présent est donc bien brumeux et indécis lorsqu'on le regarde de près. Mais il semble toujours bien exister.

Aussi n'est-il pas inutile, même si les termes *révolte des Batetela* sont abusifs, de se pencher un instant sur ce qu'étaient les Tetela...

I. Les Tetela

Au milieu du Congo se trouve la région couramment dénommée *cuvette centrale*. On l'identifie aisément sur une carte physique : c'est la grande tache claire de basse altitude où l'on trouve encore le lac Inongo (ex-Léopold II) et le lac Tumba, seules *flaques* restant d'un grand lac préhistorique. La région qui nous intéresse va plus précisément de la Lopori (affluent de la Lulonga) au Nord, à la Sankuru au Sud. Or, si l'on préfère, on peut dire aussi qu'il s'agit d'un quadrilatère très approximatif dont la diagonale serait représentée par une ligne allant de Coquilhatville (Mbandaka) à Lusambo (1).

La région est humide, recevant entre 1.200 et 2.200 mm de pluie par an. A mesure que l'on progresse de la périphérie de cette région vers son centre, qui se trouve sur l'Équateur, la durée de la saison sèche, qui est d'environ trois mois aux extrémités septentrionales et méridionales de la cuvette, diminue pour atteindre zéro sur l'Équateur. La partie la plus basse de la cuvette est marécageuse. La région est en grande partie couverte de forêts mais comprend, vers le Sud, et plus précisément entre la Lukemie et la Sankuru, une région un peu plus élevée, où la forêt plus clairsemée fait place à la savane. Cette cuvette est habitée par des peuples appartenant tous à l'ethnie Mongo. Leurs cultures présentent beaucoup de similitudes et ils se reconnaissent un lointain ancêtre commun : Mongo.

Cependant, malgré cette conscience subsistante de leur origine commune et de leur parenté, et bien qu'il ait existé entre les différents peuples Mongo des contacts fréquents et des accords p. ex. de défense, ils n'ont jamais fondé d'Etat centralisé. Ils sont divisés en une quarantaine de tribus. Il est cependant possible de les regrouper en quatre groupes, occupant respectivement le Nord-Ouest, le Nord-Est, le Sud-Ouest et le Sud-Est de la cuvette. C'est le dernier groupe, occupant plus particulièrement le cours supérieur des rivières Sankuru (jusqu'à Lusambo), Lukenge, Lomela, Tshuapa, Kasuku, avec un prolongement vers l'Est qui touche en plusieurs points le Lualaba et est traversé par la Lomami, qui nous intéresse. Il comprend les populations habituellement désignées par les noms de Nkurshu, Tetela-Kusu (Hamba, Sambala, Kusu)

ainsi que les Ngeugete, Ombo, Langa, Mbuli, Kuti et Jonga.

Avant l'arrivée des Mongo, il y avait dans la cuvette non seulement les pygmées Iwa, mais aussi d'autres populations bantoues (2) pratiquant la chasse et l'agriculture (3) qui devinrent éléments des Mongo, tout en conservant le souvenir d'avoir été les premiers occupants. L'arrivée des Tetela dans la région remonte au moins au tournant des XVI^e-XVII^e siècles. Il semble bien que l'on doive accepter une assez longue occupation de la région par eux et il y a des arguments en faveur d'une arrivée encore plus ancienne.

Si l'on excepte, aux limites extérieures de la cuvette, l'influence de l'adstrat, telle la ressemblance du Mpama (Nord-Ouest) avec les langues du groupe bobangui, les langues mongo forment un groupe distinct à l'intérieur des langues bantoues, et celles du Sud-Est, en particulier le Tetela, forment à leur tour un sous-groupe bien caractérisé. Les lignages tetela étaient patrilineaires. Encore que ce type d'organisation soit en principe plus favorable à une certaine centralisation (4) constatable d'ailleurs chez les Tetela par une organisation de lignages segmentaires assez poussée, leur structure politique était moins centralisée que chez d'autres peuples Mongo.

Le titre de Nkumu, qui désigne chez les Mongo du Sud-Ouest une sorte de petit roi (Nkumu-Epokko), est connu chez eux, mais n'est utilisé qu'à des fins de prestige, sans correspondre à une autorité réelle. Il était simplement acquis, à l'intérieur d'une association fermée à plusieurs grades à l'intérieur du lignage, par l'un des aînés qui offrait, de façon agonistique, un certain nombre de biens aux autres (5). L'organisation politique était collégiale, plutôt que personnelle ou centrale. Comme dans tous les régimes d'assemblée, l'éloquence tenait une place importante chez les Tetela, de même d'ailleurs que l'ensemble de la littérature orale, alors que les arts plastiques n'étaient pratiqués que de façon assez restreinte. En liaison étroite avec la littérature, la musique et la fabrication des instruments étaient bien développées, comme partout chez les Mongo. Les Tetela pratiquaient l'agriculture sur brûlis de façon itinérante. Leur production était assez diversifiée puisque, à côté de la banane et du manioc apparu dès le XIX^e siècle, ils cultivaient la canne à sucre, le maïs, l'igname et divers légumes et condiments. L'arboriculture concernait l'étais (palmier à huile), le raphia, le safoutier et le kola-tier. A l'exception du défrichage, travail particulièrement lourd dans cette région, les travaux agricoles étaient l'appanage des femmes. Celle-ci, avec l'aide des enfants, s'occupaient aussi de la cueillette des tubercules, champignons et chenilles. Les hommes récoltaient les fruits sauvages, le miel, les plantes médicinales et les matériaux de construction. Ils s'adonnaient aussi à la pêche et à la chasse, par piégeage ou à la traque,

Les Tetela pratiquaient le petit élevage: chiens, poules, chèvres, moutons. Leur société connaissait une *spécialisation modérée* des fonctions. Les Iwa et les Elinga (= *riverains*), des Mongo devenus pêcheurs spécialisés, ne cultivaient pas la terre, mais échangeaient du gibier ou du poisson contre des produits agricoles (6). Les poteries, ainsi que le sel fabriqués par les femmes elinga étaient également échangés. Les elinga faisaient aussi du commerce fluvial. Le fer était travaillé de façon très efficace et était, à la fin du XIX^e siècle, supérieur au fer importé. La métallurgie, la vannerie, le tissage, la poterie et la sculpture étaient pratiqués par des artisans spécialisés.

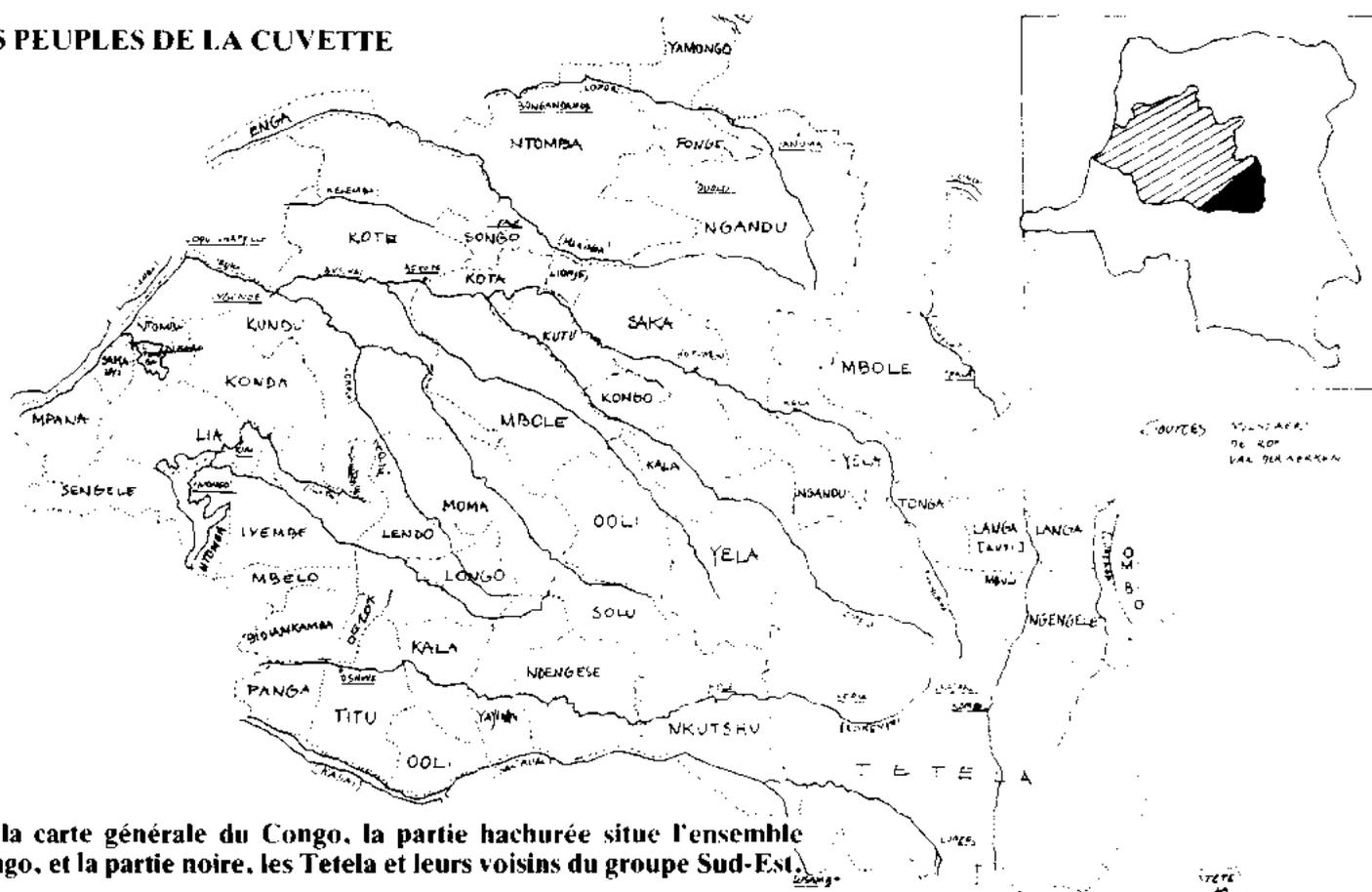
Du fait de cette *spécialisation modérée*, une part importante de la population devait tirer sa subsistance des échanges, et il y avait donc un système de marchés hebdomadaires. Outre la circulation des biens, ceux-ci jouaient comme partout un rôle important dans la circulation des nouvelles. La moitié au moins de l'attrait du commerce, en Afrique, réside en effet dans l'impuisable réserve de conversation, dûment assaisonnée de combréages pimentés, que constituent les marchés.

Les Tetela ne connaissaient pas la monnaie proprement dite. Les moyens d'échange les plus courants étaient les anneaux ou fils de cuivre (venant du Katanga), les lances et les couteaux en fer. En effet, la compensation matrimoniale se payait en objets métalliques, qui étaient de ce fait universellement acceptés. Car il est rare qu'un Bantou ne soit pas en train de payer la *dote* de sa femme, de sa bru ou de sa belle-soeur!

Dans la dernière moitié du XIX^e siècle, les Tetela furent touchés par les activités des Ngwana, esclavagistes arabisés venus de l'actuelle Tanzanie. L'un d'entre eux, Gonggo Lutete (Ngongo Leteta) devint lieutenant de Tippu-Tip et utilisa les services de plusieurs centaines de Tetela. Nous aurons à reparler assez longuement de lui. D'autres Tetela collaborèrent de façon plus ou moins étroite avec les établissements Ngwana de Nyangwe, Kasongo et Kilombo. Certains d'entre eux se convertirent à l'Islam, adoptèrent un mode de vie arabisé et allèrent fonder des villages en aval du Luabala et en Uele. C'est de l'époque de ces contacts que datent un certain nombre de distinctions superflues entre les populations Mongo. Il n'y a ainsi aucune base traditionnelle à la distinction entre les Tetela et les Kusu, ce dernier terme désignant les Tetela installés à l'Est de la Lomami.

Les Tetela eux-mêmes se désignaient comme Nkutshu, Ankutshu ou Amembete. La seule distinction traditionnelle était liée au mode de vie: on distinguait les Eswe habitant la savane, et les Ekonda habitant la forêt (7). Comme il se doit, une légende (le partage d'une chèvre ou d'une antilope entre plusieurs frères) explique à la fois les différences d'habitat et de dénomination (8). Le terme Tetela a fini par éliminer les

LES PEUPLES DE LA CUVETTE



Sur la carte générale du Congo, la partie hachurée situe l'ensemble Mongo, et la partie noire, les Tetela et leurs voisins du groupe Sud-Est.

autres, en grande partie à cause des révoltes de 1895 et 1897, qui ont attaché à ce nom une réputation de prestige, de force et de bravoure. Plus récemment, ce prestige s'est encore renforcé à cause du talent politique et du rôle historique de Lumumba.

À l'arrivée des colonisateurs, les Tetela, particulièrement ceux des régions de savane, mettaient une vie assez difficile: leurs terres pauvres étaient nettement surpeuplées. Cette situation, qui persistera, les mènera à envisager facilement d'émigrer, d'abord en prenant du service chez Gongo Lutete ou les chefs esclavagistes, plus tard en s'engageant dans la F.P., ou en émigrant vers les centres urbains comme ouvrier et, plus tard, comme commis de l'administration.

NOTES

- 1) On se référera utilement à la carte.
- 2) Il est peut-être bon de rappeler que *bantou* est un terme linguistique et, par extension, culturel, auquel il ne faut appliquer aucune signification raciale.
- 3) Appartenant à ce que J. Maquet, op. cit., appelle la *civilisation des clairières*. Il se peut que des progrès introduits par les Tetela dans la culture matérielle (cf. infra) aient contribué à les faire accepter.
- 4) Que la science établisse sa généalogie par les hommes ou par les femmes, le mariage étant presque toujours virilocal. De ce fait, une structure matrilineaire introduit un perpétuel mélange des lignages à l'intérieur d'un village, puisque le mariage est aussi exogamique. Il est donc pratiquement impossible, chez les matrilineaires, de concentrer l'autorité, puisqu'il n'y a accède que dans le cadre de conditions générales. Dans un cadre patrilineaire, au contraire, les femmes venues de l'extérieur n'apportent aucune diversification des lignages et il n'y a donc pas d'obstacle à la concentration au profit d'un lignage dominant. On pourrait considérer comme un exemple de cette différence la résistance des Lunda du Sud à la centralisation de l'empire lunda. Ils avaient conservé leurs anciennes structures matrilineaires, alors que les Lunda de l'empire du Mwata Yamvo adoptaient les structures patrilineaires des Luba.
- 5) Ce système de cadreaux agnostique est comparable au *porfah* des Indiens de la côte du Pacifique aux Etats-Unis.
- 6) La comparaison s'arrête là, car les Filinga, qui étaient des Mongo, pouvaient se marier avec des *terroirs*, pas les Iwa.
- 7) Parice Lumumba était un Fswa.
- 8) Le plus faible et le moins main des frères n'avait obtenu que... les cornes, ce qui *eybique* que certains clans n'ont eu en partage que des savanes peletées. Il y a, en fait, beaucoup de territoires au Congo qui sont bien plus arides et stériles que la savane du Kasai, surtout en bordure de la *cuvette*. Mais le mode de vie Mongo, fondamentalement adapté à la forêt, ne préparait guère à s'y débrouiller. Il y a en tous cas unanimité pour affirmer que les Tetela étaient des paysans très pauvres.

II. La guerre en Afrique

Les récits des guerres coloniales laissent souvent l'impression d'une contradiction non résolue. D'une part, les forces en présence sont désolées, particulièrement du côté des troupes coloniales. Avant 1914, la F.P. n'a jamais opéré avec des armées dépassant les 10.000 hommes, auxiliaires compris. Le matériel, pourtant rare, est employé avec une rare inefficacité. On fait état d'une bataille, précisément au cours de la révolte des Baoni, où la F.P. tira 18.000 cartouches pour faire ... 250 morts. Cela représente le score remarquable de 72 coups de fusil par tué. Et encore! Les batailles se terminaient à la baïonnette et à l'arme blanche! Mais d'autre part, ces armées très petites et qui semblaient viser la lune autant que l'ennemi, non seulement ont soumis des territoires immenses et battu des adversaires redoutables, mais elles ont fait des ravages épouvantables. On estime que *la campagne arabe* a coûté en deux ans au minimum 70.000 morts aux Congolais.

Les résultats d'une guerre, en effet, ne dépendent pas seulement du nombre d'adversaires en présence et de la qualité de leurs armements, mais aussi de leurs conceptions tactiques et stratégiques, et de la capacité de l'ensemble de leur tissu social à supporter l'effort de guerre. La guerre semble bien être un phénomène universel, et il est admis que la bonne manière de la faire est de porter le plus de coups possibles à l'ennemi en évitant, autant que faire se peut, d'en recevoir soi-même. Mais que veut dire exactement *gagner une bataille* ou *gagner une guerre*? Il est fréquent de lire sous la plume des historiens que telle guerre *était déjà gagnée* alors qu'on se battait encore ou au contraire que tel pays a capitulé alors que *la guerre n'était pas perdue militairement*. A la limite, la seule preuve de votre victoire, c'est que l'adversaire la reconnaisse en se rendant!

Au fil du temps et des lieux, on a considéré que le vainqueur était celui qui restait maître du champ de bataille, quelles que soient les pertes qu'il avait subies et même si son ennemi se retirait avec des forces en grande partie intactes: qu'on songe à *la victoire à la Pyrrhus*. On a même parfois poussé cette conception jusqu'à tenter d'impressionner l'adversaire pour lui faire vidier les lieux, sans en venir véritablement aux mains.

Cette façon de faire existe en Afrique, y compris au Congo ou certains des premiers colons en ont été témoins (1). Durant notre Moyen-Âge, on a privilégié les exploits individuels jusqu'à transformer les batailles en un ensemble de plusieurs centaines de duels simultanés, ou parfois de les remplacer purement et simplement par un combat singulier. Plus tard, on en revint aux grandes conceptions stratégiques d'ensemble, du type *jeu d'échec africain bien habité*, dans lesquelles s'illustrèrent Frédéric le Grand ou Napoléon.

Il n'est pas possible de remonter bien loin dans l'histoire militaire de l'Afrique. Nous n'avons de détails précis sur des batailles africaines que là où des Européens ou éventuellement des Arabes ont pu assister aux opérations, soit comme adversaires, soit parce qu'ils se trouvaient là par hasard (et souhaïtaient d'ailleurs probablement être ailleurs). Pour les guerres plus anciennes, nous avons certes des épopées et des récits historiques qui nous font savoir qu'il y a eu une guerre et qui en font le vainqueur, mais qui sont marquées par l'amplification et l'exagération caractéristiques de ce genre littéraire et qui, de plus, supposent évidemment connues des choses qui précèdent nous intéresseraient, quel était l'équipement militaire habituel, comment se rangeait-on en bataille, comment s'exerçait le commandement, etc. On sait par exemple que vers 1650 il y eut près de Kinoyu une bataille opposant les Rwandais de Cyilima II Rujugira et les Burundais de Mutaga III Sebitungwa, que les Burundais étaient les agresseurs et qu'ils furent repoussés, bien que le sort de la bataille ait été longtemps incertain. Un fait intéressant émerge tout de même: l'un des facteurs de la victoire rwandaise est que son armée s'appuyait à un camp retranché. Mais, s'il fallait en croire les poètes rwandais et burundais emportés par l'inspiration, il se serait agi du choc d'armées absolument immenses, couvrant les collines à perte de vue. Et, sans doute pour être discret et bénéficier de l'effet de surprise, Mutaga du Burundi, non seulement se serait risqué dans l'affaire en personne, avec tous ses régiments d'élite, mais il aurait de plus organisé avant la bataille un splendide défilé, qui permet certes à l'acte de service de nommer commodément les différents héros qui défilent, mais qui aurait été de nature à faire sortir de sa torpeur le plus somnolent des gueuleux rwandais!

En fait, selon toute probabilité en tenant compte de ce que devait être à cette date la population de chacun des deux pays, chacun des deux rois devant pouvoir aligner une armée de 5 à 8.000 guerriers! Encore faudrait-il admettre que les deux États-Majors étaient suffisamment stupides, l'un pour concentrer toutes ses troupes au même point, et l'autre pour l'attaquer avec toutes les siennes précisément à cet endroit, laissant de part et d'autre leurs frontières et l'ensemble de leur territoire à la

merci du premier venu! C'est un peu la situation de la Guerre de Troie, ce n'est pas parce qu'on a retrouvé la ville qu'il faut prendre Homère pour un historien. Cependant, même dans ces conditions, il est possible de tirer quelques conclusions des documents que nous possédons.

Tout d'abord, le préjugé qui tend à imaginer une attaque africaine comme une ruse désordonnée où l'on force bêtement en avant n'a pas de fondement réel. Dans tous les cas où l'organisation militaire d'un peuple nous est connue, on constate la présence de dénominations précises caractérisant des unités bien définies, relevant de chefs clairement identifiés et hiérarchisés. D'aucuns n'hésitent pas à parler de *régiments*, et ceci pour des populations aussi éparpillées sur le continent que les Dahoméens, les Zulu et les Rwandais, pour ne citer qu'eux. Les archives de la F.P. font état de l'impression désagréable ressentie par des officiers qui n'étaient pourtant sûrement pas de *petites natures* devant la manœuvre disciplinée de leurs adversaires Zande (2). D'autre part, les mérites des fortifications — naturelles ou artificielles — n'avaient pas échappé aux Africains. On était évidemment loin de la ligne Maginot: il s'agissait de *camps retranchés* derrière les levées de terre, palissades, fossés, accumulations de branchages, etc... exploitant, quand c'était possible un site facile à défendre: hauteur, île... Dans l'Est du Congo, ce genre de retranchement était en général appelé *bona* (= barrière, en swahili). On y a parfois vu un procédé arabe. Mais l'emploi de ce genre d'ouvrages est attesté par les chroniqueurs portugais rendant compte des guerres entre les Kongo et les Jaga, longtemps avant l'arrivée des Ngwana, et sur la côte atlantique, à mille kilomètres de la zone la plus occidentale atteinte par les arabes. Les traditions du Rwanda et du Burundi font elles aussi mention de tels retranchements, chez eux-mêmes et chez divers peuples du Congo avec lesquels ils ont eu maille à partir. Il semble que l'on ait fréquemment recouru à la tactique qui consiste à provoquer l'adversaire pour l'amener précisément à attaquer un point fortifié ou du moins une position où la défensive est naturellement avantageuse. La supériorité des Jaga dans l'établissement de camps retranchés et l'utilisation de cette tactique expliqueraient leurs nombreux succès sur les Kongo, plutôt habitués à la bataille rangée en rase campagne. A la fin du XIX^e siècle, le Burundi de Mwezi IV Gisabo illustra remarquablement cette exploitation des avantages d'une situation défensive, en repoussant avec pertes et fracas les Ngwana d'Ujiji et l'armée de Mirambo de l'Uvumwezi, troupes pourtant redoutables à en juger par leurs succès et par l'appréciation des Européens qui les ont combattus. De plus, les Burundais ne disposaient que d'arcs et de flèches, alors que leurs adversaires possédaient des armes à feu.

Ajoutons que pendant les campagnes importantes de la F.P. (*campa-*

gner arabe, répression des *Baterida*) l'armée de l'État Indépendant était élaborée suivant la célèbre recette du pâté d'aloette. Celle-ci était représentée par la F.P. proprement dite. Le cheval, c'était un nombre considérable d'auxiliaires, commandés par leurs chefs traditionnels. Ces troupes ne semblent pas avoir été difficiles à utiliser dans le cadre d'un plan de bataille raisonné *à l'européenne*. En tous cas, la F.P. n'en fait pas mention dans ses rapports. Tout au long des guerres coloniales, les Africains ont d'ailleurs remporté des victoires sur des troupes encadrées par des Européens, ou même entièrement composées de Blancs. Et leur victoire n'était pas toujours due à la surprise ou à la supériorité du nombre. Nous aurons l'occasion d'en parler à propos des Baoni.

On a souvent gardé l'habitude, dans une terminologie mal décolorée, de faire deux poids et deux mesures: la F.P. remporte des victoires, ses adversaires, eux, pépèrent des massacres. On oppose ainsi, au niveau du vocabulaire, les succès de l'intelligence et de la bravoure des troupes coloniales victorieuses au triomphe bestial de la force brutale quand la fortune des armes leur est contraire. Toute victoire a malheureusement pour revers un massacre, et on voit mal pourquoi on reprocherait plus à un chef de guerre africain de faire son métier en éliminant physiquement l'ennahisseur, qu'on ne le fait pour un de nos généraux. Si donc les victoires africaines demeurèrent sans lendemain, cela ne peut être dû à ce qu'il s'agissait de succès fortuits, remportés par des gens entièrement dépourvus de toute conception tactique ou stratégique, n'ayant bénéficié que d'un coup de chance, du poids du nombre ou de quelque trahise.

On a souvent avancé que les défaites noires étaient liées à la supériorité de l'armement des colonisateurs, et qu'en particulier les armes à feu provoquaient chez eux une panique superstitieuse. Ce fut peut-être le cas des premières arquebuses, mais dans le Congo des années 1880, les armes à feu étaient connues depuis belle lurette. Les traitants, qu'il s'agisse des Arabisés de l'Est ou des Portugais de l'Ouest, échangeaient couramment des armes à feu et des munitions contre de l'ivoire et des esclaves. Ces armes étaient même imitées par l'artisanat local qui produisait de fort peu fiables objets dits *pupu* (ce qui correspond à peu près à *pétrole*). Il arrivait que les fusils de traite tuent leur propriétaire en explosant, mais il y avait aussi parmi elles des armes valables, voire du tout dernier modèle. Le traitant Stokes, pendu à l'issue de la *campagne arabe* fut trouvé en possession de deux cents fusils Mauser, arme qui dans la F.P. était réservée aux officiers (3). Dans le cas des Baoni, il va de plus sans dire que leurs armes étaient — et pour cause! — les mêmes que celles de la F.P. Ceci vaut évidemment pour eux-mêmes, non pour les villageois qui les rejoignent et qui ne disposaient que de fusils de traite

ou de *pupu*. Les quelques canons et mitrailleuses de la F.P. ont rarement joué un rôle déterminant.

Tout au plus peut-on admettre, dans ce domaine de l'armement, que les troupes coloniales disposaient de l'avantage d'un armement unifié et d'une stricte discipline du feu, alors que leurs adversaires possédaient un armement hétéroclite, beaucoup moins fiable et ne pouvaient, de ce fait, agir avec autant d'ensemble. Cette infériorité relative ne pouvait être compensée qu'en prenant des risques. Ces risques furent de plus parfois pris dans le cadre de tactiques déplorables. La discipline peut, en effet, être mortelle. Les Zande, auquel il a déjà été fait allusion, auraient pu, d'après les officiers mêmes de la F.P., venir à bout de celle-ci (4) s'ils avaient procédé par embuscade plutôt que par batailles rangées. Ils attaquaient en trois rangs serrés, un de tireurs suivi de deux de fanCIers. Le terme *serre* prend toute sa valeur si l'on songe que le premier rang devait *se coucher* pour laisser les deux autres l'enjamber après qu'il ait tiré quelques salves. On imagine sans peine la houcherie qu'un simple feu de peloton faisait dans un tel mur humain! Ce genre d'erreur n'est d'ailleurs pas particulier à l'Afrique. Qu'on songe à la montagne de cadavres que les Français ont laissé sur les champs de bataille de la Première Guerre Mondiale, au nom de la théorie de *l'offensive à tout prix*.

Ce n'est pas sur le champ de bataille lui-même que l'on trouve la cause des défaites noires et des victoires blanches. Une première faiblesse des Africains était l'incapacité d'imaginer ce que représentait exactement l'adversaire, et ce qu'il voulait exactement. Ils pouvaient avoir de l'admiration et de la crainte devant les moyens techniques des Blancs. Ils ne pouvaient imaginer, devant une poignée d'hommes, quel était exactement leur potentiel. L'auraient-ils su que ce potentiel aurait été hors d'attente: il n'y eut jamais de raid de parachutistes, Kuba attaquant la FN à la flèche empoisonnée. Leur situation ressemblait par certains côtés à celle des Allemands pendant la dernière guerre: eux-ci savaient fort bien quelle menace représentait pour eux le potentiel économique américain, mais étaient incapables de lui porter des coups directs. Les Noirs étaient dans la même situation, l'information en moins (5). Sans doute étaient-ils aussi loin de pouvoir imaginer que les Européens, avec une froide résolution, voulaient *tout* pour eux. Ils doivent avoir caressé longtemps l'espoir trompeur de trouver quelque part un recoin de forêt ou de savane suffisamment écarté, inintéressant et impenable pour qu'on les y laisse en paix. Un certain nombre de révoltés de 1897 se firent abattre comme des poulets, parce qu'ils avaient tout simplement regagné leur village d'origine pour s'y remettre à cultiver les champs (6). La logique des colonisateurs était toute différente: il était exclu qu'ils puissent tolérer quelque résistance ou indépendance à leur égard, si minime

soit-elle.

D'autre part, les Africains n'étaient guère en état de monter des opérations de longue durée. Leurs guerres se bornaient la plupart du temps à des *razzias* de courte durée, ou à des opérations tout aussi courtes pour se défendre contre une telle entreprise, montée par un autre groupe (7). Triste réalité engendrée par plusieurs siècles de chasse à l'esclave, et dans laquelle il fallait entrer: les armes pour se défendre contre les marchands d'esclaves ne pouvaient être obtenues que chez ces mêmes marchands, en échange d'esclaves qu'il fallait donc capturer en razziam à son tour. Dans le type d'économie agraire de subsistance qui prévalait en Afrique noire, il était impossible de constituer des réserves pour longtemps ou même de vivre longtemps sur le pays. Si les fortifications étaient connues, les sièges étaient rares: la pénurie eut vite été aussi grande chez les assiégés que chez les assiégeants. Il était quasiment impossible de garder les hommes longtemps sous les armes: on ne pouvait se passer longtemps d'eux pour l'acquisition de la subsistance. L'Afrique n'était pas préparée à se heurter à des armées professionnelles, qui ne font que cela et qui ont tout leur temps. D'ailleurs, les contraintes de l'économie africaine pesaient aussi sur les troupes coloniales. Elles aussi connurent des pénuries, parfois mortelles.

Ceci nous achemine vers la réponse à la question que nous nous posions: comment des guerres relativement courtes, engageant peu de troupes (il est rare qu'il y ait eu des batailles de plus de 10.000 combattants) ont-elles coûté tant de vies? Certaines tactiques malheureuses, comme celle des Zande, apportaient certes un élément de réponse. Il y eut aussi, comme dans toutes les guerres, des victimes civiles qui n'eurent que le tort de se trouver sur le trajet d'une balle perdue. Celles-ci furent d'autant plus nombreuses que les Africains, qu'il s'agisse de la F.P., des Baoni ou des armées tribales, allaient à la guerre en emportant leur famille, en particulier leurs femmes. Chez les Baoni, les femmes étaient chargées d'évacuer les blessés et de ramasser les armes et les munitions tombées sur le champ de bataille. La présence à proximité des combats de non-combattants femmes, enfants, porteurs, néanmoins fort exposés, alourdisait les pertes. Ajoutons que si les pertes au combat étaient souvent *normales*, les retraites tendaient à se changer en d'affreuses déroutes, où les pertes étaient importantes. Mais surtout, la guerre démunçait deux autres monstres, bien plus redoutables: la famine et l'épidémie.

Raïdementaire et sensible, l'économie de subsistance s'écroulait bien-tôt sous le choc d'opérations militaires prolongées. Les champs n'étaient plus plantés ni récoltés. Ils étaient souvent brûlés ou pillés. La famine

apparaît et les gens une fois affaiblis, les moindres maïades, ordinaires, ment endémiques et anodines, faisaient d'énormes ravages. D'autant plus que les déplacements de personnes consécutifs à la guerre augmentaient les occasions de contagion et amenaient d'autres régions des maladies jusque-là inconnues. En mars 1893, au cours de la *campagne arabe* et à cause des déplacements de population qu'elle avait entraînés, une terrible épidémie de variole sevit ainsi, d'abord à Nyangwe, puis dans tout le Maïemba (8). Les Européens n'échappaient pas à ce genre de risque, et leurs pertes englobent beaucoup de morts ou de rapatriés pour maladie.

Ces situations n'ont du reste guère changé, et, lorsqu'une guerre éclate en Afrique, la guerre elle-même, c'est-à-dire les morts au combat, cause toujours beaucoup moins de pertes, même avec les armes actuelles, que ses conséquences indirectes sur l'alimentation et la santé des populations.

NOTES

- 1) Van Gèle, in *Lejeune*, op. cit., pp. 47-ss.
- 2) F.P., op. cit., pp. 316-317.
- 3) Henry in *Lejeune*, pp. 117-118 F. P., pp. 287-289.
- 4) F.P., op. cit., pp. 316-317.
- 5) Il y eut une exception notable: l'esclavagiste Tippou-Lipp possédait quelques *mitons de politique générale et de géographie* et s'intéressait à la politique européenne. Van Gèle, in *Lejeune*, op. cit., p. 63). Aussi a-t-il pondamment pris sa retraite avant le début de la campagne arabe.
- 6) Certains (chefs coutumiers) livrèrent même à Doornme des mutins qui avaient réussi à regagner leur village et... s'y étaient démolés! F.P., op. cit., p. 422.
- 7) On peut consulter aussi les articles *Armer* et *Armes* dans Balfourier-Magnier. Dic. *Historique*...
- 8) F.P., op. cit., p. 237.

III. La Force Publique : Les Africains

La pénétration européenne au Congo s'est effectuée durant une période trouble, et le premier itinéraire utilisé, de Zanzibar au Tanganyika, traversait des régions qui étaient loin d'être paisibles. Citons, parmi les principaux motifs d'instabilité :

- les mouvements de population provoqués par l'expansion des Nguni (Zulu, Ndebele) sous forme de migrations brutales en chaîne, se poursuivant les unes les autres (1). Populations déracinées, débris ou déserteurs d'armées diverses donnaient naissance à un ramassis de brigands ou de *soldats de fortune*, les *rugagaga*.
 - profitant de cet ébranlement, qui venait s'ajouter aux secousses plus anciennes dues à la traite des Noirs, des *royaumes* conquérants et brutaux se constituèrent avec l'objectif de contrôler les routes de la traite et d'en profiter pour écouler le produit de leurs propres pillages. Ainsi apparut le Garennganze de Msiri au Katanga (Bunkeya).
 - des ensembles politiques plus anciens, comme ceux des Luba et des Lunda, adoptèrent la même attitude, avec une telle brutalité que l'on connut une révolution chez les Luba. Le fait est rare en Afrique, où il y a plus de révoltes que de révolutions.
 - Portugais et Ngwana poursuivaient leur chasse aux esclaves, d'où une attitude méfiante ou hostile de la population.
- De ce fait, toutes les expéditions de Stanley, de l'AlA ou du CEHC furent armées. Même les missionnaires durent penser à la protection de leurs caravanes. Ces escortes se composaient de mercenaires recrutés à Zanzibar.

Après la fondation de l'EFIC, le 1^{er} juillet 1885, la nécessité d'une force armée se fit sentir plus que jamais, puisqu'il ne s'agissait plus seulement d'assurer la sécurité de quelques explorateurs, mais d'occuper et de contrôler réellement tout un territoire — ce qui revêtit dans beaucoup de cas l'aspect d'une véritable conquête militaire — et d'en assurer les frontières. Léopold II ne disposait pas de la ressource qu'avaient ses concurrents : employer les troupes métropolitaines, sauf quelques volontaires. Il fallait donc utiliser des troupes africaines qu'on ne pouvait cependant,

dans un premier temps, recruter sur place.

On continua donc, avec beaucoup de précautions diplomatiques, à recruter des soldats dans des pays africains plus anciennement colonisés. Ces soldats étaient appelés uniformément *volontaires de la Côte*. À partir de 1890, ils s'engageaient pour des termes de quatre ans. Le tableau de la page 35 reprend les effectifs de ces volontaires pour la période qui nous intéresse, c'est-à-dire les soldats qui, engagés au plus tôt en 1891 et au plus tard en 1900, ont pu être mêlés aux actions contre les Baoni. Les données fournies par la F.P. mentent sur le même pied engagement et réengagement, de sorte que le chiffre figurant à *total* doit refléter assez exactement le nombre de *volontaires de la Côte* présents à cette époque au Congo. À l'époque, les chiffres d'effectifs rendus publics par la F.P. sont encore des chiffres d'effectif réel. Ce n'est qu'en 1902 qu'on voit apparaître les effectifs budgétaires.

Ce qu'on appelle *origine* des volontaires est en fait simplement le lieu de conclusion du contrat. La réalité était donc souvent encore plus bigarrée que le tableau ne le donne à penser.

À titre d'exemple, les trente soldats commandés par Coquilhat en 1884 comprenaient :

- 2 kabindas (esclaves libérés de la Côte)
- 17 zanzibarites (= recrutés sur la côte orientale), en fait 8 zanzibarites
- 3 hommes de l'Unyamwezi
- 1 homme des îles Comores
- 4 swahili de la côte orientale
- 1 esclave libéré venant du Maniema
- 11 haoussa (recrutés à Lagos et en Gold Coast), en fait 2 haoussa
- 9 yoruba. (2)

On voit que dans ce joyeux désordre, il y a même un 'anglais - l'esclave du Maniema... qui se trouve complétement oublié comme 'volontaire étranger'. Sans doute était-il à l'affût d'une occasion de regagner son Maniema dans des conditions acceptables. La même chose vaut pour le recrutement des nationaux : la F.P. qui se méfiait de la solidarité ethnique essayait de mélanger les soldats de diverses provenances. Mais les tableaux statistiques mentionnent, non les ethnies, mais les lieux d'engagement.

L'engagement de volontaires étrangers offrait le double désavantage d'être onéreux et diplomatiquement délicat. Il fallait en effet offrir des rémunérations suffisantes pour allécher les volontaires, et assurer leur transport. De plus, les autres puissances coloniales n'étaient pas enchantées de voir l'EIC venir raffler dans leurs chasses gardées des

hommes jeunes et en bonne santé, dont elles auraient eu l'emploi.

LES VOLONTAIRES DE LA CÔTE DANS LA F.P. ENTRE 1891 ET 1900

Origine	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900
Libériens	39	59	99	89	12	5	38	20	11	17
Acari	-	412	192	295	36	5	12	21	20	6
Abissins	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sonahis	-	-	215	-	-	-	-	-	-	-
Egyptiens	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dahoméens	-	1	-	-	-	5	3	-	2	1
Zanzibarites	-	-	593	-	32	109	-	2	8	2
Haoussa	548	316	463	774	340	328	76	211	111	37
Sieraléone	9	138	793	715	92	176	98	237	128	85
TOTAL	597	926	2.355	1.873	512	629	228	492	201	149

Source: Force Publique, op. cit., page 510.

Il n'est donc pas étonnant que Léopold II ait désiré ne pas rester dépendant de ce recrutement coûteux et peu diplomatique. Il souhaitait donc diminuer nos Haoussa et nos Zanzibarites et les remplacer par une force indigène (3). La Force Publique ne sera réellement constituée que lorsque nous pourrons supprimer complètement les recrutements à l'étranger, qui sont toujours onéreux (4). Encore fallait-il le faire!

En 1886, le capitaine Coquilhat réussit à convaincre un certain nombre de Bangala (originaires de l'Equateur) de descendre à Léopoldville; dix d'entre eux acceptèrent ensuite de gagner Boma pour y subir l'entraînement militaire et devinrent ainsi les premiers soldats autochtones de l'EIC. Ce recrutement n'était pas dépourvu d'un certain pittoresque. Voici par exemple la description de Dejaiffe, chef de poste à Djibir (Uele) vers 1891: "Je veux devenir ton fils et servir sous tes ordres", disait habituellement celui qui se présentait. Je lui demandais alors: "De quelle tribu es-tu? Es-tu un homme libre? Es-tu marié? Combien de femmes? D'enfants? Après réponse satisfaisante, je disais à mes candidats: "Amène ici tes femmes, tes enfants et tout ce que tu possèdes. Je t'aiderai à installer les tiens sur l'autre rive, en face de la station, et quand l'installation sera terminée, tu viendras, toi, loger à la caserne et vivre comme tous mes enfants. Tu recevras ton fusil dès que tu connaîtras bien l'exercice et que tu sauras bien tirer." Il ne fallait pas quinze jours pour parfaire leur instruction sans que je m'en occupe. Cette instruction se faisait au clair de lune, les nouvelles recrues rémunéraient les anciennes qui leur apprenaient le maniement des armes" (5).

Il faut noter ici, car cela aura une importance considérable dans la

génése des révoltes, que la relation du pere et de ses enfants qui est évoquée ici n'est pas une simple figure de style. (Cinquihuit notes dans son journal, le 14 juillet 1885: "Je viens de réussir un projet préparé de longue date: celui d'envoyer des Banganda pour le service des autres nations (...). La difficulté principale résidait dans le *caractère ethnique et tout personnel de la centaine que les jeunes gens ont emmené*. Il a fallu me porter garanti pour Mr. Deane (chef de la station des Falls), affirmer son autorité et sa fermeté. Le succès est acquis" (6).

Les soldats recrutés par un chef considèrent visiblement qu'ils lui font allégeance personnelle. Le fait d'être exposés ensemble à des dangers parfois très graves ne fit évidemment que renforcer cette tendance. On parlait ainsi en plaisantant de la *gande priotomane* ou de la *Virille Carde* de Dhanis pour désigner un groupe de soldats dont il ne se séparait pour ainsi dire jamais.

D'autre part, sans doute à cause de l'insistance de ses chefs, et surtout de Leopold II, pour la *congolisation* de la F.P., on voit Dejaiffe prendre quelques libertés avec les principes officiellement affirmés. Ainsi n'était-il pas question, si on s'en tenait au règlement, d'accepter des soldats polygames. Cette tendance de beaucoup d'officiers à accorder des passe-droit à *leurs hommes*, avec les inégalités que cela pouvait créer, était lourde de menaces, à partir du moment où l'on se mit à constituer une armée importante en regroupant des unités éparses et en leur offrant donc des possibilités de comparaison. Le but que visaient les officiers était sans doute d'obtenir plus de recrues et de les encourager à se montrer plus efficaces pour satisfaire les exigences de Boma et de Bruxelles. Cette propension à remplir les objectifs à tout prix, même en prenant des risques catastrophiques, pèsera lourd, elle aussi, lors des révoltes.

À partir du moment où l'ELC commença d'exister comme état, il s'agit de donner une forme convenable à ce qui cessait d'être un semis de groupes de mercenaires défendant les postes de l'A.I.A. Les mois *Force Publique* apparaissent le 30 octobre 1885, dans le décret organisant le Gouvernement Central de l'ELC. Au début de 1886, le capitaine adjoint d'E.M. Leon Roget fut chargé d'organiser la F.P. dont il devint le premier Commandant le 17 août de la même année, poste qu'il conservera jusqu'en 1888. Son influence marque nettement deux des textes législatifs relatifs à la F.P., que nous reprenons en Annexe I. Le principal intérêt de ce décret est de remettre le *commandement* de la F.P. au *Cr. Gal.*, c'est-à-dire à l'autorité civile. Le Commandant n'a que l'autorité *administrative*. Cette organisation nationale sera copiée à l'échelon local. Le commandement revient dans ce cas au C.E.D. (Commissaire de district).

Pendant l'existence de l'ELC, ce principe ne connaît qu'une exception: les troupes du Katanga, dont le commandant militaire aura sur ses troupes l'autorité administrative et le commandement militaire, ceci dans le cadre du statut spécial de cette province.

Durant le séjour que Roget effectua en Europe avant de revenir au Congo comme Commandant de la Force Publique, parut le texte officiel d'organisation de la F.P., qui resta à la base de son organisation jusqu'en 1914, couvrant donc toute la période de l'Etat Indépendant qui figure à l'Annexe II.

Le *Cr. Gal. Walbis*, qui en tant qu'officier de carrière s'intéressa toujours beaucoup à la Force Publique, inspira quelques années plus tard un décret sur le recrutement de la Force Publique. En effet, durant les premières années de l'existence de celle-ci, on avait rencontré diverses difficultés, soit parce que les recruteurs rémunérés, qui existèrent pendant quelque temps et qui étaient rémunérés à *la pièce* firent preuve d'une absence de scrupules vraiment excessive, soit parce que les levées de troupes ne furent pas suffisamment réparties sur l'ensemble du territoire. Un meilleur quadrillage de celui-ci n'était d'ailleurs pas une simple question d'équité, sentiment dont le Congo de Léopold II se passait fort bien, mais aussi d'efficacité. La F.P. eut en effet au départ quelques difficultés à recruter dans les proportions envisagées par les plans de Leopold II. Et il fallait donc, ici aussi, remplir coûte que coûte les objectifs fixés par le Monarque...

Ce même décret du 30 juillet 1891 donne aussi quelques renseignements sur les conditions matérielles (rémunération, etc...) faites aux soldats qui sont valables pour l'époque où éclatèrent les révoltes qui font l'objet du présent ouvrage. (Le texte en figure à l'Annexe III).

Un règlement disciplinaire fut promulgué le 16 avril 1887, puis modifié le 10 novembre 1894. Il prévoyait que le droit commun n'était pas applicable à la F.P., dont le règlement prévoyait des peines corporelles. À partir de 1894, il est prévu que la peine de 100 coups de fouet devra être appliquée en deux séances de 50 coups, appliquées à 24 heures d'intervalle. L'instrument utilisé était une forte hanrière en peau d'hippopotame, qui a été désignée par les noms les plus divers: courbache, chicote, sjambok, finbo, etc. Le dernier mot servait à désigner l'instrument tant en swahili qu'en lingala. En français, c'est le terme *chicote* qui fut le plus couramment utilisé.

Ces diverses dispositions appellent quelques commentaires.

Le fait que le commandement de la F.P. appartienne à l'autorité civile est une situation classique: l'armée *grande masse* aux ordres du pouvoir politique délégué par des mandataires civils. Dans la pratique, aux

temps héroïques de la colonisation, les charges civiles étaient le plus souvent exercées par des militaires (7), et le cumul était presque de règle entre la fonction civile (p.ex. C.D.) et la fonction de chef militaire local. Il y a en tous cas de nombreux cas où ce cumul fut recherché volontairement. Les chefs d'expéditions militaires importantes se voyaient octroyer un grade *civil*, de même que les chefs des garnisons exposées. Ainsi, Dhannis, chef de l'expédition du Nil, se vit-il gratifié du titre de Vice-Gouverneur Général (VCG). Alphonse Jaques, arrivant en 1891 à Moya non pour la F.P., mais pour le Corps de Volontaires de la Société Antiesclavagiste, se voit *bombardé* C.D. par l'EIC.

Ces mesures étaient incontestablement nécessaires, compte tenu des différents décrets ci-dessus, pour que ces officiers puissent exercer le commandement sur leurs troupes. Mais la fonction de C.D. est un véritable métier d'homme-orchestre puisqu'il est censé exercer toutes les fonctions administratives, judiciaires, fiscales, etc... sur le territoire relevant de sa juridiction. Encore en 1908, l'inspecteur d'Etat Mahieu constatait, à propos du poste de Kanda-Kanda (Luulaba-Kasai): 'Le chef de poste est un sous-officier de l'armée belge qui n'assiste qu'aux séances de tir faute de temps... Il est non seulement chef du détachement et du poste, mais officier de police judiciaire, officier d'Etat-civil, chargé de la perception des prestations (8) et du service des transports' (9). Précisons que l'administration de l'EIC était, même en ces temps héroïques, extrêmement paperassière et que la F.P. s'empressa d'offrir à ses cadres le divertissement militaire bien connu des nombreux *états* et formulaires à remplir périodiquement en un nombre impressionnant d'exemplaires.

Deux choses sont aisées à déduire :

- La multiplicité des fonctions n'aidait guère à remplir la fonction d'encadrement, alors que les chefs et la troupe, très différents culturellement, auraient pu en profiter pour mieux se connaître.
- Le cumul des fonctions étant de règle, et l'autorité supérieure extrêmement lointaine, les officiers se trouvaient le plus souvent en situation de sarrapes tout-puissants sur un territoire très étendu. Cela n'arrange pas, en général, la psychologie d'un homme et cela peut avoir contribué notablement à engendrer certains abus.

Le décret de 1891 introduisait pour le recrutement des troupes, à côté du volontariat, des levées annuelles opérées par les C.D., de commun accord avec les chefs coutumiers. Le décret prévoyait un *tirage au sort*, imité de la conscription européenne, qui ne fut en fait jamais en vigueur. En pratique, il y eut désignation pure et simple, un village devant fournir une recrue par groupe de 25 cases (10).

Comme l'importance d'un chef de village est toujours peu ou prou proportionnelle en fin de compte au nombre d'hommes qu'il commande, on aurait pu s'attendre à ce que les autorités coutumières fassent de l'obstruction. Mais les chefs coutumiers, outre le désir d'attacher un certain zèle envers l'Etat, ou la nécessité de rendre un tel zèle, s'aperçurent vite que le recrutement leur fournissait une excellente occasion de se débarrasser des indésirables en tous genres en les désignant pour le service militaire. Les membres des lignages concurrents de celui du chef en titre, les bigarrures, chapardeurs, 'fortes têtes' et autres éléments socialement peu intéressants furent donc généreusement aiguillés vers les rangs de la F.P. (11).

Ceci pourrait expliquer certains commentaires sur le comportement de la F.P., tels ceux-ci: 'Le courrier partant de ce poste se fait d'ordinaire par les soldats, c'est-à-dire par des gens qui, à tort ou à raison, sont la terreur du pays...' (12). Avec tout cela, la terreur du soldat ne fait que s'accroître: les gens fuient, et s'ils ne changent pas leur manière d'agir, le Marangu, qui n'est déjà pas bien peuplé, deviendra de plus en plus désert (13). (Cela désigne la bagatelle de: un blessé grave par balle, trois enlèvements, un pillage et un incendie volontaire de village). 'Aussi, ces sauvages armés de fusils, qu'on nomme soldats par ici, font-ils, sur leur passage, la guerre aux poules, aux pioches (14) et autres choses de valeur dans le pays. Les indigènes les craignent tellement que, dans beaucoup d'endroits, ils désertent les routes suivies par ces soldats pour aller s'établir à l'écart... Ils (des officiers de passage) ont promis de faire tout leur possible pour faire cesser ces vols. Mais, de fait, sont-ils capables de les prévenir? La plupart d'entre eux ne connaissant pas la langue du pays (15) sont obligés de prendre comme interprètes leurs boys ou un de leurs soldats. Ceux-ci, de connivence avec les voleurs, réussissent si bien à traduire les plaintes, que ce sont les plaignants eux-mêmes qui sont reconnus coupables et reçoivent la punition' (16).

Avis de prêtre, dirait-on, donc d'homme plus imprégné de Charité que de Réalisme. Encore qu'il se soit trouvé des abbés virils à qui le moindre coup de clairon faisait sous la soutane une jambe martiale, nous irons donc prendre l'avis d'un militaire: 'Les soldats se sont encore amusés à tirer des coups de feu en route et à frapper des gens sans motif. Ils ont amené ici (= à St. Louis du Mrambi) un jeune homme, un petit garçon et deux femmes qui ils ont rencontrés près de Kalofo et que je fais reconduire chez eux. On dir même qu'ils auraient blessé d'une lance une femme après l'avoir violée et volée'. (17).

Trois mois plus tard, à l'occasion de l'arrivée d'orphelins: 'Les mères de deux de ces enfants ont été tuées en cours de route par les soldats à coups de crosses de fusil parce qu'elles ne pouvaient marcher (18). Qua-

ne femmes prisonnières s'étaient enfuites. Deux furent reprises et ... pendues!

« Déjà, le Gouvernement Congolais fera regretter aux pauvres Noirs le régime arabe (19) ».

Précisons pour les femmes citées dans les deux derniers passages comme prisonnières, abattues ou pendues, que leur seul crime était d'avoir été capturées dans un village relevant du chef Paramino, favorable aux rebelles de Juluabourg, village qui fut mis à sac par la F.P., dit Joubert, *sans que ses habitants se défendent* (20). On comptait ainsi plusieurs volumes avec des anecdotes de ce genre. (On voudra d'ailleurs bien remarquer qu'à une exception près, toutes ces citations concernent la courte période (cinq mois) de juin à octobre 1896, dans une région (le Marungu) réputée paisible!)

Il est aussi à relever qu'au moins en ce qui concerne ces derniers faits, ces actes ont été posés *alors que les soldats étaient encadrés par des Euro-péens*, ce qui infirme la thèse, habituellement avancée par la F.P., que ces *blancs* étaient le fait de soldats noirs évoluant *loin de l'œil du Blanc* (21). Voici enfin un témoignage presque direct: « Tu veux savoir comment est mort mon père et que je te raconte l'histoire. Moi, je n'ai pas vu cette chose arriver. C'est mon frère qui était là et qui nous a dit. J'étais alors petite et je ne marchais pas. Mon frère m'a raconté, parce que c'est lui qui était là. Malyonga était mon frère du ventre et il (22) était là quand notre père Musifi a été tué. C'est une histoire que je vais te raconter. Après la saison des pluies, mon père décida de partir avec mon grand frère pour les salines (23). Ils pensaient qu'en cours de route ils rencontreraient ceux des villages voisins pour faire voyage ensemble, camper la nuit et mieux se protéger. Ils marchaient depuis plusieurs jours et Musifi portait une partie de la charge de mon grand frère, car il était encore jeune. Un matin ils se chauffaient au soleil. Sur le plateau les nuits sont froides. Et arrivent des soldats, avec des porteurs et des charges pour les Blancs. Les soldats, surtout quand ils voyageaient *pour le service* (24) se croyaient tout permis, et on n'osait pas se plaindre parce qu'il y aurait des nouvelles de la chicotte pour les pauvres Tabwa (25). C'est l'habitude. Les hommes soumis par la force doivent faire le travail pour les autres, ceux qui sont avec les Chefs. Et alors c'étaient les Blancs qui étaient les Chefs. Ils ont voulu les forcer à porter aussi des charges pour eux. Ils n'avaient pas le droit de faire ça, parce que leur Blanc n'était même pas un Blanc qui était chef ici, mais qu'il faisait je ne sais quoi dans un endroit de l'Uhemba dont personne n'a jamais entendu parler (26). Comme leur Blanc n'était pas le nôtre, ils ne pouvaient pas suivre la loi rien demander. Mais on est la justice pour les faibles (27). Le père essaya de refuser parce que mon frère était très fati-

güe et portant un peu. Alors ils sont tombés sur lui. Comme il se défendait bien et tenait les soldats qui lui avaient parlé en respect avec sa lance, les autres sont accourus. Il est tombé, la tête traversée d'un coup de crosse. Que pouvait faire Malyonga seul qui était encore petit et voyageait pour la première fois? Il a suivi les soldats par peur des bêtes. Après plusieurs jours il a pu s'enfuir et il est revenu. Cela s'est passé après que les Nywanda aient été battus et avant qu'il y ait les révoltes dans le Kasai dont tu m'as parlé » (28).

L'article 8 du décret de 1888 qui prévoyait l'organisation de milices indigènes ne fut jamais appliqué et disparut en 1900. (En principe, elles (les milices) devaient comprendre un certain nombre d'hommes pouvant être mis à la disposition des chefs d'expédition qui auraient pu les utiliser en renforçant leurs colonnes de soldats réguliers, d'indigènes armés de lances, fleches, fusils à piston, qui se joignaient fort avantageusement à l'expédition" (29).

Dans la pratique, de tels auxiliaires participèrent à toutes les campagnes d'envoieure de la F.P. et représentaient même souvent des effectifs plus importants que les troupes régulières, mais sans que la F.P. intervienne dans leur organisation. Certains chefs, qui se rangeaient par conviction ou par intérêt du côté de l'F.P., accompagnaient l'expédition avec leurs guerriers, se comportant en tous points comme s'il s'agissait d'une guerre traditionnelle. Par contre, lorsque la préparation hâtive de l'expédition du Nil imposa d'incorporer à la hâte des miliciens après une préparation bâclée de trois mois, ceux-ci furent considérés, non comme des « miliciens de l'article 8 », mais comme des soldats à part entière. La F.P. gagna probablement à cette division entre réguliers et auxiliaires plus qu'à l'application de l'article 8, chacune des deux troupes gardant ainsi son efficacité et sa cohésion propres, plutôt que de mettre sur pieds un hybride qui avait toutes les chances de concentrer plutôt les défauts que les qualités des deux types d'organisation militaire.

La réquisition de tout le personnel européen — sauf les magistrats de l'ordre judiciaire — lorsque la sécurité l'exige, prévaut par l'article 9, connu presque le même sort: on ne l'appliqua qu'une fois, lors de la mutinerie de Shinkakasa, en 1900. En fait, cet article était presque inutile car, à l'époque dont nous parlons, pratiquement toutes les fonctions, y compris de fastidieux postes administratifs mais à l'exception précisément de la magistrature judiciaire, étaient occupées par des militaires. Les civils eux-mêmes, à commencer par le G. G. Wabis, étaient très fréquemment d'anciens militaires, que les compagnies commerciales tenaient déjà à engager, se munissant ainsi d'un personnel déjà habitué à l'Afrique et ayant souvent gardé de bons contacts dans l'administration.

TABLES EFFECTIVES ANNUELLEMENT PAR LA FORCÉ PUBLIQUE

Régions	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Banana Boma	300	370	580	270	400	300	125	75	50	300	75
Moyonkô	170	170	100	100	100	100	75	50	100	75	75
Mandji-Charaxes	180	100	100	100	100	100	75	50	50	50	75
Stanley Pool	170	170	170	200	200	200	75	75	40	50	50
Kwango					100	300	150	150	50	75	75
Faek (Congo III)	180	200	200	300	600	900	150	200	250	300	300
Ngabonou	300	300	300	300	300	300	150	250	250	300	300
Konakala-Monokala	180	300	600	750	500	500	150	150	150	200	300
L'Uele	180	250	250	200	300	300	400	150	150	150	200
Aouankani	300	1.650	800	600	500	500	150	75			300
Luabala-Kasai	300	300	600	200	1.200	1.200	600	600	400	300	400
Léle	120	250	200	850	1.400	1.400	300	225			400
Province-Orientale(II)											
Total	2.150	3.560	3.850	4.000	6.000	6.000	3.000	2.000	1.550	2.200	2.800

Source: F. P., op. cit., annexe 4, page 509

Les chiffres en italiques indiquent les contingents remarquables par leur grandeur exceptionnelle.

Le signe * accompagne les années où le contingent fut particulièrement petit.

1) La Province Orientale comprenait à l'époque le Maniema et le Tanganyika.

prenais de préférence pour aller en palabre, car j'étais sûr qu'ils ne me lâcheraient pas, je suis certain qu'ils se seraient fait tuer à mes côtés (30).

L'Uele continue à être fortement sollicité entre 1900 et 1902. Les soldats qui en étaient originaires participèrent peu aux révoltes. Ils sont originaires de populations soudanaises (Zande et apparentés) et démentaient donc facilement étrangers à ce qui concernait les gens provenant d'éthnies bantoues. Auraient-ils d'ailleurs souhaité participer à la révolte de l'expédition du Nil qu'ils ne l'auraient pu. En effet, les troupes de l'Uele, sous les ordres de Chaltin, devaient servir d'avant-garde. Toujours pressé par des ordres de Boma, attribuables eux-mêmes à l'impatience de Léopold II, ce dernier dut finalement partir de Dougou et pénétrer dans le Soudan sans attendre les autres troupes. Ces troupes firent ainsi la campagne contre les mahdistes à elles seules et ne furent jamais en contact avec les Baoni.

Si l'on ajoute à cela, pour le seul cas où l'on appliqua l'article 9, que les Baoni se passaient à Boma, que cette ville n'était pas seulement la capitale, mais aussi le port principal du Congo, et qu'elle était donc perpétuellement encombrée d'officiers arrivant d'Europe pour monter à leur poste, on attendait le bateau après être descendus fin de terme, on ne s'étonnera pas d'apprendre qu'il ne fut guère besoin de brandir l'article 9 pour que tout le monde se rue aux creneaux à l'odeur de la poudre!

On trouvera ci-après, page 43, un tableau des levées effectuées annuellement entre 1882 (première année d'application de la circulaire de 1891) et 1902, année qui marque une certaine *normalisation*, les Baoni ayant cessé de représenter un danger grave pour l'E.C. La même remarque que pour les *volontaires de la Côte* s'impose: la ventilation par lieu de recrutement suggère une ventilation ethnique, mais elle n'y correspond pas. Nous soulignons pour chaque région la ou les années qui consistent en des *pointes* négatives ou positives.

La moyenne pour cette période est de 3.340 soldats par an, les dépassements les plus importants se situent entre 1895 et 1897. Pendant cette période, le *plafond* est atteint dans le Bas-Congo, le Kwango, l'Equateur, l'Aruwimi, l'Uele et la Province Orientale. Le Luabala-Kasai suit à une courte tête, bien que son chiffre le plus élevé soit celui de 1893. Le Luabala-Kasai, l'Uele et la P. O. dépassent non seulement leurs chiffres habituels, mais aussi les autres régions, et ceci très nettement: 1.600 hommes sur 3.360 (près de 50%) en 1893, 3.400 hommes sur 6.000 en 1895 et 1896, soit plus de la moitié. Alors qu'en 1892, ils fournissaient 620 hommes sur 2.180 (environ 1/4), en 1894 1.800 hommes sur 3.850, soit 40%.

Les *pointes* du Luabala-Kasai, de l'Uele et de la P. O. coïncident avec les gros efforts pour accroître ses effectifs que la F. P. fait en 95, 96 et 97. Il n'est pas exagéré de dire que ces trois provinces supportent, à elles seules, l'effort supplémentaire effectuée à cette époque.

En 1900 et 1901 on ne leve *aucun* soldat dans le Luabala-Kasai et la P. O. Il y a certes là un réflexe de méfiance après l'affaire des Baoni. Mais l'effort demandé ces années-là est en-dessous de la moyenne (1900 est le minimum national avec 1.550 hommes) et *neuf* régions sur onze atteignent leur contingent plancher entre 1900 et 1902: on revenait sur le pied de paix après une période d'opérations militaires intenses. Les recrues du Luabala-Kasai et du Maniema, généralement désignées par l'étiquette *nyela* étaient particulièrement appréciées. C'étaient les soldats préférés des Blancs. Grands et vigoureux, aussi intelligents que braves, on les portait au nues naturellement. C'étaient les Batetela que je

L'athus des recettes en '96 et '97. Il y a la préparation de l'expédition du N.L. pose un petit problème mathématique et géographique dont la solution persiste à nous échapper : on a-t-on mis ces 6 000 recrues ?

A.J. Wauters estime les effectifs de la F.P. au 1^{er} janvier 1897 à 14 000 hommes : 8 000 indiens, 4 000 volontaires congolais et 2 000 volontaires de la Côte. Wauters faisait partie des «coloniaux en chambre» travaillant à Bruxelles sur des données venant des services de Léopold II, dont il était très proche et à qui il servait, si l'on peut dire, de «porte-plume». Avec la distance, ses chiffres se sont quelque peu «arrondis», mais sont cependant à peu de choses près exacts (31) si l'on compare avec les effectifs figurant aux tableaux de la F.P., qui dit avoir, à cette date 13 983 soldats (32).

Pour Wauters, il y a quatre camps d'entraînement : Zambi, Bolobo (Yambi), Irebu et Umangi, d'une capacité d'accueil de 500 recrues chacun, soit 2 000 au total, ou encore 4 000 en deux ans. D'autre part, on avait programmé deux levées annuelles de 6 000 hommes, soit 12 000 sur deux années. On a-t-on fait des 8 000 *sans abri* ?

Dans son *auto-histoire*, la F.P., plus optimiste, déclare avoir sept camps : les quatre de Wauters, plus Kinshasa (33), Kasongo et La Romée. Certains auraient de plus eu une capacité d'accueil supérieure aux cinq cents places de Wauters. Les incorporations comptabilisées par la F.P. sont de :

	1896	1897
Kinshasa	214	137
Kasongo	1 110	1 022
La Romée	640	1 100
Bolobo (Yambi)	145	406
Zambi	231	285
Irebu	175	242
Umangi	103	440
Total	2 721	4 072
Total général : 6 793		

La capacité d'accueil s'est incontestablement accrue, mais avec 12 000 recrues nous avons encore plus de 5 000 hommes sous la plume. On peut certes admettre que les autorités territoriales n'aient pas fourni le nombre de recrues demandées. Mais ne pas atteindre 50% de l'objectif fixé ne cadre guère avec les habitudes d'extrême efficacité de l'É.C.A.

Selon toute apparence, la préparation de l'expédition du N.L. talonnait sans cesse par Bruxelles, à mené à l'incorporation ultra-rapide de

recrues dans les formations actives. On ne peut exclure qu'il ait regné à la F.P. elle-même un certain flou artistique quant à ses effectifs exacts, et surtout quant à leur degré de formation et de habitude. Imprécision sur laquelle, a posteriori, les tableaux aux chiffres bien précis viennent jeter le doute de Noé.

Il nous faut aussi évoquer les conditions de vie et de travail de la F.P. Les soldats sont principalement des fantassins, si l'on excepte un petit nombre d'artilleurs. Les autres *spectacles* étaient les charons, les comptables et les musiciens. En campagne, ces derniers étaient chargés d'encadrer les porteurs, dont la débâcle pouvait avoir des conséquences tragiques. Leur rôle était donc loin d'être négligeable.

Les enrôlés qui ne paraissent pas physiquement aptes au service arme étaient versés dans les *travailleurs militaires*, à qui il incombait de construire et d'entretenir les installations des camps, de cultiver des champs destinés à les ravitailler, etc... Les soldats et leurs épouses devaient aussi prendre leur part des travaux. Comme partout, la corvée pouvait servir de mesure disciplinaire. En campagne, un échafaudement consistait à ravaler le soldat au rang de porteur. Les Africains – encore aujourd'hui d'ailleurs, sont très susceptibles sur le chapitre de leurs qualifications professionnelles et regardent de très haut ceux qui ne *sont bon qu'à cultiver le sol ou porter des paquets*. Cette attitude n'est certainement pas ce que la colonisation leur a appris de mieux. Il reste en tous cas que cette punition constituait une humiliation cuisante.

Contrairement à ce qui, du moins à l'époque, était l'habitude européenne, les soldats de la F.P. vivaient en famille, non seulement au camp, mais aussi en campagne. On a d'ailleurs pu voir que le décret de 1891 prévoyait une ration pour la femme du soldat. En principe, les militaires étaient astreints à la monogamie. Le souci échevreur faisait ainsi bon ménage avec le désir de ménager le budget et de ne pas surpeupler les camps.

Les femmes étaient astreintes à quelques heures de travaux dans le camp et s'occupaient des charges ménagères habituelles, telles que préparer le repas de leur mari. Les femmes des militaires renégés étaient dispersées de travaux pour le camp. Certains militaires astreints trouvaient une occasion de petits profits en tenant une table de bière payante ou venant manger leurs compagnons d'armes célibataires.

Les femmes relevaient de l'autorité militaire, comme leurs maris, si des mesures disciplinaires devaient être prises. Les affaires d'adultère venaient ainsi au rapport du commandant (ce qui permettait à l'ensembliste du camp d'en tirer profit pour ses commerces). Les officiers de la F.P. étaient d'ailleurs unanimes à se plaindre du temps considérable

qu'ils étaient contrainsts de passer à régler des *histoires de couris* ou des *crayages de chignon*.

La présence des femmes et des enfants pendant les expéditions ne manquait pas de conférer à celles-ci un côté pittoresque qui nous aurait semblé sans doute fort peu martial.

Voici la description que le Lt. Couston fait de l'installation d'une colonne au soir d'une étape: "Au fur et à mesure qu'elles arrivent au campement, qui est toujours situé en terrain découvert, et à proximité d'un cours d'eau, les femmes et les enfants se retirent à l'ombre des buissons et des arbres en attendant que les blancs aient désigné les places que les soldats doivent occuper la nuit. Pour camper, la troupe forme un carré de quatre-vingt mètres de côté; les blancs dressent leur tente derrière le milieu de leur subdivision; le commandant occupe le centre du campement. La cuisine des blancs est établie dans un angle du carré, du côté opposé au vent et à proximité de la tente du sous-officier qui en a la surveillance.

Dès que ces dispositions sont prises, les femmes se portent aux emplacements destinés à leur mari et y déposent leurs "brikos". Elles vont ensuite à la recherche de trois grosses pierres qui doivent servir de chenêts en même temps que de support aux vases dans lesquels on prépare les aliments. Pendant que ceux-ci mijotent sur le feu, les femmes courent au ruisseau voisin s'y rafraîchir le corps et s'y livrer à des soins de propreté. Aussitôt qu'elles ont procédé à un lavage minutieux de leur personne, elles se versent une goutte d'huile dans la paume de la main et s'étendent la peau en la frottant fortement. Elles revêtent ensuite un pagne propre pour retourner, à une allure indolente, vers le "foyer conjugal".

À ce moment, les tentes se dressent déjà au milieu d'un fourmillement de noirs. C'est un va-et-vient continu de soldats, de femmes et d'enfants entre le camp et le ruisseau; les uns, s'éloignant, tiennent à la main des récipients vides; les autres, revenant, portent sur leur tête immobile des vases remplis d'eau ou d'apparaissent quelques branchages.

Une heure après l'arrivée des troupes, l'installation est ordinairement terminée: les faces du camp se dessinent par une rangée de feux autour desquels hommes, femmes et enfants circulent dans un débâillage de pots, de boîtes, de couvertures, de nattes, etc... Quelques abris rudimentaires, où se tiennent les ménages des chefs noirs, s'élevaient.

Les conversations vont leur train, principalement dans le quartier des Haoussas, natis du pays de Lagos, qui ne parlent jamais sans crier. Les plus civilisés des Haoussas et, en général, les soldats qui ont habité les villes côtières de l'Afrique, témoignent un certain mépris à leurs congénères de l'intérieur. Dans leur bouillante et bruyante colère, ils les

qualifient de "pashment". C'est l'insulte la plus blessante que l'on puisse lancer à un noir. Nos irréguiliers, indigènes du Congo, qui n'avaient qu'une faible idée de la signification de ce mot anglais, couraient se plaindre aux blancs quand on les avait gratifiés de cette épithète.

Après la parade de garde, vers cinq heures et quart, le réseau de surveillance organise des l'arrivée au campement est renforcée par quelques sentinelles. Alors la circulation vers l'extérieur cesse complètement, tandis que dans l'enceinte, les soldats qui ont procédé à un bout de toilette vont de groupe en groupe faire des effets de torse, draps dans leur couverture de laine barbotée.

Les membres de chaque famille mangent au même plat et trempent leurs farneux bouillis dans le même vase contenant la sauce pimentée composée de sel, de piment et d'eau. Les soldats réguliers se servent habituellement de la cuiller, tandis que les autres emploient les quatre premiers doigts de la main droite.

Les Elminas (34) n'admettent pas la femme à leur table, parce que, disent-ils, cette coutume n'est pas en usage dans leur contrée. Quand les estomacs sont satisfaits et que les fatigues de la journée n'ont pas été trop épuisantes, ils échantent en choeur les complaintes de leur pays. Le tambour se mêle au brouhaha du camp et donne une note vraiment foraine.

Mais l'obscurité met un terme à tout ce tapage, car aussitôt qu'elle arrive, les membres de chaque famille se rassemblent autour de leur foyer, deux ou trois par feu, et préparent leur couche, qui se compose de nattes ou de feuilles de bananier débarrassées de leurs nervures. Pour dormir, ils ne conservent aucun vêtement; ils se couvrent seulement d'un pagne ou d'une couverture. Pendant les nuits claires, le noir n'aime pas à se coucher sous un arbre ni même sous un abri; il préfère être "sous les étoiles".

Le silence se fait petit à petit; la plupart des feux meurent faute de combustible; ceux qui brûlent encore éclairent de leurs vacillantes lueurs les visages de quelques soldats s'entretenant à voix basse.

Une heure et demie environ après le coucher du soleil, vers sept heures et demie, les derniers fanterons s'éteignent. Les stridulations aiguës et monotones des immonstrables cris-cris cachés dans les herbes, les buissons et les arbres cessent bientôt à leur tour. Seuls des roulements sombres et variés troublent le silence de la nuit. Plus tard, par-ci, par-là, jaillit dans l'obscurité la pâle lumière d'une charbonnée qu'on remue et qu'un souffle de vent active, et l'ombre d'un blanc se dirige à tâtons dans ce dédale de corps et d'objets éparpillés sur le sol, pour aller s'assurer de la vigilance des sentinelles.

Vers deux heures du matin, quand la température est la plus basse,

plusieurs lieux l'ambert de nouveau au milieu de groupes d'hommes blancs de troué. Les conversations redevenaient bruyantes et reveillaient les blancs qui maugrérent sous leur tente contre ces infatigables bavards. Cependant le silence se rétablissait encore, les leurs s'éteignaient et les ronlements reprenaient jusqu'au petit jour. Alors tout le monde se leva. Pour rendre la souplesse à leurs membres engourdis, les hommes, les femmes et les enfants s'étirent, se redressent en faisant craquer leurs bras. Les uns étiraient pendant quelques instants à l'intérieur et à l'extérieur du camp, d'autres raffluent leurs lieux, d'autres encore vont au ruisseau. La femme, très fatiguée, se lave à l'eau chaude à proximité du feu, derrière un pignon déployé par un enfant. Après le premier repas, composé d'une patte queconque, elle prépare sa boîte et les hommes roulent leurs paquets et ustensiles dans des nattes.

Les blancs se lèvent également au reveil et pendant qu'ils déjeunent, des soldats disposent les tentes et les bagages en charges qu'ils distribuent ensuite aux porteurs. Quelques instants après le lever du soleil, les soldats désignés pour l'avant-garde se rangent en ordre de marche sur le sentier à suivre, et au signal de départ, se portent en avant. Blancs, soldats et femmes entrent en colonne dans l'ordre déterminé à l'avance. Les sentinelles et l'arrière-garde ne quittent leur position qu'au moment où les derniers hommes du gros des troupes se mettent en marche¹ (35). Lors des défaites – et il y en eut plusieurs dans l'histoire de la F.P. et, en particulier, durant l'épisode des Baoni, les femmes faisaient partie du butin. Plusieurs d'entre elles passèrent ainsi plusieurs fois d'un camp à l'autre.

Sous peine de ne pas comprendre certains faits, comme l'êtrement en longueur d'une colonne, ou les problèmes considérables de ravitaillement qui se posent très vite à des unités aux effectifs apparemment modestes, il faut toujours garder à l'esprit que dans une colonne de la F.P., il y a :

- les soldats proprement dits, souvent le seul chiffre cité par les documents officiels,

- à peu près autant de femmes, dont certaines avec enfant(s), des boys, attachés aux officiers blancs, mais aussi à certains soldats
- un nombre considérable de porteurs. L'ensemble du matériel étant reparti en charge de 30 kilos. A titre d'exemple : avec la charge d'un porteur, un canon pouvait tirer dix coups. On imagine aisément le nombre de porteurs qu'exigeait un seul canon pour une expédition de quelque envergure.

On peut donc estimer en toute quiétude que le nombre de personnes qui se trouvaient dans une colonne militaire était au minimum quatre à cinq fois plus élevé que ses effectifs militaires. C'est fait peut contribuer à expli-

quer la distorsion apparente entre les effectifs réduits et les pertes importantes que l'on constate lors des batailles africaines. Que veut-on dire exactement quand on parle d'*hommes* ou de *personnes*? Qu'y a-t-il derrière les *mes*, les femmes, les enfants et les porteurs n'étant pas à l'abri des balles. Cette situation se prête aux manipulations : on peut augmenter les pertes de l'ennemi et diminuer celles de la F.P. en comptabilisant comme *ennemi* tout cadavre qui n'est pas visiblement militaire. On peut aussi, à contrario, chercher à frapper le public d'horreur devant un *massacre*. Nous avons déjà relevé cette subversion du vocabulaire : la F.P. ne connaît pas la défaite : elle est victorieuse ou massacrée ; ses ennemis ne connaissent pas la victoire : ils sont vaincus ou massacrés et, dans ce dernier cas, occasionnellement cannibales.

NOTES

1) Les Bemba de la rive zairéenne du Tanganyika se sont établis dans cette région, en des points qui n'étaient pas occupés par les Tshwa, à la suite de leur défaite par des populations qu'ils appellent *Wangoni*. Il n'est guère difficile d'y reconnaître les Nguni.

2) Coquilhat, *Sur le Haut Congo*, p. 228.

3) Projet d'instruction à Gordon Faeha, Bulletin Militaire, n° 32, p. 626.

4) Lyons et Touchard, op.cit., T. II, p. 233. Recueil Administratif du 10/1/184.

- 5) R. P. Loxan : *La Grande Chronique de l'Etat*, p. 49.
- 6) Coquilhat, op.cit., p. 352. C'est nous qui soulignons.
- 7) Cette situation perdurera longtemps. Le procureur du Roi à Coquilhatville écrit encore en 1929 : « La Colonie belge est encore bien près de ses origines militaires, et nos services publics ou privés sont encore assurés, pour une bonne part, par de braves gendrons à qui l'on a seciné pendant les belles années de leur jeunesse l'ingambe que la discipline est la principale force des Armées ». Jador, J.M., op.cit., p. 235.
- 8) Impôt en nature, consistant en corvées, fournitures de nourriture, etc... pour le poste par les indigènes.
- 9) F. P., op.cit., p. 69.
- 10) Circulaire de novembre 1896 du G. G. Wabis, Lyeops et Foucheard, op.cit., T. II, p. 542.
- 11) On tenta aussi de *refiler* à la F.P. des gens trop jeunes ou en mauvais état (à certains moments la mortalité fut de 50% pendant la première année de service militaire, fondamentalement à cause du mauvais état sanitaire des recrues avant leur incorporation). E. Fian y mit le holà.
- 12) Lettre du 20/6/1896 du père G. de Beersel, St. Jacques de Lusaka, APB, feuille 309.
- 13) *ibidem*, feuille 240.
- 14) *pièche* désigne souvent à l'époque, sous la plume des Blancs, la haine.
- 15) le *tabwa*.
- 16) Dinar de Lusaka, mai 1898, APB feuille 243. C'est une façon spéciale d'entendre le métier d'interprète judiciaire a été dénommée maintes fois, et à des dates plus récentes, p. ex. cfr. E. Gendarme, op.cit., tome II. L'hérétique reste, encore de nos jours, en grande partie valable, cfr. De Boeck, Langues et Démocratie en Afrique Noire.
- 17) Carnets du capitaine Joubert, 17 juillet 1896, APB, T. - 18, 1. 1896/15.
- 18) *ibidem*, 17 octobre 1896, T. 1896/22.
- 19) *ibidem*, 18 octobre 1896, T. 1896/22.
- 20) Carnets du cap. Joubert, 18 octobre 1896, APB F-18 E, 1896/22.
- 21) par exemple, F. P., op.cit., page 68.
- 22) *ndjugu ya timbo*: frère au sens étroit, pas simplement de la même tribu. Plus loin, *grand frère* traduit *kaka*: frère né avant la personne qui parle, ce qui ne signifie pas qu'il soit adhérent au moment des faits.
- 23) C'est-à-dire vers l'intérieur des terres, par rapport au Langonyika.
- 24) en français dans le texte.
- 25) *habari za timbo*: des nouvelles du fonct. désigne généralement toute espèce de mauvais traitement, tracasserie ou injustice, venue d'une autorité supérieure.
- 26) Les Falwa affectent de mépriser les Bemba et tout ce qui y touche. C'est d'ailleurs peut-être par mépris qu'elle y place l'Européen dont les soldats auraient relevé.
- 27) Nous faisons au moins la responsabilité de cette interprétation de la compétence territoriale dans l'EC. Un Congolais, surtout âgé, a presque toujours un règlement ou une coutume en réserve pour lui donner raison!
- 28) Son entre 1892 et 1895, Recl d'Elshbech K., environ 80 ans en 1972, territoire de Moba.
- 29) Cdt. Tonglet: *La Force Publique du Congo*. La Belgique Coloniale, 16 mars 1902.
- 30) E. Lapière, cité par Michaux, Oscar, op.cit.
- 31) A. J. Wauters, op.cit., p. 447.
- 32) F. P., op.cit., Annexe 6, page 511.
- 33) A l'époque, localité près de Léopoldville, qui fut absorbée par la capitale avant de lui donner son nom.
- 34) venant de l'actuel Ghana.
- 35) Extrait du *Manuscrit Géographique* du 14 août 1898, col. 403 et suivantes.

IV. La Force Publique Les Européens

Les soldats africains de la F. P. étaient donc encadrés par des officiers blancs.

A tout seigneur, tout honneur: la F. P. avait évidemment un commandant en chef. Cette fonction eut un nombre assez élevé de titulaires pendant les dernières années du XIX^e siècle.

L'organisateur de la F. P., le Cdt. Léon Roget, resta en fonction d'avril 86 à août 88. Après lui se succédèrent les commandants Henri Awaerts (août 88-octobre 89), Léon Van de Putte (juillet 90-juin 91), Léopold Fourdin (octobre 91-juin 93), Georges Diehman (juin 93-juin 95), Jules Van Dorpe (juin 95-juin 98) (1). Georges Diehman fut le premier à revenir en fonction de mars 99 à mai 1900 et eut pour successeurs Ernest Tonglet (mai 1900-novembre 1902) et Gustave Seghers (juin-décembre 1903). Erasme Wümann, entre en fonction en 1904, fut le premier lieutenant-colonel, et il fallut attendre Tombeur, en janvier 1916 pour voir la fonction confiée à un Général (2).

Rappelons que le rôle du commandant en Chef était uniquement administratif. Les changements, rapides à ce poste affectaient donc moins la F. P. qu'on ne pourrait le croire. La continuité était assurée par le G. G. Wabis. D'autre part, les officiers en charge des commandements importants à l'intérieur avaient eux aussi des fonctions civiles leur conférant le commandement effectif des troupes. Le rôle du commandant en Chef était d'autant plus réduit qu'il résidait à Boma, fort loin des opérations.

Au moment où Léopold II était devenu le Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, des voix d'étrangères élevées en Belgique pour émettre la crainte que des troupes belges puissent être envoyées au Congo.

La Réforme, journal résolument anti-congolais, affirmait: « on veut nous entraîner dans une autre aventure tonkinoise » (3). *Le Flambeur*

Bugey (4) avant que Bismarck, en soutenant les projets de Léopold II. Tu avais demandé en même temps que son acquiescement à sa prochaine nomination de suzerain. L'enfoncement de trois ou quatre régiments belges dans l'Afrique centrale; deux demandes d'une extrême gravité et naturellement faites pour faire naître de grandes perplexités.

Pour comprendre ces inquiétudes, il faut se souvenir que l'Europe s'était trouvée, depuis une bonne vingtaine d'années, engagée dans une prolifération de guerres coloniales, où les troupes métropolitaines de diverses puissances européennes furent engagées, parfois sur une grande échelle. L'Angleterre avait connu aux Indes la *revolte des Cipayes* de 1857 et se trouvait mal embarquée au Soudan. Elle avait, conjointement avec la France, fait la guerre à la Chine de 1857 à 1860. La France fait la guerre en Cochinchine (dans l'actuel Vietnam) de 1859 à 1862 et ne prend pied au Tonkin en 1883 qu'après l'extermination de deux corps expéditionnaires en 1873 et en 1882. Elle doit à diverses reprises livrer de dures campagnes de pacification en Algérie. La Belgique elle-même s'est trouvée mêlée, conjointement avec la France, à l'aventureuse guerre du Mexique (1862-1869) à laquelle un corps expéditionnaire belge avait pris part. Il s'agissait, il est vrai, de volontaires. Enfin, les expéditions de Stanley et celles de l'ALA s'étaient déjà heurtées à des résistances et avaient eu des pertes. L'ALA avait eu onze morts européens entre 1878 et 1884 (5).

Aussi, dans la lettre du 16 avril 1885, par laquelle il sollicite des Chambres l'autorisation d'accepter la souveraineté du nouvel État, Léopold II a-t-il bien soin de préciser que sa défense et sa police (du Congo) reposeraient sur des forces africaines commandées par des volontaires européens (6).

Parmi ces volontaires, les Belges seront les plus nombreux: 648 officiers et 1.612 sous-officiers entre 1877 et 1908, soit 2.260 hommes (7). Ce chiffre ne comprend que les militaires partant pour exercer des fonctions dans la F.P. Nous avons déjà eu l'occasion de dire qu'ils étaient également très nombreux parmi le personnel civil, public ou privé. L'engagement d'officiers belges avait l'avantage de permettre ce qu'il faut bien appeler une entouffloppette: une fois agréé par l'État, le candidat était détaché à l'Institut Géographique Militaire, qui le mettait à la disposition du Roi. Il conservait donc son traitement de l'Armée Belge, auquel s'ajoutait un supplément annuel payé par l'État. En 1896, celui-ci était de 6.000 francs par an pour un lieutenant (8). Cette situation provoqua diverses interpellations parlementaires, dont une de l'ancien Vainqueur de 1905 à propos des rémunérations payées à des officiers au service d'un État étranger (9).

De plus, les militaires servant dans la F.P. se voyaient gratifiés auto-

matiquement d'un avancement d'un grade. Ceci explique certaines manigances. Pour l'avantage cité de la F.P., les hauts premiers commanditaires, en l'espèce de la F.P., étaient des commandants. Mais ils ne les citaient que comme Capitaines. La différence tient à l'emploi. Tantôt du grade métropolitain, tantôt du grade colonial. C'est évidemment représentatif assurément un statut supplémentaire: surtout pour les grades *passés par le cadre* (10) qui ne voyaient guère de perspective de faire une carrière intéressante en Belgique. Léopold II passe pour s'être intéressé personnellement aux dossiers des officiers qui avaient des ennus: dettes, querelles de jupon de femmes... Il leur aurait conseillé un petit changement d'air (11). Rien ne prouve que ce soit vrai. Mais il est exact qu'à cette époque l'Armée et la Colonie passaient pour le lieu idéal pour reformer sa conduite par une saine discipline... et se faire oublier. L'attrait de la faction et de l'exotisme peut à lui seul expliquer bien des choses si l'on ne tient compte du caractère hautement insipide de la vie de garnison en Belgique (12). Dans toutes les villes, même la capitale, la vie bourgeoise se trouvait réglée par des habitudes immuables, rythmées par le balancier de l'horloge; déjeuner à midi, café et tartines à quatre heures, dîner à huit heures; pour les hommes, la lecture du journal, la pipe, le caharet, les discussions politiques. Jamais un livre. Deux ou trois soirées par an à la Mennane (13) et un concert suffisaient à satisfaire le besoin de loisir. Les officiers suivaient la même ligne tracée au cordeau, mais entraient entre eux. A Bruxelles, ils fréquentaient des cafés choisis comme *Les Trois Sœurs*. En province, le caharet le mieux tenu, où, parfois, siègeait une société civile et militaire juxtaposant sans les mêler officiers en tenue et bourgeois solennels.

Ajoutons que de 1870 à 1909 les gouvernements belges successifs ont eu de la peine à admettre la nécessité d'une défense nationale forte. L'Armée vivait donc avec des moyens étiqués et dans une atmosphère peu exaltante d'économie de brants de chandelles. L'argent, l'ambition et l'attrait d'une vie plus large sous des cieux nouveaux se conjuguèrent donc pour attirer à l'arrière dans la F.P.

Parmi les motivations des officiers, comme des autres colonaux, une certaine dose d'idéalisme n'est pas à exclure. S'il est nécessaire de condamner durement et sans nuance le système colonial, et en particulier le système de pillage qu'était la colonisation léopoldienne, il ne faut pas pour autant considérer tous ceux qui s'y trouverent impliqués comme un ramassis d'assassins, de pillards et de gens sans aveux.

A cent ans de distance et en bénéficiant des leçons de l'Histoire, il est facile de discerner combien l'idéal civilisateur de l'Europe généreuse ployait sous le *faïencier de l'Hayanne Blanc* dissimulant d'arrière-pensées basses et intéressées. Nous pouvons voir que l'on se proposait de rendre

Faber-Kislat et de la P.C.) dans le recouvrement de la E.P. (17) ou au fait que les opérations se déroulent principalement dans les régions orientales du pays, donc dans des régions ayant le swahili comme principale langue de grande communication.

Par contre, nous sommes persuadés (18) que le choix final du lingala comme langue unique de la Force Publique a été influencé par les événements de 1895-1900, où les régions swahiliphones ont fourni un nombre considérable de révoltes, alors que les régions à prédominance lingala ont eu plutôt propension à demeurer fidèles à l'E.C. Cette situation a d'ailleurs encore tendance à perdurer de nos jours.

La vie matérielle de ces officiers était en grande partie dépendante des moyens de communication dont disposait la E.P. C'est pourquoi il nous paraît préférable d'en parler au chapitre des moyens.

Que devenaient-ils au moral? Si l'on compulse les documents, tout de même assez nombreux, qu'ils nous ont (19) laissés, en comparant ceux qui tiennent trop de l'apologie ou du diptyrambe de circonstance, nous constatons une belle unanimité pour tomber à bras raccourcis sur deux *betes noires*, l'isolement et... l'administration.

Cette dernière semble avoir été particulièrement papperassière. Voici ce qu'en disait Adolphe Jacques en septembre 1891: 'Lettres, rapports, comptabilité, papperasserie, papperasserie; c'est fâchant et ça ne fait que croître et embellir... J'avais une foule de choses à écrire à l'Etat et à la Société (20) et, par devoir, j'ai couvert d'encre un demi-hectare de papier... Quand je m'en irai, j'arrosrai mes choux avec ma dernière bouteille d'encre' (21).

On lui reproche aussi d'être indécise tout en portant ensuite des jugements sans appel. Le même Jacques écrivait: 'Il n'y a pas un seul de ces ronds de cuir qui ose engager sa responsabilité. C'est comme si j'étais abandonné. Il faut bien que je me débrouille tout seul (22). Personne dans les sphères gouvernementales, pas plus qu'à la Société Antiesclavagiste elle-même, n'ose engager sa responsabilité en me donnant des ordres d'agir en tel ou tel sens? On me laisse me débrouiller et, quand tout sera fini, si c'est bien, tant mieux, je serai félicité. Si mon action a heurté des intérêts politiques, commerciaux ou autres, je serai le baudet de la fable' (23).

Ceci fait évidemment penser à la fameuse *ingratitude de Léopold II*. Nous aurons à en croquer le plus bel exemple puisque la perle en fut son attitude envers Dhannis, précisément à propos des Baoni.

La doctrine de l'E.C. en cette matière semble pouvoir se résumer ainsi: 'Vous devez réussir. Nous vous en voudrons si vous échouez. Nous vous en voudrons aussi si vous réussissez par des moyens qui nous

valem des ennus. Si vous réussissez sans *porter* comme ce n'est que partie remise et ne comptez jamais sur vos états de service pour nous ins parer de l'induegrace'.

Ce genre de situation était sans conteste éprouvante pour les noirs d'autant que l'isolement venait s'y joindre (24). Les situations ou l'on était seul abondaient. A nous ajoutant l'isolement affectif, non certes à l'époque que des hommes au Congo. Le mot *proximité* ne semble pas avoir existé en lingala avant la colonisation. Et lorsqu'il fut soit apprenu dans les premiers textes publiés par les missionnaires, on revoua à une periplrase: *Mwesi na Lani, Kaniye de l'Ani*. La médecine s'enchâta également à cette époque de la notion nouvelle de *l'antropométrie* éliminé étant excessé fatiguer par lui même cet organe... dont la sensibilité à l'alcool et aux stupéfiants ne pouvait évidemment être en cause.

Nous avons déjà fait remarquer combien des fonctions comme celles de (1) comportent de responsabilités et pouvons divers, nous exercer par un seul homme sur une région contrairement plus grande que la Belgique. Qu'il s'y joigne un peu de tension nerveuse et quelques excès, et l'on vireta vers la tyrannie pure et simple. Surtout chez des personnes ayant naturellement le goût de l'autorité et du commandement. Or, beaucoup de ces personnes embrassent la carrière militaire...

Il n'est donc pas étonnant du tout qu'il y ait eu une foule d'excès à déplorer. Encore aurait-on pu, plutôt que de les regretter tout en en attribuant la responsabilité à un lampiste individuel, ne pas créer d'abord les conditions qui y mènent.

Une grande partie de la littérature coloniale disponible a été d'inspiration nettement catholique. Et de ce fait ces œuvres d'édification et de propagande coloniale ont une tendance notable à l'aine des colonisateurs des sortes de *evrésés*, d'autant plus qu'un certain nombre de faits d'armes de la colonie pouvaient se décrire comme des affrontements entre le christianisme et l'Islam. On a donc fait lecture abondamment, à l'usage de la E.P., l'auréole du chevalier chrétien. Outre le fait que les missionnaires sont beaucoup plus discrets sur ce sujet que les thuriferaires de la colonisation, voici ce qu'en disait un catholique pratiquant, habitant Boma en 1887: 'Il ne se trouve malheureusement pas parmi mes compagnons, il ne s'en trouve pas un seul qui partage la même manière de voir que moi en tout. A part le gouverneur, qui y a tout probablement un peu par politique, je suis le seul à faire visite aux Péres' (25). On est tout à fait fondé à croire que la religion a joué chez les colons un rôle bien plus modeste qu'on ne l'a prétendu, que ce soit comme motivation ou comme frein.

V. La Force Publique

Les Moyens

Une force armée a besoin du *neuf de la guerre*. Le budget de la F.P. représentait une part importante du budget ordinaire de l'Etat indépendant. Il est à noter que la comptabilité de l'Etat n'a été rendue publique qu'après 1890 et qu'on a fait le *black-out* sur les résultats financiers détaillés des exercices postérieurs à 1893. Ce n'est donc pas précisément une maison de verre que l'Etat dont les archives furent, de plus, détruites en 1908 (1).

LA FORCE PUBLIQUE DANS LE BUDGET DE L'ETC

Années	B.O.		B.O. F.P.	%	Effectifs
	prévisions recette	dépenses			
1891	4.554.931	4.554.931	2.271.628	49%	3.186
1892	4.731.981	4.731.981	1.635.864	34%	6.051
1893	5.220.681	5.440.681	2.126.479	38%	7.634
1894	4.949.414	7.383.554	3.308.700	45%	10.215
1895	6.004.764	7.370.930	3.556.672	48%	13.983
1896	7.002.735	8.236.300	4.830.793	58%	11.742
1897	9.319.300	10.141.871	4.944.045	48%	13.983
1898	14.765.050	17.251.975	6.870.631	39%	19.028

Sources: Wauters, op.cit., pp. 448, 460 ss.
F.P., op.cit., Annexe 17, page 517.
B.O. = Budget Ordinaire.

Les sommes consacrées à la F.P. représentent donc toujours plus de tiers et très souvent près de la moitié du budget ordinaire. Les 58% de 1896 sont liés à des circonstances exceptionnelles: la F.P. se trouve engagée dans la répression de la révolte de 1895 et prépare l'expédition contre les Mahdistes. Elle est donc engagée dans deux opérations d'envergure à la fois.

Par rapport aux autres postes du budget, la F.P. est le poste le plus important, et ceci avec une forte différence relative: en 1898, le poste

NOTES

1) Il s'agit de deux mandats effectifs. Il n'a pas de tout compris les intermédiaires.

2) F.P., op.cit., Annexe 13, p. 518.

Wauters, op.cit., p. 448, cit. infra pour les différences entre les deux sources.

3) F.P., op.cit., p. 36.

4) voir par exemple l'ouvrage géographique du 25 janvier 1888.

5) Weber, *Guin, Occidentaux... Histoire du Zaïre*, Bruxelles, Louis Mison, 1982.

6) Wauters, op.cit., p. 93.

7) F.P., op.cit., Annexe 1, p. 505.

8) Dr. Meyers, *Le Congo et l'Empire*, Bruxelles, Dessart, 1943, p. 48.

9) L'étranger traitait quant à lui en pure fiction la séparation des deux couronnes. Pour un manuel français de la Belle Époque, l'Etat est en réalité une colonne belge, fondée sous les auspices du roi Léopold II. Cours Supérieur d'Histoire de France et

notes d'histoire générale, Louis, Mame, Paris, De Gringard, p. 799.

10) voir d'abord sans passer par l'école militaire.

11) Weber, op.cit., p. 24.

12) Opéra de Bruxelles.

13) E. Mamy, *La vie militaire en Belgique au siècle dernier*.

14) E.P., op.cit., p. 48 et annexe 2, p. 506 pour les chiffres globaux. Annexes 20,

p. 576 et 22, p. 528, qui sont des listes de pertes. Elles ont respectivement l'Amérique

Brake et le Finlancer. Ce dernier a selon toute vraisemblance été engagé sur place,

comme l'on éte les débris des troupes turco-egyptiennes de l'Equatoria.

15) sorte de chaise ou de hamac à porteur, d'aspect fort variable suivant les régions.

16) A propos de tout ce qui regarde les communications, on se reportera utilement

au chapitre suivant.

17) voir pp. 45-46.

18) Nous nous en sommes expliqués par ailleurs (cf. *L'armée et démocratie en Afrique*

noire, III, partie).

19) Nous peignons en particulier à des carnets tenus à la fois personnellement et à la cor-

respondance privée.

20) La Société Antihésychagiste, qui a envoyé Jacques à Abou, ou il est en même

temps C.D pour le compte de l'Etat.

21) de Brack, Jean-Marie, op.cit., 1933, pp. 68-70.

22) ibidem, p. page 72.

23) ibidem, page 71.

24) L'état entendu qu'un Blanc est *seul* même au milieu de cinquante Noirs...

25) de Brack, op.cit., p. 52.

qui vient au deuxième rang (exploitation du Domaine) représente 52,88. 241 F., soit environ la moitié de celui de la F. P. Le troisième (Service de la Marine), 1.945.538 F., n'en représente même pas le tiers.

La période pendant laquelle l'Etat accepte une certaine *transparence* de ses comptes, 1890-1893, correspond à une période financière particulièrement difficile pendant laquelle Léopold II devra prendre des libertés avec l'Acte de Berlin en engageant les *terres vacantes* en *domaine de l'Etat* et *Dominicbel et conrains*, en taxant les exportations. Il dut néanmoins emprunter 25 millions à la Belgique. Tout ceci se passait avant que les ressources *minimes* du Congo soient connues. Ce n'est qu'en 1894 que les profits et les pertes du commerce extérieur s'équilibrent pour la première fois et il faudra attendre le début du XX^e siècle pour voir apparaître un bon résultat (une vingtaine de millions en 1903) (2). On peut d'ailleurs se poser des questions sur l'exactitude de comptes qui, comme de 1891 à 1893, prétendent s'équilibrer au franc près. Jouissant de l'impunité grâce à sa position, Léopold II *triqua* parfois ses comptes, disant avoir fait des cachotteries. On apprit inopinément en 1895 qu'il avait gardé secrète une dette de plus de cinq millions (3), en violation des accords de 1891. C'était faux; il ne visait qu'à obtenir un prêt supplémentaire.

Nous possédons, dans l'ouvrage de Wauters, un tableau détaillé des recettes et dépenses pour l'année 1898. On peut y constater que les principaux postes de recette sont:

Avancee du Trésor belge	2.000.000
Versement personnel de Léopold II	1.000.000
Droits de sortie	2.400.000
Droits d'entrée	1.100.000
Produits du domaine, tributs et impôts payés par les indigènes	6.700.000
Total	13.200.000 soit 14.765.050 (4)

La moitié des recettes est constituée par les revenus issus du travail forcé des Noirs. Un quart est versé par la Belgique, soit directement, soit par le biais de la caisse de Léopold II. Les particuliers blancs et les compagnies commerciales opérant au Congo n'interviennent donc que pour un quart dans les recettes.

Cette même année 1898, il y a quasiment équivalence entre la part du budget prise en charge par les indigènes (6.700.000 F.) et le budget de la F. P. Wauters, se basant sur un document qu'il dit emprunté au baron van Herckde, secrétaire d'Etat de l'Etat, donne une comparaison des

dépenses et des recettes pour les années 1886 à 1897. Il est intéressant de comparer le pourcentage des dépenses couvert par les recettes et celui que représentaient les dépenses pour la F. P.

Années	Recettes	dépense	recettes	% F.P.
1891	1.310.145	28.97%	49%	
1892	1.502.515	31.75%	34%	
1893	1.817.475	33.40%	38%	
1894	2.454.778	33.25%	45%	
1895	3.600.000	47.00%	48%	
1896	5.887.404	56.83%	58%	
1897	9.183.360	68.21%	39%	

Sources: Wauters, op.cit., p. 463

F. P., op.cit., annexe 12, p. 517

Il s'agit ici du budget ordinaire, donc sans tenir compte des versements personnels de Léopold II, ni de ceux de la Belgique ou des ressources de l'emprunt. Si, partant du fait que les mécanismes administratifs de la *mise en valeur du domaine* ont été mis en place en 1890 et commentaient donc à fonctionner en 1891, on applique à toute cette période la clé de répartition des charges entre Européens et Africains qui était celle de 1898, soit 2 à 1, on obtient:

Années	dépenses/recettes	% Européens	% Africains	% F.P.
1891	28.97%	9.65%	19.42%	49%
1892	31.75%	10.58%	21.17%	34%
1893	33.40%	11.13%	22.27%	38%
1894	33.25%	11.08%	22.17%	45%
1895	47.00%	15.66%	31.34%	48%
1896	56.83%	18.94%	37.89%	58%
1897	68.21%	22.73%	45.48%	48%

Il s'agit évidemment là d'approximations mathématiques et non de données d'archives et elles ne sauraient donc être exactes au centime, ni même à quelques % près. Il est par contre très probable que les proportions réelles furent dans cet ordre de grandeur.

En 1891, les recettes ordinaires contraient à peine plus de la moitié du budget de la F. P. A partir de 1892, les chiffres des recettes ordinaires et ceux du budget de la F. P. sont très proches les uns des autres. Le recuit de

1894 est sans doute imputable à la campagne *antibé*. En 95 et 96, les effectifs sont si proches qu'on peut réellement parler de coexistence des Forces F.F.P. par les recettes ordinaires. En 1897, les dépenses de la Force Publique devaient être pratiquement couvertes par les contributions des Africains seuls. Et nous avons vu qu'en 1898, l'objectif était atteint, 1 300 031 francs !

En quelques années, l'Etat est donc arrivé à se doter d'un instrument de répression et d'exécution suffisamment efficace dans la spoliation des indigènes pour que celle-ci rapporte de quoi en couvrir les frais. Nous ne prétendons évidemment pas que les autochtones du Congo étaient au courant du budget de l'Etat. Nous avons vu que les Belges eux-mêmes n'en étaient guère informés ! Mais il est hors de doute que les Congolais se rendirent vite compte qu'ils étaient spoliés, que la F.P. était entreprenue à l'angle de leurs dépouilles et qu'elle était le principal instrument de ce pillage (5). L'un des éléments du contexte dans lequel vont évoluer les Baoni sera donc que les populations congolaises se rendaient compte dans l'ensemble qu'elles *avaient eu intérêt à ce que la F.P. disparaisse*.

So l'argent est le nerf de la guerre, c'est parce qu'il permet de s'armer et de s'équiper. Voici donc succinctement quels étaient l'uniforme et l'équipement de la F.P. à l'époque qui nous intéresse. Les officiers européens portaient un uniforme assez semblable à celui de leurs collègues des autres branches de l'administration (6) : redingote à deux rangées de cinq boutons et pantalon, en drap bleu roi, avec chemise et gilet blancs pour la grande tenue. On devait y ajouter agréablement. La petite tenue comprenait une veste à une rangée de boutons et un pantalon, en étoffe bleue ou en coutil blanc. Veste et redingote portaient au col l'étoile couronnée supportée par deux palmes brodées. Les militaires se distinguaient des civils par le port de l'épée et un lion doré appliqué sur le haut de la manche gauche. On se coiffait soit du casque colonial, soit d'une casquette bleue assez semblable à celle des officiers de marine, ornée de l'étoile couronnée. Les insignes de grade (ganses et galons) se répétaient sur les deux manches et sur la casquette. En campagne, les officiers étaient armés du fusil Mauser 1889, et du pistolet Browning.

Les soldats africains portaient une veste et une culotte courte (*kappitini*) de toile bleue, un fez et une ceinture rouges. A Leopoldville et Boma, ils avaient en outre une tenue d'apparat en serge bleue. On y ajoutait une vareuse en laine dans les régions froides.

Des insignes distinguant les éclaireurs (cornets), artilleurs (grenades), comptables (étoile), ainsi que les tireurs d'élite, pointeurs, etc... les recrues recevaient une couverture, deux dans les régions froides. Un

havresac et un carteron, avec cartouchère et porte-banquette complète, avaient l'équipement (7). D'abord assez disparate, l'armement individuel fut unifié, à partir de 1891, avec l'introduction du fusil Albin. Celui-ci fut armé d'un coup, dont l'armée belge avait abandonné l'usage, mais qui possédait l'avant d'un mécanisme robuste et simple.

Les munitions utilisées tout au long des événements que nous relatons étaient des munitions *à limeret*. Les munitions sans limeret furent employées pour la première fois par l'armée anglaise à Ondimban (Soudan), un an après la révolte de l'expédition Dhanis. Les combats se passaient donc la plupart du temps au sein des épais nuages de fumée chers aux images d'Épinal.

Le grand avantage que présentait l'Albin par rapport aux *pipi* et à beaucoup de fusils de traite, était que, se chargeant par la culasse, il pouvait fonctionner par tous les temps. Les armes à capsule, au contraire, ne fonctionnaient plus dès qu'elles étaient humides. La quinconaque à essive, ne paraissant plus des qu'elles étaient humides. La quinconaque à essive, fut-elle qu'une fois, une averse tropicale sait qu'en l'occurrence, *grande* est un euphémisme. Et cet avantage ne jouait pas, au départ, contre les Baoni. Il a pu jouer plus tard quand ils furent rejoints par des revolvers indigènes n'ayant pas été soldats.

L'artillerie de campagne comprenait au départ (1883) douze canons Krupp de 75 mm. On en acquit d'autres, en bronze et en acier, de sorte qu'il y en avait 42 en 1908. Il s'agissait de canons rayés *dis de montagne*, c'est-à-dire démontables en morceaux assez petits pour les faire porter à dos d'homme. Une pièce plus légère, le 47 mm Nordenfeldt, construit par Cockrill à Serango, fut introduite pendant la campagne contre les Ngwana. Il y en avait 62 en 1908. Trois hommes continuaient le tube de 85 kilos, deux autres les flasques de 25 kilos chacune, un sixième la vis de pointage et des pièces de rechange, et un septième les arnaments et la crosse d'affût. Les munitions étaient réparties en charges de 30 kilos représentant dix coups. Les Krupp et les Nordenfeldt tiraient des obus ou des boîtes à balles et à mitraille. Les Krupp pouvaient tirer aussi des shrapnells et possédaient des fusées à temps (double effet). Il y avait encore une artillerie de forteresse, dont la description nous entraînerait trop loin.

Si dans l'ensemble la F.P. possédait un armement suffisant pour surclasser ses adversaires, si ses conditions de vie et d'équipement quelque peu spartiates étaient finalement bien adaptées au terrain, elle présentait des faiblesses en matière de ravitaillement et de communications.

Fleuves, lacs et rivières étaient les seules voies de communication, sur lesquelles voyageaient lentement des steamers chauffant au bois et, sur

Le Languimvika, quelques voliers. Le tracé même de ces voies navigables imposant des trajets en arc de cercle; on se rendait de Leopoldville au Stanley Falls en passant par l'ouïhabatville. Certaines parties du Congo demeurent pendant longtemps plus faciles à atteindre à partir de Ferrarese qu'à partir de la capitale. C'est surtout vrai pour le Katanga auquel jusque dans les années 30 on accédait plus aisément par le Cap et le Rhodésie que par Leopoldville.

Le fameux chemin de fer des *Camaros*, de Matadi à Leopoldville, célèbre par le nombre de vies humaines que coûta sa construction, ne fut achevé qu'en 1898, de sorte que tout le trafic passait obligatoirement par la route des *camaros*. C'est moi, qui n'avais rien d'une partie de plaisir, servais de plus de *baggonier* à l'Atangir aux nouveaux arrivants. J'un des participants de l'expédition du Nil, le Sgt. Endore Chosei (8) a laissé des notes, entre autres sur son voyage Luvituku-Leopoldville, du 24 avril au 10 mai 1896, soit 17 jours. C'était son premier et dernier voyage: il mourut au poste de F(Ob) le 19 février 1897.

24 avril. On nous avait dit que la route serait mauvaise... En quittant Luvituku, on commence à observer de fortes montagnes, mais la route, bien loin d'être ordinaire, est excessivement pierreuse et c'est, je dois l'avouer, avec les pieds assez meurtris que j'arrivai à l'étape vers cinq heures du soir... Mon compagnon de route, Mr. Beernaerts, arrive, à sept heures du soir. Manque déjà une caisse! me dit-il! Désagréable début. C'est justement la plus grande caisse. Nous espérons encore la voir arriver, mais en vain.

25 avril. Parais de Kinku à sept heures, nous n'avons eu que de fortes montagnes, la première heure de marche, les hautes herbes bordant le chemin, tout imprégnées de rosée qu'elles étaient, me mouillèrent comme pluie. Figurez-vous des montagnes ayant environ six, sept à huit cents mètres d'altitude; grimpez ces pentes arides en plein soleil, descendre dans un profond ravin pour remonter une autre pente aride, plus aride encore que la précédente... Tantôt on traverse une forêt où l'on doit chercher son chemin parmi les franes, tantôt on coupe dans les herbes, et ces recherches vous font perdre un temps précieux; celui d'éviter le soleil... La pente est si rapide que l'on est obligé de marcher en zigzag sur la route. La pente est si droite que marcher directement exposerait le voyageur à dégingoler jusqu'au fond du ravin. Une fois dans ce dernier, il s'agit de remonter l'autre! Voici mon moyen: je faisais attacher une liane à quelque tronc d'arbre et puis, à la force du poignet (pour m'aider) j'arrivais, enfin, au sommet. La pluie tombait toujours et Mr. Beernaerts n'arrivait pas. J'envoie à sa rencontre un soldat qui me ramena le retardataire, trempé, mouillé jusqu'aux os...

27-29 avril. J'ai eu ma première fièvre...

29 mai. Nous devons passer l'Inkissi... Nous nous embarquons en pirogue avec Mr. Beernaerts, et je vous assure que notre situation, si elle n'était pas absolument critique, était aussi loin de nous rassurer.

31 mai. Un de nos capitains ayant été envoyé de Kimbangu en cet endroit avec 70 caisses de cartouches nous a tout simplement brûlé la politesse en ne nous attendant pas...

9 mai. Parti très tôt, j'arrivai à Kimbenza après cinq heures de marche.

10 mai. Les formalités accomplies, je recevais mon logement à bord du steamer *La Ville de Bruges*.

Nous avons déjà évoqué le cas de ces agents qui, sur trois ans de terme, en passent un en voyage. Voici un autre exemple, relevé sur la feuille de route du sous-officier (Grens, se rendant de Buta (P.O.) à Kero (enclave de Lado), en 1900 (9):

- Buta - Libokwa, arrivé le 9 septembre, départ le 11
- Bomokandi, arrivée le 18, départ le 29
- Amadis, arrivée le 28 septembre, départ le 29
- Suruango, arrivée le 5 octobre, départ le 7
- Niangara, arrivée le 10, départ le 11
- Dungu, arrivée le 18, départ le 22
- Fardie, arrivée le 31 octobre, départ le 3 novembre
- Abu, arrivée le 7, départ le 10
- Yei, arrivée le 11, départ le 14
- Loka, arrivée le 15, départ le 17
- Redjaf, arrivée le 22, départ le 25
- Lado, arrivée le 26, départ le 27
- Kero, arrivée le 28 novembre.

Soit près de trois mois de voyage, à pied ou en pirogue. C'est par des trajets de ce genre, aussi longs et peu commodes, que passaient renforts, relève, armes, munitions, ravitaillément pour les Européens, ainsi que le courrier contenant des ordres... ou des appels au secours.

Le contact visuel une fois perdu, les unités de la F.P. ne pouvaient communiquer entre elles que par des billets confiés à des courtiers. Des techniques comme l'héliographie, le sémaphore, les signaux visuels du type pavillon, qui peuvent rendre des services appréciables dans la marine, sont d'une utilité nulle dans les paysages accidentés ou boisés que l'on rencontre au Congo. Sur ce point précis de la rapidité des liaisons, la F.P. se trouvait donc en état d'infériorité par rapport aux Africains, qui avaient beaucoup moins à attendre de l'extérieur, et disposaient pour leurs communications du tam-tam. C'est instrument fut la vedette inconsciente de tant d'affabulations exotiques, qu'on finit par

avoir de la peine à prendre ce pauvre tambour au service. Il reste qu'il permettait des transmissions rapides, plus rapides en tous cas que la course à pied, et qu'il était impossible d'arrêter.

Mgr. Roelens rapporte: "Le long du fleuve (Ongo), ce tambour-télégraphe est très usité et les riverains de ce temps-là apprennent toutes les nouvelles beaucoup plus vite que les Blancs. Si un Blanc partait en pirogue de Stanleyville pour Kasongo, les gens de Kasongo étaient avertis le même jour (600 km à vol d'oiseau)" (10). Fernand Giendarme, quant à lui, estime que "sa portée, suivant le vent, peut atteindre une vingtaine de kilomètres sur le fleuve" (11). Les 600 km de Roelens exigeaient évidemment un système de relais, rendus possibles, ou du moins facilités par le fait que le long de ce tronçon du fleuve s'alignent sur les rives les villages des pêcheurs Cienga. Le code tambouriné est en effet lié à la langue de l'indigène, en particulier à sa tonalité. Un relais d'une tribu à une autre aurait donc exigé une *traduction* par un baticeur bilingue. Les soldats africains ne pouvaient donc être d'aucun secours aux Blancs de la F.P.: ils étaient incapables de comprendre ce que l'on tambourinait dans le langage d'une autre tribu. Cela se passa en particulier aux premiers temps de la révolte de Luluabourg (12).

Lejeune-Choquet donne un autre exemple intéressant (13): "Un fait intéressant à noter, afin de faire voir combien il est utile et parfois prudent d'être entouré de gens connaissant les us et coutumes des contrées traversées: au moment de se mettre en route de Kayumbo à 6 heures du matin, le capitaine Marek distribua à ses hommes cinq rations de riz. Le même jour, à 10 heures, le sous-lieutenant Henry inscrivait sur ses tablettes de campagne: "Le blanc qui est dans le Lomami distribue cinq caps de riz à ses soldats; il va donc faire une marche par terre".

"Comment le sous-lieutenant Henry, qui se trouvait à quatre journées de marche, est-il à dire à 125 ou 150 kilomètres de Kayumbo, avait-il pu connaître ces détails? Voici. Le sergent Rue savait parfaitement les coutumes du pays. Dès qu'il avait entendu battre le gong, il avait forcé ses gens à la plus grande attention, et ceux-ci lui avaient traduit la phrase inscrite aux notes du sous-lieutenant Henry. Les sentinelles placées de distance en distance, avec des gongs, faisaient donc en quelques heures connaître à toute la contrée ce qui se passait à plusieurs journées de marche. C'est un téléphone pratique, mais, comme nous le voyons, pas toujours à l'abri des indiscretions. C'est une circonstance, que la marche du capitaine Marek était connue, permit au sous-lieutenant Henry d'aller de l'avant et d'agir, sans aucune hésitation, dès qu'il eut rencontré l'ennemi."

Les avantages pratiques du tam-tam n'expliquent cependant pas tout. Les rebelles bénéficiaient souvent de meilleures informations que

F.P. pour la simple raison que la sympathie de la population locale allait plutôt vers eux que vers les troupes coloniales.

Les difficultés du transport faisaient que tout ce qui devait venir d'Afrique par le bas-fleuve arrivait au compte-goutte. Outre les armes et munitions, arrivaient aussi les vivres pour Blancs. Ces derniers comprenaient fondamentalement des boissons, un assortiment complet de tout ce qui peut se mettre dans une boîte de conserve (y compris le beurre) et d'autres vivres peu périssables, tels ces (très) solides piliers de l'alimentation de campagne que sont les biscuits militaires. Parmi ces vivres, une catégorie spéciale était connue sous l'étiquette *médical-confort*. L'aspect confortable semble l'emporter sur l'utilité médicale, si l'on en juge par la définition que donne E. Giendarme: "Outre le ravitailllement fourni par l'État, les Postes possédaient un supplément de champagne, biscuits, liqueurs, vins fins; ce médical-confort ne pouvait être utilisé que sur prescription médicale... ou aux grandes fêtes nationales" (14). Il faut dire que le préjugé suivant lequel le vin, et en particulier le champagne, posséderait des vertus fortifiantes, préjugé du reste encore vivace de nos jours, était universellement répandu, y compris dans le corps médical, qui en recommandait couramment la consommation aux convalescents.

Pour le reste de l'alimentation des Blancs, et l'intérêt de celle des Noirs, la F.P. dépendait des contributions des villages environnant les postes, des champs cultivés par les soldats et leurs femmes, des ressources aléatoires de la chasse et de la pêche, du commerce avec les indigènes... et du pillage, éventuellement baptisé *réquisition* ou *confiscation*. Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer ce comportement de la F.P. Les officiers semblent avoir eu souvent la vue un peu basse et ne pas s'être embarrassés de questions excessives lorsque des soldats *avaient trouvé* quelques poules, *rapporantant* (d'où?) une chèvre ou *avaient pris* *procurer* un sac de riz.

En principe cependant le ravitailllement provenait des populations civiles était acheté, ou plus exactement troqué contre des étoffes, de la quincaillerie, etc... Quelques malles de quincaillerie et quelques ballons en nourriture, et ne posaient pas de problèmes de conservation. Ces malles et ballons pouvaient être d'autant plus légers que les produits manufacturés étaient largement sur-évalués, alors que l'on sous-évaluait systématiquement les produits indigènes. Cela vaut aussi pour le paiement de l'impôt. Ainsi estimait-on qu'une portion de manioc fournie à la F.P. équivalait à un paiement d'impôt de *moins de 1/2 centime* (15).

La *bonne soupe* a toujours été un des secrets du soldat, et la vie précaire à laquelle il est accoutumé prédispose l'Africain à s'inquiéter beaucoup des aliciens du ravitaillement. Même à des périodes plus récentes, la *grogne* au sujet de difficultés de ravitaillement faisait particulièrement craindre aux officiers de la F.P. des manœuvres ou des encueils d'une certaine envergure (16).

Ce système de ravitaillement par prestations imposées, pillages et spoliation n'allait pas sans de lourds inconvénients :

- Les populations proches des camps de la F.P., comme en général de tous les établissements de l'Etat, n'appréciaient guère l'impôt en nature ou en travail, qui ne leur rapportait rien en leur coûtant de lourds efforts. Quand le camp se situait dans une région où le peuple ment était clairsemé, on arrivait à des bouffonneries administratives dignes de Couatchine. La Commission d'Enquête de 1904 relève (17) qu'un village situé à 79 kilomètres au Sud de Léopoldville est encore imposé pour 350 chikwange (18). Il est inadmissible qu'un contribuable puisse être obligé de parcourir 150 km pour apporter au lieu de perception une taxe qui représente à peu près la valeur de 1 Fr 50.

Ces populations auront donc tendance à émigrer.

- La crainte des achans forcés, des pillages et des mauvais traitements et le risque de voir les ressources du groupe mises en péril par des pontons trop importantes dans les réserves poussaient aussi à faire le vide autour de la F.P. C'est exactement la situation que le P. de Beerst évoquait en 1896 à propos du Marungu. Le départ d'une partie de la population accroissait le poids des réquisitions pesant sur la population restante. La spirale spoliation - départ - aggravation - nouveaux départs, etc... se nourrissait ainsi d'elle-même.

- Quant au bien fondé de l'attitude des villageois, il ne faut pas se laisser impressionner par l'apparente exubérance végétale de l'Afrique et en conclure hâtivement que l'agriculture y est facile. L'agriculture de subsistance en pays chauds demande beaucoup de travail pour se procurer le strict nécessaire. Un déséquilibre minime peut engendrer la famine. Ce déséquilibre peut être un écart pluviométrique : sécheresse ou inondation. Ce peut être aussi un afflux soudain et imprévu de boues à nourrir un détachement de la F.P. par exemple. L'économie agricole traditionnelle n'est *jamais*, même les bonnes années, en mesure d'absorber ce choc sans dégâts, quand bien même les villageois y seraient disposés.

- Si cela est déjà vrai en temps de paix, ce l'est encore plus en temps de guerre, comme nous l'avons évoqué (3) : une guerre en Afrique signifie toujours la famine. Les champs, qui suffisent tout juste aux besoins, sont abandonnés. Des récoltes ne sont pas faites. On n'a pas

le loisir de défricher et de planter. On n'ose exposer les femmes et les enfants aux risques de la cueillette. Les hommes sont requis par la guerre, ou du moins par des tâches de vigilance et de guet ; ils peuvent chasser ou pêcher beaucoup moins qu'en temps de paix. Et ce n'est encore là que la présence de la guerre qui rode. Qu'elle passe vraiment par le village et s'y ajoutent pillage, incendie des champs, maisons et réserves, bétail dispersé ou razzie, réquisitions pour le portage, viols, morts, ceux qui échappent au lieu, souvent en majeure des vieillards, des femmes et des enfants, traînant quelques blessés, se réfugient chez leur parentèle, dans d'autres villages, dont la situation précaire s'aggrave. Affaiblissement, malnutrition, promiscuité accrue, mélange de populations font le lit des épidémies.

- La F.P. n'eut prévenue d'aucune façon contre la disparition de ses moyens d'échanges. Au point culminant de la révolte, les Baoni, ayant pris plusieurs camps de la F.P., disposaient de plus de moyens de paiement que leurs adversaires. C'était la situation poussa encore davantage la F.P. au pillage, et les villageois à la fuite.

Tous ces problèmes se posaient déjà quand il fallait faire la guerre dans une région auparavant en paix où l'année avait été bonne, et qu'on ne la traversait qu'une fois.

Le guépier inévitable dans lequel l'expédition Dhannis tra se trouver tête baissée est d'envisager de faire passer une armée importante à travers une région qui venait de connaître la guerre et des calamités naturelles, et d'être forcé ensuite de revenir en arrière, la révolte les contraignant à battre en retraite. Il n'est pas étonnant que dans ces conditions on ait marché à la catastrophe.

VI. La Campagne contre les Ngwana et l'Affaire Gongo- Lutete (1)

Un certain nombre de commentateurs voient l'origine lointaine des révoltes de 1895 et 1897 dans l'exécution de Gongo-Lutete, que les révoltés auraient voulu venger, ou dans la vindicte inspirée par d'autres faits qui se sont passés pendant la *campagne arabe* (2).

Ces thèses ne manquent pas d'audace et supposent que la vengeance est un plat qui se mange glacé. Des amis de Gongo auraient pu le venger plus efficacement pendant la guerre contre les Ngwana: il leur aurait suffi de changer de camp, plutôt que d'attendre plusieurs années. Mais on peut supposer à bon droit que le sort de Gongo ne leur a pas inspiré de vues très optimistes sur ce que l'on pouvait attendre de la collaboration avec l'État Indépendant. Il n'est donc pas inutile d'évoquer quelques-uns des événements de la fameuse *campagne arabe*.

C'est au milieu du XIX^e siècle que l'Est du Congo fut touché par l'expansion (3) de la civilisation islamisée dont le berceau se situait sur le littoral de l'Océan Indien et sur les îles qui lui font face (Zanzibar, Pemba, Mafia). Cette culture était fortement influencée par la civilisation et par la langue arabes, et son aristocratie se piquait de remonter à des ancêtres venus de la péninsule arabique, en particulier de Mascate et Oman. En fait, même dans cette aristocratie, le sang arabe était fortement dilué par l'ascendance africaine. Le petit peuple, quant à lui, était dans son immense majorité noir.

Comme cela avait aussi été le cas pour la pénétration européenne provenant de l'Atlantique, cette pénétration eut pour corollaire l'extension de la chasse aux esclaves. Ceux-ci étaient surtout destinés à transporter vers la côte orientale les matériaux précieux, en particulier l'ivoire, et étaient ensuite revendus, soit pour travailler dans les plantations de la côte et des îles (girouffier, muscade, noix de coco), soit pour l'exportation.

Par opposition aux esclaves (*watumwa*), les hommes libres, c'est-à-dire les arabisés, étaient appelés *wangwana*. On donne encore aujourd'hui le nom de *kingwana* (4) (= la langue des hommes libres) au dialecte local issu du swahili qui est parlé surtout dans la région de Kisangani. Le terme de Ngwana convient donc bien mieux pour dési-

NOTES

- 1) A.L. Wauters, op.cit., pp. 405, 406 et suivantes. Sur la destruction des archives, cf. P., op.cit., p. 3.
- 2) De Boeck, *Expéditions au Congo*, Bruxelles, Heen, 1983.
- 3) Au moment du projet d'annexion de 1895, l'Etat belge n'avait pas encore obtenu le droit de souveraineté sur le Congo. L'insu de son créancier (l'Etat belge) auprès de M. de Broune de Hege, banquier à Anvers, entre 1892 et 1894, au taux de 6%, de l'an d'une somme qui s'élevait initialement à 5.287.415,65 francs le 1^{er} juillet 1895. En cas de non paiement, le banquier deviendrait propriétaire des régions de l'Arusiini, du Rubi, du Lomani, du Lac Leopold II, de l'Arkenia et du Maniema, soit plus ou moins seize milliers d'hectares. L'Etat du Congo ou cinq fois la Belgique. Voulu sans regarder ses droits, la Belgique régla la note et s'engagea de plus un *maafi* de 1895, soit 1.517.000 francs par un prêt aux mêmes conditions que celui de 1890.
- 4) Wauters, op.cit., p. 465-466.
- 5) Le terme *spoliation* ne doit pas faire croire que nous attribuons aux Congolais du XIX^e siècle des sentiments d'envie. La connaissance exacte des mécanismes économiques dans lesquels ils étaient pris leur échappait. Ce dont ils avaient conscience, c'est qu'on venait sans cesse les forcer à accomplir des travaux au profit de l'Etat ou des compagnies commerciales. La *piétasse du Nègre* n'a joué aucun rôle dans cette réaction. Ils répugnaient comme nous tous à travailler sans en tirer le moindre profit. Ajoutons que les travaux étaient souvent épuisants.
- 6) Peut-être du fait de la présence de nombreux militaires à des postes civils, l'IEIC recevait d'uniformes des agents occupant des fonctions qui, en Métropole, n'auraient pas impliqué le port d'une tenue spéciale. La rigidité hiérarchique des cadres coloniaux est sans doute elle aussi un héritage de ces temps militaires.
- 7) La gamelle et la hache individuelle ne firent leur apparition qu'en 1912.
- 8) Cf. Kiseri E., in Lejeune, op.cit., pp. 182 à 192.
- 9) J.P., op.cit., p. 340, d'après *Les Victimes du colonialisme*, Revue congolaise illustrée, mars 1948.
- 10) Mgr. Roelens Victor, *Narrative Congo-Namur*, vol. I, p. 119.
- 11) Émile-Edmond (Gab), *Les royaumes congolais*, Vol. I, 1881, Ed. E. Wellens-Pay, 1942.
- 12) Cf. J.P., op.cit., pp. 362-363.
- 13) Lejeune-Choquet, op.cit., p. 106.
- 14) Émile-Edmond.
- 15) Cf. Chapitre 3, page 41.
- 16) Cf. par exemple Émile-Edmond, op.cit., vol. I, pp. 55-56.
- 17) Rapport de la Commission d'Enquête, page 176.
- 18) *Inkwanje*: bouillie de pâte de manioc, nourriture de base dans l'Ouest du Congo. Elle est remplacée à l'Est par l'ogidi (*oukari*) à base de manioc, de maïs ou de sorgho, qui ressemble un peu à la *polenta* italienne.

durant cependant s'incliner. Tippo-Tip acquit, entre la Lamani et le Lualaba, un pouce suffisant pour faire et défaire les chefs à sa guise, imposa un monopole sur la chasse à l'éléphant, ouvrit des routes, organisa des plantations autour des principaux postes et réussit à faire reconnaître son influence en passant un traité avec l'Ala en 1884.

A peu près à la même époque il choisit pour le représenter comme *borga* dans le Lamani un Africain: Giongo Lutele. Celui-ci était né dans le Matela, sans doute vers 1860 puisque, d'après l'Inde, il avait la trentaine en 1892. On peut supposer que l'Inde, étant mekebin, avait quelque compétence pour évaluer l'âge d'un homme (8). Le même le dit de race Kusu, c'est-à-dire Fetelel arabisé, tandis que Vainsina estime qu'il était soit Fetelel, soit Songye (9). En tous cas son champ d'activité le plaçait chez et avec des Fetelel-Kusu. C'était un ancien esclave. Son courage durant les *razzas* lui avait valu d'être affranchi. Il devint très tôt (l'Inde dit à 18 ans, sans justifier ce renseignement) chef d'une bande de chasseurs d'esclaves, et bientôt le meilleur des chasseurs d'esclaves et d'ivoire de Tippo-Tip. Celui-ci avait suffisamment d'estime et de confiance en Giongo pour lui fournir un nombre considérable de fusils afin de fortifier son installation de Ngandu. Il fut le premier tonga à recevoir cette marque de confiance (10).

Le docteur l'Inde trace de lui le portrait suivant: "C'était un homme bien bâti, d'aspect intelligent, d'environ cinq pieds neuf pouces de haut, de peau brune, avec de grands yeux bruns aux longs cils, une bouche petite aux lèvres minces, le nez droit, relativement étroit... Il fallait voir cet homme sur le sentier de la guerre pour juger des différents aspects de son caractère. Le chef calme et fier et le compagnon gai et amical, devenait, sur le champ de bataille, une individualité enthousiaste, d'une organisation évidemment nerveuse, qui lançait ses ordres l'un après l'autre sans un moment d'hésitation. Il pouvait supporter une fatigue considérable et savait mener ses guerriers à travers le pays dans une course de plusieurs heures" (11).

On rencontre dans la littérature coloniale un assez grand nombre de portraits de semblable farine. Au physique, le Noir qui s'est distingué jusqu'à donner du fil à retordre aux Blancs n'est heureusement jamais trop négroïde et, pour tout dire, moins sinnessque qu'on ne s'y attendait. On ne peut d'autre part considérer comme renversant le fait que s'il a gagné des batailles, c'est qu'il était un bon chef de guerre, et encore moins qu'il ait couru plus vite et plus longtemps que les officiers de la F.P., avec casque, bottes et autres impedimenta!

Les Noirs ne sont guère plus bavards. Ils n'ont d'ailleurs pas l'habitude de s'appesantir sur le physique des personnages. Il y a unanimité pour décrire Giongo comme *grand ou élancé* et lui attribuer une pes-

taine. C'est un physique assez courant au Kasai, que ce soit chez les Fetelel ou les Songye, mais c'est aussi un *élan* de la description des grands personnages. Le fait le plus intéressant dans tout ceci est peut-être que l'Inde aille jusqu'à le considérer comme *un compagnon gai et amical*. Avec la mentalité de l'époque, il fallait une personnalité très forte pour arriver au degré de familiarité avec des Européens que cela laisse sous-entendre. Giongo allait devenir l'un des personnages-clé de la guerre contre les Ngwana, plusieurs honneur qu'il partagera avec son voisin et allié Lampanga (12). Celui-ci était l'obligé et plus ou moins le vassal de Tippo-Tip, qui avait remis en selle autrefois l'autorité chancelante de son père Kalamba Kangoi. Il était chef des Beekalembe, et donc théoriquement le Renseble des Songye, encore que son autorité ne fut pas reconnue par tous.

Habile manoeuvrier, Tippo-Tip s'entendait bien avec Stanley (13), à qui il avait servi de guide en 1876. Il se tenait dans la mesure du possible au courant de ce qu'on pouvait savoir en Afrique centrale, via Zanzibar, de la politique mondiale. Contrairement à ses *collègues* ou même à sa parentèle, il ne se faisait pas d'illusions sur la possibilité, à moyen terme, de résister victorieusement à la colonisation européenne. Il accepta donc en 1887 de se soumettre à l'EIC et devint en contrepartie gouverneur des Stanley Falls, c'est-à-dire, en pratique de toute la zone d'influence Ngwana. En 1890, il prit sa retraite et alla s'établir à Zanzibar. Il laissait ainsi le champ libre à ses parents et à ses concurrents, qui dissimulaient beaucoup plus mal combien ils enduraient difficilement les interventions de l'EIC, et pensaient pouvoir s'en débarrasser. On comptera parmi les vedettes de la *campagne arabe* le fils de Tippo-Tip, Setu, un parent généralement qualifié de *frère*. Bwana Nzige (14) dont le fils Racheid est toujours qualifié de *neveu de Tippo-Tip*. Le sultan d'Ujiji, Saïd Mohammed ibn Khalifa, dit Rumaniza (15) et des chefs ngwana indépendants tels Khonge, qui avaient pris ombrage de la puissance de Tippo-Tip acceptèrent de faire bloc après son départ.

Entretiens, Giongo avait poursuivi brillamment sa carrière. En 1886, en grande partie grâce à lui, son *patron* disposait de 32 tonnes d'ivoire à Kasongo. Tippo-Tip commença à se mêler de lui, et peut-être non sans raison. Le résultat pratique de cette méfiance fut qu'il fit de Setu une sorte d'*inspecteur* chargé de surveiller Giongo et d'exercer une certaine tutelle sur sa région. Cela ne pouvait que déplaire au tonga. On rapporte aussi une scène d'injures: Giongo Lutele, arrivant un jour dans le camp de Kasongo, y trouva de nombreux Arabes festoyant. Au moment de servir le riz, Tippo-Tip dit à ses coréligionnaires: "Diminuez la quantité de riz de Giongo Lutele, cet extrêmement de nos pères ne peut manger comme nous" (16). Giongo n'aurait gardé son calme que de justesse et

par un gros effort de volonte et en aurait garde de la rampe. Refuser d'analyser la notation a un bare est effectivement une insulte grave et meme une grossierecote monumentale, que l'on se place du point de vue du son ou-vire le fanton ou de la politesse arabe.

De son cote, Lumpungu avait, en 1887, ravage le pays des Ben'Ekye de Zappo-Zapp qui finement par s'enfuir vers Lulabourg. En 1888, il impose un esclave de son pere, Mpania Mutombo, comme chef des sangha, groupe Songye du Lublashi (17). Il y a de fortes presomptions pour que le poison l'ait aide a se debarrasser du chef precedent. Agissent de concert avec Gongo Lutete dont ils dependent plus ou moins, Lumpungu et Mpania Mutombo declenchent razzia sur razzia dans l'Est du Kasai, jusqu'a ce qu'en 1891, apres la fondation du poste de Lusambo, leurs operations soient endigees par la F.P., qui infligea alors une premiere defaite a Gongo. Il en subit une deuxieme en 1892, face a une colonne commandee par Dhannis. A la suite de cette seconde defaite, il se soumit a l'E.K., et Lumpungu fit de meme quelques jours plus tard. Leurs troupes allent jouer un role important comme auxiliaires dans la campagne qui devait se solder en 1894 par la defaite definitive des Ngwana.

Au moment de son ralliement, Gongo Lutete tentait d'etendre son influence vers le Sud-Ouest, dans le but de se procurer des armes aupres des traitants de la cote atlantique, par l'intermediaire des Tshokwe ou des Lubu, qui etaient en contact avec des *gombireux* (18) portugais. S'il parvenait a accomplir cette diversification de ses approvisionnements il pouvait esperer accroitre considerablement sa liberte d'action envers les Ngwana, et peut-etre meme echapper a la longue a leur influence pour fonder un royaume independant, a l'instar de Mson. La mefiance de Tippu Tip a son endroit peut provenir de ce qu'il aurait soupconne ce genre de manoeuvre. A contrario, on peut aussi se dire que les mesures de mefiance prises a son egard ont mene Gongo a penser qu'il ne devait pas exclure que les Ngwana ne meditent a son egard des mesures encore plus radicales. Il ne pouvait risquer d'etre engage dans une guerre ou son ennemi aurait ete son fournisseur d'armes. Sa tentative vers les regions en contact avec la cote atlantique ne prouve donc pas qu'il ait eu, des cette epoque, l'intention de se tourner contre les Ngwana: elle peut s'expliquer par une simple precaution.

Il n'avait pas reussi dans ses tentatives pour entrer en rapport avec la cote atlantique, et la presence de la F.P. a Lusambo representait une nouvelle menace: les Ngwana pouvaient tres bien le laisser eliminer par l'Etat, ou le laisser s'epuiser a lutter contre celui-ci en ne lui fournissant

armes et munitions, qui au compte-goutte, pour se debarrasser de cette menace. Du point de vue ngwana, Dhannis et Gongo face a face, c'etait un peu les *barbares se present entre eux*.

Par contre, une alliance avec l'E.K. non seulement trait Gongo d'une situation ou il etait au moins potentiellement pris entre deux feux, mais lui procurait sachez de ravitailllement par l'Ouest: il suffisait de profiter jusqu'a Nganda l'axe Pool-Kasai-Sankuru par lequel s'approvisionnait la F.P. Or, du point de vue de l'Etat, Gongo etait un alle du plus haut interet. L'equilibre de force exact entre F.P. et Ngwana est toujours demore trop flou pour qu'on puisse dire si Gongo et ses deux complices etaient en mesure de le renverser. L'ouvrage de la F.P. se borna a arriver que reunies, les bandes arabes auraient represente une armee d'environ cent mille hommes (19) sans expliquer de quelle maniere on arrive a ce chiffre. Tout au long de la campagne arabe, les surestimations d'effectifs n'ont pas manque!

Mais il ne faut aucun doute que, sans auxiliaires, la F.P. ne representait pas grand chose dans la region. Son effectif total au 1 janvier 1892 etait de 3.500 hommes. On trouvait, a proximite de la zone Ngwana: Chalou, C.D. (20) de Basoko avec 300 soldats, Dhannis, C.D. de Lusambo avec 300 soldats, Vanberckoven tres occupe dans la region de Niangara avec trois ou quatre cents hommes, soit au plus mille hommes dont six cents seulement disponibles a coup sur. On peut y ajouter pour la bonne bouche un maximum de 500 hommes du Corps de Volontaires de la Societe Antiesclavagiste, repandus autour des missions des Peres Blancs dans le Marungu avec Jobert, ou bases a Mboa avec le C.D. Jacques (21). Pania Mutombo, le chef Sangha mis en place par Lumpungu, avait accompagne Dhannis en qualite d'auxiliaire, mais ses guerriers semblaient exceller surtout dans la retraite precipitee en desordre. En mettant les choses au mieux, Dhannis pouvait donc esperer aligner un millier de soldats dignes de ce nom au moment de sa rencontre avec Gongo Lutete. Il n'avait d'ailleurs pas mission d'attaquer les Ngwana. Il devait arreter leur expansion, les empcher d'operer une jonction avec les Mahdistes au Nord et mettre sur pied une expedition d'occupation du Karungu. L'Etat independant ne pouvait admettre une colonisation concurrente, ni faire faire indelument les humanitaires qui lui reprochaient de s'entendre avec les esclavagistes, au mepris de l'Acte de Berlin. La guerre etait donc fatale, mais l'Etat n'a nullement choisi de la declencher en 1892. Cela est du a des circonstances fortuites: le massacre de l'expédition Hoelster, les accrochages de Dhannis avec Gongo, puis avec Sefu (22).

Vu ce declenchement inopine des operations en 1892, ce n'est qu'en 93-94 que la F.P. put prendre des mesures de recrutement, tant a l'inte-

neut (ou elles s'avèrent difficiles) qu'à l'étranger (4.200 volontaires de la Côte) faisaient passer ses effectifs de 6.000 hommes fin 1892 à 10.000 en 1894 (23).

Les Ngwana possédaient à Kasongo, une petite ville d'au moins 30.000 habitants. Si l'on suppose même qu'il n'y en avait qu'un sur dix qui soit disponible pour la guerre, cela faisait déjà 3.000 hommes, soit un rapport de un à dix avec la petite troupe de Dhanis. Nous prenons l'exemple de Kasongo parce que c'était la résidence du peu commandé Setu, dont l'agressivité mit le jeu aux poudres. Gongo et Lumpungu pouvaient rétablir l'équilibre des forces. De plus, la route vers l'Ouest qui hantait les rêves de Gongo peuplait aussi les songes de Dhanis, mais celui-ci la voyait dans l'autre sens. Prolonger la Kasai et la Sankuru par voie de terre jusqu'à Ngandu sur la Lomami, disposer de la faculté de circuler entre Lomami et Luabala, régions contrôlées par Gongo, c'était la liberté d'accès aux principaux établissements ngwana sur le Luabala, et la possibilité de communiquer par eau avec les Stanley Falls. Il n'y avait pas à hésiter entre quelques jours de portage entre Lusambo et Ngandu, et l'interminable trajet Lusambo - Leopoldville - Coquilhatville - Stanley Falls!

Chacun des futurs alliés étant paré aux yeux de l'autre de tant de séductions, la discussion ne dura guère et, le 19 septembre 1892, Gongo déclara rejeter la tutelle de Setu et accepter celle de l'Etat Indépendant. Il renouait à toute préention d'autorité sur Lumpungu, qui dépendrait directement de l'Etat et qui fit sa soumission le 4 octobre. Setu détruisit deux des villages de Gongo et captura une centaine de ses hommes. Gongo Lutete mit alors 1.500 hommes à la disposition de l'Etat. Setu envoya un ultimatum à Lumpungu qui le reçut le 7 octobre (1) et mit lui aussi 1.000 hommes à la disposition de l'EIF. La F.P. avait eu droit à son propre ultimatum, envoyé le 22 par l'intermédiaire de Lippens et Debruyne, et a une pluie de menaces épiistolaires. Setu exigeant, entre autres, comme *cadem personnel* la tête de ce *Gongo Lutete*. C'était souffler sur le feu: Gongo décida de mettre la main à la pâte et de commander personnellement ses troupes. Dhanis, Gongo et Lumpungu pouvaient aligner 350 soldats et dix mille auxiliaires, dont 2.000 armés de fusils, lorsque les hostilités commencèrent le 23 novembre à Chige. La pluie tomba sans discontinuer la nuit du 22 au 23, pendant que les deux armées se trouvaient face à face. C'est alors que les fusils à capsule de ses hommes ne pouvaient plus servir. Gongo en conclut qu'il en serait de même chez les Ngwana. Il conseilla donc d'attaquer à l'aube, la F.P. en tête avec ses Albini qui, eux, tiraient encore. Les auxiliaires terminèrent le travail à l'arme blanche. Ce plan donna d'excellents résultats, d'autant plus que la défaites ngwana fut aggravée par de nombreuses

noyades dans la Lomami, fange de près de cent mètres et très rapide au endroit, auquel leur camp était adossé. Setu ayant pris l'initiative des hostilités (une erreur que son père n'aurait sans doute pas commise), Dhanis décida de se passer d'instructions et d'attaquer. La troupe de Gongo fut la seule à l'accompagner. Lumpungu craignant l'épidémie de dysenterie et de variole qui se vissait sur le Luabala, et qui fit effectivement des ravages après la prise de Nyangwe.

Il n'entre pas dans notre sujet de relater ni comment se déroulèrent les opérations qui amenèrent la défaite et la mort de Mami Mshara, la prise de Nyangwe et celle de Kasongo. Un incident survenu à Nyangwe, prise le 4 mars 1893, mérite cependant d'être relaté. Les jours qui suivirent la prise de la ville par la F.P., des hommes armés surgirent d'un peu partout: il s'agissait d'anciens auxiliaires des Ngwana venus pour faire leur soumission au vainqueur. Leur nombre augmentait sans cesse, et le 9 mars, des bagarres confuses mais meurtrières éclatèrent entre les nombreux ralliés et les soldats de la F.P., cantonnés dans la ville alors que les auxiliaires campaient un peu en dehors de celle-ci. Les causes de ces bagarres demeurent mystérieuses, un article du *Mouvement Géographique* de 1894, probablement inspiré par Dhanis va jusqu'à l'hypothèse du *compromis*: «Une conspiration découverte quelques jours plus tard fut déjouée» (24). Il fallut, pour rétablir l'ordre et dégager les troupes régulières, faire appel à Gongo Lutete. Efficace et expéditif, il fit place nette en massacrant les émeutiers.

Ventueuse, la F.P. se demande (25) si cette émeute n'aurait pas été fomentée par les hommes de Gongo, pour se créer une occasion de carnage et de cannibalisme. Il paraît bien en effet qu'à chaque combat quelques cadavres étaient dégustés par les auxiliaires. Les officiers blancs n'ont pas essayé — on les comprend — d'inventorier exactement le contenu des casseroles pour connaître l'identité des défunts qui y mijotaient. Nous manquons donc des éléments qui permettraient de déterminer s'il s'agit à proprement parler de cuisine, ou de rites superstitieux qui pouvaient être soit funéraires, soit protecteurs (26). Les responsables de la F.P. étaient parfaitement au fait de ce genre de moeurs chez leurs alliés, et ne pouvaient faire autrement que de s'en accommoder.

De là à faire du cannibalisme la cause de la bagarre, il y a tout de même une marge, et d'autres hypothèses sont possibles. Nyangwe avait été évacuée sans combat, peut-être à cause de la variole. Victoire sans combat, pas de butin... commente la F.P. (27), qui ajoute, après le récit de la bagarre et les suppositions que nous avons dites: «Pour éviter le retour de pareilles hecatombes, Dhanis fit brûler toute la partie de la ville qui n'était pas habitée par les troupes» (28). Pour le *Mouvement Géographique*, déjà cité: «A peine débarquées, les troupes de l'Etat

rapportent la ville sans coup férir. Les gens de Gongo-Lutete venus à la rescousse de Dhanis, pillent les habitations et mettent le feu à la ville (29). Pourtant, d'après Lejeune, cet article aurait été inspiré par le même Dhanis. Sous sommes déjà largement édifiés sur le comportement pillard de la F.P. Et les nouveaux ralliés, venus se soumettre aux vainqueurs de Nyangwe n'avaient sans doute pas, eux non plus, l'intention de repartir les mains vides. Mais, outre que Nyangwe avait perdu beaucoup de son lustre au profit de Kasongo (30) elle avait été vidée par les Nywara eux-mêmes. Quand il y a beaucoup de pillards pour peu de butin, la bagarre est presque fatale, et un incendie accidentel peut s'en suivre aisément; il y a toujours quelque part un brasero qui n'attend que d'être houché par les combattants pour éparpiller ses braises parmi des constructions en bois et en paille!

On a ensuite élaboré deux versions officielles qui blanchissaient la F.P. : la première, dans le *Memoire de Géographie*, attribue le pillage et l'incendie à Gongo, et la bagarre à une conspiration fantôme. La seconde attribue la bataille aux instincts cannibales des hommes de Gongo, et l'incendie à la nécessité d'éviter que cela se reproduise. Le feu supprime les traces du pillage, qui est donc passé sous silence, car on devrait expliquer comment les hommes de Gongo pouvaient piller une ville alors que c'est à l'extérieur qu'ils étaient cantonnés, et que la ville se trouvait vide. L'intérêt de cet incident est que Gongo ait accepté d'ordonner ce massacre, quelques mois avant d'être accusé de trahison. Il avait perdu toute chance de se reconcilier avec ses anciens patrons. Mais il pouvait encore jouer un jeu personnel auprès des populations autochtones, et se tailler une chefferie gigantesque aux dépens des anciens territoires Nywara. L'Etat aurait difficilement pu, par la suite, refuser de reconnaître l'autorité de ce précieux allié, d'autant plus que la *revolte contre l'extrémisme arabe*—contrairement à d'autres épisodes de l'histoire de l'E.C.—était largement mise en vitrine par la presse favorable à Copold II, à qui le ralliement de Gongo fournissait un joli thème de propagande.

Les ralliements de chefs fournissaient en effet au pouvoir leopoldien un semblant de légalité coutumière, et les journaux pro-congolais en faisaient donc grand cas. Gongo-Lutete, ainsi que Dengu et Sanbua, chefs saïent donc grand cas. Gongo-Lutete, ainsi que Dengu et Sanbua, chefs saïent depuis la chute de Nyangwe, figurent ainsi en bonne place dans le récit de la prise de Kasongo, tombée le 22 avril 1893, que publie le *Memoire de Géographie* (31). Badjoko, un fils de chef Ngaka qui avait servi d'agent de renseignement, fut plus tard élevé au rang de chef de secteur et reçu à deux reprises par le Roi. Sand ben Abedi, un rallié de la dernière heure bien moins important que Gongo fut promu en Europe par Dhanis et reçut un fusil d'honneur. Il s'en servait lorsqu'il fut plus

tard que par les Baoni...

En faisant intervenir ses hommes à Nyangwe contre ses congénères, Gongo Lutete diminuait fortement ses chances de pouvoir ensuite rallier à lui ces populations. Aurait-il vraiment mérité de se tourner contre l'E.C. et était encore prioritaire se faire des ennemis qui ne manqueraient pas de devenir de précieux auxiliaires de la F.P. Ce massacre fait donc plus étroitement que jamais à l'Etat Indépendant. Il n'allait pas en être récompensé.

Kasongo prise, et les Nywara se retirant vers le Tanganyika, les hostilités commencent une accalmie; les Nywara attendaient Kumatiza. Dhanis attendait des renforts et se souciait de sa ligne de communication (32). Comme un certain désordre semblait régner à Ngandu, Gongo y retourna le 5 juin. Lorsque le lieutenant Scheerlinck, envoyé par Dhanis, rejoignit à son tour Ngandu, il mit Gongo Lutete en état d'arrestation, sous l'inculpation d'atrocités et de rébellion. Il lui était reproché, entre autres crimes, d'avoir fait brûler vives sa mère et sa soeur. Comme pour le cannibalisme, il faut quand même remarquer que Dhanis n'a certainement jamais cru que son allié était un enfant de choeur. Il fallait le prendre avec ses défauts, autoritarisme et cruauté comprises, ou s'en passer. Il n'y avait pas de milieu et on n'avait pas le choix.

La rébellion, quant à elle, semble avoir surtout consisté à traiter de haut le sous-officier chef de poste, personnage assez pâle, surtout à côté de Dhanis, mais qui se croyait investi de toute la supériorité de l'homme blanc. Que Gongo n'ait pas été obséquieux à son égard est un indice fort mince de trahison après qu'il ait donné des gages de fidélité considérables à l'Etat, dont il avait choisi le champ à un moment où ses chances contre les Nywara paraissaient bien plus minces qu'en 1893. Passons sur l'irréalisme de l'hypothèse selon laquelle il aurait voulu prendre à nouveau le parti des Nywara: on ne lui aurait jamais pardonné.

Un conseil de guerre, présidé par Scheerlinck, condamna Gongo Lutete à mort. Il tenta de se suicider, échoua et fut exécuté le 15 septembre 1893 (33). La plupart des officiers qui participèrent à cette campagne regretteront la mort de ce Chef. Coupable ou non, il avait rendu d'énormes services à l'Etat et n'aurait pas dû être jugé de cette façon (34). Scheerlinck se fit d'ailleurs réprimander par Dhanis à propos de cette affaire. C'est tout.

Trahison, rébellion, atrocités sont des prétextes. On pouvait déjà prévoir que l'issue de la guerre contre les Nywara serait favorable à l'E.C. Gongo, devenu inutile, représenterait désormais une sorte de monstre antidiluvien. D'autres chefs importants connaîtront le même sort. Gongo Lutete se considérant plus comme le chef d'un Etat africain ayant avec l'E.C. des relations d'alliance sans ingérence que comme un

humble auxiliaire. Il voulait bien dépendre d'un Roi, mais comme un Duc, pas comme un serf. Ayant donc la prétention de regenter ses affaires comme il l'entendait, il pouvait traiter avec détermination un grand chef de guerre comme Dhannis, mais ne voyait aucune raison de ramper devant n'importe quel sous-officier blanc. Sa manière d'exercer son autorité peut paraître horrible. Elle l'est, et c'est l'œuvre des Européens. Elle est le résultat de 400 ans d'histoire africaine où le continent noir a été transformé, avant tout par l'influence européenne, en une vaste machine à produire des esclaves. Peut-on raisonnablement attendre d'un homme pratiquement né dans les fers, grandi dans un univers qui ne connaissait que la force, le fouet, le feu et le sang le comportement de douceur bucolique du *bon sauvage* de Rousseau?

En d'autres circonstances, Giongo Lutek aurait pu être un de ces Africains qui fondaient des royaumes, durables parfois. Le lieutenant Scheerlinck se chargea de lui expliquer que ce temps-là était révolu. Mais cette injustice a-t-elle inspiré plus tard aux Baoni le désir, allégué par certains, de *venger Giongo Lutek*? Si on entend par là que tout ce qui s'est passé à partir de 1895 se réduisait à un désir de vengeance personnelle pour ce meurtre précis, la réponse est non. Par contre, il est certain que les Africains ont tiré de son trépas un certain nombre de *leçons*, d'idées assez confuses, qui pourraient être à peu près celles-ci :

- Les Blancs n'ont aucune reconnaissance pour les services rendus, ils sont ingrats.
 - La protection qu'ils offrent ou les promesses qu'ils font sont peu fiables. Leur faire confiance est dangereux : ils tuent leurs alliés.
 - Ils n'ont aucune hésitation à supprimer des Noirs, même importants et ayant rendu de grands services, du moment que cela sert leurs buts.
 - Ils punissent de façon disproportionnée, comme étant une trahison tout ce qui leur paraît un manque de respect à leur égard.
- Cela peut mener à la conclusion redoutable que voici. Si c'est là le comportement habituel des Européens, il ne sert à rien, quand on est tombé entre leurs mains, d'espérer reprendre ses distances ou se défilier en catimini, même si c'est pour sauver sa peau : on sera poursuivi et exécuté sans avoir à attendre quelque indulgence au nom de services antérieurs. Il n'y a qu'une solution : *les tuer*.

NOTES

- 1) Il serait plus conforme à la phonétique d'écrire *Yongo Luta*. Mais comme Giongo est un personnage connu et cité dans beaucoup d'ouvrages, nous considérons l'orthographe habituelle comme acquise par l'usage.
- 2) On a glissé aussi sur la présence parmi les Baoni de Munié-Pore, fils de Munié Mohara-Magimayo, exécuté pendant la campagne contre les Nkwana.
- 3) voir carte pag. 76
- 4) voir à ce sujet De Boeck, op. cit., Mémoires R. *Le Royaume de qui on le parle dans la Province Orientale*.
- 5) C'est sans doute à cause de cette faiblesse de l'implantation ngwana au Sud de la Luaba que certains auteurs, comme Vansina (*Royaumes de la Savane*) considèrent que cette influence s'arrête à cette rivière.
- 6) autres orthographe : Ibbu-Ibb, Ippu-Ibb ou Ippipo. C'est une onomatopée pour désigner un tic, danger des yeux de façon rapide et répétée, dont il était parait-il affligé et que se manifestant dans les moments de colère ou d'échec moment. Son nom officiel était Hamed bin Mohammed al Mu'elbi.
- 7) on pourrait traduire ce sobriquet par *ceux qui ne plaide pas en faveur de la droiture de Munié Mohara*. Il participa effectivement à tous les *coups d'armes* contre son rival Tippo-Tip.
- 8) Hinde, S.L., op. cit., p. 54.
- 9) Vansina, *Royaumes de la Savane*, p. 180.
- 10) A l'estimation de Hinde, Ngandu comptait entre 10 et 15 000 habitants en 1892. Cette estimation est vraisemblable, compte tenu de l'importance habituelle des ethnies ngwana et du nombre de combattants fournis par Giongo Lutek.
- 11) Hinde S.L., op. cit., p. 54.
- 12) On trouve aussi les orthographe Iapungu ou Iapungo.
- 13) Stanley n'était pas étouffé ni excès par les sempiternes humiliations, c'est entendu dans l'armée indiste durant la guerre de Sécession pour en faire un *partisan de l'extrême*. On trouve cette histoire jusque dans *Zaire, le dossier de la reconquête* du

VII. Soldats d'occasion ?

Comité Zaïre, par ailleurs excellent. Habitant le Sud, il a été mobilisé comme tout le monde et fut d'ailleurs un des rares Studes à changer de camp. Esprits froids et calculateurs, Stanley et Lippo-Tip faisaient tous deux de la *Redpolitik*. L'un ne pouvait plus vanter et l'autre pas encore; ils étaient donc condamnés à s'entendre.

14) *Le sergent Samozelle*, allusion aux ravages des criquets pèlerins.

15) *Le grand achever* (de blessés, par exemple). Cette habitude des sobriquets appliqués aux Ngwana et aux Européens tient sans doute en partie à la difficulté de prononcer des noms étrangers, en partie aussi au désir d'identifier la personne par une caractéristique frappante. Certains sont transparents, tandis que d'autres laissent perplexes.

Il n'est pas difficile de deviner pourquoi Dhanis fut surnommé *Fimbo miqui* (= beaucoup de toues). On voit qu'on devait ressembler Long et Deberghe, dist respectivement *Bwama Lujama* (Seigneur (hawaï) et *Bwama Kimaha* (Seigneur Bédouin). On peut encore supposer de l'agilité et de l'agitation à la manière d'un écourent chez Van Gèle (Mikima Kiecheshe) et d'un oiseau chez Henry (Bwana Ndege). On se perd par contre en conjectures sur ce qui a pu valoir à un certain Janssens le sobriquet de *Nyawa Pembe*, *la paille blanche*!

16) F.P., op.cit., p. 207 d'après Dailons et Cornet: *Evolution du poste de Kasongo à travers le temps* (inédit). On trouvera en annexe un résumé du résultat de notre enquête à ce sujet.

17) autre orthographe *Tabhahhi*.

18) À l'époque où les Portugais prenaient pied dans le royaume Kongo, l'un des principaux marchés d'esclaves était situé à Mpumbu, D) ou le nom de *pombos* donné aux trafiquants qui s'occupaient de leur commerce. C'était le lieu de rassemblement des mets.

19) F.P., op.cit., p. 307.

20) *Ibid.*, pp. 208-211, la fonction civile de C) D) leu dominant le commandement (chap. II).

21) Le décret du 20 octobre 1888 autorisait ce genre de corps moyennant une autorisation spéciale. Ils ne pouvaient prendre l'offensive sans autorisation préalable.

22) F.P., op.cit., p. 217. Le Songo Lumpunga Ny voit traité de *grand chef des Bahbat*.

23) *cf.* en III (tableaux)

24) Legume, op.cit., p. 102.

25) F.P., op.cit., p. 237.

26) On trouve à divers endroits du monde l'usage de consommer certaines parties symboliques d'un parent lors de ses funérailles, ou certaines parties du corps d'un ennemi tué, pour se prémunir contre les représailles de son (l'ombre). Mais, surtout en cas de guerre prolongée comme encore récemment au Vietnam, cela a parfois dégénéré en une sorte de gastronomie cruelle et méprisante pour le mort réduit à l'état de viande. Faute de savoir qui était mangé et dans quelles conditions exactes (p. ex. si la sélection des morceaux s'inspirait de considérations gastronomiques comme les brochettes de porc humain des Sud-Vietnamiens, ou au contraire de considérations symboliques comme dans les rites funéraires), il ne nous est pas possible de classer le cannibalisme des hommes de Gongo.

27) F.P., op.cit., p. 236.

28) *Idem.*, p. 237.

29) Legume, op.cit., pp. 102-103.

30) à Kasongo, il y eut au contraire un butin considérable, dont 31 d'ivoire.

31) in Legume, op.cit., p. 102.

32) Laquelle, soit dit en passant, était entièrement à la merci de Gongo Lutete.

33) Le Dr. Hinde, envoyé par Dhanis pour ordonner de surseoir, arriva trop tard.

34) F.P., op.cit., p. 242.

Cette même année où Gongo Lutete fut exécuté, les premiers de ceux qui allaient devenir les Baoni entraient dans la F.P. Au début de 1893, Dhanis était victorieux, Nyangwe et Kasongo étaient tombés. Un succès militaire, mais aussi psychologique considérable: la capitale de *Pescavage* et la capitale de *Tippo-Tip* étaient entre ses mains. Cette brillante médaille n'était pourtant pas sans revers: les hommes, les vivres et les munitions faisaient cruellement défaut au moment même de ces succès.

'Au mois de février 1893, l'inspecteur d'Etat Fivé, que j'accompagnais (c'est Henry qui parle) remontait le fleuve, de Léo à Stanleyville, afin de recruter des soldats et de récupérer des armes et des munitions pour venir en aide au poste des Falls. Malgré ses pouvoirs discrétionnaires, Fivé ne put trouver que quatorze recrues de Léo à Bumba! Une tentative vers Ibembo ne lui en donna que quatorze de plus, et un Européen, le capitaine Daenen, qui descendait fin de terme d'une glorieuse campagne dans l'Uele et qui se mit vaillamment à la disposition de Fivé...

'Au point de vue vivres et approvisionnements de guerre, c'était pis encore...

'Au reçu de cet appel (de Tobback, assiégé aux Falls) j'embarquai dans une pirogue les quatre caisses de 540 cartouches qu'il y avait à Bumba, une demi-douzaine de fusils Albini, le sergent Badart et nos quatorze recrues qui, pour la circonstance, devinrent des payeurs. Comme vivres, vous ne sauriez deviner ce que le poste de Bumba put nous donner, pour Badart et pour moi: une poule! Il n'y avait pas même une boîte de sardines au poste et pour nous donner une poule, le chef de poste s'était, sans jeu de mots, *dépouillé*... (1).

Lothare, qui recrute chez les Bangala, n'a pas, lui, de peine à trouver des soldats, mais il ne peut donner pour tout équipement aux 200 volontaires qu'il trouve qu'un fez rouge. Par la suite, on put leur donner aussi une couverture. Les motivations des recrues étaient dignes de la grande tradition de la F.P.: 'Les succès obtenus quelques mois auparavant, le riche butin d'étoffes qui s'en était suivi, les animaux d'un en-

thousiasme que doublait le plaisir de voyager, de voir le pays des Matamatamba (2) dont on avait tant parlé (3). C'est recrutement-la sauve encore les apparences de la normale. D'autres officiers avaient des prodés plus personnels.

D'après Hinde, (4) à cette époque, le capitaine Doorme fit choix, parmi les prisonniers, d'un certain nombre d'indigènes et d'esclaves arabes et les dressa comme soldats avec le plus grand succès. Dans les combats qui suivirent, il conduisit plusieurs fois, en personne, une centaine de ces hommes au feu.

L'idée de les employer lui était venue d'une manière assez originale. La pensée seule d'écrire un rapport lui inspirait la plus profonde horreur.

Ainsi, chaque fois qu'un homme de sa compagnie était tué, se contentait-il de mentionner le décès, et s'empressait-il de remplir la place vacante par une de ses fameuses recrues, à laquelle il donnait le nom, le numéro matricule, le fusil et l'équipement du mort. Ce stratagème passa longtemps inaperçu; mais il fut découvert un beau jour où le commandant, parcourant les états d'effectifs, constata que le capitaine, bien qu'il ait eu cinquante pour cent de pertes, n'en présentait pas moins sa compagnie dans le même état où elle se trouvait trois ou quatre mois plus tôt, sans que le nombre, ou même les noms de ses soldats aient subi la moindre modification.

La formule de Doorme était certes particulièrement originale, mais à cela près, tout le monde faisait comme lui: les auxiliaires et les esclaves libérés qui souscrivaient un engagement étaient immédiatement versés dans la troupe. Les soldats recrutés suivant le décret de 1891 et passés par un camp d'instruction représentaient une part toujours plus réduite de l'effectif. D'après l'historiographe officiel de la F. P., à la fin de 1893 'la moitié des hommes de la colonne étaient des Baluba, des Batetela, et des Benamulela' (5).

L'exécution de Congo provoqua des descriptions de soldats, des défécions de chefs récemment ralliés et des troubles dans la région de Ngandu, où Gillain dut mener jusqu'en décembre 1893 une campagne de *pacification*. Dans le cadre de celle-ci, une partie importante de la garde personnelle de Congo Lutete dont on craignait le soulèvement, fut reléguée à Lusambo. Beaucoup de ces guerriers s'engagèrent dans la F. P. Après la *campagne arabe*, ils furent éparpillés un peu partout dans les garnisons du Luialaba-Kasai. La situation ne dégénéra d'ailleurs pas en insurrection ouverte, sans doute en partie parce que l'Etat ne fit pas obstacle au fait que Lupungu, fils du chef assassiné, succéda à son père. De plus, heureusement pour la F. P., Rumaliza qui était devenu l'adversaire principal ne mit guère la situation à profit. Il saisit l'occasion pour

fortifier ses positions, mais ne passa pas à l'offensive. En décembre, la situation à Ngandu était stabilisée et des renforts, des armes et des munitions avaient pu arriver de Kirundu et de Lusambo. La période de faiblesse relative de la F. P. était donc passée et la campagne contre les Ngwana put se poursuivre jusqu'à la victoire finale.

Les velléités de venger Congo Lutete ne semblent donc avoir duré que peu de temps et, parmi les recrues hâtivement incorporées par la F. P., il y eut un nombre important de ses anciens collaborateurs, sans que cela empêche ces unités de fonctionner efficacement. En effet, la F. P. fut à même de poursuivre victorieusement son effort de guerre et, un an plus tard, la menace Ngwana n'était plus qu'un souvenir. Cela étant, il est étonnant de lire des choses comme celles-ci: 'Pressés par les événements, bien des commissaires de districts ou Inspecteurs d'Etat enrôlèrent des volontaires sans leur donner une instruction suffisante ou addirittura dans leurs rangs des ennemis de la veille qui venaient d'être battus. C'est ainsi que les anciens allés des Arabes vinrent, pendant un certain temps, grossir les rangs de la Force Publique. On n'eut pas à se féliciter de cette mesure, car ces soldats d'occasion, non rompus à la discipline par le passage dans les camps d'instruction, furent ceux qui à Lulubourg, à Ndirifi et Shinkakasa mirent en péril la paix d'une station, d'une région ou d'une province toute entière' (6).

Ou encore: 'Ces hommes, véritable ramassis de brigands, étaient des esclaves ou des fils d'esclaves, libérés (?) pour être transformés en guerriers à la solde des chefs de bande de chasseurs d'esclaves.

C'est de pareils hommes qu'était composée, par exemple, la troupe du fameux Congo Lutete. Parce qu'elle était installée dans la région habitée par les Batetela, les hommes de cette bande furent abusivement appelés Batetela, ainsi d'ailleurs que la plupart des arabisés enrôlés de 1894 à 1896 dans les forces de l'Etat. En réalité ces hommes venaient de toutes les régions entre Zanzibar et le Lomami...' (7).

Cela contraste, non seulement avec les appréciations dihyrambiques des officiers sur les Teteia (8) mais aussi avec les commentaires flatteurs formulés par ailleurs sur la conduite de ces troupes pendant la *campagne arabe*. Car les *bouche-trou* qui permettaient au capitaine Doorme de ne pas écrire trop de rapports n'avaient pas été recrutés autrement!

Les chiffres que nous avons cités au chapitre III montrent d'ailleurs éloquentement que le recrutement dans les régions *arabisées* dont on dit à posteriori tant de mal fut délibérément poussé entre 1893 et 1897 (9). Et c'est encore de ce même *ramassis de brigands* que parle l'auto-histoire de la F. P. quand, traçant le bilan de la *campagne arabe*, elle affirme: (10) 'Dans cette occasion, ils montrèrent que la plupart d'entre eux étaient des soldats dont le courage ne le cédait en rien à celui des meilleurs mercenaires.'

Dhanis fut d'ailleurs suffisamment satisfait du recrutement hâtif des *Bateka* durant la campagne contre les Ngwana pour envisager de rééditer la même expérience sur une plus grande échelle en vue de l'expédition du Nil. C'e fut certainement une imprudence de sa part. Mais si ces soldats avaient été aussi évidemment mauvais que d'anciens semblent le dire — par après et in tempore suspecto — ce n'est plus de l'imprudence de Dhanis qu'il faudrait parler, mais de son accès de folie suicidaire!

Bref, il y a dans tout cela quelque chose qui cloche et il faudrait s'entendre. Voilà des gens qui sont les soldats préférés de tous les Blancs (Lapière), que l'on cherche à recruter, qui ont une excellente conduite au feu, et à qui revient une grande part du mérite de la victoire sur les Ngwana. En même temps, ils sont un ramassis de brigands et de soldats d'occasion, la veille encore chasseurs d'esclaves, voire esclaves eux-mêmes (11). Or, on ne parle pas de personnes différentes. L'un des *meneurs* de la révolte de Lulubourg, Kandolo, avait été garde du corps de Gongo Lutete, s'était ensuite engagé dans la F. P., et était devenu sergent. Il n'avait pas trouvé ses galons au pied d'un cocotier. Force est de constater que cet individu qui présentait toutes les tares (engagé irrégulier sans école, homme de confiance d'un chasseur d'esclave notoire, officiellement traître et massacreur) avait donné suffisamment satisfaction à ses chefs pour recevoir de l'avancement, et conquérir plusieurs grades en vingt mois, de septembre 93 à juin 95. (12)

Il faut donc bien se résoudre à penser qu'il n'y a pas eu d'un côté des soldats exemplaires et de l'autre un ramassis de gens de sac et de corde. Nous avons d'ailleurs déjà cité quelques faits qui jettent une étrange lueur sur le comportement des soldats *exemplaires* à qui on n'a jamais rien reproché; comportement qui est parfois difficile à distinguer, justement, de celui d'un *ramassis de brigands* (13).

Compte tenu d'une part de leur passé auquel on s'accorde à rendre hommage, et aussi de la morale assez élastique que l'on pratiquait dans la F. P., il est exclu, si l'on prend la peine de réfléchir le moins du monde, d'accepter l'explication des révoltes par le *retour au galop* de la vilaine nature de ces enrôlés de 93-97. Et nous avons eu l'occasion de dire déjà — les textes de la F. P. le confirment d'ailleurs — que le phénomène tribal irrationnel ne joue pas non plus pour ces hommes si divers (14). Il faut qu'une ou des circonstances extérieures aient amené ces hommes à la révolte.

Nous allons voir sous peu que, à Lulubourg, à Ndirifi ou à Shinkakasa, il n'était pas nécessaire de rechercher des motivations subtilement psychologiques, vengeance de Gongo Lutete ou résurgence de Dieu sait quel atavisme sauvage. Les privations, les injustices, les coups et le mépris suffiraient largement.

NOTES

- 1) Henry in Lejeune, *op. cit.*, pp. 114-115.
- 2) Ce mot a, en Lingala, sensiblement le même sens que Ngwana en swahili.
- 3) Lejeune Léon, *Kohlrir*, p. 63.
- 4) S.L. Hinde, *op. cit.*, p. 126. La chose serait confirmée par d'autres témoins d'après F. P., *op. cit.*, p. 273.
- 5) F. P., *op. cit.*, p. 274.
- 6) F. P., *op. cit.*, p. 74.
- 7) *idem*, p. 350.
- 8) *cf.*, *ib.*, III, p.
- 9) *cf.*, tableaux du *ch. III*.
- 10) F. P., *op. cit.*, p. 292.
- 11) Si quelqu'un a eu le malheur d'être esclave à un moment de sa vie, on ne voit de toute façon pas pourquoi on le lui reprocherait à l'égal d'une tare, ainsi que le fait le texte cité. A fortiori, en quoi est-on coupable d'être *filz d'esclave*? S'agit-il de gens naturellement si vils qu'ils sont de toute éternité promis à la servitude? Mais alors, que reprocher-on à Tippo-Tip?
- 12) Soldat de 1^{re} classe, caporal, sergent. Le grade le plus élevé que pouvait atteindre un Noir était celui d'adjudant; *cf.*, F. P., *op. cit.*, annexe 10.
- 13) *cf.*, chapitre III.
- 14) Même en prenant *Tetele* dans son sens le plus large, il y eut parmi les participants des diverses révoltes des soldats qui n'avaient pas été engagés dans des circonstances spéciales et n'avaient jamais mis les pieds dans les secteurs *auabisi*. A contrario, il y eut des *Tetele* au sens le plus étroit parmi les troupes *foyahistes*, tel le caporal Jutungula. Ce dernier, il est vrai, avait été recruté et instruit normalement.

VIII. Luluabourg/1895

Luluabourg (aujourd'hui Kananga) fut plus tard le chef-lieu de la province du Kasai, et est encore celui de la région du Kasai (Occidental). A l'époque, le district du Luabala-Kasai avait pour chef-lieu Lusambo, Luluabourg, situé à quelques kilomètres de ce qui est aujourd'hui Kananga, n'était qu'un simple poste, mais un poste important (1).

Le district comptait environ 1.000 soldats actifs. Le commandant Gillain était C. D. — on retrouve l'habitude des militaires aux postes civils — et résidait évidemment à Lusambo, où se trouvaient environ cinq cents soldats, commandés par le commandant Michaux, le lieutenant Dufour, et quelques sous-officiers. Luluabourg était la deuxième garnison du district, avec un effectif approximatif de deux cents soldats. C'était en effet une région turbulente, en particulier à cause des Benakanyoka de la région de Kanda-Kanda, où l'on trouvait quelques chefs insoumis particulièrement agressifs.

Il faut ajouter que cette région, secouée récemment par les campagnes de chasse aux esclaves de Congo Laete, Lumpungu et Mpania Mutombo, puis par les affrontements entre ceux-ci et la F. P., enfin par la campagne contre les Ngwana et les remous consécutifs à la suppression de Congo-Laete, avait connu des mouvements de population en tous sens et en désordre, avec comme séquelles de nombreux différents territoriaux et autres.

En intervenant maladroitement dans ce genre de situation pour favoriser des réfugiés Luba originaires d'autres parties du district ou du Katanga, qui semblaient avoir besoin d'appui puisqu'ils étaient des *personnes déplacées*, donc vulnérables, les Belges vont d'ailleurs créer le fameux conflit *tribal* Lulua-Luba. On croit souvent tenir là l'exemple type de la haine tribale, alors que les protagonistes sont deux rameaux de l'ethnie Luba. Le nom de Lulua, originellement celui d'une rivière, a été plaqué sur les premiers occupants pour les distinguer de leurs congénères plus récemment arrivés.

Les interventions de l'Etat dans ces divers conflits lui valurent inévitablement l'inimitié, voire la révolte des communautés qui s'estimaient lésées par la solution que l'administration prétendait imposer. Il y avait

donc un peu partout des chefs bien décidés à tout faire pour être désagréables à l'E.C. par exemple à s'entendre avec d'éventuels déserteurs. Le poste de Luluabourg était pourvu d'une garnison importante parce qu'il servait de base à des expéditions de pacification dans une région perpétuellement troublée. A la tête de ces troupes se trouvaient le capitaine Pelzer et le lieutenant Cassart. La personnalité et les agissements de Pelzer jouèrent un rôle essentiel dans la genèse de la révolte. L'intendant, le commis Lassaux, ne résidait pas au poste avec les autres officiers, mais à Ishimiane, à un kilomètre de là.

Les autres postes militaires du district étaient beaucoup moins importants. A Mukabuba, au sud-est de Luluabourg, quatre-vingt soldats étaient commandés par le sous-officier Lapière (ce lui-là même dont nous avons cité l'avis louangeur qu'il avait sur les Tétela, ses soldats pré-férés).

Aux Wissman-Falls (2), sur la rive droite du Kasai, se trouvaient septante hommes, sous les ordres du sous-officier Konings.

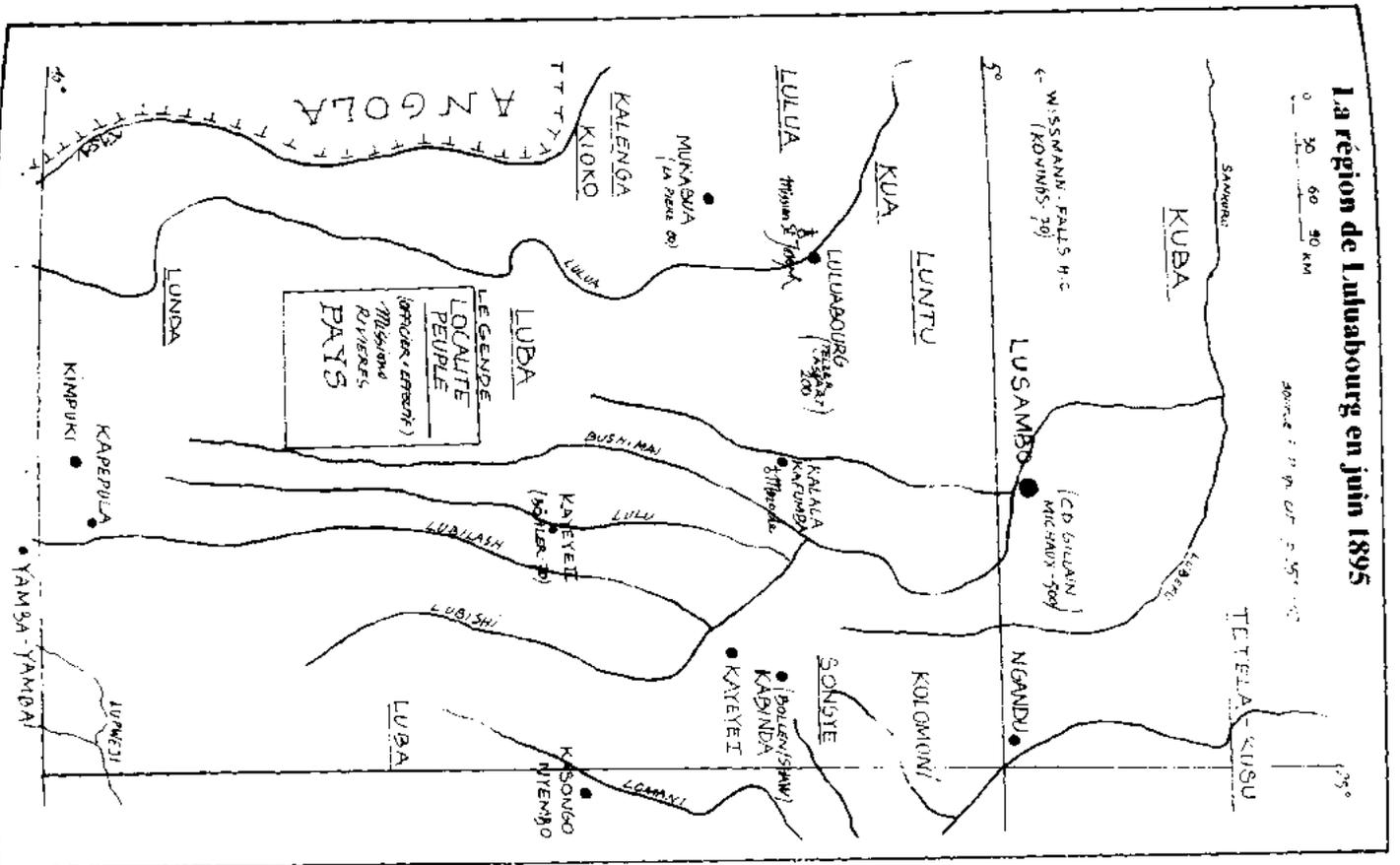
Au début de 1895, dans des circonstances sur lesquelles nous reviendrons, fut fondé le poste de Kayeye II, destiné au maintien de l'ordre dans la fameuse région troublée de Kanda-Kanda. Au moment où les révoltes commencèrent, il y avait là entre septante et quatre-vingt hommes, avec un officier norvégien, le Lieutenant Böhler, et l'adjudant Dehaspe.

A Kabinda, le village de Lumpungu que nous avons déjà évoqué comme allié et obligé de Gongo Lutete, il n'y avait pas à proprement parler de garnison, mais deux officiers, les lieutenants Bollen et Shaw, et le sous-officier Froment, qui y résidaient avec une escorte minimum.

Il faut encore signaler la présence dans la région de deux missions, qui joueront un rôle important durant les premières heures de la révolte. Elles étaient tenues toutes deux par les Pères de Scheut. L'une, à proximité de Luluabourg et où on trouvait aussi des Soeurs de la Charité de Grand, était dédiée à Saint-Joseph. L'autre, la mission de Mérode, se trouvait près de Kalala-Kafumba.

Un certain nombre des soldats de Luluabourg, comme de l'ensemble du district, étaient effectivement des *anciens* de Gongo-Lutete. Nous avons suffisamment démontré qu'il est absurde d'imaginer que, vingt mois après la mort de leur chef, ils se soient brusquement mis en tête de venger. Par contre, il est évident que la façon dont l'E.C. s'était débarrassé d'un homme qui lui avait rendu les plus grands services durant la guerre contre les Ngwana était de nature à laisser une certaine rancœur chez des hommes qui avaient connu Gongo et, pour certains, avaient été ses amis. Nous pensons même qu'il y eut plus que de la rancœur et qu'on en tira des leçons définitives quant à la manière dont les Blancs se com-

La région de Luluabourg en juin 1895



portent et dont il faut se comporter avec eux. On peut même admettre en partie ce qui avançait les historiographes de la F.P. : 'Peut-être ces hommes se rappelaient-ils parfois avec regret le temps où ils servaient un corps où la discipline était moins austère que celle de la Force Publique, le temps où il leur était permis d'avoir plusieurs femmes et des esclaves et d'être de temps en temps cannibales?' (4).

Mais, quand on servait dans la F.P. à Luluabourg, il n'était pas nécessaire d'être un adepte résolu des parties de jambe-en-l'air ou des festins anthropophages pour trouver que, du temps de Congo-Lutele, c'était le bon temps. La solde très irrégulièrement payée et le ravitailllement difficile ne contribuaient déjà pas à mettre la troupe en belle humeur. Mais le pire, c'était le capitaine Pelzer. 'Il était', dit pudiquement la F.P., 'de caractère difficile et avait de fréquentes altercations avec ses chefs et ses subordonnés' (5). Soyons francs! Pelzer appartenait à la pire espèce d'hommes que puisse engendrer l'Armée: le chien de quartier sadique. Dans une caserne européenne, il aurait simplement contribué à dégoûter quelques recrues du métier des armes. Mais dans la situation de chef d'un poste isolé, avec les pouvoirs discrétionnaires que cela impliquait en pratique dans l'E.C., et compte tenu de l'extrême sévérité du règlement de la F.P., avec son cortège de peines corporelles, cela tournait à la calamité. Pelzer était d'une sévérité excessive, dépassait couramment les dispositions réglementaires et prêchait visiblement plaisir à voir infliger des sévices. Il mettrait d'ailleurs volontiers lui-même la main à la pâte. Bien qu'il ait eu deux cents hommes sous ses ordres qu'il avait toute licence réglementaire de tourmenter, il semble bien, comme le font souvent les brutes de ce genre, avoir eu un souffre-douleur particulièrement visé en la personne de son boy, un certain Kapulu. Une haine longtemps contenue et bien entretenue par des mauvais traitements répétés peut seule expliquer le débordement de haine et d'acharnement dont celui-ci fit preuve lors de l'insurrection (6).

La présence de châtiments corporels à la F.P., qui a tendance à nous faire sursauter, devait être moins choquante pour les Africains de l'époque qu'elle ne l'est pour nous: ils ont tendance à apprécier une justice sévère et des peines exemplaires. Mais ils ont aussi un sens très pointilleux de l'équité, et la tradition regorge d'anecdotes, proverbes, contes ou fables qui stigmatisent non pas la sévérité mais l'abus de pouvoir ou le favoritisme (7). Un proverbe haïton dit: 'L'aigle oublie, mais la poule se souvient'. Pelzer se fia peut-être trop à l'absence apparente de réactions de ses victimes. Car, si ces hommes étaient contraints au silence comme on l'est toujours face à ce genre de personnages dont la médiocrité sadique s'exerce à l'abri des galons, ils n'oubliaient rien et espéraient obscurément que leur heure viendrait. Et le jour vint ou Pelzer alla trop loin...

En 1894 et 1895, les troupes de Luluabourg entreprirent plusieurs fois en action contre les Bena-Kanyoka. Le C.D. Gilain préféraient en effet destituer un de leurs chefs, Kalenda, et le remplacer par un chef plus 'souple' (8). En septembre 94, Pelzer ne se tira que difficilement d'un combat avec ses guerriers et Cassart fut blessé.

La F.P. revint en 1895 avec des forces plus importantes. Kalenda voulut prendre lui-même la tête de ses hommes pour arracher la victoire par un assaut particulièrement foudroyant. Il fut tué par le sergent Kandole, un ancien 'garde du corps' de Congo-Lutele. La résistance des Bena-Kanyoka, démolies par la mort de leur chef, s'effondra. Le sergent Kanyoka fut d'autant plus le héros du jour que Pelzer avait promis de subventionnelles récompenses à ses troupes en cas de succès. Les soldats, impatientés de regagner Luluabourg pour y percevoir leurs gratifications durent cependant prendre leur mal en patience, car il fallut rester deux mois sur place pour établir le poste de Kayeye (dont la garnison était donc fournie par les troupes de Luluabourg).

Entretiens, Michaux, Lapière, Dufour et leurs soldats devaient intervenir eux aussi, dans la région de Mukabua, contre le chef Kalemba. Michaux et Dufour, qui reconduisaient leurs troupes à Lusambo après avoir accompli leur mission, firent étape à Luluabourg et la colonne de Pelzer les y rejoignit le 27 juin 1895. Les deux détachements firent ensemble leurs succès. Il y eut beaucoup d'agitation, de soldats courant en tous sens et l'on tira de nombreux coups de feu en l'air. Ce genre de manifestation du style *fantasia* n'est pas un exemple de discipline mais n'avait rien d'exceptionnel et s'explique aisément par l'habitude bien enracinée en Afrique de fêter les succès guerriers par des chants et des danses aux cours desquels on se livre à toutes sortes de simulaeres illustrant, pour l'édification du public, les plus notables phases du combat victorieux. Il est donc exagéré d'y voir, comme Lassaux (9) un premier essai de révolte, thèse que d'ailleurs la F.P. rejette elle aussi (10).

En fait, si la mutinerie avait été préparée et concertée, le moment aurait été idéalement choisi ce soir-là. En effet, les deux principaux détachements du Luulaba-Kasai se trouvaient réunis pour deux jours à Luluabourg: une révolte générale aurait eu le district à sa merci. Le nombre accru des soldats présents à Luluabourg, ainsi que les préparatifs du départ de Michaux auraient de plus favorisé la préparation d'un coup de main pour l'appel du 29 juin au matin, plutôt que pour celui du 4 juillet. Un seul point aurait été douteux, mais pas forcément insurmontable: les Blancs auraient été plus nombreux et n'auraient pas été forcément tous présents à l'appel du matin.

Le fait que cette révolte fut fomentée en quelques jours ruine les affir-

nations officielles sur les *meneurs*. Des meneurs habiles, agissant sur des caractères mal préparés aux vicissitudes du métier de soldat (11)... (les) conduisant facilement à se révolter contre l'autorité' (12); ou encore: 'Prétexes que des meneurs habiles puissent exploiter; quitte à se servir de ces vieilles querelles (solde, ravitaillement NDA) pour augmenter encore le mécontentement de la troupe' (13).

Ne tombons pas dans l'ingélisme: la démoralisation est une chose qui existe, encore qu'elle émane d'un ennemi extérieur que la F.P. n'avait pas puisqu'en ce temps-là le Congo n'était en guerre avec personne. Mais pour amener à la révolte ouverte des soldats qui savent qu'ils vont y risquer gros, il faut plus de quatre ou cinq jours à un meneur, même extrêmement habile. Ajoutons que rien parmi les rares éléments d'origine africaine dont on peut disposer ne donne en aucune façon à penser que l'insurrection ait été préparée longtemps à l'avance. Un dernier signe montre que l'insurrection fut improvisée en très peu de temps: la nécessité d'aller vite rendit certains préparatifs si évidents que les *cons-pirauteurs* faillirent se faire prendre.

Quant à ce qui a *fait déborder le vase*, il suffit de voir la manière dont les motifs de mécontentement se sont accumulés entre le 29 juin et le 3 juillet!

Tout d'abord, les fameuses récompenses, promises dès avant le départ contre Kalenda, attendues avec avidité depuis le mois d'avril, ne seront tout simplement pas distribuées. Cette gracieuseté de Pelzer venait s'ajouter à la solde toujours impayée et aux difficultés de ravitaillement.

En prime, on assista à une grêle de punitions démentielle: le boy Kapilu se voit condamner au fouet pour une obscure affaire de femmes. Pelzer dépassa plusieurs fois le maximum autorisé. De plus, alors que Kapilu, couché au sol face à terre—ce qui était la posture habituelle pour cette punition—attendait que la lanterne s'abatte sur lui, Pelzer le piétina sauvagement. Dans une affaire d'adultère concernant un caporal Luba qui avait eu des relations coupables avec une femme tetela nommée Adolphine, non seulement Pelzer *corsa* là aussi la sentence, mais il alla même jusqu'à proférer des menaces de mort.

Outre ce que ces faits ont d'inadmissible en eux-mêmes, il faut noter qu'aux yeux des Africains la disproportion entre la faute et le châtement était encore bien plus grande. Selon toute apparence, Adolphine devait être célibataire, puisqu'il n'est fait aucune mention d'un mari blessé dans son honneur qui serait venu demander justice. Pour Kapilu, nous n'avons même pas de mention nominale de la *complice*, mais là non plus on ne voit pas paraître de *partie civile*.

Le P. Van Zandycke, suivi par d'autres auteurs, attribue à l'affaire

Adolphine un poids prépondérant parmi les causes de la mutinerie. Il attribue la punition d'Adolphine et de son complice au fait que, dit-il, Adolphine était la *ménagère* du Lt. Lapière. Elle le lui aurait avoué personnellement, bien des années après les faits.

Les moeurs de l'EIC étant ce qu'elles étaient, il n'est nullement étonnant que Lapière ait eu une compagne indigène. Et il est bien naturel qu'il ait manifesté quelque contrariété s'il s'est aperçu qu'il n'était pas seul à bénéficier de ses faveurs. Par ailleurs, si l'autre amant d'Adolphine était un militaire, Lapière avait le devoir, en tant que chef du poste de Mukabula, de le punir s'il y avait lieu en cas d'adultère. Le cas d'Adolphine elle-même est moins clair, puisqu'elle n'était *femme de soldat* que de la main gauche et que l'extension à sa personne de l'autorité de l'officier aurait pu se discuter. Il est vrai que l'EIC ne se spécialisait pas particulièrement dans la subtilité juridique, et il faut bien reconnaître qu'avec les régimes matrimoniaux compliqués et diversifiés que connaissent les cultures bantoues, on était bien forcé de s'en tenir à la constatation qu'une cohabitation existait de fait.

Tout cela étant, le compte rendu du P. Van Zandycke n'est pas sans soulever à nos yeux quelques difficultés, voire invraisemblances.

Il est pour le moins surprenant de voir un concubin trompé faire la proclamation publique de son infortune en l'accompagnant de mesures spectaculaires telles que des arrestations et des transferts.

Lapière pouvait parfaitement ordonner lui-même la punition des *culpables* sans recourir à l'autorité supérieure. Envoyer les prévenus à Lusambo chez Pelzer dont la sévérité excessive était notoire était une *vacherie* que ses hommes auraient gardé en mémoire.

Or, précisément, Lapière, qui aurait donc posé l'acte qui fut à l'origine de la révolte, a été volontairement épargné par les révoltés.

Il se peut très bien qu'Adolphine, comme beaucoup de femmes mûrissantes, se soit plu à évoquer les ravages que dans sa jeunesse ses charmes avaient exercés sur la gent masculine, et qu'il ne lui ait pas déplu de passer pour l'Hélène de cette nouvelle guerre de Troie.

La possibilité de monter en épingle le rôle dévastateur des *ménagères* (l'une des bêtes noires de la Compagnie de Jésus) comme jouant un rôle important dans la genèse de la révolte ne devait sans doute pas déplaire au P. Van Zandycke, s.j. (14).

Si l'affaire Adolphine a pris place dans le cortège de griefs qui pesait, dans l'esprit de la troupe, contre le capitaine Pelzer, elle n'a sans doute pas autant joué le rôle de goutte d'eau qui fait déborder le vase que la condamnation de Kapilu. A en juger par sa conduite lors des événements qui suivirent, c'est surtout ce dernier qui fit beaucoup de bruit autour de l'injustice qui le frappait une fois de plus. La condamnation du

boy, comme celle de la jeune femme, n'ont cependant pu servir de détournement que parce qu'il y avait des rancœurs accumulées et parce qu'elles apparaissaient toutes deux comme des exemples flagrants de disproportion entre la faute et la sanction.

Pour la coutume, seul l'adultère de la femme donne en général lieu, non pas à une punition — laissée à la discrétion et... à la poigne de l'époux hâfoûé — mais à une réparation que le séducteur doit verser au mari trompé (15). L'action de l'épouse trompée se réduit, elle, à obtenir le divorce aux torts de l'infidèle. Il n'y a pas dans ce cas à verser de compensation, puisque la compensation matrimoniale versée au moment du mariage revient à l'épouse qui obtient la dissolution du mariage aux torts de l'époux (16). L'adultère ne donne lieu à une répression sévère que si, au lieu de se limiter à des relations sexuelles, il se met à représenter un danger pour le groupe parce que les amants cherchent à se favoriser *matériellement*, par exemple si l'épouse donne à son amant la nourriture destinée à son mari, ou si celui-ci détourne au profit de sa maîtresse des produits de sa chasse.

Dans ces cas-là, où la justice distributive est violée, et donc la survie du groupe mise, au moins potentiellement et symboliquement, en danger, la punition peut être terrible, allant jusqu'à la mort aggravée par divers supplices... Aux yeux des soldats, les peines infligées par Pelzer faisaient un peu l'effet que nous ferait une condamnation aux travaux forcés à perpétuité pour être sorti de chez soi sans se munir de sa carte d'identité. Et, sans verser dans la psychanalyse de bazar, on ne peut que voir une preuve supplémentaire de déséquilibre chez le capitaine en le voyant réagir avec une rage aussi disproportionnée à propos d'affaires sexuelles.

Il est hors de doute, comme la suite des événements le montrera, que la réaction de désapprobation vis-à-vis de Pelzer fut générale. Aucun être sensé n'aurait d'ailleurs pu lui donner raison. Personne, même les soldats peu enthousiasmés par la révolte, ne mettra donc en doute son bien-fondé et ne fera donc rien pour l'empêcher ou la dénoncer. Ce mécontentement unanime devait cependant se cristalliser autour de trois hommes qui seraient figure de *meneurs* et qui étaient trois gradés tetela.

Les caporaux Yamba-Yamba et Kimpuki (17) s'estimaient tenus de venger l'injure faite à leurs deux parents. La troisième vedette, le sergent Kandolo, jouissait d'un grand prestige auprès de la troupe de par ses qualités personnelles, son avancement rapide et du fait d'avoir été proche de Gongo Lutete. Celui-ci et la F. P. tombèrent donc pour une fois d'accord sur la valeur de Kandolo, qui fit une belle carrière dans les deux armées. Il jouissait du prestige encore accru d'avoir tué Kalenda et

d'être ainsi le principal artisan de la récente victoire qui aurait dû amener les fameux cadeaux dont on était si injustement frustrés. Peut-être Kandolo fut-il approché par les deux caporaux justement dans le but de voir la conspiration bénéficier de son prestige et avoir ainsi des chances accrues de faire l'unanimité. Mais ce n'est là qu'une hypothèse.

Au départ, il n'y eut sans doute pas l'idée d'organiser des massacres ou des opérations militaires, mais bien de désertir et de regagner la région de Ngandu. 'On m'en a trop fait voir, je plie bagage et je rentre chez moi!' doit assez bien correspondre à l'état d'esprit des soldats de Luluabourg le 3 juillet 1895. Tout au plus avaient-ils prévu de neutraliser les deux officiers belges, par la force, s'il le fallait.

Les rancœurs accumulées par Kapilu, les souvenirs sinistres de l'affaire Gongo Lutete avec leur terrible conclusion: *il faut les tuer* allaient s'y opposer et faire couler dès le 4 juin le sang des premiers morts d'une longue série.

Nous rencontrons ici pour la première fois un facteur de division qui va jouer tout au long de l'histoire des Baoni: l'opposition entre une tendance minimaliste et optimiste, qui croit qu'il est possible de neutraliser les Européens, ou du moins de ne tuer que quelques militaires puis de disparaître dans la nature pour retourner au village comme si de rien n'était, et une tendance extrémiste et pessimiste, qui pense qu'il faut faire le plus de dégâts possible parce que les Blancs ne renonceraient pas et que chaque journée d'autonomie devra se mériter les armes à la main.

Le manque absolu de discrétion des préparatifs de départ, qui ne s'explique que si d'une part l'insurrection avait bien le caractère spontané et improvisé que nous avons dit, et qui suppose aussi que l'on était sûr de la complicité au moins passive de tous les soldats, y compris les congolais d'autres ethnies voire les *volontaires de la Côte*, et non de celle des seuls Tetela, montre qu'au départ les thèses *minimalistes* (désertion sans effusion de sang) ont dû prévaloir, car c'étaient les seules qui puissent faire une aussi large unanimité. Et nous pesons nos mots quand nous parlons de manque absolu de discrétion. Qu'on juge de l'activité qui devait régner dans le camp de Luluabourg dans la nuit du 3 au 4 juillet: 'Tout le monde, en effet, soldats, femmes et enfants (18) était au courant de la migration du lendemain. Il fallait de la nourriture pour le grand voyage. On vola et on tua un boeuf: leurs propres canards, leurs poules, tout y passait. On fit des feux pour boucaner la viande. Et tout cela ne se fit pas sans causer quelque bruit' (19).

Il ne se trouva cependant qu'un Africain pour paraître remarquer cette kermesse: le boy de Cassart, qui s'en fut réveiller le lieutenant. Sans doute par crainte du caractère ombrageux de son chef, Cassart s'abstint d'agir et se borna à aller voir Pelzer, qui déclara qu'il fallait

attendre le lendemain pour s'occuper de cette histoire. Le chef de poste ayant parlé, le lieutenant ne pouvait plus que se recoucher. Agir autrement aurait été de l'insubordination.

Que Pelzer n'ait pas réagi devant une aussi intense activité insolite, même si son caractère était un peu *bizarre* est tellement étrange qu'on est amené à se demander s'il n'était pas de ces officiers de la F.P. qui caressaient un peu lourdement la bouteille, ou la fiole de laudanum. Ce qui, soit dit en passant, contribuerait aussi à expliquer son *caractère difficile* et le fait que, débordant le matin de rage et d'activité répressive, il ait été à d'autres moments apathique au point de remettre au lendemain l'enquête sur des faits bizarres se passant dans son camp, pourtant fort exposé, comme on l'a dit. Encore faudrait-il, si on adopte ce genre d'hypothèse, expliquer pourquoi Cassart, le trouvant hors d'état de réagir pour un motif de cet ordre, n'a pas agi alors lui-même. Il pouvait parfaitement faire par la suite un rapport où le capitaine se fût trouvé indispensible pour cause de malaria et Pelzer aurait encore été son obligé!

Peut-être Pelzer offre-t-il simplement un exemple de plus de ces occasions irritantes et absurdes, où un homme meurt pour avoir voulu éviter un effort minime.

Le 4 juillet au matin (20) les troupes se présenterent normalement à l'appel et au salut au drapeau, où Pelzer et Cassart étaient présents. (Lassaux, résidant hors du camp, rejoignait son poste à l'intendance plus tard dans la matinée). Kapilu et Adolphine se mirent sans protester dans le rang des punis. Tout se déroula normalement jusqu'au départ du commandant. A ce moment, les soldats quittèrent les rangs à grand bruit et tirèrent des coups de fusil en l'air. Kapilu adjura Yamba-Yamba et Kimpuki de tenir leur promesse de le venger, et de tirer sur le commandant. Les caporaux et quelques soldats tirèrent dans le plus grand désordre quelques coups de feu mal ajustés en direction des officiers. Cela dura très peu de temps: des soldats protestèrent contre cette violence qui n'était pas prévue. Pelzer, touché au bras et Cassart, blessé à la hanche, réussirent à s'enfuir. Un travailleur militaire reçut une balle dans le genou. Pelzer s'enfuit par le potager du camp et se dissimula dans les buissons, cependant que Cassart réussissait à prendre le large. Le capitaine, lui, resta plusieurs heures tapi dans les broussailles, apparemment oublié par les révoltés, très occupés à faire main basse sur les réserves du camp. Il est probable que les Baoni le considéraient comme neutralisé, et n'auraient rien fait pour l'attraper, s'il n'y avait eu la rage de Kapilu. Celui-ci ne décollait pas des talons des deux caporaux, continuant à les supplier de tenir leur promesse: il ne se considérerait comme vengé que par la mort de l'officier qui l'avait tant maltraité. Il mit près de quatre

heures à les convaincre, car ce n'est qu'à 10 heures environ qu'il réussit à les entrainer vers les broussailles où le capitaine se dissimulait. Yamba-Yamba et Kimpuki s'adressèrent au commandant de place, lui certifiant que l'ennemi était terriné, que les soldats en avaient simplement assez de ne pas être payés et que maintenant qu'ils s'étaient payés eux-mêmes, tout allait rentrer dans l'ordre. On hésite à dire que la ficelle était grosse: c'était un cable de marine! Pelzer n'était apparemment pas de ceux pour qui il faut travailler dans la dentelle, car il accepta de sortir de sa cachette et se mit à *passer un savon* aux caporaux. Pour un homme de sa enclume et se mit à peur mais ne veut pas le montrer, l'habitude est le meilleur et qui a peur mais ne veut pas le montrer, l'habitude est le meilleur des refuges. Pour Pelzer, *engueuler* était l'habitude la mieux enracinée. De plus, rester caché n'aurait guère eu de sens: les Baoni pouvaient revenir en nombre et fusiller les buissons jusqu'à ce qu'ils l'abattent. Si Pelzer commit une erreur, c'est de ne pas s'être enfui loin du camp, comme Cassart. Tout en parlant, le capitaine se dirigeait vers le camp, lorsqu'il fut foudroyé par une balle. L'interprète du camp, Lupanza wa Sudrai, protesta violemment contre cette exécution, rappelant que le but sur lequel tous les soldats avaient donné leur accord n'était pas de massacrer les Blancs, mais bien de désertir en masse. Comme il était arme et que, parlant avec beaucoup de véhémence, il donna aux soldats l'impression qu'il menaçait Kimpuki et Yamba-Yamba, il fut lui-même abattu. Le boy Kapilu s'acharna alors sur le cadavre de son maître dans un véritable accès de rage hystérique. Il tira une balle dans la tête du cadavre, le battit à coups de crosse et à coups de fouet. Lorsque les restes de Pelzer furent découverts, deux jours plus tard, il lui manquait une oreille et un morceau du nez. Le cadavre gisait à terre au milieu de la grande allée de palmiers du camp.

On ne sait pas si Kapilu fut le seul responsable des mutilations infligées au cadavre de Pelzer, ou si d'autres soldats y ont participé. La collection d'oreilles comme trophée, si elle n'était pas une habitude générale, était pratiquée par certains Africains. Par contre, la profanation de cadavres, surtout de personnages importants, était plutôt rare (21). La mutilation du nez, comme les coups, s'adressaient surtout aux vivants, ce qui fait peser un soupçon supplémentaire sur Kapilu, visiblement décidé à passer sa rage sur Pelzer mort en le traitant comme il aurait aimé le faire vivant.

Il y eut un troisième mort durant cette journée du 4 juillet: le frère de Lupanza wa Sudrai, venu protester contre la mort de son frère et réclamer la compensation coutumière pour sa mort. On ne sait ni qui le tua ni pourquoi. Un certain désordre mêlé d'indécision flotta sur les discussions qui eurent lieu pendant la journée.

Certains soldats, qui avaient accepté d'être complices par leur silence

d'une désertion massive n'appréciaient nullement de l'être devenue d'une mutinerie où le sang avait coulé. D'autres ne voyaient pas où réfugier. On en vint parfois aux mains mais il n'y eut plus de mort à déplorer ce jour-là. Lorsque le 5 au matin le gros des révoltés prit bagage, une partie de la garnison ne les suivit pas, et on ne fit rien pour les contraindre à le faire. Parmi ceux qui s'abstinrent, une partie avait gagné la brousse dès le matin du 4 juillet, ou le fit dans la journée du 5 avec l'intention, soit de désertier individuellement, soit de se rendre au premier Blanc qu'ils rencontreraient. Les deux solutions pouvaient d'ailleurs se combiner : ils pouvaient faire route vers leurs villages, mais se rallier s'ils se faisaient cueillir par la F. P. Certains fuyards du 4 contibuerent d'ailleurs à donner l'alerte.

D'autres soldats, vraiment résolus à rester au service de l'EIC, restèrent tout simplement au camp. Il n'y avait pas de doute qu'au bout de quelques jours, le temps qu'elle soit avertie, on verrait arriver la garnison de Lusambo. Preuve supplémentaire de l'absence de concertation entre le 27 et le 29 juillet alors que les soldats de Luluabourg et ceux de Lusambo se trouvaient momentanément réunis : les Baoni empruntèrent un itinéraire qui les éloigna autant que possible de ce poste. Tournant pratiquement le dos à Ngandu, ils prirent la route du Sud-Est, vers les régions peu sûres où ils venaient de combattre.

Il est arrivé à plusieurs reprises, pendant cette révolte partie de Luluabourg, que les Baoni déroient toutes les prévisions de l'ennemi en ne se dirigeant pas vers leur zone d'origine, mais vers le territoire du chef dissident le plus proche. La F. P. battait alors en vain la brousse sur la route du Haut-Lomami, cependant que les Baoni s'évaporeaient à travers la savane dans une tout autre direction. Il suffit de regarder, sur la carte, où se trouvent les localités qui ont pris les noms de Yamba-Yamba et Kimpuki ! Il est curieux qu'on n'ait tiré aucune conclusion du fait qu'ils se précipitèrent non vers Ngandu, mais vers la région où ils venaient de battre Kalenda.

Nous espérons avoir convaincu le lecteur que la révolte avait au départ un caractère spontané et improvisé, qu'elle était censée se passer sans violence également. C'est par accident que les choses prirent dès le 4 juillet un tour sanglant. Cela ressort de presque tous les faits : une révolte prévue de longue date et incluant de propos délibéré la mort des officiers se serait passée tout autrement. Cela ne signifie en aucune façon que si le plan qui était sans doute celui des conspirateurs : mettre Pelzer et Cassart hors d'état de nuire sans les tuer, puis attendre Lassaux pour lui réserver le même sort, avait pu se dérouler sans incidents, la suite des événements aurait été différente.

La F. P., l'Etat de Léopold II ne pouvaient réagir à une mutinerie...
une désertion massive que par une répression qui n'aurait fait ni le détail, ni de quartiers. Celle-ci aurait forcé les Baoni et les populations qui leur étaient favorables, à se défendre. Le sang aurait simplement commencé à couler quelques jours plus tard. Les nuances entre extrêmes et modérés sur le respect des vies humaines, c'est chez les révoltés mistes et modérés sur le respect des vies humaines, c'est chez les révoltés noirs qu'on la trouve, pas dans la répression blanche.

L'émotion soulevée parmi les officiers de la F. P. par la mort de Pelzer fut suffisante pour qu'on cherche à éviter qu'elle se reproduise. N'entendons toutefois pas par là qu'on invita les officiers à se montrer humains. On essaya d'éviter qu'on puisse, comme à Luluabourg, éliminer tous les officiers d'un camp d'une seule salve. Désormais, le commandant seul fera face à la troupe lors des rassemblements. Les autres officiers prendront place derrière elle. De plus, tous les officiers devront toujours être armés pour ce genre de cérémonies (22). Il aurait peut-être mieux valu s'en prendre aux causes du meurtre de Pelzer !

NOTES

- 1) On se reportera utilement à la carte.
- 2) Hors-carte

3) Cf. Chapitre 2
4) F. P., op. cit., page 355

5) *Ibidem*

6) Sans en faire une règle générale, il faut quand même faire observer que lors des diverses insurrections qui ont ensablé l'histoire africaine, les dominésses se sont fréquemment abstenus de participer directement aux actes dirigés physiquement contre leurs employeurs.

7) Pour devenir chef, il faut être juste avec tout le monde. Celui qui a mal agi doit être puni et réparé. N'importe qui doit être puni et réparé. Même si tu le connais, tu dois dire qu'il doit être puni et qu'il doit être réparé. Si c'est ton fils, tu dois dire qu'il doit être puni et qu'il doit payer la compensation. Si tu es son père, tu dois l'aider à réparer mais il faut dire qu'il soit puni et qu'il répare. (S., chef coutumier, 1971, Kalemie)

8) Luwel, Marcel: *De Limburgers in Kongo*, page 33.

9) Lassaux, op. cit., p. 351.

10) F. P., op. cit., p. 355.

11) Alors qu'on leur reproche précisément d'avoir été soldats depuis trop longtemps, mais d'abord dans l'armée ennemie!

12) F. P., op. cit., p. 351

13) *Ibidem*, p. 355

14) Pour ne pas faire planer d'injustes soupçons, nous tenons aussi à noter qu'en l'occurrence ce qui retenait l'attention des missionnaires était le fait du concubinage. Le plus souvent temporaire, avec une femme autochtone, le rejet et du sacrement de mariage et dans beaucoup de cas de toute obligation envers la femme et son éventuelle progéniture. Contrairement aux autorités, les missionnaires ne se sont jamais opposés aux mariages mixtes, à tout le moins dans aucune publication ou prise de position revêtant un quelconque caractère officiel. La condamnation en question n'est donc pas empreinte de racisme. Autre chose est qu'elle puisse être un brin sectaire!

15) La justice coutumière était toujours attentive avant tout à la réparation du tort, plus qu'à la punition proprement dite. Cette disposition fait que chez certains peuples, chez qui la compensation pour un adultère était élevée et payable en biens de prestige, comme le bétail, une bonne épouse se devait de se faire punir de temps en temps, accroissant ainsi le troupeau de son époux. Ce serait en d'autres cas chez les Nuer.

16) Ceci n'est qu'un schéma; dans la pratique, les palatres au sujet de points de droit matrimonial étaient le sujet par excellence sur lequel on fendait les cheveux en soixante dix-huit. On trouve nombre d'exemples, concrets dans le BUIDCC. On remarquera que la femme n'était pas dépourvue de recours, bien qu'il lui faille obtenir la reconnaissance de ses droits par un tribunal majoritairement masculin. Les droits de la femme furent surtout amoindris par la substitution progressive de l'argent aux biens durables dans le payement de la compensation.

17) Ils furent en tous cas, sinon les premiers Baoni, du moins parmi les derniers. Tous deux périrent les armes à la main en combattant la F. P. en 1908, après 13 ans de *magués*.

(18) Soit 580 personnes, au minimum.

(19) Van Zandyeke, op. cit., p. 953.

(20) En principe à 5h30. F. P., op. cit., p. 513. Emploi du temps dans les compagnies actives.

(21) Lorsqu'on ouvrit les tombes de Lippens et De Bruyne, on constata que le cadavre du sergent avait subi des mutilations. Pas celui du Lieutenant. A plusieurs reprises, la F. P. retrouva ses morts chez les indigènes, décentement enterrés dans des tombes qualifiées de *bien propres*.

(22) Gendarme, F., op. cit., T. I, pp. 55-65.

IX. Alerte et réactions

Nous n'avons pas parlé jusqu'ici du sort de Cassart, qui avait réussi à s'enfuir, ni de celui de Lassaux, qui n'assistait pas aux événements du 4 juillet puisqu'il ne logeait pas au camp.

Il semble que Lassaux ait été averti par des fuyards, sans doute les moins résolus des soldats qui prirent le large des les premiers coups de feu. La réaction des deux Européens fut la même: se réfugier dans un village momentanément encore sûr, et avertir de la révolte les Blancs les plus proches, en l'occurrence les Pères de Scheut de la Mission Saint Joseph, située à une douzaine de kilomètres au Sud du camp.

Cassart s'arrêta d'abord à Mampuya, puis à Mukenge d'où il écrivit au Père Cambier, le supérieur de Saint-Joseph. Celui-ci reçut également un billet venant de Lassaux, réfugié chez Zapo Zap, qui lui annonça la mort de Pelzer... et de Cassart! La présence de Lassaux au village Zapo Zap était venue à l'oreille des Baoni, qui firent sans grande conviction une tentative pour se le faire livrer par le chef de la localité. Le courant passait très mal entre les meneurs de la révolte et ces populations. Ils s'agissait de réfugiés installés là depuis cinq ou six ans seulement, parce qu'ils cherchaient protection, à proximité des installations de l'Etat, contre les raids de chasse à l'esclave que lançaient à l'époque Lumpungu et Mpania Mutombo (1) en pays Ben Ekye. Zappo-Zap était en fait le nom du chef qui les avait amenés près de Lutabourg. Un homme comme Kandolo, ancien compagnon de Gongo-Lutete, ne bénéficierait donc pas auprès d'eux d'une grande popularité ou d'un accueil particulièrement cordial! Les Baoni n'insisterent pas et Lassaux respira plus à l'aise. Le chef Zappo-Zap devait recevoir par après, sur la recommandation de Lassaux, de somptueux cadeaux d'étoffe et de fusils pour services rendus à un agent de l'Etat. Ce fait pourrait aussi être à l'origine de l'extrême faveur dont cette chefferie devait bénéficier par la suite de la part de l'administration (2).

Cambier envoya les religieuses et le P. De Clercq chez le chef Kanca, considéré comme sûr. Lui-même se rendit auprès de Cassart, dont il soigna la blessure avant de l'amener avec lui dans ce même village.

Lassaux avait également envoyé un billet à Michaux, en route pour

Lusambo depuis le 29 juin. De Clercq, de son côté, écrivit à Lapière qui reçut le billet le 4 juillet au soir. Lui aussi se trouvait en déplacement et dut dépêcher un courrier à Mukabua pour faire venir ses hommes. Ceux-ci arrivèrent le 6 au matin, mais ce fut pour annoncer à Lapière qu'ils refusaient de poursuivre les déserteurs, qu'ils ne lui obéiraient plus et que c'est lui qui allait les suivre. Ils marchèrent quelques heures vers le Sud en commentant Lapière, puis changèrent d'avis et l'abandonnèrent dans la brousse en compagnie de ses trois boys. On remarquera que dans ce cas, où il n'y eut personne pour jouer le rôle de Kapilu, et en présence d'un Blanc qui n'était pas un Pelzer (on peut même supposer que Lapière qui *portait aux nues naturellement* Tetela devait être avec eux un officier assez aimable, donc *bien noté*), il n'y eut pas d'homicide, même différé: à quatre dont trois Noirs, on peut parfaitement se sortir de la brousse. Dès le 6 au soir, Lapière avait d'ailleurs rejoint ses camarades chez les missionnaires. Entretemps, Lassaux et le P. De Clercq avaient rendu les honneurs funéraires aux restes de Pelzer. Ils disposaient encore de quelques soldats, puisqu'une salve d'honneur fut tirée (3).

Malgré le fait que Lapière ait pu voir que les révoltés partaient vers le Sud, on n'expédia pas de courrier dans cette direction. On se borna à alerter Lusambo et Mukabua, avec les résultats qu'on a vus, cherchant avant tout à trouver auprès d'une garnison proche des troupes de rechange pour Luluabourg et partant toujours de l'idée que les Baoni fonceraient en ligne droite vers Ngandu, c'est-à-dire qu'ils devraient passer à proximité de Lusambo.

C'est également dans le courant de cette journée du 6 juillet, plus précisément à l'étape du soir, que Michaux fut avisé de ce qui s'était produit à Luluabourg. Il fut d'autant moins enchanté qu'ayant dépêché le lieutenant Dufour en mission, il se trouvait seul. Comme son détachement comprenait un fort groupe de Haoussa, il utilisa ceux-ci pour enchaîner les Tetela, envoyés au travail le 7 au matin en groupe séparé et sans armes. Dufour, rappelé, fut envoyé à Luluabourg avec quarante *volontaires de la Côte* pendant que Michaux regagnait Lusambo pour y conférer avec le C.D. Gillain.

Le 9 juillet vers midi, Dufour, Cassart et Lapière reprenaient possession du camp de Luluabourg. La vie n'y fut pas des plus agréables: il y eut des escarmouches incessantes et le poste, comme la mission, furent plus ou moins assiégés par la population locale qui s'agitait beaucoup depuis le 4, malgré le départ des Baoni.

Konings, venant des Wissmann Falls, gagna lui aussi Luluabourg. Il perdit en chemin une partie de son détachement. Ceux de ses soldats qui désiraient passer du côté des révoltés ne réussirent pas à entraîner avec

eux les autres soldats. Ils durent se contenter de prendre le maquis et rejoignirent le Chef Kalemba, hostile à l'Etat, dans la région de Mukabua. Konings arriva le 19, pratiquement en même temps que Michaux, Palate et les troupes de Lusambo.

Inquiet des nouvelles de soulèvement des populations locales autour de Luluabourg, Michaux voulut toutes affaires cessantes rétablir l'ordre dans la région, avant même de courir sus aux Baoni. Cette attitude de Michaux a fait naître bien des discussions. Michaux a parfois pris des décisions intempestives en d'autres circonstances, ce qui n'arrange évidemment rien. La thèse de ses censeurs est qu'en s'attardant à Luluabourg il a permis à la révolte de se prolonger, et qu'il aurait pu l'écraser en se portant vers Kabinda, et en joignant ses forces à la garnison locale et à celle de Ngandu. C'est vite dit!

En laissant le soulèvement s'étendre aux populations civiles sans réagir, Michaux courait le risque d'avoir à affronter, non pas deux cents révoltés, mais une région toute entière. Baoni et F.P. étaient, en juillet 195, à peu près à égalité en hommes et en armement. Dès avant la révolte de la garnison, un certain nombre de villages étaient soulevés contre l'Etat et d'autres suivirent spontanément dès que les événements de Luluabourg furent connus. L'appréciation correcte de l'itinéraire des révoltés ne jouait ici aucun rôle. Si, comme le supposa constamment la F.P., ils marchaient vers le Nord au Ngandu, donc vers le Malaïa et l'Imbadi où Yamba-Yamba, Kimpuki et Kandolo étaient en pays de connaissance, ils pouvaient compter sur la solidarité ethnique des populations rencontrées. Mais le même facteur jouait vers le Sud, auprès des Kaniok et autres clans luba qui comptaient également de nombreux congénères parmi les Baoni et se trouvaient déjà, pour certains d'entre eux, en révolte contre l'Etat. Les Baoni avaient donc toutes les chances de trouver autant d'auxiliaires qu'ils l'auraient voulu, alors que la F.P. non seulement n'en aurait guère trouvé de bien fiables, mais avait toutes les raisons de se méfier de ses propres soldats. Le fait d'avoir mis aux fers les Tetela ne supprimait pas les risques de révolte! Sans pacification préalable de la région, la bataille se serait selon toute vraisemblance livrée non pas à deux cents contre deux cents, mais à deux cents contre mille.

Dans cette hypothèse, où les Baoni avaient de fortes chances de remporter la victoire, Michaux aurait alors dû battre en retraite dans une région entièrement hostile, car il ne fait aucun doute que le Lualaba-Kasai, débarrassé de toute présence de la F.P., se serait soulevé en entier. Compte tenu de ce qu'était à l'époque une retraite dans une guerre africaine, ses chances d'en sortir vivant auraient été d'une minorité extrême. La manoeuvre vers Kabinda en coordination avec les

troupes de Ngandu pouvait apparaître, dans ce contexte, comme un coup de poker très risqué! Il faut encore ajouter qu'à la nécessité de pacifier Luluabourg pour assurer ses arrières s'ajoutait peut-être pour Mchiaux le désir d'être sûr que l'effervescence de la région qui l'entourait était bien liée uniquement aux populations locales, et que les Baomi ne rôdaient plus dans la région.

En fait, ils étaient bien tous partis le 5 juillet. Ils avaient marché sur Kalala-Katumba, qu'ils ne firent que traverser, négligeant même la mission de Mérode. Celle-ci fut pillée et brûlée, mais par la population même de cette localité, qui tenta par après de mettre la chose au compte des Baomi (4). Le 18 juillet au soir, ils étaient devant le camp de Kayeye II, où se trouvaient Böhler, Dehayspe et septante soldats africains, récemment détachés de la garnison de Luluabourg. Or, personne n'avait averti Kayeye II du soulèvement.

NOTES

- 1) Voir chapitre VI
- 2) L'affirmation selon laquelle les chefs Zappo-Zapp s'attribuent aussi les faveurs des Blancs en se faisant leurs pourvoyeurs mèreses de *menagers* est avancée entre autres par les Jésuites, qui se soucieraient beaucoup, à un moment donné, de lutter contre *l'effacement de la femme congolaise*, avilissement qui concernait évidemment sa seule conduite sexuelle, pas sa réduction à l'état de bête de somme par les cultures obligatoires. Voir entre autres A. Vermeersch, s.j.: *La Femme congolaise*, Bruxelles, Dewit, 1914.
- 3) Luvet, op.cit., p. 35 va même jusqu'à parler des *honnêtes militaires*.
- 4) L'innocence des Baomi est en l'occurrence admise même par la F.P. (op.cit., p. 362).

X. Tam-Tam, clairon et cartouches (1)

Ce soir-là au camp de Kayeye, personne ne se doutait de ce qui allait se passer le lendemain. Ni blancs ni noirs ne savaient la moindre nouvelle des événements tragiques qui s'étaient déroulés dans le poste de Luluabourg. Les premiers qui allaient savoir quelque chose étaient les soldats du poste de Kayeye. Dans la nuit noire, ils entendirent le roulement des tambours: ils parlaient leur langue; eux seuls comprendraient et restaient à l'écoute. Que disaient-ils, les tambours? Un grand Mukalenge, venant de Lusambo, était arrivé et allait faire son entrée au poste de Kayeye le lendemain. Là-dessus, les tambours se turent. Aussitôt, les soldats batela communiquèrent la nouvelle aux blancs et aux soldats baluba. Au camp des révoltés, on se tenait coi dans l'attente du lendemain; il fallait à tout prix éviter la bataille! (2)

Le terme mukalenge est d'origine ishiluba mais, comme cette langue est la langue de grande communication du Kasai, il s'est répandu dans l'ensemble de la région. Il signifie primitivement chef, détenteur du pouvoir traditionnel en droit ou en fait. D'ou des expressions comme *beema bukalenge* (les gens du pouvoir) pour les membres du clan du chef, ou *kudya bukalenge* (manger le pouvoir) pour être chef, régner, être investi.

Par assimilation aux chefs, avec qui ils partageaient d'ailleurs certains attributs, les Blancs se virent appliquer ce même terme. Comme on disait *mukalenge* (*chimpoko*) pour désigner le chef par le nom de son village, on dit aussi par exemple *Mukalenge Kotonko* pour désigner l'Européen qui représentait localement la société *Kotonco*. *Beema mukalenge* finit par s'appliquer à tous ceux qui se voulaient à une activité professionnelle à l'euro-péenne, ou gravitaient autour des Blancs dans un poste, une mission... Sans que cela implique entre eux des liens tribaux ou claniques. Le terme même de *mukalenge* finit par s'appliquer aussi aux Noirs ayant reçu une formation intellectuelle à l'école des Blancs.

On trouve dans les contes du Kasai un personnage, Mukalenge Mukishi (le fantôme blanc, ou le fantôme vénérable) dont la fonction est nettement de faire peur. Il est plus récent que le personnage de l'ogre et

s'en distingue (l'ogre a d'ailleurs sa propre catégorie de contes, *rusumu twa cihime cikulia*) mais il partage avec lui la caractéristique d'être anthropophage (3).

On annonçait donc la venue d'un personnage important, inquiétant voire quelque peu surnaturel, dont on pouvait aussi attendre un aspect blanchâtre. On fut effectivement servi: Le lendemain, l'adjutant Dehaspe à la tête du détachement, s'en alla à la rencontre du visiteur énigmatique. Sorti du poste, il remarqua au loin sur une monture, un homme habillé de blanc. Kandolo, en effet, le sergent mutetela, cheval-chant un boeuf, s'était travesti dans un accoutrement blanc pour donner le change à ceux qui l'apercevaient de loin. Mais voilà que les tambours recommencent à parler! Ils disent tout autre chose maintenant. De nouveau, les Batetela étaient seuls à comprendre. Ils leur annonçaient la désertion de la garnison de Luluabourg et les invitaient à se joindre à eux tout en rendant le blanc inoffensif. Un coup de feu retentit. L'adjutant reçut une balle dans le dos et tomba raide mort. Un caporal mutetela avait tiré. Là-dessus, tous les Batetela quittant les rangs allèrent rejoindre les troupes de Luluabourg. Les Baluba et les Haoussas de la garnison de Kayeye, ne comprenant rien à toute l'affaire, rebroussaient chemin et allaient annoncer la nouvelle au lieutenant Böhler resté au poste. C'est en toute hâte que Böhler, avec les soldats qui lui étaient restés fidèles, put s'échapper de Kayeye et prit la direction de Lusambo. Il y arriva sain et sauf avec ses hommes.

* Au sujet de l'ordre de rendre inoffensif l'adjutant Dehaspe, les témoins ne s'accordent pas. D'aucuns disent que Kandolo a donné ordre de le tuer⁴ (4).

Tout est évidemment fonction de la manière dont on interprète les mots *rendre inoffensif* – par dessus le marché en tetela et en version pour tam-tam – et accessoirement s'il faut charger de cette mort Kandolo ou le tambourinaire. Nous voudrions tout de même faire remarquer que Kandolo s'était réservé le rôle le plus dangereusement exposé dans une mascarade dont le seul but possible était de créer un moment de perplexité et d'étonnement qui éviterait qu'on en vienne à se battre. Il devait faire une cible splendide et il a indéniablement pris un gros risque personnel pour éviter l'effusion de sang. Bien sûr, son but devait être avant tout de ne pas engager, avec les soldats noirs de Kayeye II, une bataille, d'autant plus fratricide qu'il s'agissait d'anciens compagnons. Ce n'est sûrement pas la vie des officiers blancs qui était sa préoccupation principale. On peut même avancer que Kandolo avait une raison très *réaliste* d'éviter cette bataille: les soldats de Kayeye II étant d'anciens camarades, des frères des Baoni, ce n'étaient pas forcément les soldats restés au service des Blancs qui auraient craqué psychologiquement les premiers!

Il reste que Kandolo n'avait pas trempé dans les meurtres de Luluabourg et que sous son commandement il n'y eut à déplorer aucun acte des Baoni contre les civils, même Blancs, et leurs biens: on n'exerça pas de représailles contre ceux qui refusaient de livrer Lassaux, et il n'y eut aucune action contre aucune des deux Missions; à Kalala-Katumba, on se borna à traverser la localité en toute hâte. Le pillage lui aussi concerna avant tout les installations militaires, qu'il est normal de considérer comme *prises de guerre*. Ajoutons à cela cet autre fait troublant: la torture fit sa première apparition chez les Baoni immédiatement après la mort de Kandolo.

Sans qu'aucun de ces éléments soit une véritable preuve, tous convergent en faveur d'un rôle plutôt pacifique et modérateur de Kandolo. Et, cela étant, il est plus logique de penser que son ordre fut mal transmis ou mal compris.

Après la prise de Kayeye II se place une polémique entre les déserteurs qui est, elle aussi, un épisode classique de ces révoltes. Il s'agissait du choix d'un itinéraire et d'un lieu d'établissement. Plusieurs possibilités s'offraient en effet. Il n'était pas exclu que l'on puisse s'installer, au moins momentanément, à Kayeye même ou dans sa région. Il suffisait pour cela de convaincre les Kanioq qu'il fallait voir dans les Baoni, non plus les ennemis d'hier mais de nouveaux alliés dans la lutte contre l'Etat. Le point faible de cette solution était que l'on restait à proximité de chefferies *ralliées* comme celle de Lumpungu, et aussi des troupes de Lusambo.

Il était possible de continuer vers le Sud ou le Sud-Ouest, au-delà même des Bena Kanyoka, vers des territoires luba, lunda ou tshokwe encore fort mal contrôlés par l'Etat. Une guerre de succession en cours chez les Luba, l'hostilité entre Tshokwe et Lunda qui se razziaient mutuellement, les démiés de tous ces groupes avec les encombrants Yeke successeurs de Msiri faisaient que plusieurs centaines de guerriers armés d'Albini, bien entraînés et auréolés de victoires rencontraient sans doute un accueil favorable auprès de l'un ou de l'autre des principaux chefs de cette région. Mais cette solution, logiquement fort séduisante, éloignait la plupart des hommes de leur terroir. Elle impliquait de plus que l'on continuerait d'être soldats, et que l'on passerait simplement aux ordres d'un souverain africain après avoir été à ceux de Léopold II. Maigre changement. Enfin, il y avait la possibilité de prendre cette fois le chemin de Ngandu, dont on avait sans cesse parlé tout en lui tournant, en pratique, le dos. Cela impliquait des combats certains, pour y parvenir et pour prendre la localité. Par contre, l'accueil et l'attitude favorable de la population ne faisait guère de doute dans une région

ou tout le monde était plus ou moins cousin à la mode de Bretagne de l'un ou l'autre des Baoni. Ce dernier plan l'emporta. En d'autres mots, on allait à présent marcher droit sur la F. P., qui avait basé tous ses plans sur cette hypothèse.

Une cinquantaine de soldats, pour la plupart Luba, ne voulurent pas de ce projet. Aller vers Ngandu les éloignait de chez eux, alors qu'à Kayeye ils étaient voisins des Kaniok, ensemble politique séparé des Luba mais qui se reconnaissait avec eux une parenté et une origine commune (5). Il n'était pas illogique de supposer qu'ils accepteraient les déserteurs comme voisins à Kayeye ou les laisseraient passer sans palabrés excessives s'ils rentraient vers le cœur du territoire Luba. Le vieux mécanisme social hantou se mit en marche sans grincement. La minorité paraissait suffisamment nombreuse pour être viable — il faut, encore une fois, tenir compte du fait que les soldats avaient avec eux des femmes et des enfants — et, puisqu'ils ne voulaient pas de la solution sur laquelle se réalisait, eux-mêmes à part, le consensus, on les laissa suivre leur propre idée.

Malheureusement, on ne put leur laisser qu'une dizaine de cartouches par homme. On y a vu une conséquence du mécontentement des Tetela (6). Ceux-ci ne pouvaient pas prévoir que leurs camarades seraient bientôt attaqués. Ce qui était par contre prévisible, c'est que le gros des Baoni aurait besoin de munitions pour prendre Kabinda et Ngandu, où ils devraient se heurter à la F. P. En comparaison, les *fâcheux* allaient se trouver dans une région moins dangereuse, avec des adversaires seulement potentiels et armés tout au plus de *pipri* de traite. Les munitions ne devaient surabondantes chez les Baoni qu'après la prise de Kabinda et par un coup de chance imprévisible: la présence d'un envoi pour le Katanga. Il est donc possible que le partage inégal des munitions ait résulté d'un calcul sur ce qu'on pouvait estimer être les difficultés que chacun des deux groupes aurait probablement à affronter, sans qu'il y ait eu, dans le chef des *Tetela*, le calcul sournois qu'on leur prête.

L'inconnue qui vint tout brouiller fut le chef Lumpungu, agissant de concert avec un chef mineur de la contrée, dénommé Katombe. Ceux-ci ne voyaient d'un oeil favorable ni l'avenure des Baoni, ni l'établissement d'une partie d'entr'eux à Kayeye II. Il se sentaient fort bien dans leur rôle de chef reconnu par l'Etat, et ne désiraient ni se lancer dans un soulèvement peu confortable, ni voir leur autorité battue en brèche par un groupe organisé et armé, pôle d'attraction potentiel de tous les mécontents. Le risque n'était pas purement illusoire: il y avait eu, pendant les cinquante dernières années, à la faveur des bouleversements profonds qui avaient secoué l'Afrique, des royaumes détruits et d'autres fondés sur leurs ruines par ce qui n'était au départ que des groupes de

brigands ou de *soldats de fortune*. Nous verrons d'ailleurs que Lumpungu ne fut pas le seul à considérer que l'autorité passe avant tout et à voler au secours de la Colonie.

Le petit groupe resta à Kayeye II pouvait être éliminé assez facilement, à condition de s'y mettre en nombre, et nous avons vu par ses effectifs pendant la *campagne arabe* que Lumpungu à lui seul pouvait se mouvoir sans peine dans un rapport de 10 à 1. Lui et Katombe faisaient coup double en éliminant ces rivaux encore très potentiels, puisqu'ils offraient ainsi un joli cadeau à l'Etat. Attaquant Kayeye de deux côtés à la fois, avec des guerriers très supérieurs en nombre bien que plus médiocrement armés, les deux chefs n'eurent aucune peine à éliminer ce petit groupe. Après avoir brûlé leurs dernières cartouches, les défenseurs de Kayeye II furent massacrés à l'arme blanche. Il n'est fait nulle part mention de survivants (7).

Lumpungu et Katombe firent soigneusement ramasser les Albini de leurs victimes, qui furent remis à Michaux dont la colonne passa quelques jours plus tard. Le premier véritable *massacre* de l'affaire de Luthabourge fut donc commis ce jour-là, par des chefs coutumiers soucieux de faire un présent de choix à leurs occupants bien-aimés...

A Kabinda, il y avait en août 1895 cinq Européens: les lieutenants Bollen et Shaw, le sous-officier Froment et deux agents civils de passage: Nieuveler et Borsut. Les quelques troupes disponibles avaient été *paragées*, à l'instar de celle de Michaux, par l'arrestation préventive de tout ce qui pouvait rassembler à un *Tetela*.

Bollen voulait se conformer aux ordres de Michaux et se rendre à sa rencontre. Or, les Baoni se trouvaient *entre* lui et Michaux. Le 5 août, Bollen, Shaw, Froment et cinquante soldats accompagnés d'auxiliaires fournis par Lumpungu et Mpania Mutombo s'aperçurent, aux environs de Kayeye I, qu'ils se trouvaient en plein sur la route par laquelle leurs ennemis arrivaient dans l'autre sens. La F. P. leur tendit une embuscade en dissimulant ses hommes dans les hautes herbes. Les soldats réguliers devaient attaquer de front, et les auxiliaires tomber sur les flancs des Baoni.

De leur côté, les arrivants éclairaient mal leur route, de telle sorte qu'ils tombèrent dans le piège et furent pris au dépourvu par les premières salves. Après la surprise du tam-tam à Kayeye II, il y eut cette fois celle du clairon. Les chefs des révoltés firent en effet rallier leurs hommes, qui avaient manifesté un certain flottement, en faisant sonner la charge dans le meilleur style. Les auxiliaires et l'escorte de Bollen furent balayés ou prirent la fuite. Bollen fut fait prisonnier. Shaw et Froment parvinrent à s'enfuir.

Kandolo avait été gravement touché au début du combat. Il mourut quelques jours plus tard, et c'est peut-être en représailles pour sa mort que Bollen mourut sous la torture. Il fut l'un des rares prisonniers blancs de l'ensemble des révoltes: la plupart des officiers préféraient le suicide à la reddition (8).

Les Baoni poursuivirent sur leur lancée et entrèrent en trombe dans Kabinda. Borsut réussit à rejoindre Ngandu, tandis que Nieveler disparaissait sans laisser de traces. Sans doute a-t-il pu échapper aux révoltes, mais pas aux dangers de la brousse. Cette exploitation immédiate du succès de Kayeye I eut des conséquences inespérées pour les Baoni, parce que les occupants du poste n'eurent pas le temps de détruire les dépôts. Dans ceux-ci, les révoltés découvrirent un stock important de vivres, d'étoffes et de munitions, qui étaient là en transit, attendant leur transfert vers le Katanga. Du jour au lendemain, ils se trouvèrent à la tête de 50.000 cartouches, un pactole que l'on n'aurait pas attendu de Kabinda, poste tout à fait secondaire. Cet appoint de munitions permit d'armer les indigènes de la région, qui commençaient à se rallier à la révolte (9). Le station fut nettoyé jusqu'à l'os, puis détruite. Lorsque Michaux, venant de Kalala-Kafumba, y arriva le 16 août, il n'en restait que quelques ruines calcinées. Bien qu'elle n'ait pas imité le crochet vers le Sud des Baoni, la F.P. arriva encore une fois trop tard. Les révoltés marchaient déjà sur Ngandu.

Ngandu n'avait en principe qu'une garnison négligeable: une douzaine de soldats sous les ordres du capitaine Augustin, assisté du sous-officier Desaegher. A l'annonce de la révolte, il réclama des renforts au Commissaire Général Lothaire, commandant la P.O., qui résidait à Kasongo. Celui-ci put lui envoyer deux cents hommes avec le capitaine Francken et les sous-officiers Langerock et Lallemand. Mais il avait *raclé ses fonds de tiroirs*: les renforts se composaient de fuyards des défaites passées et de recrues récemment incorporées qui n'avaient jamais vu le feu.

Au matin du 18 août, lorsque les Baoni furent en vue, Desaegher et Lallemand se trouvèrent rapidement seuls, leurs hommes ayant exécuté une retraite spontanée et précipitée. Les deux sergents ne sauvèrent leur peau qu'en se cachant pendant plusieurs heures dans les marais. Le dispositif de la F.P., attaqué par huit cents hommes, fut enfoncé. Augustin, Francken et Langerock tombèrent au combat. Ngandu était prise.

Michaux renonça à attaquer une place défendue par six cents Albini et un nombre mal défini, mais sûrement élevé, de fusils à piston. Il rentra à Lusambo pour y rassembler des renforts et de l'artillerie.

On peut considérer qu'ainsi se termine une première phase de la révolte de Lulubourg.

Jusque là, les Baoni n'ont eu à attaquer que des garnisons locales, souvent prises par surprise ou qui leur étaient en partie acquises. La F.P. était réduite à la défensive et manœuvra souvent de façon brouillonne. L'initiative était du côté des insurgés qui, à partir de Kayeye II s'en tinrent à un objectif précis (prendre Ngandu) et y parvinrent.

A partir du départ de Michaux, après un répit très court (puisque avant que la garnison de Lusambo revienne, Lothaire et les troupes de Kasongo vont intervenir dès septembre) s'ouvre une autre période. Désormais, les forces coloniales ne seront plus prises au dépourvu et elles auront elles aussi une idée précise de leurs adversaires et un objectif bien déterminé, alors que les Baoni seront sur la défensive à Ngandu. C'est la série des combats de la Lomami.

Les colonisés en révolte étaient volontiers décrits par les forces de répression comme un affreux ramassis de tortionnaires, de massacreurs et de brigands. Il paraît donc utile de souligner encore une fois que, jusqu'ici, alors que c'est durant cette phase que les Baoni rencontrèrent le moins de contraintes, on cherche en vain un massacre ou un pillage explicable par la seule cupidité. Sauf Bollen, Pelzer, Lupanza wa Sudrai, son frère et Dehaspe, les morts meurent au combat, les propriétés civiles sont épargnées et le butin n'est fait qu'au détriment de l'Etat. Cela fait certes encore trop de morts, mais on est cependant loin des monceaux de cadavres que les termes habituellement employés par la littérature coloniale donneraient à imaginer.

En fait, comparée à une mutinerie de soldats comme on en a vues dans l'histoire sous toutes les latitudes, la révolte des Baoni, tant que ceux-ci ont été *seuls* frappés plutôt par sa modération!

XI. Les combats de la Lomami

Lothaire, commandant de la P.O., était doublement inquiet à cause des événements de Lubaboug. Non seulement il était le voisin direct des régions en révolte, mais la Province Orientale qui comprenait à l'époque tous les territoires de l'Est récemment acquis sur les Ngwana, n'était que depuis peu au pouvoir de l'ELC. On pouvait donc supprimer, avec l'histoire géographique de la E.P., que 'beaucoup de tribus se feraient un plaisir de secourir les révoltés si des événements favorables les amenaient vers Nyangwe et Kasongo' (1).

Les effectifs croissants dont disposèrent les Baoni montrent que cette prévision n'était pas fautive, et qu'ils ont bénéficié d'un soutien populaire qui se concrétisait par un afflux de guerriers désireux de se battre à leurs côtés. Dans la mesure du possible, ils essayèrent de faire bénéficier ces nouvelles *recrues* des innovations européennes auxquelles leur séjour dans la E.P. les avait initiés: armement moderne, entraînement aux méthodes européennes de combat. Cela permit, dans une certaine mesure, un *renouveau* des Baoni, à partir d'un réservoir de forces populaires.

Par contre, l'attitude du *pouvoir africain organisé*, donc fondamentalement des Chefs, fut décevante. Sauf lorsqu'ils furent amenés à collaborer avec des chefs déjà en guerre ou du moins en situation d'hostilité avec l'Etat, ils recurent peu d'appui des milieux coutumiers et, en particulier, n'en reçurent aucun de chefs importants.

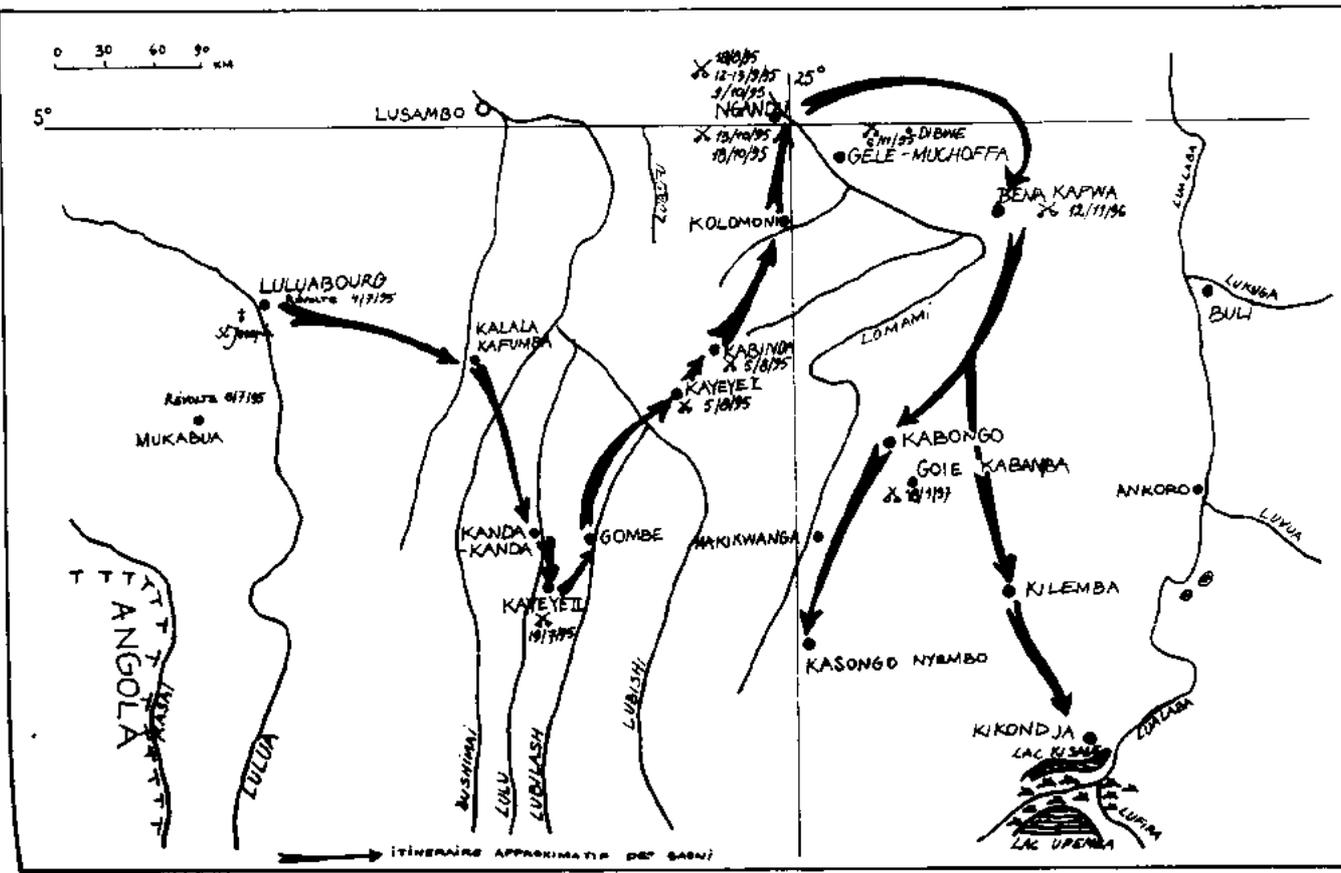
Nous avons déjà évoqué le fait que Lumpungu et Mpania Mutombo agirent en alliés de l'Etat.

Dans sa lettre du 6 octobre 1895 au G. G., Lothaire écrit: 'Il y a un côté de la question que je suis heureux de montrer au gouvernement: dès l'arrivée à Nyangwe de la nouvelle du désastre de Gandu, de l'écroulement de nos forces, de la mort d'Augustin, Francken, Langerock... tous les Arabes, Piani Senga et Said ben Abedi en tête, sont venus se mettre à ma disposition; le pauvre Said ben Abedi, qui avait été en Belgique avec l'inspecteur d'Etat Dhannis, a été tué au Lomami en combat tant avec le fusil Mautser qu'il avait reçu à Bruxelles' (2). Et les historiens de la E.P. d'y voir 'un magnifique exemple des résultats obtenus par la

NOTES

- 1) Pour les opérations militaires dont il sera beaucoup question dans les pages qui viennent, on se reportera utilement à la carte.
- 2) Van Zandvke, *op.cit.*, page 1078.
- 3) Quant à l'évolution de ce terme et à son rôle dans le folklore du Kasaï, on peut se reporter à L.L. Mauth-Bungé: *La recréation en littérature orale: l'exemple des man-konka et des mawwa bidwa in l'acivilisation antérieure des peuples des Grands Lacs*, colloque de Bujumbura, pages 16 à 29.
- 4) Van Zandvke, *op.cit.*, page 1078.
- 5) *cf.* chapitre XII, et la carte qui s'y rapporte.
- 6) E.P., *op.cit.*, p. 363.
- 7) On n'a pas de certitude absolue quant au massacre des femmes et des enfants: ceux-ci étaient souvent emmenés par les vainqueurs qui en faisaient des concubines et des esclaves domestiques. Il est tout à fait vraisemblable de supposer que certains des femmes et enfants du groupe de Kayeye II moururent ce sort. Il est non moins certain que beaucoup furent massacrés avec leurs pères et époux.
- 8) Un texte de Lothaire et Gillain, dans le *Vita Congo* de Lejeune, page 123, mentionne cependant Bollen comme tombé au combat.
- 9) E.P., *op.cit.*, page 365.

Les opérations du 4/7/1895 au 18/1/1897



politique de ralliement des vaincus de la campagne arabe' (3).

Les chefs avaient sûrement perdu pas mal d'illusions depuis quelques années sur la possibilité de se débarasser des hommes de Léopold II. Sans avoir pour cela une vue bien précise de la géographie mondiale, ils soupçonnaient à présent quelle puissance réelle se cachait derrière une poignée d'officiers. Ils s'étaient aussi rendu compte que l'Etat n'était pas opposé à leur pouvoir, à condition qu'ils acceptent d'être des courroies de transmission servant ses objectifs. Le chef pouvait se permettre d'être un accapareur de femmes – donc de main-d'œuvre – et de nourrir, il pouvait même trafiquer quelque peu sur l'ivoire ou d'autres matériaux de prix, et se voyait encore gratifié d'honneurs et de jolis cadeaux en provenance d'Europe. Il pouvait même, s'il était contesté simplement pour des abus d'autorité, sans avoir versé dans le sadisme, l'anthropophagie ou autres atrocités, voir la F.P. voler à son secours contre son propre peuple, à condition que celui-ci satisfasse aux exigences de l'administration et des compagnies en matière de corvées, d'impôts, de réquisitions, de récolte de caoutchouc, d'ivoire, de copal ou d'autres denrées d'exportation.

Or, nous l'avons dit à propos de Congo Lutele, depuis la période de la traite, il n'y avait plus, dans cette partie de l'Afrique, de systèmes sociaux représentant un réel consensus populaire, mais uniquement des régimes forts; nous allions écrire: des régimes militaires. Quelques-uns se sont limités à une oligarchie (où un certain fonctionnement au consensus subsistait malgré tout, mais à l'intérieur de la seule classe des guerriers qui occupait une position dominante). Dans la plupart des cas, on alla jusqu'à la dictature personnelle. Mais le chef investi de tous les pouvoirs continuait à avoir besoin, non pas de l'appui, mais de la peur de son peuple. Il lui fallait donc composer avec sa propre armée et en particulier avec l'élite de celle-ci, directement attachée à sa personne, comblé de gâteries pour se les concilier ceux-là même parmi lesquels surgissait souvent l'homme qui lui succéderait par la force. On a reconnu la vieille histoire de l'épée de Damoclès!

Mais voici que les Damoclès du Luabala découvraient un casque à toute épreuve: la protection de Léopold II, ou les joies de la tyrannie dans la dépendance et la sécurité. L'EIC faisait figure de super-puissance, étendant son parapluie tutélaire au-dessus de leurs têtes. Des conflits allaient certes encore surgir entre le Suzerain de Bruxelles et ses Grands Vassaux sur place, mais à l'intérieur d'une alliance, basée sur une communauté d'intérêts entre détenteurs de l'autorité, qui ne sera jamais remise en question (4). Il ne s'agira que de contradictions secondaires à l'intérieur de l'alliance.

Une certaine *mise au rancart* des chefs coutumiers – sous la colonie

belge, d'ailleurs, et pas sous Léopold II — ne se produira que corrélativement avec l'effacement du Roi-Souverain devant les puissances d'argent dominantes en Belgique, qui mirent en place un secteur *moderne* exploitant directement la main d'oeuvre congolaise, sans avoir besoin de recourir à des intermédiaires continus.

Pour ces dignitaires, les Baoni représentaient un risque à divers titres. Certes, l'aventure d'une révolte contre la colonie était perdue à l'avance, du moins si on lui assignait comme but la réouverture d'un espace quelque peu d'autonomie ou la remise en place d'institutions traditionnelles qui auraient fonctionné en toute indépendance: l'Afrique était amarrée à l'Europe et à ses besoins économiques pour un bon moment encore.

Mais leur prestige de combattants, non seulement portait ombrage aux chefs, mais risquait aussi de donner des idées à leurs guerriers. Qui pouvait dire qu'une des jeunes *têtes brisées* qui partaient rejoindre les Baoni n'allait pas revenir de chez eux non seulement avec du prestige, mais aussi avec une bande d'énergumènes, entraînés et armés d'Albini, pour prendre la place du chef. D'autre part, là où ce dernier ne sentait pas son autorité bien assise — certains étaient engagés dans des guerres civiles — existait le risque de voir les Baoni interférer dans ces disputes et peser en faveur de l'un ou de l'autre candidat, s'ils ne les mettaient pas d'accord en les éliminant l'un et l'autre!

Il n'y avait là ni alarmisme, ni pusillanimité: ils n'avaient qu'à regarder autour d'eux pour apercevoir des exemples récents de ce genre de choses. Les chefs ralistes, protégés par Lothaire, étaient donc aussi inquiets que lui.

Lothaire commença par mettre de l'ordre chez lui. Il y avait à Kasongo un camp d'instruction commandé par Doornie, avec six à sept cents recrues suivant l'auto-histoire de la F.P. (5), cinq à six cents suivant Lejeune (6), mais mille si on se fie au tableau des effectifs (7). Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer ce lieu artistique (8). Une partie de ces hommes étaient l'etela et même originaires de Ngandu. Il parut prudent d'envoyer deux cents recrues parfaire leur instruction aux Stanley Falls et Lothaire, le lieutenant Sandraert et le sergent Decorte n'emmenaient vers la Lomami que 167 soldats et des auxiliaires. On avait préparé s'en tenir aux soldats *ethniquement fiables*. En cours de route, Desaggher, un des rescapés, les rejoignit et leur apprit la prise de Ngandu. Dans son rapport au G. G. du 6 octobre 1895, Lothaire rapporte comme suit les combats du 12 et du 13 juillet (9): "Arrivé à midi, j'engageai le combat vers 2 heures et il dura jusqu'à 6 heures (10).

Succès complet pour nous: nous avions repoussé toutes les attaques,

pus 22 Albini ou chassepots (11), et nous campions sur le champ de bataille.

Malheureusement, et ce fut la cause de la non-occupation du camp ennemi, j'avais été mis hors de combat dès le début de l'affaire: dès les cinq premières minutes, une balle m'avait couché par terre, traversant la cuisse gauche. J'avais déjà quatre jours auparavant, reçu une balle dans la cuisse droite, blessure insignifiante toutefois, qui m'avait permis de continuer la route à dos d'âne (12). J'ai dû me faire porter sur mon lit, d'où j'ai surveillé le combat jusqu'à six heures du soir (13). A ce moment, la déroute des révoltés était complète: ils firent passer le Lomami la nuit à leurs femmes et y transportèrent leur bétail.

Le lendemain, le lieutenant Sandraert, des 4 heures du matin, voulut aller occuper le camp des révoltés, mais il se laissa surprendre et fut tué d'une balle dans la poitrine; ses gens rentrèrent au camp.

Il n'est pas interdit de penser que Sandraert, opérant dans le noir ou tout au plus au clair de lune, contondit amis et ennemis parce que les Baoni conservaient l'uniforme et parfois même les insignes de la F.P. (14).

Les révoltés, poursuivi Lothaire, animés par la mort du brave Sandraert, vinrent nous attaquer, mais furent repoussés à chaque fois, laissant leurs chefs sur le terrain. Vers 8 heures, De Corte eut le bras gauche fracturé par une balle.

N'ayant plus personne pour transmettre mes ordres, je ne pouvais plus penser à occuper Giandu et dus songer à la retraite (15). (Decorte mourut le 28 septembre à Kasongo des suites de sa blessure). Lothaire battit en retraite sur Lusuna pour y battre le rappel des troupes disponibles. C'est de Lusuna qu'est daté son rapport du 6 octobre. La campagne prenait l'allure d'une course relais, puisque pendant que Lothaire se retirait à l'Est, Gillain, Michaux et les troupes de Lusambo arrivaient par l'Ouest et se trouvaient devant Ngandu le 17 septembre. Lothaire y fait d'ailleurs allusion, toujours dans ce même rapport au G. G. (16): "J'ai appris que les forces de Lusambo occupent, de l'autre côté du Lomami l'ancien poste de Giandu que les révoltés avaient déjà évacué avant le combat du 13 pour passer sur notre rive. J'espère que, dans huit à dix jours, je pourrai vous annoncer qu'après avoir écrasé les rebelles, nous avons fait notre jonction sur la rive gauche du Lomami avec les forces de Lusambo".

En lisant la description de ce succès complet où l'on n'a pas pris la peine que'il fallait prendre, où l'on a dû battre en retraite, d'où aucun officier n'est rentré sur ses deux pieds cependant que les troupes de Lusambo apportaient, pour tout potage, la prise d'installations... abandonnées, le G. G. Wahis a dû avoir l'impression qu'on lui chantait "Tou-

va très bien. Madame la Marquise...? Lothaire écrit en effet comme si seul un lâcheux contretemps l'avait empêché de prendre Ngandu et estime avoir fait chez les Baoni des ravages considérables: 'Dans le combat du 13 au Lomami, la plupart des chefs révoltés, nos anciens caporaux, ont été tués, ainsi que les plus valeureux de leurs gens' (17). Si la révolte est à ce point décuplée, pantelante et défaite, on voit mal pourquoi, alors que les Baoni sont maintenant face aux troupes fraîches de Michaux qui possède même des canons, le même Lothaire se livre aux préparatifs impressionnants qu'il décrit par ailleurs: (18) 'Voici notre situation actuelle: j'ai pu quitter le lit il y a deux, trois jours et suis presque debout. Dans deux, trois jours, nous allons retourner à Gandu avec 700 hommes venant de Nyangwe, de Kabanbare et du camp de Kasongo que j'ai dû lever faute de pouvoir le nourrir (manque de marchandises d'échange). Huit blancs m'accompagneront cette fois: capitaine Doorme, lieutenant Midagh, Spilliaert, Niclot, Hoffman, docteur Kötz, sergents Steeman et De Saegher'. Alors que Michaux est déjà sur place avec environ quatre cents hommes et de l'artillerie, on prévoit encore 700 hommes et neuf officiers (y compris Doorme, atteint de dysenterie) pour faire ce qui était, dit-on, à portée de la main avec 167 hommes et trois Blancs seulement!

Quant à la mort des *meneurs*, nous savons déjà ce qu'il en est: Kim-puki et Yamba-Yamba ne seront tués qu'en 1908. Evidemment, il y avait un certain nombre d'autres caporaux parmi les révoltés et il est très logique que l'on ait relevé quelques morts galonnés sur le terrain. Lothaire n'avait de toute façon avec lui personne qui puisse identifier qui que ce soit parmi les révoltés de Luluabourg: les Noirs comme les Blancs de son détachement les voyaient pour la première fois. Nous avons pu avoir quelques conversations, en 1971, avec deux vieillards tsetla, Tshilai et Tshetu (19), originaires de Tshofa et de Senteru, dont les parents avaient connu l'époque où ces combats étaient le sujet de conversation à la mode. 'Les Blancs, disent-ils, se sont complètement trompés parce qu'on avait fait de nouveaux caporaux'. Ils n'ont cependant pu préciser s'il fallait entendre par là que les caporaux de Luluabourg s'étaient attribué des grades tronflants et avaient nommé des simples soldats aux grades subalternes, que l'on avait délibérément *truqué* les uniformes par crainte des tireurs d'élite (20) ou encore qu'il régnait un certain débrailé et que des hommes s'étaient divertis à coudre sur leurs uniformes des galons de pure fantaisie. On peut aussi penser que des uniformes en étaient à leur second cadavre et que de nouveaux venus, étrangers à la F. P., avaient revêtu l'équipement d'un mort. Il faut par ailleurs remarquer que les identifications de cadavres étaient pres-que toujours faites par des prisonniers ou des transfuges qui pouvaient

très bien mentir, dans un sens ou dans un autre, pour faire plaisir aux Blancs, pour les induire en erreur ou tout simplement pour ne pas avouer une ignorance qui n'aurait pas été erue, éhicotte à l'appui.

Arrivées le 17 septembre devant Ngandu, les troupes de Lusambo n'entrèrent en action que le 8 octobre. Gillain, malade, fut évacué et remplacé par Michaux. Le 8, la F. P. passa à l'attaque en deux colonnes: Michaux et quatre sous-officiers commandaient la première, 130 hommes et un canon Nordenfeldt. La deuxième, forte de deux cents hommes et d'un canon Krupp, était sous les ordres du Suédois Swensson et de de Borsche. Les deux attaques devaient, sur le papier, être étroitement coordonnées. Michaux ne s'en tint pas à ce plan, ce qui coûta fort cher.

En effet, il ne put ébranler les Baoni, et eut en très peu de temps 42 tués et 38 blessés sur ses 130 hommes. Sa retraite tourna à la panique. Le sergent Palate, à l'arrière-garde, se sacrifia pour couvrir la retraite de son chef (21). Les Baoni étaient pleinement lancés dans la poursuite de Michaux en déroute, quand ils furent pris en écharpe par la colonne Swensson. Repoussés cette fois, ils durent se retirer à quelques kilomètres à l'Est de Ngandu.

La F. P., qui n'avait pas encore remporté la victoire définitive, laissant sur le terrain 90 morts et autant de blessés (22). Mais, le verrou de Ngandu ayant sauté, Lothaire et Michaux purent opérer leur jonction le 17 octobre, disposant désormais d'une armée d'un millier de soldats réguliers, commandés par quinze Blancs: la force régulière la plus considérable que la F. P. ait jamais réunie jusque là.

Cette *Grande Armée* attaqua le 18 octobre. 'Le camp des révoltés était adossé à la forêt; ils ne croyaient pas que nous pourrions les y suivre', raconte Lothaire dans son rapport au Gouverneur Général (23).

'Le combat commença à huit heures du matin; nous fîmes l'assaut des défenses qu'ils avaient accumulées dans les bois et les clairières sur le chemin qui conduit à travers la forêt jusqu'au village où ils avaient caché leurs femmes et leur butin. A deux heures, nous avions forcé tous les obstacles; les révoltés étaient dispersés dans la forêt et le butin fait à Luluabourg. Kabinda, Ngandu tombait entre nos mains. C'est un des plus importants combats qui aient été livrés par l'Etat du Congo.

'Les troupes de l'Etat étaient fortes de huit cents Albinis, celles des révoltés de six cents et de trois cents à quatre cents fusils à piston. Les révoltés ont dû faire sur leur route un pillage énorme de munitions. Après le combat, des prisonniers avaient encore des boîtes de cartouches non ouvertes. Des hommes qui s'étaient dispersés dans la forêt portaient encore sur eux de quatre-vingts à cent cartouches.

Tous les agents qui m'accompagnaient se sont très bien comportés pendant le combat: je fais une mention spéciale pour le capitaine Doorme sans qui je n'aurais pu emporter la position.

Doorme commandait l'avant-garde sur qui portait tout l'effort de l'ennemi, les autres troupes ne servant qu'à empêcher un mouvement tournant. J'ai d'ailleurs dû, tout en laissant le commandement au capitaine Doorme, faire renouveler plusieurs fois les troupes d'avant-garde épuisées.

Les Batelela, en déroute complète, se dirigèrent vers le sud, à travers la forêt qui borde la rive droite du Lomami. Un événement malheureux vint leur rendre quelque courage et les engagea à se réunir aux révoltés du Mulela et de l'Imbadi pour tenter une fois de plus la fortune d'un combat.

Une colonne de quatre blancs qui voulaient nous rejoindre: MM. Collet, Delava, C'assiemam, Heysse, cinquante soldats réguliers, plus de six cents fusils à piston, fut surprise: les révoltés et les indigènes, cachés dans les hautes herbes qui bordent le chemin, les fusillèrent à bout portant: les quatre malheureux agents furent tués et leur caravane pillée; les soldats réguliers et irréguliers échappés au massacre purent rejoindre Lusama où ils ont été ralliés et ramenés par le lieutenant Henry, descendu de l'Iuri. C'est officier, son terme de service était pourtant expiré, est accouru au Manicma dès qu'il apprit la révolte de Luluabourg' (23).

La colonne Lothaire suivit les Baoni vers le Sud. A Gorie Muchofia, on les informa de la présence des révoltés chez le chef Dikwe. Le lieu précis où se situait le village de ce chef n'est pas connu avec certitude. Dans son livre, la F. P. publie deux cartes contradictoires, où Dikwe se situe une fois au Nord, une fois au Sud du 5^e parallèle (24).

Les forces coloniales estimaient avoir eu en face d'elles 'quatre cents fusils perfectionnés, huit cent fusils à piston et plus de trois mille archers' (25). Les Baoni étaient donc moins nombreux que les guerriers *radfiriomils*. Des guides se présenterent avec un peu trop d'empressement pour conduire la F. P. qui déjà une tentative d'embuscade, et tendit une contre-embuscade qui échoua de même.

Les Baoni commirent l'erreur de quitter leur position dominante sur une série de petites collines qui surmontaient le champs de bataille et de s'approcher des rangs de la F. P. pour exhorter les soldats à la révolte et leur promettre monts et merveilles s'ils livraient les officiers blancs. La mémoire populaire leur en sait gré, interprétant leur attitude comme un désir de ne pas avoir une fois de plus à verser le sang d'autres Noirs (26).

Outre le fait qu'un bon nombre d'orateurs se firent tirer comme des lapins, cette tentative de *guerre psychologique* facilita une manœuvre

d'encerclement de Swensson et Lallemand, qui faillit réussir. Elle fut cependant détectée à temps: les Baoni purent échapper à l'encerclement et, après s'être repliés en tirailant, finirent par disparaître dans la forêt. On les crut dispersés, et la colonie respira, jusqu'à ce qu'ils reprissent en 1896.

Les circonstances de leur réapparition sont cependant quelque peu différentes de ce que leur action avait été jusqu'alors. Ils intervinrent désormais avec une guerre civile en cours chez les Lubu, qui a éclaté indépendamment de leur présence.

Si l'on place la fin des *années de Luluabourg* le jour où le dernier des Baoni se soumit ou rendit le dernier soupir, il faut considérer qu'elle ne fut réprimée totalement qu'en 1908.

Par contre, si l'on ne prend en considération que la période où ils ont agi en tant que groupe distinct et autonome, le combat de Dikwe a déjà des aïeux de haut de cygne. Ils ne se soumettront pas, agrirent encore, et on les verra même à des endroits où ils ne seront pas.

Mais dans une certaine mesure, ils cessèrent d'être un groupe *sui generis* pour se fondre à la fois dans la résistance générale contre la colonisation, mais aussi dans des guerres intestines africaines. Leur armement moderne leur permettait aisément d'y jouer un rôle de *batallion d'élite*, de même que leur formation et leur cohésion qu'ils tirent beaucoup à perpétuer.

L'un des plus difficiles problèmes auquel on se heurte à partir de ce point de leur histoire est justement de déterminer quel pouvait être leur degré exact d'autonomie. Quand ils étaient seuls face à la F. P., la situation était claire: chacune des deux parties avait l'entière responsabilité de la détermination, mais aussi de la responsabilité de ses actes. A partir du moment où la partie se joue à trois ou quatre, la part de chacun est bien plus difficile à déterminer.

Aussi est-il opportun qu'avant d'entreprendre le récit de la campagne militaire de 1896-1897, nous examinions de plus près différents nouveaux acteurs et circonstances qui vont jouer désormais un rôle qui n'est pas négligeable.

NOTES

- 1) F. P., op. cit., p. 366.
- 2) Lettre citée dans Lejeune, V.C.C., p. 127.
- 3) F. P., p. 367.
- 4) En 1960 encore, l'administration coloniale insistera, pendant qu'on élaborait les futures institutions congolaises, pour qu'on y assure une *représentation suffisante des milieux communaux*: cfr. p. ex. A. Schoeller, Mission au Katanga, interim à Léopoldville...
- 5) F. P., op. cit., p. 366-367.
- 6) Lejeune, op. cit. (V.C.C.), p. 124.
- 7) F. P., op. cit., annexe 7, p. 511.
- 8) cfr. chapitre II.
- 9) in Lejeune, op. cit. (V.C.C.) pp. 125-126. Nous respectons pour tous les noms l'orthographe de Lothaire.
- 10) Le combat dura donc quatre heures, et non six, comme l'avance erronément F. P., op. cit., p. 367.
- 11) Entendu strictement, le Chassepot était le fusil de l'infanterie française durant la guerre de 1870. D'où cette arme viendrait-elle sur la Lomami? Il est possible que Lothaire l'emploie pour désigner toute arme moderne autre que l'Albini.
- 12) Cette blessure, quatre jours plus tôt, montre que la colonne s'est heurtée à la résistance, soit d'avant-gardes Baoni, soit de villageois favorables aux Baoni.
- 13) On est aux environs du 5ème parallèle. Le soleil se lève entre 5 et 6 heures, ce souche entre 17 et 18 heures, avec une aurore et un crépuscule très brefs.
- 14) F. P., op. cit., p. 367, en note, émet cette même hypothèse.
- 15) Lejeune, op. cit., p. 126.
- 16) idem, p. 127.
- 17) Lejeune, op. cit., p. 127.
- 18) idem, p. 126.
- 19) Décédés respectivement en 1972 et en 1976.
- 20) Disons en faveur de cette hypothèse que l'on se méfie toujours des ruses que l'on emploie soi-même. Or, visiblement les Baoni faisaient volontiers des *cartons* sur les officiers. Abattre le chef était d'ailleurs un procédé tactique courant en Afrique, et la F. P. remporta plus d'une victoire de cette façon, cfr. Kandoko contre les Kaniok. La précaution du *sosie* était elle aussi employée.
- 21) F. P., op. cit., pp. 368-369.
- 22) Rapport de Lothaire au G. G., le 13/11/195 in Lejeune, op. cit., p. 128.
- 23) Rapport de Lothaire au G. G., du 13/11/195, cité dans Lejeune, *Lothaire*, p. 114. Henry fut *informé* de la destruction de la colonne (Voller/Delava, en découvrant les têtes coupées des quattes Européens que les Baoni avaient disposés sur le chemin qu'il devait suivre.
- 24) F. P., op. cit., respectivement p. 366 et carte annexe V/1.
- 25) idem, p. 371.
- 26) Tshetu et Tshilai. Le second surtout est très affirmatif *Wahakata kua wanafrika*. Kukata équivalait à un refus énergique. Il pourrait cependant s'agir d'une projection de sentiments panafricains – ou patriotiques congolais – d'inspiration moderne sur des événements du passé.

XII. La guerre de succession Luba

Les Luba sont l'ethnie la plus importante des régions concernées par les événements que nous évoquons. Ils pourraient même être le groupe ethnique le plus important du Congo.

Les documents archéologiques, provenant de fouilles près de Tshikapa, montrent que des populations, guère différentes physiquement des Luba actuels, vivaient au Zaïre dès le VIII^{ème} siècle de notre ère. Leur présence est attestée par des fouilles dans la région des lacs du haut-Lualaba au IX^{ème} siècle. Ces lacs, fort poissonneux, permettaient un peuplement dense en grandes agglomérations où une partie de la population pouvait s'adonner au commerce vers la côte Est et au travail du cuivre et du fer.

Les chefferies remontent au moins au XIII^{ème} siècle: les fouilles de Katoto ont livré des insignes honorifiques datant de cette époque.

Au Katanga, on trouve au XV^{ème} siècle le royaume de Kikonja, celui des Kaniok, celui des Kalundwe et surtout le royaume par excellence, fondé par Kongolo Mwamba et réorganisé par Kalala Ilunga durant ce siècle. Kalala Ilunga venait du pays Hamba, d'où proviennent aussi les rois de Kikonja, tandis que les Kaniok eurent tour à tour des rois autochtones ou d'origine lunda (1).

Tout au long du XVIII^{ème} siècle, le royaume Luba Katanga s'unifia et s'étendit par des guerres, au détriment des Luba Kasai, des Songye et des populations comprises entre le Lualaba et le Tanganyika. Les Luba ne purent cependant pas repousser définitivement leur frontière jusqu'au lac. Ils se heurtèrent à la fois à la puissance militaire Hamba et au particularisme indéfectible des Tabwa, très attachés à leur organisation polysegmentaire, et qui voyaient dans toute organisation centralisée une tyrannie en puissance (2).

A partir de la fin du XVIII^{ème} siècle, et en particulier de la fondation de l'empire Lunda par Mwata Yamvo Naweji (Mwaant Yav Naweji) dont le nom, comme celui de César, devait devenir un titre, ils furent soumis à rude concurrence et même réduits au second rôle par le nouvel impérialisme lunda. Celui-ci jouissait de l'avantage d'une royauté *généralisable* qui lui permettait de s'étendre en faisant des peuples soumis des vassaux

trinitaires investis par le souverain tinda à l'aide du kaolin sacré¹. Les Tinda de leur côté adoptèrent différentes institutions luba et il est parfois si difficile de démêler qui est qui et quelle est la part respective de chacune des cultures dans le tissu institutionnel, que l'on parle souvent de royaume *luba-tinda* (3).

Relativement éloignées des côtes et puissamment organisées, ces royaumes réussirent à conserver leur autonomie politique tant vis-à-vis de l'Angola portugais que des Nyanza. Ils s'intégrèrent cependant dans l'économie de traite avec les conséquences habituelles sur leur vie interne: despotisme, militarisation, substitution du pillage à la production, dépendance envers la traite. Dans les années 1860, Kasongo Katombo régna sur le grand royaume central des Luba du Katanga. Pour devenir *mitopwe*, il avait éliminé trois de ses frères, ainsi qu'un oncle, par la guerre. Un quatrième frère fut assassiné. Le cinquième, Dai Mande, se réfugia dans le royaume de Kikonja. Ce royaume conservait son indépendance alors qu'il était, au regard des autres ensembles politiques luba, minuscule (les lacs Kisale, Ulpemba et leurs environs immédiats). C'est à l'explication par sa position géographique au milieu des lacs et des marais qui en faisait une sorte de citadelle dont la prise aurait coûté trop pour être *rentable*.

Les guerres civiles entre Kasongo et ses frères avaient affaibli le pouvoir central et permis aux entités péripériques de reprendre une certaine autonomie. Kasongo cependant réussit à restaurer l'autorité centrale à force de sévérité et de cruauté. Son royaume fut en contact avec les *ponbetros* angolais et avec un traitant Nyanza, Juma Merikani. Kasongo Katombo autorisait les traitants à piller et à brûler les villages qu'il leur indiquait. C'étaient le plus souvent ceux qui se rebellaient ou refusaient de payer le tribut, mais faute de cela Kasongo ne se gênait pas pour en désigner un au hasard. Il participait personnellement à ces *razzias* ou à des expéditions de chasse à l'esclave contre des royaumes étrangers, comme en 1874 contre les Kuniok. Les méthodes de l'esclavagisme portugais étaient particulièrement ravageuses. Outre un coût élevé en vies humaines dues à la guerre et au massacre des prisonniers *mitopwe*, elles comportaient habituellement des ravages inutiles: champs brûlés, palméraires détruites hors de proportion avec leur but.

C'annon (4) fait de Kasongo une description qui ne déborde pas de sympathie: 'On ne connaît dans l'Ourowa (5) que deux châtiments: la mutilation et la peine de mort, toutes les deux fort en usage, surtout la première. Pour la moindre peccadille, le chef ou ses lieutenants font couper un doigt, une levre, un morceau de l'oreille ou du nez. Pour des fautes plus sérieuses, ils prennent la main, les oreilles, le nez, et souvent tout ensemble...

Kasongo... S'arrêta un pouvoit et des hommes divins...

... n sur plus de sa première épouse et de son harem, il se vanta d'avoir des droits sur toute femme qui, lorsqu'il voyage, plait à ses regards...

... ces cinq ou six premières épouses sont toutes de sang royal, étant les sœurs et les consines germaniques du chef. Parmi les autres, il n'y a pas seulement ses sœurs et ses consines, mais ses belles-mères, ses tantes, ses neces et, chose plus horrible à dire, ses propres filles... (6)

Je fus surpris de voir parmi les compagnons du chef un aussi grand nombre de mutilés, plus encore d'apprendre que beaucoup de ces mutilations avaient été faites par simple caprice du maître, ou pour témoigner de son pouvoit.

Le fidèle Achate du potentat avait perdu les mains, le nez, les oreilles et les levres, par suite des accès de colère de son royal ami. Malgré ces cruautés, le malheureux semblait adorer jusqu'à la trace des pas de son bourreau; et cette adoration se manifestait chez d'autres, qui n'avaient pas moins à se plaindre de l'objet de leur culte.

Ainsi qu'on devait s'y attendre, Kasongo était boudé d'orgueil et se tenait pour le plus grand chef qu'il y eût au monde...

Sous la double influence de la bière et du chanvre, qu'il boit et qu'il fume avec excès, Kasongo agit en force, faisant mutiler ou mettre à mort indistinctement quiconque se trouve près de lui dans ses accès de délire².

Et l'auteur de ce portrait, dont on ne peut vraiment pas dire qu'il est flatté, ajoute que le peuple de Kasongo Katombo semblait ulcéré par ces pratiques. Certes, les explorateurs, fréquemment inspirés par des intentions coloniales (7) avaient tout intérêt à dépeindre les chefs africains sous le jour le plus noir, d'autant plus que ces détails horribles soulignaient les dangers auxquels ils s'étaient exposés et... faisaient vendre leurs récits de voyage. Mais le fait qu'il y ait eu une révolution contre le *mitopwe* milite en faveur de l'objectivité de C'annon. C'est genre de chose est très rare en Afrique. Son histoire abonde en révoltes, en guerres de succession, en coups d'Etat et en conspiration.

Mais leur but est, soit d'obtenir par la force la réparation d'une injustice ponctuelle, soit de substituer au souverain régnant un autre membre du clan royal, sans viser à remplacer le système par un autre, ou par un candidat d'origine obscure. S'il advenait qu'un homme arrive au pouvoir par la force, il s'empressait de légitimer son pouvoit en 'tripotant' son arbre généalogique, attribuant à sa mère une 'aventure' avec le Roi ou quelque grand prince, environ 270 jours avant sa naissance, et de renforcer cette 'légitimation par l'illegitimite' par des mariages dans les clans importants (8).

Chez les Luba, le leader qui entra en lutte avec Kasongo, un nommé

Dela, etait un simple forgeron (9), qui n'avait ni ne s'arrogeait aucune origine remarquable. Le *midopwe* etait si bien parvenu à exécuter la population que Dela en une toute de partisans et battit tout d'abord son souverain. Cependant, Kasongo reçut l'appui, et surtout une importante quantité de fusils des *pombiros* angolais et put ainsi écraser Dela, dont les hommes n'avaient que des *pipa* et des lances. Kasongo Kalombo ne jouit guère de sa victoire: en 1885, au cours d'une expédition de pillage, son fusil explosa dans ses mains, il fut criblé d'éclats et mourut après une pénible agonie.

Dai Mande, le frere rebelle réfugié à Kikonja, tenta de lui succéder et cela déclencha une guerre de succession entre lui et divers autres membres de la parentele de Kasongo Kalombo. Dai Mande eut d'abord le dessus, mais divers 'aspirants-midopwe' mais fut à son tour tué par Kasongo Niembo. Celui-ci avait pour principal concurrent Kabongo Kumwimba Shimbu, qui passe pour avoir été son frere (10). Kasongo gagna à sa cause les clans situés au Sud du pays Lubu, tandis que les partisans de Kabongo se recrutaient plutôt dans les clans du Nord. Ces deux camps étaient de force égale, et la guerre civile s'éternisa sans que l'un ou l'autre l'emporte. Par contre, ils s'affaiblirent si bien qu'ils se trouvèrent hors d'état de tenir tête à Msiri. Ils firent donc tous deux bon accueil aux émissaires du souverain Yeke et acceptèrent de devenir ses tributaires. Le fait que Msiri ne recourut à la force que si l'on refusait de payer le tribut fut sans doute la raison pour laquelle la menace extérieure ne rapprocha pas les deux 'freres'. Ils étaient donc toujours en train de se faire la guerre lorsque les premiers représentants de Léopold II arrivèrent en 1891.

Kasongo Niembo comprit quel parti il pouvait tirer de la nouvelle situation et déclara accepter la tutelle de l'Etat — donc la protection de la F.P. Evidemment, cette alliance revenait à pousser Kabongo dans le camp opposé, du côté des chefs dissidents et hostiles. Comme ceux-ci, il eut comme *allies objectifs* les angolais trafiquants d'armes et d'esclaves. Les *pombiros* trouvaient la situation fort intéressante, puisque la guerre créait une grande demande d'armes, qu'ils n'acceptaient de satisfaire qu'en échange d'esclaves. Voici un aperçu du *tarif* de l'époque (11):

- 1 fusil à piston	de 1 à 4 esclaves
- 1 revolver	de 2 à 5 esclaves
- 1 Albin	de 8 à 10 esclaves
- 1 Mauser	de 12 à 30 esclaves

Pour se défendre contre la colonisation, il fallait faire la traite des esclaves sur une grande échelle! Lorsque en 1895 les Baoni arrivèrent dans la région, ils se trouverent par la force des choses du même côté de la bar-

rière que Kabongo. Ce dernier n'eut guère de peine à les convaincre de s'allier avec lui à la fois contre Kasongo-Niembo et contre l'Etat. Aux Baoni et à Kabongo Kumwimba Shimbu se joignirent encore deux autres chefs dissidents: Dibowe, dont on a déjà parlé (12) et Kolomoni. Ceci créait une situation embrouillée, les alliés des deux camps s'embarquant à la façon d'un damier. En descendant du Nord au Sud on trouvait en effet des populations qui penchaient plutôt pour les Baoni dans le Moleja et l'imbadi, puis des chefferies *rebelles*: Dibowe et Kolomoni, voisinant avec Lampongua et Mpania Mutombo, fidèles à l'Etat. Ce n'est qu'au milieu de 1896 que l'Etat s'aperçut que certaines opérations menées par Kabongo, Dibowe ou Kolomoni comportaient la participation des Baoni.

Ces opérations de 1896-97 eurent donc un double objectif: elles étaient dirigées contre les révoltes et contre les chefs qui refusaient de se rallier. Ces opérations ne plaisaient guère à Bruxelles, parce qu'elles perturbèrent le rassemblement des troupes pour l'expédition du Nil. La révolte d'une partie de celles-ci à Ndrifi interrompit d'ailleurs les opérations en février 1897 (13). Elles ne reprurent qu'en 1901 et ne finirent, en ce qui concerne les Baoni, qu'en 1908.

Etablir avec suffisamment d'exactitude le rôle précis que les Baoni ont joué dans cette situation compliquée est une tâche difficile qu'il ne nous a pas été possible de mener à bien d'une manière qui nous donne satisfaction. Nous avons constaté trois faits: certains épisodes militaires montrent chez les Noirs un *modernisme* derrière lequel peuvent se profiler les Baoni; des documents contemporains des faits donnent à penser que leur autonomie matérielle et leur nombre devaient être réduits, mais d'autres semblent garder trace d'une autonomie de direction et d'un *renouveau* de leur part.

On considère généralement les batailles de Bena Kapwa et de Gwoie Kabamba comme faisant partie de la campagne contre les Baoni. Il ne semble pas y avoir de doute qu'eux, ou des combattants formés à leur école y ont joué un rôle important. A Bena Kapwa, on retrouve leur acharnement et leur souci de se battre en bon ordre. Leur retraite n'est pas une débâcle et n'échoue que par un concours de circonstances malheureux. A Gwoie Kabamba, une erreur du lieutenant Burke amènera la défaite de la F.P. Cette promptitude à se rendre compte d'une faille dans le dispositif de bataille de la F.P., et d'en tirer parti jusqu'au bout comme un joueur d'échec donne à penser que l'Africain investi du commandement était initié à la façon dont on se bat à l'*Européenne*. Il n'est donc pas audacieux de supposer qu'il était vêtu d'un uniforme bien reçu à Juluabourg... En dehors de ce rôle militaire, on ne sait pas grand'chose des relations entre Kabongo et les Baoni. Il est hors de

Dela, était un simple forgeron (9), qui n'avait ni ne s'attendait aucune origine remarquable. Le *midopwe* était si bien parvenu à écarter la population que Dela eut une foule de partisans et battit tout d'abord son souverain. Cependant, Kasongo reçut J'appui, et surmonta une importante quantité de fusils des *pomberos* angolais et put ainsi écraser Dela, dont les hommes n'avaient que des *pipa* et des fleches. Kasongo Katombo ne jouit guère de sa victoire: en 1885, au cours d'une expédition de pillage, son fusil explosa dans ses mains, il fut criblé d'éclats et mourut après une pénible agonie.

Dai Mande, le frère rebelle réfugié à Kikonja, tenta de lui succéder et ecla déclencha une guerre de succession entre lui et divers autres membres de la parentele de Kasongo Katombo. Dai Mande eut d'abord le dessus, tua divers "aspirants-midopwe" mais fut à son tour tué par Kasongo Niembo. Celui-ci avait pour principal concurrent Kabongo Kumwimba Shimbu, qui passe pour avoir été son frère (10). Kasongo gagna à sa cause les clans situés au Sud du pays Luba, tandis que les partisans de Kabongo se recrutaient plutôt dans les clans du Nord. Ces deux camps étaient de force égale, et la guerre civile s'éternisa sans que l'un ou l'autre l'emportât. Par contre, ils s'affaiblirent si bien qu'ils se trouvèrent hors d'état de tenir tête à Msiri. Ils firent donc tous deux bon accueil aux émissaires du souverain Yéke et acceptèrent de devenir ses tributaires. Le fait que Msiri ne recourut à la force que si l'on refusait de payer le tribut fut sans doute la raison pour laquelle la menace extérieure ne rapprocha pas les deux "frères". Ils étaient donc toujours en train de se faire la guerre lorsque les premiers représentants de Léopold II arrivèrent en 1891.

Kasongo Niembo comprit quel parti il pouvait tirer de la nouvelle situation et déclara accepter la tutelle de l'Etat—donc la protection de la F.P. Evidemment, cette alliance revenait à pousser Kabongo dans le camp opposé, du côté des chefs dissidents et hostiles. Comme ceux-ci, il eut comme *allies objectifs* les angolais trafiquants d'armes et d'esclaves. Les *pomberos* trouvaient la situation fort intéressante, puisque la guerre créait une grande demande d'armes, qu'ils n'acceptaient de satisfaire qu'en échange d'esclaves. Voici un aperçu du *tarif* de l'époque (11):

- 1 fusil à piston de 1 à 4 esclaves
 - 1 revolver de 2 à 5 esclaves
 - 1 Albin de 8 à 10 esclaves
 - 1 Mauser de 12 à 30 esclaves
- Pour se défendre contre la colonisation, il fallait faire la traite des esclaves sur une grande échelle! Lorsqu'en 1895 les Baoni arrivèrent dans la région, ils se trouvèrent par la force des choses du même côté de la bar-

rière que Kabongo. Ce dernier n'eut guère de peine à les convaincre de s'allier avec lui à la fois contre Kasongo-Niembo et contre l'Etat. Aux Baoni et à Kabongo Kumwimba Shimbu se joignirent encore deux autres chefs dissidents: Dibwe, dont on a déjà parlé (12) et Kolomoni. Ceci créait une situation embrouillée, les *allies* des deux camps s'embarquant à la façon d'un damier. En descendant du Nord au Sud on trouvait en effet: des populations qui penchaient plutôt pour les Baoni dans le Maledja et l'Imbadi, puis des chefs *rebelle*s: Dibwe et Kolomoni, voisinant avec Lumpangu et Mpania Mutombo, fidèles à l'Etat. Ce n'est qu'au milieu de 1896 que l'Etat s'aperçut que certaines opérations menées par Kabongo, Dibwe ou Kolomoni comportaient la participation des Baoni.

Les opérations de 1896-97 eurent donc un double objectif: elles étaient dirigées contre les révoltes et contre les chefs qui refusaient de se rallier. Ces opérations ne plaisaient guère à Bruxelles, parce qu'elles perturbaient le rassemblement des troupes pour l'expédition du Nil. La révolte d'une partie de celles-ci à Ndirfi interrompit d'ailleurs les opérations en février 1897 (13). Elles ne reprirent qu'en 1901 et ne finirent, en ce qui concerne les Baoni, qu'en 1908.

Établir avec suffisamment d'exactitude le rôle précis que les Baoni ont joué dans cette situation compliquée est une tâche difficile qu'il ne nous a pas été possible de mener à bien d'une manière qui nous donne satisfaction. Nous avons constaté trois faits: certains épisodes militaires montrèrent chez les Noirs un *modernisme* derrière lequel peuvent se profiler les Baoni; des documents contemporains des faits donnent à penser que leur autonomie materielle et leur nombre devaient être réduits, mais d'autres semblent garder trace d'une autonomie de direction et d'un *renouveau* de leur part.

On considère généralement les batailles de Bena Kapwa et de Gôie Kabamba comme faisant partie de la campagne contre les Baoni. Il ne semble pas y avoir de doute qu'eux, ou des combattants formés à leur école y ont joué un rôle important. A Bena Kapwa, on retrouve leur acharnement et leur souci de se battre en bon ordre. Leur retraite n'est pas une débandade et n'échoue que par un concours de circonstances malheureux. A Gôie Kabamba, une erreur du lieutenant Burke annèra la défaite de la F.P. Cette promptitude à se rendre compte d'une faille dans le dispositif de bataille de la F.P., et d'en tirer parti jusqu'au bout comme un joueur d'échec donne à penser que l'Africain investit du commandement était initié à la façon dont on se bat à l'européenne. Il n'est donc pas audacieux de supposer qu'il était vêtu d'un uniforme bleu reçu à Ludatbourg... En dehors de ce rôle militaire, on ne sait pas grand'chose des relations entre Kabongo et les Baoni. Il est hors de

ment désirer que le C.F.C. en perçoive l'importance. Debergh, qui battait en retraite, avait au contraire intérêt à souligner combien l'adversaire était extrêmement redoutable. Cependant, la sincérité de Debergh est moins suspecte : il s'adresse à de simples relations, et non à ses supérieurs. Que valaient les indications qu'on lui a fournies ? Puisqu'il a évité le combat, nous ne saurons jamais s'il a été oui ou non *bluffé* ?

Les informations dont disposait Debergh et qu'il a rapportées aux missionnaires font apparaître les Baomi comme maîtres chez eux et avant un chef qui leur est propre. Ils ont même pris la précaution d'établir des règles successorales. Ces faits sont intéressants, mais comment les interpréter ? On peut y voir une touche de *modernisme*, comme il y en avait incontestablement chez eux. En comparant ce qu'ils connaissent de l'histoire africaine avec leur expérience de soldats de l'E.F.C., ils ont pu être frappés par le rôle néfaste qu'avaient joué les querelles successorales — dont leurs alliés luba leur donnaient précisément l'illustration — ainsi que le rôle très personnel du chef — ils se rappelaient combien le fait que Kandolo ait tué Kalenda avait contribué à leur victoire sur les Kantok — dans la décadence et la destruction des sociétés africaines. Comparativement, le système militaire européen pour assurer la relève en cas de mort du plus haut-gradé, apparaissait comme un modèle de stabilité et de continuité.

Mais on peut dire aussi que pour avoir ainsi présenté à l'esprit l'idée de la succession, ils devaient se sentir singulièrement menacés, certainement par l'E.F.C., mais peut-être aussi par leurs alliés du jour. Ils semblaient en tous cas prendre des mesures pour se perpétuer en tant que groupe en incorporant de nouvelles recrues. On remarquera que celles-ci sont qualifiées de *rugaruga*. Ce sont donc des adhésions individuelles de gens plus ou moins détribalisés : débris d'armées battues, survivants de *razzias*, vivant le plus souvent d'un minable brigandage. Les Baomi restent donc une armée à part, qui cherche à se perpétuer. Ils n'entraînent pas à l'europhéenne l'armée de Kahongo ou de Kolomoni, mais puisent dans un autre *réservoir humain*. La formation militaire des *recrues* était bien sûr une condition de leur survie : elle les rendait efficaces et redoutables au combat, inspirait la peur et leur permettait donc d'être en paix. Les nouveaux venus passèrent donc par l'instruction militaire à l'instar de la *Force Publique*, plus ou moins bien reconstituée. Mais on est fondé à se demander si, pour assurer la cohésion du groupe humain très disparate qu'ils étaient, les Baomi n'ont pas donné à cette formation une connotation initiatique, permettant à tous de passer par où sont passés les *anciens* et aux nouveaux Baomi d'être, au moins symboliquement, des révoltés de Luluabourg.

Sur ce point comme sur d'autres détails qu'on serait avide de connaître,

ne, concernant la manière dont les Baomi se sont organisés durant la période de près de cinq ans où ils jouirent d'une tranquillité relative, on dispose de beaucoup trop peu d'informations.

À la prise de Kikonja en 1901 (18) on s'aperçut que les exécutions et les mutilations étaient apparemment aussi fréquentes chez eux que chez leurs alliés luba. Ils durent accepter de se livrer à la traite, donc aux expéditions de pillage et de *razzia* que celle-ci suppose, puisque les traitants, fournisseurs d'armes, n'acceptaient pour paiement de celles-ci que le bétail humain. Et s'ils ont voulu sauvegarder leur indépendance vis-à-vis des Lubas, force est de penser qu'ils ont veillé à avoir leurs propres fournisseurs d'armes. Mais pour déterminer leur rôle et leurs responsabilités exacts tant dans les *attaques* que dans la traite, il faudrait connaître très précisément leur degré d'autonomie (19). Et sur ce point nous sommes malheureusement réduits, sinon aux conjectures, du moins à beaucoup moins de précision que nous ne le souhaiterions.

XIII. Une vue imprenable du Tanganyika

Après la lac Tanganyika, dans sa partie Sud, il y avait un important ensemble de missions, dont la sécurité fut assurée d'abord par un Corps de Volontaires et plus tard par la Société Antislavagiste, et commandé par un officier d'origine française, le capitaine Joubert. Celui-ci, soit dit en passant, se maria et fit souche sur place, et fut le seul Européen à avoir demandé sa naturalisation à l'Etat Indépendant.

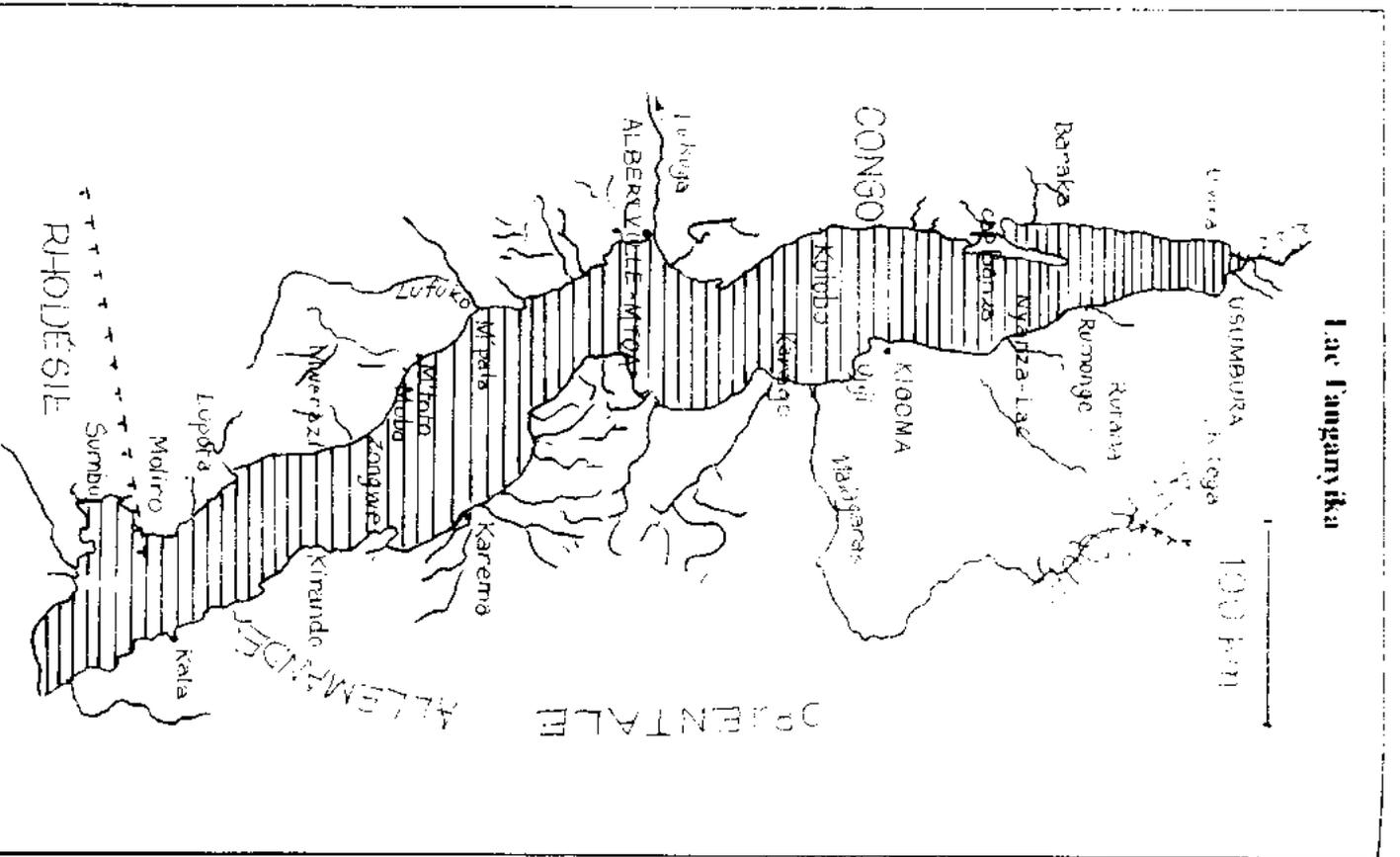
Le Propriétaire dût être présent à Mwa (Alberville) (2) et à Mpweto (Pweto) sur le lac Moero, ainsi qu'à Moliro, à l'extrémité Sud du Tanganyika, comme le relevait en 1898 le drape de Jusaka (3). Les revoltés de Lutubung occupant tout le centre du Congo, il n'y eut que la route du Tanganyika pour se rendre au Katanga. Aussi est-ce par ce que les agents recevaient leur courrier et leur ravitaillement.

Dans cette région, les seuls établissements européens stables et de quelque importance étaient les missions. Elles servaient donc de *gare d'étape*, et la E.P. fournissait périodiquement aux missionnaires et à Joubert des informations militaires ayant un rapport avec leur sécurité. A cause de tout cela, les missions de cette région ont constitué une sorte d'observatoire privilégié, tant en ce qui concerne l'état que le Manienta.

Du fait de son métier, Joubert était particulièrement concerné par les informations relatives aux Baoni. On peut aussi supposer que les officiers de la E.P., jouissant d'une pipe et d'un petit verre chez un *coiffeur* devaient se laisser aller plus facilement aux confidences. Toutefois est-il que l'on trouve dans les carnets du capitaine (4) de nombreuses notes qui concernent les Baoni, et qui s'étalent entre le 6 juin 1896 et le 11 mai 1903. Apparente par sa femme à un chef de village, le même Joubert était aussi fort bien au fait de ce qui se disait chez les Noirs, dont les informations savaient plus d'une fois meilleures et plus rapides que celles des Blancs (5). Ces documents nous aident donc aussi à comprendre comment les populations riveraines du Tanganyika, surtout Lulwa et Bemba, proches des régions revoltées mais qui n'ont pas participé au soulèvement, ont réagi aux événements, tant de la révolte elle-même que de sa répression.

SOURCES

- 1) Nous avons rencontré ces Kaotik, ou Bena Kamoka, au chapitre IX.
- 2) Fin de leurs diétons sur : Dans les Marungu, tous les hommes sont libres (Nigant).
- 3) Voir par exemple Vanhina, *Les Nations Koinian de la Victoria*, p. 238 et Maquet, *Les civilisations Noires*.
- 4) On se reportera uniquement à la carte.
- 5) Camerton, A. E., *Environ l'Afrique*, voyage de Zanibar à Kenyeta, Hachette, 1874.
- 6) L'Enna est la région, assez mal définie, où se situe le cours supérieur du Lualaba, limitée à l'est par les hautes terres qui précèdent la dépression du Tanganyika. Il y a souvent, chez les anciens du XIX^e siècle une synonymie de fait entre Enna et territoire des Baluba, bien que les deux terres ne se recouvrent pas vraiment du strict point de vue géographique.
- 6a) Nous ne prétendons pas nier l'aspect hindouïste de tout cela. Mais il faut aussi remarquer que l'entourage et l'incise systématique réduisent le clan royal et peuvent, à la longue, restreindre les possibilités de luites successorales, grande faiblesse des Etats africains.
- 7) Camerton aurait voulu prendre possession au nom de la couronne britannique des territoires du Zanibar, E. Angleterre s'y opposa.
- 8) Shaka Zulu est un bel exemple de ce procédé. Fros Vagne cousin de Dingiswayo, mais chef de l'armée, il se proclama *fiu natanzel* du défunt.
- 9) Contrairement à ce qui se passe ailleurs en Afrique, les forgerons n'ont pas, chez les Luba, un statut spécial, qu'il soit social ou magique.
- 10) On sait que le terme *fiere* est déjà des plus variés en Afrique. Lorsqu'il s'y ajoute, comme dans les grandes familles Luba, la pratique de l'incise sur une grande échelle, le concept devient particulièrement intéressant.
- 11) Janssens et Caraux, op. cit. Tome II, p. 790.
- 12) Cf. Chapitre XI.
- 13) Les opérations militaires proprement dites sont décrites dans le chapitre XIV. Pour la question du Haut-Nil, on se reportera aux chapitres XV et XVI, ainsi qu'aux cartes qui les illustrent. Comme nous sommes contraints de nous limiter, nous n'évoquons en détail que les opérations où les Baoni furent sérieusement impliqués, sans nous attarder sur la *pacification* du pays Luba entre 1896 et 1905. On peut aisément imaginer ce qu'elle fut en se référant aux chapitres II et XIII.
- 14) In l'ejume, op. cit. (VCI), p. 130.
- 15) In l'ejume, op. cit. (VCI), pp. 131-132.
- 16) APB, feuille 199 (261) Mpuha.
- 17) Debergh, qui fit étape à Mpuha en revenant de cette expédition.
- 18) Cf. infra.
- 19) Nous ne commissions par exemple pas suffisamment le royaume Luba de Kikonja pour savoir quelle part lui revint dans les *horreurs* sur lesquelles la E.P. se récrie vigoureusement après la chute de cette ville. Le Grand Royaume a si bien monopolisé l'attention que l'histoire de Kikonja est mal connue (cf. bibliographie).



12 juin 1896 (9). Un des bateaux qui avaient conduit Mchombani à Mofiro revint. Les matins racontent que tout le poste (soldats wabwari (7) et nyampara (8)) ont deserté. Ils disent renouer de quel côté ils sont allés. *Humbi* — les gens des courtiers me disent qu'ils ont lussé chez Zongwe les Wabwari deserteurs. Ils avaient cinq pirogues. L'une a été prise par un Inppopantime en arrivant chez Zongwe. Neuf ou dix moyes. Les Wabwari disent qu'ils sont rentrés chez eux.

Mchombani m'écrivit pour Fromont qui est malade. Il me demande si je puis envoyer trente hommes. Il me dit que la nuit de son arrivée à Mafono, Nyanpara et soldats avaient deserté et qu'il n'a trouvé auprès de Fromont que trois ou quatre soldats avec des gens de Mofiro. Il ne reste au poste que trois Alhini et quelques fusils à capsules. Les deserteurs ont emmené avec la barque à voile et les pirogues, presque toutes les femmes et les enfants de la station. Il ne sait en ils sont allés.

Les gens du courrier ajoutent qu'ils ont emporté les étoffes du magasin, bottes, ceintures, etc... Ils me disent que les nyamparas, avec la grande barque, étaient partis pour l'Ulipa (9) et que les soldats wabwari avaient l'intention de gagner le Masanzé (10).

Les gens des deux courtiers, en passant à Zongwe, ont vu quatre bateaux avec beaucoup de soldats, de femmes et d'enfants. Persuadés que ce sont les déserteurs, ils ne se sont pas abouchés avec eux. Je donne avis à Mfowa.

12 juin - *rendreli*. Les quatre bateaux abordent dans la matinée près de Mkupa. Vers deux heures, on me prévient qu'un détachement, venant du Marongu, après avoir rencontré les gens de bateaux, vient par la plage, tandis que les bateaux prennent la mer.

Bien convaincu que ce sont les déserteurs et ne sachant ce que peuvent vouloir faire ces gens, j'envoie mon nyampara, avec une trentaine d'hommes, au-devant de ceux qui viennent par terre pour leur dire de déposer leurs armes et de se présenter chez moi. Un des soldats (dont aucun n'était en uniforme), après avoir dit qu'ils attendaient que leur nyampara les eût rejoints et leur eût dit ce qu'ils devaient faire, déchargent son fusil sur mon nyampara qui eut le collet de sa tunique tout noyé par l'explosion. Aussitôt, la fusillade éclata des deux côtés. Deux des soldats furent tués sur place. Mes hommes, en les poursuivant, rencontrèrent un autre détachement sorti des bateaux, qu'ils mirent également en déroute, pendant que les bateaux, qui venaient d'arriver, prenaient le large en tirant des coups de fusil.

Des femmes qui venaient par terre, furent prises par les indigènes et amenées chez moi. Un soldat, aussi, prisonnier. Toutes les femmes dirent que nous n'avons pas affaire aux déserteurs, mais aux soldats que Fromont avait expédiés pour Mfowa à la suite d'un combat entre nyam-

part et soldats du Poste.

Non, cette lettre a Mwawa.

Le jour - samedi. Le lendemain matin, je fis dire à mes gens, qui étaient posés la nuit dans les villages de la côte, pour les garder contre un retour possible des bateaux, de rentrer de suite, en leur descendant, ainsi qu'aux indigènes, d'interroger les soldats qu'ils pourraient rencontrer dans la compagnie.

En attendant une femme qui, dans la nuit, en errant à l'aventure, avait été blessée par une sentinelle.

On me renvra six fusils pris aux soldats pour chasser. Impossible de savoir quelle direction ont prise les bateaux.

Le jour - dimanche. Un soldat vient se présenter. Il ne sait ce que sont devenus ses camarades.

Je renvoie les courriers de Mohiro avec quelques-uns de mes hommes et, ne pouvant en ce moment envoyer le détachement demandé, je leur donne, en plus des six fusils enlevés, quatorze de mes fusils, ce qui suffira bien à la garnison d'un poste qui est fortifié, puisqu'il y a la beaucoup d'hommes de Mohiro à qui il ne manque que des fusils.

Le jour - lundi. Aujourd'hui encore, pas de nouvelles. Au soir, un homme, revenant de chez Zongwe, a rencontré les bateaux à Kabandi. On lui a tiré un coup de fusil.

Le jour - mardi. J'envoie les deux soldats qui sont ici pour qu'ils aillent de rejoindre les bateaux et qu'ils engagent leurs camarades à regagner Mohiro en leur donnant une lettre pour Fromont. Je leur fais dire que s'ils veulent continuer leur voyage vers Mwawa, ils pourront passer ici en envoyant en avant deux hommes me prévenir de leur arrivée.

Le jour - mercredi. Je reçois une lettre de Fromont qui va mieux. Il me dit que les déserteurs sont probablement du côté de Kala.

Un homme qui revient de chez Kapampira a rencontré les bateaux chez Zongwe. Il dit qu'ils avaient voulu attaquer le village de Zongwe, mais, qu'ayant aperçu Fromont Sazi, qui retournait d'ici, ils crurent qu'il avait de mes hommes avec lui. Ils se contentèrent de tirer deux coups de fusil. Les gens de Zongwe ayant riposté par des coups de fusil et des flèches, il se hâtèrent de monter dans les bateaux et de prendre le large. Ils avaient rallié les soldats chassés par nos gens. En partant, ils crièrent qu'ils allaient voir leur bwana Rumaliza (H), mais qu'ils reviendraient pour battre le capitaine. F-Heureusement, ils rancurent en plein fac, se dirigeant vers l'autre côté.

Le jour - samedi. Un courrier arrive de Mpweto. Les gens de Mwaka ont tiré un coup de fusil et lancé des flèches sur les soldats du courrier. Le courrier précédent avait également reçu des flèches.

On voit que les désertions continuent. Si l'on n'a plus trace de soldats passant chez les Baoni en bloc, avec armes et bagages, il est bien possible par contre qu'un moins une partie de ces déserteurs aient abouti chez eux *en deux temps*, après avoir vécu quelque temps de brigandage et fait partie de ces *vingt-trois* parmi lesquels les Baoni recrutaient, d'après Debevergh, leurs nouvelles recrues.

Que la population locale soit à l'époque arrivée jusqu'à tirer des flèches sur les courriers devient plus facile à comprendre lorsque l'on fait faire que le P. G. de Beers, supérieur de Saint-Jacques de Lusaka, adressant le 20 juillet à son évêque (12) a proposé d'événements survenus pendant ce même mois de juin 1896: "Depuis quelques mois, il existe un poste de l'Etat, aux environs du *Mwani*, dirigé par l'excellent M. *Mwani* *chef*. Le courrier partant de ce poste se fait d'ordinaire par les soldats, c'est-à-dire par des gens qui, a tort ou à raison, sont la terreur du pays. Or, voici que cinq de ces soldats partis de Saint-Louis pour retourner au Mwani, passent par les villages soumis à Kasokola, à deux jours de marche d'ici. A leur arrivée, le peuple, naturellement effrayé, se cache dans les herbes. Les soldats interprètent cette fuite comme une résistance, et d'ailleurs ils n'ont pas de quoi manger. Ils vont donc chercher du monde dans les herbes et attrapent la femme de *Kasokola*, chef du pays. Voyant cela, celui-ci sort de sa retraite, crie aux soldats, mais probablement dans une langue que ceux-ci ne comprennent pas: "Vaiche ma femme, et va dans ma maison prendre toute la farine et les poules que tu trouveras, mais fâche ma femme!" C'est que les soldats ont compris aux supplications du bon vieux, je ne le saurais dire, mais ils lui ont tiré deux balles, dont la seconde l'a atteint à la partie inférieure de la cuisse et est sortie un peu au-dessus du genou. Au bruit du fusil, on accourt, une balle atteint *Kiswi*, le fils de Kasokola à la jambe et la traverse; une autre atteint un homme à la bouche.

*Kasokola meurt de sa blessure.

Dès que j'apprends cette nouvelle, j'envoie un cadenc de condoléance à *Kiswi*, lui disant que son père était mon ami, qu'il nous avait très bien reçus lorsqu'il y a quelques mois, le R. P. Guillaume et moi nous passâmes par chez lui, et que j'étais très attristé d'apprendre de quelle manière tragique il venait de finir ses jours; que j'avais appris que lui-même avait été blessé et que je l'invitais à venir se faire soigner par nous.

Le 28 juin, trois envoyés de *Kiswi* venaient nous remercier. Je les reçus de mon mieux, les invitant surtout à nous apporter le chef *Kiswi* pour se faire soigner.

Quelques jours après, une grande caravane arrive portant *Kiswi*, son chef, dans une large literie. La balle lui a traversé le pied à la partie inférieure du mollet, heureusement elle n'a pas touché l'os. Une immense

garantie de pais en sort et le brave homme souffre horriblement. En ce moment, il est presque guéri, il n'y a plus de pais et les douleurs ont tout à fait cesse. Il est content, le brave Chef, et ne sait comment nous exprimer sa reconnaissance.

Entretemps, d'autres nouvelles du même genre nous arrivent encore de son pays. Une troupe de soldats - on dit une dizaine - viennent de se jeter sur la population. Ils ont pris deux femmes et un homme, à savoir *Kufukuba*, le successeur légitime de Kisokora. Ils ont brûlé le village de *Kinyama*, second successeur de Kisokora. Devant ces faits une question se pose: ces soldats sont-ils simplement de passage et ont-ils pris ces femmes et ce chef pour en obtenir des vivres, ou bien auraient-ils accusé ces paisibles populations devant leur chef au Mueru, et auraient-ils obtenu la permission de se venger? Cette dernière hypothèse n'est pas sans fondement, vu l'incendie de *Kinyama*. J'envoie donc immédiatement deux hommes pour examiner les agissements des soldats, leur disant: "S'ils amènent leurs prisonniers à Saint-Louis, chez le capitaine Jouberb, il n'y a rien à craindre; le capitaine rendra justice à qui de droit; mais si vous voyez qu'ils vont dans la direction de *Mhera*, venez vite m'en avertir, car les prisonniers ne trouveront d'autres interprètes que les soldats, leurs propres accusateurs. J'envoierai immédiatement un courrier exprès à M. Marchal, pour lui expliquer l'état des choses, et M. Marchal, qui est un homme juste, saura nous rendre justice; il n'y aura rien à craindre." Et mes deux envoyés sont partis à l'instant. Au moment où j'écris je ne connais pas encore l'état de choses.

Avec tout cela, la terreur du soldat ne fait que s'accroître; les gens tiennent, et s'ils ne changent pas leur manière d'agir, le Marungu, qui n'est déjà pas bien peuplé, deviendra de plus en plus désert!

Remarquons en passant que le P. de Beers considère comme tout à fait vraisemblable que *Feyvelliem Mb. Maréchal* ait autorisé ses soldats à se venger en détruisant un village. On aurait autorisé des officiers qui n'auraient pas été aussi *excellents* que le lieutenant Marchal?

En juillet et en août, les mouvements de troupe - qui sont dus à la fois aux opérations contre les Baroni, aux préparatifs de l'expédition du Nil et aux opérations de Long, lancé dans la *pacification* du Kivu, continuent. Les exactions quotidiennes de la F. P. également.

1er juillet - mercredi. Un courrier apporte une lettre pour Mofiro et une pour moi. Dehense dit qu'il ne peut, pour le moment, envoyer ni hommes ni cartouches. Il n'a que 24 soldats et 900 cartouches. Long est parti pour le Kivu avec presque tous les soldats de Mlowa et de l'Uvira. De Kabambare, il ne peut attendre de renfort pour le moment. Il a prevenu Long et lui propose de retirer Fromont de Mofiro où il ne resterait qu'un petit poste dépendant de Mpweto.

15 juillet - dimanche. Retour des hommes qui ont porté des trais à Mofiro. Fromont m'écrivit pour m'accuser réception. Il dit qu'il avait espéré 43 soldats pour Mlowa. Mais il ne leur avait pas donné de feuille de route parce qu'ils auraient déchiré, pensant que c'était un rapport contre eux.

25 juillet - mardi. On me dit que les courriers, en s'en retournant, ont encore une sac les sacs et qu'un homme de Kaholo a été tué d'une balle dans le ventre.

1er août - mardi. J'écris à Marchal pour le renseigner sur les actes de brigandage commis par ses soldats.

5 août - mercredi. Agnes revient de Mpala avec Louise et Pio. Il y a un courrier de Mlowa. Fait une lettre du Capitaine Debergh qui m'annonce qu'il a pris le commandement de la zone du Tanganyika.

13 août - jeudi. Dans la matinée, arrive le Commandant avec deux bateaux. Une quarantaine de soldats viennent par terre. Il ne semble pas contenir des nouvelles du sud.

Fromont a écrit que les soldats venus de Mpweto sont assez disposés à faire comme les précédents. On raconte qu'il y aurait eu des histoires avec Knight, l'anglais fixé à Langamba. Il paraît décidé à sévir contre les soldats qui ont tué des gens sur la route de Mpweto. (...)

On prépare une grande expédition pour l'année prochaine contre les *derwiches* (13).

15 août - samedi. Au matin, Moway vient me surprendre. Il était à Mpala depuis trois jours. Debergh n'en avait rien dit.

A propos de la récolte du caoutchouc, il paraît que le Capitaine Frevez aurait fait couper une main à plus de mille personnes (1.250) le crois sans les tuer et avait fait aligner ces mains, il aurait dit à ses Agents: Voici les mains qui ont refusé de faire du caoutchouc.

On dit que les soldats rebelles de Lusamba ont bâti un village près de lac Kasali. (Kisale)

Les quarante soldats arrivent avec une bande de femmes. Les uns en ont deux ou trois et les autres pas une.

26 septembre - samedi. Le Père Schmitz vient avec le Père van Hoonsenberg qui ira à Mpala.

Le Père Guilleme vient à lundi. D'après une lettre de Moway au Père Guilleme, Long aurait subi un échec par suite du retard de l'expédition envoyée au Kivu.

2 octobre. Debergh m'écrit le 25 septembre que le lendemain, il part en campagne avec Marchal contre Kalindo qui est établi à 7 journées au nord de Mpweto et à deux journées à l'est du Tanganyika.

« Pages Brasseur, les soldats de Luaboung se sont au sud du Lantia et ils envoient exécuter les indigènes pour faire une grande expédition. Brasseur, est passé près d'eux, mais n'a pas osé les attaquer, ne connaissant pas leur nombre. »

Debergh, qui partait pour l'expédition, a laquelle nous avons déjà fait allusion, et au cours de laquelle il battit en retraite en apprenant qu'il risquait de rencontrer les Baoni, écrivit également à Mpala ou, d'après le donateur, sa lettre arrivée le 14 octobre (15).

« Nous recevons du Commandant Debergh, actuellement en reconnaissance sur le Luababa oriental. La lettre suivante, très urgente.

28 septembre 1896

« Mon révérend Père,

« Certains indiens me font croire que les rebelles du Luaboung ne tardent pas à visiter la zone du Tanganyka, probablement Mtowa, où ils s'apprêtent à occuper immédiatement l'île de Kavala, ou j'espère pour vous soutenir la défense jusqu'à l'arrivée de secours. Il se peut aussi qu'ils cherchent à s'approvisionner à Mpala, à Saint-Jouis, à Baudouville, à Saint-Jacques et Sainte-Famille de Lusaka. Mes forces sont très restreintes et ne me permettent pas de vous offrir un secours de quelque efficacité.

« Je vous conseille, mon cher Père, d'organiser votre défense à Mpala et de vous livrer à l'approvisionnement en vue du malheur qui menace votre belle mission. Si Kafindo ne me la fait pas trop longue, j'espère être à Mpala dans une quinzaine de jours.

« Veuillez croire, etc.

« Signé, Debergh. »

Nous apprenons en même temps que le Commandant n'est plus si loin et qu'il revient à marches forcées sur Mtowa. Il y aurait eu un engagement chez Paramino, homme de Mfuturuu, établi pour le compte de son maître dans l'Ygua, avec une colonne de Walipas et de Wannambwa, chasseurs d'éléphants.

Le soir, nous recevons une autre lettre du Commandant, s'annonçant pour après-demain à Mpala. Il s'est emparé de quatre bomas appartenant à Mfuturuu, allié de Kafindo. Mais Kafindo lui-même s'est joint aux rebelles de Luaboung, établis entre les Luababa oriental et occidental.

« 75 - A la nuit, nous apprenons l'arrivée de la colonne du Commandant à Saint-Michel de Kipurungwe. Le Commandant lui-même a continué sur Mpala. Il arrive à l'instant accompagné de M. Mohonval. Voici les nouvelles et l'explication de la lettre précitée. »

« Ici se place le passage où Debergh, constatant que Kafindo était soutenu par les Baoni, préfère battre en retraite. Le détail poursuit : « Dans sa marche au N.-E. sur Mpala et Mtowa, il rencontra les bomas de Paramino, homme de Mfuturuu. L'attitude de Paramino paraissant hostile, le commandant s'empara de ses bomas. La plupart des hommes valides de Paramino purent s'enfuir, d'autres furent tués ainsi que beaucoup de femmes. Les soldats firent prisonniers pas mal de femmes et d'enfants. Parmi les morts se trouva un arabe d'Ijiji, nommé Rajabu, le même qui vint nous assiéger en 1890 à Mpala. Une tempête jeta en une nuit toute sa flotte sur les rochers de notre rivage et il s'en retourna tout penaud chez son maître Rumatiza. »

« Le batin ramassé dans les bomas fut assez considérable mais un incendie le consuma en une nuit, les soldats ne purent sauver que quelques pointes d'ivoire. »

« 17 - Le commandant Debergh a laissé à la mission une douzaine de petits enfants faits prisonniers aux bomas de Paramino. Le P. Schmitz va les conduire aux Soeurs de Kirungu (16). L'un d'eux, à peine âgé de trois ans, a été baptisé hier sous le nom d'Augustin. Ce seront les 'primitivee Balubarum'. (...) »

« 19 - M. le Commandant a la fièvre. »

« 20 - Le Commandant va mieux. Il veut s'embarquer ce matin même pour Mtowa. M. Mohonval l'y précède déjà par voie de terre. Il est à espérer que les rebelles ne tiendront pas de sitôt un mouvement offensif vers le Tanganyka. Notre mission serait alors menacée des plus grands maux. Nous avons un boma solide en briques et en pierres, mais à peine cinquante fusils à cartouches. Il nous faut donc mettre toute notre confiance en la sainte providence du bon Dieu. »

Joubert, de son côté, note :

« 15 octobre - jeudi. J'ai une lettre de Debergh qui était, le 11, à deux journées de Mpala. Il me dit qu'il n'a pas rencontré Kafindo qui s'était enfui, il a battu son ami Paramino, tout est bien au Luababa. »

« Il m'avait envoyé une lettre pour me mettre en garde contre les soldats rebelles. Il espère que celle-ci m'arrivera auparavant. Il n'y a pas de danger prochain. Il a poussé vers le nord jusqu'à une journée et demi de la Lukuga, il se reposera deux jours à Mpala avant de repartir pour Mtowa. »

« Il m'envoie le Brevet de 'Étoile de Service' avec ses félicitations. Le Père Harrebaut vient pour quelques charges à destination de Kirungu. »

« 17 octobre - samedi. Ce matin, le Père Schmitz a amené de Mpala à Kirungu, pour les soeurs, quelques-unes des filles prises par Debergh chez Paramino. Les mères de deux de ces enfants ont été tuées en route »

par les soldats a coup de crosse de fusil parce qu'elles ne pouvaient marcher.

8 octobre - dimanche. Quatre femmes prisonnières s'étaient enfuites. Deux furent reprises et ... pendues! Décidément, le Gouvernement Congolais fera regretter aux pauvres noirs le régime arabe.

La troupe de Debergh a pris chez Paramino et mis à sac quatre villages dont les gens ne se sont pas défendus.

Le fameux Rajabu, qui était venu en '90 pour nous attaquer à Mpala, se trouvait là avec une permission qu'on lui avait délivrée à Mlowa, pour faire le commerce. Il a été tué par les soldats pendant que, réfugié près d'un drapeau congolais, il leur présentait son laissez-passer. Des indigènes avaient dit aux gens de Debergh, que les révoltés de Luwaburg étaient dans les environs. Debergh alors, m'avait espéré une lettre pour m'annoncer que nous aurions presque inévitablement par ici, la visite de ces révoltés et que, pour le moment, il ne pouvait nous donner aucune protection; qu'il comptait me voir à Saint-Louis dans une quinzaine de jours et qu'alors, nous nous concerterions pour faire une résistance prolongée. Cette lettre m'est arrivée aujourd'hui!

En novembre et décembre 1896 a lieu une nouvelle alerte. La relation du diaire de Mpala commence le 28 novembre (17).

Vers dix heures et demie du soir, nous sommes tirés des doucours du premier sommeil, par de violents coups frappés à la porte de notre boma. Tout le village est en mouvement. Bientôt les enfants accourent vers nous, en criant: La guerre, la guerre. Père donne-nous des fusils. Le P. Guillemé revient en toute hâte de Mukala.

Ce sont les gens de la caravane qui demandent si bruyamment qu'on leur ouvre le boma.

Voici ce qui était arrivé: le Père était installé bien paisiblement en notre succursale de Saint-Antoine de Mukala, quand, vers cinq heures du soir, il y vit arriver comme une flèche, le R. P. Deberst. Les révoltés du Luabala sont à Lusaka, lui dit-il. Selon vos ordres exprès, nous avons abandonné le poste, emportant tout ce que nous pouvions et enfouissant tout le reste. M. Delandshere s'est replié sur Kirungu et Saint-Louis. Nous nous replions sur Mpala. J'ai devancé la caravane. Le P. Clavès et le F. Etienne me suivent de près avec les porteurs.

La nouvelle était des plus graves, mais point surprenante. Depuis plusieurs mois nous sommes ici au Tanganika sous le coup d'alertes incessantes et ces Messieurs les Congolais encore bien plus que nous.

Il n'y a pas deux jours, M. Marchal envoyait une lettre au P. Deberst, pour l'avertir de se tenir sur ses gardes. Il y était question d'un mouvement offensif des révoltés du Luabala sur la région comprise

entre le Moeto et le Tanganika. Les Anglais du Moeto se fortifiaient sérieusement pour leur résister, mais lui, à Mpweto, avec le petit nombre de soldats qu'il avait et le peu de confiance qu'il pouvait avoir en leur fidélité, il ne pouvait songer à leur offrir une résistance de quelque utilité. Il avait d'ailleurs reçu du commandant Debergh, l'ordre, en cas d'attaque, de faire sauter son poste et de se replier sur Moliro.

Nous avions à peine reçu cette lettre, que le P. Deberst apprenait, par les indigènes, qu'un parti de révoltés accourant en toute hâte du Luabala par l'Urua. Ces hommes n'inquiétaient pas les indigènes, ne s'arrêtaient dans les villages que pour prendre un peu de vivres, puis reprenaient leur course vers le Tanganika. Cette marche précipitée faisait conjecturer aux indigènes qu'ils devaient être poursuivis, mais les Pères pouvaient croire, avec autant et plus de raison, que cette troupe avait le dessein d'arriver à l'improviste et de surprendre le poste de Mlowa et les autres stations de l'Etat Congolais au Tanganika. Ils devaient comploter pour un ravitaillement considérable en munitions et en étoffe.

Le P. Deberst jugea que, dans ces conjectures, il n'y avait pas de temps à perdre, et sur l'ordre formel qu'il avait reçu du R. P. Pro-vicaire, de se replier sur Mpala ou sur Kirungu, en cas où les révoltés menaceraient le poste de Lusaka, dépourvu d'ailleurs de moyens de défense, il passa la nuit à emballer et à enfouir les effets du poste. Et le matin avant le jour, il prenait la route de Mpala avec le P. Clavès et le F. Etienne.

Au Kakurwe, il rencontra le R. P. Guillemé. Celui-ci revint aussitôt à Mpala pour prendre les mesures et précautions nécessaires et mettre notre poste en état de défense.

M. De Landshere s'était, de son côté, retiré sur Kirungu et Saint-Louis dont la défense incombait au brave capitaine Joubert.

Le R. P. Guillemé donne ses ordres pour, qu'en cas où les mauvaises nouvelles viendraient à se confirmer, les portes de notre boma et de notre église fassent solidement murées et barricadées, les meurtrières du boma démasquées, et le haut de nos toits et bastions muni de créneaux en birques. Les fusils à cartouches défendent les bastions, les hommes armés de fusils à capsules tireront à couvert par les meurtrières.

Comme on ne peut nous couper ni l'eau ni les vivres, nous aurons ainsi une forteresse imprenable par un ennemi dépourvu d'artillerie.

Les Pères de Lusaka arrivent ici cette après-midi. Dès le matin, nous avons envoyé des courriers et des éclaireurs dans toutes les directions.

Nous procédons à la revue de notre armement. Nous avons une cinquantaine de fusils à cartouches en bon état, mais peu de cartouches, surtout pour les Remington qui forment la meilleure partie de notre arsenal; de plus, environ 150 fusils à capsules et un large approvisionnement en poudre et en balles.

« Nous nous occupons aussi de remettre en état quelques fusils détraqués.

« Avec cela nous pouvons attendre sans crainte les révoltes; il leur en coûtera cher de venir se heurter à nos gros murs en pierres et en briques.

Décembre 1896

Le 1. Les éclaireurs nous reviennent. La troupe annoncée n'a pas osé arriver jusqu'à Lusaka, elle n'a point dépassé l'Inya. C'e serait, paraît-il, un parti de Wanyamwezi (18) et de Walipa, fatigués de se battre aussi loin de chez eux. Ils auraient lâché la partie des révoltes et de Kafindo et ne désespèrent qu'obtenir le laissez-passer des Blancs pour repasser le lac et s'en retourner dans leur patrie. Ils n'auraient que des fusils à capsules.

« Nous ne sommes donc que sous le coup d'une alerte. Tant mieux. Le P. Debeert repart aussitôt pour Lusaka avec une petite troupe de nos gens et vingt fusils à cartouches.

« C'est un bon avertissement. Il s'agit de nous tenir sur nos gardes. Il suffirait que les révoltes eulbaissent le poste de Mpwele — ce qui ne leur serait pas difficile; comme on le sait — et ce serait nous qui recevions les premiers coups.

« Le T. R. P. Provicair se propose de demander au Commandant de Mowa qu'il mette en dépôt, à Mpala, un petit approvisionnement de cartouches Albini-Remington.

3. Retour du Pelebo. Partis le 19 novembre pour Karema, nous apprenons que, de son côté, le capitaine Joubert est parti en armes pour Lusaka en compagnie du P. Herrebaut.

4. Arrivée de MM. Moray et Van Biersvliet de Mowa.

« M. Moray nous apprend qu'une partie de la garnison de Mpwele est passée au camp des révoltes avec armes et bagages. Ce qui reste est hésitant. M. Fromont est parti pour Mpwele avec la garnison de Moliro. M. Van Biersvliet va le remplacer à Moliro; il espère que le capitaine Joubert lui fournira quelques-uns de ses gens d'armes pour veiller là à sa sécurité.

« Heureusement, nous dit M. Moray, que vous avez eu la bonne idée de ne pas communiquer immédiatement à Mowa la nouvelle de l'alerte; pour sûr, le commandant nous aurait déjà fait partir tous dans l'île de Kavala.

« Voici les événements de cette même alerte, vus cette fois du côté de Joubert:

28 novembre - samedi. A la nuit, arrive un billet du père Herrebaut annonçant l'abandon du poste de Lusaka, par suite de nouvelles inquiétantes de Mambwe. Le Père de Beerts avec le Père Hayes et le Frère Etienne sont allés à Mpala, et Fernand est arrivé à huit heures du soir à

Krongu. On dit qu'il y aurait chez Mambwe la caravane de Kafindo avec beaucoup de Wanyamwa qui voudraient marcher vers Kapampa (19) pour traverser le lac. Je ne puis croire qu'ils eussent choisi cet itinéraire.

29 novembre - dimanche. Je monte à Krongu. Le Père Herrebaut et moi décidons d'aller voir ce qui se passe là-bas. Fernand (20) partira en avant avec dix hommes, prendre des informations pendant que je retourne à Saint-Louis, chercher des hommes. Le soir, je vais avec trois fusils coucher à Krongu.

30 novembre - lundi. Dans la nuit, une lettre du Père Guillaume me donne des renseignements plus rassurants. Nous partons quand même avec le Père Herrebaut pour aller occuper le poste et rassurer, s'il y a lieu, la population. Nous couchons chez Mzima à trois heures de Lusaka. Fernand arrive à Lusaka, nous écrit que tout va bien là-bas et qu'on semble démentir les premières nouvelles.

1^{er} décembre - mardi. Nous arrivons au matin à Lusaka où les gens nous disent qu'il n'y a eu qu'une fausse alerte. Le Père Guillaume doit venir avec le Père de Beerts et quarante hommes. Il n'avait pas encore reçu avis de notre départ pour Lusaka. Au soir, le Père de Beerts nous prévient qu'il est en route avec une quinzaine d'hommes et arrivera demain. Fernand repart pour chercher ses bagages.

2 décembre - mercredi. Le Père de Beerts arrive à 10 heures et demie. D'après les renseignements les plus probables, une troupe des gens de Kafindo est venue à Mambwe se ravitailler de vivres et est repartie sans faire d'histoires. Ces gens disaient qu'ils abandonnaient Kafindo pour rentrer chez eux. D'autres prétendent que Kafindo serait chez Simba. Comme il n'y a rien à craindre nous repartons à 2 heures et demie pour revenir chez nous. Nous couchons chez Mzima.

28 décembre - lundi. (...) Le bateau qui amenait Van Biersvliet à Moliro revient. Fromont n'écrivit qu'il part avec toute sa garnison pour mener le canon à Mpwele. Il croit qu'il aura fort à faire. Presque tous les gens des environs se sont enfilés chez les Anglais pour éviter la corvée. Un courrier de Mowa m'apporte une lettre de Debeerge. Il me dit qu'il y a eu d'autres renseignements conformes aux miens à propos des Anglais et de Kafindo. Il dit qu'il ne craint pas une attaque des Anglais, quoiqu'ils soient à surveiller, ainsi que Kafindo. S'il savait où se cache ce dernier, il se mettrait de suite à ses trousses. Il ne peut savoir où sont les révoltes, et incline à croire que les indigènes l'ont trompé en lui disant lorsqu'il était au Luababa, qu'il se trouvait dans les environs. Il me demande si je ne sais pas où se fait la contrebande d'ivoire par les Anglais, et parle de mettre deux Postes avec des Blancs à la frontière pour empêcher cette contrebande. En P. S. il m'annonce que les révoltes

ont été battus sur le Lomami le 5 septembre (21).

Les opérations contre les révoltes de Lulubounga, et les signes avant-coureurs puis le déclenchement de la révolte de Ndrifi font encore l'objet de notes de Joubert au début de 1897.

12 janvier - mardi. Le Père Guillaume m'écrit que Deberghé lui demande de Landtsheer pour accompagner Marchal dans une expédition contre Kafindo. Il prend que Maturum se dispose à lui fournir des renforts. Il paraît que de Landtsheer s'était de lui-même offert à Marchal. Deberghé m'écrit que Monhouval est parti avec 35 hommes pour le Kivu d'où on lui annonce que les indigènes ont formé une coalition de près de 10.000 hommes. A Kabambare on a eu la nouvelle que les révoltés (si bien battus) avaient repris l'offensive et refoulé Blancs et Noirs. Ce serait une belle histoire, si tous les arabes et Wangwana du Manjema, armés par l'Etat, prenaient l'initiative d'essayer une revanche. Défense doit partir pour Kabambare si on a besoin d'aide là-bas.

15 janvier - vendredi. Fernand m'envoie un homme pour changer un fusil et me prévient qu'il va, sur la demande de Deberghé et avec l'autorisation du Père Guillaume, aller rejoindre Marchal. Il voudrait Karina et Kalonga pour l'accompagner (22).

16 janvier - samedi. Comme je ne sais trop quelle besogne fera l'expédition à laquelle il prend part, je réponds à de Landtsheer que je lui envoie un autre fusil mais que je ne veux pas envoyer mon nyampara et que Kalonga ne tient pas à aller.

1er mars - lundi. Le Père Guillaume m'écrit : il me donne quelques nouvelles reçues par Moray. Le Commandant est parti le 5 pour le Kivu. La mortalité est formidable au Congo parmi les Blancs.

Les six Agents qui venaient par la voie anglaise, doivent être à Kituta (Ils sont pour la Compagnie du Katanga).

L'ohaire fait partie de l'expédition de Kartoun qui compte une centaine de Blancs. (...) (22)

30 mars - mardi. Je reçois une lettre de Fernand qui m'écrit de Mpweto (...). Il dit qu'il a à me causer d'un danger terrible qui nous a tous menacés. Quid? (23)

6 mai - jeudi. De Landtsheer m'écrit qu'il est à Lusaka, revenant de Mlowa. Deberghé doit venir vers le milieu du mois avec Wery et Défense. En compagnie de ce dernier, il se propose de marcher contre les révoltés du Lomami qui seraient à Kilowa (?) sur le bas Lwalaba. (probablement alors sur le bas Lwapula, si ce n'est dans l'île du Mwero chez Simba). Il paraît qu'il a envie de faire prélever l'impôt par ici, ce dont il aurait voulu charger de Landtsheer (26).

18 mai - mardi. Le Père Guillaume me communique une lettre de Deberghé. Le Commandant lui écrit qu'il y a de mauvaises nouvelles de

l'expédition Dhauris. Les Batetela, la moitié des troupes se sont révoltées et se sont battues contre les autres troupes. On dit que les révoltés ont l'intention de gêner le Manjema et peut-être le Tanganyika. Il rappelle les soldats de Mpweto parce que ceux de Mlowa pourraient faire défection et vont être expédiés ailleurs. Il dit au Père Guillaume que, s'il doit se tenir un siège à Mlowa, il compte sur le premier des Pères. Il charge le Père Guillaume de me prévenir.

En auront-ils enfin assez de leur militarisme? (27).

10 mai - mercredi. Un courrier urgent pour Mlwo. De Mlowa, quelques autres renseignements de la rébellion des troupes. Au début de l'attaque, neuf Blancs ont été massacrés. 80 Blancs sont arrivés aux Stanley-Falls pieds nus. Il y a 2.000 révoltés qui ont 200.000 cartouches. Il reste seulement une trentaine de soldats à Mlowa.

Deberghé rappelle les soldats de Mpweto et ceux du Kivu.

Dans beaucoup d'endroits, les populations s'insurgent. En cas d'attaque sur Mlowa, Deberghé se retirera dans l'île de Kawala. La barque de Kirungu va à Kilando; j'en profite pour écrire à Athanase (28).

5 juin - samedi. De Landtsheer m'écrit qu'il a été appelé pour combattre les révoltés. Lesquels?

13 juin - dimanche. Monhouval arrive à l'improviste avec une soixantaine de soldats, Sarda ben Mejid (Kisila) et les gens de Kafindo.

Il se rend à Mlowa.

Marchal est resté à Mpweto avec Fromont.

Les révoltés du Lomami se trouveraient de l'autre côté du Lwalaba sur une petite rivière un peu plus loin que Nyembwe Kunda.

On dit qu'il arrive pour le Katanga un renfort de blancs avec un canon et 100 soldats. Ils doivent passer par Mpweto pour éviter les révoltés. D'où viennent-ils alors? (29)

NOTES

1) Il a déjà été question de ce Corps de Volontaires au chapitre VI.

2) Mlwa, aussi appelée Mlowa, et Albertville (aujourd'hui Kaleme) ne sont pas exactement la même localité, puisque situées respectivement au Nord et au Sud de la Lukuga, devant soit du Tanganyika, à l'endroit où cette rivière quitte le lac. C'est Adolphe Jacques (1), de Mlwa pendant la guerre contre les Ngwana, qui suggère le nom d'Albertville et emploie cette dénomination dans son courrier. Au début de la Première Guerre Mondiale, on établit près de la rivière Kaleme, qui se jette dans le Tanganyika à quelques kilomètres au Sud de la Lukuga, un poste militaire destiné à combattre les Allemands sur le lac, et le colonel Moutaert ressortit à son propos le nom d'Albertville, pour des raisons patriotiques évidentes.

XIV. Les opérations de 1896/97

Le pouvoir colonial fut particulièrement peu satisfait lorsqu'il apprit la réapparition des *minis de Lufubourg* dont il se croyait débarrassé. La F.P. étant en effet engagée à fond dans les préparatifs de la campagne du Nil.

Miehaux, qui avait succédé à Gillain comen C. D. de Lusambo, reçut le 1er août 1896 l'ordre de rejoindre Dhannis à Stanleyville pour prendre part à l'expédition contre les mahdistes. Tout en gagnant le Luabala, il mit le Cr. Cr. au courant des nouvelles alarmantes qu'il avait reçues. Le 26 octobre, il recevait le commandement des opérations contre les Baoni.

On estimait que ceux-ci devaient être environ cinq cents, tandis que les chefs avec qui ils étaient alliés pouvaient aligner de quatre à cinq mille guerriers. Le fait même que l'on estime encore les révoltés à ce nombre, après plus d'une année de combats où les occasions d'avoir des pertes n'ont pas manqué, montre que le recrutement et la formation de nouveaux Baoni avait bien fonctionné. Il n'est d'ailleurs pas certain que Miehaux ait eu affaire à *tous* les Baoni, ou à tous en même temps. Ses adversaires de Bena-Kapwa et ceux de Golo-Kabamba peuvent avoir été deux groupes différents. On sait en effet qu'une partie des révoltés s'étaient installés près de Kikonja, dans le fameux camp du lac Kisale dont il a été question à plusieurs reprises. Ce groupe fut éliminé en 1901, du moins en tant qu'unité combattante.

Une autre partie des révoltés, plutôt que de se fier à la *fortresse naturelle* de Kikonja, s'enfonça fort loin vers le Sud-Ouest, jusqu'à se trouver entre les cours supérieurs de la Lublash et de la Lubha, où ils furent éliminés en 1908. Ils considéraient sans doute que leur sécurité était mieux assurée par l'immensité du territoire méridional, encore pratiquement inoccupé par l'État et où ils pouvaient, comme leurs alliés des populations insoumises locales, bénéficier de possibilités d'approvisionnement offertes par les *pombeyos* angolais, au prix il est vrai de leur participation à la traite des esclaves. Le fait que Debergh ait entendu parler d'un chef unique (mais était-ce pour tous ou pour le camp du lac Kisale?) peut être interprété dans le sens d'une séparation des deux groupes pendant la campagne de 96/97 et en partie à cause de celle-ci. Il

- 3) APB, no 80. Vicariat Apostolique du Haut-Congo, Marungu, § 2: Saint-Jacques et Sainte-Françoise de Lusaka. Feuilles 242-243. Les Marungu sont un massif montagneux, quoique d'assez modeste altitude, qui borde le Tanganyika dans sa partie Sud, du côté congolais.
- 4) Ils croyant, Joubert se considérait comme un missionnaire laïc, et voyait sa résidence de Saint-Louis du Mruhu, ou il construisit d'ailleurs une église, comme une sorte de *mission sans pierre*. Son par goût personnel, son parce qu'il tenait à suivre en tout l'exemple des Pères Blancs, il fut donc lui aussi un diaire, qui est conservé par les archives des Pères Blancs, sous le no. F-18.
- 5) On en a un exemple particulier avec la bataille de Ngabre: la première *entrée* de Joubert, de source noire, fait état d'une défaite F.P. et de la mort d'un officier. Vient ensuite une rumeur qui court chez les Européens: il y a eu une bataille et la F.P. a gagné. Arrive enfin la nouvelle officielle: il y a eu une bataille et Debergh, blessé, s'est suicidé pour échapper à la captivité.
- 6) Les extraits du document F-18 (APB) sont tirés des pages 1896-10 à 27.
- 7) Les Bwari sont une tribu du Nord Tanganyika, sur la rive congolaise, à proximité du cap Banzai.
- 8) Dans la région du Tanganyika, le nom *nyambara* désigna tout d'abord un assistant d'un chef de village, souvent chargé de fonctions policières ou militaires. Il s'appliqua par la suite à une sorte de sous-officier ou d'officier subalterne, dans les troupes mercenaires escortant les caravaniers. Joubert l'appliqua souvent indistinctement à tout militaire africain.
- 9) La tribu Fipa habite au Sud du Tanganyika, sur la rive A.O.A. L'Ujipa est la région qu'ils habitent ou, plus généralement, la rive qui se trouve droit en face du Marungu.
- 10) e. a. d. de remonter vers le Nord par le lac.
- 11) Rumaliza, sultan d'Ujiji (cf. carte) avait été chassé, après sa défaite durant la *campagne arabe* par un usurpateur, Masalali ben Njem al Shahini, soutenu par les autorités de l'A.O.A. En 1894, il s'allia alors à Mkwawa, chef des Hele, pour résister à la colonisation. Baitu, Mkwawa se suicida le 19 juillet 1898, tandis que Rumaliza s'échappait, gagnant Zanzibar où il fit encore de l'agitation contre l'occupation allemande. Les describeurs ont donc strictement l'intention de gagner la rive Est, sans qu'on puisse dire avec précision où ils comptent aller.
- 12) APB, Lusaka, ff. 209-210 (413-414).
- 13) Le terme *devriches* étant souvent utilisé pour désigner les mahdistes.
- 14) Selon toute vraisemblance la Lubhaji ou Lublash. Celle-ci coule du Sud vers le Nord. Sans doute faut-il lire au Sud des sources de la Lubhaji.
- 15) APB, ff. 198-199 (260-261) Mpala.
- 16) Baudouinville.
- 17) APB, chr. no 75 juillet 1897. Vicariat apostolique du Haut-Congo/Marungu, Noire-Dame de Mpala pp. 203 à 205 (407 à 409) novembre et décembre 1896.
- 18) Wanyamwezi: originaires de la région de Tabora (A.O.A.)
- 19) Localité dont le chef est le beau-frère de Joubert.
- 20) Goorison, dit aussi De Landshoer, ex-sous-officier belge, engagé dans les auxiliaires des missions.
- 21) en réalité, ils ont été *reprisés*, non battus (cf. infra).
- 22) APB, F-18, 1897/1-2.
- 23) *ibidem*, 1897/5.
- 24) *ibidem*, 1897/6.
- 25) *ibidem*, 1897/7.
- 26) *ibidem*, 1897/9.
- 27) *ibidem*, 1897/10.
- 28) *ibidem*, 1897/11.
- 29) *ibidem*, 1897/12.

faut envisager alors que les Baoni avaient leur *capitale* au lac Kisale (ce qui semble établi) et que ceux qui opéraient contre Kasongo Niembo et furent battus à Bena Kapwa étaient une sorte de *corps expéditionnaire*, envoyé pour soutenir Kabongo, Diba et Kolomoni. Battant en retraite, ce corps n'aurait pas regagné sa base, préférant prendre le large vers le Sud, amenant ainsi la séparation en deux groupes, qui pouvaient très bien n'être envisagés ni comme radicaux, ni comme définitifs. Les vainqueurs de Croie Kabamba peuvent avoir été une arrière-garde de ce premier groupe, comme ils peuvent avoir été un avant-poste de Kikonja. Dans cette dernière hypothèse, leur entrée en action peut avoir eu plusieurs motifs: retarder ou éliminer les poursuivants de leurs frères d'armes; empêcher la F.P. de marcher sur le lac Kisale; au Sud-Est, ou au contraire l'empêcher d'aller vers le Nord-Ouest rejoindre Kasongo-Niembo ou attaquer Kabongo, dont on pouvait toujours craindre qu'il ne tende une oreille soudain attentive aux sirènes du *ralliement* s'il se trouvait seul devant la F.P.

La présence de Yamba-Yamba et de Kimpaki dans le Sud en 1908 n'est un argument ni pour ni contre cette façon de voir la séparation des Baoni en deux groupes. Il n'est pas certain que les deux caporaux aient conservé le rôle dirigeant qu'ils avaient joué à Luthaboug. Et même si l'on voit en eux respectivement le *chef tactique* et le *successeur désigné* dont il est fait état dans le diarre de Mpalala, ils ont très bien pu prendre eux-mêmes la direction des opérations contre Kasongo Niembo. En tous cas, le prestige que devait leur valoir leur rôle de dirigeants de la première heure et de vainqueurs de plusieurs batailles devait normalement pousser les Baoni à exiger qu'ils dirigent ces opérations. La prudence aurait cependant exigé qu'un seul s'en aille et que le *successeur* demeure au lac Kisale. Ce fut peut-être le cas: de 1901 à 1908 on a largement le temps d'aller à pied de Kikonja à la Lubilash, même en se cachant et en faisant des détours.

Michaux, qui estimait donc avoir environ cinq mille hommes devant lui, pouvait leur opposer de Besche, de Cœk, Bastien, Spilliaert et Bohlen (1) avec quatre cents hommes, Swensson avec cent hommes et huit cents auxiliaires, Ciervais, Burke et Windley avec 130 hommes. Ses troupes disposaient également d'un canon Nordenfeldt de 47 mm (2).

Il y avait donc en principe égalité entre les deux camps en ce qui concerne les soldats régulièrement entraînés. Les Baoni avaient l'avantage d'avoir plus d'auxiliaires connaissant bien le terrain puisqu'ils se battaient en partie chez eux. Mais, en cas de bataille rangée, la F.P. pouvait escompter faire d'importants ravages avec son canon.

En nombre absolu, Michaux disposait des mêmes moyens que la F.P. après la bataille de Nganda. Mais il fallait qu'il contrôlât soigneusement

ses auxiliaires, évite les embuscades et impose la bataille rangée.

Dans ce but, il imposa des précautions extrêmement sévères, sur lesquelles il s'étend longuement dans son livre de souvenirs, et sur lesquelles il comptait pour assurer sécurité et cohésion à sa colonne, tant pendant la marche qu'au campement (3). ... Mes troupes étaient divisées en six compagnies à trois pelotons. Chaque compagnie était numérotée de 1 à 6; la 6^{me}, directement sous mes ordres et composée d'anciens soldats qui avaient fait leurs preuves, formait en quelque sorte ma réserve générale.

Lorsque nous étions en marche, j'avais toujours avec moi cent à cent cinquante auxiliaires indigènes, armés de fusils à piston et qui, commandés par quelques chefs jeunes et ambitieux, ne demandaient pas mieux que d'avoir l'occasion de se distinguer.

Sauf la solda, qu'ils ne recevaient évidemment pas, ils étaient, au point de vue des vivres, traités sur le même pied que nos soldats. Ils me servaient en quelque sorte de cavalerie d'exploration et, tous les jours, ils étaient envoyés en avant de la colonne et devaient battre l'estrade en avant et sur les flancs.

Venait ensuite la compagnie qui était chargée de l'avant-garde.

Cette compagnie qui avait été à l'avant-garde aujourd'hui passait à l'arrière-garde demain, et ainsi de suite, chacune d'elles arrivant donc tous les cinq jours à être d'avant-garde.

La compagnie qui se trouvait à l'arrière-garde avait un peloton en tête des bagages et un peloton en queue.

Les hommes du troisième peloton étant intercalés parmi les porteurs, chacun avait à surveiller, aider ou défendre deux ou trois de ceux-ci, dont ils étaient responsables.

Je marchais en tête du gros avec la compagnie que j'appellerai de vétérans qui, elle, ne me quittait jamais.

Le peloton canon 4,7 marchait immédiatement derrière cette compagnie.

En cas d'attaque, je me trouvais à même de transmettre mes ordres rapidement à toute la colonne.

Deux autres précautions avaient aussi été prises.

Chaque fois que l'on se mettait en marche, les hommes étaient comptés 'par quatre'.

Les bois, dans ces pays-là, étant immenses, il est impossible de les fouiller complètement. Aussi, en temps de guerre, leur passage est-il toujours dangereux: une surprise est toujours à craindre.

Dans ce cas et sans commandement, les numéros 1 et 3 devaient faire un 'à droite' et les numéros 2 et 4 un 'à gauche'; de cette façon, aucun secteur n'était privé de feu.

En cas de surprise, le commandant de l'arrière-garde devenait en quelque sorte indépendant.

Il avait l'ordre de choisir rapidement l'endroit qui lui paraissait le plus propre à la défense, et les porteurs, pressés par les soldats, devaient venir le plus vite possible se former en cercle autour de lui; les crasses et les ballots étaient, au fur et à mesure de l'arrivée des porteurs, mis en cercle et l'un au-dessus de l'autre de façon à former un abri, derrière lequel les soldats de l'escorte prenaient position, tandis que tous les porteurs recevaient l'ordre de se coucher, afin d'empêcher tout désordre.

En arrivant à l'endroit que j'avais désigné pour le camp, mon premier-sergent aidé de quatre caporaux, toujours les mêmes, planta rapidement quatre drapoux formant les quatre coins du camp.

Chaque compagnie, en arrivant, savait alors exactement l'endroit qu'elle devait occuper.

La compagnie qui avait formé l'avant-garde était à cheval sur la route; la compagnie qui la suivait et qui, par conséquent, devait prendre la garde, se mettait immédiatement derrière elle; le numéro 3 faisait face à droite; le numéro 4, face à gauche; le numéro 5 face en arrière; la compagnie des vétérans se formait en cercle autour de ma tente et des bagages et fournissait tous les jours la garde qui devait veiller sur ceux-ci. Ils étaient en plus chargés de couper du bois pour mettre en dessous des bagages, afin que ceux-ci ne repoussent pas sur la terre, de les recouvrir d'herbes mouillées afin de les préserver de feu, de les arranger toujours dans le même ordre au fur et à mesure qu'ils arrivaient, enfin de dresser ma tente et de faire le kilombe où les blancs prenaient leurs repas. En revanche, ils étaient exempts de garde à l'extérieur du camp.

La garde de celui-ci était confiée à la compagnie qui se trouvait au deuxième rang et à cheval sur la route et qui, par conséquent, le lendemain matin, devait faire l'avant-garde.

Un peloton était affecté à cet effet. Les deux autres pelotons étaient considérés comme étant de piquet; des hommes armés devaient lorsqu'on se trouvait dans une zone dangereuse en pays ennemi, accompagner les femmes ou les porteurs, qui se rendaient soit à l'eau, soit aux champs de manioc ou de patates.

Aussitôt que les cases des hommes étaient construites et qu'ils avaient eu le temps de prendre un peu de repos, le camp était mis en état de défense.

Chaque compagnie, excepté bien entendu le numéro 2, devait, au moyen de ses machettes, débayer le champ de tir d'environ cent mètres. Tous les branchages abattus étaient amenés à environ dix mètres de la façade du camp puis enchevêtrés, le gros bout des branches du côté du camp, le petit bout du côté de l'ennemi. Cela fait, les hommes, au moyen

de la poche indigène dont chacun était muni, creusaient une tranchée, après, rejetant les terres sur le gros bout des branches.

Une seule entrée était laissée au camp, et celle-ci défendue en avant par un redent, ou se tenant un piquet.

Tout étranger, avant d'être introduit au camp, devait être interrogé par le chef de piquet.

En cas d'attaque pendant la nuit, la compagnie attaquée se défendait à l'abri de chaque piquet pendant la nuit. La compagnie attaquée se défendait derrière ses retranchements avec son effectif au complet et était bien entendu renforcée du peloton de piquet qui n'était pas de garde à la porte de l'entrée.

Les trois autres compagnies envoyaient leurs pelotons un et deux dans leurs tranchées-abris respectifs, tandis que leur peloton numéro 3 venait rapidement se former auprès de ma tente.

En comptant les trois autres pelotons de vétérans, il se faisait donc que mon camp partiellement gardé, j'avais encore six pelotons susceptibles d'être dirigés successivement ou simultanément sur l'endroit qui me semblait le plus menacé.

Quant au peloton qui se trouvait de garde aux avant-postes, il se repliait aussitôt que l'attaque s'était dessinée comme sensible.

Celle-ci terminée, chaque sentinelle, qui était toujours double, devait rejoindre son poste.

Celles-ci étaient placées la première fois par un officier accompagné du sergent de garde. Tous deux devaient faire une ou plusieurs rondes pendant la nuit.

Les sentinelles étaient toujours enchaînées, soit derrière des buissons, soit derrière un arbre.

Tout homme surpris endormi pendant sa faction était immédiatement dégradé le lendemain matin de son rang de soldat et devait servir le restant de la campagne, comme porteur.

Une couple d'exemples suffirent; plus jamais dans la suite aucune sentinelle ne fut prise en défaut.

La colonne partit le 8 de Kolomoï et campa le 11 novembre à Bena Kapwa. Le camp fut attaqué dans la nuit du 12 au 13. Une contre-attaque de Swensson fut repoussée avec une telle vigueur que les assaillants purent entrer dans le camp, où ils furent cependant arrêtés par Bollen et son détachement. Les Baoni se seraient repliés en bon ordre, s'ils n'étaient tombés malencontreusement sur le campement des auxiliaires, arrivés entrecamps et placés, sous le commandement de deux mercenaires africains, Albert Fries et Mohamedli. La bataille, qui dura pendant toute la journée du 13, devint extrêmement confuse, dégénéra en une mêlée où se livrèrent des combats individuels acharnés. En un point du champ de bataille, on releva nonante morts sur un espace d'un hectare seulement!

Une fois de plus, la F.P. estime que les Baoni avaient *deux de leurs chefs* (4) parmi les tués. C'est une bonne volonté constante des Baoni grands à mourir lors de chaque combat fini par évéiller le soupçon que la découverte périodique de leurs cadavres était le seul *paraphase* que les officiers de la F.P. aient découvert pour compenser leurs échecs. Le Maître était en effet fort mécontent; tout ce temps perdu dérangeait ses plans ambitieux sur le Haut-Nil.

Mais Michaux dut constater qu'une fois de plus l'eau de ses troupes se refermait sur le brouillard: au soir du 13, les Baoni avaient disparu.

La position de la F.P. devint rapidement inconnue. La région avait déjà subi les opérations de 1895 et celles de la guerre civile Iuba, sans parler des ponctions humaines et des ravages matériels de la traite angolaise. C'est de plus une région forestière qui n'est pas des plus riches. Elle ne put donc bientôt plus répondre aux besoins d'une troupe aussi importante que celle de Michaux. (Il faut, rappelons-le encore une fois, tenir compte des femmes et des porteurs). Toujours vertueuse dans ses écrits, la F.P. note qu'elle 'prouvait de grandes difficultés à nourrir tout ce monde dans un pays dévasté par les révoltes' (5). Nous sommes suffisamment édifiés par ailleurs sur le comportement habituel de la F.P., et en particulier sur ses méthodes de réquisition, que pour lui rendre ce qui lui revient dans ces ravages.

Lorsqu'en août 1895, lors d'une interview qu'il accordait à l'agence Reuters à Londres, Dhannis se vit confronté avec cette question du comportement dévastateur de la F.P., il trouva une réponse qui n'en était pas une: 'Réfléchit-on que là-bas tout le monde indistinctement est armé et que, par la suite, la violence de la révolte contre des lois, comme celle de la répression, s'y aggrave tout naturellement' (6).

Comme il fallait s'y attendre, la famine ne fut pas seule à rejoindre sa vieille amie la guerre: l'épidémie s'en mêla. L'historiographie de la F.P. écrit: 'La maladie faisait le vide dans les rangs des blancs et des noirs et les effectifs fonddaient de jour en jour' (7).

Malgré ces difficultés, la colonne Michaux continua pendant trois mois à *poursuivre* les Baoni, sans trop savoir où ceux-ci se trouvaient, descendant vers le Sud entre la Lomani et le Luulaba. Et nous avons pu voir, par les notes de Joubert, que toute cette période fut extrêmement fertile en cannibals, d'après lesquels des révoltes en nombre considérable avaient été vus dans les endroits les plus divers de l'Est du Congo.

Le 18 janvier, le lieutenant Burke signala à Michaux qu'il était en contact avec ce qu'il appelait *une forte patrouille ennemie*, près de Goie-Kabambai, entre Kabongo et les lacs du Luulaba.

L'officier américain, qui avait avec lui une bonne centaine d'hommes n'aurait pas que les autres troupes de la F.P. le rejoignent et voulut charger à la tête de son détachement. Sans doute, après trois mois passés à battre l'estrade, craignait-il de perdre le contact. Toujours est-il qu'il se lança à la poursuite des révoltes pour constater que ceux-ci n'avaient reculé que pour s'embusquer et l'encercler. Burke et vingt-cinq soldats trouvèrent la mort. Les autres soldats se débârdèrent. Huit enfin disparurent sans que l'on sache s'ils ont péri en brousse ou s'ils se sont joints aux révoltes. Quand Michaux survint, trop tard pour faire autre chose que de ramasser les cadavres, les assaillants avaient une fois de plus disparu.

L'arrivée de Ndili, en début du 14 février 1897, empêcha la poursuite des opérations contre les révoltes de Lulubourg. C'est première *révolte des Baoni* avant celle à l'Elé, quinze de ses précieux cadres blancs, et plusieurs centaines de soldats et d'auxiliaires. L'Elé perdit une partie de sa crédibilité auprès de chefs *ralliés*, peu désireux de partir, comme Saïd ben Abbedi, au service des nouveaux maîtres. Les populations hostiles à l'Etat, au contraire, se virent confortées dans leur résistance par le soutien inespéré des Baoni.

Nous avons souligné que, si l'on excepte quelques meurtres d'officiers qui se produisirent toujours pendant, et surtout au début des révoltes militaires, on voit pendant cette révolte des gens se faire tuer au combat. Parmi de *massacres* on d'*assassinats* relève ici de la malhonneteté.

Sur tous les événements de l'année et demie que nous venons de parcourir, le seul qui mérite objectivement le nom de *massacre* ou de *meurtre*, eut lieu à Kayeye II et fut l'oeuvre de chefs ralliés à l'Elé, aux premiers jours de la révolte.

Le cannibalisme, généralement évoqué quand il s'agit d'inspirer l'horreur vis-à-vis de Congo-Lutele, semble avoir disparu sans laisser de traces. Il faut donc bien constater que les accusations de massacres, atrocités, cruautés gratuites, pèsent bien plus sur l'Elé que sur ses adversaires.

Une charge accablante continue cependant à peser sur eux, dont l'historiographie coloniale a profité pour leur attacher le gretot de la réprobation morale: il est indéniable qu'à partir de la fin de 1895, ils ont en partie lié, avec les marchands d'esclaves.

On ne s'est pas fait faute d'en profiter pour tracer une de ces lignes droites que les historiens aiment tant et que l'Histoire n'emprunte presque jamais: ce sont des Tetcha, des anciens de la bande de Congo-Lutele, le *ronga* de Tippo-Tip et ils sont donc *esclavagistes dans l'âme* et presque par nature. Que vaut ce raisonnement qui escamote jusqu'au

fait que Congo lui-même finit par se tourner *contre* les esclavagistes Ngunna?

On n'a pas trace d'intervention des traitants avant l'alliance Baoni-Iuba. Et quand cette intervention se produit, elle vient d'Angola (8), c'est-à-dire des clients et fournisseurs, non de Congo qui précisément avait échoué dans sa tentative pour entrer en contact avec le commerce atlantique, mais bien de Kasongo Kalombo et de l'empire Iuba. En toute équité, les suspects numéro un devraient donc être Kabongo et les chefs insonnis, plutôt que leurs alliés. Outre le fait que les Africains avaient eu quatre cents ans pour s'endurcir, ils étaient paradoxalement poussés dans l'engrenage de la traite par le désir d'assurer leur sécurité et celle de leurs familles. Car la logique terrible de la traite, c'est que pour ne pas être gibier, il faut se faire chasseur.

Ce cercle vicieux peut se résumer ainsi: pour se défendre, il faut des armes. Les traitants ne les échangent que contre des esclaves. Il faut donc en razzier chez des populations voisines et pour ce faire encore plus d'armes sont nécessaires. Il faut donc capturer encore plus d'esclaves, etc... (Certains traitants acceptaient aussi les paiements en ivoire. Mais il fallait pour cela soit piller les stocks de ses voisins, soit être en mesure d'organiser la chasse à l'éléphant sur une grande échelle et avec des moyens importants, dont encore une fois des armes) (9). Le mécanisme de la traite se nourrissait donc de lui-même.

Il est malheureusement certain que quelques individus de sac et de corde — on en trouve au Congo comme partout — ont pu prendre aux activités de traite un trouble plaisir. L'ivresse du pouvoir a pu conduire quelques tyrans à considérer que la souffrance humaine était un prix négligeable pour leur maintien en place. Quelques personnes enfin ont pu se trouver engagées trop loin, chargées de trop de responsabilités pour pouvoir ensuite faire demi-tour, et n'ont pu fuir qu'en avant.

Mais nous considérons comme exilé de croire qu'il se soit trouvé plusieurs milliers d'hommes pour accepter cette situation d'un cœur léger. Ils se sont plus probablement résignés la mort dans l'âme à faire quelque chose qui leur coûtait beaucoup, en s'efforçant d'y paraître insensibles. Des gens que cela arrangeait bien ont eu beau feu d'appeler cela *crimé*.

Ne conviendrait-il pas plutôt de retourner l'argument ?

Quel devait être le visage réel du colonialisme *civilisateur* de Léopold II, ce grand roi humanitaire de notre histoire officielle, pour que les Noirs soient prêts à s'allier avec les marchands d'esclaves pour lui échapper ?

NOTES

- 1) Il n'y a pas de lien de parenté entre ce Boïlen et son homonyme, tué le 5 août 1895 à Kayyè I.
- 2) F. P., op. cit., pp. 373-374.
- 3) Commandant O. Michaux, op. cit., p. 386.
- 4) F. P., op. cit., p. 377.
- 5) *ibidem*.
- 6) interview reprise par le *Mouvement Géographique* du 18 août 1895, colonnes 217-221.
- 7) F. P., op. cit., p. 377.
- 8) voir note sur l'esclavage en Angola, annexe V.
- 9) Cette description, revient, presque mot pour mot, dans les lettres que les rois Kongo adressèrent au roi du Portugal, pour protester contre la traite, cit. De Boeck G., 'Le Commerce de Traite'.

XV. 'Tenez-vous donc pour rien d'être Pharaon?'

C'est ce que Léopold II aurait dit au Premier Ministre Beernaert, qui s'inquiétait de l'étendue de ses projets dans la région du Nil (1). Le fondateur de l'EFIC avait la chance — ou le talent — de faire coïncider rêves ambitieux et considérations pratiques. L'Égypte le fascinait : il y fit son voyage de noces, encouragea la présence des hommes d'affaires belges dans ce pays et fit édifier à Bruxelles un *Panorama du Caire* (2).

Sur un plan bassement pratique et matériel, le Congo possédait un lourd handicap économique : son caractère pratiquement enclavé ; trente kilomètres seulement de littoral atlantique, la moitié à peine de la façade maritime de la Belgique ! Ce n'est qu'après la Première Guerre Mondiale que la colonie put disposer de facilités douanières et ferroviaires pour la traversée du Tanganyika par le chemin de fer Dar-es-Salaam/Kigoma. Un débouché supplémentaire vers l'extérieur aurait donc été le bienvenu.

C'est ici que le rêve et la réalité se rejoignent : à proximité du Congo, il n'y a qu'un seul fleuve important qui débouche sur une mer *chrétienne*. C'est le Nil.

Entre 1881 et 1900, une série d'événements va faire apparaître le Haut-Nil comme une région *colonisable*, fait qui n'échappera ni à la vigilance, ni aux appétits du Roi-Souverain.

Jusqu'alors, l'Égypte s'étendait, au moins sur le papier, jusqu'aux sources du Nil. C'était une vice-royauté sujette du déliquescant Empire Ottoman. Sa souveraineté s'étendait sur l'actuel Soudan et elle aurait été en mesure d'imposer des prétentions crédibles sur des régions actuellement centafricaines, ougandaises et zairoises. Les khédives d'Égypte se souciaient si peu du Sultan qu'ils lui avaient fait la guerre pour le contrôle du Proche-Orient. Depuis 1869 et le percement du canal de Suez, la Grande-Bretagne était leur plus ferme soutien, route des Indes oblige. Il devint assez difficile de démêler si l'Égypte était en réalité une vice-royauté turque ou un protectorat britannique. Ce pouvoir turco-anglo-égyptien poussa des incursions jusque chez les Zande du Nord du Congo et dans les royaumes du Buganda et du Bunyoro de l'Ouganda actuel.

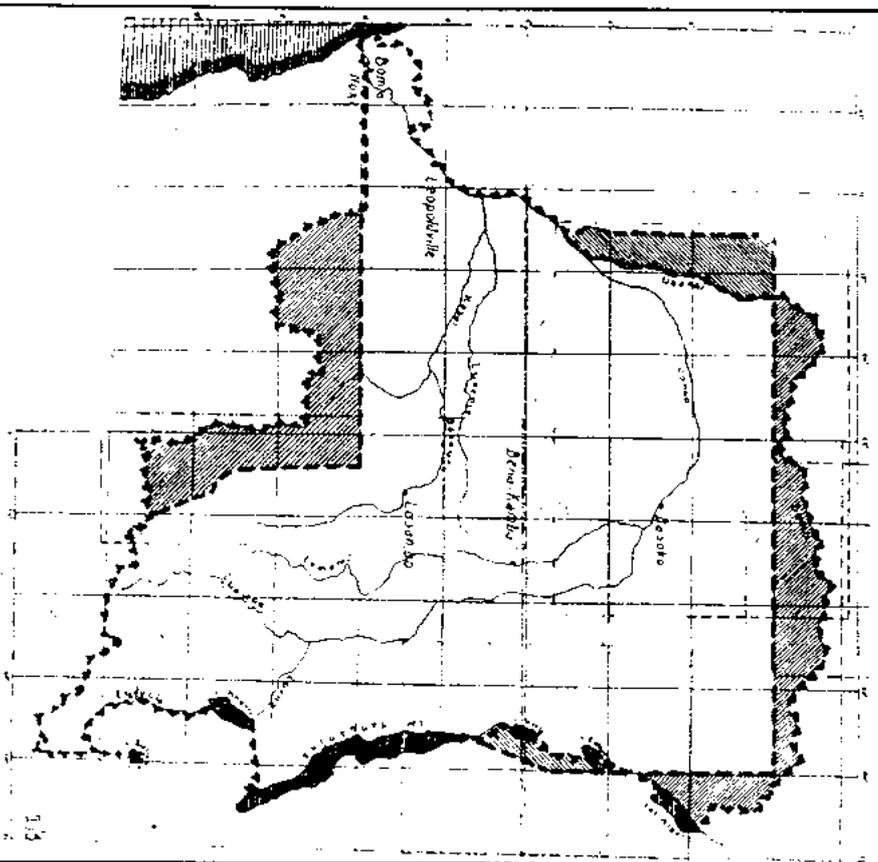
Rien à gagner jusqu'à la mort de Léopold II : les Anglais n'avaient guère l'habitude de céder du terrain, et leur politique *du Cap au Cairo* était même plutôt une menace pour l'Est du Congo. Mais, à partir de 1884, une agitation politico-religieuse vint *désabîmer* profondément le Soudan. Des musulmans éthiopes, adeptes d'une sorte de Messie - le *Mahdi*, d'où le nom *mahdistes* - prirent le contrôle du pays pour y fonder une sorte de théocratie islamique.

Le général Gordon, qui commandait Khartoum et dont Léopold II avait pensé s'attacher la collaboration, fut tué et la ville prise en 1885. La province méridionale d'Equatoria et son gouverneur Lamin-Pacha (3) furent isolés, voire assiégés. Le C.E.I.C. et l'ALA firent leur première apparition. Stanley parvint à dégager Emin, avec l'aide de Tippu-Tip. Léopold II avait tenu à ce que cette opération humanitaire se fasse en passant par le Congo (4). Le Roi-Souverain avançait un pion sur l'échiquier puisque le gouvernement britannique avait dû convenir qu'il fallait désormais considérer que le Soudan s'arrêtait à (Quadi-Halfa (5)).

La reconnaissance de fait de cette nouvelle frontière par ceux qui étaient jusque-là le plus clairement *candidats-colonisateurs* : les Anglais, revenant à annoncer que le Haut-Nil retomberait dans la catégorie des terres colonisables non encore attribuées. On n'entendait point par là que les Européens renonçaient à toute ambition sur cette région, mais que la reconquête du Soudan *au profit de la civilisation*, serait l'occasion d'une nouvelle donne, où la Grande-Bretagne renoncera à abattre les cartes dont elle pouvait prétendre disposer. Les chancelleries pouvaient s'attendre à des rivalités acerbes : la région concernée est celle où avait eu lieu l'incident franco-anglais de Fachoda. La France et l'E.I.C. y avaient eu aussi quelques *accrochages*. On se montra d'ailleurs plus empressés à discuter du futur partage du Soudan qu'à y intervenir réellement : nul ne tenait à faire tuer ses troupes pour le profit d'une autre nation, qui aurait tiré les marrons du feu en profitant d'un avantage diplomatique ! Participer à un nouveau partage du Soudan supposait en tous cas que l'E.I.C. s'assure des positions vers le Nord du territoire délimité par l'Acte de Berlin (1). Cette frontière Nord était fort vague, et définie à l'origine uniquement en termes de latitude et de longitude. La France demanda dès la Conférence de Berlin que l'on se mette d'accord sur des frontières naturelles, de préférence des rivières. Un accord se fit sans difficulté sur l'Ubangi, dont le cours supérieur n'était même pas connu ! Or, il est très fréquent chez les Africains que les cours d'eau changent de nom aux confluent importants, comme la Garonne et la Dordogne réunies donnent la Gironde. Pour l'Ubangi, ce confluent se situe à Yakoma, où se rejoignent l'Uele au Sud et le Bonou au Nord. Bruxelles et Paris se mirent bientôt à couper les cheveux en quatre sur l'import-

E.I.C. EVOLUTION DES FRONTIERES

--- Frontières E.I.C. Août 1885
 - - - Frontières 1970
 ▨ Parties gagnées
 ▩ Parties perdues



tance respective du Boma et de l'Uele comme candidats au titre de *Haut-Ubangi*, cependant que sur le terrain les chefs de postes français et ceux de l'EIC se livraient à une sorte de course à l'échabote pour occuper le terrain, avec, du côté de l'EIC, la volonté délibérée de planter des jalons dans le bassin du Nil. Ces actions, assez peu appréciées à Londres et à Paris, et qui revenaient pour une part à s'inscrire sur le partage de Berlin, équivalaient dans le contexte de l'époque à une sorte d'OPA sur les provinces *iniques* du Darfour, du Bahr-el-Ghazal et surtout d'Equatoria, ou du moins à l'affirmation que Léopold II n'avait pas l'intention de laisser le partage du Soudan se faire sans lui. La présence militaire de l'EIC au Soudan dura ce que durèrent les lieux de Franjipanters. Un retour offensif des Mahdistes par le Nil rendit nécessaire l'évacuation de Kiri, Muggi, Labore et Dufite. Ils furent arrêtés le 18 mars 1894 à Mundu (Cap. Delanghe et Bonvallet) et repoussés définitivement le 23 décembre 1894 au nord de Dangu (cap. Franquini et Christiaens). Un autre groupe de Mahdistes, venus par le Darfour, força les lieux tenus (Iérad (Katuaka) et Donckier (Lippi)) à la retraite vers le Boma, en 1894.

L'EIC encaissa certes des gains territoriaux par la convention franco-congolaise de 14 août 1894 relative à la frontière le long du Boma, qui consacrait l'abandon par la France de de sa thèse de l'identité Ubangui Uele. Par contre, les accords du 14 mai 1894 avec l'Angleterre restreignaient l'intervention de l'EIC à l'enclave de Lado (6), c'est-à-dire à l'extrémité méridionale du Soudan entre le Bahr-el-Djebel (Nil) et la colonie française. Encore l'influence de l'EIC dans ces régions se vit-elle réduite par après à une cession à terme.

Cependant, Léopold II avait obtenu l'autorisation de participer au partage, ce qui était dans un premier temps l'essentiel. S'il se montrait un joueur crédible, sa position pouvait s'améliorer. La première chose à faire dans ce but était d'occuper militairement l'enclave de Lado. Cela supposait de l'argent et des hommes.

Nous avons déjà eu l'occasion de dire (7) que la décennie 1890-1900 fut la pire période financière pour l'EIC. On s'accorde à estimer que l'avoir personnel de Léopold II (environ 30 millions de francs-or) a été épuisé en 1890. C'est alors qu'il autorisa Beernaert à faire savoir qu'il léguaient le Congo à la Belgique, qu'il utilisait le Congo comme gage d'un emprunt de 25 millions et tourna le dos à diverses dispositions de l'Acte de Berlin sur la liberté du commerce pour pouvoir bénéficier des rentes du monopole d'Etat et de ceux du travail forcé sur le *domaine de l'Etat et le domaine de la couronne*.

Cependant, au moment où Léopold II s'efforçait de se mettre sur les rangs en bonne place pour le partage du Soudan, il ne comptait plus sur le copal, l'ivoire ou le caoutchouc seulement pour éponger sa dette.

Depuis 1893 et le retour de l'expédition Bui-Franquini Cornet au Katanga, il connaissait les immenses ressources minières du Sud de son empire. Le plus grand secret lui toquait avec ce sujet des explorateurs et la vérité sur le Katanga ne transparaît qu'au compte-goutte vers les investisseurs éventuels jusqu'à la formation du CSK en 1900 (8).

C'est donc à une période où l'argent manque et où les ressources certaines n'ont pas encore commencé à rendre que l'EIC va se trouver engagé dans les principales opérations militaires de son histoire : la campagne contre les Ngwana, celle du Nil, à quoi viennent s'ajouter les *revirées des Bantwa*. Il y a presque concordance entre les grandes dates des ennuis d'argent de Léopold II et celles des opérations militaires.

En 1890, alors que Léopold II était forcé d'*impérativement* le Congo, cependant que Hippo-Fip, estimant que Stanley veut faire de lui le *bonc émissaire* des ennus survenus à son arrière-garde pendant l'expédition de secours à Emin-Pacha, quittait le Congo laissant l'EIC face aux dirigeants Ngwana les plus durs, ce qui ne tardera pas à amener la guerre ouverte. Lorsqu'elle éclate en 1892, elle vient retarder l'occupation effective du Katanga. En 1895, le Roi-Souverain n'évite que de justesse la confiscation du Congo par la Belgique, et se trouve confronté avec la révolte de Lulubourg, dont nous avons vu qu'elle perturba aussi les préparatifs de l'expédition du Nil en 1896. Enfin, de 1897 à 1900 il y aura les difficultés nées de la révolte de Ndiriri et de celle, plus brève mais spectaculaire, de Shinkakasa.

Ce manque de moyens peut sans doute contribuer à expliquer pourquoi Léopold II s'obstina à proclamer prématurément l'écrasement de la révolte à la Lindi, pourquoi l'EIC alla pendant un moment jusqu'à envisager une solution négociée et pourquoi Dhannis tomba en disgrâce.

L'insécurité n'a jamais passé pour encourager les investisseurs. Il fallait donc que les nouvelles du Congo soient bonnes, que les troubles qui pouvaient y survenir soient rapidement jugulés par des autorités *avant la situation bien en main*. Accessoirement, il fallait que les événements qui s'y déroulaient apparaissent sous des couleurs positives pour l'EIC, d'où la pluie de lauriers qui s'abattit sur Dhannis en 1894. L'élimination des Ngwana, avec qui la guerre était inévitable, était une bonne affaire pour l'EIC. Elle se doublait d'une excellente affaire sur le plan de la propriété. L'EIC, qui s'y était engagé à Berlin, mettait fin à l'esclavage. La mise en exergue du *vainqueur des Arabes* conférerait aux entreprises de l'EIC une coloration humanitaire et une allure de croisade.

Cela mettait entre autres fin à une certaine *grogne* des milieux catholiques, enclins à penser avec Mgr. Lavergne que Léopold II agissait peu contre l'esclavagisme. Les mêmes milieux étaient aussi sensibles à une victoire qui stoppait l'avance de l'Islam. La *campagne arabe* tombait au

fond merveilleusement à pic pour l'É.C. sur le plan de la propagande.

L'entreprise congolaise était en effet fort peu populaire en Belgique. Les Belges n'étaient pas moins colonialistes que les autres nations, et leur répugnance n'a rien à voir avec l'humanisme. On le verra fort bien lors des débats sur la reprise du Congo: on voyait la colonisation comme une affaire ruineuse, ou l'on allait engouffrer de l'argent qui pouvait être utilisé à de bien meilleures fins en Belgique. En voici un exemple. C'est une lettre supposée adressée aux Belges par un Congolais.

«Bons petits blancs,

«Il nous est revenu qu'il vient d'éclorre dans la cervelle des bons petits blancs de Belgique l'idée bizarre de civiliser 'bons nègres'.

«C'est une pensée est certainement l'idée d'excellents sentiments qu'on ne saurait trop louer. Cependant, nous vous conseillerions, en bons nègres que nous sommes, de vous ressouvenir que charité bien ordonnée commence par soi-même.

«Il ne reste sans doute chez vous plus aucune misère à soulager. Personne n'a faim ni froid. Tout le monde a du travail. La traite des paysans est abolie et vos ruraux de Flandres et d'Ailleurs, belait humain, sont soustraits au joug des curés, moines, carmes, petits frères et autres légumes maussabonds. Les femmes nées sans fortune, ne doivent plus forcément se catiniser pour subsister. Chez vous, sans doute, plus de landes incultes et de cerceaux en fêche.

«Enfin, pour couper court à une énumération fastidieuse, puisque vous voulez civiliser les autres, il va de soi que chez vous les sauvageries de St-Généris, de St-Nicolas et autres lieux, sont de la pure légende, et qu'avant de vous apitoyer sur les petits jaunes et les petits noirs, vous avez pensé aux petits blancs, qui s'atrophient dans vos usines et vos mines.

Bamboula (9)'.
»

Les mutineries n'entravèrent en fait pas les opérations militaires, et Redjat fut prise par Chaltin avec la seule avant-garde de l'expédition. Mais il y eut des bruits désagréables — dont l'annonce erronée de la mort de Dhanis. Les résultats militaires demandés avaient cependant été obtenus. Chaltin ayant pris l'enclave et Henry réussissant à la garder.

S'il y eut une défaite dans l'affaire du Soudan, elle ne fut pas militaire, mais diplomatique. Les Anglais, en 1894, avaient reculé pour mieux sauter. Ils ne formulèrent en effet aucune *prétention britannique* sur le Soudan, mais soulevèrent des *prétentions égyptiennes*, tout en offrant à l'Égypte une aide qui aboutit à créer un *Soudan anglo-égyptien*.

Léopold II, chef de la diplomatie de l'É.C., avait donc essayé une défaite directe, non un revers motivé par une situation militaire: la F.P. avait obtenu les résultats demandés, révoltes ou pas. Mais il déplorait

beaucoup au Roi-Souverain de voir des bruits alarmistes se répandre dans la presse au moment où il cherchait à attirer des investisseurs au Katanga: la lance des cheminees et celle de la poudre font mauvais ménage. Il fallait donc, dès le premier succès militaire, emboucher les trompettes de la renommée, au profit d'Henry, chevalier de la Landi. Dhanis servant de bouc-émissaire. S'il y eut ingratitude de Léopold II à son égard, ce ne fut pas un sentiment de souverain, de chef militaire ou de diplomate. Ce fut un ressentiment d'homme d'affaire. Ce sont les plus féroces, car ils sont affaire de calcul.

Le problème Dhanis est: quelle responsabilité exacte porte-t-il dans le soulèvement de 1897, du fait d'avoir été le Commandant en Chef de l'armée qui s'est en partie mutinée?

Dhanis a des partisans enthousiastes, tels Meyers et Lejeune (10). Recherche surtout à rendre hommage au baron Dhanis qui, après la campagne arabe, après la répression de la révolte, tomba en disgrâce et en mourut. Essayez à votre tour de montrer la cruauté injuste commise à son égard... Il faut que l'on sache que le baron Dhanis, *le second fondateur du Congo*, n'a été payé que d'ingratitude'...

Et Léopold II ne s'est nullement grandi en recourant à des procédés méprisables. Le télégramme envoyé après la bataille de la Landi: 'Envoyez colonne Henry au Nil. Le Roi désire y voir cet officier qui a donné des preuves fréquentes de son esprit d'entreprise et de qualités militaires supérieures' (11) est une gifflée à peine déguisée. Le fait de le relever de son commandant en lui adressant en prime une copie de la lettre destinée aux échelons subalternes, où il n'est plus que *Monsieur Dhanis* (12) est quant à lui une grossièreté gratuite.

Cependant, il semble bien que lorsque Dhanis se trouvait en Europe en 1895 et qu'il fut consulté sur l'affaire du Haut-Nil, alors qu'il était *bien en Cour* et couvert d'honneurs, il ait couru au devant des ennemis en jouant un peu au Franchemontagne (13). Selon le colonel Liebrechts: '... le baron Dhanis avait une telle foi en son prestige de vainqueur des Arabes, qu'il projetait d'enrolier sous son drapeau des milliers de Baretela indisciplinés, ayant pour toute éducation militaire celle acquise pendant qu'ils servaient d'auxiliaires aux Arabes. C'est en vain que j'attirai l'attention sur le danger d'armer ces gens, de placer entre leurs mains des armes perfectionnées et de composer une colonne qui serait encombrée de leurs femmes et de leurs enfants dont ils n'auraient pas voulu se séparer.'

Certes, le colonel Liebrechts fait partie de ces auteurs pour qui la personne du Roi était sacrée (dans l'ouvrage de Lejeune, sa contribution rompt encore une lance contre *la réputation d'ingratitude qui fut faite à*

d'autres groupes emmèlent femmes, enfants et boys.

Le corps des officiers, que Dhanis ne put même pas organiser à sa guise, était lui aussi un véritable mambeau d'Arlequin. Si l'on a fort loyalement épilogué sur la brève durée de trois mois de formation des recrues *retela*, on devrait faire au moins autant de considérations sur le nombre d'officiers qui, comme Leroy, étaient directement issus de la bureaucratie ou en étaient à leur premier terme en Afrique. Dhanis ne put disposer de Michaux, retenu par la révolte de Lulabourge. Il dut partir sans Doornie (20) qui aurait dû commander l'un des trois bataillons de mille hommes formant l'avant-garde, mais se trouvant en congé. Il ne put même pas, on l'a dit, imposer Mathieu comme chef de ces trois mille hommes. Enfin, ses ordres concernant la préparation du ravitaillement n'avaient pour ainsi dire pas été exécutés.

Mais il fallait obéir à celui qui était impatient de voir aboutir ses rêves d'expansion vers le Nil...

NOTES

- 1) D'après W. de Buck, *Jacques de Diemide*, p. 75.
- 2) devenu une mosquée.
- 3) Edward Carl Schmitzer, Juif allemand, converti à l'Islam en Afrique de l'Est servant le pouvoir turco-égyptien au Soudan. Stanley le ramena à Zanzibar, il périt en regagnant le Congo.
- 4) cf. Finckson B. *Leopold II...*, p. 155.
- 5) C'est encore l'actuelle frontière Égypte-Soudan.
- 6) Lado était le chef-lieu d'Équatoria. Mais la ville était retournée à l'état de marécage, et ce fut Kérdjal qui fut le chef-lieu de l'enclave.
- 7) cf. chapitre V.
- 8) cf. Cornet, *Revue*, op. cit., pp. 324 ss.
- 9) Gerard Jo & Peter Daniël, *L'Union fait la force*, Bruxelles, Éditions des Archers, 1976.
- 10) Lejeune, op. cit. (V.C.) pp. 137-138.
- 11) *ibid.*, p. 121.
- 12) Maintenant qu'à la suite de la victoire reportée par M. Henry sur les révoltés la situation s'est considérablement améliorée, le gouvernement a cru devoir donner un successeur à M. Dhanis. Lettre du VCG Facels, 7/1/1898 in Meyers, *Le prix d'un Empire*, p. 186.
- 13) Lechevalier, *Leopold II, fondateur d'Empire*, page 172.
- 14) Lejeune, op. cit. (V.C.) pp. 17 & ss.
- 15) Doornie n'a fait qu'un commentaire sur les *Tetela*: « Braves, mais difficiles à conduire » (in Meyers, *Le Prix d'un Empire*, p. 40).
- 16) Young, Desmond (Gaf), *Rommel*, trad. George Adam, Paris, Fayard, 1951.
- 17) Lechevalier, *Leopold II...*, page 172.
- 18) *idem.*, in Lejeune, op. cit., p. 20.
- 19) cf. F.P., op. cit., pp. 319, 387.
- 20) On se souvient que Doornie, en 1895, commandait une unité tout aussi *retela* que celle de Pelzer, mais qui ne s'est pas révoltée. La tentation est des lors grande de se dire que si on l'avait attendu...

XVI. La marche infernale

Le 16 août, le détachement de pointe (sous-officier Bricourt) quitta Stanleyville pour Avakabi, Mathieu, Julien et les deux premiers bataillons les suivirent, par la même voie, durant les premières semaines de septembre. Le 30 septembre, Leroy et son escorte partirent par eau. Le commissaire général atteignit Mawambi le 15 novembre 1890, Irumu le 8 décembre et se trouva le 3 janvier près de Kilo. Dhanis partit le 16 octobre, par la même voie fluviale.

À partir de Mawambi, les différents détachements devaient se diriger vers Irumu et Kavali, obliquer vers Tamara et prendre ainsi une direction plein Nord qui les conduirait à Ndirin, point théorique de rendez-vous avec Chaltin. Ce dernier, on le sait, n'attendit pas, et les quelques hommes qu'il avait laissés derrière lui ne virent, et pour cause, arriver personne.

Comment cette marche vers le Nil se changea-t-elle en marche à la révolte? Trois facteurs interviennent ici, qui suffisent largement à l'expliquer, sans qu'il faille appeler à son secours les démons du tribalisme ou la conspiration des *quelques meneurs* que l'on se plaît à voir partout: l'absence pratiquement totale de tout ravitaillement assuré à l'avance, l'extrême dureté des conditions de la marche, la brutalité et le racisme des officiers.

Les opérations militaires que nous avons évoquées jusqu'ici, qu'il s'agisse de la *campagne arabe* ou de la répression des révoltés, se passaient en général dans des régions relativement peuplées (pour l'Afrique, s'entend!) et offrant des possibilités intéressantes de ravitaillement du fait d'un certain développement agricole qui fut un apport positif des Ngwana et du fait que les populations acceptaient, bon gré mal gré, de ravitailler la troupe. La campagne du Nil, au contraire, obligeait la F.P. à se diriger vers des régions dont beaucoup étaient forestières et peu densément peuplées, et qui avaient déjà subi divers ravages liés à des expéditions militaires (Mahdistes, *pacification* par la F.P., *razzias* Ngwana ou Zande) et, chose plus imprévisible, la visite récente et inopportune des *criquets pélerins*. Ainsi réduits à la portion congrue, les pay-

sans beaucoup préféreront souvent défendre leurs dernières réserves, les armes à la main.

Les textes écrits et postérieurs sont souvent suspects; on cède facilement à la tentation de jouer les Cassandre. S'il faut en croire le Dr. Meyers, la Cassandre de l'expédition du Nil aurait été le capitaine Lange, qui lui aurait tenu au cours du long voyage en bateau qui les amenait à Stanleyville les propos que voici (1) : « Il ne faut pas perdre de vue que dans les régions où le baron Doornik va s'engager, il n'existe aucun moyen de transport ni de communication; à partir de L'acpoldville, il n'y a plus ni chemin de fer, ni télégraphe. Un blanc qui s'aventure à l'intérieur du pays doit prendre avec lui tout le nécessaire pour son entretien personnel et celui de sa suite. Si la région dans laquelle il veut pénétrer est connue, il peut organiser son voyage en son expédition d'après les renseignements qu'il possède sur ses ressources, sa richesse en vivres. L'hostilité plus ou moins grande des indigènes; mais s'il veut pénétrer dans une région inconnue, il ne peut compter que sur ses propres moyens et doit prévoir le pire. Une exploration ou une reconnaissance ne nécessite d'ordinaire qu'une caravane assez réduite, mais s'il s'agit d'une expédition guerrière, le personnel devient très nombreux; en effet, le soldat noir n'est qu'un nomade qui voyage avec toute sa fortune, sa femme et ses boys, et il faut en outre de nombreux porteurs pour les bagages des blancs, les vivres, les munitions, les marchandises d'échange. Il est vrai que les noirs peuvent trouver une partie de leur subsistance sur place, mais s'ils sont trop nombreux, les villages indigènes assez peu peuplés ne peuvent fournir des provisions suffisantes et il faut donc se munir encore de vivres de réserve pour les noirs, d'autant plus qu'on ne peut affamer les habitants des régions traversées et qu'il faut se concilier leurs bonnes grâces afin de maintenir les communications avec l'arrière... »

... Pour une expédition sérieuse, il est nécessaire de prendre long-temps à l'avance les mesures indispensables, notamment en se faisant précéder d'auxiliaires pour reconnaître et jalonner les routes, établir des ponts de fortune, entrer en relations avec les indigènes, faire des plantations vivrières, constituer des gîtes d'étape, créer des réserves de chevres et de poules, organiser des relais de porteurs, etc...

... D'après ce que raconte Doornik, tout cela n'a pas été fait ou seulement à demi, on n'a eu ni le personnel ni les ressources nécessaires. Il y a plus grave encore: beaucoup de soldats de l'expédition apparemment à des races qui se sont montrées rebelles et qui ont été longtemps sous l'influence arabe... Tout cela ne me dit rien qui vaille.

Bien sûr, la voyante est un peu trop lucide, et sa boule de cristal lui livre même in extremis la rassurante explication tribaliste qui permettra de ne pas se faire trop de cheveux gris sur les crues de la révolte. La des-

cription des difficultés qui attendent les troupes est par contre très réaliste. Encore est-elle fort pâle, comme tout résumé. Des documents parfaitement de se faire une idée plus précise de ce que fut cette marche infernale.

Le sous-officier Bricourt, en tête de la colonne, écrit le 6 janvier 1897, de Tambara (2) : « Jusque là nous avons marché continuellement dans la forêt, soit à peu près cent jours sans bien voir le jour; forêt impenétrable, fatigante, dangereuse sous tous les rapports, souvent privés d'eau et les hommes crevant de faim. Par contre, le *Kozoni*, pays des herbes, nous donne des vivres en abondance, mais tous les indigènes quittent leurs villages à notre approche et se sauvent sur les montagnes en criant, gesticulant et lançant des fleches; ils en descendent la nuit, se couchent dans les herbes près des ruisseaux et tuent les femmes ou les soldats soifardeurs qui vont à l'eau; ils nous en ont tué pas mal déjà! C'e n'est pourtant encore que la pointe de l'avant-garde, et c'est déjà la famine! »

A cela vient s'ajouter une situation sanitaire déplorable, entr'autres chez les Blancs récemment arrivés. Le jeune sergent Closel, dont nous avons cité les notes de voyage de la côte à Léopoldville, se trainera lamentablement de malarie en dysenterie avant de devoir s'arrêter à l'Obi où les révoltes le tuèrent quelques jours plus tard. Le motif de son acharnement est que l'avant-garde ne comprendait que deux artilleurs et que l'autre, le lieutenant Beernaerts, atteint d'hématurie, avait dû être évacué. Un autre officier, Doequier, mourut de maladie à Irumu en novembre 1896.

Il peut être utile de relever que des difficultés de l'expédition du Haut-Nil étaient connues dans le pays; nous en avons déjà trouvé l'écho dans les notes du capitaine Jouberl. Cette situation devait durer près de quatre mois, pendant lesquels il y eut de nombreux morts. Et, pas plus devant la faim que devant la maladie, il n'y avait d'égâtité entre Noirs et Blancs. Ces derniers punissaient de mort le fait de toucher à leurs réserves de nourriture, alors même que leurs soldats mouraient littéralement de faim.

Le *Journal de route d'un participant* (selon toute vraisemblance Verhellen), détenu par le Dr. Meyers, puis publié par Lejeune et partiellement repris par les historographes de la F. P. (3) constitue à cet égard un document particulièrement accablant. Avec une ironie, involontaire sans doute, Lejeune commente: « Ce carnet de route n'est pas d'un littérateur, il n'en est que plus émouvant. Qu'on en juge par les quelques passages suivants. Une fois pour toutes, disons que notre éminent ami (4) a en sa possession les originaux de tous les documents dont il fait usage. »

⁷ novembre (1896). Sales noirs, tous les mêmes, paresseux, voleurs,

meilleurs. Il est grand temps que des mesures énergiques soient prises.

10 nov. Cheim abominable.

11 nov. Canot parti à la dérive; plus de vivres pour blancs (7) et encore moins pour soldats (450) et porteurs (90).

12 nov. Le détachement n'a rien à manger.

15 nov. Sont à Mowambi: le commandant Julien, le lieutenant Van Lim atteint de dysenterie; le lieutenant Glorie (dysenterie), le docteur Vedy (hématurie), le commandant Cronborg, le lieutenant Sannaes, le lieutenant de la Court, le lieutenant van Frieslandoff, Tagon, Closel.

27 nov. On nous apprend la mort de Doequier.

28 nov. Avons rencontré 5 cadavres et plusieurs soldats malades.

4 déc. Conseil de guerre. Soldat Arnald condamné à mort pour avoir pendu son boy.

12 déc. Pas de vivres. Tous nos soldats sont envoyés dans les environs à la recherche de vivres. Trouvé fort peu.

14 déc. Pendant la nuit, fuite de nos porteurs. Battue par nos soldats qui prennent 12 indigènes.

15 déc. 61 porteurs désertent, repris une trentaine. Fuite de nos gardiens de bétail pendant la nuit. Les sentinelles Mayani et Dabwa regoivent 50 coups de chicore et doivent porter une charge.

16 déc. Le soldat Mayani déserte avec arme et bagages en abandonnant sa charge. Dabwa tente de faire de même, mais est repris à temps. Fuite de notre bétail. Misère. Campement dans un village où nous sommes reçus à coups de flèches. Plusieurs hommes blessés; quelques coups de feu mettent les indigènes en fuite. Durant la nuit, attaque par flèches; 3 hommes légèrement blessés, quelques indigènes tués.

17 déc. Les indigènes se sauvent après avoir tiré quelques flèches empoisonnées; un soldat tué.

19 déc. Les hommes n'ont pas mangé depuis deux jours. Route très mauvaise et très pénible. Orage. Plusieurs soldats à bout de forces. Plusieurs porteurs tombent et meurent de froid et de faim. Quel malheur! Enfin, à 4 h. 25... village. Beaucoup de charges et d'hommes ne rentrent que fort tard dans la nuit; les soldats font preuve d'un courage inouï. Plusieurs de nos porteurs sont ramenés par eux; ils les portent. Le docteur Vedy, Closel, Tagon rentrent vers 7 h. 45 exténués. Vers 2 h. du matin des porteurs rentrent encore au camp.

20 déc. Tout le monde envoyé aux vivres. Le docteur Vedy malade ainsi que Closel et de la Court. Ce dernier est arrivé ce matin à 8 h. A perdu 6 hommes en route. Les soldats rapportent 6 poules. A 1 h. 1/2, arrivée du Commissaire général Leroy complètement à bout.

23 déc. 20 hommes sont morts de faim et de froid. 4 soldats abarambos sont accusés de vol de vivres pour blancs. Conseil de guerre.

Condamnation à mort. Exécution devant troupe réunie.

26 déc. Yuma I désertent avec armement. Docteur Vedy malade.

28 déc. Les porteurs yakumus se sont enfuis pendant la nuit à cause de faim et fatigue; leur chef s'est donné un coup de couteau dans le ventre. Soldats et porteurs rien à manger.

29 déc. Les porteurs n'en peuvent plus; rien à manger! Malheur! Je crains une catastrophe pour la nuit prochaine. Rencontré plus de 20 cadavres couchés le long de la route... 5 de nos porteurs morts aujourd'hui, une douzaine de charges restées en arrière... Tout notre monde meurt de faim...

30 déc. Porteurs sont mourants et dans l'impossibilité de faire un pas. Le commissaire général et lieutenant Verellen marchent en avant avec le strict nécessaire porté par les soldats. Ils pousseront le plus loin possible à la recherche de vivres qui sauveront la vie à soldats et porteurs qui suivront comme ils pourront! M. Tagon marchera avec les trainards et ramènera nos charges comme il pourra. Triste, très triste l'expédition du Nil! Nous avons dû abandonner Closel atteint de dysenterie. Il marche avec le docteur Vedy, de la Court est encore à Kilo, attendant nos secours, quand sera-t-il délivré, lui? Nous avons marché 65 km depuis que nous l'avons quitté. Et puis, quelle route!! Nous ne rencontrons que montagnes, crevasses profondes et marais. Tout cela n'est pas encore rose du tout.

3 janvier (1897). Marche lente à cause des montagnes. Un courrier nous apprend la pénible nouvelle que le commandant Mathieu s'est suicidé la nuit dernière en se tirant un coup de revolver dans la tempe droite. Cette nouvelle nous inquiète beaucoup.

4 janvier. Route aussi mauvaise qu'hier; traversé plusieurs petits marais et une rivière assez large. Arrivée au camp de l'avant-garde occupé par les troupes de Mathieu. Il y fait très tranquille. Le pavillon est en berne. Le commandant Mathieu est enterré depuis hier; sa tombe est presque faite; de grosses pierres et une croix! Les motifs de cette mort sont inconnus, Mathieu n'a pas laissé d'écrit.

6 janvier. Nous ne savons pas trop où nous sommes et aucun indigène qui pourrait nous servir de guide.

21 janvier. Route assez accidentée. Rencontré plusieurs villages abandonnés.

22 janvier. Bonne route, quelques villages, plantations de sésame, maïs, patates douces, quelques bananeraies. Aperçu quelques indigènes qui nous lancent des flèches. 1 homme blessé.

24 janvier. Construction d'un pont de fortune de 75 mètres.

25 janvier. Closel malade doit s'altier.

26 janvier. Nous apprenons que de la Court, resté en arrière, est

atteint de dysenterie. Une tête de pont est construite sur le Kibali.

29 janvier. Contrevient malade est descendu vers le bas.

31 janvier. Les villages sont toujours déserts. Remarqué depuis Kilo presque tous les jours d'immenses nuages de sauterelles.

1er février. Traversé suite de villages déserts.

3 février. Pluie durant une grande partie de la nuit.

4 février. Pluie durant toute la matinée.

5 février. Pluie à partir de 11 h. 1/2 et toute la nuit.

6 février. Pluie de 10 h. à 2 h.

9 février. Clos et atteint de dysenterie. Rencontré grand village barri-cadé et occupé par indigènes armés de fleches. Le commissaire général tâche de contourner le village et de le ceerner. Les soldats font feu trop tôt. Impossible de faire cesser le feu. Les indigènes se sauvent, abandonnant quelques chèvres et quelques poules. Ils se sont réfugiés dans un bois à proximité; l'escorte se met à leur poursuite, inutilement; ils sont déjà loin. Capturé encore quelques chèvres.

10 février. Route bonne. Traversé d'immenses plantations de sorgho. Les indigènes nous injurient toute la nuit; ils sonnent du gong, mais se tiennent à distance respectueuse.

11 février. Traversé d'immenses agglomérations indigènes et beau coup de plantations de sorgho. Les villages sont toujours déserts.

13 février. Des hommes ont été envoyés en patrouille afin de faire quelques prisonniers; ils sont rentrés, exténués de fatigue, avec un homme et 21 chèvres. En récompense ils reçoivent quatre petites chèvres. L'indigène fait prisonnier nous dit que les derviches sont venus faire des razzas dans le pays, mais il y a très longtemps (six à sept ans). Les indigènes se sauvent parce qu'ils nous prennent pour des derviches.

14 février. Quelques marais, pas de villages, pas de vivres. Les auxiliaires de Kandolo (5) ont pris la fuite la nuit passée.

Le 15 février, le groupe dont faisait partie Verhellen allait être attaqué et pratiquement anéanti.

Il est à peine besoin de commenter ce *Journal de Route*: tous les ingrédients de Luluabourg s'y retrouvent: sévérité excessive jusqu'à la brutalité, injustice, mépris... Avec cette fois des morts, de faim et de privation ou même exécutés pour des raisons qu'il est difficile de considérer comme sérieuses. On avait fait de l'expédition Dhanis une bombe à retardement; le ravitaillement nul, les exigences de discipline sévère et de marche rapide de Leroy et l'organisation raciste de l'armée coloniale, savamment mélangés, ont fini par provoquer l'explosion.

NOTES

- 1) Meyers, op.cit., page 40.
- 2) Lettre citée par *Le Mouvement Géographique* du 6 janvier 1897, col. 340.
- 3) Lejeune, op.cit. (V.C.) pages 139 à 144, F.P., op.cit., pp. 389 à 392. La F.P. accense les passages du 7 et du 10 novembre; pour des raisons qui ne sont que trop évidentes.
- 4) Meyers, voir aussi annexe VII.
- 5) Il ne semble pas y avoir de parenté retenue par la mémoire populaire entre le Kandolo de Luluabourg et celui-ci.

XVII. Vers la révolte

Le caractère démoralisant de cette marche qui ressemblait de plus en plus à une marche à la mort finit par ébranler sérieusement jusqu'aux Blancs, pourtant relativement favorisés.

Le 3 janvier 1897, près d'Andembohe, le commandant Mathieu se suicida. Il ne parvenait pas à trouver le Kibali, s'étant fié à des guides peu sûrs qui le firent tourner en rond dans la forêt pendant plusieurs jours. Lorsqu'il s'aperçut de son erreur, il avait déjà perdu un temps précieux. Accablé par cet échec et par les mille difficultés qui n'avaient cessé de l'assaillir, depuis son départ, le malheureux, se croyant sans doute dés-honoré, se retira dans sa tente et se brüla la cervelle¹, dit la F. P. (1). Nous avons lu dans le *carrier*, au 4 janvier: 'Les motifs de cette mort sont inconnus. Mathieu n'a pas laissé d'écrit'.

Les carnets de Joubert donnent une note un peu différente (2): '19 juin, samedi. Le Père Guillemé m'annonce qu'on a déjà retiré 18 poindes d'ivoire (3). On annonce que le capitaine Henry a infligé une défaite aux révoltés qui marchaient sur Kirundu (4).

'Le capitaine Mathieu (sic), qui avait prévenu Dhanis du mauvais esprit des troupes, par suite de la famine, ayant été relevé de ses fonctions, s'est suicidé'. (Il nous a paru intéressant de citer ce passage en entier, parce qu'il est caractéristique de la manière dont, à quelque distance du lieu des événements, se produisaient des distortions dans le temps: on apprend le même jour une nouvelle relativement fraîche, et une autre vieille de près de six mois). On sait que Mathieu aurait dû avoir un commandement plus important, si l'on avait laissé Dhanis libre d'affecter ses subordonnés là où il le voulait. Mathieu n'a donc pas été relevé de fonctions que Dhanis ne lui a pas conférées. Même ainsi, la chose n'avait évidemment rien pour remonter son moral. Dhanis n'avait nul besoin d'être averti du mauvais moral des troupes et des problèmes de ravitaillement: lui-même avait, semble-t-il (5) désiré retarder l'expédition, à cause justement de ces difficultés.

Il semble donc bien que Joubert ait ramassé des commentaires défavorables à Dhanis, même si sur le fond de l'affaire c'est bien à cause de ces difficultés, peu-être aussi de la déception de ne pas avoir reçu le com-

manifestement prévus que Mathieu committait irréparable. Il n'est pas tellement étonnant que Joubert ait entendu de telles rumeurs: un certain nombre de Blancs, y compris dans la F.P., chargeaient aussi le chef de l'expédition de la responsabilité de tous ses défauts. Ils le firent peut-être d'autant plus colériques qu'il apparut assez vite que cela plaisait à Leopold II.

Si l'on considère les difficultés rencontrées par l'avant-garde, celles que connaîtront aussi la colonne Chaltin, puis les renforts commandés par Henry, dans l'enclave de Lado ou il y aura également des morts de fait (6), si l'on tient compte de ce que pendant la concentration des troupes à Stanleyville et dans les camps des environs (La Romee, Basoko...) camps et postes étaient surpeuplés au point que la aussi commençaient à apparaître de sérieux problèmes de ravitaillement, la question qui se pose est plutôt de savoir si l'É.C. était effectivement en mesure de monter une expédition comme celle du Nil, et si l'il n'aurait pas fallu renoncer au projet lui-même plutôt que de s'en prendre à son exécutant!

Quoi qu'il en soit, Mathieu estima qu'il ne pouvait plus vivre et se tira un coup de revolver dans la tempe (7). Et le moins que l'on puisse dire de la situation est qu'elle était déprimante. Le groupe que nous avons suivi grâce au carnet de route représentait environ la moitié du bataillon de Mathieu (450 hommes environ sur près de mille) et il avait perdu, entre le 27 novembre et le 14 février 55 tués, 5 condamnés à mort, 2 morts de maladie et 2 évacués, 69 personnes sur un effectif total, soldats, porteurs et Blancs confondus, de 547 hommes, soit plus de 10% de pertes (8) avant d'atteindre le théâtre des futures opérations. Et ceci ne prend pas même en considération l'état des malades, blessés ou affamés.

Dans ces conditions, se poser des questions sur les causes de la révolte relève presque de l'humour noir. Les principales sont: l'incroyable sévérité de l'encadrement, une marche mal organisée et un ravitaillement carrément absent. Tout cela était dû à la nécessité de partir vite et de se hâter. C'e sont les ordres incessants de Leopold II qui ont mené à cette préparation incomplète. Ces mêmes pressions royales menèrent le G.G. Wahis à ordonner à Chaltin de quitter Dingu et de gagner le Nil sans attendre Dhanis et le gros de la colonne.

L'effet de ces facteurs principaux fut aggravé par des facteurs plus accidentels ou, en tout cas, moins prévisibles. Les criquets et la sécheresse multiplièrent les difficultés de ravitaillement auxquelles on pouvait déjà s'attendre, et le suicide de Mathieu eut un effet déplorable sur le moral de tous.

Faut-il dès lors invoquer encore le *deus ex machina* de la F.P.: le tribalisme et les meneurs? L'un et l'autre relèvent fréquemment plus de la démonologie que d'autre chose. Tout ce qui apparaissait comme s'oppo-

sant au colonialisme était facilement évacué en évoquant le tribalisme, la sauvagerie, ou l'intervention extérieure. L'une et l'autre avaient en commun de permettre la ré-affirmation du fait colonial et de sa nécessité bienfaisante: c'est parce que les Noirs étaient encore marqués par la sauvagerie et le primitivisme, insuffisamment évolués, qu'ils se lançaient dans des révoltes tribales, c'est parce qu'ils étaient encore naris, mal éduqués, influençables, qu'ils étaient sensibles au chant des sirènes étrangères: la colonisation elle-même devenait ainsi le seul remède que l'on puisse proposer aux maux de la colonisation et à sa contestation.

Nous avons essayé de recenser les renseignements dont on dispose, principalement par la F.P. elle-même, sur l'origine des soldats révoltés. Les termes à proprement parler tribaux forment déjà un énorme ramassis: Tetela, Kusu (ce qui revient au même), Luba (lesquels?), Kumu, Bangubangu, Ngelema, Badija...

La F.P. indique souvent le lieu de l'enrôlement comme étant l'origine, ou emploie, comme s'il s'agissait de termes ethniques, des noms de régions, parfois fort vastes. Si *Mabela* évoque encore vaguement quelque chose (Tetela-Kusu, Songye, Luba Shankadi du Nord, Kaniok), on ne peut que rester perplexe devant des termes aussi vagues que *Maniema* ou *Tanganika*. (Le lac a en effet environ 700 kilomètres de long!). Dans le Maniema, en en prenant la définition la plus étroite, celle qui est usitée par les ethnologues, les tribus sont déjà au nombre de onze (9), quant au Tanganika, en se limitant aux populations riveraines, il touche une bonne vingtaine de groupements tribaux (10). Un simple survol des termes employés ramène déjà une pêche miraculeuse d'une trentaine d'ethnies, soit le dixième du maximum possible, puisque l'ensemble du Congo compte environ 300 de ces groupes.

On ne met rien de nouveau en évidence par rapport à ce que nous savions déjà par l'examen du tableau des levées d'effectifs, à savoir que les ressortissants des régions de l'Est du Congo avaient été particulièrement mis à contribution lors de la mise sur pieds de l'expédition Dhanis. Cela revient à dire que les troupes qui se sont révoltées étaient composées comme la F.P. les avait composées, ce qui n'est pas une découverte. Ce recrutement préférentiel dans l'Est eut pour résultat d'augmenter le nombre de recrues ou d'auxiliaires qui étaient effectivement ce que la F.P. appelle *d'anciens auxiliaires des Arabes*. Il ne s'agissait donc pas de *Tetela ethniques* mais de *Tetela par extension*.

Mais, il y a toute une série d'exemples qui illustrent précisément le contraire. Des Tetela bon teint, au sens le plus étroitement tribal du mot, comme Joko et Lufungula, se sont illustrés durant la répression. Ce n'est pas un cas isolé: plusieurs officiers survivants dirent la vie sauvée à un petit groupe de soldats à la fois loyalistes et tetela. Verhelien fut du

nombre. Il est par contre exact que si l'on considère non les individus, mais les groupes qui, dans leur entité ou en majorité ne participèrent pas à la révolte; ce furent surtout d'une part les *volontaires de la Côte*, de l'autre les Bangala et les auxiliaires Zande. (terme également assez vague qui couvrirait les soldats originaires de la province de l'Equateur et des ethnies soudanaises du Nord du Congo). C'est le groupe des soldats fidèles à l'E.C. qui semble singulièrement restreint du point de vue ethnique.

La F.P. s'empresse d'ailleurs de faire remarquer qu'elle ne défend pas des thèses tribalistes et que si Joko ou Lufungula étaient tsetela, ils avaient subi une formation militaire normale de dix-huit mois, et non les trois mois bâclés du recrutement hâtif à la Dhanis — dont nous avons eu l'occasion de dire qu'elle devait se réduire souvent à pas de formation du tout, faite de place dans les camps. Ce n'est pas sur la qualité de tsetela que la F.P. désirerait attirer l'attention, mais sur le fait que l'instruction militaire n'avait pas eu le temps, si l'on veut bien nous passer l'expression, de *déceper l'arabisé* en eux. L'arabisé-sauvage-mal-dégrossi est malheureusement un épouvantail qui ne tient pas plus solidement en place que l'autre.

Nous avons déjà rencontré au cours de la révolte de Luluabourg Lumpangu, Saïd ben Abechi et Mpania Mutombo, chefs arabisés et esclavagistes autant que faire se peut, qui se montrèrent des soutiens inébranlables de l'E.C. Les mêmes raisons d'intérêt produisant les mêmes résultats, la F.P. bénéficiera cette fois encore du soutien de nombreux chefs *arabisés* qui s'empresseront d'offrir aide et auxiliaires à l'armée coloniale. Ils n'avaient pourtant pas subi l'influence civilisatrice d'un drill de dix-huit mois.

Doorme, par exemple, écrivait le 14 novembre 1897 (11): 'Cette route exécrable nous a fait perdre plus de deux cents soldats et sans le concours des chefs arabes, je crois que nos pertes auraient été beaucoup plus grandes...'. A nouveau, s'il y a une ligne de démarcation, elle ne passe pas entre les arabisés et les autres, mais entre les grands chefs râlés, qui appuient l'E.C., et les soldats qui se révoltent, rejoints par une partie de la population, et par des chefs hostiles à l'Etat.

S'il faut accoler un adjectif à la révolte des Baoni, il faut dire alors que c'était une révolte congolaise. (12)

Lejeune (13) fait bien état de la présence à Bwana Debwa de Jangi, un Arabe d'Ujiji et d'un cadavre qui avait toutes les apparences de celui d'un Blanc revêtu d'un costume arabe; malgré les ordres donnés, ce cadavre disparut ainsi que ceux de deux autres Arabes inconnus. On assiste là à la jonction entre deux thèmes: celui de la conspiration malfaisante des esclavagistes arabes revêcheards et des arabisés nostalgiques,

très utilisé par l'E.C., et celui de la main criminelle d'une puissance étrangère, très chère au cœur des services de Sûreté du Congo belge.

On se montre en général bien trop sensible à ce genre d'argumentation, faite d'un peu de bon sens; s'il est évident que ceux — États ou autres puissances — qui ont intérêt à ce que la situation évolue dans un certain sens ne manqueront pas s'ils le peuvent de soutenir, voire de manipuler les mouvements locaux qui vont dans le sens de leurs intérêts, il ne leur est pas possible de créer de toutes pièces des mouvements comprenant des milliers d'individus.

Il n'y avait aucun besoin, et il n'y a aucune preuve — sauf à prendre au sérieux les cadavres qui s'évaporent — qu'une intervention extérieure se soit produite.

La F.P. laisse d'ailleurs ses cadavres à Lejeune, mais affirme: (14) 'Pour entretenir la rancœur et unir les mécontents dans une action commune, il faut des meneurs; il s'en trouve toujours dans de pareilles circonstances; quelques grades aigus parmi les régulariers et quelques anciens chefs arabisés parmi les auxiliaires...'

Et de faire allusion à Munié Pore, fils de Munié Moharar/Mranganyo, et à Kandolo, lui aussi un ancien de la *compagnie arabe*... dans le mauvais camp.

Et le fait, comme le souligne la F.P., que les auxiliaires de Kandolo disparurent dans la forêt le 14 février n'était sûrement pas une coïncidence. Outre le fait que cette perpétuelle allusion à la *revanche des arabisés* finit par apparaître comme marquée au coin de la plus noire ingratitude si l'on considère quelle fut, en fait, l'attitude des chefs *arabisés* envers l'E.C., on doit tout de même relever que Munié Pore et Kandolo ne furent pas les seuls leaders des Baoni dont on connaisse les noms. Il y eut encore Amondalah, Sakhoko, Changuyu, Mulamba, Tshamonge, Kalkula, Bwana Debwa, Szungula, Fündi Ali, Piani Mzungu... Certains de ces hommes étaient des chefs, d'autres des grades de la F.P. Les grades, coutumiers ou militaires — sont restés grades après la révolte. Parmi eux, seul Mulamba passe pour avoir exercé quelque temps une autorité *suprême* ou *centrale*.

Jusqu'ici, on aura sans doute été frappé par un certain nombre de similitudes avec ce qui avait précédé la révolte de Luluabourg: sévérité excessive des officiers, privations, injustices d'une part, fuites et désertions de l'autre. La révolte de l'avant-garde de Dhanis fut-elle *Luluabourg sur une grande échelle*? Evoquer les différences entre les deux révoltes peut nous aider à résoudre aussi cette question des meneurs.

Première différence, évidente: le nombre. On accepte en général le chiffre de 6.000 révoltés (3.000 réguliers et autant d'auxiliaires). C'est infiniment plus qu'à Luluabourg. Il s'agissait de plus de troupes étrées

en colonne, où les concubinales sont bien plus difficiles que dans un camp. La belle complicité générale de Luluabourg aurait eu de la peine à exister dans de telles conditions.

Deuxième différence: la méthode, qui ne tient pas qu'aux circonstances. Il est clair qu'à Luluabourg l'idée première était de se rendre maîtres des officiers et de deserrer en masse. Les meurtres sont venus se greffer sur ce plan presque par accident. En 1897, les meurtres ne furent pas surajoutés; ils faisaient partie du programme. On tira, dès le début, juste et pour tuer. L'affrontement ne fut pas évité. Les révoltés de Luluabourg avaient commencé par écarteler des troupes de Lusambo et avaient cherché à Kayeye II une victoire par la ruse, avec le minimum de sang versé; avant d'entreprendre leur marche sur Ngandu. Les révoltés de Ndrifi devaient obligatoirement faire demi-tour et marcher droit sur Dhanis, qu'il fallait battre à Ekwangga.

Les conditions de la révolte étaient entre fois telles qu'elles rendaient très difficiles les contacts et les plans concertés à l'avance, et impliquaient en même temps la nécessité de tuer et de se battre. Il ne fallait pas songer à une simple désertion.

La victoire sur les troupes de Dhanis acquise, les différents groupes se séparèrent presque tout de suite, dans des circonstances sur lesquelles nous aurons à revenir plus longuement, mais dont nous pouvons dire déjà qu'on y assista à l'habituelle querelle des extrémistes et des modérés. Il semble bien que ce soit dans ce contexte-là que Mummé Pore aurait émis l'idée d'une *reconstitution* à son profit de l'ancienne zone *Ngwana*. Si on en juge par l'étiementement des Baoni en divers groupes, ce projet, s'il a existé, n'a pas dû faire l'unanimité.

A Luluabourg, il y eut des les préparatifs de la révolte une sorte de *ritamiriri* Kandolo/Yamba-Yamba/Kimpuki; et cette direction semble avoir duré puisqu'on voit encore Kandolo jouer un rôle essentiel à Kayeye II et Kayeye I, et que les deux caporaux étaient toujours chefs lors de la destruction des derniers Baoni en 1908. Ici au contraire, c'est la multiplicité des petits groupes, avec un grand nombre de leaders qui semble acquise dès le départ, et c'est l'épisode de quelques semaines du *chef unique* Mulamba qui fait figure d'exception.

Que l'on n'ait pas hésité devant le sang et la guerre s'explique aisément par la gravité de la situation: on ne pouvait échapper à l'affrontement direct avec Dhanis, et il ne s'agissait plus, comme à Luluabourg, de quelques coups de touet, mais d'un nombre considérable de morts, plusieurs centaines selon toute vraisemblance.

Les Blancs avaient tué directement un certain nombre de ceux-ci, fusillés pour des fautes mineures. Ils apparaissaient comme responsables des autres décès: ne forçaient-ils pas les soldats et porteurs à mar-

cher à toute allure, épuisés et le ventre vide, ne prétendaient-ils pas être les seuls à manger, tant au besoin pour sauvegarder leurs réserves. Dans la traversée de la forêt, les soldats avaient eu faim. Maintenant qu'ils atteignaient des régions plus élevantes, où ils auraient pu se reposer, on les contraignait à poursuivre cette course infernale, et les Blancs gardaient les vivres pour eux! Une conclusion s'imposait: on cherchait à les faire mourir. A première vue, cela nous parait idiot. Regardons-y de plus près.

Nous pensons qu'on nous accordera sans peine que, de tout ce qui était pour ces hommes l'histoire récente et le vécu quotidien, il n'y avait pas grand chose qui ait pu les incliner à être optimistes quant aux hommes intentions du pouvoir, noir ou blanc, indigène ou étranger. La dernière entreprise guerrière d'envergure de l'IEC, la campagne contre les Ngwana, leur avait coûté 70.000 morts trois ans auparavant. Certains d'entre eux, depuis qu'ils avaient quitté leur village, avaient marché deux ou trois mille kilomètres; sans voir autre chose que cette marche interminable se poursuivait sans fin, où leurs compagnons, un à un, tombaient pour ne plus se relever. Il ne leur était pas possible de concevoir les opérations auxquelles ils participaient, qui se déroulaient à l'échelle du continent africain, et mettaient en jeu des rapports de force entre des puissances européennes qui étaient pour eux aussi lointaines que Sirius.

Le dépaysement parait démoralsant aux Africains, qui ne se battent vraiment bien que chez eux. Des officiers de la F.P. ont rapporté maintes fois avec surprise que leurs soldats se rejoignaient d'aller au combat après une longue poursuite, parce qu'on allait enfin en finir avec cette maudite marche et rentrer chez soi. Les dangers de la bataille leur paraissaient préférables à la peine quotidienne d'une marche prolongée loin de chez eux!

La campagne du Nil était vraiment une opération impérialiste à l'état pur. On chercherait vainement un élément quelconque qui réponde à l'intérêt des Congolais dans la conquête de Lado. Attaquer les Ngwana ou les révoltés de Luluabourg pouvait encore passer pour bénéfique, par la destruction de l'esclavage ou le relâchement de l'ordre public. On peut supposer que quand les Africains ont vu une chance de ne plus devoir participer à la traite, au moins certains d'entre eux se sont envolés avec un certain enthousiasme, même s'ils étaient la veille au service des Ngwana. *La Loi et l'Ordre* entraient sûrement dans les préoccupations, sinon des populations, du moins des chefs qui avaient prêté main-forte à l'IEC après Luluabourg. Dans la campagne du Nil, il n'existait rien de semblable: c'était exactement le genre de guerre pour laquelle on part sans y comprendre goutte, parce que le général a dit qu'on y allait.

Ne comprenant rien à ce qui se passait, ils pouvaient imaginer, peut-être précisément parce que beaucoup d'entre eux étaient originaires des régions où s'étaient déroulées les révoltes de 1895-96, que les Européens avaient décidé de les sacrifier, sinon dans un massacre, du moins dans une expédition-suicide. Ayons d'ailleurs un minimum de franchise: l'envoi d'unités rennaises ou d'individus expérimentés dans des zones où des opérations où les chances d'être tué étaient largement supérieures à la moyenne, est une pratique qui ne relève pas de la pure affabulation.

Nous consacrons le chapitre suivant à certains données orales, mais disons-le d'emblée: tout ce que l'on est en mesure de recueillir comme souvenirs de cette période va dans ce sens: les soldats étaient bel et bien convaincus qu'on voulait leur mort.

Pour éviter que leur cadavre s'ajoute bientôt à tous ceux qui jalonnaient déjà une longue route de souffrance et de misère, il n'y avait qu'une solution: tuer les Blancs. La desertion, même en groupe, était cette fois impossible. L'immunité du meurtrement était telle que la révolte une fois déclenchée à l'Avant-garde, elle se répandit comme la flamme sur une trainée de poudre vers le Sud. Le long de la colonne, il n'y eut pas de bataille vraiment digne de ce nom avant Ekwangra: à plus de deux cents kilomètres au Sud, à vol d'oiseau, de l'endroit où la révolte avait éclaté.

NOTE:

L'affaire de subversion au Congo

De Léopold II à 1960, le Congo fut toujours le meilleur des mondes, mis à part quelques petits ennus qui provenaient du fait que ses habitants n'étaient après tout que des sauvages, à peine dégrossis.

Pour peu donc que les ennus reçurent quelque amplexus ou gravité ils ne pouvaient venir, officiellement, que de l'étranger.

Passons sur les velléités de reconquête précises pendant un temps aux Arabes pour ne nous occuper que des puissances européennes.

Pendant longtemps — les Rouges n'étant pas encore inventés — les Anglais et surtout les Allemands furent la cible de ce genre de découverte. Les Anglais, parce que Cecil Rhodes semblait longer le Katanga d'un oeil altché et parce que leur opinion publique était très sensible aux critiques des humanitaires contre Léopold II, furent la cible favorite des insinuations jusqu'en 1914. A partir de là, et pour longtemps, ce sera l'Allemagne que l'on chargera de porter tous les pêches d'Israël, y compris à titre rétrospectif.

La Première Guerre Mondiale fut particulièrement dure sur tous les plans, mais elle surpassa tout dans le domaine de la propagande haineuse: la Brute Teutonique était l'incarnation même du Mal, et devant donc l'avoir été, même dans le passé. Ces Barkas n'avaient d'ailleurs jamais eu aucune culture, et pas même un grand musicien, à part Beethoven qui heureusement était Belge.

Il est évident de lire plusieurs descriptions d'un même fait, quand les uns étaient d'avis qu'il était ainsi et d'autres pas plus nombreux ni plus après qu'avec les Britiques Orientale Allemande ne furent pas moins nombreux qu'avec les Français. Bien tangiques ou les Portugais, et le furent surement moins qu'avec les Français. Sur l'EFAC de plus, toujours qu'en route bonne, les autres puissances coloniales ne s'attendaient pas reconnaître que seule la position de Léopold II est fondée sur des arguments solides. Néanmoins, tous les comptes-rendus antérieurs à la guerre deviennent les faits sur un ton patois enerve, mais qui reste poli. A partir d'avril 1914, tous ces faits deviennent des preuves caractérisées, du machinisme germanique et de l'impérialisme teuton, bel et bien, par celles d'Allemands.

On arriva même à découvrir la main des Allemands là où on avait vu d'abord celle des Anglais!

C'est en conseil de Grande Bretagne à Rome, avant écrit sur le Congo un rapport très dur, qui fut cependant confirmé par la Commission internationale d'enquête constituée précisément dans l'espoir de le réformer. Pour se fier du que, on avait décrit le rapport d'ensemble comme inspiré par la jalousie du gouvernement britannique. Les exactions révélées par l'enquête furent, elles, attribuées à des excès commis par des mandataires de sociétés privées, telles l'Anglo-Belgian India Rubber Co (ABIR), compagnie on n'y avait effectivement des capteurs anglais... à côté de ceux de Léopold II.

Vient la guerre. Et voit que l'ensemble, qui n'était pas Anglais, mais Irlandais, s'avisa d'être impliqué dans la tentative de coup d'Etat nationaliste connu sous le nom de Pâques sanglantes de Dublin. Il fut pris et pendu pour haute trahison. Et il est exact que l'Allemagne avait aidé les nationalistes irlandais, ses allies objectifs, tout comme elle aidait l'ennemi, mais avec de moins bons résultats. Aussi, on s'avisa de l'innocence des Anglais. Bien plus, ils étaient des victimes eux aussi. N'aurait-on pas réussi à leur faire croire ce que disait le rapport d'ensemble. Celui-ci avait bien sûr toujours été un traitre et un agent de l'Allemagne et c'est sur l'ordre de celle-ci qu'il avait calomnié l'oeuvre grandiose de Léopold II. Son nom serait désormais un opprobre à toute nation civilisée et, surtout, civilisée.

Dans la foulée, on en profita pour ensevelir dans le même oubli que le rapport Casement l'accablant rapport de la commission d'enquête qu'il avait provoqué. Part en 1905, et bien qu'altéré d'une longue introduction basement flagonneuse envers Léopold II, celui-ci consistait en effet l'existence de la plupart des exactions mentionnées par Casement.

Par la suite, les puissances étrangères servirent d'explication toute trouvée à divers troubles sociaux. L'Allemagne est encore souvent visée, bien qu'on assiste à l'entrée en scène du boue émissaire soviétique dont les *données infaires* font leur apparition parmi les alibi coloniaux des années '30.

Les troubles sociaux survenus, au cours de la Seconde Guerre Mondiale, dans les régions minères (L'Isabehville, Lufubourg, Miamono...) montrent que partout la réalité dépasse la fiction, mais aussi que l'on cherche rarement au bon endroit.

Dans les années '50, un certain Léon Deberry publia un roman d'espionnage à thème, brochant sur des événements de Lufubourg ou les troubles sociaux s'étant tenus du fanatisme d'une secte issue du *Watha Fever*, le *Katavala* (qui est d'ailleurs le titre du livre). On y voit un colon, qui fut autrefois l'ami d'affaires chefs esclavagistes, mais qui est aussi un agent de l'Allemagne, se déguiser en quelque chose comme un grand prêtre vaudois pour saboter l'économie congolaise et faire massacrer les autres Blancs. La secte a accessoirement des aspects originaux qui permettent d'y attirer, le démontant de son devoir, un caporal de la Force Publique, alléché par une brillante militresse qu'il pourra prendre dans les fourrés en marge de la rébellion. Ce n'est pas plus mal que du Gérard de Villiers!

Il y eut aussi des preuves à L'Isabehville, parce que l'Union Minière s'obstinait à

XVIII. Mémoire

refuser et adapter au cœur de la vie, gâchant à cause de la guerre, le salaire de son personnel non trèseuropéens avaient obtenu satisfaction). La F.P. dira, il y eut des morts et tout ce n'est pas de la fiction. Lorsque l'administrateur territorial principal Merchal qui avait contesté la tuerie, informa de plus ses supérieurs que la durée de la M.H.K. lui semblait être attribuable au fait que cette société dont le cœur — ou plutôt le portefeuille — pendait vers le camp fasciste, désirait gêner l'effort de guerre en suscitant des troubles sociaux dans la métropole minière, on le déplaça à Sakanya, localité perdue à la frontière rhodésienne. Il était évidemment inconvénient de chercher la main de l'ennemi, non dans des mouvements sociaux, mais dans les bureaux d'une grande société coloniale!

Depuis lors, l'Allemagne a fait son temps et la mode a changé. De l'indépendance à nos jours, on ne classe plus dans les latifs congolais, devenus zairois, que l'Ours russe ou le Tigre chinois. Comme alibi, ce gibier-là en vaut un autre.

NOTES

- 1) F.P., op.cit., pages 302, 303.
- 2) APB, E-18, 1897-12.
- 3) Il s'agit d'un chargement d'ivoire noyé dans le lac en eau peu profonde près de Pore (cf. carte). On continue donc à travailler, même dans le secteur nord du lac, en théorie le plus menacé.
- 4) Il pourrait s'agir des combats de Mawambi (I/VI) ou de Mukupi (I4/VI), mais c'est bien loin de Kirindu!
- 5) C'est du moins la thèse de Meyers (*Le Piv-d'ivoire Kampire*).
- 6) cf. F.P., op.cit., p. 332 et Henry (*Ann. du M.H.K.*), op.cit., pp. 206-209.
- 7) Seul Gray Weber (*Ces rebelles... histoires du Zaïre*) mentionne la mort de Mathieu comme *accidentelle*. On traite d'ailleurs souvent ainsi les suicides commis pendant un moment de dépression, en fait autres pour permettre de faire au début des funérailles religieuses.
- 8) Il s'agit exactement. Si l'on présume que l'ensemble de l'avant-garde a eu un pourcentage de pertes équivalent à celui-là, on arrive à des pertes se situant entre 300 et 350 morts. La F.P. a livré un grand nombre de batailles qui ne coûtaient pas ce prix-là. Encore faut-il remarquer que si le *camp* tient compte des porteurs, il ne souffre ni des femmes et des enfants. Notre chiffre est donc sûrement encore en deça de la réalité.
- 9) Bembe (qui, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe absorbent les Zoba, Bwari, Simzi et Gromat), Nymitu, Lega, Binja Nord et Sud, Lega-Metoko, Longola, 10) Bembe (Zoba, Saizi, Bwari, Gromat), Nymitu, Hemba (Kunda, Boyol), Lumbia, Kalanga, Zala, Bemba, Shila, Amza-Bwile, Tabwa, Tumbwe, Holoholo, Furiru (Fulero).
- 11) Lettre citée dans l'épave, op.cit., page 149.
- 12) sans donner à ce mot un sens nationaliste qu'il ne pouvait avoir en 1897!
- 13) op.cit., page 163, voir note en fin de chapitre.
- 14) F.P., op.cit., page 402.

D'après Mgr. Crison, dont les *Mémoires* sont parus en 1953, les soldats déclaraient: 'Dans la forêt, il n'y avait pas de vivres et nous avions faim; maintenant nous trouvons des vivres et les Blancs nous les refusent; ils veulent donc nous faire mourir, prévenons-les et sauvons nos vies en les tuant tous'. L'époque était évidemment plus favorable à la collecte de données fatalement orales que la nôtre.

Du fait du séjour relativement long du groupe de Baoni dirigé par Changvu dans le Maniema, c'est surtout dans cette région qu'on pouvait trouver indirectement, il y a quelques années, à entendre ce qui a pu se dire à l'époque, des personnes d'âge ayant des souvenirs significatifs. Nous avons pu en trouver sept. Ils y ajoute le récit très intéressant d'un descendant d'un nommé Kinembe, originaire du Tanganyika, qui fut porteur durant l'expédition, et dont nous reproduisons ici l'essentiel.

Il semble que lorsque les Baoni ont expliqué leurs griefs aux populations du Maniema, ils aient exposé que l'Etat voulait leur mort parce que:

- après des jours sans trouver de nourriture, on leur rationnait celle que l'on trouvait.
 - on les empêchait de tout prendre aux villageois par la force.
 - sur ce qu'on trouvait, les Blancs se réservaient la plus grande part. En particulier, ils prétendaient monopoliser la viande.
 - on les avait fait marcher en rond dans des forêts où on ne trouve rien à manger, espérant qu'ils mourraient un à un à force de marcher.
 - on les faisait tirer sur leurs propres camarades ou sur des villageois paisibles.
 - on les avait obligé à abandonner des malades ou des blessés.
 - les officiers faisaient énormément de favoritisme (nourriture, femmes, corvées).
- Les points 1, 5 et 6 ne font pas de problème, étant reconnus par tous, F.P. comprise. On peut d'ailleurs difficilement discuter l'opportunité du raisonnement. Il y a une certaine contradiction entre les points 2 et 5, du moins quant aux villageois, le point des exécutions n'étant pas contesté. Mais il est bien possible que certains soldats aient été exécutés par le fait

qu'on leur ordonne d'exercer des violences sur les villageois, tandis que d'autres auraient penché pour un pillage plus frane et plus massif. Autre hypothèse: les Baoni qui ont raconté aux paysans du Manema qu'ils étaient revollés pour ne pas avoir à tirer sur des villageois avaient simplement plus de sens diplomatique que ceux qui avaient regretté les excursions de pillage manqué! Les point 3 et 7 reviennent dans des griefs exprimés par les Baoni lors de la tentative de conciliation, au milieu de 1986. On ne les cite pas directement dans des sources européennes. Le point 4 donne à penser qu'il a pu y avoir un quiproquo tragique, les soldats prenant pour une manœuvre volontaire le carrousel affolé de Mathieu.

Histoire du porteur Kimembe

D'après C. K., vallée de la Lukuga, avril 1973. Traduit aussi littéralement que possible du swahili.

... Nous, les gens du Tanganyika, nous avons souvent fait les porteurs, pour les arabes qui faisaient du commerce, pour les Blancs, les hommes de l'État, tous et toujours la même histoire (1). Ils rapportaient des assiettes, des étouffes, des casseroles, des choses comme ça...

Kimembe était parti plusieurs fois faire du portage vers le Luataba. Et comme ça il est parti faire le porteur à la guerre. (C'est) lui qui l'a fait. Il a voulu partir, il n'a pas été pris. On ne l'a pas pris (2). Les gens disent (qu') il y a des endroits, à Kisangani par là (ou) on a pris du monde de force. Ce sont des chefs (3) qui les prenaient parce que le Blanc se fâchait pour en avoir beaucoup. Peut-être que le Blanc ne se fâchait pas, mais que le chef prenait un malabiche (4) pour beaucoup de porteurs et beaucoup de soldats, et des hommes forts. Moi je ne sais pas. C'est ce que les gens racontent, les gens ont vu. Moi je n'ai rien vu du tout (5). Kimembe disait: 'Il y a des chefs qui ont chassé leurs propres enfants (6) pour les envoyer à Fimbo Mingi (en les frappant beaucoup?) (7) avec la corde au cou.'

Mais Kimembe n'est pas parti comme ça. C'est possible qu'il est parti parce qu'il s'était lavé avec une savonnette usagée (8). La honte laisse autant de trace sur une femme que l'eau sur un canard (9).

On les a d'abord gardés sur l'eau (10), à Kisangani je crois, ou quelque part par là. Il y avait beaucoup beaucoup de soldats, beaucoup beaucoup de charges, beaucoup beaucoup de fusils, et des Blancs énormément beaucoup (11). Je pense, Kimembe trouvait ainsi car c'était un homme de l'ancien temps. Peut-être il y en avait autant qu'à la moitié de la Filisaf (12). (Rire).

Des chieutes aussi, il y avait beaucoup. Comme faisaient les militaires

res du temps des Belges (à voix déguisée) Botolobi bitoko na ndugunayey, Fimbo! (en jingalla approximatif: Vol affaires de son camarade, C'hi-cote!) (13).

Le portage, c'était toujours la même affaire. Au début, les porteurs se dépêchent. Tout le monde est content, on ne se plaint pas de porter lourd parce qu'après on l'aura dans le ventre. Les porteurs connaissent bien le chemin. (Quelques) jours plus tard, les vivres diminuent. Ceux qui ont un peu moins de force trainent. On doit trainer les charges, les femmes, les enfants, la nourriture. Il y a des malades. Quand on trouve un village, on est obligé de vendre ses affaires pour un petit morceau de pâte (14) ou pour quelques bananes.

Kimembe et (ceux qui étaient) avec lui ont eu beaucoup de difficultés. Il y avait des Blancs malades, et des porteurs malades et on portait des paquets des Blancs, des soldats, des porteurs, tout.

Et il fallait toujours aller vite. D'abord ils avaient chanté comme d'habitude, comme 'Je porte une lourde charge, je suis très, très fort; mais les singes, qui ne portent rien, ils sont très, très faibles'. Mais un officier (15) était là qui l'interdisait (16). Ils ont aussi voulu chanter: 'Autrefois Bulamateri (17) était notre père, mais il nous fait travailler trop dur et nous ne l'aimerons plus, mais on les a battus (18). On frappait aussi beaucoup les soldats. Et eux devaient en plus prendre leurs fusils et courir derrière les villageois qui fuyaient pour ne pas devoir donner leur nourriture, ou pour ne pas être pris comme porteur. Ils ont lancé des flèches et tué des hommes.

Ils trouvaient sur le chemin des gens (qui) ne pouvaient plus avancer; ils étaient couchés sur le chemin et ils étaient assis contre les troncs. Ils pouvaient seulement ramper, pas marcher. Kimembe en a porté; ils étaient tous légers de la faim et la fièvre.

Ils ont compris qu'ils allaient mourir tous s'ils restaient avec les Blancs.

Mais ils tuaient ceux qui s'enfuyaient.

On a raconté que des soldats et des porteurs, quelque part plus loin, s'étaient battus avec les Blancs et les askaris (19) et les avaient tués et avaient pris la nourriture, la viande que les Blancs gardaient pour eux (20) et rentraient au village.

Les soldats disaient en cachette qu'ils ne tireraient pas sur les Noirs (21) (qui) voulaient rentrer chez eux. Ils tireraient plutôt sur les Blancs et on ferait peut-être mieux de tirer tout de suite.

Il y avait un soldat qui venait de l'Urua et qui comprenait bien Kimembe (22). Il a expliqué à cet homme de l'Urua (qu') il ne voulait pas mourir en continuant à marcher, mais il n'était pas là pour se battre, il ne connaissait rien à ces fusils avec des cartouches et à la mitrailleuse

(23). Tout ce qu'on dit, tu sais, quand on a peur mais qu'on a sa fierté (24) : sa mère n'avait pas encore de petits-enfants et des choses comme ça (25).

Le soldat son ami lui a dit que ça s'arrangerait; il devait essayer de ne pas marcher près d'un Blanc ou d'un askari s'il venait. Quand il entendait du bruit, qu'il aille tomber de tout son long dans les broussailles et qu'il ne bouge plus.

Il a agi comme il disait, mais tout s'est passé loin de lui... (Après cela, Kimembe se joignit à un groupe de porteurs qui, comme lui, désiraient quitter la caravane. La façon dont ils regagnèrent le Tanganyika n'est guère précise. Ils ont dû gagner le Nord du lac par des chemins détournés, en subsistant par toutes sortes de moyens, dont certains d'une moralité assez élastique. Il termina le voyage en se joignant à des pigriens. Nous n'avons trouvé aucun moyen d'évaluer quelle fut la durée totale de son aventure).

Que faut-il conclure de tout ceci?

Il est évident que le grand défaut de la transmission orale, c'est qu'elle ne donne pas accès aux événements, mais à la façon dont les gens d'aujourd'hui voient l'événement.

Un certain nombre de détails apparaissent comme des enjolivements. Ainsi, la plupart du temps, on prête aux révoltés d'excellentes intentions envers les populations civiles, de la pitié envers les ruraux et, chez C.K., on se hausse vers une prise de conscience de la négritude ou de l'africanité. Chez le même, on a d'ailleurs l'impression que les soldats loyalistes étaient tous des étrangers, et que les Congolais se sont révoltés comme un seul homme. Cela peut être une trace de nationalisme moderne datant de la courte période où les Congolais ont été autorisés à avoir une vie politique. Il se peut aussi que l'on préfère ne faire aucune allusion aux militaires loyalistes pour ne pas évoquer l'Équateur, que ce soit par prudence ou par mépris. Certains enjolivements peuvent d'ailleurs être un reflet fidèle de ce que les Baoni ont raconté.

Si l'on sous-traits ce qui relève trop visiblement de l'idéalisation a posteriori et de l'interpolation anachronique manifeste, on se trouve devant un tableau dont les principales données concordent avec celles dont nous disposons par les sources écrites.

Mais dans la mémoire populaire, ces diverses données sont organisées vers une évidence : pour qu'on leur ait fait subir tout cela, il fallait qu'on veuille leur mort. On voulait les faire mourir. Nous allons voir comment ils commencèrent donc à tuer.

Notes

- 1) Na namano velle velle. Le sens est incertain entre *contaria* et *chomocaria* pour la même chose.
- 2) Kufungu est plus fort que *pendu* (kubamara). La signification première est *attacher*, d'où ligoter mais aussi *arrêter*, *arrêter au arrêt*.
- 3) Contamiers.
- 4) Cadeau, pourboire, parole aimée.
- 5) Sikona kiti. Le complément, inutile, ne sert qu'à insister.
- 6) = qui ont donné la chasse à leurs propres administrés.
- 7) Kwa timbo mingi. Le sens de *kwa* est très vague. Il peut traduire *à part*, *vers*, *Enimbo* Mingi est alors le surnom de Dhams. Mais il peut aussi marquer la manière ou le moyen : avec beaucoup de (temps de) fouet.
- 8) = *arrêter en attendant* avec une femme mariée (et faire et/et est craignant donc conséquemment la vengeance de son rival malheureux).
- 9) Proverbe.
- 10) *La honte* (haya) dont il est question regardé le plus souvent les questions sexuelles, et le terme se confond presque avec *pendre*. On insiste qu'à moins de la prendre sur le fait, on ne sait jamais si une femme est infidèle, mais qu'elle s'en rendent toutes fort bien à affecter extérieurement la vertu. On le glisse couramment dans la conversation lorsqu'elle s'agite vers l'autre sexe, comme on entend chez nous : *Les femmes sont nées les mères*, généralement pas pour évoquer leurs qualités!
- 11) Le Fleuve.
- 12) Wazungu wengi kabisa. Tout est relatif!
- 13) Usine assez importante, près de Kalemie, dont les cadres étaient encore, à l'époque, presque tous Blancs.
- 14) Interpolation probable d'un souvenir personnel de la punition à la F.P. à une époque plus récente. En 1897, le lingala était pas généralisé dans la F.P. Il était limité à quelques mots, surtout d'un air très *ingali*.
- 15) s.e. de maine.
- 16) En français dans le texte.
- 17) Les chants de porteurs, pigriens, etc., sont fréquemment satiriques.
- 18) Dans les cultures bantoues, les plaintes ou doléances s'expriment fréquemment de manière indirecte, comme ici, en affectant de ne chanter pour personne. Les femmes le font fréquemment.
- 19) En principe, mercenaire zanzibari. Il y en avait, mais il faut probablement prendre le mot dans le sens *répartiteur de la Côte*.
- 20) Réapparition du même grec!
- 21) Le mot est *miramirika* = fils d'Afrique, africain. Interpolation probable du

pour admettre des amères (1).

22) Tant originaires de régions proches l'une de l'autre, ils peuvent se comprendre sans recourir à une langue de grande communication, comme le swahili ou le lingua, en parlant leur langue maternelle. Et parfois même l'ingénieur est tel, en Afrique noire, que l'intercompréhension est fréquente.

23) Anachronisme linguistique. Il y avait des autochtones Mayan dans la colonie, pas encore autochtones. En français dans le texte.

24) Kéjany et Kéjany se comportent également (comme pour autre).

25) Il est malheureux, et considéré donc sa genèse et se descendant du côté des femmes. Ses enfants seront principalement et de manière transmissible du clan de sa mère, qui est aussi le sien. Sa mort sera donc pour ce clan la perte d'un accroissement potentiel.

XIX. Du 14 février 1897 à Ekwanga

Les mille hommes du bataillon commandé par Mathieu, puis par Leroy étaient divisés en trois compagnies d'importance inégale, et qui ne progressaient pas dans l'ordre de leurs numéros.

La 3^e, avec Speilher et Bricourt, venait en tête et constituait la pointe. C'est de cette compagnie qu'il était question dans la lettre de Tamara. Ensuite marchait la 1^{re} compagnie, constituée le gros. Il y avait là Leroy, Melen, Verhellen, Vedy, Jover. Quel qu'il ait été, c'est là que se trouvait l'auteur du *caractère roué*. La 2^e, commandée par Tagon et Andrienne, constituait l'arrière-garde. On avait laissé, à une trentaine de kilomètres en arrière, au porte de l'Obi le sergent Closet, malade, son boy et 12 soldats. Ensuite s'ouvrait un vide d'une soixantaine de kilomètres, jusqu'au pont sur le Kibali, à Tamara, gardé par 50 hommes et un sergent elmina (1).

La 3^e compagnie ne participa pas à la révolte et atteignit Ndéfi. Les auxiliaires de Kandolo, disparus dans la nuit du 13 au 14, allèrent prêter main-forte aux soldats de la 2^e compagnie pour éliminer Tagon, Andrienne et quelques soldats loyalistes. Ils périrent le 14 au soir, sans que la 1^{re} compagnie remarque quoi que ce soit de ce qui se passait derrière elle.

Après ce premier mouvement en arrière, les révoltés devaient se porter à nouveau vers l'avant pour supprimer les officiers de la 1^{re} compagnie avant de reprendre, cette fois pour de bon, le chemin du retour.

On n'a jamais pu déterminer si un soulèvement de la 3^e compagnie était prévu. Avorta-t-il parce que Speilher fut averti très vite par des survivants de la 1^{re} compagnie? Parce qu'il reçut un courrier, escorté de troupes, de Chailin annonçant la prise de Rechia? Manquant-on d'occasions de contact avec la 3^e compagnie? Ses soldats étaient-ils suspects de compter dans leurs rangs trop de loyalistes? Ses soldats étaient-ils suspects de ces hypothèses. Les révoltés progressèrent vers le campement de la 1^{re} compagnie pendant la nuit du 14 au 15, de façon à être à pied d'œuvre le 15 au matin.

Voici le récit que le lieutenant Verhellen fit quelques mois plus tard de l'attaque qui se déroula alors: «La colonne de M. Leroy s'était mise en

marche vers Sh E 2 du matin dans l'ordre suivant : le commissaire général, la musique et les clairons, l'escorte de septante-six hommes, le Dr Vedy, ses brancardiers, M. Inver, à la tête d'une section de la première compagnie, et M. Melen avec le restant de la même compagnie formant arrière-garde. Toute la colonne, formée en file indienne, se déroulait comme un interminable ruban dans la brousse. On venait de faire halte pour le déjeuner. Il était environ 7h du matin.

Les mutins, en apercevant Mr. Melen qui était à l'arrière-garde, l'avertirent qu'ils ramenaient un déserteur aux fers. Sans défense, l'infortuné officier les invita à s'approcher, quand ils furent à quelques pas de lui, vingt d'entre eux à la fois le couchèrent en joue et, avant qu'il ait eu le temps de protester un cri, firent feu. Mr. Melen fut tué sur le coup.

Au bruit de la fusillade, Mr. Inver, croyant que l'arrière-garde était attaquée par des indigènes, fit sonner le rassemblement et ranger sur quatre rangs les hommes qu'il commandait. Il s'apprêtait à leur ordonner de faire feu lorsqu'il vit s'avancer les soldats rebelles, au premier rang desquels était le caporal bakusu Amondalah, qui cria à la troupe de Mr. Inver :

— Ne tirez pas ! Nous venons de tuer nos chefs blancs et nous allons faire subir le même sort aux vôtres !

Aussitôt, les soldats de Mr. Inver, des Bakusus en majorité, mirent bas les armes sauf quelques Elininas et Azandes sur lesquels les révoltés se précipitèrent et qui ils chargèrent de chaînes après les avoir désarmés. Mr. Inver, se voyant trahi, s'entant, mais il alla malheureusement se perdre dans un marais, où il fut rejoint par les mutins et tué d'une balle dans la tête.

Au moment où il avait entendu les coups de feu tirés par les assassins de Mr. Melen, Mr. Inver avait hâtivement chargé un soldat elmina d'aller prier le Dr. Vedy d'avertir le commissaire général. Le Dr. Vedy, sans se rendre compte de ce qui se passait, courut chez Mr. Leroi par lequel il se croyait mandé. Le commissaire général et moi finissons de déjeuner d'un peu de riz, de confiture et de café :

— Vous m'avez fait appeler, dit le médecin ?

— Nulllement.

— C'est Inver qui m'a fait prier de vous rejoindre.

— J'allais précisément vous demander ce qui signifient ces coups de feu tirés à l'arrière-garde.

— Je suppose que l'on pourchasse des indigènes hostiles.

— Je vais m'en assurer.

Ce disant, Mr. Leroi griffonna un billet qu'il chargea un caporal de porter à Mr. Inver. Mais le caporal revint au bout d'un instant en

s'écriant : « Voilà ce qui signifie en kiswahili la guerre ! Presqu'aussitôt, deux ou trois coups de feu retentirent et Mr. Leroi, le Dr. Vedy et moi-même entendîmes des balles siffler à nos oreilles.

C'était une véritable surprise. Nos hommes, après avoir formé les filets, s'étaient repandus dans la brousse. Sans perdre son sang-froid, et avec un calme admirable, le commissaire général fit sonner le rassemblement, mais les soldats pris d'une irrésistible panique, au lieu de rallier leurs chefs, prirent la fuite.

Cependant, les coups de feu tirés dans notre direction augmentaient ; les mutins se rapprochaient. La situation devenait critique. Le Dr. Vedy les mutins se rapprochaient. La situation devenait critique. Le Dr. Vedy se sauva le premier. Tandis que, malgré mes objurgations, Mr. Leroi se dirigeait vers l'ouest, je me jetai avec deux Batelela fidèles et mon boy derrière un monticule, situé à l'est du campement et d'où, bien abrités, nous dirigeâmes un feu nourri vers les assaillants.

Déjà à vendre cherement ma vie, je visais avec soin tous ceux qui me serraient de trop près, si bien qu'au bout de quelque temps, une quinzaine des plus audacieux avaient perdu la poussière. Cela retiroit l'audace des autres, qui se tinrent à bonne distance.

Mes deux Batelela fidèles et moi-même avions, en peu d'instants, brûlé toutes nos munitions. J'avais une fois de plus fait l'expérience de la mauvaise qualité des cartouches qui devaient armer mon Mauser à répétition : près de la moitié avait raté. Aussi profitant d'un court répit que nous laissèrent les assaillants, les Batelela et moi prîmes notre course dans la brousse, en nous dirigeant vers l'est...

— Vers dix heures du matin, nous fîmes la rencontre de deux soldats que je pris d'abord pour des rebelles, et contre lesquels mes compatriotes et moi nous croisées la baïonnette, mais ils nous crièrent avec force gestes rassurants : « Amis ! Amis ! ». Méfiant tout de même, je leur intimai l'ordre de jeter bas leurs fusils. Ils m'apprirent que le commissaire général avait été massacré. Voici dans quelles circonstances.

Lorsque mon regrette chef avait, malgré mes instances, pris la direction de l'ouest, un certain nombre de mutins s'étaient élancés à sa poursuite.

Ils tentèrent d'abord de le prendre vivant, sans doute pour se donner le plaisir de lui infliger les pires tortures avant de le faire périr. Successivement, trois des plus déterminés coquins de la bande essayèrent de s'emparer de sa personne, mais le commandant Leroi, seullement armé de son revolver, brula la cervelle à chacun d'eux. Alors les autres tirèrent lâchement sur lui, de loin, une grêle de coups de feu. Atteint d'une balle dans la nuque, le commissaire général tomba foudroyé.

Après l'avoir tué, les rebelles ont dépouillé le commissaire général de ses vêtements que leur chef, le caporal Amondalah a aussitôt revêtus. Le

cadavre n'a parait-il, été abandonné aux indigènes qui l'ont emporté.

Avec mes quatre compagnons Batelela, j'ai poursuivi ma route vers le Nil et j'ai été assez heureux pour rattraper vers 5h du soir la troupe de MM. Speller et Bricourt qui avait déjà réussi à rejoindre le Dr. Vedy... Le lendemain nous nous mîmes en route vers Dinguu, sur l'Uele, par Ndriti.

Nos soldats éprouvantes par ces tragiques événements nous imposèrent cette direction. C'est à grande-peine que nous obtîmes qu'auparavant une section de trente hommes allât reconnaître les lieux du massacre: encore dûmes-nous consentir à les laisser aller seuls pour ne pas les exposer, par notre présence dans leurs rangs, à la vindicte des rebelles s'ils avaient rencontré ceux-ci! (2).

Il ne restait donc plus, des trois compagnies de l'avant-garde, que la troisième compagnie de Speller et Bricourt, intacte (3), ainsi que Verhellen et Vedy qui tous furent vers le Nord. De le Court, au contraire, accompagné de quelques soldats (4), s'enfuit vers le Sud, et tenta d'organiser un point de résistance et d'avertir Dhanis de ce qui se passait à son avant-garde.

Le premier obstacle que devaient rencontrer les Baoni, était le poste de l'Obi. Le mot *obstacle* convient bien mal au sergent Closset, très malade, accompagné de son boy et de douze soldats élminna et zande. Le sergent aurait préféré se replier sur Tamara où il y avait un poste de cinquante hommes et un pont, facile à défendre, sur le Kibali. Closset était cependant hors d'état de marcher. Il aurait donc fallu le porter, de même qu'un nombre impressionnant de caisses de matériel et de munitions. Le principal souci du sergent était en effet de soustraire celles-ci à la convoitise des révoltés. Craignant sans doute que la lenteur qui résulterait de tout ce portage ne les expose à être rattrapés par les Baoni, les soldats de Closset préférèrent désertier. Closset et son boy détruisirent autant de munitions et de matériel qu'ils le purent, en noyant les caisses dans la rivière Obi. Le sergent fut abattu le 19 février. Le sort du boy ne nous est pas connu.

A Tamara, il y avait un poste de cinquante congolais, commandé par un sergent élminna. A une date imprécise de la fin de février, les soldats se mutinèrent, soit simplement à la nouvelle de ce qui se passait plus au Nord, soit parce que les Baoni leur avaient dépeché l'un ou l'autre émissaire. Le sous-officier, qui refusait de les suivre dans leur révolte, fut abattu. Ainsi disparaissait tout obstacle au franchissement du Kibali, qui aurait pu retarder la progression des révoltés vers le Sud.

Quelque part au Sud de Tamara, un groupe de vingt soldats qui escortaient un courrier de Dhanis refusa lui aussi de se joindre à la révolte. Sans doute s'agissait-il d'hommes de l'escorte personnelle de Dhanis (la

Ville-Cande ou la garde prisonnière). Un seul en rechappa.

Le lieutenant de le Court tenta une résistance plus sérieuse, avec quarante hommes qu'il avait pu rallier, à Andlembe entre Huru et Kibali. Attaqués le 4 mars, ils ne purent résister que quelques heures. Le lieutenant put cependant prendre la fuite et rejoindre, blessé et épuisé, le camp de Dhanis quelques jours plus tard.

C'est ce même 4 mars que le V. G. G. signala à Boma, par une lettre datée de Kilo, qu'il venait d'apprendre la révolte des troupes de Lerou. La nouvelle fut connue à Bruxelles le 9 mai, nous aurons à y revenir...

Cherchant une position favorable à la défensive, Dhanis préféra reculer jusqu'à Ekwangga, où il pouvait s'abriter derrière l'Huru, en laissant une grand-garde sur la rive est et un poste de surveillance au passage même. Il lui restait une dizaine de jours pour établir solidement ses positions.

Lejeune et Hoquet, dans son *Histoire Militaire du Congo* (5), se laisse quelque peu aller à son goût pour l'épopée en parlant de la *petite colonie... enveloppée par l'armée noire*. La situation de Dhanis n'avait encore rien à voir avec celle d'un groupe minuscule entouré de partout par la meute hurlante de tous les *démans noirs* (6) que peut vomir l'Afrique centrale. Il n'est pas assiéger.

Il conserve avec lui le gros de ses troupes, dont son escorte personnelle, ainsi que des mercenaires zanzibarites, haoussa et élminna et n'a donc pas que des troupes *peu fiables*. Voici, d'après Lejeune, quel était son Etat-Major: commandants Bodart et Julien, capitaine Cronenberg, lieutenants De Wulf, von Friesendorff, Beernaerts, Christiaens, Lindeskjöld, sous-officiers Debaudenance, Dubois, Hansen, Kewers, Snellings. S'y ajoutaient les lieutenants de le Court et Lemoine, le Dr. Heriaux, Parnurrier Crabay et le sous-intendant Louis Dhanis, frère du chef de l'expédition (7). Cela fait donc dix-neuf Blancs.

Compte tenu de la faiblesse de l'encadrement pendant cette expédition bâclée (On est loin des pelotons de septante-cinq hommes commandés par un européen)(8) et même en tenant compte de ce que, surtout auprès du commandant en chef, il y avait quelques Blancs qui n'étaient pas directement investis au commandement d'une unité, il est difficile d'estimer les troupes de Dhanis, au vu du nombre de ses officiers, à moins de 1.500 hommes. Il bénéficiait de plus des avantages de la défensive. Il serait donc erroné de se faire de la bataille d'Ekwangga une image d'Epinal, et d'y voir comme on y a souvent poussé, une manœuvre humaine se ruant sur une poignée de héros. Les Baoni avaient certes l'avantage du nombre, mais ils n'avaient pas partie gagnée à l'avance. Ils ont certes bénéficié du ralliement des auxiliaires et de beaucoup de réguliers de Dhanis. Mais celui-ci fut également affaibli par la défection d'un certain

jeunes de marche.

La demande générale ne devait s'arrêter qu'à Ayakubi. Encore Dhanis estimait-il préférable de gagner les Stanley Falls, laissant à Henry, récemment arrivé sur les lieux, le soin de remonter quelques troupes à peu près combattives à partir du ramassis de fuyards présents à Ayakubi.

XX. Le Maître n'est pas content

Il nous paraît opportun de dire un mot ici de la manière dont Léopold II eut connaissance de ces événements qui compromettaient ses ambitions territoriales au Soudan, des récits qui en furent faits en Belgique, et de la manière dont le Roi-Souverain réagit à ces événements et à ces relations. C'est en effet un facteur d'importance pour la suite des événements.

La victoire d'Henry lui valut... d'être envoyé sur le Nil, Dhanis et les autres restèrent alors face à plusieurs groupes de Baomi dont Léopold II et Boma ne furent pas loin de nier jusqu'à l'existence ! Nous avons déjà fait allusion à la disgrâce de Dhanis qui suivit cette révolte, de même qu'à l'effet désastreux qu'ont eues, à diverses reprises, des instructions intempesives de Léopold II.

On sait que les communications étaient une des faiblesses de l'EIC, et singulièrement de la F.P. De Boma au P.C., de Dhanis, alors aux Stanley-Falls, nouvelles, courriers, renforts et munitions avançaient à l'allure des bateaux à roue. Du P.C., au théâtre des opérations, au pas des courriers ou au rythme des paganes.

Dès la campagne contre les Ngwana, la F.P. fut contrainte d'improviser sans tenir compte des instructions de Boma, invariablement périmées au moment de leur réception puisque basées sur des faits vieux de plusieurs mois. Boma à son tour ne disposait d'aucune latitude ni d'aucun recul par rapport aux instructions de Léopold II, qui refusa toujours d'admettre la gravité réelle des événements.

Dans son ouvrage sur Léopold II (1), B. Emerson consacre à la révolte de l'expédition Dhanis le paragraphe suivant : Les 3.000 hommes de Dhanis — la plus importante de toutes les expéditions en Afrique au XIX^e siècle — quittèrent Stanleyville en octobre 1896. Leur chef avait reçu instruction de suivre la vallée de l'Aruwimi, enfer tropical où avait tant souffert, quelques années plus tôt, la mission de secours à Emin Pacha. Un itinéraire d'une difficulté incroyable, mais délibérément choisi pour dissimuler aux Français l'ampleur de l'entreprise, car ceux-ci gardaient sous surveillance la vallée de l'Uele. Léopold eut été mieux avisé de se souvenir des mésaventures de Stanley à la fin des années

NOTES

- 1) Originaire de l'actuel Ghana.
- 2) Interview accordée par le Lt. Verhelten au journal *L'Echo Belge* du 31 juillet 1897 citée par les *Événements coloniaux. Revue congolaise illustrée*, 1946.
- 3) Suivant L'ejume-é-Hoquet, op. cit., page 152, il s'agissait de deux cents hommes, de race Ilwanga (Iwakweng).
- 4) Les renseignements donnés par la F.P. op. cit., page 397 sont imprécis en ce qui concerne les effectifs morts.
- 5) Op. cit. page 152.
- 6) Ibidem.
- 7) Op. cit. page 145.
- 8) F.P., op. cit. page 400. La F.P. voit dans cet encadrement déficient une des causes de la révolte.
- 9) L'ejume, op. cit. pages 145-146. Nous avons déjà eu l'occasion de dire que Meyers resta un ardent délégué de la mémoire de Dhanis contre l'ingratitude de Léopold II.
- 10) Cf. infra ch. XXII.
- 11) F.P., op. cit. page 398.
- 12) F.P., op. cit. pp. 398-399.
- 13) Meyers, dans L'ejume, op. cit. page 146.

1884, les hommes de Dhahms supportèrent tout aussi mal la forêt humide et, en février 1897, ses Barots (sic), natifs du Sud du Congo, se mutinèrent et prirent la fuite. Les plans grandioses de Léopold II envolaient du même coup.

Ce paragraphe prend place dans un chapitre de vingt pages consacré à relier une partie des efforts du Roi pour réaliser ses ambitions sur le Nil, entre 1895 et 1907. L'historiome britannique ne fait d'ailleurs là que refléter fidèlement l'attitude de Léopold II, les Baroti ne furent jamais pour lui qu'un contretemps irritant dans des plans extrêmement vastes et demandant beaucoup de temps. Il craignait avant tout que des événements de ce genre ne jettent le doute sur les possibilités réelles qu'avait l'ÉIC d'exercer sa souveraineté à l'intérieur de ses frontières, doute qui aurait pu à la fois dissuader des investisseurs potentiels et affaiblir sa position diplomatique. En fait, le Congo était en train de connaître la plus grande guerre qu'il se soit jamais déroulée sur son sol, et ne connaîtra plus rien qui s'en approche avant les *rébellions* de 1963-1964.

En effet, l'ÉIC devait toujours faire face aux guerres en cours : celle du Nil, avec Charlin, celles du Katanga et du Kasai où persistait la situation embryonnaire et peu sûre résultant de la guerre civile Luba, de la présence des Baroti, et de l'agitation conséquente parmi les tribus. Le théâtre des opérations était donc deux ou trois fois plus étendu que celui de la *campagne arabé* et les combattants, si on excepte les mahlistes et quelques mercenaires de la F.P., étaient cette fois tous congolais ; jamais, du moins dans le cadre d'opérations militaires, leur sang ne fut versé avec tant de prodigalité. La réaction de Bruxelles ne sera jamais proportionnelle à cette situation, telle qu'elle apparaissait sur place. « On minimise le danger », écrit R.J. Cornet. « On hausse les épaules en parlant de quelques mutins, presque à cours de munitions, affamés, sans ressources, désemparés, se déchirant entre eux et qui vont fondre comme neige au soleil. C'est, dans tous les cas, le mot d'ordre donné à la presse ; ce n'est pas le moment d'ébranler le crédit de l'État. » (2).

Sur ce point spécial de la presse, on se trouva quelque temps devant une situation qui tenait de la bouteille à encre sans que, pour une fois, Léopold II y soit pour rien. En effet, il semble bien que certains journaux belges de l'époque se soient attachés les services d'une voyante particulièrement extra-lucide ou d'un journaliste ayant le don de double-vue, car la révolte fut annoncée avant qu'elle ait eu lieu.

Le Roi n'étant pas démunni de moyens pour répondre à de faux bruits : le *Mouvement Géographique* et la *Belgique Coloniale* constituaient une artillerie largement suffisante, et dans le contexte des rivalités coloniales de l'époque, il était assez facile d'attribuer toute mauvaise nouvelle à

des concurrents (bien entendu *perdus*). Mais, lorsque quelques mois plus tard la vraie révolte s'était produite, Léopold II et ses journalistes attires durent expliquer que les nouvelles n'étaient pas vraies alors mais qu'elles s'étaient maintenant tout en n'étant pas si grave que l'on aurait pu le croire. Ils commencèrent, comme on dit, à avoir honte.

Le 9 juillet 1897, Joubert notait dans son journal (5) : « Dans les journaux belges, il a été question dès le mois de décembre, que l'expédition Dhahms avait été détruite par les deviches. Ne serait-ce point la l'expédition de l'histoire des révoltes ? »

Nous ne savons pas à quels journaux il fait allusion, et c'est une de ses mauvaises habitudes : il ne cite pratiquement jamais le titre de ses lectures. Tout ce que nous pouvons inférer de notre connaissance générale du personnage, c'est qu'il s'agissait sans doute de journaux bien-pensants. En effet, la coïncidence à laquelle nous faisons allusion ne s'est pas produite en décembre, mais bien dans la seconde quinzaine de janvier. Il est très probable que c'est bien à cette même coïncidence que Joubert fait allusion, mais qu'à six mois de distance — et peut-être parce que les journaux faisaient partie d'un même arrivage — il confond les dates. Il pourrait aussi n'avoir eu connaissance de la nouvelle que par une coupure non-datée, ou même par ouï-dire. La mission de Baudouinville avait un clergé provenant dans son écrasante majorité de Flandre. Parmi les 30 missionnaires décédés en terre africaine dans le Haut-Congo entre 1878 et 1901, 28 au moins sont nés dans des localités flamandes (4). Il était tout naturel que s'ils faisaient venir un journal belge, ou si leur famille leur en envoyait un, ce soit un titre paraissant en Flandre. Or, c'est précisément d'un journal d'Anvers, la *Métropole* que parut le canard ; sous un gros titre *MORT DE BAKON DHAHMS*, on y annonçait que l'expédition du Haut-Nil avait été anéantie, et on avançait même le chiffre des pertes : 21 tués (blancs, évidemment).

La *Belgique Coloniale* publia des démentis le 24 janvier et le 31 janvier. Certains journaux doutent encore de l'exactitude de la nouvelle lancée sur le massacre de l'expédition Dhahms. Nous pouvons affirmer, encore une fois, que celle-ci a été forgée de toutes pièces et que son auteur est connu. Si le rédacteur de la *Belgique Coloniale* ne bluffait pas, il est dommage qu'il n'ait pas désigné le faussaire de façon plus précise. Les canulars coloniaux n'étaient pas rares dans ces temps-là, soit que les nouvelles subissent des déformations et des enjolivements si nombreux au fil des kilomètres qu'elles en devenaient méconnaissables à l'arrivée, soit que de faux bruits soient lancés sciemment par des groupes d'intérêt ou des puissances politiques. La copie tenue du conflit aigu que la question du Soudan créait entre les ambitions des diverses puis-

sances coloniales, on n'a que l'embaras du choix entre les groupes et les pays susceptibles d'avoir inspiré cette fausse nouvelle.

L'ennui, comme nous l'avons dit, c'est que la nouvelle allait devenir *La Belgique Coloniale* du 9 mai 1897 devant reconnaître : Le Vice-gouverneur Général du Congo (5) a télégraphié au gouvernement général que, d'après une lettre du baron Dhans, datée de Kilo, le 4 mars, une colonne de soldats, commandés par le commandant Leroy Isca, se serait révoltée au milieu de levrier à Ndri dans le district de Fiehe, et aurait tué ses chefs. Outre M. Leroy (sic), MM. Verhellen, Spelker, Andrienne et De le Court faisaient partie de cette colonne. A cette douloureuse nouvelle s'ajoute celle de la mort du lieutenant Mathieu, ancien résident chez le sultan Bangassou (Mbornu) : Joubert avait reçu des nouvelles précises au mois de mai. Il écrivait le 29 juin : On ne sait pas encore quelle est la marche des révoltes. On dit qu'il faut au moins 1.000 hommes pour les attaquer, et le 8 juillet : Il y a beaucoup de Blancs à Nyangwe et Kasongo. Dhans y est. Il ne croit pas que les révoltes puissent avoir l'intention de venir jusqu'au Tanganyika. Il semble bien que la lecture de cette boude journalistique lui ait cependant inspiré quelques doutes. C'eux-ci, dans son cas, n'ont pas dû durer bien longtemps. On imagine alors la perplexité que la nouvelle fausse, démentie, mais suivie d'une autre que l'on certifie cette fois vraie, et qui dit à peu près la même chose, a dû provoquer chez des lecteurs se trouvant non plus au bord du Tanganyika, mais sur les rives de l'Escaut.

Il se peut que la raison pour laquelle Léopold II se cramponna ensuite à la thèse de l'incident négligeable, puis de la victoire définitive à la Lindi, soit la crainte de renouveler ce genre de situation de doute et d'équivoque, de nature à engendrer l'inquiétude à propos du Congo. Un mensonge clair était après tout préférable à une vérité comportant des *zones d'ombre* au sujet desquelles les *anti-congolais* pourraient broder. Et après tout, si ce n'est pas une chose moralement recommandable que de mentir à la presse, Léopold II était, le faisant, en bonne compagnie : tous les gouvernements le font, par souci de l'opinion publique, ce qui est une forme d'hommage du vice à la vertu.

Une chose était donc de proclamer *robi et ophi* que le gouvernement de l'AFIC n'avait aucune inquiétude, qu'il contrôlait la situation et que les révoltes n'étaient à tout prendre qu'un ramassis de loqueux peu redoutables. Une toute autre chose était de se comporter en tous points comme si ç'avait été là la vérité. Et c'est pourtant ce qu'il a fait.

Les troupes chargées de combattre les révoltés furent traitées en parents pauvres. On leurs marchandait les moyens, on préleva même chez elles des troupes et de l'équipement pour le Nil. Cela ne fit évidem-

ment qu'accroître la propension des soldats de la F.P. à vivre sur le pays. Ce fait à son tour ne pouvait que contribuer à jeter encore un peu plus les populations locales dans les bras des révoltés. Léopold II pourrait donc avoir contribué à prolonger et à approfondir la révolte !

Notes

- 1) Emerson Barbara, *Léopold II...*, page 199.
- 2) René J. Cornet, *Mantona*, page 247.
- 3) APB, document E-18, entrée du 9/7/1897.
- 4) D'après D. Rinehorn, *Les Missionnaires Helges au Congo*, page 12.
- 5) Non pas Dhans, mais le Vicaire Fuchs, résidé à Boma.

XXI. Les mystères de la forêt

Entre le moment où la F.P. eut battu suffisamment en retraite pour ne plus être en contact direct avec les Baoni et celui où, en des endroits différents, les opérations militaires reprisent comme différents groupes de révoltés, nos documents écrits se limitent à la lettre du Père Achet, que nous publions au chapitre suivant.

La F.P. avait jugé opportun de recueillir suffisamment pour que tout contact soit rompu : cela évitait la contagion par d'éventuels emissaires, et permettait aussi de faire le *black-out* sur les mouvements des troupes encore loyales. Les Baoni ne pouvaient plus les observer directement, ni bénéficier de renseignements fournis par les villageois. Le risque était effectivement grand que les populations civiles, même celles qui ne prendraient pas ouvertement parti pour la révolte, décident de *compter les coups*, de renseigner et de ravitailler les deux camps, se réservant de voler au secours de la victoire quand le sort des armes aurait départagé les belligérants.

Mais la F.P. se placent par le fait même dans une situation identique : elle perdait pratiquement toute possibilité de savoir ce que faisaient les Baoni, et cela eut des conséquences fort dommageables pour l'appréciation que les forces coloniales firent de la force et des mouvements de leurs adversaires. En effet, les officiers de la F.P. gardèrent longtemps comme présupposé que les Baoni resteraient groupés. Toute victoire sur un parti de quelque importance numérique passa dès lors pour la victoire définitive, ou du moins pour un succès décisif. Dans certains cas, on peut soupçonner cette appréciation d'être surtout destinée à la consommation personnelle de Boma et de Léopold II à qui il fallait bien fêter un os à ronger pour qu'ils se tiennent tranquilles. Le caractère définitif que l'on a attribué à la victoire de la F.Indi offre même quelque apparence d'avoir été inventé plutôt à Bruxelles ou à Boma qu'à l'État-major de la F.P.. Par contre, les erreurs d'appréciation de Long à propos de Simorane ont incontestablement été commises par lui.

Cette illusion des révoltés opérant en un seul groupe a eu la vie singulièrement dure. En 1906 encore, Lejeune-Ciboquet publiait (1) un témoignage des rebelles de Birfi à Kabambare² qui donne à supposer que les

opérations furent menées par un groupe homogène (ce que le texte dément). De plus, comme é avait été le cas lors des opérations consécutives à la révolte de Lufubuoung, la F.P. travailla obstinément sur l'hypothèse que le plan des Baoni était de se rendre, pratiquement en ligne droite, vers la région comprise entre Lufalaba et Lemani, plus précisément entre Ngandu et Nyangwe (toujours l'obsession *arabo-tereta*), et qu'ils le feraient en bloc et en force. Les médiations stratégiques des militaires portèrent donc surtout sur l'inévitabilité qu'ils adopteraient. Les notes de Joubert témoignent de ce que l'une des hypothèses, qui devait paraître particulièrement apocalyptique, était le passage par la rive Ouest du Tanganyika, puis par l'Urutu: la révolte de Ndifi rejoignait alors celle de Lufubuoung, se renforçant de toute une série de chefs de l'Est du Congo, déjà *frondeurs* qui se seraient empressés de passer à la révolte ouverte, soulevait toute l'ancienne zone sous influence Ngwana, qui aurait tourné, estimant-on, 3.000 combattants de plus, et mettant fin à la guerre Luba en tournant définitivement l'ensemble de cette énorme ethnicité contre l'E.C. (Un cauchemar!).

Notre seule certitude est qu'après Ekwanga et Irumu, les Baoni disparurent quelque part entre l'Ihuri et la Semiki et que lorsqu'ils reparurent quelques mois plus tard ils étaient divisés en plusieurs groupes, que l'on identifia d'après les noms de ceux qui les commandaient: Changuvu, Mulamba, Saliboko, Kandolo, etc... L'historiographie de la F.P. se hâte de conclure: 'Fort heureusement, ces mutins ne s'entendaient guère et n'avaient d'autres desseins bien établis que de piller et ravager la contrée en se déplaçant vers leur pays d'origine. La question du commandement suscita sans doute beaucoup de palabres chez eux... Après quelques jours, la division se mit dans leurs rangs et quatre groupes importants se constituèrent' (2).

Nous nous proposons donc d'adopter une attitude un peu plus sérieuse et de ne pas conclure en quatre coups de cuiller à pot que les Baoni étaient divisés en factions rivales. C'est une hypothèse qui mérite d'être sérieusement examinée, mais ce n'est rien de plus, et sûrement pas une certitude.

Si division il y eut, quels peuvent avoir été les clivages qui pouvaient la déterminer?

Nous savons que les révoltés, au nombre d'environ six mille, étaient répartis à peu près par moitié en militaires, ayant fait partie de la F.P. proprement dite, et en auxiliaires. Malgré le caractère fragmentaire de nos informations sur les chefs de la rébellion, nous savons en tous cas qu'il y a parmi eux des militaires, comme Mulamba, Changuvu et Saliboko, et des dignitaires coutumiers servant comme chefs d'auxiliaires comme Kandolo et Munié Poré. Dans les mois qui suivirent, s'y ajoutèrent

quelques chefs coutumiers passés à la révolte avec leurs hommes, sans avoir été auxiliaires. Il ne semble pas qu'immédiatement après la révolte les Baoni aient remis en question le rôle des leaders mis en place soit par l'E.C. soit par la coutume: les unités se sont révoltées telles que l'E.C. les avait faites, et c'est l'E.C. qui est responsable de leur composition comme de leur rébellion. Mais il est permis de supposer que les militaires et les auxiliaires pouvaient avoir des tendances à se comporter en groupes distincts, ce qui était de nature à provoquer des frictions entre Baoni. On peut imaginer des conflits d'autorité entre des militaires prétendant à la supériorité du fait de leurs commissions, et des chefs auxiliaires se targuant de tenir leur autorité, non des Blancs, mais de la coutume. Si tant est qu'il soit exact que la mort de Mulamba soit due à Kandolo, on pourrait imaginer une opposition de ce genre derrière cet assassinat, puisque'il y a élimination d'un militaire par un auxiliaire. Il y a contre cette thèse le fait que nous n'avons aucun témoignage qui donne à penser que la F.P. ait jamais eu affaire à des groupes entièrement militaires ou entièrement auxiliaires. La chose n'aurait sans doute pas échappé à l'oeil exercé de spécialistes!

La tentation est évidemment grande de ressortir le bon vieil épouvantail tribal et de supposer que c'est par tribus que les Baoni se sont divisés et regroupés. L'ennui c'est qu'alors on aurait eu affaire au bas mot à une quarantaine de groupes différents, ce qui ne s'est jamais réalisé. Là où il y avait une certaine cohérence ethnique, c'est-à-dire avant tout chez les auxiliaires, elle a persisté, c'est tout. Encore une fois, cette cohérence-là n'est pas l'oeuvre des Baoni, mais celle de l'E.C.

S'il est clair qu'il y eut un conflit à un moment donné puisque Mulamba fut tué, apparemment par Kandolo, on ne peut guère savoir si la division en plusieurs groupes y est liée. En effet, nous savons par Achte que les Baoni envoyaient en mission des détachements qui pouvaient être importants (plusieurs centaines d'hommes). De tels détachements n'ont-ils pas été pris parfois par la F.P. pour des groupes autonomes? (3)

En effet, les révoltés avaient tout avantage à se disperser, que ce soit pour des raisons tactiques ou pour assurer leur ravitaillement. La région où ils se trouvaient est la plus haute et l'une des plus accidentées du Congo. Elle est en partie bossée et en partie couverte de *savane démodée*, c'est-à-dire d'une végétation plus claustrée, due à l'altitude, bien que l'équateur ne soit pas très éloigné (d'où des pluies fréquentes et diluviennes). Surveiller ce terrain accidenté et y prendre d'élémentaires mesures de sécurité et trouver du ravitaillement (Achte dit qu'ils chassaient l'éléphant) imposait une certaine dispersion. Les Baoni disposaient certes des réserves prises à la F.P. Mais nous savons que celle-ci

manquant elle-même cruellement de travaillement : la famine fut même une des causes de la révolte. De plus, dans des scènes de panique et de pillage comme celle d'Irimu, il se gâche bien plus de matériel qu'il ne s'en sature; on y voit des gens fouler aux pieds des sacs de farines pour s'emparer d'une horloge à contour hors d'usage! Il y a donc eu, selon toute vraisemblance, un important gâchis. De plus, il est toujours nécessaire de se procurer des vivres frais.

Quelles que soient les raisons qui amenaient les Baoni à détacher des forces vers tel ou tel point, il est un fait que lorsque Achte rendit aux Baoni sa *visite* involontaire en avril 1897, l'unité de commandement existait, bien que le camp où séjourna le missionnaire ne confinât plus que deux à trois mille hommes, soit à peu près la moitié des révoltés (4). La F.P. (5) donne la composition suivante de ses quatre groupes, distincts apparemment sur tout parce qu'elles les a rencontrés séparément au combat :

- un groupe commandé par Sathboko, caporal, rassemblant tous ceux qui appartenaient au groupe culturel Iuba (Iuba, Songye, Bangubangu...) et un certain nombre d'hommes originaires du Maléla
- un groupe commandé par Changuva, sergent, composé apparemment avant tout de gens originaires du Nord-Tanganika
- Kandolo garda le commandement de ses auxiliaires, généralement tereba/kusu
- Munie Pore fit de même avec ses hommes originaires de la région de Nyangwe. Recrutés parmi les anciens auxiliaires des Ngwana et de Munie Mohara/Mtagamoyo, ils étaient de toutes provenances imaginables.

La F.P. ajoute que le sous-officier Mulamba commandait un groupe où l'on trouvait surtout des militaires tereba/kusu, et exerça au début le pouvoir suprême. Au fur et à mesure des défaites des uns, puis des autres devant la F.P., les débris des troupes récemment dispersées allaient grossir les autres fractions, de sorte qu'il y eut un brassage continu, auquel venait s'ajouter l'arrivée de *nouvelles recrues* venant des populations locales. Ajoutons que la F.P. ne pouvait baser son appréciation sur l'origine des révoltés que sur l'appartenance ethnique des morts et des blessés (6) et sur les informations, toujours suspectes, fournies par les révoltés que l'on pouvait capturer. C'est tout de même un peu mince! Cette situation si claire est contredite par un certain nombre de faits. Le Père Achte a rencontré dans le même camp Mulamba et Kandolo. Et il ne serait pas étonnant que l'homme du Manema qui dépensa en vain tant d'éloquence pour obtenir sa tête ait été Munie Pore.

Les origines du groupe Sathboko sont controversées. Pour Lejeune-Choquet (7), il s'agit des Baoni qui réussirent à échapper aux soldats de

Henry après la défaite de la Iindi. Henry lui-même (8) et la F.P. (9) avancent que Sathboko et environ six cents hommes quitterent le gros des révoltés parce qu'ils s'opposèrent au meurtre de Mulamba par Kandolo, ou du moins parce que Kandolo succéda à son prédécesseur, à la fin de juin 1897.

Nous penchons pour l'hypothèse suivante. La séparation géographique des groupes peut s'expliquer de façon satisfaisante par des considérations militaires qui étaient parfaitement à la portée des Baoni. Progresser en plusieurs colonnes lorsqu'on est en pays ennemi était une pratique courante dans l'art militaire bantou, et ils avaient dû pratiquer maintes fois cette manœuvre avec la F.P. Elle offre de plus l'avantage de faciliter le ravitaillement, considération à laquelle les révoltés devaient être sensibles après la terrible marche vers le Nil.

Le détachement de Changuva passa sans encombre, et atteignit le Tanganika. La chance y joua un certain rôle. Mais il faut aussi remarquer que les hommes qui devaient progresser droit vers le Sud étaient dans leur majorité des ressortissants de cette contrée (ce qui peut expliquer la composition du groupe Changuva, dans l'hypothèse où il aurait eu le rôle d'une simple avant-garde). Les hommes de ce groupe ont très vite été en pays de connaissance. Un autre facteur important consistait dans les qualités personnelles de Changuva : c'était sans conteste un homme intelligent, rusé, un entraîneur d'hommes et un homme de cœur. Les Baoni lui doivent quelques-uns de leurs plus beaux succès militaires. Les blancs de la F.P. lui ont rendu dans plus d'un document le seul hommage dont ils étaient capable : ils en avaient peur. Selon toute apparence, Mulamba, Kandolo et Sathboko n'ont, pendant longtemps, formé qu'un seul groupe. L'hypothèse du départ de Sathboko comme protestation contre le meurtre de Mulamba — et surtout contre l'accession au pouvoir de Kandolo — cadrerait assez bien avec l'origine de son groupe. Comme on l'a vu à propos de la révolte de Luluabourg, la sécession d'une minorité, lorsqu'elle est significative, est un péché nigunon des Iuba. Le dit groupe subit des revers et ses hommes revinrent rapidement se joindre à ceux de Kandolo. Lorsque celui-ci fut tué, on donna à son successeur le nom de Primi Kandolo ce qui semble prouver que la légitimité de son autorité n'était pas mise en cause. Primi désigne le nouveau chef, par opposition à *Munie*. Avec Munie Pore, par contre, il y a toute apparence d'un conflit portant sur le fond même des choses.

Nous retrouvons ici le clivage qui était déjà sensible à Luluabourg, entre les modérés et les extrémistes. Certains des Baoni étaient partisans d'une ligne modérée : élimination des officiers, actions défensives s'il y avait lieu, mais pas de guerre à outrance, pas de meurtres gratuits

de Blancs n'ayant pas de rapport direct avec l'ÉIC). Leur programme était renforcé chez soi, avec vigilance et le doigt sur la gâchette, mais rien d'autre. Les eût-on laissés passer qu'ils auraient sans doute été cultivés le mieux et élevés des cheyres dans leur village natal. C'était de toute façon déjà un programme parfaitement irréaliste et auquel on ne pouvait croire qu'à condition de tout ignorer de l'Europe et de la nature même du phénomène colonial; c'était leur cas. Kandolo, Mulamba et la majorité des Baoni semblent avoir été de cette tendance.

Munie Pore, outre un ressentiment personnel lié à la mort de son père, semble avoir caressé des rêves plus ambitieux, un peu dans le style des Nywana de 1892: élimination totale des Européens, reconstitution de la zone Nywana telle qu'elle était du temps de Tippo-Tip... Il se pourrait donc que la séparation de Munie Pore d'avec le reste des Baoni ait un rapport avec ce désaccord. Cela n'implique pas qu'il y eut une sorte de divorce entre les Baoni. Munie Pore a pu aussi se faire attirer une mission qui l'éloignait de ses collègues et le rapprochait du Luataba. Comme il échoua devant Mawambi et fut tué à Kisenge en juin 1897, il n'eut guère la possibilité de mettre ses intentions en pratique.

Notre hypothèse est donc que l'unité de commandement a persisté parmi les révoltés: les revers militaires éliminèrent rapidement les *sécés-tris* de Kandolo et Munie Pore, si tant est qu'on puisse réellement les considérer comme telles. L'autonomie de Changuvu ne serait pas venue de son fait, mais de sa séparation involontaire d'avec ses camarades. Il semble d'ailleurs avoir accepté l'autorité de Piani Kandolo quand tous les révoltés furent regroupés dans le Maniema, et c'est par élimination physique des autres chefs qu'il parvint à l'autorité suprême.

Ce qui pose précisément le problème de l'autorité exercée par Mulamba et ses successeurs: quelle en était la nature. Achte emploie le mot de *roi*... et constate un peu plus tard que les révoltés n'ont aucun respect pour leurs chefs... Il est probable que le saint homme était quelque peu déformé par sa fréquentation du royaume de Toro en Ouganda. Les royaumes des Grands Lacs ont une étiquette extrêmement cérémonieuse, des rites raffinés qui auraient fait pâillir d'envie Louis XIV. Par comparaison, les allures fort libres que les Congolais prennent avec leurs chefs ne peuvent évidemment donner que l'impression que tout le monde se tape sur le ventre dans une atmosphère générale de copinage bon enfant, mais un tantinet vulgaire.

Mulamba, dans la description d'Achte, a indéniablement des comportements de chef coutumier, et ce qu'on a parfois appelé le *procès* d'Achte en est un bel exemple. Mulamba arrive avec un groupe relativement nombreux, portant deux chaises; l'une pour lui, l'autre pour le missionnaire. Assis, il parle le premier et explique pourquoi il estime

dexoir laisser à Achte la vie sauve et la liberté. Quelqu'un peut-être Munie Pore ou Shamu Kano, sincèrement en tous cas l'un de leurs partisans) fait un violent discours en sens contraire. Après quoi Mulamba soulignant le fait qu'ils étaient assis de compagnie, invita ceux qui désiraient tuer le missionnaire à les tuer l'un et l'autre. Il se peut que Mulamba ait fini par pérorer de ce genre de rituel social consistant à mettre sa vie dans la balance à propos d'une décision. Et cette expression ne doit aucunement être prise dans un sens symbolique: quand on parle de tuer, dans ce contexte, c'est bien de tuer qu'il s'agit.

Remarquons qu'un *procès*, au sens propre du terme, se serait déroulé tout autrement: Mulamba aurait bien été assis, mais Achte n'aurait pas disposé d'un siège identique à celui du chef. Celui-ci n'aurait pas non plus parlé le premier. Il aurait pris Achte et celui qui soldait sa mort d'exposer leurs arguments, aurait posé des questions, laissé les autres notables s'exprimer et aurait parlé le dernier.

Tout cela laisse l'impression d'une organisation sur le mode traditionnel, calquée sur celle des tribus ayant une organisation ou l'autorité personnelle se tempère fortement de collégialité. Mulamba a peut-être un peu trop considéré cette dernière comme négligeable.

Compte tenu du contexte, c'est-à-dire des références qu'ils avaient des modes de fonctionnement social qu'ils connaissaient et de ce qu'ils pouvaient imaginer sur cette base, les Baoni semblent avoir choisi le type d'autorité le plus démocratique qui fut à leur portée. Mais cette autorité, dont les références traditionnelles sont évidentes, s'exerçait désormais sur un ensemble pluri-ethnique, où l'on semblait même avoir conscience du sort de l'ensemble des Noirs. Quelques détails sont même singulièrement modernes, telle la fabrication de drapeaux rouge et blanc (à Lulubourg on avait conservé ceux de l'ÉIC). Mais il est temps d'accompagner le Père Achte et de leur rendre visite.

XXII. L'aventure du Père Achte

Quant à savoir ce qui se passait chez les Baoni, nous en sommes en grande partie réduits à écouter *l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme*. Les documents de l'époque, émanant de la F.P., tirent leurs informations de ce que disent des villageois ou des prisonniers, dont la sincérité est suspecte. Ils sont de plus intégrés dans des rapports adressés par les officiers à leurs supérieurs, ce qui peut aussi avoir incité les scripteurs à *arranger* les faits. Lorsqu'une tentative de contact et de négociation avec les rebelles eut lieu, pendant l'*interim* de Van Ciele, la délégation de l'ÉK fut prudemment composée de grades noirs, dont nous ne connaissons le rapport que par ce que Long en écrivit à Van Ciele. La situation est pratiquement la même dans les documents missionnaires: ils rapportent ce que les indigènes ont dit. Tout au plus peut-on supposer que les indigènes leur parlaient plus librement qu'ils ne le faisaient avec les militaires. La mémoire populaire, nous l'avons dit, ne donne plus, elle non plus, accès à des souvenirs directs.

Il n'y a qu'une exception: en avril 1897, un missionnaire français, attaché à une mission de l'Ouganda mais visitant des catéchumènes sur le territoire de l'ÉK (1) fut capturé par les Baoni, puis relâché après avoir pu parler avec eux pendant un temps assez long. Le 5 mai 1897, il adressa un rapport sur son aventure à Mgr. Livinhac, Supérieur Général des Pères Blancs. Ce document est le seul témoignage direct existant, d'une personne qui est allée personnellement de l'autre côté des lignes.

Le document (2) dans son état actuel a été corrigé par Mgr. Livinhac avant la publication partielle de cette lettre dans *les Missions d'Afrique* des Pères Blancs. C'est à cette version que remontent les extraits cités par la *Redigine Colombide* et repris par la F.P. (3). C. J. Echoud, biographe du P. Achte en a fait une publication plus complète dans un ouvrage devenu introuvable (4).

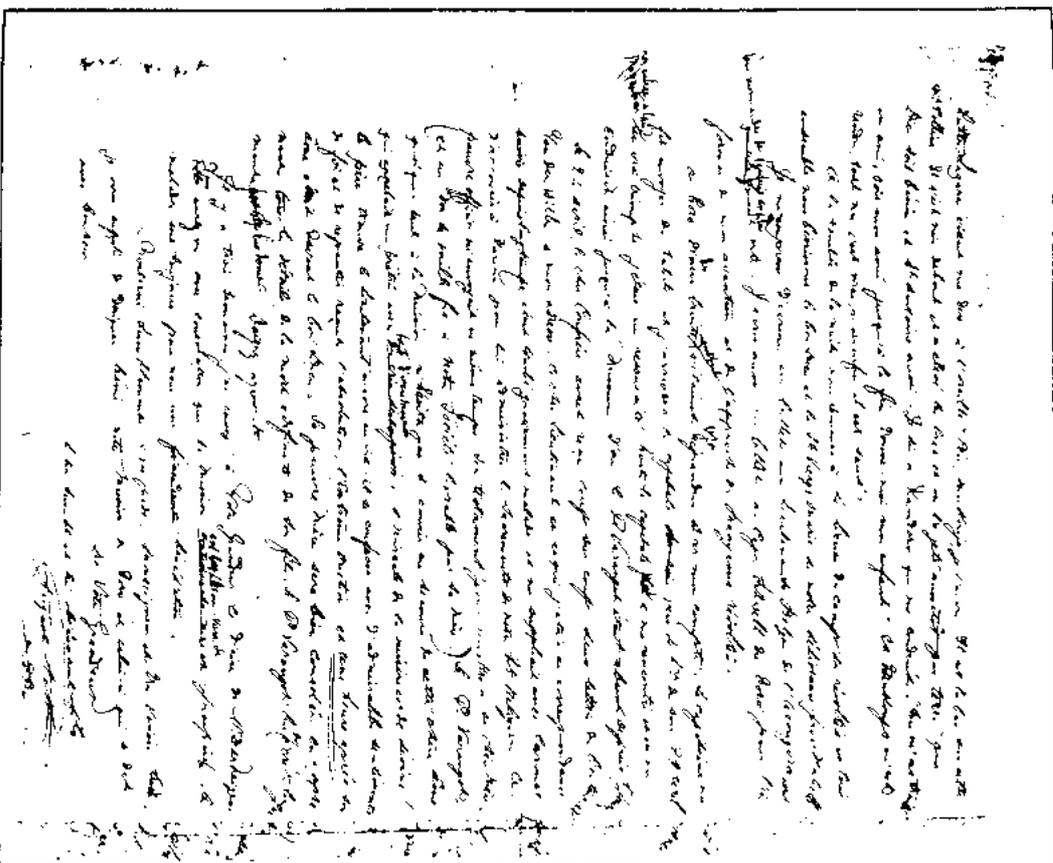
NOTES

- 1) Op. cit. page 153.
- 2) F.P., op. cit. page 105.
- 3) L'ÉK n'a pas interdit de penser que les prisonniers interrogés par la F.P. ont peut-être affirmé qu'ils l'avaient partie d'un groupe séparé, n'ayant plus de contact avec les autres Baoni et donc ne pouvant donner aucun renseignement sur leurs camarades. Pour un prisonnier de guerre, passer pour l'indélicat dont il n'a rien à tirer est souvent la situation la plus confortable!
- 4) Toute la question est évidemment de savoir dans quelle mesure on peut faire confiance au coup d'œil du Père Achte. Nous n'avons malheureusement aucun élément permettant de savoir quelle était l'attitude de ses estimations. Pour le texte lui-même, on voudra bien se reporter au chapitre suivant.
- 5) F.P., op. cit. pages 119, 116. On nous laisse hélas dans l'ignorance des sources dans lesquelles on puise. Sans doute des interrogatoires de prisonniers ou de villageois, repris dans les rapports militaires.
- 6) L'identification ethnique de cadavres etat à l'époque possible. On n'avait en effet pas encore renoncé à diverser marques distinctives: tatouages, scarifications, dents lisses, etc...
- 7) Op. cit. page 155.
- 8) Histoire sommaire de la campagne de la Lindu. Bulletin IC RB, XIX, 2, 1919.
- 9) Op. cit. page 112.

Les corrections de Lavinhac, dans la plupart des cas, sont surtout stylistiques. Ainsi, la ou Achte écrit au, assez placement il faut l'admettre; *C'est le soir déjà* son supérieur y substitue *Le jour est déjà à son déclin*. Moins innocemment, il a ajouté deux phrases qui *relativisent* les réminiscences des Brioni, dont une partie est de plus défiléement omise. Ceci avant sans aucun doute pour but de ne pas s'exposer à des frictions avec l'Église, dont les officiers sont décriés sous un jour fort peu sympathique. Il faut d'ailleurs remarquer en passant, à propos de cette *consigne*, que la lettre d'Achte était un document interne, que même son auteur ne destinait nullement à l'opinion publique, mais à son seul supérieur. Or, celui-ci ait ensuite jugé opportun de ne laisser filiter vers l'extérieur qu'une partie de l'information dont il disposait, en partie dans le but de ne pas se brouiller avec le pouvoir temporel ne constitue ni une exception ni une nouveauté; c'est encore aujourd'hui dans bien des cas l'attitude de la hiérarchie catholique.

Il nous a donc paru intéressant de publier ce document d'une manière qui essaye de rendre compte de l'état dans lequel il est actuellement. Dans ce but, nous avons relié le texte d'Achte, mais en conservant entre parenthèses et marquées ¹⁾ les modifications apportées par Lavinhac. Les modifications apportées au texte original sont en effet faciles à reconnaître: les écritures des deux rédacteurs sont très différentes (5) et, heureusement pour nous, les ratures ont été faites d'un trait de plume léger qui permet de lire aisément le texte original. Afin d'éviter les confusions, les parenthèses, provenant d'Achte, sont marquées A. Comme d'habitude, nous avons respecté la graphie de l'auteur, même pour les noms propres ou africains qu'il transcrit d'une manière différant quelque peu de celle qui a été entretemps reçue. Nous avons pensé, en effet, que la manière dont le texte avait été traité par Mgr. Lavinhac avant d'être livré au public constituait en elle-même un renseignement de nature à retenir l'attention des historiens.

Lettre du P. Achte à Mgr. Lavinhac, recture a + 1-3. On reconnaît aisément les annotations de Mgr. Lavinhac. La numération des pages est contemporaine.



Loro JMJ 5 Mai 1897
 Notre Dame des Neiges

Monsieur et très Vénéré Père,

Le 19 Avril je partis pour visiter les quelques cathédrales d'au-delà de la Senitki (6). Les missionnaires anglicans y étaient déjà allés 5 fois

pour y rencontrer un chef, leur adroite depuis 4 ans, grâce au roi Kaya-panda. Nos catechumènes se demandaient avec impatience quand ils verraient eux aussi leur missionnaire (7). Je n'avais que trop tardé.

Après deux journées de marche, on traverse la Sembla sur une baraque après un tronç d'arbre creusé (1 : une pirogue, qui est un simple tronç). Le tronç a une profondeur de 7 à 8 mètres et une largeur de 50 centimètres, son cours est rapide et ses eaux rejoignent de cocotiers.

Le pays en de-là de la Sembla qui est encore dans la sphère anglaise occupe une 15^e année de village, il y a peu de monde (1 : compte une 15^e année de villages peu peuplés du reste, corrigé ensuite en *à main levée* (2)). Deux plus de 10 mois (1 : en effet) des soldats du poste belge de Keshi se précipitent des excursions et des razzias qui inquiètent fort nos hôtes indigènes. Aujourd'hui on parle même de l'arrivée du belge de Suluhi. Je me rends jusqu'à Matega, gros village à 6 heures du fleuve (8) et me voilà soudain en face de 30 soldats du (1 : de l'officier) Belge. Ils me présentent leur drapeau et me disent qu'ils sont envoyés par leur Blanc pour s'emparer de la route qui mène au poste belge de Fison-gora. Leur Blanc n'est qu'à 3 heures d'ici et il sera enchanté de me voir. C'est le soir déjà (1 : Le jour est déjà à son déclin). Un indigène m'affirme avoir vu le Blanc et son drapeau hissé au haut de la tente. La nuit il semble qu'on nous entoure et je dis à un de mes néo-chrétiens : Si donc nous étions (1 : serions-nous) entre les mains des rebelles dont le Belge de Fison-gora m'a écrit (1 : annoncé) ces jours-ci la révolte (1 : rébellion) ? Mais non. Les rebelles ne peuvent être ici, c'est impossible. D'ailleurs, c'est trop tard (1 : y seraient-ils, impossible de leur échapper) ! Il faut avancer. Vers 10 h. du matin on gravit une haute montagne et on débouche devant une petite plaine couverte de tentes européennes, de huttes, d'hommes, de femmes, d'enfants ! Nous sommes perdus, voici les rebelles, aussi nombreux, comme ils me le diront plus tard, que l'herbe des champs. On me conduit poliment vers la tente du Blanc. Elle est sur une petite hauteur et a le drapeau belge (9) flottant sur son pignon.

En descendant au passage, on me salue en français, un matin vient même un catechumène en belge (1 : en flamand). J'ai bien gardé de lui ce portrait. J'arrive au près d'un bangou, genre Krosque ou on fume la pipe à l'ombre. Une vingtaine de belles chaises y sont étalées, c'est un peu trop pour un seul Blanc. (1 : Une vingtaine de belles chaises européennes attirent mon attention et me donnent de légers pressentiments que confirme le spectacle qui s'offre alors à mes yeux). En revanche, voici (supprimé par L.) 40 à 50 beaux (supprimé par L.) nègres habillés du pantalon d'officier et de la veste à 2 ou 3 galons d'or, un magnifique kepi, également à 2 ou 3 galons d'or (10) orné leur noir chef (1 : notre

chef) et un rebelle prend à leur côté. Je ne suis plus quelle contenance tenir, mais on ne me laisse pas longtemps dans l'indécision. Soudain des enfants se posent violemment sur moi, chapeau, rosace, montre, étape (1 : toutes mes poches, ma gaudouza même, tout disparaît en un clin d'œil). Des cris sauvages : tuez-le, tuez-le ! retentissent à mes oreilles, je vois de nombreux fusils braqués sur moi, mais ceux qui m'entourent de plus près pour me piller crient à leurs amis : Ne tuez pas, vous allez nous arrêter !. Honte et puis nous le tirons. Tout cela avait duré un

minute à peine. Je n'avais plus que la chemise d'attache sur le corps. De tout cœur, distraitement, je dis : Ste. Vierge Marie, à mon secours ! et je crie tout haut : Je suis un homme de Dieu, laissez-moi ! (heureusement que je savais le kiswahili). Dieu qui tient dans sa main le cœur des hommes, échange subitement le cœur des plus acharnés à ma perte. A l'instant, plusieurs se mettent à me défendre : l'un ramasse les débris de mon saroual (1 : ma étoffe) (11) et me l'ajuste assez convenablement, un autre me laisse prendre (1 : m'offre) son drapeau et le poser (1 : je le pose) sur ma tête exposée à un soleil de feu. Je suis tiré en tous sens, les uns veulent me tuer, les autres me défendent : ceux-là persistent à m'attacher les mains et les coudes, ceux-ci s'efforcent de me délier. Ces tiraillements durent bien 2 minutes (phrase supprimée par L.). Pendant ce temps, 2 ou 3 ayampara avaient tiré des bâtons, et vinrent faire pleuvoir les coups sur mes assaillants et sur mes défenseurs indistinctement et me dégoûtent. J'étais sauté (supprimé par L.) ! On me conduit sous le bangou, je m'assieds sur une longue chaise, en face de Mbulamba, leur roi, et en face de Kando, leur 1^{er} ayampara. J'essaye d'expliquer qui je suis et ce qu'est un *paddi* français (12). A chaque instant on m'interrompt : Nous avons tué les Belges qui nous appelaient des animaux, *nyama*, et qui tuaient nos chefs et nos frères comme on tue des chèvres. (1 : De pareilles exagérations sont toutes naturelles dans la bouche de nos exaspérés). Avant répété 20 fois que je ne suis pas Belge, que je ne leur ai fait aucun mal, je crois plus sage de laisser à ces terribles enfants de la nature de se verser le trop plein de leur cœur contre les Belges et je les interroge à mon tour... Je semble les écouter avec intérêt et je suis ébahie leur ami. On m'offre du café, et du bon ! (1 : un excellent café) (13).

Ils m'ont raconté de la part des Belges des injustices incroyables comme de servir et de travailler de longs mois sans récompense aucune malgré les promesses et des cruautés inouïes, ainsi pour la moindre faute le Kaboko (*skoti* A) (14). la pendaison, la fusillade. Ils m'ont nommé plus de 40 grands chefs et *nyampara pendus* pour une peccadille d'après eux; on me compte pas le petit monde qui a été pendu ou fusillé, c'était à l'ordre du jour. C'était me rappelle l'aveu d'un pauvre lieutenant qui, à la

nouvelle de la 1. revolta, disant: Nous avons trop tué!

Puisque cette lettre est intime, je citerai quelques faits.

Un officier *Kichou Makhoba* (15) a fusillé en un seul jour 60 soldats et leur *nyampara* Kilboenge parce qu'ils refusaient de travailler la terre un jour de dimanche.

Un autre *Lobhane* (16) fit faire une grande fosse pour y jeter vivantes les victimes de sa cruauté à *Makha* et à tué plusieurs chefs et *nyampara*.

Un autre *Kambakamba* (17), il aimait la corde! à Nangwé poussa la cruauté jusqu'à verser de ses propres mains du sel et du poivre sur les plaies saignantes faites par le sikoti (kiboko A) et faisait jeter vivants dans le fleuve Langatba, les malades de son poste, disant qu'il ne voulait pas qu'on fût malade.

Une fois des centaines de Manyema allèrent auprès du Baron Dhanis et demandèrent à recevoir leur paie et à rentrer chez eux. Il refusa, les traitant d'esclaves. On les a transportés de leur pays pour les incorporer à l'armée. En route, ils étaient porteurs plutôt que soldats; au camp, dans les postes, ils travaillaient la terre depuis 6 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir (18). Voilà, répétaient-ils, la récompense que nous avons eue pour avoir aidé les Belges à vaincre les Arabes, les Wangwana et les tribus de Washenzi (19), et quand nous réclamions, on nous répondait que nous étions des esclaves, des *nyama*, sales bêtes (sic A), cochons (sic A). De plus, on nous défendait de manger de la viande et on nous empêchait les chèvres que nous pouvions nous procurer; ajoutez à cela pour expliquer un peu la rigueur du châtiement de Dieu, les deux blasphèmes réputés les plus graves par la théologie. J'en ai été l'auditeur écoeuré: boy, leta kit... sabaan... komba' (20) et un horrible blasphème en un très bon français, C'était une imitation achevée des officiers.

De plus les Belges, menant les Manyema contre les Derviches, commentent la grande faute de leur dire: 'Nous vous menons combattre contre Dieu'. C'est malheureux disaient aux Nègres: 'Nous avons tué Dieu en Europe, le dieu des derviches ne saura tenir contre nous'. Avec ce cinisme (sic) du blasphème, ils pensaient se jouer de la superstition de ces pauvres patiens Manyema qu'ils auraient dû évangéliser depuis 6 ans qu'ils sont au Manyema (21)! Il y a l'heure du châtiement avai sonné. Et en voici l'histoire tragique (22) (L.: Voici l'histoire tragique qu'ils me racontèrent).

L'avant-garde, composée de 1.000 soldats, et conduite par 9 Blancs, est arrivée sur les bords du Jabili (il y a peut-être 4 mois de cela A). Deux officiers ordonnent de donner du sikoti (L.: grosse lanterne de peau d'hippopotame) à un *nyampara*. C'est lui-ci reçoit ses 100 coups (23). Ce sont les derniers.

Les trois grands *nyampara* Kandoro, Sadiki et Kalukula (c'est Kan-

doro qui me raconte le fait) font circuler le mot d'ordre de la révolte. Ils sont exaspérés. Ils veulent échapper au *Pira* des derviches, au bâton et à la corde des *Héiges* et du même coup se venger et venger leurs compatriotes battus, pendus, fusillés depuis des années. La nuit arrive: sont dans deux Blancs tombent de leur chaise frappés au cœur, cinq autres sont tués aussi par des balles et les deux autres se sauvent à la faveur des ténébre. Tout est pillé.

Le baron Dhanis poursuit les révoltés (24). Il a une armée de 4 à 5.000 soldats commandée par de nombreux Blancs. (L.: Il atteint les révoltés sur les rives de l'Ihuri). Deux de ses principaux *nyampara* Manyema sont Mulamba et Almasi, qu'il croit fidèles au devoir. Mais, me disait Mulamba: 'Il y a trois ans que j'étois et que j'ai massé dans mon cœur la haine des Belges. Quand je vis Dhanis (Himbo nyingi A) en face de mes compatriotes révoltés, j'ai ressenti de bonheur: c'était le moment de la délivrance et de la vengeance'.

Le baron Dhanis dispose donc son armée, place les sentinelles et les européens s'en vont dormir espérant un sûr succès pour le lendemain. Vers 2 heures de la nuit, les révoltés, de connivence avec les Manyema du camp de Dhanis, passent le fleuve en silence. Les premiers sont à peine au milieu du fleuve qu'ils sont aperçus par les sentinelles qui leur tirent dessus: c'est le signal que tous les Manyema attendent. Une fusillade furieuse commence de tous les côtés à la fois. Les Belges sortent de leur lit et veulent donner des ordres. Mais où est l'ennemi et où le soldat fidèle? La révolte est partout. Partout on tire sur les Blancs et les Haoussa (L.: ? — le mot est effectivement peu lisible—). Le soleil se lève enfin et éclaire un bien triste désastre: les cadavres de plusieurs centaines de Hausa (mot retracé par L.) jonchent le sol: 7 Belges gisent aussi à terre, tous les autres ont fui, n'emportant absolument rien. Le fusil même du baron Dhanis (on me l'a montré), 18 canons, des bombes, toutes les munitions de l'expédition, toutes les provisions, les tentes, les affaires (L.: effets) des Blancs, tout enfin: tel est le butin des révoltés. Il y a de cela à peu près 30 jours.

Après avoir fêté leur victoire par de copieuses libations faites avec le vin et le cognac pillés, ils choisissent Mulamba pour leur roi (25), et Almasi et Kandoro pour leurs deux premiers *nyampara* (26), et ils organisent la caravane pour s'en retourner dans leur pays où ils veulent se déclarer indépendants. Ils se disent 4.000, je les estime 2.000. D'abord dans le fol orgueil de leur triomphe, ils voudraient déclarer la guerre à tous les Blancs et se constituer les vengeurs de la race noire, et ils avaient juré de tuer tous les Blancs (L.: européens) qu'ils y rencontreraient. C'est pourquoi ils s'apprétaient à aller au Toro tuer l'anglais (sic) du Fort, piller et tuer les autres Blancs, pendant qu'un détachement de sol-

dats trait tout droit au poste belge de l'Isongora. (Pour sauver ces officiers. L.). Je leur ai démontré combien cette conduite était déraisonnable et que s'ils étaient intelligents ils feraient plutôt amitié avec les Français, les anglais et les allemands pour n'avoir à soutenir la guerre que contre une seule nation. C'est ce qu'ils ont décidé de faire. (L. : J'ai usé de toute mon éloquence pour les déterminer d'un tel projet. Arrivé-je reussit? Mais revenons à mon histoire personnelle) (27).

Je buvais donc le café, tout en écoutant (L. : J'avais pu lementement le café en écoutant) les récriminations (L. : et en me demandant comment finirait pour moi la tragédie). Enfin on me conduit (L. : on me conduit alors) dans une haute ouverte à tous les vents, et on m'apporte à manger du sorgho cuit en forme de petits pains et un peu de beurre sucré (conserves des Belges A). Je déclare que je ne mangerai pas avant d'avoir reçu mes jeunes gens au nombre de 14. (C'est résolution excite l'admiration des femmes, et l'une d'elles s'approche et me dit: 'Toi, Muzungu (28), tu ne mourras certainement pas'. On va rapporter à Mutamba mes paroles. Il ordonne de me rendre les 4 plus jeunes de mes catéchumènes, et il m'envoie une chèvre en me faisant dire: 'Fais les hommes, voici une chèvre, mange'. Je réponds que je veux tous mes enfants, qu'il m'en manque encore dix et que je ne mangerai pas avant de les avoir reçus. (Ce dernier mot est barré, soit par L., soit par A. lui-même).

Le soleil se couche et les ténèbres se répandent sur le camp. Mutamba arrive avec une 30me d'hommes, tous des nyampara. Il y a eu une grande contestation à mon sujet. Ils ont juré autrefois de tuer tous les Blancs, pour quelle raison échapperais-je à la mort? (L. : m'épargneraient-ils?). On me fait sortir dehors. (L. : on m'invite à sortir). Mutamba fait apporter deux chaises. Il s'assied sur l'une d'elles et me présente l'autre; les nyampara sont debout. Mutamba leur explique pourquoi il ne veut pas me tuer: 'Je n'ai pas de fusil, j'enseigne les paroles de Dieu, je soigne les nègres, malades et (argument décisif A) je n'ai jamais frappé aucun noir'. Je sus après qu'ils avaient mis à la torture mes pauvres jeunes gens (L. : enfants) pour savoir si je *pipipais*. Un nyampara expliqua, son long et virulent discours peut se résumer en ces mots: 'On a juré de tuer tous les Blancs, donc celui-ci doit être tué'. Tous les Blancs se ressemblent, tous ils complètent la commune misère des Noirs' (L. : tous complètent l'asservissement des Noirs). C'est fougueux tribunal me prouva qu'il y a des éloquentes chez les Manyema. (: qu'il y a des gens fort intelligents et même éloquentes chez les Manyema dont on pourrait faire de fervents chrétiens). Que ne leur a-t-on envoyé plus tôt des missionnaires? Je m'interromps et essaye de le réfuter. Alors, Mutamba s'écrie d'une voix irritée: 'Moi, je défends de tuer ce Blanc, que celui qui veut le tuer qu'il

prenne son fusil et lui envoie une balle; le voyez assis à mes côtés' (29) – Silence de mort. 'Personne ne tira, cria-t-il'. Silence.

Je rentre donc dans la hutte. Une femme m'apporte à manger; je prends l'assiette pleine de sorgho cuit et la passe à mes 4 catéchumènes. Je sus bien résolu à ne pas manger sans avoir reçu tous mes gens. Comment dormir? Il fait froid et je n'ai rien pour me couvrir; tout a été pillé (L. : tout m'a été enlevé). Je sus toujours en chemise et en petit pantalon tout déchiré. Une brave femme m'apporte une étoffe (L. : un morceau d'étoffe), une autre dit à son mari, un chef, de me donner sa capote (imperméable de sentinelle A). Il s'exécute et je puis enfin dormir.

Le lendemain, 24, Mutamba me fait appeler. Il s'informe du lieutenant Vander Wielen qui est dans l'Isongora. Il faut qu'il soit tué. Je m'efforce de les engager dans un chemin difficile (L. : Je leur indique un sentier impraticable) afin que les deux lieutenants Vander Wielen et Santos (30) aient le temps de s'enfuir vers le Toro. Mais mon avis sur le chemin à prendre est violemment combattu par des Wangouana qui faisaient partie de l'expédition de Stanley en 1888.

Comme je persiste toujours à ne pas vouloir manger, Mutamba ordonne de me rendre tout mon monde. Pourtant, Mukonjo, jeune homme de 17 ans, manque à l'appel. Mutamba me promet de me le faire donner (L. : rendre). Je rentre dans ma hutte on tue la chèvre, de bonnes femmes nous apportent quantité de sorgho bien cuit, et mes pauvres catéchumènes, qui viennent eux aussi d'échapper à la mort et surtout à l'esclavage (L. : à l'esclavage, sinon à la mort) oublient vite leurs souffrances, devant un si bon repas.

Desormais, je sus traité en ami. Toute la soirée de samedi et tout le dimanche, ma hutte ne désemptait pas de monde; chefs, hommes, femmes, enfants. Beaucoup me font promettre d'aller leur enseigner la religion quand ils auront pacifié leur pays. Je pense que ce peuple, quoique vicié par le contact des Wangouana (31) deviendrait vite catholique. (Evidemment, il faudrait commencer par la jeunesse, être assez de missionnaires pour avoir toute la jeunesse du pays. C'est serait une œuvre de patience et d'amour mais, j'en sus convaincu, au bout de 10 à 15 ans, le Manyema serait catholique).

Actuellement, les Manyema révoltés sont de terribles sauvages, mangeurs de chiens et, pour certaines tribus, de chair humaine. Avec les Wangouana, ils ont appris à jamer le chanvre qui, comme on le sait, opère à l'instar de l'opium et les *abritait* (32). Dans leur caravane, ils n'ont aucune idée de respect envers leurs chefs.

Lundi, je réclame mon jeune Mukonjo et je demande à partir vers midi. De grand matin 700 à 800 (L. : hommes armés de) fusils partent (L. : quittent le camp). Je sus plus tard que 300 fusils (L. : 300 autres) étaient

allés dès samedi à la recherche des Belges de l'Usongora avec mission (L.: ordre) de les tuer. Vers midi, Mutamba et plusieurs nyampara arrivent dans ma hutte pour me congédier. Je demande mon âme (Pas de chance! c'était la dernière fois depuis 1890 que je montais à âme A) (L.: que j'en avais un à ma disposition). On me le refuse. Je réclame ma tente. Même refus, ma montre, mes couvertures, etc... Mutamba coupe court à mes réclamations en disant: "Tu n'auras rien. C'est que Je Manyema a une fois pillé (L.: c'est dont le Manyema s'est une fois emparé) il ne le rend plus. Mais, pour que tu n'écrives pas en Europe que nous l'avons volé, emporte (L.: prends) de l'ivoire. Nous, nous ne savons qu'en faire puisque nous n'avons personne pour l'emporter (33); nous tuons les éléphants *pour la viande seulement*. Et il ordonne d'aller dans les broussailles chercher les 4 défenses des deux éléphants abattus ces jours-ci. Je fis encore des instances pour ma chapelle portative, don de ma famille. Il a l'air de vouloir me satisfaire et on m'apporte... le missel et la pierre d'autel. Enfin il me dit: "Blanc, c'est assez, va-t-en. Voici 10 soldats pour te conduire hors du camp. Va-t-en!" - "Et mon homme qu'on m'a volé?" - "Tu l'auras, il est là-bas, va-t-en!".

Me voilà en route avec mes 13 catéchumènes. Un Manyema m'arrive: "Ton homme s'est enfui pendant la nuit". Mon Dieu! Mon pauvre catéchumène, il sera donc esclave de ces misérables! Je fais un vœu à Saint Antoine et on traverse l'immense camp. On accourt à mon passage pour me saluer et me souhaiter bon voyage. Juste au moment de dépasser les dernières huttes, Lazare vient me dire à l'oreille: "Père, Mukonjo, je l'ai vu. Il est là-bas sur cette colline. Il s'est mis debout et a élevé les bras et on l'a jeté aussitôt par terre", que Dieu soit béni et St. Antoine aussi. Je dis à Kandoro qui me conduit: "Tu m'as traité en ami, sois mon ami jusqu'à la fin. Donne-moi mon enfant". Et Mukonjo m'est rendu, tout nu, c'est vrai, mais enfin il est sauvé.

À la tombée de la nuit, nous sommes à Hicues du camp des révoltés et tous ensemble nous bénissons le bon Dieu et la Ste. Vierge Marie de notre délivrance providentielle.

Je m'empresse d'écrire un billet aux lieutenants Belges de l'Usongora, qu'ils luient vite (L.: pour leur recommander de s'enfuir au plus vite). J'écris aussi un billet au Cap. Liwell du Toro pour l'informer de mon aventure et de l'approche des Manyema révoltés.

Au Toro, divers bruits s'étaient répandus sur mon compte (L.: des bruits inquiétants s'étaient déjà répandus). Le capitaine me fit envoyer des habits et j'arrivai à la capitale du roi vers 4 heures du soir, 29 avril. (L.: Mon entrée à l'air d') un vrai triomphe: j'étais un ressuscité. Toute la capitale fut (L.: vint) à ma rencontre, et on me conduisit ainsi jusqu'à la mission d'où le P. Varamgst était absent depuis 5 jours. Le 24 avril, le

cher (Confirmer avant reçu coup sur coup deux lettres du lieutenant Vamber Willen à mon adresse. C'est cher lieutenant avec qui j'étais en correspondance suivie depuis longtemps était tombé gravement malade (34) et me suppliait avec larmes d'accomplir à Karami pour lui administrer les Sacraments de notre Ste. Religion. C'est pauvre officier m'envoyait en même temps son testament pour remettre à sa chère mère (et un don de mille francs à notre Société, livrable par sa mère A.) Le P. Varamgst, quoique seul à la mission, n'hésita pas à courir au secours de cette chère âme qui appelait un prêtre avec des cris désespérés (L.: avec tant d'insistance). Miracle de la miséricorde divine! Le père trouva le lieutenant encore en vie: il se confessa avec d'admirables sentiments de foi et de repentir, reçut l'absolution, l'Extrême-Onction et *une heure après*, son âme étant devant le bon Dieu. Sa pauvre Mère sera bien consolée en apprenant tous les détails de la mort édifiante de son fils. Le P. Varamgst lui écrit longuement (L.: lui a écrit longuement pour les lui donner. Daignez agréer, etc.)

Il y a trois semaines, j'ai envoyé à Votre Grandeur le diacre de NID des Neiges. Elle aura (L.: Vous aurez) vu avec consolation que la Mission continue sa marche prospère (L.: est en pleine voie de prospérité). Les malades sont toujours pour nous une fécondante (supprimé par L.) bénédiction.

Prosterné humblement à vos pieds, Monseigneur et très Vénéral Père, je vous supplie de daigner béni notre mission de Toro et celui qui se dit avec bonheur

De Votre Grandeur
le très humble et très
obéissant fils
Auguste Achte
P.B.

Pour être complet, il nous faut citer encore un récit bien postérieur des mêmes faits. En 1942, la S. Congrégation de la Propagande envoyait un questionnaire aux ordinaires des pays de mission, en vue de la réalisation d'un Dictionnaire des Missions. Parmi les questions posées, un certain nombre concernaient l'histoire des établissements missionnaires. La réponse du Vicariat apostolique de Baudouinville (Haut-Congo sous Leopold II) rédigea sa réponse en 1943 et la completa en 1944, avant tout au point de vue statistique. La rédaction fut l'œuvre du P. Joseph Weghsteen, qui était sur place depuis 1899 et s'intéressait à l'histoire locale. Elle fut révisée non seulement par l'évêque en activité à l'époque, Mgr. Morhen, mais aussi par Mgr. Roelens, au repos, qui était pré-

sent au Congo au moment des révoltes. Voici ce que ce document dit de l'épisode d'Achie (35) : Le R.P. Achie, Père Blanc, missionnaire en Uganda, faisait un voyage d'exploration, dans le territoire du Vicariat actuel du Lac Albert, qui dépendait alors du Vicariat de l'Uganda. Il vit un campement de soldats Nous. Au milieu de tentes européennes. Il crut que c'étaient des officiers Belges, qui étaient campés là, avec leurs soldats. Il voulut aller les saluer. Il tomba entre les mains des révoltes et fut prisonnier, lui et ses hommes, et on lui mit la main basse sur tout ce qu'ils avaient. On leur fit subir un interrogatoire et les chefs délibérèrent entre eux pour savoir ce qu'ils allaient faire de lui. Le leur ont le laisser partir. Ils étaient indécis. Des femmes de soldats, originaires du Tanganyika, qui y avaient vu et connu les Pères Blancs, lui apportèrent de la nourriture et le rassurèrent, lui disant : Vous ne serez pas tué. Nous ne le voulons pas... Après quelques jours, on le laissa partir, lui et tous ses hommes, et on lui rendit tout ce qu'on lui avait pris.

Dans cette version, Achie se serait tout à fait fere dans la gueule du loup. Par contre, il n'est plus seulement question d'indemnisation en avoir pour ses bagages, mais de restitution pure et simple.

L'attitude des femmes qui viennent en aide au missionnaire, qui, dans le récit de Achie semble résulter de son attitude ferme à propos des catéchumènes, apparaît à Baudouinville comme résultant de contacts antérieurs avec les missionnaires du Tanganyika. Nous ne saurons sans doute jamais laquelle des deux versions relève d'une interprétation marquée d'un zèle peut-être apostolique, mais tout de même un peu excessif...

Notes

9) Les frontières Nord-Est de l'EC, comme les autres frontières coloniales dans cette région, ne furent fixes définitivement que beaucoup plus tard, vers 1910. Elles l'ont se passent à l'Ouest de la Semliki, et donc, en tout état de cause, sur le territoire de l'actuel Zaïre. Cette partie du Congo dépendait, du point de vue ecclésiastique pendant assez longtemps du Vicariat Apostolique de l'Ouganda. Le Krat (plus Ruanda-L'Nord) est érigé en V.A. Le Lac Albert ne devient le siège d'une Préfecture Apostolique qu'en 1922.

10) Archives des Pères Blancs, document C14-480.

11) *La Belgique Coloniale*, 5 décembre 1897, page 582. L.P. op. cit. page 405.

12) Cf. l'BI ONSD, pp. *Le Père Angele Achie*, Alger, 1912, pp. 201 et 303.

13) On peut s'en rendre aisément compte en regardant le fac-similé de la dernière feuille de la lettre à la page suivante.

14) Diverses qui couvrent les crues du lac Fédorard au lac Albert (bassin du Nil).

15) Une concurrence peu tolérante entre missionnaires anglais et catholiques se vivait en Ouganda et peut avoir été l'une des causes de l'arrivée des *martrivisti* l'Ouganda, en inspirant au Ougandais l'idée que les missionnaires représentent plus les intérêts britanniques et français que le christianisme.

16) Soit 24 km (l'Achie est français).

17) *Une conquête*.

18) Pris à des officiers dont les grades allaient du lieutenant au capitaine (cf. ci).

- 11) Le seroual est un pantalon arabe, partie de la tenue des Peers Blancs.
- 12) Dans le contexte congolais, on disait *peer anglais* ou *peer français* pour désigner catholiques et anglicans. Il y avait évidemment avantage aussi à être in'importe quoi, sont belge!
- 13) Tout le passage qui suit a été omis hors de la première publication de la lettre.
- 14) Kisoko signifie *hippopotame*, animal dont la peau fouaillissait la lanière de la chemise que l'on aura reconnue dans la *skotti*.
- 15) *La grave tite*.
- 16) Achte semble croire qu'il s'agit d'un seroual.
- 17) Kimba signifie *corde* d'où le commentaire. Les noms de lieu sont écrits, il s'agit évidemment de Nyanzwe et du Lualaba.
- 18) Les horaires officiellement prévus pour les camps d'instruction et les compagnies actives prévoyaient des activités de 5h-30 à 17h-30. E. P. annexes 6-7. Cette concordance peut ne pas signifier grand chose: cela correspond au lever et au coucher du soleil.
- 19) Habitants de la brousse, *satogées*, terme nettement pejoratif.
- 20) *boy*, apporte une chaise... une assiette... un verre!
- 21) On voit assez mal pourquoi Achte considère la présence de l'EEC au Maniema comme datant de 6 ans. Sur le papier, elle est plus ancienne. Les accords Stanley-Lippé-Lipdatent de 1888. En terme d'occupation plus ou moins réelle, il faut attendre la fin de la *campagne arabe*, c'est-à-dire 1895 au plus tôt.
- 22) Fin du passage omis.
- 23) Peine maximum et, en principe, applicable seulement en deux *seroues*.
- 24) *Seroué* et *pourseroué* se traduisent fréquemment par un seul mot.
- 25) On ne sait malheureusement pas que l'ermite Africain Achte traduit par *rai*, ren-seignement qui aurait été du plus grand intérêt.
- 26) Rejoignons qu'avant de s'appliquer à des sous-officiers indigènes au service des colons, le mot *nyamanga* désignait une sorte d'assistant d'un chef, sorte de *vice-roi* ou de *Premier Ministre*.
- 27) L'imbibe n'était visiblement pas à l'aube devant ces *eroués*, qui risquaient de ne plaître que modérément à Bruxelles!
- 28) Blanc, Européen.
- 29) On comprend aisément que Mulamba veut manifester qu'Achte n'est pas pit-somber mais hôte. Une agression contre lui reviendrait à agresser Mulamba lui-même et le tireur aurait toutes les chances d'être aussitôt abattu. C'était impique bien sûr le risque que le contracteur de Mulamba le tue avec le missionnaire et le remplace. Mulamba fut tué au mois de juin, à la suite d'une dispute où il eut affaire à un interlocuteur moins impressionnable.
- 30) Orthographe exacte Van der Wielen et Sannas.
- 31) Sans doute Achte reproche-t-il avant tout aux Ngwana d'être musulmans.
- 32) Comme à beaucoup d'endroits, la pénétration de l'Islam allait de pair avec l'attribution du chanvre comme substance psychotrope, de préférence à l'alcool. En fait, à bien des endroits où se rencontraient les influences des Blancs et des Ngwana, les populations cumulaient l'usage des deux toxiques!
- 33) C'est un travail d'esclavage, ce qui donnerait à penser qu'ils n'en avaient pas, contrairement aux iniquités de Achte.
- 34) Selon la F. P., op. cit. page 410, il fut emporté par la descente. Son collègue, le norvégien Sannas, se réfugia effectivement en territoire britannique.
- 35) Vicariat Apostolique de Bandounville. Réponse au questionnaire envoyé par la S. Congrégation de la Propagande aux ordinaires des pays de mission, en vue d'un dictionnaire des missions, page 13. APB, Rome. Les renseignements sur les rédacteurs et correcteurs de ce document nous ont été amablement fournis par le P. Lamey, archiviste des Peers Blancs.

XXIII. Il faut bien s'arrêter quelque part...

Nous avons évoqué déjà l'arrivée peu martiale des débris de la F. P. à Avakubi. Ce poste ne comptait normalement qu'une modeste garnison de 80 hommes, sous les ordres du lieutenant Baras. Le commandant Henry, rentraut de congé, venait d'y arriver, ce qui ne pouvait que soulager Dhamis, qui avait perdu beaucoup d'officiers. Le 1er avril 1897, le V. G. G., Henry et Hambutsin tinrent une sorte de conseil de guerre, ou l'atmosphère n'était guère à l'optimisme. Deux possibilités semblaient particulièrement inquiétantes. La première était que la révolte s'étende éventuellement aux soldats d'Avakubi, parmi lesquels il y avait pas mal de Lelela. Dhamis avait envisagé un instant de désarmer preventivement ces troupes, mais y renonça pour l'excellente raison qu'il ne pouvait faire la guerre sans soldats! La seconde était que les Baoni, franchissant l'Ihuri, aillent soulever l'ancienne zone d'influence Ngwana.

En fait, les Baoni ne semblent pas avoir eu ce genre d'intention, comptant peut-être que la révolte ferait spontanément tâche d'huile. Ils attaquèrent en ordre dispersé les stations de Mawambi (Kibonga-Longa), L'indi, Mablange, Maolle et Kilinga (1), attaques toutes plus ou moins orientées vers le Sud-Ouest, c'est-à-dire vers le Maniema, mais aussi Karimi dont nous avons vu que la garnison fut avertie à temps par le P. Achte – et même un poste britannique à Katwe (Ouganda) sur lequel les gens de Karimi s'étaient repêchés. Leurs intentions devaient donc ressembler plus à une sorte de *grand nettoyage* tous azimuts qu'à une progression axée sur un point précis. C'est d'ailleurs ce qui ressort aussi des explications de Mulamba à Achte.

Quoi qu'il en soit, et à condition de disposer encore de soldats disposés à se battre, la F. P. ne pouvait guère espérer s'accrocher qu'à une seule position offrant des avantages stratégiques suffisants: le passage de l'Ihuri à Mawambi, quelque 150 km au Nord d'Avakubi. Phutôt que de désarmer les soldats d'Avakubi, Henry suggéra que quarante d'entr'eux, avec les sergents Joko et Larlungula, soient envoyés pour défendre ce passage coûte que coûte (2). Les deux sergents, non seulement parvinrent à empêcher les Baoni de franchir la rivière, mais réussirent à rallier des fuyards jusqu'à disposer de deux cents hommes. Ils

puent aussi rentrer de la rivière. Les caisses de cartouches et 140 caisses de fusils et d'habillement qui on avait moyes au moment de la déroute. Ces deux sous-officiers étaient Letela. La F.P. relève que c'étaient de véritables réguliers et non des *soldats d'occasion*. Lufungula aurait conté à Henry (5) qu'il était heureux de combattre les mutins qui, au service des Arabes, avaient autrefois pillé et saqué son pays...

Lorsque nous avons évoqué la personnalité de Gongo Lutere, nous avons en largement l'occasion de nous rendre compte qu'il s'était passé en pays letela suffisamment d'exactions à l'époque de la Haute, pour qu'une telle vindicte soit tout à fait compréhensible non seulement de la part de Lufungula, mais aussi de pas mal de ses compagnons d'armes. Le basard les mit en présence du groupe de Mamie Pore, c'est-à-dire d'auxiliaires recrutés parmi les anciens hommes de Mtagamayo et commandés par le propre fils de celui-ci. Des l'époque Ngwana, ces gens faisaient partie de la faction opposée à celle de Gongo et de ses Letela. Il semble bien que Mamie Pore et ses hommes aient euesse des rêves de retour à la situation d'avant la *campagne arabe*.

Les Bani ont certainement fait des propositions de ralliement aux soldats de Mawambi. Mais, auraient-ils même eu affaire à un groupe entièrement composé de vétérans de Gongo Lutere, qui un programme de resurrection de la puissance de Nyangwe, sans desormais Kasongo et Ngandu pour y faire contrepoids, ne pouvait que paraître extrêmement antipathique!

A notre connaissance, on ne s'est jamais arrêté à cette hypothèse, pourtant parfaitement rationnelle, pour essayer d'expliquer ce brusque revirement des soldats. Son défaut est peut-être justement d'être rationnelle. Une référence *tribale* ou communie, comme tout ce qui renvoie à l'Afrique traditionnelle et à son passé, se doit justement d'être obscure, *savage* et donc irrationnelle. Pour trop d'esprits, répétons-le, ces terres relèvent non de l'histoire, mais de la démonologie!

Contre toute attente donc, le verrou de Mawambi se revela solide et la F.P. disposa d'un répit qui lui permit de reconstituer ses forces à partir de soldats qui avaient fui en compagnie des Blancs et d'emprunts à d'autres garnisons.

Henry se chargea de réorganiser Awakubi, avec Baras, puis quatre autres Blancs, les lieutenants Derelaye et Friart, et les sergents Kimpé et Rewers. Les autres rescapés, Blancs ou Noirs, jugés démoralisés au point d'être devenus peu fiables, voire dangereux, furent envoyés à Basoko. C'est manque de tonus moral s'explique aisement: ils ne pouvaient savoir combien de temps tiendrait Mawambi et disposaient, en cas d'arrivée des révoltés, de sept cartouches par homme...

Il y eut sans aucun doute quelques soupçons de soulagement à l'arrivée

du sergent Sauvage, venu de Basoko avec quarante hommes et huit mille cartouches, puis à la nouvelle que non seulement Mawambi tenait, mais qu'on y avait aussi repeché les précieuses caisses de matériel.

De son côté, Dhanis rentra aux Falls, ou il arriva le 1er mai avec Ham-bain agonisant qui mourut peu après. Il s'établit à Kirundo sur une petite île, en compagnie de quelques boys et du docteur Meyers, récemment arrivé d'Europe et devenu son ami, qui joua par la suite beaucoup plus le rôle d'un officier tout court que celui d'un officier de santé.

Tout laissait défaut et les encouragements venus de Bruxelles étaient d'une efficacité limitée vu leur nature essentiellement morale... Pour lutter contre le découragement possible de ses agents congolais, écrit la F.P. (4), Léopold II envoya vers cette époque à chacun d'eux une photographie (5) d'une lettre écrite de sa main. Il y rendait hommage aux dangers et encourageait et remerciait tous ceux qui collaboraient à l'oeuvre coloniale, dont il rappelait la haute portée civilisatrice! Les efforts du Roi-Souverain durant la révolte furent, nous l'avons déjà dit, d'une nature strictement abstraite.

Dhanis lui-même était très affecté moralement. Cornet (6) explique que "isolé, le commandant en chef échappa à l'ambiance des stations, souvent empreinte d'une curieuse maeléclante; il n'y voit pas de regards sardoniques". Cornet est certes de ceux qui plangent la cause de Dhanis, mais nous savons par Joubert que des commérages circulaient effectivement et il n'est pas difficile de deviner que, la disgrâce du baron étant prévisible, il n'a dû se trouver nombre de hommes âmes pour attendre le coup de grâce, jetant de l'huile sur le feu et se poussant du coude pour mieux se placer!

Reconstituer des troupes à peu près disposées à se battre ne fut pas une partie de plaisir. Henry à Awakubi et Meyers aux Falls se heurtèrent aux mêmes difficultés. Le métier militaire avait perdu tout attrait pour les soldats, qui pensaient surtout à rentrer chez eux.

En ce qui concerne Awakubi, nous avons deux résumés des palabres anxieuses qui se livrèrent Henry, l'une de 1930 reprise dans le *Vieira Congo* de Lejeune (7), l'autre de 1949 dans le propre livre d'Henry. Les voici:

Recueil de 1930. (Lejeune, op.cit. page 120)

"Si tu veux encore nous faire aller à la guerre, nous rentrerons tous dans nos villages.

"S'il en est ainsi, je n'ai plus besoin de vous. Retournez donc dans vos villages. Partez vite même avec votre fusil et vos cartouches. Mais dites bien, en y arrivant, à vos pères, à vos mères, à vos femmes que vous êtes des fâches, que vous avez fui en jetant vos chefs à l'ennemi et que l'ennemi va venir prendre vos parents et brûler leurs maisons. Que

erez-vous alors? Continueriez-vous à fuir?

-Non, nous combatrions.

-Vous voyez bien qu'il faut combattre!

Récit de 1949. (Gial-Chevalier Henry de la Lindi. *Historique sommaire de la campagne de la Lindi*. Bulletin IRCB, XIX, 1949, 2, page 425). A nos objurgations les plus persuasives ou véhémentes sur leur attitude, ils répondaient avec des arguments très forts.

-Nous n'avons ni fusils, ni cartouches, ni habillement, ni vivres, ni rien et nous sommes épuisés de fatigue et de misère. Que veux-tu que nous allions faire à la guerre? Les Baoni nous ont tout pris et il n'y a même plus un seul *mitoko* (8) ici au magasin de Bula Matari pour payer notre posho (9).

-Il y a tout cela chez les Baoni; nous irons le leur reprendre.

-Il faudrait au moins des fusils et des cartouches.

-Il y en a à Mawambi autant qu'il en faut; nous devons nous en emparer avant que les Baoni y arrivent.

-Ils y sont déjà arrivés.

-Non, vous le savez bien! Djoko et Lufingula leur ferment le chemin; vous allez donc abandonner vos frères à l'ennemi après lui avoir abandonné vos femmes? Vous allez donc lui permettre de retourner dans vos villages, les piller, brûler, tout prendre; vos pères, vos mères, vos femmes, vos enfants, et vous-mêmes pour vous envoyer à Zanzibar la corde au cou? Ne vous souvenez-vous pas des horreurs que vous avez vues sur la route du Tanganika?

-Oui, Bwana, c'est vrai, mais si nous marchons, tu vas te faire tuer. C'est cela que nous ne voulons pas.

-Je préfère cent fois être tué que d'entendre dire que mes soldats sont des lâches, qu'ils se sont sauvés en abandonnant leurs femmes à l'ennemi, qu'ils n'ont pas eu le courage de venger un tel affront.

-C'était l'argument massue. Il frappa juste et fort.

-Puisqu'il en est ainsi, répondirent-ils, tout le monde marchera, même les femmes et les malades.

-La partie fut gagnée, et nous les entraînaâmes à Mawambi.

Il va de soi qu'aucun de ces deux récits n'est un compte-rendu fidèle de ce qui s'est passé; une discussion à l'africaine suppose la dépense d'infiniment plus de salive que cela! L'évolution du récit est néanmoins intéressante.

Quant au récit de Meyers, il tire son intérêt de ce qu'il constitue en quelque sorte un commentaire *en creux* des causes de la révolte. Lejeune écrit (10): Fin octobre, le docteur Meyers écrivait encore (et

ceci explique le rôle important qu'il fut appelé à jouer dans la suite). Depuis Micier, le capitaine Doorme m'a confié un détachement composé de quelques éléments turbulents et m'a permis d'essayer la méthode de discipline que je vous ai exposée lors de nos discussions à Lokindu (11). J'ai donc institué une sorte de conseil d'honneur formé des grades moisis; quand un de mes soldats commet un incartade quelconque, le cas est exposé devant le conseil qui prononce la peine après avoir entendu le délinquant. Dans les cinq premiers jours, j'ai eu deux cas fort anodins; d'ailleurs j'ai dû tempérer la sévérité du jugement. Depuis lors, je n'ai plus eu le moindre sujet de plainte et mes indisciplinés sont devenus des soldats modèles. Comme corollaire à ce mode de discipline par persuasion, tous les soirs, quand le temps le permet, je fais à mes hommes une causerie sur les usages et coutumes d'Europe; je décris la vie de chez nous, la beauté de nos villes, la rigueur de nos moeurs, etc. Quelques notions de géographie, de météorologie, d'histoire, de morale, et parfois de ces bons vieux contes dont je m'efforce de traduire au mieux la saveur et tirer la leçon. Parfois, j'ai recours à ma bobine électrique ou à ces gros tours de passe-passe et de prestidigitation qui m'ont valu ma réputation de sorcier. Il est surprenant de constater le succès de ces séances, et je puis certifier que la plus grande punition que je puisse infliger est la défense d'y assister; sans me vanter, je tiens pour certain qu'aucun de mes lascars ne voudrait changer de détachement. De leur côté, ils s'efforcent de me familiariser avec leur langue et c'est sans trop de peine que je m'exprime en Ikwangula et en ababua.

Et Lejeune d'ajouter ce commentaire inattendu: 'C'était là — en 1897! — un essai de soviet des soldats, mais un soviet sagement conçu et bienfaisant. Somme toute, le docteur Meyers traitait ses hommes en *hommes, non en esclaves revêtus d'un uniforme...*' (12)

On eût peut-être pu s'en aviser plus tôt!

Un autre point mérite de retenir l'attention, et concerne l'éternelle affaire de la composition ethnique des éléments *turbulents*. Nous apprenons au début du texte que Meyers s'est vu confier des soldats que l'on nous dit *turbulents* et *indisciplinés*. A la fin, nous apprenons que ces soldats s'expriment en *Ikwangula* et en *ababua*. Il s'agit donc de soldats venant de la partie Nord du Congo, réputée fidèle à l'EFIC. L'éthnie Babwa, dont les terres se situent entre Buda et Isiro, est de plus une population au moins partiellement non-bantoue.

Henry s'empressa donc de ré-occuper Mawambi et d'y ré-équiper ses troupes, ce qui fut fait le 17 mai.

Il régna un certain flou sur les effectifs dont il disposait. Lejeune — lequel parle de trois cents Noirs (13), Lejeune de sept cents (14), la F.P.

(15), suivant sans doute le propre récit de Henry, de deux compagnies de deux cent cinquante hommes, plus une réserve de cinquante, directement sous les ordres de Henry, soit cinq cent cinquante!

On peut évidemment penser que le premier chiffre est celui des soldats qui ont quitté Ayakubi, et qu'il faut y adjoindre les *rallies* de Joko et I ulungula, soit environ deux cents hommes. Le jeune chef Sammas, chef du poste de Karimi, parmi les officiers accompagnant Henry Hobe Pa en fait rejoint que plus tard, dans des circonstances que nous aurons à exposer plus loin, et disposait de quarante-sept hommes. Il n'y eut en tous cas jamais un *corps expéditionnaire de sept cents hommes environ* à Avakubi!

Aux Stanley-Falls, le commandant Nietol amena 250 hommes, les lieutenants Meluerts et Adlerstråhle 200. Le cadre comprenant en outre le docteur Meyers et le capitaine Doorme. La présence de ce dernier posa quelques problèmes courtoisesques: certains officiers quoique désireux de se joindre à l'expédition, ne voulaient pas se mettre sous les ordres de Doorme qui n'était que sous-officier en Belgique¹ (1). D'autres renforts et de nouvelles recrues vinrent d'un peu partout. L'ombour, De Coninck, Elhard et Vermeulen arrivèrent du Kasai. On trouva 450 recrues dans l'équateur, l'Aruwimi et les Bangala.

Il fut finalement possible de mettre sur pieds une colonne de sept cent cinquante hommes, trois cents *anciens* et quatre cent cinquante recrues. Elle ne fut cependant pas opérationnelle avant septembre 1897. C'est-à-dire qu'elle ne se mit en route qu'à la saison des pluies. Cela rendit particulièrement pénible une campagne qui allait se solder par de graves revers, sans toutefois tourner au désastre.

Plus en arrière enfin, Dhaniis se préoccupa de faire mettre en état de défense les stations du Mambima, dans l'éternelle hypothèse d'une ruse des Baroni vers la *zone arabe*, et celles du Tanganyika, pour le cas où les révoltes, marchant plein Sud, tenteraient d'imiter ceux de Luluabourg en se réfugiant au plus profond du Katanga (17).

Par ordre chronologique, ces troupes vont être engagées de la manière suivante: 1) Henry, 2) troupes du Tanganyika, 3) Doorme-Meyers, pendant les six derniers mois de 1897.

C'est dans ce même ordre que nous évoquerons les opérations auxquelles elles ont participé.

NOTES

1) Le titre est *baquet*, op. cit. page 153.

2) On remarquera que le J. P., qui insiste beaucoup d'ordinaire sur l'*absence nécessaire* de l'européen, n'en fait pas la nécessité dans cette opération pourtant vraie, mais qui risquait de tourner à la *mission vaine*. Cette possibilité inhérente des Blancs donne peut-être surtout la mesure de leur démotivation.

3) voir par J. P., op. cit. page 351.

4) J. P., op. cit. page 403.

5) on peut presumer qu'il s'agit d'une reproduction photographique et non d'une photo-copie au sens actuel du terme.

6) C. onct., Mambima, page 248.

7) L'épique a assumé la combinaison de l'ouvrage et a sans doute recrit certains passages. Le chapitre dont le récit est extrait est intitulé comme écrit *par le Général Major Joseph Henry*, bien qu'il écrit à la troisième personne. Ajoutons que le jeune avait servi sous ses ordres aux MVE de ligne et que son livre était patronné par l'Association des Vétérans (allemands), dont Henry était Président.

8) *matka* (ici au pluriel) : tronçon de fil métallique ou cadre de vannier, suivant les endroits, utilisé comme monnaie.

9) partie du schéma parée en nature et en particulier en vivres. L'accolade signifie: avec. Le mot a lui peut prendre le sens de *annoncé*.

10) L'épique, op. cit., pages 148-149.

11) La lettre est dans l'adresse à Dhaniis, qui avait, à l'époque, transporté son P.C. à Fokanda.

12) L'épique, op. cit. page 149. C'est nous qui soulignons.

13) op. cit., page 154.

14) op. cit., page 147.

15) op. cit., page 108.

16) C. onct., Mambima, p. 248, citant Meyers.

17) C'est l'hypothèse semble avoir en un tel point de vue politique qu'on trouve encore des ouvrages récents où elle est présentée comme réelle. Ainsi Crawford Young, dans son *Histoire morale et politique congolaise*. L'université du Congo, 1965, présente page 145 une carte des premiers mouvements de résistance au Luluabourg se limitant à 1898. En fait que les *annuaires barotsa* sont datés 1897-1908, se voyant ainsi garantis d'une partie de la bouquinerie de la révolte du Kasai.

XXIV. De Mukupi à la Lindi

Le 4 juin, Henry quitta Mawambi, se dirigeant vers Karimi, dans l'espoir d'y secourir Van der Wielen et Sannaes. Nous savons déjà par le P. Achte que le Belge avait succombé à la dysenterie et que le Norvégien avait été averti de l'envoi d'une colonne de Baoni contre son poste. Sannaes se réfugia à Katwe, en Ouganda, où il bénéficia du soutien de dix-sept soldats britanniques et put repousser les Baoni.

Il est probable qu'ils ont eu quelque répugnance à attaquer un point fortifié et n'étaient guère enthousiastes à l'idée de se heurter à une telle quantité de Blancs (par rapport aux habitudes de la F. P., 17 était un nombre énorme). Factuellement, ils avaient tout avantage à attendre l'ennemi en rase-campagne et à lui tendre une embuscade. Il était évident que Sannaes n'allait pas rester indéfiniment à Katwe, possession britannique, qu'il n'allait certes pas tenter de retourner à Karimi où il se serait heurté à des rebelles supérieurs en nombre, et qu'il devait tôt ou tard essayer de rejoindre le gros des troupes de la F. P., c'est-à-dire marcher au Nord-Ouest, vers l'Ihuri. Ajoutons que la région est accidentée, le choix des itinéraires par conséquent réduit et il est probable que les Baoni devaient avoir avec eux de bons éclaireurs (1).

Cette embuscade, dont le choix était pourtant si logique, tourna néanmoins mal. En effet, Sannaes emprunta bien le chemin prévu. Mais les Baoni semblent ne s'être aucunement rendu compte que Henry (2) suivait le même itinéraire dans l'autre sens et qu'ils allaient être pris entre deux feux. Henry découvrit cette situation le 14 juin (3) lorsque ses éclaireurs l'avertirent qu'il y avait des Baoni sur la route à Mukupi et qu'ils y prépareraient visiblement une embuscade. Celle-ci semblait tendue contre on ne savait qui, mais qui devait venir d'une direction opposée à celle d'Henry. Les Baoni, persuadés d'être les chasseurs et non le gibier, se gardaient très mal. La F. P. réussit à les encercler. Une fusillade nourrie fit, dit la F. P. (4) *un massacre considérable*. Les survivants prirent la fuite, laissant sur le terrain beaucoup d'armes et de munitions. Averti par le vacarme, Sannaes qui arrivait de l'autre côté mit ses hommes en position et ouvrit le feu sur les fuyards.

Comme à l'accoutumée, le nombre précis de tués ne nous est pas

donne par la F.P. mais il est hors de doute que les pertes des Baoni furent terribles. Nous savons seulement, par un épisode ultérieur qu'à la fin juin Henry avait récupéré trois cents fusils, mais ceux-ci ne venaient pas tous de Mukupi. Le P. Achbe (5) avait quant à lui eu vent de l'envoi de trois cents hommes contre les Belges de Uisongora, donc contre Santes. En effet, ces hommes, ayant subi un *massacre considérable* puis fusillés à bout portant par le groupe de Santes, ils fuirent selon toute vraisemblance la plus grosse partie de leurs effectifs sur le terrain.

Dans les jours qui suivirent, il y eut des engagements de moindre importance. Munié-Pore fut surpris à Kisenyhe (6) avant d'avoir pu fortifier le village. Il prit la fuite vers le Nord-Ouest. Les hommes de Shamu-Kano furent battus à Wadota. Les Baoni appartenant à ces deux groupes se dispersèrent et Henry apprit par des espions et des prisonniers que les deux chefs avaient été tués au combat. C'est l'allegation très fréquente mérité en général d'être traitée avec beaucoup de scepticisme. Mais il faut bien constater qu'en l'occurrence plus personne n'entendit jamais parler de Munié-Pore ni de Shamu Kano et que l'on n'assistait pas aux *réarrangements* périodiques qui envenimaient les opérations de 95-96 contre les révoltés de Lutubourg.

Dans son récit des engagements de Kisenyhe et Wadota, la F.P. affirme que les fuyards s'étaient maintenant divisés en deux groupes (7), considérant donc que ces Baoni étaient les mêmes que ceux de Mukupi. Et sans doute les survivants de cet engagement ont-ils rallié le groupe de révoltés le plus proche.

Par contre, nous savons que Munié-Pore avait participé, non à l'expédition contre l'Uisongora, mais à la tentative malheureuse pour s'emparer de Mawambi. Sans doute faisait-il retraite vers l'une ou l'autre des zones autrefois sous influence Ngwana, espérant y être bien reçu. Remarquons au passage que la tentative avortée de transformer Kisenyhe en *bona* correspond à la tactique favorite des Ngwana. On ne sait trop par contre si le *guer-d'opereis soigneurisement prepure* (8) de Mukupi doit faire conclure à la présence, au moins à sa tête, de soldats professionnels.

Achbe parle explicitement de deux groupes. C'est lui de trois cents hommes envoyé dans l'Uisongora et presque sûrement celui de Mukupi. Faut-il identifier le(s) groupe(s) Munié-Pore/Shamu Kano avec l'autre groupe qu'il vit quitter le camp le 25 avril au matin et qui comptait de sept à huit cents hommes. Chronologiquement, il est parfaitement possible, en quittant la Sembihi fin d'avril d'être devant Mawambi dans le courant de mai. Psychologiquement, si c'est aller loin que d'affirmer que Munié-Pore rompit avec ses camarades, on a par contre des raisons de croire qu'il bondit sur l'occasion d'opérer seul et sur le chemin de sa zone

d'origine. C'était cadrait avec ses ambitions personnelles et l'éloignait des autres leaders auxquels il se heurtrait du fait de la dureté de ses positions. Et fait que Mulamba ait refusé de faire exécuter le missionnaire pourrait avoir été la goutte d'eau qui fait déborder le vase, ce qui pourrait constituer un argument supplémentaire en faveur de son départ le 25 avril. Il est en effet vraisemblable que l'*ontata* qui reclama véhémentement la tête d'Achbe était, sinon Munié-Pore lui-même, du moins un de ses partisans.

On peut, d'autre part, procéder par élimination entre les différents groupes de Baoni, et l'on est alors amené aux constatations suivantes: le groupe *Changirwa* a dû quitter plus tôt le gros des révoltés, sans doute après Ekwangwa ou Irumu. Lorsque la F.P. s'y heurta pour la première fois en novembre 1897, il était encore intact.

Le groupe dont la présence fut relevée par le P. Schumacher au Kira par les traditions du Buhande est sans doute arrivé plus tard. Cela ressort non de la chronologie, toujours floue, de la tradition orale, mais de la géographie: on nous dit en effet qu'ils ont remonté la rive du Kivu du Sud au Nord. De plus, ils ne se distinguaient ni par la discipline, ni par l'organisation. Il est donc vraisemblable qu'il s'agit de débris des dernières défaites, et que leur passage doit être daté de 1899, voire 1900.

Le groupe *Sahiboko*, à l'unanimité des informations disponibles, s'est constitué plus tard. Les incertitudes ne portent que sur la date et le nombre. Pour Henry et la F.P. (9) Sahiboko et 600 hommes partirent pour protester contre l'assassinat de Mulamba par Kandolo. Pour Lejeune et Hoquet (10) il prit le commandement d'un groupe de deux cents survivants après la bataille de la Jindi. De cette façon aussi, on en arrive à identifier le groupe signalé par Achbe avec celui de Munié-Pore.

Le fait que ce groupe, que le missionnaire nous dit fort d'au moins sept cents hommes, ait été éliminé comme toute assez facilement n'est pas un obstacle à cette identification. Bien que nous ne sachions pas de façon précise combien de pertes ils avaient subies à Mawambi, on peut supposer qu'elles ne furent pas minces. En effet, Joko et Lufungula disposaient à la fois de l'avantage de leur position défensive derrière un obstacle naturel, et de la supériorité de l'armement car, même si l'on opéra à quelques redistributions d'Albini, il est sûr que Munié-Pore, commandant des auxiliaires, devait surtout avoir des hommes armés de fusils à piston. Diminué en nombre à Mawambi, ils étaient de plus divisés en deux groupes lorsqu'ils se heurtèrent à Henry, et durent donc combattre à deux contre trois. La F.P. avait pour elle la supériorité de l'armement, de la discipline et de la compétence du commandement. Ajoutons-y un moral en hausse après ces premiers succès, alors que les Baoni étaient sous le coup de leurs revers.

Pour la première fois, il y eut un nombre significatif de prisonniers, qui donnèrent des informations sur les causes de la révolte. Elles ne sont guère nouvelles: famine, fatigue, discipline trop rude, sévérité excessive... La F.P. apprit aussi l'existence de divergences entre Mumbé Pore, son désir de vengeance envers tous les Blancs et de récréation de la zone Ngwama, et les autres leaders qui ne voulaient s'en prendre qu'aux Euro-péens de l'E.L.C. Henry ne poussa pas plus avant la poursuite, car il désirait accorder un répit à ses hommes et recruter des auxiliaires. Il reprit donc le chemin du Sud et se rendit à la chefferie Beni.

Henry et ses troupes arrivèrent le 22 juin chez le chef Beni, favorable à l'E.L.C. et qui connaissait personnellement Henry depuis la *campagne arabe*. Il était d'autant mieux disposé envers la F.P. qu'il avait subi des réquisitions de la part des Baoni. On n'en connaît pas l'étendue, car on nous dit à la fois que les révoltés lui avaient tout pris¹ et qu'Henry mit ses troupes au repos et leur fit oublier dans l'abondance les jours maigres de la campagne² (11). On voit mal comment un village auquel des pillards ont tout pris peut ensuite offrir l'abondance à une troupe de six cents hommes pendant plusieurs jours! A supposer que le pillage n'ait pas été inventé de toutes pièces, il semble bien que les Baoni s'y soient montrés fort modérés. Sans doute le chef, comme beaucoup de ses collègues, ne voyait-il pas d'un bon oeil la proximité des révoltés, en qui il pouvait voir des rivaux possibles.

Comme Henry s'offrait à lui prêter les trois cents fusils pris aux Baoni, il accepta de mettre ses guerriers au service de l'E.L.C. comme auxiliaires. Le sergent Kimpe fut désigné pour jouer auprès d'eux le rôle d'officier de liaison.

La première tâche dévolue à ces nouveaux alliés fut de créer une sorte de cordon sanitaire, qui empêcherait les Baoni de recevoir des informations sur les mouvements de la F.P. Cette mission est symptomatique: on était moins soucieux de se renseigner sur les révoltés que d'empêcher la population de renseigner ceux-ci, et cela dans une région où l'autorité coutumière était favorable à l'E.L.C. Peut-on supposer que la population aurait montré ce genre d'inclination envers des pillards ravageurs *qui lui avaient tout pris*? Cela aussi est peu vraisemblable.

Après sa halte à Beni, Henry disposait donc d'un millier d'hommes armés de fusils Albinis, et d'un nombre mal déterminé d'auxiliaires armés de fusils à piston, d'arcs et de flèches. Durant sa période de repos à Beni, il apprit la mort de Mulamba, remplacé et peut-être tué par Kandolo, et le départ de Sakhoko et de six cents hommes. Le 28 juin, la F.P. reprit la route, dans des conditions fort dures. Il fallut en effet grimper la crête Congo-Nil, où il fait froid à cause de l'altitude qui dépasse cou-

amment les 2.000 m, alors que les pluies avaient commencé et que l'on ne disposait de pratiquement aucun équipement pour faire face à ce climat rigoureux. Les Baoni souffrirent également et les deux camps eurent un grand nombre de malades, dont certains moururent.

Les échardeurs furent en mesure de localiser le camp des révoltés sur la Haute-Lindi le 30 juillet. Le 12 et le 13, on captura quelques trainards et esclaves qui, énergiquement interrogés, finirent par fournir des renseignements utiles. Le 14, la F.P. rencontra un campement provisoire qui avait été abandonné le jour même.

Dans la nuit du 14 au 15, on put pousser des reconnaissances jusqu'à trois cents mètres du camp des Baoni. C'est fut possible entre autres parce que ce camp était installé à proximité d'une chute où l'eau de la Luata, affluent de la Lindi, tombe d'une hauteur de 60 m (12) avec un vacarme considérable qui facilitait beaucoup la progression de la F.P. Mais il est tout aussi évident que les Baoni se gardaient fort mal.

Henry décida d'attaquer le 15 au petit matin.

NOTES

- 1) Achte avait rencontré des vétérans de l'expédition de secours à Fann-Pacha qui devaient avoir une idée, au moins sommaire, de la géographie locale.
- 2) Il en avait aussi connaissance la région, y ayant fait campagne contre les Ngwama.
- 3) La 12 suit tout Lejeune (Choquet, op. cit., p. 154, dont le récit est assez embrouillé; cf. op. cit., page 410).
- 4) op. cit., page 410.
- 5) cf. page 357.
- 6) Ne pas confondre Kisenge, non loin de la Semfiki et Kisenge, près de la Kasizi ou se déroulèrent plus tard d'autres opérations.
- 7) op. cit., page 410.
- 8) Ibidem.
- 9) E. P., op. cit., pp. 406 et 412, représentant l'avis d'Henry.
- 10) op. cit., page 155.
- 11) E. P., op. cit., page 411.
- 12) Infor-Congo, Crête du voyageur, page 641.

XXXV. Bataille de la Lindi (15 juillet 1897)

L'histoire coloniale abonde en batailles qui ne méritent guère ce nom. Beaucoup de ces *exploits guerriers* consistent en fait en exercices de tir sur cibles vivantes, avec pour le tireur des risques aussi minimes que dans un stand forain. Lorsque, depuis la mer ou les rivières, des navires se mettent à canonner des populations armées, tout au plus de risibles pertes de traités, il est difficile de ne pas considérer ces interventions comme de purs et simples assassinats.

La bataille de la Lindi n'entre pas dans cette sinistre catégorie : ce fut bien une bataille, non une séance de tir au pigeon. Les renseignements recueillis auprès des éclaireurs et des prisonniers étaient loin d'être uniformément rassurants : Le camp est commandé par Kandolo, chef des rebelles. Sa tente est la plus grande de celles qu'on aperçoit. Une grande quantité de cartouches en cuisses est amoncelée devant. Un autre camp se trouve un peu plus loin, commandé par Ishambonge et Kalakula. Il est aussi grand que celui de Kandolo. La lisière du camp, de notre côté, est précédée d'un ravin profond. Les Baoni veulent tuer tous les Blancs de Bulu Matari et tous les Noirs qui sont avec eux⁽¹⁾.

En renseignement eût particulièrement les soldats de la F. P. : les informations disponibles soulignaient la présence dans le camp de Kandolo de nombreuses femmes. Nous avons déjà dit que celles-ci constituaient une part particulièrement appréciée du butin. Certains soldats pouvaient de plus espérer retrouver une ou des compagnes dont ils avaient été séparés dans le tohu-bohu des premiers jours de la révolte⁽²⁾.

Henry ne put semble-t-il discerner exactement à combien de camps il avait affaire : si Kandolo occupait une grande clairière traversée par la Lindi et la Luata, le reste des révoltés campait sous le couvert des arbres et n'était donc paisiblement discernable. Au delà du camp de Kandolo, bien visible dans la clairière, le détachement de Ishambonge campait le long de la route, plus ou moins parallèle à la Lindi, cependant que Kalakula commandait un troisième camp, également sous le couvert des arbres, qui comme celui de Kandolo était massivement groupé. La F. P. pouvait donc simplement savoir que le camp de Kandolo était aisément

accessible, mais qu'au delà il y avait une menace indienne le long d'un chemin étroit dans une forêt inextricable.

Cela avait une implication inquiétante pour Henry: il fallait renoncer à faire le compte de ceux qui accourraient à la rescousse si l'on s'emparait du premier camp. Une autre implication était cependant lourde de menace pour les Baoni: si la F.P. prenait position dans la clairière, la contre-attaque de Tshamionge et Kalukula devrait obligatoirement déboucher en rangs serrés d'un sentier étroit, offrant au feu de l'ennemi un de ces groupes compacts qui permettent même au plus mauvais tireur de faire des ravages considérables. En l'occurrence, les dix tireurs disposeraient en outre d'un atout naturel, en la présence du ravin, qui leur permettait de se mettre à l'abri dans une sorte de *tranchée* naturelle.

Si la F.P. était à peu près sûre de pouvoir emporter le camp de Kandolo, apparemment assez mal gardé et défendu et de plus fort encombré de non-combattants, elle risquait gros au cas où Tshamionge et Kalukula se trouveraient en mesure de faire déboucher une puissante contre-attaque avant que les réguliers aient pu se déployer sur des positions tactiquement intéressantes. Le risque n'était pas négligeable, vu la présence chez Kandolo des femmes et d'un important butin. C'est probablement en tenant compte de ce risque qu'Henry décida de n'utiliser que ses troupes proprement dites, laissant les auxiliaires avec Kimpe à la garde de son propre campement où restaient les échopés, les femmes et les non-combattants (3).

Attaqué par surprise au petit matin, le camp de Kandolo n'offrit guère de résistance sérieuse. Ses troupes, composées surtout d'auxiliaires et empressées dans le butin, les femmes et les civils lâchèrent rapidement pied pour se réfugier chez Tshamionge et Kalukula. La prise du camp fut l'affaire d'un quart d'heure et le pillage commença. Plus que les Baoni, les femmes furent l'objet d'un assaut impétueux quoiqu'assez peu millitaire. Le butin des Baoni, devenu celui de la F.P., suscita également le plus grand intérêt. Bientôt, les officiers se rendirent compte qu'ils n'étaient plus maîtres de leurs hommes, que la situation commençait à leur échapper. Plus précisément, ils prirent conscience de ce que la contre-attaque, qui pouvait leur tomber dessus d'un instant à l'autre, allait déferler sur leurs soldats au milieu d'une colossale partie de ribouldingue! Ajoutons qu'ils étaient désavantagés par l'interdiction d'utiliser les clairons, puisque les Baoni en connaissaient les signaux et que sonner le *rassablement* aurait équivalu à conseiller à Tshamionge d'attaquer avant que ce rassablement ait pu avoir lieu.

Un coq sauva la situation. En effet, les soldats avaient emporté d'Avakubi cet animal-fétiche dont le cri... devait leur indiquer le moment précis où ils devaient se ruer sur l'ennemi pour remporter une

victoire certaine (4). Le précieux galinace avait assisté aux événements de la manière avec l'impassibilité d'un vieux grognard. On se rappellera que le signal de l'attaque avait été donné à cinq heures, que le combat avait duré un quart d'heure à peine, et que c'est donc entre cinq heures et demi et six heures que le pillage battait son plein. Le temps était donc depuis la nuit précédente. Et le moment de la débâcle était donc aussi celui où apparurent dans le ciel les premiers rayons du soleil, que le coq, comme tous ses congénères, salua d'un sonore *coo-coo-coo*. Ce signal agreste remplit de bon augure ceux qui ne pouvaient donner les clairons. En quelques minutes, les soldats furent rangés en bataille. Les femmes s'en allèrent rejoindre le camp de Kimpe et des auxiliaires de Baoni, emportant avec elles le butin repris à Kandolo.

Henry s'organisa pour profiter au mieux de son avantage, déployant ses troupes en deux arcs de cercle — le deuxième en partie abrité dans le ravin — juste en face du sentier par où devant déboucher la contre-attaque, de façon à ce que celle-ci se heurte à un feu concentré au maximum. La F.P. eut à peine le temps d'occuper ses positions avant l'arrivée des Baoni de Tshamionge (5). Chez les Baoni, on semble en effet avoir réagi vite et peut-être trop vite. Tshamionge et Kalukula se préparèrent à contre-attaquer, cependant que Kandolo entreprenait de regrouper les fuyards de son camp qui, de première ligne, passèrent donc en troisième vague pour la contre-attaque.

On peut évidemment se demander si c'est ce qu'ils avaient de mieux à faire, et s'ils n'auraient pas dû inventer un plan qui n'impliquait pas leur passage par ce piège mortel... Mais ceci n'est pas un ouvrage de politique-fiction. Ils se ruèrent donc en masse vers le feu d'entrée de la F.P., bien disposée pour profiter au maximum de l'étroussure du sentier. Ces salbes de peloton, dit la F.P. (6), creusèrent de tels vides dans la masse compacte des assaillants que ceux-ci furent contraints de se tenir avant d'atteindre leur but. Arrêtés, ils ouvrirent à leur tour le feu sur les réguliers. Mais comme les hommes de Tshamionge, loin de prendre la fuite, gênèrent la F.P. en tirant, la vague commandée par Kalukula put elle, hussuler le centre de la première ligne. Ils ne purent cependant que déborder les pelotons qui la composaient, qui firent demi-tour et se mirent à fusiller les Baoni par derrière, alors qu'ils se trouvaient aussi exposés au feu de la seconde ligne, en partie couverte par le ravin.

La F.P. commente: 'Les révoltés déployèrent un courage digne d'une meilleure cause, mais leur position était intenable' (7). Le lieutenant Sammas fut blessé (8) et le sergent Jeko tué (9).

Pris en tenaille, les hommes de Kalukula durent chercher refuge sous le couvert de la Luine, du côté où ils ne se heurtaient pas à l'obstacle du ravin. Kandolo, qui avait pu rassembler ses troupes entre-temps, commut

un sort identique : il perdit la première ligne, fut pris entre deux feux et contraint de fuir vers le torrent pour échapper au feu convergent de la F.P. Une charge impétueuse commandée cette fois par les clairons de Lulungula, les força à disparaître dans la forêt. Ils se dispersèrent dans les montagnes au Sud-Ouest du Lac Edward (10) comme on l'apprit par des reconnaissances ultérieures. Henry renvoya à les poursuivre et se retira à Faborod sur Beni, puis sur Ayakubi.

La F.P. sortait victorieuse de la bataille de la Lindi. Mais le combat avait été éprouvant pour elle comme pour les Baoni. Trois Européens avaient été blessés, encore que seul Samuwa dut être considéré comme un blessé grave. Trente soldats noirs étaient également dans un état qui réclamait des soins attentifs (11). Le total des tués et des grands blessés s'élevait à cent vingt hommes (12), et n'est pas difficile d'en déclarer que la F.P. laissa montante morts sur le terrain.

Nous avons déjà fait état de ce que la marche de Beni vers la Haute-Lindi avait été fort éprouvante. Les blessés vinrent grossir un contingent de malades déjà important. Henry (13) estimait qu'au lendemain de la bataille il ne disposait plus que de cent cinquante hommes en état de porter les armes. Il y en avait cependant autant qui purent se remettre très vite, puisqu'il ramena trois cents soldats à Ayakubi.

Outre le sentiment d'avoir gagné, la F.P. ramenait cependant des choses plus concrètes pour compenser la dureté de cette campagne : les femmes, cinq cents fusils Albini, cent fusils à piston, dix mille cartouches et de nombreuses caisses d'objets divers (14). Bref, la plus grosse partie du butin de la révolte (15).

Les Baoni avaient perdu ce que la F.P. avait gagné : en particulier, ils allaient se trouver contraints de rattrapper les munitions alors même qu'ils étaient contraints de chercher refuge dans des régions peu hospitalières et peu peuplées, où ils auraient eu besoin des ressources de la chasse, puisqu'ils avaient aussi laissé leurs approvisionnements entre les mains des vainqueurs. Leurs pertes furent lourdes : quatre cents tués (16) sur un effectif probable de douze cents hommes au combat. Ils perdirent donc un homme sur trois, soit le double de la F.P. qui perdit un peu moins d'un homme sur six. C'importe tenu des facteurs défavorables que constituait la surprise jouant contre Kandole, puis le fait de devoir attaquer massivement de front une position avantagée, on peut considérer que les Baoni ont accompli une performance honorable. La F.P. a raison de présenter la bataille de la Lindi comme une hâte très dure contre un adversaire de valeur et ce qui s'est passé sur la Haute-Lindi n'a rien de commun avec ces *révoltes* coloniales qui entassaient les

lauriers sur de *glorieux laits d'armes* pour mieux dissimuler d'immenses ponocheries.

Que représentent ces gains et ces pertes par rapport à l'ensemble des forces dont disposaient les révoltes ? C'est ce qu'il faudrait savoir pour apprécier la véritable signification de la Lindi : catastrophe ou revers ?

Les historiographes de la F.P. (17) disent qu'on aurait pu s'attendre à rencontrer deux mille cinq cents à trois mille Baoni à la Lindi. On n'en trouva que la moitié. Comme souvent, on imagina que *leurs révoltes* étaient dans le camp. Achte estimait que les Baoni qu'il a vus étaient 2 000, peut-être 3 000. Malamba faisait état de quatre à cinq mille hommes. Et nous savons que les révoltes devaient être au départ environ trois mille soldats et autant d'auxiliaires, soit un total de six mille hommes.

Quand Achte fut capturé, ils avaient de toutes façons déjà essuyé des pertes à Ekwangwa et Humu. Et il y avait sans doute eu des désertions. De sorte que le chiffre de quatre à cinq mille avancé par Malamba ne paraît pas irréaliste. Nous avons exposé pourquoi il nous semble devoir reconnaître dans les vaincus de Mukupi et de Kisenge/Wahota (Munie Pore/Shamu Kimo) les groupes respectivement de trois cents et de huit cents hommes ciés par Achte. De ces onze cents hommes il ne dut pas rester grand monde parmi les combattants actifs : outre de lourdes pertes, au moins à Mukupi, ils se dispersèrent vers Fhuri et la Semiki et tentèrent de passer desormais pour de paisibles paysans. Par des événements ultérieurs, nous savons que Changivu avait emmené un millier d'hommes et Salioko environ six cents. Vaincus ou au contraire intacts, ces groupes que les combats de la Lindi ne touchèrent pas représentèrent entre mille et deux mille hommes.

Les conditions du trajet, à partir de Beni, furent extrêmement dures, et la F.P. découvrit de nombreux cadavres (18), prouvant que le froid et les privations prélevaient un lourd tribut sur les révoltes. Il n'est donc pas invraisemblable qu'ils n'aient plus été que douze cents environ à la Lindi. Il est encore plus certain que, retrouvant ces mêmes conditions après leur défaite, ils durent encore y perdre du monde et qu'en particulier les blessés durent avoir du mal à survivre.

Ushamionge était selon toute vraisemblance tombé à la Lindi. Kandole, par contre, participa encore à des combats ultérieurs, et l'on a trace de Kasukula dans le Kiwu. Si l'on se place du strict point de vue de ce que devinrent les effectifs des révoltes, la situation a donc dû être celle que résume le tableau de la page suivante. C'est en fait apparemment qu'il restait encore environ deux mille hommes qui n'avaient pas souffert des revers subis du fait des opérations de Henry. Ils restèrent organi-

ses en groupes cohérents et pouvaient, à l'instar de leurs prédécesseurs de Luaboune, renouveler leurs effectifs en recrutant de nouveaux combattants parmi leurs partisans locaux.

Evolution approximative des effectifs des Baoni du début de la révolte à juillet 1897

Notons avons essayé de donner, pour les différents groupes connus, la *fourchette* dans laquelle devait se situer leur effectif, ainsi que ce qu'il en était advenu à la fin de juillet 1897.

groupe (Lunguru	de 1.000 à 1.500	intact
groupe Mande-Pore	de 200 à 300	pertes à Mwakambi, dont peut-être des descriptions
		pertes à Kwenjele, Wadala
		prisonniers
		dispersés
groupe de <i>Tsongoni</i>	de 200 à 400	pertes importantes à Mwakapi
		quelques prisonniers
		dispersés
groupe Saliboko	de 500 à 700	intact
groupe Kandabo	de 1.000 à 1.500	400 tués sur place
Isbanjange et		nombre non déterminé de blessés morts
Kahkhaladi (mbu)		par après
		dispersés
autres pertes (Kwanga lunau chemin)	de 500 à 1.000	
TOTALUX	de 4.200 à 6.000 (19)	de 1.500 à 2.200 hommes indemnes organisés, plusieurs centaines de dispersés, environ 3.000 tués

Il y avait donc à la fois des pertes importantes, mais d'importantes forces intactes.

La bataille de la Lindi eut cependant des conséquences qui dépassent un simple décompte des morts, blessés ou prisonniers. Les troupes qui furent détruites, que les Baoni aient été ou non divisés en groupes indépendants, occupaient une place centrale sur le terrain. Après la Lindi, Changuyu et Saliboko restèrent sans nouvelles l'un de l'autre et les survivants de la Lindi errèrent parfois sans trop savoir où chercher leurs camarades plus chanceux. Cette coupure de liaisons est un des coups les plus graves qu'une armée puisse avoir à subir, et c'est peut-être par là que la F.P. avait remporté à la Lindi une grande victoire.

NOTES

1) Henry, op. cit., page 442.

2) Il n'y avait qu'environ un tiers de la colonne qui se composait de soldats avant la révolte de près et assiste à la tentation d'y participer. Le reste était perché sur les gammisons d'Avakabi et de Basoko, qui ne s'étaient pas révoltés. Il ne faut donc pas exagérer la proportion des couples séparés. La plupart des soldats pensèrent sans doute simplement qu'il n'était aucunement nécessaire d'avoir connu une femme autrefois pour en savoir les avantages au moment présent...

3) Cf. Henry, op. cit., page 445.

On manque de renseignements précis sur ce que Henry savait des effectifs dont disposait Isbanjange et Kahkhaladi. Les troupes qu'il avait en face de lui étaient sans aucun doute le gros de celles qui avait rencontré le P. Aché, qui les estimait à trois mille hommes au plus. Aché avait averti Samtes qui avait rejoint Henry à Mwakapi. Mais nous ne savons pas si le missionnaire avait communiqué à la F.P., dans sa lettre aux officiers de Karimi, ses estimations quant au nombre des Baoni, ou si de tels renseignements avaient circulé oralement entre les missionnaires, les Anglais et l'If.

4) Henry, op. cit., page 448.

5) C'est du moins la version de Henry (op. cit., cf. supra) et de la F.P., op. cit., pages 416 qui le suit comme d'habitude. Cela place la contre-attaque peu après six heures, et non à sept heures comme chez Lejeune (Choquet, op. cit., p. 153).

6) op. cit., p. 416.

7) Ibidem, p. 417.

8) Une balle traversa son bras gauche, ricocha sur ses épaules et s'enfonça dans sa hanche au lieu de le tuer (Lejeune-Choquet, op. cit., page 153).

9) Il se serait précipité volontairement au-devant d'une balle pour sauver Henry *en lui faisant un rempart de son corps* (F.P., op. cit., page 417).

10) Deux de leurs groupes furent éliminés, en octobre 1897, respectivement par le lieutenant Fritschsen et le Commandant Brochard.

11) Lejeune-Choquet, op. cit., p. 155; F.P., op. cit., p. 418.

12) F.P., ibidem.

13) Henry, op. cit., pages 460 ss; F.P., ibidem.

14) Lejeune-Choquet, page 155; F.P., page 418.

15) On en a une preuve indirecte par le fait que diverses opérations ultérieures des Baoni avaient visiblement pour but de faire du bruit.

16) Lejeune-Choquet 155; F.P., 418.

17) F.P., op. cit., page 412.

18) F.P., op. cit., page 412. Né l'importance de ces pertes, ni leur ventilation entre les soldats et les différentes catégories de non-combattants (femmes, enfants, porteurs) ne sont connues.

19) ce qui situe le chiffre dans une moyenne entre celui de Aché et les 6.000 généralement admis. Sources: Aché, Henry, Lejeune, Choquet, etc.

XXVI. Les suites de la Lindi ou l'art d'accommoder la victoire

L'epine (1) attribuée à Henry, au lendemain de la Lindi, eut presque hâtivement optimiste: "Les Tanganyikas rebelles sont pour ainsi dire anéantis jusqu'au dernier".

Léopold II décida de toutes façons d'en faire la victoire officielle de l'ETC. Avant à l'époque à la fois un besoin errant de concours financier et des négociations difficiles à mener à propos de sa perpétuelle obsession du Nil, il annonça à grands sons de trompes que la révolte était matée et que l'ETC avait désormais retrouvé la situation bien en mains. Dorenavant, la révolte était pour lui une affaire close dont il ne voulait plus entendre parler et c'est avec réticence et parcimonie qu'il fournit les moyens de la combattre. Sans diminuer les mérites des Baoni, il fait tout de même bien dire que jusqu'à la fin les actions menées contre eux par la F.P. — en particulier par Dhaniis — ont été singulièrement affaiblies par le manque de moyens, dû à la parcimonie de Léopold II. De ce fait, il est arrivé à la F.P. de se trouver aussi démunie que ses adversaires, et de devoir comme eux cultiver la débrouille et le bon de ficelle. Dans ces conditions, l'enthousiasme et la supériorité morale des Baoni vinrent à plus d'une reprise, à l'emporter.

Desrunt donner du lustre à la victoire de la Lindi, le Roi-Souverain ne se montra pas avare de médailles et de distinctions: Henry fut cité à l'ordre du jour et fait chevalier de l'Étoile Africaine, avant de recevoir plus tard le titre de Chevalier de la Lindi. Samues devint chevalier de l'ordre royal du Lion, les lieutenantis Derlaye et Friant eurent droit à la médaille d'or du même ordre, et les adjutants Kimpe, Sauvage et Kewers à celle d'argent (2).

Ces récompenses n'avaient rien que de normal. Ce qui l'était moins, c'est que Léopold II saisit l'occasion d'enfouaiber ses chevaux favoris: le Nil et la rancune contre Dhaniis. Celui-ci reçut un coup de patte du bon royal, sous la forme d'un télégramme: "Envoyez colonne Henry au Nil. Le Roi désire y voir cet officier qui a donné des preuves fréquentes de son esprit d'entreprise et de qualités militaires supérieures". C'est que l'on peut traduire en termes moins élégants par: "Si vous n'êtes pas l... de le faire, envoyez-y donc quelqu'un de compétent".

Henry dut donc prélever sur les moyens dont il disposait à Avakubi de quoi équiper une colonne de sept cents volontaires avec lesquels il partit en mars 1898 vers Redjal, qu'il atteignit le 1er juillet.

Or, à l'époque où s'effectuait ce prélevement au profit du Nil, la situation de la F.P. ne pouvait pas être optimiste. Joubert écrit :

« 7 août. *Vendredi* (3) : Deberghé (4) (l'ancien P. Gaullienne) écrit que, au mois de juin, les révoltes étaient vers la Semiki. Ils ont tenu le Père Achte quatre jours prisonnier et l'ont relâché. Henry était près d'eux avec ses troupes; il ne sait si les révoltes se sont battus ou s'ils se sont réfugiés dans l'Uganda. Il craint famine et dit qu'il a dû mettre à Kabala une centaine de Baluba qui auraient voulu faire une petite mutinerie à Kibanga (5).

« 27 septembre. *Mardi* (6) : Des gens qui ont porté des vivres à Mlowa, racontent que Mohonyal avait voulu donner la chasse à un soldat, les camarades de celui-ci ont lié Mohonyal. Décidément, Deberghé ferait bien de licencier une partie de ces soldats qui crèvent de faim.

« 1^{er} octobre. *Mercredi* (7) : (...) Les révoltes auraient été battus par Henry. Dhanis doit recommencer son expédition, pour laquelle il doit arriver 300 Blancs...

On remarquera que, vue de près, la nouvelle de la bataille de la Lindi qui met quatre mois à atteindre Joubert - n'empêche pas d'estimer que Dhanis ne tardera pas à disposer de gros moyens, et en particulier de renforts blancs massifs. Les trois cents Blancs qu'attendrait Dhanis relèvent en grande partie du *coefficient d'Afrique*, autrement dit de la part d'exagération dans les nouvelles. Trois cents Européens - forcément volontaires pour encadrer la F.P. puisqu'on ne pouvait engager, au Congo, de troupes métropolitaines - cela aurait signifié que les effectifs de l'armée coloniale étaient portés à environ 20.000 hommes (8). Cela donne une idée de ce que les Européens présents sur place pensaient à l'époque être les effectifs nécessaires pour redresser la situation.

La description que Joubert fait de la F.P. est de nature à inspirer quelques questions sur ses qualités combattives. Et cette situation n'étant en rien transitoire. A peu près un an plus tard, le commandant Dupuis (9) dépeignant de la façon suivante l'état de la F.P. : « A Micoi, ces soldats (ceux de l'ancien détachement Glorie) ont volé des femmes, des boys, ont périérisé dans la maison de Munié Mitoro, y ont pris le riz destiné à la nourriture des blancs. En quittant Micoi ils ont mis le feu à un quartier du village. Jusqu'à Chabunda, ils ont pillé et volé tout au long du chemin. A Chabunda, ayant reçu l'ordre de construire un fossé, ils refusent, jettent les machettes à terre en disant qu'ils ne sont pas esclaves du blanc. Le jour du combat le peloton Paternoster refuse de monter de garde, 4 caporaux et 8 premiers soldats seulement acceptent sur cent

hommes. A Ngwesse, les soldats du peloton Paternoster, devant rester à l'arrière-garde, abandonnent leur blanc après avoir brûlé le village. Refus régulier de service partout et refus régulier de monter de garde. En route, à Makuta, les blancs ont vu dix cadavres d'indigènes décapités et adossés, les mains derrière le dos. Un peu plus loin les soldats ont attaché une femme à un stick et l'ont fusillée. En route, ils avaient emporté des femmes, brûlé des enfants dans des huttes. Le soldat Diako a fusillé un Waggia (sic) qui fuyait. Un soldat ayant été mis à la chaîne s'est détaché tranquillement, a repris son fusil. Le caporal Banne a dit en riant : Les Blancs ne sont pas assez forts pour nous mettre à la chaîne, nous sommes assez forts pour les y mettre eux-mêmes !!! » etc...

A plus d'une reprise, les officiers perdirent toute espèce de contrôle sur la troupe, qui se comporta comme une bande de pillards, y compris sous l'oeil de Dhanis lui-même. Il n'est donc guère étonnant que les Baoni aient trouvé appui et renforts auprès de la population et même, fait assez rare pour qu'on le relève, et un certain nombre de chefs coutumiers, dans le courant de 1898.

Et cependant, en juin de cette année-là, Dhanis reçut à Lokanda, où il avait transféré son Quartier-Général, une lettre du G.G. lui demandant avec insistance l'envoi urgent vers Lado de « cinq cents soldats exercés et absolument sûrs » (10).

Il est vraiment très difficile d'éveiller les rois qui rêvent !

NOTES

1) Première, op.cit., page 147. Rappelons qu'on a toutes les raisons de croire que l'équipe était particulièrement bien informée sur tout ce qui regarde la carrière de Joubert Henry.

2) 117, après Watters, op.cit., page 437. F.T.C. avant à l'époque quatre grades. L'*Étoile Africaine*, fondée en 1888. L'*Étoile de Service*, fondée en 1889, et conférée à ceux qui ont *honorablement accompli un terme de service au Congo*. L'*Ordre Royal du Lion*, fondé en 1891 et l'*Ordre de la Couronne* qui date de 1897.

3) Joubert, APB, F-18, 1897-16.

4) Je ne tiens, commandant de place à Mlowa (Albertville). L'orthographe exacte de son nom est DJEHEKHE.

5) Dans la partie sud de la presqu'île Cobour, au Nord du Tanganyika. Voir à ce sujet les notes du chapitre XIII.

6) Joubert, APB, F-18, 1897-18.

7) Idem, 1897-19.

8) 1 et 1933. Jacques Crokaert (*Banda Mwan*, page 239) à l'époque Secrétaire du Congo (C. colonial Belge, considérant comme remarquable une Force Publique de 18.000 hommes, alors qu'il était intervenu l'effort de mobilisation de la Première Guerre Mondiale.

9) Commandant l'important poste fortifié de Nyangwe. Revient également pp. 158-159.

10) Corbet, *Mauronia*, page 251.

XXVII. Birizi

Extraits des carnets de Joubert :

29 novembre. Lundi (1). Le Père Schmitz me transmet copie d'une lettre de Deberghe (24.11) à envoyer à Mollro après en avoir pris connaissance. Il reçoit un courrier d'Uvira annonçant la défaite du Commandant (?) Lieutenant. Je pense) Dubois, par les révoltés en grand nombre. Le combat a eu lieu le 13 courant et Dubois a été tué. H dit que les révoltés se dirigeraient probablement sur Mowa... Qui sont ces révoltés ? Les soldats ou bien les indigènes du Kivu où Dubois devait réoccuper (2) ?

7 décembre Mardi (3) ... Le Père Schmitz dit que Dubois a été tué non loin de Rubenga et qu'il a eu affaire à des soldats révoltés.

13 décembre. Lundi (4). D'après les dires des gens de Mpapa qui reviennent de Mowa, Dubois, en exploration vers le Nord-Est du Kivu, a été tué ou s'est suicidé. Sandraert, en apprenant la nouvelle à Rubenga, a noyé ses munitions et a décampé vers Mowa.

Le lieutenant Eyraud Dubois avait été chargé de réoccuper le poste de Lubenga, sur la rive sud-est du lac Kivu, non loin de l'actuelle localité rwandaise de Cyanguya (5). Il était chargé également de rechercher les révoltés qui commençaient à apparaître à l'extrémité nord du Tanganyika. Il s'agissait de l'arrivée de la colonne Changuvu, mais la F.P. estima fort mal le nombre des Baoni, croyant n'avoir affaire qu'à trois ou quatre cents hommes. Ils n'avaient pas encore connaissance, non plus, de la valeur de leur adversaire. De plus, la légende de la *victoire finale* de la Jindi, à laquelle pas mal de gens s'efforçaient de croire, empêchait de penser que les groupes de Baoni qui subsistaient encore puissent être autre chose que des réfugiés aux abois et sans organisation. L'intention de Changuvu était sans doute de *nettoyer* la région comprise entre Uvira et la presqu'île Uhwari, à partir de laquelle il aurait le choix entre plusieurs voies de pénétration vers l'Ouest, tout en ne manquant pas de possibilités de s'abriter si les choses tournaient mal pour lui. La région est en effet accidentée et on n'y manque pas de positions faciles à défendre. Il prit en outre la précaution d'incendier la mission abandonnée de Kibanga dans le Masanze (6) où la F.P. aurait pu être tentée de s'installer et fit fortifier son propre camp (7).

Lorsque Dubois se mit en route vers le Nord, il n'avait avec lui que cent hommes, mais transportait 15.000 cartouches. La présence de ces munitions ne pouvait échapper à l'attention des Baoni: elles supposaient en effet la présence de nombreux porteurs, sur la tête desquels on devait abaisser assemblés les caisses caractéristiques. Tout le problème était de s'en emparer, c'est-à-dire d'éliminer Dubois et l'escorte sans leur laisser le temps de détruire les munitions. C'hanguvu avait pour cela une précieuse *alibié psychologique*: la proposition des porteurs à prendre leurs jambes à leur cou au premier coup de feu: le rôle de cible désarmée est déplaçant.

Le 13 novembre (8) 1897, après trois jours de marche, entre Kisonge et Birizi, la colonne Dubois tomba dans une embuscade. C'hanguvu avait disposé ses hommes tout autour du point où l'on attendait la F.P., par petits groupes cachés dans les hautes herbes, avec l'ordre de tirer dans le plus grand désordre. Le but était de donner aux soldats, et surtout aux porteurs, l'impression d'être encerclés, tout en ne s'opposant pas à ce qu'ils prennent la fuite. Les encercler dans un étau risquait de leur inspirer l'idée de vendre cherement leur peau et surtout de détruire les précieuses munitions.

Dubois avait, lui, eu l'idée malencontreuse de ne distribuer que dix cartouches par homme, le reste demeurant dans les fameuses caisses. La colonne Dubois se vit donc tout à coup privée de coups de feu partant de partout à la fois. Trente et un hommes tombèrent en quelques minutes. Les soldats eurent bientôt épuisé leurs dix cartouches, d'autant plus qu'ils ne savaient trop où viser et devaient donc tirer au petit bonheur. Les herbes de la brousse furent sans doute les principales victimes de leur feu. Porteurs et soldats prirent la fuite. L'officier belge, excellent tireur, réussit cependant à tenir ses assaillants en respect et à abattre plusieurs adversaires avant de fuir, lui aussi, dans la brousse.

C'hanguvu put ainsi s'emparer d'environ 14.000 cartouches, de trente-six Alhini, ainsi que des étoffes que la colonne emportait comme monnaie d'échange. Dubois vécut pendant deux jours dans la brousse puis résolut d'en finir, dans des circonstances qui lui ont valu, de la part des auteurs coloniaux portés sur le ton épique, une auréole héroïque. Il se présenta au camp des révoltés... et ceux-ci lui présentèrent les armes. Les mutins avaient peur, écrit Lejeune-Chequet (9), les mutins rentraient dans l'ordre!

Nous n'avons guère d'idée de ce qui a pu inspirer ce comportement aux Baoni, peut-être simplement l'ébahissement. Relevons tout de même que ce genre d'anecdote, qui n'est pas unique dans l'histoire des guerres, aurait passé pour un bel exemple d'estime vaine entre adversaires loyaux s'il s'était produit entre Blancs. Quoi qu'il en soit, Dubois se

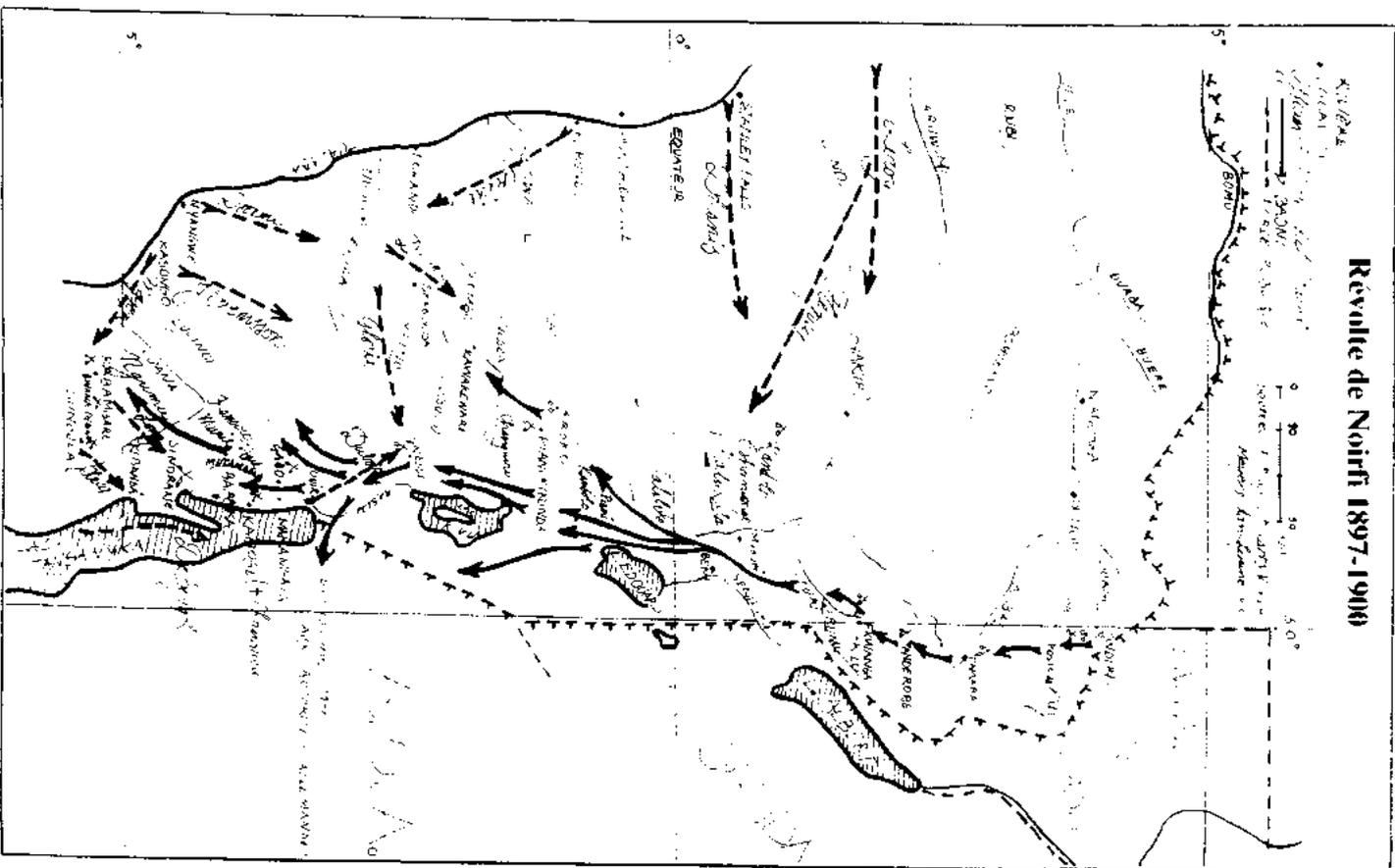
mit à tirer sur les Baoni et eut le temps d'en tuer plusieurs avant d'être lui-même abattu. Ses soldats en fuite rejoignirent, eux, le capitaine Frelmans à Kavomvu. Celui-ci ne disposait plus que de ces troupes et des vingt-cinq soldats d'Ulira, soit un peu moins de cent hommes, et était presque à court de munitions, vu la perte des cartouches à Birizi. Il résolut donc de se replier à Mtoa, auprès du commandant Debergh.

À la fin de 1897, la F.P. avait perdu le contrôle du Nord-Tanganyika. Par contre elle avait eu le temps d'organiser des expéditions répressives, en puisant dans les forces encore disponibles du Sud-Tanganyika et en levant de nouvelles troupes. On mit sur pied trois colonnes.

Nous avons déjà parlé de celle de Doornme, constituée à Nyangwe, qui devait attaquer par le Nord vers Miera, Shabunda et Kawara-Wara. Le commandant Long partit de Kasongo avec sept Blancs et 900 soldats. Il devait cependant laisser une garnison à Kabambare avant de marcher vers le lac. Debergh partit de Mtoa avec 250 hommes par le lac, afin de prendre les Baoni à revers. Il semble qu'on ait pensé pendant un moment utiliser aussi les troupes d'Henry, mais qu'on en ait été empêché par son envoi vers Lado (10).

Du côté des Baoni, les groupes de Salihoko et de Kandelo (survivants de la Linhi) avaient continué à descendre vers le Sud, et opéraient dans des régions qui jouxtaient celles contrôlées par C'hanguvu. Faute d'éléments, on ne peut cependant dire s'ils avaient établi une unité quelconque de commandement. Mais il semble bien qu'à la fin de 1897, la plus grosse partie des Baoni survivants de la révolte initiale, soit probablement deux mille hommes, se soient trouvés entre Kivu et Tanganyika. De plus ils reçurent dans ces régions des appuis importants de la part de chefs coutumiers. Ce fait, en soi assez rare, s'explique sans doute au moins en partie, par l'occupation tardive du Kivu, que venaient encore compliquer des tensions frontalières avec l'A.O.A. (11). Comme les effectifs des Baoni semblent – même s'il ne s'agit que d'estimations – ne diminuer que lentement alors qu'il est à maintes reprises fait état de pertes importantes, on doit supposer qu'ils ont recruté de nouveaux soldats dans les régions où ils séjournaient, non seulement comme *auxiliaires* mais en leur donnant une instruction militaire. On n'a certes pas de témoignages sur l'existence de camps d'entraînement analogues à celui de Kisite pendant la révolte de Luluabourg. Il y a par contre unanimité sur le fait que, jusqu'au dernier combat, ils firent preuve d'une discipline remarquable allant même jusqu'à tendre de continuer à tirer alors qu'ils n'avaient plus de munitions, pour ne pas démoraliser leurs compagnons (12). Ce genre d'attitude suppose un sang-froid qui ne s'acquiert pas en un jour.

Révolte de Noirff 1897-1900



Contrairement aux revêlles de Luluaboug qui conserverent longtemps leurs drapeaux congolais, ceux de 1897 se confectionnerent à l'époque des emblèmes à eux. Il s'agissait invariablement de drapeaux rouge et blanc, parfois un-peut, parfois rayés. On y a vu une reproduction de *emblèmes congolais* du fait de la ressemblance indéniable avec l'étendard de Zanzibar (13). Il faut cependant remarquer aussi que l'usage de ce mélange de couleurs est fréquent aussi dans les emblèmes et décorations traditionnelles de la région des Laës. On peut donc penser aussi compte tenu du culte quasi-religieux dont les militaires entourent leur drapeau, surtout à cette époque d'extrême nationalisme que les Noirs y ont vu des sortes d'objets magiques, et qu'ils ont voulu en conséquence se fabriquer des objets du même genre, en y transposant des couleurs faisant partie de leur symbolisme propre.

Malgré certains passages de la lettre de Aché, nous ne croyons pas qu'à l'époque on pouvait déjà parler de sentiment *national* chez les Congolais. Mais nous ne croyons pas davantage qu'il faille enlourcher la thèse de la *révolte de nostalgiques de l'écoulement*. C'est postuler qu'une épidémie de masochisme avait frappé collectivement tout l'Est du Congo! Une origine *tribaliste* du phénomène nous parait à tout prendre, plus vraisemblable.

NOTES

- 1) Lombert, *APR* (1897) 22.
- 2) Il s'agit à l'époque d'une certaine agitation chez les Shu, pour des raisons en fait indépendantes de la révolte des troupes de Nahr, mais qui bien sûr fut encouragée par celle-ci et même intervenue dans une certaine mesure avec elle.
- 3) Lombert, ibidem.
- 4) Id. 1897 23.
- 5) Il peut être utile de rappeler que la frontière E.C. A.O.A. de l'époque était sitée nettement plus à l'Est que l'actuelle frontière entre le Zaïre, le Rwanda et le Burundi, sur la crête Congo-Nil, ce qui devait donner lieu à maintes contestations qui ne furent réglées qu'en 1910. La plaine de la Ruzizi se trouvait à l'époque entièrement au Congo. La plupart des localités dont il sera question ici sont aujourd'hui au Rwanda.
- 6) Il s'agit de ce qui est devenu le nom de Minsuze à la partie Sud de l'Étang Kibanga ne peut donc être atteint à pied sec qu'au Sud-est (la crête du Tanganyika).
- 7) L'époque Choquet, op.cit., page 157.
- 8) Id. pages Lombert, op.cit. 1897 22 et L'époque Choquet op.cit., page 157. La L.P. op.cit., page 430 donne comme date le 12.
- 9) op.cit., page 157.
- 10) L'époque Choquet, op.cit. p. 150 mentionne cette colonne comme devant opérer comme colonne pivot indépendante et agir sur les revêlles à revers... et il en parle plus avant de mentionner page 163 son départ pour Kédial.
- 11) Il meure que les Allemands ne semblent pas avoir interdicte.
- 12) MPR, *Diare de Alpenda*, 17 XII 1890, page 409 281.
- 13) L.P., op.cit. pp. 121, 133.

XXXVIII. 'L'épouvantable route' (Dr. Meyers)

Donc, le 29 septembre 1897, une colonne commandée par Doornme quita Nyangwe et prit la direction du Nord-Est par Kawarware, Mici et Shabunda (1). A la fin septembre, la saison des pluies commence et déplacer 750 hommes, plus les porteurs et impédimenta devient un tour de force. Citant une de ses propres lettres de l'époque à Dhanis dans son livre *La Pivé d'un Empire* (2) le docteur Meyers a laissé de cette marche une description célèbre: 'Ici (à Shabunda) plus de routes, après avoir passé Ulindi sur un pont improvisé nous avons été obligés de suivre les cours d'eau et bien souvent de marcher dans leur lit...

'La route que nous suivons depuis Nyangwe est des plus détestables marais, forêts, montagnes, rien n'y manque pour la rendre des plus fatigantes; les pluies continuelles nous trempent jusqu'aux os et nous maintiennent dans un bain forcé du matin au soir et bien souvent du soir au matin. Ne soyez donc pas étonné si nous perdons beaucoup d'hommes, la dysenterie et aussi la pleurésie font rage! Les médicaments sont épuisés, ainsi que mes provisions personnelles assez fournies cependant; dans quelques jours je serai forcé d'assister les bras croisés à l'agonie de tant de braves que je pourrais soulager et je tremis à l'idée qu'un Blanc pourrait tomber sérieusement malade!

'Il est impossible de se faire une idée des terribles fatigues que nous avons subies; la route est absolument mauvaise. Figurez-vous un océan de boue sillonné par de larges rivières au cours tourmenteux et duquel émergent des arbres pourris d'humidité et baignés dans la vase; de-ci, de-là une montagne luisante de terre glaise se dresse menaçante (nous avons dépassé 1.300 m d'altitude à certains endroits) ou bien encore un rocher inabordable et qu'il faut cependant gravir, puis l'abîme s'ouvre de nouveau. Quel cataclysme a pu créer ce désert chaotique? Journellement de l'orage. Peu de soleil et pas de vivres, dans ce pays infernal qu'il a fallu traverser au plus vite, car la famine était là, sur nos talons, qui nous guettait... à un certain moment nous avons dû tout abandonner, jusqu'aux lits et aux doubles toits de nos tentes...

'J'ai pu constater combien vous avez raison de dire qu'en Afrique, le moral c'est tout!'

La colonne attergani Shabunda le 20 octobre, Kwawwara le 15 novembre, Le 14 Doorme écrivait, depuis le village du chef Alloza (3) : « Une route exécrable nous a fait perdre plus de deux cents soldats et sans le concours des chefs arabes, je crois que nos pertes auraient été beaucoup plus grandes. A partir de Nkosi, les porteurs nous ont fait délaier à tel point qu'il a fallu abandonner files, tentes, vivres de Blancs, etc. Malgère cela, le moral des Blancs et de la troupe est excellent. »

L'incertitude de plus les documents contemporains des événements, en rendant hommage à la collaboration des *chefs arabes*, s'inscrivent en faux contre le caractère *tribal et communal, arabisé et esclavagiste* plaqué sur la révolte. Il est bien possible qu'un certain nombre de chefs et de populations, soucieux avant tout d'éviter les dégâts, se soient précipités avec un enthousiasme également hypocrite tantôt vers les forces de l'F.C., tantôt vers celles des Baoni pour y protester de leur dévouement indéfectible à l'Etat ou à la révolte suivant le cas, d'après que les uns ou les autres semblaient momentanément devoir l'emporter ou du moins passaient à proximité de leur village avec des forces impressionnantes.

Cependant, certains chefs poussèrent le dévouement à l'Etat jusqu'à livrer d'ex-mutins qui avaient réussi à regagner leur village et y avaient repris les travaux des champs, se considérant comme démobilisés. Ce précieux cadeau permit à Doorme d'extorquer à ces prisonniers des renseignements plus vrais sur la situation des Baoni. Dans certains cas, il s'agissait donc, non d'étrangers, mais de gens originaires du village même du chef qui les livrait.

Ces chefs auraient parfaitement pu se dispenser de ce geste : les documents coloniaux, de Léopold II à 1960, regorgent de récriminations des responsables du maintien de l'ordre, concernant le fait qu'un homme recherché qui parvient à regagner son village devient presque incontournable, tout le monde s'entendant pour le dissuader aux autorités coloniales. Si l'on pouvait semblablement jouer au bonhomme avec elles à des époques où le quadrillage et l'enclenchement des populations étaient bien plus serrés et où l'autorité pouvait se consacrer entièrement à ses tâches de police, que dire de ce qu'on pouvait accomplir en 1897 ? Rien n'eût été plus simple que d'inviter les suspects à disparaître dans la brousse pour quelques semaines avant d'accueillir Doorme en grande pompe, le front serain et la bouche en coin.

On est une fois de plus contraint de constater que les autorités coloniales, même *arabisées* ont le plus souvent penché du côté de Léopold II, spontanément et non sous la contrainte.

C'est à proximité de la chefferie de Mloza, à Piani Kikunda (4), emphatiquement jugé facile à défendre, que Doorme établit le dispositif qui

devait servir de base aux opérations de la F.P. : trois camps, reliés par des routes permettant de se porter facilement d'un point à un autre en cas d'attaque.

L'installation de ces camps et les reconnaissances pour situer les Baoni prirent environ un mois. Espions et éclaireurs rapportèrent que les revêches occupaient de fortes positions à Boko, dans la vallée de l'Osso (5), à trois jours de Piani Kikunda. Il s'agissait des six cents hommes de Salliboko, donc de troupes encore intactes depuis Ndinté et comprenant une proportion importante de militaires, souvent originaires des régions sous influence Lubu. Ils étaient solidement installés dans le village, protégés de plus par la rivière.

L'F.P. avait compté bénéficier de l'expérience de Lombeur, qui avait patteupé à la répression de la révolte de Luluabourg. Celui-ci ne prit cependant presque aucune part active à la campagne — à l'exception de la bataille de Piani-Kikunda — la fièvre ne lui laissant guère de répit. Ses deux cents cinquante hommes, principalement des Ikwangula, furent mis sous les ordres du Dr. Meyers et du lieutenant Melcherts. Leur colonne d'attaque devait être appuyée, à gauche et à droite par Adlerstrahl et De Coninck. Meyers fut devant Boko le 22 décembre. Le plan de la F.P. pour la prise de Boko ressemblait comme un frère à celui qui avait si bien réussi à Henry sur la Haute-Lindi : il s'agissait de tenter une attaque-surprise le 23 décembre au petit matin. Les résultats furent cependant fort différents. Il se peut que Meyers se soit fait des illusions en croyant être arrivé près de Boko sans être remarqué. D'autant plus que la F.P. évoque la présence de « batteurs de tambour bakusu qui suivaient la colonne depuis Nyangwe » (6) et renseignaient les Baoni. Il serait étonnant qu'ils n'aient pas signalé le départ de forces aussi importantes !

De son côté, Salliboko peut avoir fait l'âne pour avoir du son, et fait celui qui n'a rien vu, pour laisser Meyers se lancer dans son « attaque surprise » tout en l'attendait de pied ferme.

D'autre part, la proportion de militaires entraînés était sans doute plus forte chez Salliboko que dans le camp de Kandolo sur la Lindi, et le camp de Boko n'était pas non plus aussi encombré de butin, de femmes et de non-combattants. A l'aube du 23 décembre, donc, Meyers, Melcherts et leurs deux cents cinquante soldats franchissent le gué et montent à l'assaut. Ils sont chaudement accueillis. L'attaque fut admirablement menée par le docteur Meyers, rapporte Doorme (7). Les premières maisons furent enlevées à la battonnette, malheureusement l'ennemi revint de sa surprise défendait le terrain avec un acharnement dont on ne l'aurait pas cru capable. Le lieutenant Melcherts tombe mortellement frappé (8) et est mis à l'abri par le docteur, en même temps les

quatre étavons et les plus braves Ikwangala sont renversés. La résistance est désespérée, toutes les maisons du village sont en prise (9); autant de maisons, autant de bombas à enlever¹. Il y a de quoi se demander si la surprise prévue par Meyers et dont Doorme fait état a jamais existé. Non seulement les Baoni ont aussitôt répliqué, mais il semble bien qu'ils aient pris le temps de viser soigneusement les officiers, les étavons et tout ce qui portait un signe distinctif. Ils étaient de plus organisés pour défendre le village maison par maison. Cependant, rien ne prouve que cette tactique ait été élaborée spécialement pour 'accueillir' Meyers, elle peut tout aussi bien être le résultat d'un plan général de défense en cas d'attaque. Après plus de deux heures de combat, Meyers avait eu vingt-et-un tués et quarante-trois blessés mis hors de combat. Il se trouvait de plus seul pour remplir à la fois les rôles de chef de colonne et de médecin. Cependant, si les Baoni jouissaient des avantages de leur position et de la supériorité numérique, ils ne disposaient par contre pas de réserves, étant tous concentrés à l'intérieur de Boko. L'arrivée, sur leur gauche, des troupes fraîches d'Adlerstraße les fit plier et l'arrivée des renforts redonna du poil de la bête aux hommes de Meyers. C'est est cependant pas là que les Baoni subirent leurs pertes les plus graves. Ils firent retraite le long de l'Oso, en bon ordre et en tirillant. Malheureusement cette route, apparemment libre, était sous le feu du peloton de De Cominck, dont les salves tombaient cette fois sur eux en terrain découvert. La plus grande partie des cent cinquante tués que les Baoni eurent pendant cette bataille — dont Sahlboko lui-même — sont à inscrire au tableau de cette troisième colonne. Se voyant la retraite coupée, conclut Doorme (10), les révoltés se dispersèrent de tous les côtés et se réfugièrent dans les montagnes où ils furent poursuivis une partie de la journée...

La poursuite ne fut guère énergique, les soldats étant fatigués et les munitions presque épuisées. On a d'ailleurs pu constater à maintes reprises que la F. P. n'était guère efficace dans la poursuite de ses adversaires dès que ceux-ci prenaient le parti de se disperser dans la brousse. Utiliser à ce sujet, comme le fait la F. P., le terme de 'débandade' (11) est en partie inexact: les hommes de Sahlboko rejoignirent le groupe de Baoni le plus proche (celui de Kandolo) et prirent part aux batailles suivantes. Voyant la retraite en bon ordre tourner à la catastrophe, ils ont préféré prendre le maquis pour lequel la F. P. n'était pas conçue, mi entraînée. C'est, dès 1897, une situation classique des guerres coloniales, que l'on ne manquera pas de retrouver par la suite.

Le relevé du butin de la F. P. montre que cette dispersion s'est opérée sans panique: alors que cent cinquante Baoni avaient été tués, on ne mit la main que sur cinquante-six fusils Albin. La 'débandade' avait donc

faissé aux révoltés suffisamment de sang-froid pour ramasser les armes de ceux qui tombaient. Figurent également parmi les prises faites à Boko plusieurs exemplaires du fameux drapeau à bandes rouges et blanches, quinze mille cartouches (12) et de nombreux effets et équipements provenant de l'expédition du Nil (Sahlboko était parmi les tous premiers révoltés).

Cette relative abondance de matériel montre à nouveau que la séparation entre Sahlboko et Kandolo avait eu lieu avant la Lindi. Si la colonne de Sahlboko s'était composée de survivants de cette bataille, elle aurait été bien plus démunie. Cela relativise aussi quelque peu les appréciations des combats de la Lindi. On avait été, en effet, jusqu'à parler de reprise de 'tous les bagages' de l'expédition du Nil (13). Meyers ne resta pas à Boko et se repla sur Piani Kikunda.

Si l'on considère qu'il avait été chargé de prendre Boko et qu'il a rempli sa mission, cette bataille fut une victoire de la F. P. Mais si l'on définit la victoire comme la destruction du potentiel offensif de l'ennemi, on est loin du compte. Il ne put même être question de garder le village conquis: les vivres et les munitions faisaient défaut et diviser les forces disponibles entre deux camps aurait équivalu à mettre en place deux garnisons dérisoires condamnées à périr au premier assaut sérieux. Les pertes importantes subies par les soldats de Meyers donnent même à cette victoire des relents de 'victoire à la Pyrrhus'. Le succès relatif de la F. P. réside surtout dans le nombre des morts, plus important chez les Baoni que chez les réguliers, et dans la prise de munitions que les révoltés pouvaient difficilement se procurer. C'est avantage-là ne devant cependant jouer qu'à long terme: ce n'est que vers l'extrême fin de la révolte que les Baoni ont eu de vraiment gros problèmes de munitions. Dans l'ensemble, Boko laisse donc plutôt l'impression d'une opération blanche que celle d'une victoire.

Meyers rejoignit Piani Kikunda le 5 janvier 1898. Le fait même qu'il lui ait fallu une dizaine de jours pour accomplir un trajet généralement décrit comme représentant trois jours de marche témoigne de l'état dans lequel se trouvaient les troupes 'victorieuses'. La colonne Doorme ne pouvait plus aligner que quatre cents soldats valides, soit à peu près la moitié de son effectif initial, moins à cause des pertes au combat qu'à cause du grand nombre de victimes que faisaient la maladie et les privations.

Doorme essaya d'obtenir des renforts, demanda à laquelle Dhamis était hors d'état de répondre. Il lui fallait satisfaire en priorité les demandes de Deberghe relatives à la région d'Uvira où pratiquement plus rien ne s'opposait à Changuu et faire face aux exigences de Leopold II

quant à l'enfoncement de la colonne Henry sur le Nil. Les tentons demandés seraient sans aucun doute arrivés trop tard pour prendre part au combat. Le 5 janvier, Doorme aversissant Dhamsi, Kandolo est parvenu à rallier les foyards de Saliboko et s'avance sur nous, l'estime que les forces de l'ennemi peuvent être évaluées à un bon millier de fusils, nous pouvons être attaqués demain ou après-demain... (14)

Les Baoni se montrèrent plus circonspects: l'attaque que Doorme attendait pour le 6 ou le 7 ne se produisit que le 10 janvier 1898.

Si la F.P. était relativement bien renseignée sur les effectifs et les intentions de Kandolo, la réciproque est également vraie: les Baoni recevaient, au moyen du tambour, des renseignements de leurs sympathisants (15).

Si Kandolo disposait de la supériorité numérique, il avait par contre à attaquer une position très solide. Voici la description que Doorme fit par après de son dispositif à son commandant en chef (16): «Nous sommes de cent mètres environ la route par laquelle les rebelles devaient déboucher. Le centre occupé par le détachement du docteur Meyers (cent quarante hommes) et de l'adjutant De Coninck (cinquante-cinq hommes) commandait un champ de tir de plus de cinquante mètres, une multitude d'obstacles rendant la moitié presque impraticable. La droite (détachement du lieutenant Lomheur, quatre-vingt-dix hommes) défendait l'accès d'une grande montagne qui dominait notre position; la gauche (lieutenant Adlerstråhle avec cent et dix hommes) avait pris position sur une colline à laquelle aboutissait un chemin indigène qu'auraient pu prendre les rebelles».

Les Baoni attaquèrent le 10 à sept heures du matin et la F.P. eut à subir des assauts continués jusqu'à onze heures. Elle ne subit pas de pertes trop sévères mais vit ses munitions diminuer de façon inquiétante. Lomheur, voyant la fin de ses réserves et n'ayant aucune chance de leur ses positions à l'arme blanche dut se replier sur le centre, ce qui fournit aux Baoni une position surélevée, d'où ils pouvaient diriger leur feu sur les soldats de Meyers. De Coninck et Adlerstråhle, Craignant de tomber à court de cartouches et ne disposant d'aucune réserve, la F.P. n'avait d'autre issue que la retraite. Pendant que le gros des troupes décrochait, Adlerstråhle et cent hommes réussirent la difficile mission de les couvrir pendant une heure et demie, avant de décrocher eux aussi. Dans son rapport, Doorme raconte (17): «Nous avons eu affaire à un ennemi résolu, d'un courage admirable et se battant avec l'énergie du désespoir. Pendant ces cinq heures de combat où nous étions un contre trois, les Blancs ont fait preuve d'un courage et d'un sang-froid au-dessus de tout éloge; je signale particulièrement la belle conduite du lieutenant Adlerstråhle qui par son énergie nous a permis d'opérer en bon

ordre notre retraite. Malgré toutes leurs fatigues et leurs misères, la plupart des soldats se sont également très bien conduits et si je ne puis vous envoyer la nouvelle d'un succès complet, c'est à cause du manque de munitions. Celles, la victoire des Baoni à Piani Kikunda n'étant pas plus décisive que celle de la F.P. à Boko. Celle-ci n'abandonna l'ennemi ni blessés, ni armes, ni munitions (et pour cause). Et les cinq heures passées en terrain découvert ont dû occasionner des pertes importantes aux rebelles, alors que la F.P. ne perdit que trente hommes».

Il reste que Doorme dut abandonner non seulement sa position, mais aussi tout espoir de reprendre l'offensive et que tous ses plans tendirent désormais à regagner le Lualaba par le plus court chemin, ce qu'il réussit d'ailleurs à faire dans des conditions extrêmement difficiles. Il ne reprit finalement pas un pouce de terrain aux Baoni, puisqu'il ne put conserver ni Boko, ni Piani Kikunda, ni même Kawaraware qu'il avait occupé sans combat. Il dut abandonner une forte position en bataille rangée et ses troupes n'avaient plus aucun potentiel offensif, ce qui est la définition même de la retraite. Le vainqueur, dans cette campagne, fut incontestablement Kandolo. Il fut certes puissamment aidé par le manque d'effectifs et de moyens de la F.P., par la nature qui tua au moins autant de soldats que les balles... et par les exigences de Leopold II qui detourna des troupes au profit de son rêve pharaonique.

L'état de la colonne Doorme, faisant retraite vers le fleuve par Mloza, Kawaraware, Niombo et Kihengeenge, tel qu'il est décrit par ceux qui y participèrent, a des coïncidences frappantes: «... à la température près, En abandonnant, le 15 janvier, la position de Kawaraware, Doorme écrivait à Dhamsi (18): «J'ose à vous prier de nous faire envoyer le plus vite possible des vivres, médical-contort, et des effets (botines surtout, chemises, etc...), sans cela je ne sais comment je ferai pour mener mes agents (19) jusqu'au fleuve; nous sommes dans une misère des plus noires et nos estomacs détraqués refusent la manger préparée sans sel, sans épices, que nous pouvons nous offrir...»

En fait de personnel blanc, je n'ai en réalité que le Dr. Meyers et le lieutenant Adlerstråhle, le lieutenant Lomheur est toujours faible. Vermeulen et Lhard sont totalement hypothétiques, l'adjutant De Coninck a la dysenterie... Blancs et Noirs sont en loques» (Lhard et De Coninck moururent en chemin).

Ecrivait aussi à Dhamsi, Meyers ajoutée (20): «Vous savez aussi bien que moi ce que c'est que de voyager sans rien, si ce n'est pas très confortable, c'est au moins expéditif; malgré ce dernier avantage, j'avouerais franchement que je préférerais être un peu mieux fourni. L'excès de simplicité nuit... Quant à nos hommes, nous avons peut-être en tout cent soldats dignes de ce nom...»

La plus grande difficulté après le combat a été de ramener les blessés par cette affreuse route : montagnes, précipices, marais, rivières, pluies continuelles. C'eût été terrible réellement et c'est en frémissant que j'y songe. Heureusement tout a réussi. Je tiens à rendre hommage au dévouement du commandant qui s'est multiplié auprès des blessés et a fait des prodiges pour les encourager...

« Nous sommes presque tous nu-pieds, l'épouvantable route que nous avons faite nous a rendu pauvres comme Job; quant à la nourriture, plus rien, nous mangeons comme les soldats ».

L'abandon de Kawarware, deux mois après son occupation, représentant en lui-même un échec pour la F.P., qui considérait cette localité comme stratégique, parce qu'elle se situait au point de rencontre de plusieurs pistes menant vers le Lalaba et qu'elle demeurait persuadée que les Baoni atteignant ses rives, c'était la révolte générale de la 'zone arabe'.

Afin de ne pas laisser ouvertes les portes menant au fleuve, et pour couvrir la retraite de la colonne contre une éventuelle poursuite des Baoni, Meyers, Adlerstrahl et les plus ingénieux des soldats restèrent à Kiengetenge, position relativement facile à défendre parce que couverte par la rivière Lugulu, cependant que Doorme ramenait le gros de ses troupes à Lokandu, auprès de Dhanis. A ce propos, il écrivit à son chef (22) : 'Ces deux officiers, après toutes les misères d'une route épouvantable, deux combats sanglants où ils ont joué le rôle le plus brillant, à deux mois d'un centre occupé, après une retraite longue et difficile où ils ont fait preuve d'un sang-froid et d'une énergie admirables, démunés de tout, ont demandé comme une faveur de pouvoir rester sur la brèche, face à l'ennemi. J'ai en ces deux agents la plus entière confiance; tout ce qui peut se faire pour arrêter l'ennemi sera fait'.

En fait, il n'y eut pas à défendre Kiengetenge, car Kandolo ne chercha pas à rejoindre le fleuve, mais descendit vers le sud-est. Peut-être la F.P. a-t-elle cédé à son obsession de la 'zone arabe' et attribué aux Baoni des plans que ceux-ci n'avaient pas. D'autre part, Kandolo peut avoir estimé qu'envoyer des hommes sur l'effroyable route' décrite par Meyers pour ramener des troupes de toutes façons hors d'état de nuire était inutile, et qu'il était préférable de concentrer son attention sur les troupes du Tanganyika et sur celles qui couvraient Nyangwe. Dans ce but, il était logique de se rapprocher de Changuvu. Le fait que l'appartenance suivante — et ultime — de Kandolo ait eu lieu à Gweshu, sur la route qui va du lac au Mamema vient à l'appui de cette hypothèse.

L'hypothèse d'une intervention des troupes de Nyangwe fut d'ailleurs envisagée aussi du côté des européens. Relatant sa correspondance avec Debergh, Joubert notait, toujours le 8 mars 1898 : '200 hommes, sous les

ordres de M^r (Aloria se sont portés au secours de Doorme' (22). Une manœuvre 'en tenaille', avec Doorme au Nord et divers détachements de Nyangwe et du Tanganyika au Sud, avait été envisagée. Doorme écrivit : 'il était logique que les Baoni concentrent leur attention sur la deuxième mâchoire de la tenaille'.

La défaite de Dubois et l'abandon d'Uyira par Tielemans amena cependant ces troupes à opérer contre Changuvu et non contre Kandolo. Meyers et Adlerstrahl regagnèrent donc eux aussi Lokandu. Doorme adressa à Lothaire une description de leur arrivée qui est restée un 'classique' de la prose coloniale (23) : 'Le défilé de cette troupe de soldats, tous à peu près nus, mais marchant fièrement sous les ordres de deux Blancs en loques, les pieds enveloppés dans des écorces d'arbre en guise de chaussures, a produit une impression profonde'.

En lisant l'histoire de l'épouvantable route' parcourue par la colonne Doorme, on ne peut manquer d'être frappé par les conditions extrêmement dures dans lesquelles ces soldats ont dû faire campagne. Plus de la moitié des soldats n'en revinrent pas, et trois Blancs sur huit eurent le même sort. Ces pertes furent certes dues aux combats, mais surtout à la maladie, à l'épuisement, aux privations, aux difficultés du chemin en pleine saison des pluies... Bref, les conditions étaient aussi dures que lors de la progression de l'expédition Dhanis, sinon pires. Et pourtant nulle trace de révolte... alors que nous savons, entr'autres par Joubert qu'il y en eut à la même époque parmi des troupes cantonnées qui, si on compare leur sort à celui des hommes de Doorme et Meyers, n'étaient pas loin de jouir d'un régime 'trois étoiles'.

Le fait que Doorme ait eu sous ses ordres beaucoup de ressortissants de l'Équateur, traditionnellement fidèles à l'EIC et peutenés par la dis-sidience parce qu'ils se sentaient en pays étranger a pu jouer un rôle. Mais il a surtout eu la sagesse de laisser au vestiaire des accessoires tels que écharpes, bonnets et pelotons d'exécution. Les circonstances ont de plus amené les Blancs à renoncer à leurs privilèges en matière de confort et de ravitaillement. Bref, comme l'a dit Lejeune, les soldats de Doorme ont été traités 'en hommes, non en esclaves'...

A contrario, cette absence de révolte jette une lueur sinistre — une de plus — sur les causes de la révolte de Ndififi.

14) L'effectif comprenant trois cents *anciens* avant l'au campagne contre les revailles de Lulubourg, commandés par Jombeur et neuf cent cinquante recrues, avec les lieutenants Adlerstråhle (suecois) et Melcherts, l'adjutant De Coninck et les sergents Vermeulen et Fharal.

2) pages 147 et 148.

3) Lejeune, op.cit., page 149. Le village est situé dans la vallée de la Jawa.

4) Ce n'est pas à proprement parler une dénomination de lieu, mais la dénomination d'un chef, entendue, comme il est fréquent, à son village. La dénomination *Prami* est appliquée aux chefs récemment installés et pouvant se traduire par *successeur*.

5) contre les rivières Lari (Lowa) et Oso, et l'Ouest du 28^e meridien Est de Greenwich. Lejeune (boquet, page 158, op.cit.

6) F.P., op.cit., page 424.

7) Rapport de Doornne à Dhans, in Lejeune, op.cit., page 150. Rappelons cependant que Doornne n'assistait pas au combat.

8) La version de Doornne, ainsi que celle de Lejeune: Blaise mortellement à Bokko, son dernier cri du cœur s'échappant dans son dernier soupir: *Maman!* (op.cit., page 172) contredisant celle de la F.P. (page 423) d'après laquelle Melcherts fut *tantroyé*. Le fait de tenter de soigner Melcherts est peut-être cause du fait que Meyers échappa aux *tentres d'été*!

9) en argile séchée à cru sur une armature en bois. Pour être solide, résister à l'humidité et offrir une isolation thermique convenable, ces murs doivent être très épais, de sorte qu'une balle de l'époque ne pouvait les traverser.

10) rapport de Doornne, in Lejeune, op.cit., p. 151.

11) F.P., op.cit., page 423.

12) Jombert, qui dit recevoir des renseignements fournis par Debergh (Mhoa), donne des renseignements légèrement différents: 51 fusils, 15.000 cartouches, 20.000 cap-sules et des objets ayant appartenu à des Blancs (op.cit., 1898/5). Les renseignements de Jombert, qui ne lui sont parvenus que le 8 mars 1898, ne devaient pas être d'une clarté limpide: il place la bataille de Pami Kakuanda le lendemain de celle de Bokko, alors qu'elle n'eut lieu que le 10 janvier et que le trajet à lui seul avait pris trois jours.

13) affirmation qui figure, non seulement dans des documents de l'époque, mais aussi dans F.P., op.cit., page 418, ce qui est moins explicable.

14) in Lejeune, op.cit., page 151.

15) F.P., op.cit., page 424.

16) Rapport du commandant Doornne, cité par Muller, *La Revue Congolaise*, Illustrée, janvier 1948, page 12.

17) *ibidem*.

18) in Lejeune, op.cit., page 152.

19) personnel européen.

20) Lejeune, op.cit., pp 151-153. (Comet, op.cit., p. 250)

21) Muller, op.cit., p. 12.

22) Jombert, op.cit., 1898/5.

23) Meyers, le Pion d'un Empire, page 175.

XXXIX. Simorane et la grande illusion du Commandant Long

D'un point de vue strictement militaire, l'engagement de Simorane ne fut qu'un incident mineur parmi les nombreuses opérations répressives entreprises contre la révolte. Il ne se distingue ni par la violence ou la durée des combats, ni par l'importance stratégique de son enjeu, ni par le chiffre des pertes, que ce soit chez les Baoni ou dans les rangs de la F.P.

Si seule importance vient de ce qu'à cette occasion le camp des *opiniâtes*, pour qui la révolte était pratiquement réprimée et n'était plus, en tous cas, dangereuse, gagna un chaud partisan en la personne du commandant Long, qui eut à exercer par après des fonctions très importantes.

Voici en quelques circonstances. Le 3 décembre 1897, le lieutenant Van de Moere, chef du camp d'instruction de Kasongo quitta cette dernière localité avec cinq européens et quatre cents soldats. A Kabambara, cette colonne fut renforcée par cent cinquante hommes commandés par le commandant Langhans, et Long, chef de zone, prit le commandement de l'expédition. On prévoyait initialement que ces hommes marcheraient sur Baraka, où ils seraient rejoints par des troupes que Debergh amènerait de Mboa, pour se diriger ensuite vers l'ouest, afin d'aller appuyer Doornne. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, les revers subis par la F.P. au nord du lac Tanganyika amenèrent Dhans à revoir ces plans, envoyant Debergh ré-occuper Uvira cependant que Long devait rechercher le combat avec les hommes de Changanu.

Parti de Kabambara le 14 décembre 1897, Long arriva le 2 janvier 1898 à la chefferie de Simorane, à l'extrémité sud du golfe de Burton, avec l'intention de marcher sur Baraka. Dans la nuit du 2 au 3 janvier, il y eut une fusillade assez intense entre les Baoni qui tentaient une attaque surprise, et les soldats de la F.P. qui, se gardant bien, ne furent pas surpris. Langhans fut tué. Pendant trois quarts d'heure, un combat confus se déroula dans le noir. Les révoltés, qui avaient perdu soixante-huit (1) se replièrent vers Baraka. Une tentative de poursuite, commentée à l'aube du 3 janvier, resta comme à l'accoutumée sans résultats.

Comme on le voit, ce n'était pas Austenitz, ni même la Lindt. Mais Long devait en deduire que les révoltes n'étaient plus à craindre, qu'on avait beaucoup exagéré le danger qu'ils représentaient, et reprendre cette opinion autour de lui. Le principal partisan de cette thèse était justement le Henry qui estimait encore, en janvier 1898 (2) : « A mon humble avis, ce qui reste des révoltes ne peut être sérieux et une grande partie de ce reste passera la frontière. C'est là une chose connue, mais à peu près indispensable, je pense ».

Les notes de Joubert témoignent des divergences d'opinion qui existent à ce sujet, entre les européens :

« 27 janvier, jeudi. Le Père Schmidt communique une lettre de Delfense (3). Dans la nuit du 2 au 3 janvier, Long, qui se préparait à attaquer les révoltes le lendemain à Baraka, s'est vu attaqué par eux. Un commandant, Langsam (?) (sic) a été tué dans son lit. Long a eu vingt tués et soixante blessés. Un agent de l'intendance a dû partir lundi de Mtwana pour aller à Mofiro remplacer Van Bievliet.

Le commandant du camp de Kasongo (4) doit mener à Mpala les blessés (5).

Monseigneur (6) envoie Joseph à Mpala pour aider à soigner les blessés.

« 29 janvier, samedi. Au matin, un bateau amène de Mpala Monsieur Helberts (7) qui me dit avoir laissé en route le lieutenant Vanale Moore. Celui-ci a laissé les blessés à Mtwana et vient demander que (les médecins ?) (8) aillent là-bas. Van de Moore arrivait une heure plus tard. Il faisait partie de la colonne Long et se trouvait à l'affaire de Baraka. Les révoltes ont attaqué la nuit et se sont battus pendant une heure avec acharnement. Les soldats de Long ont brûlé 20.000 cartouches (9). D'après Van de Moore, les révoltes ne sont plus à craindre, vu qu'ils ont dû perdre beaucoup de monde et épuisé (sic) leurs munitions. On ne les a pas retrouvés dans les montagnes où on les a poursuivis.

Long doit être rentré déjà à Kabambare. Deberghe a rétabli le poste de Uvira et doit aller réinstaller celui du Kivu.

« Ces messieurs viennent à Kiringu.

« 15 février, mardi. Deberghe est rentré à Mtwana, laissant Changois à Uvira. Il dit que les révoltes restent un danger. Je le crois. (10)

Les opinions les plus optimistes quant aux révoltes *qu'au présentement plus aucun danger* trouvaient évidemment du côté de l'É.C., et singulièrement chez Léopold II, des oreilles toutes prêtes à se tendre vers une aussi douce musique. Et il n'est pas interdit de penser que Long ait mis quelque complaisance, quand il rédigea son rapport, à leur interpréter leur air favori. La disgrâce de Dhams était de nature à inspirer certaines ambitions. Quelque temps plus tard, Long occupa par intérim la place

de Dhams... et changer fort opportunément d'avis à ce moment-là...

Léopold II était d'autant moins disposé à prêter l'oreille à qui tentait de lui expliquer que la situation demeurait sérieuse, que dans les colonies voisines du Congo, et malgré une situation générale plutôt troublée en Afrique centrale, on pouvait observer des mouvements inquiétants.

Les Anglais, pourtant engagés au Soudan et confrontés à des troubles en Ouganda et au Nyassa, semblaient disposés à se mêler des affaires de l'É.C. l'exemple :

« 15 février... les allemands disent qu'à l'Ouganda, il y a eu aussi une révolte d'un millier de soldats soudanais. Dix anglais auraient été tués.

« 23 février. Les anglais ont eu deux de leurs tués vers le Nyassa.

« 8 mars... Je reçois une lettre de Alger, Dupont (11). Il me dit que les anglais ont envie d'entrer dans l'Empemba (12) avec des fusils. Il arrive trente ou quarante gendarmes anglais à cheval (13).

Pour Léopold II cette dernière nouvelle devait se lire en clair : « C'est Rhodes veut entrer au Katanga ! »

Les Allemands réagissaient également et Joubert note le 24 mars que « Le commandant allemand d'Ulji est parti pour le Ruanda, on l'on dit qu'il y aurait une bande de congolais révoltés (14). L'Allemagne, au cas où elle aurait remporté des succès militaires, les aurait invoqués à l'appui de ses prétentions territoriales. Il a sans doute surtout craint la contagion de la révolte (on ne peut guère considérer le Rwanda et le Burundi comme effectivement contrôlés par l'A.O.A. qu'à partir de 1904 environ). Les troupes de l'A.O.A. étaient si peu nombreuses que la F.P. alla jusqu'à leur *prêter* des soldats pour renforcer la garnison d'Usambura ! Il semble donc bien que sur le terrain on ait collaboré assez harmonieusement. Mais comment Berlin aurait-il renoncé en cas de succès significatif de ses troupes ? »

Or, dans ses difficiles marchandages avec les autres puissances coloniales à propos du Nil, Léopold II avait pour principal atout dans son jeu la nécessité pour les Anglais de demander la concession d'une bande de terre dans la région des Grands Lacs pour le fameux projet de chemin de fer du *Cape au Caire* (15). Le moment était donc extrêmement mal choisi pour des contestations frontalières dans la région ! (16)

Dans ce contexte, le Roi-Souverain avait un besoin urgent de bonnes nouvelles et les thèses de Long ne pouvaient que lui paraître particulièrement sympathiques. Elles peuvent l'avoir conforté dans l'intention de soustraire des troupes au profit du Nil et dans l'opinion qu'il était inutile de fournir des moyens supplémentaires à la F.P.

Long ne conserva pas Baraka, qui fut réoccupé par les Baoni après son départ, donc aux alentours du 25 janvier. Le bruit courait à ce moment-là que les Baoni étaient en train de s'entretenir, surtout à cause

de conflits entre Bantu et Bwari, et des saluier les populations locales en les pillant et en enlevant des femmes qu'ils vendent en ACOA. Il se peut que la situation que nous avons rencontrée après Lubabonge se soit reproduite: les révoltes ne pouvaient se ravitailler qu'à partir de contrebandiers qui exigeaient d'être payés en esclaves.

Il faut cependant remarquer que la mention de ces disputes intestines et de ces exactions ne figure que chez Lejeune-Choquet, et semble par la suite avoir *passé à la trappe* chez les auteurs plus ou moins *officials* (Lejeune, F.P., etc...). On n'en trouve pas mention dans les traditions indigènes connues. Mais ceci peut être dû à un embellissement du rôle des Bwari, ou au fait que les Bwari, qui étaient aux premières loges, n'existent pratiquement plus en tant que tribu, ce qui rend très précaire la conservation de leurs souvenirs.

Fait peut-être plus significatif, on n'y fait pas non plus allusion dans les sources missionnaires, alors que c'est entre autres près des Missions que se réfugiaient les populations déracinées lorsque, par exemple, leur village avait été détruit par un raid de pillards.

S'il convient donc d'être prudent, on ne peut toutefois exclure que des disputes ou des exactions de ce genre aient bien eu lieu, d'autant plus que nous ne savons pas jusqu'à quel point Changuvu avait ses troupes parfaitement en main. Emervement, peurs, nouvelles, rares et lentes aidaient à faire circuler (et accroître) les rumeurs les plus fantaisistes:

'4 avril, lundi. On dit qu'on se bat au Massanze et à l'Uvira avec les révoltés. Le bruit court qu'un Blanc aurait été tué' (17). Or, la H.P. n'a enregistré aucune perte d'Européen au combat entre le 3 janvier (mort de Lenghans à Simorane) et le 18 avril 1898 (mort de Debergh à Ngabo) (18)!

'26 juin, dimanche. Des Wabemba venus hier du côté de Moliro racontent que Si Kapole aurait été attaqué par des gens de Kabunda, joints à des ruga-ruga. Ils auraient capturé beaucoup de monde et Si Kapole se serait réfugié à Moliro (19).

'2 juillet, samedi. Un courrier de Moliro pour Mlowa avec une lettre de Helacris qui me demande des renseignements sur les affaires du Nord. Il n'y a rien de vrai dans les racontars au sujet de Si Kapole' (20).

NOTES

1) Lejeune-Choquet, op.cit. page 159 préface *bois et indigènes comparés*. C'est une des rares occasions où l'on dispose de ce genre de précision.

2) L. entre cité par Lejeune, op.cit. page 152.

3) Egalement, sous les ordres de Debergh (garnison de Mlowa).

4) E. certainement Van de Moere; lui-même malade, il ne prit plus part aux opérations.

5) Lejeune, op.cit. page 154).

6) Soit environ 300 km depuis le champ de bataille.

7) Roelens.

8) En poste à Mlowa.

9) Conjecture. Le texte est difficilement lisible.

10) soit un tue pour 533 cartouches, voir chapitre II.

11) Joubert, op.cit. 1898, 3 et 4.

12) Père Blanc, en poste en Rhodésie britannique (Zambie actuelle).

13) L'opération était donc motivée, selon toute vraisemblance, par la présence des Bwari de Lubabonge et la guerre civile Taba.

14) Joubert, op.cit. 1898, 5, 6.

15) Idem, 1898, 7.

16) Nous ne pouvons entrer, dans le présent ouvrage, dans le détail de ces tractations. On consultera avec profit à ce sujet Bailbarat Emerson: *Leopold II, le Royaume et l'Empire* (Dunod).

17) Sans en faire une preuve absolue, on ne peut que trouver significatif le fait que les Bantu (Congo Leopoldien en 1908, et l'abandon corrélatif des rêves d'expansion vers le Nil, on put régler en deux ans le problème de la frontière avec l'AOA. On n'avait plus besoin d'une monnaie d'échange avec l'Angleterre.

18) Joubert, op.cit. 1898, 7.

19) F.P., op.cit. page 528. Annexe 22: l'expédition Dhannis, tableau des pertes.

20) Joubert, op.cit. 1898, 12.

21) Idem, 1898, 13.

XXX. La colonne Debergh

Le commandant Debergh disposait à Mhwa de deux cent cinquante hommes; il était assisté de deux officiers, Chargois et Deffense, et de trois sous-officiers: Andres, Harinck et Mohonvat. Sa mission était de se rendre à Uvira par le lac et re-occuper ce poste, abandonné par la F.P. peu après la défaite de Duhois. Les Baoni s'étant retirés, cette ré-occupation eut lieu sans combat le 27 décembre 1897. Il semble bien que, constatant que la F.P. ne disposait pas des moyens qui lui auraient permis de conserver ses conquêtes, les révoltés aient pris le parti de lui abandonner les positions qu'elle convoitait, quitte à y revenir quand la F.P. serait contrainte de les abandonner.

Apprenant qu'après le combat de Simorame, les Baoni s'étaient retirés vers Baraka, Debergh voulut aller les y attaquer; les deux lieutenants partirent en avant-garde avec deux pelotons de septante-cinq hommes, Debergh et Mohonvat restant en réserve avec cent soldats. Il était pratiquement exclu d'espérer surprendre les Baoni; le terrain très accidenté de cette région ne laissant qu'une route possible: suivre la plaine. Celle-ci franchie, le terrain s'éleva brutalement en collines abruptes et boisées, d'où l'on peut voir fort loin sans être vu.

Chargois et Deffense furent *accrochés* le 23 mars 1898. On se battit pendant plusieurs heures et la F.P. fut contrainte de se replier sur le gros, à Kaboge. Après une heure de combat contre les troupes de Debergh, les Baoni battirent en retraite, ignorant apparemment que la F.P. était sur le point de se trouver à court de munitions! La F.P., qui avait perdu cinq morts et vingt-sept blessés, dont Chargois, se replia sur Uvira. Les Baoni avaient eu vingt-cinq morts et une cinquantaine de blessés graves. La F.P. atteste qu'ils avaient organisé un système de tamisage des armes et des blessés, tant que l'on retrouvera par la suite dans toutes les opérations impliquant les troupes de Changvu.

Bien que restée maîtresse du champ de bataille de Kaboge, la F.P. n'était pas dans une position très enviable; elle avait dû se replier sur une seule localité, à l'extrême Nord du Tanganyika et n'avait de liaison sûre que par eau avec Mwa ou... l'AODA. Changvu était entre Debergh et Mwa. Ne devait-on pas s'attendre à ce qu'il marche sur Mwa (1)?

Debergh était donc contraint de reprendre l'offensive, ce qu'il fit après un aller-retour à Uvira-Mboa. Il quitta Uvira le 15 mai et campa le 16 à Makangula, vingt kilomètres plus au sud. Le 13 mai, Joubert nota (2) : « Debergh est reparti pour le nord avec Tielemans. La veille de son départ on a mis à la chaîne les Makangula qui avaient complote, dit-on, de tuer dans la nuit tous les Blancs et de partir pour le Manycant... »

On voit que le moral des troupes n'avait rien d'exceptionnellement bon, et que les risques de nouvelles révoltes n'étaient pas à exclure.

Debergh passa la journée du 17 à tendre une embuscade, dans laquelle Changuyu ne vint pas se jeter... Il fallut donc aller l'attaquer à Nigbo, où les Baoni occupaient deux agglomérations, distantes entre elles de quelques centaines de mètres. Tielemans devait commander la première vague d'assaut, que Debergh suivrait avec la réserve. Parvenu à un kilomètre du camp ennemi, Tielemans se mit à progresser à cinq heures du matin. A huit cents mètres de l'objectif, deux soldats ouvrirent le feu, donnant ainsi l'alerte aux Baoni. Officiellement, ces soldats ont *perdu la tête* et leurs nerfs les ont trahis. Mais on peut difficilement s'empêcher d'avoir à leur égard quelques soupçons... Contraints par conséquent à monter à l'assaut du camp nord à travers un large espace découvert, les hommes de Tielemans furent bientôt soumis à un tel déluge de mitraille qu'ils ne progressaient plus qu'en rampant. Tielemans, touché à la hanche, fut emporté par ses boys. Il n'y avait plus d'espoir d'attaquer séparément les deux camps, et Debergh se trouva bientôt bloqué lui aussi, devant le camp sud. Blessé au pied et abandonné même par son habituelle escorte de Sierra-Léonais, il se vit sur le point d'être capturé, et se fit sauter la cervelle. Ses exploits antérieurs, comme la mise à sac du village de Paramino, où nous l'avons vu à l'œuvre, ne lui permettaient guère d'attendre un traitement amical de la part des révoltés.

Outre Debergh, la F.P. perdit dans cette affaire vingt-six tués et quatre blessés, dont la plupart moururent. Le rapport de Tielemans chiffre les pertes matérielles à quatorze fusils, mais pas de munitions.

Le capitaine dut se résigner à abandonner le nouveau Uvira, et se réfugier avec ses troupes en A(2)A. Soigné à Usumbura, il put repartir le 29 mai et rejoindre Mboa le 7 juin en compagnie de Chargeois. Il laissait vingt-cinq hommes de la F.P. à Usumbura pour renforcer les trente-cinq soudanais des troupes coloniales allemandes.

Toutes les tentatives pour reprendre le contrôle d'Uvira et de la région environnante avaient échoué. Sollicitant quelque peu les dates, les historiographes de la F.P. écrivent, après avoir relaté la défaite de Nigbo : 'beaucoup d'indigènes, devant ces succès, devinrent leurs alliés (des Baoni)'. (3) Ne faudrait-il pas inverser la proposition et voir dans la

sympathie des habitants pour les Baoni une des causes de leur succès ?

Nous avons insisté à diverses reprises, dans le courant de notre récit, sur la façon absolument exécrable dont fonctionnaient les communications dans l'114^e. Outre son intérêt à proprement parler stratégique, cette situation avait de lourdes conséquences sur le moral des Européens dont elle accroissait fort le sentiment d'isolement et d'abandon.

Par illustrer cet état de choses, nous prendrions précisément comme exemple la façon dont la défaite de la F.P. à Nigbo fut connue dans les Marungu. Nous savons déjà que Joubert apprit le 13 mai le départ de Debergh et Tielemans pour le nord du lac. La bataille eut lieu le 18 mai. C'est le 31, au passage d'un bateau que le capitaine nota : 'Le pilote me dit tenir d'un Mgonia qui arrive de Mlowa, que les troupes du commandant se seraient battues contre les révoltés et que Ikwana Kitumbo aurait été blessé' (4). Il s'agit donc, deux semaines après les combats, de rumeurs circulant chez les indigènes, sans information claire quant au vainqueur.

Des précisions, sous forme de bruits courant chez les Blancs, arrivent le 7 juin : 'Des gens revenus de Mlowa ce matin disent tenir de Van Bierchet que c'est le commandant Debergh qui aurait été tué. Ses troupes battues, auraient laissé cent hommes sur le champ de bataille (5). Un capitaine (Tielemans) serait blessé aux deux cuisses et se trouverait de l'autre côté (6)' (7).

Les autorités, elles, se manifestent le 15 juin : 'Des gens de Kirungu apportent le courrier de Mlowa.

Méri annonce à Monseigneur la mort de Debergh et dit qu'il a pris le commandement, comme étant le plus ancien, en attendant l'arrivée du nouveau commandant (8).

Le Père Schmitz donne à Monseigneur les nouvelles qu'il a eues de l'Anglais revenant d'Ujiji. Tielemans est blessé de deux balles et pourra difficilement s'en tirer. Chargeois aussi a été blessé, mais légèrement. On attend d'Ujiji l'arrivée du successeur de Debergh (9). Il amène des soldats zanzibariens' (10).

Enfin, le 20 juin : 'Une lettre de Wery, Substitut du Procureur d'Etat à Mlowa, me fait part de la mort du Commandant Debergh, tué à l'ennemi le 18 mai, dans une rencontre avec les soldats révoltés. Il dit qu'il n'a point eu de détails depuis qu'il a appris cette nouvelle. Dans l'affaire le Capitaine Tielemans a été grièvement blessé. Les indigènes disent que les troupes ont dû se retirer devant un ennemi supérieur en nombre, et le poste d'Uvira serait occupé par les révoltés' (11).

Joubert reçut enfin d'autres renseignements le 30 juin, cette fois en rencontrant personnellement un témoin oculaire : 'Chargeois arrive en

l'ancien, allant de Mlowa à Mpweto par Mofiro. Il dit que Fielemans va mieux et a pris à Mlowa le commandement en attendant l'arrivée du nouveau commandant. Il dit qu'ils se sont battus près du poste de Rabenga, à deux heures au Sud. Ils ont eu 27 morts sans compter le commandant. À Fieffe, les Allemands lui ont dit qu'il l'Éganda la révolte est finie' (12).

On ne croit pas, c'est le moins qu'on puisse dire, sous le nombre des informations, et tant leur rapidité que leur précision laissent beaucoup à désirer. Encore est-on ici dans une situation *ex officio*, puisqu'encre Lévy, Mlowa, Mpala, Mumbi et Mofiro on pouvait voyager par le lac! Il était d'autant plus vital de maintenir cette ligne de communications et de se tenir mutuellement informés de la situation, que la F.P. ne disposait plus, sur le Tanganyika, que d'un poste digne de ce nom: Mfiro. Joubert ne disposait que de quelques hommes et Mofiro était à peine plus qu'un gîte d'étape sur le chemin de Mpweto et du lac Mweru. La chute d'un quelconque de ces points aurait signifié la perte de l'accès au lac, aux communications passant par l'Afrique de l'Est. La fermeté des communications entre l'HEC et le Katanga, toujours très imparfaitement contrôlé par l'État Indépendant, ou les révoltes de Lulubourg et leurs alliés représentaient toujours une menace latente. Les suppositions apocryphiques sur les conséquences de la chute de Mfiro sont comme un leitmotiv des documents de cette époque.

Or, fait qui n'aura pas manqué d'approfondir ces angoisses latentes, on fait précisément état à ce moment-là de nouveaux mouvements du côté du lac Kiséle. Le 16 avril, le commandant Dupuis avertissait Dhambis que 'Les révoltes (de Lulubourg) ont passé le Lulubah chez Ferhan; ils sont occupés à faire la guerre aux indigènes... Le reste de la bande se dirigerait vers le Katanga' (13). La *guerre* à laquelle Dupuis fait allusion doit désigner en fait des razzias de chasses aux esclaves, destinées à payer l'approvisionnement des Baoni auprès des traitants du Bibé. On pouvait faire d'une pierre deux coups et rester dans le jeu des alliances en dirigeant ces razzias de préférence sur des collectives favorables à Kasongo Nchembo et à l'HEC. Quant au *reste de la bande*, qui devait comprendre beaucoup de révoltes de la première heure, on sait que quelques années plus tard c'est près de la frontière angolaise qu'on finit par abattre entre autres Yamba-Yamba et Kimpuki, les deux survivants du triomvirat de la première heure. Il semblerait donc que l'émigration des Baoni vers le Katanga méridional ait été progressive, et qu'elle ait commencé spontanément, ou en tous cas indépendamment des expéditions répressives contre eux, qui ne reprendront qu'en 1901.

Il se peut qu'ils aient voulu prendre leurs distances vis-à-vis de l'interminable guerre civile Iuba et de la dépendance qu'elle créait envers les

traîtres portugais. À l'appui de cette thèse, on peut citer le fait que quand Kikonja finit par tomber, quelques années plus tard, son aspect était plutôt celui d'un établissement esclavagiste que d'un camp militaire, ce qui donnerait à penser que Fielemans s'était retiré de ce dernier. Il se dit le pas sur Fielemans *affilié*, peut-être par retrait de ce dernier. Il se peut aussi que les Baoni aient fini par considérer les Iuba, même la moitié d'entre eux, comme des amis trop puissants et trop nombreux. On sait que leurs relations avec les autorités coloniales, même hostiles à l'HEC, étaient surtout des relations de collaboration inconspéc et de confiance amice. Ils ont donc pu désirer prendre du champ par rapport à Kabengo Kumbimba Shimbu. Enfin, ils peuvent avoir jugé inquiétant le voilage de régions où se produisaient d'importants mouvements de troupes de la F.P., même si ceux-ci étaient dirigés en fait contre l'autre révolte.

En tous cas, leurs mouvements ne semblent avoir à aucun moment correspondu à une manœuvre de jonction ou les Baoni de Lulubourg et ceux de Ndrefi auraient fini par se donner la main. Au contraire, l'abandon au moins partiel des positions du lac Kiséle au profit du Sud-Katanga les écartait du principal théâtre des opérations; desormais, celles-ci se concentrèrent au nord-ouest du lac Tanganyika.

NOTES

1) Joubert émet cette hypothèse le 5 mai 1898: 9)

2) 1898: 9: 10)

3) P., op. cit., page 130

4) Joubert, op. cit., 1898: 11.

5) Cette approximation exacte en additionnant les morts de Kabengo, de Ngambo et les décès de Ilnesses. Cela équivaut à des pertes de l'ordre de 5000.

6) en AOA

7) Joubert, op. cit., 1898: 11.

8) Wey, avant une fonction judiciaire, mais était militaire: toujours le cumul.

9) Heug (C.D.)

10) Joubert, op. cit., 1898: 11-12.

11) Ibidem

12) Ibidem, 1898: 13.

13) cité par l'épave, op. cit., page 154.

XXXI. L'expédition Swensson - Glorie et la bataille de Ngweshé

Nous avons fait allusion à l'échec que représentait, pour la F. P., l'abandon de Kawaraware, considéré comme le centre ou stratégique dominant accès à diverses routes vers la Luabala. La principale crainte était que les révoltes s'emparaient de Nyangwe qui, outre son importance stratégique réelle, était vue aussi comme une localité symbolique, une sorte de *dénoûment de la zone arabe*. De ce fait, Dhannis *racla les fonds de tiroir* pour couvrir Nyangwe.

Le capitaine suédois Swensson reçut le commandement de quatre cents hommes restant des troupes de Long, avec Stevens, Rousseau et Schrymmakers, et rejoignit à Micié les trois cent vingt hommes que commandaient le lieutenant Glorie, le sous-lieutenant Marcussen et le sous-officier Paternoster. Ces sept cent vingt hommes auraient marché par la route habituelle Micié - Shabunda - Kawaraware, mais ils apprirent que Kandolo s'était retiré de cette dernière localité.

Kandolo était loin d'envisager une action contre Nyangwe; il avait perdu beaucoup de monde dans sa lutte contre Doome; ses forces s'élevaient tout au plus à six cents hommes. Au départ à la tête d'auxiliaires utilisant des fusils à capsules, il s'était trouvé au fil des pertes et des batailles, être le chef d'un groupe où dominaient les soldats en rupture de F. P., et les munitions pour Albini allaient faire défaut.

La présence des Baoni en juin 1898 à Ngweshé donne à penser qu'ils étaient en route, non vers le Luabala et la *zone arabe*, mais vers les régions du Tanganyika où ils pouvaient espérer de la part de C'hangwa un soutien en munitions. Ngweshé (1), située à une soixantaine de kilomètres au sud de Bukavu (2), tire son nom d'une des deux branches de l'ethnie Shi. L'autre étant Kabare qui a également donné son nom à une localité, celle-ci située sur le lac Kivu, au Nord de Bukavu. Ngweshé et Kabare étaient de plus les noms portés par les souverains de ces groupes, en plus du titre de *mwami* (3). Encore que les Shi aient eu fréquemment à faire l'*umiam* *siwete* contre les incursions rwandaïses, leurs deux *royaumes* étaient fréquemment rivaux, voire ennemis.

Les Shi et un certain nombre d'autres peuples de cette partie de l'actuel Zaïre ont été longtemps rebelles à la colonisation et l'on dit

entreprandre contre eux toute campagne de *pacification*, non seulement sous Leopold II, mais encore sous le régime colonial belge après 1908 et aussi tard qu'après la Première Guerre Mondiale. Les populations dans les monts Miamba (4) sont toujours insoumis, constaté l'administration en 1918 (5). Elles accueillent les incursions des régions environnantes, barrent les routes et empêchent les communications dans le Nord-Ouest du pays. Comme les indigènes sont nombreux, il faudra un détachement important et une occupation de longue durée pour les soumettre.

Leur relative prospérité matérielle facilitait leur résistance en les rendant économiquement indépendants. Appartenant aux cultures artistocratiques, pastorales et guerrières des Grands-Lacs (6) et avant eu une histoire intérieure et extérieure mouvementées, ils étaient d'excellents combattants. Toutes choses que l'administration résume de façon lapidaire: «Possesseurs de grands troupeaux, ils forment une race farouche et belliqueuse» (7). Lorsqu'ils furent soumis, en 1923, ce qui passa pour un événement marquant, on apprit que cette soumission nous ouvre une splendide région propre à l'élevage et à l'agriculture, comptant environ 200.000 âmes (8). Il s'agissait donc d'une région à population dense (pour l'Afrique).

Nous n'avons pu nous livrer à des investigations suffisantes pour déterminer dans quelle mesure cette résistance des Shi pourrait trouver au moins partiellement son origine dans le passage des révoltes. Ceux-ci étaient loin d'être des enfants de choeur et ont parfois laissé, comme chez les Haudu, des souvenirs peu agréables. On voit cependant mal ce qui aurait poussé Kandolo à se rendre chez des gens qui auraient pu devenir de redoutables adversaires: alors que la pénurie de munitions menaçante minait son seul avantage: la quantité de l'armement, s'il n'avait été assuré à l'avance de recevoir un accueil favorable.

Cependant, la F.P. n'eut affaire qu'aux seuls Baoni, et ne fait pas mention de l'intervention de guerriers Shi. Il est donc vraisemblable que les Shi ont opté pour une *neutralité amicale* envers les révoltes, acceptant la traversée de leur territoire et la fourniture de vivres, sans s'engager toutefois jusqu'à prendre eux-mêmes les armes. (Ceci n'exclut pas, bien entendu, que certains se soient joints individuellement aux révoltes).

Lorsque la F.P. apprit que Kandolo, loin de marcher vers le fleuve, quittait Kawireware pour le territoire Shi, Swensson resta à Shabunda, puis revint l'ordre de rejoindre Kaisongo. Clorie marcha donc seul sur Ngweshé, avec 326 hommes, Manoeuvre audacieuse, voire téméraire, puisque la F.P. allait se trouver à un contre deux, et dans un territoire non seulement insoumis mais pratiquement inconnu. S'il avait pris fait et cause aux Shi de prendre le parti de l'insurrection, Clorie aurait pu être

écrasé. Il est bien possible que ce soit précisément le manque d'information sur la région ou il allait s'engager qui ait poussé l'officier belge à se montrer aussi téméraire!

En cherchant à trouver des considérations de haute stratégie là où il n'y en avait selon toute vraisemblance guère, Lejeune-Choquet (9) attribue à Dhannis un plan quelque peu bizarre: «Le baron Dhannis tenait en réserve à Nyangwe, un millier de soldats avec lesquels il était sûr de porter le coup de grâce aux mutins, à la seule condition que ceux-ci ne fissent pas une fois de plus à l'approche des troupes de l'Etat». Cela suppose une singulière myopie de la part de Dhannis. Si elle effectuait de remarquables prestations en bataille rangée, la F.P. se montrerait invariablement minable dans les opérations de poursuite. Il est douteux que Dhannis, même l'année et déprimé, ait envisagé de ne pas demander à ses soldats ce qu'ils faisaient le mieux et de tout investir au contraire dans ce qu'ils faisaient le plus mal, d'attendre que Clorie ait gagné – ce qui était précisément le point le plus douteux – pour se lancer dans une poursuite à partir de Nyangwe, à plusieurs semaines de marche de là! La phrase même de Lejeune-Choquet revient à dire que ses chances de réussir tenaient à la bonne volonté que l'ennemi mettrait à rester sur place pour l'attendre! Il faut sans doute attribuer plutôt la tactique adoptée au désir de veiller au grain en cas d'initiative de Changuvu vers le Luabala ou Mwa. Clorie avait sans doute une idée du nombre des Baoni, mais s'attendait sans doute à se trouver devant des gens démoralisés et désorganisés par plusieurs défaites. Lorsqu'il se trouva le 17 juin au contact de l'ennemi, il eut devant lui un tableau tout différent: Ils marchaient avec une avant-garde, et le personnel marchait à une centaine de mètres de distance du gros.

Au gros de la colonne ne se mêlait aucune femme, ni aucun boy: la colonne des révoltes était précédée d'un drapeau mi-rouge, mi-blanc. Les sonnettes de clairon s'effectuaient; j'ai parfaitement entendu sonner le «rassemblement», le «commencez le feu» et «en retraite» (10).

Le groupe de Kandolo était celui qui s'était fait jusque là le plus copieusement étirer. Composé au départ surtout d'auxiliaires, il s'était grossi ensuite des survivants de diverses défaites et de partisans recrutés parmi les populations locales. Comme à Luluboung, les Baoni ont dû poursuivre l'instruction et l'entraînement militaires, conscients de ce qu'il leur représentait pour eux en atout, pour arriver à un tel résultat.

Pour aller à la bataille, Clorie fit avancer ses hommes en ordre dispersé dans un champ de manioc, au versant d'une colline. Kandolo fit de même un peu plus bas pour monter à l'assaut des positions de la F.P. Il se couvrait, lui, dans une bananeraie.

La bataille débuta par une fusillade intense: très exactement le genre

de l'axe que les révoltes ne pouvaient pas se permettre, avec leurs cartouches de moins en moins garnies. Ils plicrent après un quart d'heure de combat parmi les bananiers et tentèrent de se regrouper dans une seconde bananeraie, qu'ils ne pouvaient toutelois atteindre qu'en traversant un marais profond, où ils s'enfonçaient jusqu'aux genoux. Marcher lentement, en terrain découvert, les bras levés pour protéger de l'eau fusils et cartouches pendant qu'on vous tire dessus est un moyen sûr d'en finir avec la vie, et c'est ce qui arriva à beaucoup de Baoni. Ghorie n'avait, lui, personne à ses trousses et avait donc le temps de faire un détour. Ses soldats contournèrent le marais et prirent la bananeraie en tenaille. Il fallut quatre assauts pour en repousser les révoltes, qui se replièrent alors sur leur camp de la veille. Pour attaquer celui-ci, ce fut au tour de la F.P. de grimper une colline sous le feu ennemi. Au cours de l'attaque du camp, Ghorie fut gravement blessé. Cinq heures s'étaient écoulées depuis le premier coup de feu quand les Baoni abandonnèrent le combat et disparurent dans la montagne.

L'officier belge estima qu'à la fin du combat les révoltes étaient presque dépourvus de munitions, à en juger par leurs *manœuvres caractéristiques* (11) et tira ainsi le bilan de cette journée : du côté de l'ennemi, 90 tués dont le chef principal, 2 nyamparas, les autres tous combattants, enlevé tous les bagages des révoltes, repris tous les fusils, dont 1 Muser, 2 pistons, 1 fusil de chasse et 40 Albin, enfin un clairon et 2.000 cartouches. De notre côté, 20 morts, 30 blessés, moi-même j'ai reçu une blessure très grave, une balle d'Albin m'est entrée dans la poitrine, à cinq centimètres de la clavette gauche, a perforé le pannon et est venue se loger sous l'omoplate d'où j'ai dû la faire extraire... (12).

Il n'y eut, cette fois, aucune poursuite ni même symbolique : les soldats de Ghorie refusèrent purement et simplement de s'y risquer. Ghorie dut être évacué et aller passer sa convalescence en Europe, et ses soldats ne tardèrent pas à manifester le haut degré d'indiscipline dont il a déjà été question. Les succès de Ghorie n'avaient en effet aucun prestige auprès de ses soldats. Nous avons déjà évoqué les inconvénients que présentaient l'allégeance très personnelle de soldats de la F.P. à leur officier et les pouvoirs de satrape dont ceux-ci disposaient en fait. Les soldats de cette colonne perdirent toute efficacité militaire, mais ne renoncèrent pas pour autant à vivre en pillant le pays. Ils devinrent purement et simplement des brigands.

Kandolo passe pour avoir été tué à Ngweshé, ce qui pose une fois de plus le problème de l'identification des cadavres de chefs. Un certain nombre d'éléments plaident en faveur de la crédibilité de cet acte de décès. Après Ngweshé, on n'entendit plus parler de Kandolo. Les Haudé (13), qui ont conservé le nom des chefs Baoni qui passèrent chez

eux *avant du Sud* - donc au plus tôt après Ngweshé - ne parlent pas de lui, alors qu'il eût été Kalukula, qui semble avoir été très longtemps son sort au sien. Lorsque, de juillet à septembre 1898 on envisagea d'ouvrir des pourparlers avec les Baoni, les émissaires eurent affaire à un chef qui ils désignèrent comme *Piani Kandolo*, soit le *survivant récemment nommé de Kandolo*, succession dont l'ouverture présuppose la mort de Kandolo (14). Enfin, on aura remarqué, parmi les objets dont la F.P. s'est fait emparer, la présence d'un Muser, arme d'officier dont on doit supposer qu'elle était entre les mains d'une personne de haut rang qui pourrait être Kandolo. (Le P. Ache atteste que les chefs Baoni qu'il a rencontrés avaient revêtu les uniformes et les armes des officiers massacres). Tous ces éléments militent en faveur de l'identification correcte du cadavre, et donc du décès de Kandolo à Ngweshé.

Les survivants de Ngweshé rejoignirent les autres Baoni au nord-ouest du Tanganyika. Ils ne durent guère rencontrer de difficultés, puisque les troupes de Ghorie se repliaient vers le fleuve en débâcle de pilarde. Dès lors, les révoltes se trouvaient tous réunis dans cette seule zone et contrôlaient tout le pays compris entre le lac Kivu et Baraka, zone qui est d'une superficie à peu près équivalente à celle de la Belgique.

Les tentatives de la F.P. pour reprendre le contrôle de la situation, ou du moins l'initiative des opérations avaient infligé aux Baoni de lourdes pertes, mais elles n'avaient pu les empêcher de poursuivre leur route vers le Sud, ni de se rejoindre finalement dans ce *sommet* du Nord-Tanganyika, ni de remporter autre chose que des succès momentanés et sans lendemain. Même vainqueurs, les soldats de la F.P. avaient dû inévitablement abandonner le pays conquis : effectifs, vivres et munitions étaient trop rares.

XXXII. La vie continue

Notre sujet étant limité aux événements qui ont un rapport direct avec la révolte des Baou, nous risquons de donner involontairement aux lecteurs l'impression qu'au moins durant les trente-deux mois qui séparent la révolte de Nditi en février 1897 de la réoccupation en octobre 1899, il n'y eut pas de rien d'autre dans l'ÉIC. Et, indéniablement, cette guerre fut à l'époque l'événement le plus important au Congo. La révolte, a-t-on écrit, aurait pu mettre en cause l'existence même de l'ÉIC. Il serait certes mal d'entendre par là que cette guerre aurait pu aboutir à la naissance d'un État africain indépendant, une sorte d'Éthiopie sur l'Anganyika, même si certains propos recueillis par le P. Achille donnent à penser que quelques insurgés ont pu caresser ce rêve. Le problème était bien plutôt que l'instabilité de l'ÉIC risquait de mettre fin à l'existence de la *colonie indépendante* de Léopold II.

Le Congo se situait au croisement des lignes de force des grandes ambitions coloniales: celles de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne (1). C'est même à cette situation de carrefour que l'ÉIC dut son existence: les Puissances préféraient la domination d'un *outsider* comme Léopold II à la mainmise exclusive de l'une d'entre elles.

Il n'était cependant pas à exclure que, si l'ÉIC se montrait pendant longtemps incapable de contrôler son territoire, son existence puisse être remise en question par ses voisins, après des opérations militaires menées pour des *raisons humanitaires* en vue du *maintien de l'ordre* en ne laissant à Léopold II qu'un État réduit, privé d'une part importante de ses ressources naturelles, et complètement enclavé, bref, non-viable. Cette perspective n'avait évidemment rien de réjouissant pour le Roi, recevant à Bruxelles une haute personnalité britannique en février 1899 et lui à rappeler que l'instant arrivera... où l'État pourra reprendre au Niamena la tâche civilisatrice qu'il n'a cessé un instant de poursuivre dans les autres districts en dépit de cet arrêt momentané (1). Ou y avait-il derrière cette formule?

Le 16 mars 1898, la première locomotive partie de Matadi atteignait Doko sur le Stanley Pool. Le chemin de fer des Cataractes cessait ainsi le goulot d'étranglement qui constituait jusque là la pénible *route des*

NOTES

- 1) On trouve aussi les transcriptions *Cweshie*, *Cwese* ou *Cwesse*.
- 2) Nous utilisons ce nom pour la facilité du lecteur: la ville de Bakasi (l'actuelle ville) ne fut fondée que plus tard.
- 3) Ferné qui est surtout connu comme frère royal du Kwanda et du Barundi. Certaines études récentes affirment cependant en faveur d'une origine congolaise du titre (cf. Bishikwabo Shimbaka, colloque de Bulumba).
- 4) C'est Hamé qui borde à l'Ouest la région des Grands Lacs du Nord Tanganyika au lac Falouah.
- 5) Congo Belge, rapport de 1918, page 14.
- 6) Sans faire de déterminisme géographique ou économique, il faut bien constater que par rapport à l'agriculture l'élevage fuisse des bœufs que l'on peut consacrer aux arts maritimes.
- 7) Rapport sur l'Administration du Congo Belge pendant l'année 1922, page 10.
- 8) Kappert, *etc.*, 1923, page 27.
- 9) L'épave-chaquet, *op. cit.*, page 161.
- 10) Rapport de Chocré, que par Meyers, *La Revue Congolaise d'histoire*, juillet 1948, page 30.
- 11) Rapport de Clouet, in Meyers, *op. cit.*
- 12) *Ibidem*.
- 13) in Schumacher, *op. cit.*
- 14) Les Africains ne commencent guère le hommage d'un chef en honneur. Lorsqu'ils étaient amenés à recevoir un dirigeant, on lui faisait la plûpart du temps un mauvais parti. Les quelques chefs réversés vivants en exil dont on a retenu l'histoire furent généralement plus rapides à la course que leurs adversaires et ne bénéficièrent aucunement de mesures de clémence. A défaut de preuves formelles, la conviction nous le devons supposer que les Baou suivirent en cela la tradition et que la succession impitoyable bien la mort du chef. S'ils innovèrent, il semble que ce fut seulement en évitant les hougues et souvent sanglantes querelles successoriales.



caravanes entre le Haut et le Bas du fleuve Congo. Les exportations de l'EIC — principalement vers la Belgique — qui étaient en 1898 de l'ordre de 25 millions, passerent en 1899 à 40 millions environ, et devaient continuer à progresser. Parmi ces exportations, le caoutchouc se taillait la part du lion, passant de deux mille à quatre mille tonnes pendant cette même période (2). Dunlop avait inventé le pneu en 1888, l'automobile et la bicyclette gagnant les faveurs du public et le marché du caoutchouc était donc en pleine expansion. Les pénuries étaient plantureux : une balle de caoutchouc d'un kilo, payée 50 et au récolteur indigène, se revendait 10 F. à Anvers. L'obtention de cette remarquable production caoutchoutière se faisait dans des conditions extrêmement brutales. On ne devait toutefois s'en aviser que quelques années plus tard. Les mouvements d'opinion hostiles à Léopold II — surtout britanniques — ne se manifestèrent qu'à partir de 1900 au plus tôt et le *classique* en la matière, le *Red Rubber* de Morel, ne fut publié qu'en 1906. Il doit y avoir des raisons autres qu'humanitaires à la prise de conscience subite des Britanniques au début du XXe siècle. En effet, les diverses atrocités en usage dans l'EIC étaient connues depuis quelque temps.

En 1891, un historien américain noir, Georges Washington Williams avait effectué une visite au Congo. Les Américains, qui avaient aboli l'esclavage à la suite de la guerre de Sécession, cherchaient à en liquider les séquelles. Williams désirait se rendre compte de l'opportunité d'encourager des Noirs américains à se fixer au Congo. Il fut cruellement déçu par ce qu'il vit en EIC et publia un violent réquisitoire contre les méthodes de Léopold II, dans un rapport adressé au Président des Etats-Unis (*A Report on the Congo State and Country to the President of the Republic of the United States*) (3). Il est peu probable que ce document ait échappé à l'attention des services britanniques. D'autant plus que dès cette époque le Colonial Office commençait à recevoir des rapports au sujet des travailleurs noirs originaires des colonies britanniques, engagés par l'EIC pour être mis au travail sur le sol congolais. Il était question de violences, ayant dans certains cas entraîné la mort, d'arrestations sans jugement impliquant la mise aux fers, de travailleurs traités comme des bêtes de somme et contraints de rester au Congo après l'expiration de leur contrat (4). En 1895, les gouverneurs de la Sierra Leone et de la Gold Coast s'opposèrent à ce que l'EIC recrute encore dans ces territoires, à cause des traitements inhumains que l'EIC infligeait aux Noirs à son service. Une bonne partie de ces travailleurs étaient sans doute recrutés pour le terrible chantier du Chemin de Fer des Cataractes. Mais on peut difficilement éviter de remarquer qu'on a aussi recruté pour la F.P. dans ces deux régions et que le catalogue des exactions offre des similitudes frappantes avec celui qu'on trouve chez le

P. Achte, et celui que les rebelles exposèrent aux emissaires du Cdt Fong (cf. chapitre suivant).
Quoi qu'il en soit, l'opinion européenne ne s'emut guère avant l'orce du XIXe siècle. Il fallut encore quelque temps avant que les Belges ne se posent quelques questions sur la richesse toute neuve de leur Roi.

La F.P. poursuivait elle aussi sa *mission civilisatrice*. Outre la répression des révoltes et la poursuite de la campagne du Haut-Nil, elle était impliquée aussi dans des *opérations de maintien de l'ordre*. Citons dès 1898 une importante expédition contre le chef Vungura Bokoyo et ses allies Mangbetchu.

Le Kasai, compte non tenu des expéditions contre les Baoni et leurs allies, fut particulièrement remuant et nécessita des opérations à répétition : Michaux-Lapierre en 1896 contre les Ba-Kwa-Kasasi et les Chifionge; De Cock et Bolle en 1898 contre les Kioko. De Cock et Henrion en 1899 contre les mêmes, tandis que Van Bredael s'en prenait aux Leke. De janvier 1896 à décembre 1899, la F.P. perdit neuf officiers au cours de telles expéditions.

A propos de ces expéditions au Kasai, les historiographes de la F.P. notent (5) : « A partir de 1898, les soulèvements furent plus rares, mais les attentats contre les biens et les personnes appartenant à la Compagnie du Kasai ou à d'autres sociétés commerciales obligèrent l'Etat à quelques interventions énergiques... » (6)

La plupart (de ces expéditions) furent organisées contre les Kioko, tribu très belliqueuse habitant la frontière angolaise. Ceux-ci abusant de cette situation frontalière pour se ravitailler en armes auprès des *pombeyos* portugais, de façon analogue à ce que firent les révoltés de l'Utshourug.

Cependant, on passait insensiblement de l'ère des grandes expéditions de conquêtes revêtant tous les caractères d'une guerre étrangère ou de la répression de mouvements massifs, à la lutte contre des actes plus individuels, par des méthodes comme l'occupation militaire sur laquelle la Commission de 1904 s'étendra assez longuement.

Il nous a paru utile d'épingler, dans les notes de Joubert, un certain nombre de faits sans rapport direct avec les révoltes, mais qui traduisent justement assez bien quelle atmosphère régnait au Congo en 1898.

22 janvier - samedi. Kalunga ne partira que demain. Il y a différentes versions sur cette guerre. Il y en a qui prétendent que Kalabu est campé dans le village de Zongwe.

Le Père Schmitz vient à Kirungu. Il était à Fombwe à faire l'installation d'un catéchiste.

1. Anglais qui passe avec son steamer pour faire le commerce a enlevé chez Wondo les filles ou femmes qu'il trouvait à sa convenance.



Moray est à Nyamwe. (7)

13 mai - vendredi. (8) Le Père Schmitz écrit qu'il y a à Mpala, un sergent Harring qui se rend par Mpweto au Katanga.

Marechal est parti pour la côte.

Deberghe est reparti pour le nord avec Fielemans. La veille de son départ, on a mis à la chaîne les Makangula qui auraient complote, dit-on, de tuer dans la nuit tous les Blancs et de partir pour le Manyema.

Fernand arrive de l'Usaka avec des gens enchaînés, accusés d'avoir voulu l'empoisonner: MKeya et Nkansu (Nkoma et Kambenge en seraient aussi et Msepel).

Monsieur Koelens revient de Karema où il n'a pas rencontré Monsieur Leclaptois qui était allé visiter les Postes du Sud. Il apporte un courrier.

19 mai - jeudi. Ascension. Fernand part sans qu'on ait encore pu débrouiller l'affaire de tentative d'empoisonnement. J'envoie avec lui Katonga à l'Usaka pour rechercher des preuves. (9)

27 mai - vendredi. Les hommes envoyés à la recherche de Kasongore reviennent avec lui. Ils sont passés par l'Usaka.

Fernand m'écrit que, d'après une lettre de Fromont, il doit y avoir un nouveau Commandant à Mowa à la place de Deberghe. L'ordre doit arriver sous peu à Mpweto, allant au Katanga, avec plusieurs Blancs. (10)

31 mai - mardi. Je profite du bateau de Mowa revenant de Mofiro pour expédier Kasongore, Nkanzu et Mkaya au juge qui décidera à propos des faits qui leur sont reprochés. (11).

6 juillet - mercredi. Le Père Herrebaut me donne connaissance d'une lettre du Père Schmitz qui dit qu'il a vu à Tombwe le nouveau Commandant, Cvek, sur le bateau de l'anglais. Il dit qu'il apporte à Monsieur l'Ordre du Lion et à moi une rente de 2.500 frs. Dans la caravane en route, il y a deux Pères et un Frère à destination du Haut-Congo.

7 juillet - jeudi. Des gens de Kyaka, de Kamhi viennent dire que Kalimba de Ksonga est venu saisir Senga chez lui et l'a emmené lié, à Kalimba avec Kyaka.

10 juillet - dimanche. Kalunga envoie deux hommes me dire que Kalimba prévenu, s'est enfui. Ils ont trouvé chez lui Kyaka.

Kalimba a fait dire à Kalunga qu'il ne voulait pas venir chez moi, ceux de Rungungwa et de Kyanda sont venus toute une troupe et ont tiré deux coups de fusil. Les noirs ont répondu. Kalunga alors, a dépêché deux hommes pour me demander un renfort de huit hommes et des cartouches. Le soir, j'envoie Kamina avec 10 hommes avec mission de capturer Kalimba s'il est possible.



12 juillet - mardi. Nos gens reviennent de Sanga. Kazika presse et ouïe Kadle est mort, après avoir été lapidé par un de mes hommes. Un homme de Fansaka qui se trouvait dans la bagarre a été légèrement blessé. Tous les gens de Senga se sont dispersés. Kamina a chargé Kipapata de chercher l'homme Kalimba (12).

19 juillet - samedi. Kipapapata vient avec des gens de Senga et le neveu de Kalimba qui envoie des biens pour faire soumission. Mais on dit qu'il venait plus tard. Je lui fais dire que l'exigeais qu'il vienne lui-même et portera un fusil comme amende. Chaque chef de village m'apportera une pioche.

15 juillet - lundi. J'expédie quelques lettres par le bateau d'Umta. Mwanuo de Kisimba avec ses dawa. (13)

24 juillet - dimanche. (14) Le bateau de Moya revient de Mofiro avec deux soldats envoyés par Heberts pour arrêter un Mganga (16) Mwana Vyalo qui s'est dit-on réfugié par ici.

26 juillet - mardi. Heberts m'écrit que Mwana Vyalo a dû se réfugier à... (16)

27 juillet - mercredi. J'envoie chercher ce Mwana Vyalo alias Kadimba (...)

30 juillet - samedi. Envoyé des gens à Kamhi. Au soir ceux qui étaient allés à La Manika, me disent que Mwanda Vyalo est vers Kipongwe. J'ont demain voir de ce côté. (...)

2 août - mardi. Mes hommes ramènent Mwanda Vyalo. Une femme dici revenant de Kalungya, raconte qu'on a vu là-bas quatre Baluba venus pour savoir ce que devient Kisimba. Ils auraient dessein de mettre le feu chez moi. Je fais veiller la nuit.

3 août - mercredi. Expédie Mwanda Vyalo à Kipanda par les soldats d'Heberts. J'envoie quatre hommes voir ce qu'il y a à Kalungya. Je fais administrer une bonne correction à Kisimba (17) en lui disant que je l'aurais remis en liberté aujourd'hui, sans les bruits d'hier. Il attendra à la chaîne que je voie ce que font ses amis (17).

La région du Marungu, réputée paisible, n'était pas, on le voit, particulièrement tranquille, et là aussi les attentats individuels commençaient à sévir.

Il peut être utile de relever aussi ces signes de la déliquescence croissante du tissu social traditionnel que constituent les confusions entre les domaines normalement distincts. Un *mganga* n'a normalement rien à voir avec des pratiques criminelles, qui sont l'apparatage du sorcier (*mbizi* ou *mbwizi*) les deux se distinguant d'ailleurs encore du *dyvân* ou du *féti-cheur* (*ntimû*) que l'on charge précisément de combattre l'influence nocive des sorciers, soit en les identifiant, soit en exerçant une sorte de *magie blanche* à effet positif. Cette indigeste panacée de notions tradi-

nonnellement distinctes et en un certain sens complémentaires (18) se rencontre encore aujourd'hui et ne manque pas d'exercer d'énormes rayures sur la santé des populations. Les Jabwa âgés sont unanimement d'avis qu'à la fin du XIXe siècle les accusations de sorcellerie étaient un véritable fléau social au sein de leur tribu. Sans en être l'explication unique, la traque des Noirs a pu contribuer à créer cet état de choses. En effet, pour répondre à la demande d'esclaves, on a assisté partout en Afrique à une sorte d'*inflation pénale*: mise en esclavage pour des peccadilles, extension de la punition à toute la famille du criminel... L'accusation de sorcellerie présentait l'avantage qu'il était presque impossible de s'en disculper (19).

La bicyclette dans les derniers mois de 1898, l'É-É commençant à apparaître comme une affaire rentable, et non plus comme le rêve fumeux d'un Roi mégalomane, mais en même temps, l'effondrement des guerres intérieures et extérieures que l'État devait supporter, le sentiment d'insécurité qui y renaît et les premiers bruits déplorables annonçant les grandes campagnes anti-épidémiques du futur étirement de nature à inspirer les plus vives craintes pour la survie-même de cet État. Il demeure toujours entendu qu'une disparition de l'É-É aurait signifié non sa libération des influences étrangères, mais une *meurtrière donne* remettant en cause le partage de Berlin)

Dans ce contexte, il devenait urgent de mettre fin aux *troubles* causés par les Baoni et qui n'en faisaient pas de finir.

NOTES

(1) Voir l'opinion de page 258. C'est en fait un exemple parmi de nombreux autres de l'usage de l'opérida Ilacate épique.

(2) Cf. l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

(3) Voir l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

(4) Voir l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

(5) Voir l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

(6) Voir l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

(7) Voir l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

(8) Voir l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

(9) Voir l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

(10) Voir l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

(11) Voir l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

(12) Voir l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

(13) Voir l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

(14) Voir l'opinion de page 258. Il est intéressant de noter que, comme nous l'avons déjà dit, l'opérida Ilacate épique de l'É-É est un fait social important. Les Jabwa, depuis la conquête de l'É-É en 1901, ont subi l'impact de la colonisation. Les Jabwa ont subi l'impact de la colonisation.

XXXIII. Négociations

Durant quelques mois, de juillet à octobre 1898, les armes furent placées à la diplomatie, ce qui n'empêcha nullement la situation d'être mouvementée. Dhauis fut limogé. Long se couvrit de ridicule en découvrant tout à coup que les Baoni étaient encore dangereux, et l'on finit par rap-peler le *vingtaine des Arabes*. Néanmoins, le fait le plus original de cette période est qu'on envisagea de négocier avec les révoltés. Ce n'était guère habituel. Les colonisateurs inclinaient plutôt habituellement à recourir à des moyens fort énergiques pour punir des actes d'insubordination ou de résistance qui font figure de précédilles à côté de ce que les Baoni avaient commis.

Le souei primordial que l'empereur accordait, pour les raisons que nous avons évoquées, à l'image de marque de l'EFIC explique sans doute cette soudaine mansuétude. L'Etat devait soigner sa propagande à un moment où il devait trouver des moyens financiers et apparaître comme credible aux yeux des diplomates. Il fallait donc éviter que les journaux publiaissent des nouvelles donnant à penser que l'EFIC était un endroit peu sûr — ce qui fait fuir les capitaux — ou un territoire dont une partie échappait à son gouvernement — position hautement inconfortable dans les rapports internationaux.

Le Mouvement Géographique, dont les chroniques étaient généralement reprises par les autres revues coloniales, telles le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, commença à avoir bonne mine à force d'annoncer sans cesse l'écrasement d'une rébellion sans cesse renaissante. Il fallait à tout prix pouvoir annoncer une fois pour toute *L'Ordre règne*, et s'y tenir. La manière dont on parvient à faire disparaître de la presse ces informations *destabilisantes* importait peu. Un succès militaire décisif eût certes été accueilli avec faveur. Mais faute des grives de la victoire, les merles d'une solution négociée n'étaient pas dépourvus de saveur...

Nous avons déjà dit que ce souei d'avoir bonne presse avait d'abord mené le Roi à adopter une attitude de discrétion, diamétralement opposée à celle qui avait prévalu lors de la *campagne arabe* ou l'EFIC avait soufflé à bouche-que-veux-tu dans les trompettes de la renommée. Il se

peut qu'il y ait la une course parmi d'autres du honneur de Dhanis.

En effet, celui-ci devant au partage publicitaire de la campagne anti-esclavagiste une anecdote de grand chef militaire. J'en-même s'en serait plaint, estimant qu'on montait systématiquement en épingle les aspects guerriers de sa carrière et qu'on en négligeait les aspects pacifiques ou diplomatiques (11). Il se peut bien sûr qu'il y ait eu dans cette attitude quelque affectation, et il nous est d'autant plus difficile de savoir ce que Dhanis pensait vraiment, qu'il n'avait pas la plume facile et que de ce fait nous n'avons de lui que des rapports, ou l'on ne s'empêche guère puisqu'on est prié de s'en tenir aux faits, des interviews où il est toujours difficile de dénicher quel a pu être l'apport personnel du journaliste, et des témoignages de proches toujours sujets à caution (12).

Loujours est-il que la façon dont HJC ne parvenait pas à se débarrasser de ses revoltes était désagréablement mise en relief par la présence à la tête des troupes chargées de la répression, d'un VGG à qui l'on avait en d'autres temps mais dans les mêmes revues, prêté généreusement les plus grandes qualités militaires. Le Roi-Souverain étant quelque peu retors, on peut se demander s'il n'entrerait pas du calcul dans le fait d'annoncer, même dans des documents intérieurs à l'ETC, et dont les destinataires connaissent donc fort bien la situation, que l'on n'a plus besoin de Dhanis maintenant que la situation s'est améliorée. À supposer que le calme puisse être rétabli par la négociation, il était intéressant de pouvoir annoncer du même coup que Dhanis regagnerait l'Europe, ce qui avait des airs rassurants de *mission accomplie*: l'ordre règne, et il regne même si bien que je donne des vacances à mon officier d'élite.

Bien que ce calcul ait pu constituer la partie visible et rationnelle de l'èreberg, Léopold II n'en continuait pas moins à considérer que l'importance de la revolta avait été exagérée et que Dhanis avait fait preuve d'incompétence. Aussi prit-on bien soin d'entretenir son départ de diverses circonstances destinées à lui faire bien sentir qu'il était en disgrâce.

Il est d'ailleurs possible que les aspects les plus consistants de l'histoire de la *disgrâce de Dhanis* aient pu être l'œuvre non du Roi mais du VGG Eély Fuchs, assurant l'intérim du CIG Wahis. Ce grade momentané lui permettait de rabaisser un collègue du même grade, mais dont les ronds-de-cuir tiennent une volépié incomparable.

Bruxelles eût à Bonaire: Présentez Van Gele assuer immédiatement direction exclusive toutes affaires zone arabe et autorisez Dhanis rentrer" (13)

Dhanis reçut la lettre suivante:

Monsieur le Vice Gouverneur Général,

Bonaire, 7 Janvier 1898.

J'ai me confirmant son télégramme dont j'ai eu l'honneur de vous honorer la tenir par ma dépêche n° 2235 en date du 14 décembre 1897, le gouvernement m'écrit ce qui suit:

« Nous savons que M. le baron Dhanis d'être resté à son poste dans les circonstances difficiles qu'a traversé le territoire placé sous son haut commandement, malgré que son terme de service fut expiré depuis quelque temps déjà.

« Maintenant, qu'à la suite de la victoire remportée par M. Henry sur les revoltes, la situation s'est considérablement améliorée, le gouvernement a cru devoir donner un successeur à M. Dhanis, pour lui permettre de rentrer en Europe. En conséquence il a nommé le major Van Gele vice-gouverneur général à titre personnel, à l'effet d'exercer le haut commandement du district des Stanley-Falls.

« Il s'embarquera le 6 décembre 1897 et vous voudrez bien lui fournir les moyens de se rendre sans tarder aux Stanley-Falls où M. le baron Dhanis voudra bien lui remettre son commandement. Nous comptons sur le devouement de M. le baron Dhanis pour mettre son successeur au courant de toutes les questions qu'il aura intérêt à connaître, pour faire prévaloir le programme arrêté pour l'organisation du district des Stanley-Falls.

« Le retour en Europe de M. le baron Dhanis permettra également au gouvernement de se renseigner exactement sur les événements auxquels il a été mêlé, et sur les conséquences qu'il faut en tirer au point de vue de la conduite ultérieure à suivre dans ces régions.

(Signé) Le gouverneur général ad. int.
Fuchs.

Tous les résultats obtenus étaient ainsi attribués au seul Henry. Dhanis conservant la responsabilité exclusive de ce qui avait mal tourné. Même son titre de baron passait à la trappe, et ce dans un écrit dont des copies seraient abondamment distribuées à divers niveaux hiérarchiques. C'était fait beaucoup de vicriol pour une courte lettre.

D'autre part, des expressions telles que *dés que* ou *immédiatement* prennent un certain sel dans le contexte du Congo de 1898!

La prose du GGI a.e. atteignit Dhanis en février, sans doute quelque peu avant le 25 (4). De son côté Van Gele, parti le 6 décembre arriva à Stanleyville le 4 mars et prit Dhanis de venir au chef-lieu pour lui remettre son commandement. C'était la façon dont on procédait habituellement et Dhanis n'avait donc pas lieu de s'en offenser. Mais il répondit qu'il lui était impossible de s'éloigner autant du théâtre des opérations.

et demandait à son successeur de bien vouloir procéder à la passation des pouvoirs à un endroit plus favorable, tel Nyangwe ou Kasongo. Van Ciele, qui avait opéré surtout dans l'Étcle et l'Él'pangi ne connaissait guère les régions de l'Est. Il voyait de plus la situation à travers l'Inde que s'en faisait le gouvernement de l'É.C.C. Les révoltes, réduits à quelques bandes de pillards faméliques le long du Tanganyika, n'étaient plus guère à craindre. Il vit donc dans la demande de Dhanis un mélange de mauvaise humeur et de mise en scène qu'il ne pouvait tolérer. Il s'enst- vit entre Dhanis, Van Ciele et Boma un échange de lettres aigre-douces que les distances et les déplacements de Dhanis qui voulait concentrer ses troupes à Kabambara firent durer plusieurs mois. Ainsi Dhanis quitta Lokanda le 21 juillet, mais reçut de Boma l'ordre d'attendre Van Ciele à Kabambara. Van Ciele, lui, avait été prié d'être plus conciliant et était arrivé le 5 septembre à Nyangwe... sans y trouver Dhanis. Ce n'est que le 13 septembre que Van Ciele et Dhanis purent enfin se rencontrer à Kabambara pour procéder dans les formes requises à la remise du *commandement supérieur des troupes du district des Stanley-Falls*.

Le nouveau commandant avait reçu des consignes : 'le renforcement de tous les soldats dont la date de fin de terme était atteinte ou dépassée, sans tenir compte de la nécessité de garder sous les armes les meilleurs soldats, et tentative de solution pacifique par l'envoi d'une ambassade aux mutins' (5). Le but poursuivi était d'obtenir des Baoni qu'ils déposent les armes en échange d'une amnistie générale.

Van Ciele ne disposait que d'un État-Major singulièrement réduit : Dornme, malade, avait dû regagner l'Europe, Swensson, Stevens, Adlerstrable et Tills étaient malades, Heynen et Vermeulen blessés. Le docteur Meyers était redevenu exclusivement médecin et affaibli d'aff- leurs devoir prodiguer bientôt ses soins à Van Ciele, lui-même malade.

Providentiellement, le nouveau chef trouva sur son chemin un officier encore en bonne santé, qui partageait avec lui et Boma l'opinion que les révoltes ne présenteraient plus guère de danger, et ne demandant pas mieux que de s'illustrer dans une mission diplomatique : le semillant commandant Loong. Celui-ci était d'ailleurs le plus qualifié pour mettre sur pied la fameuse ambassade. Il avait en effet été souvent en activité dans les régions du Kivu et du Tanganyika et y était connu des indigènes, ce qui était indispensable. En effet, la conversion subite et obligatoire de la F.P. à la diplomatie n'eut point pour conséquence qu'on se risquât à envoyer des Blancs discuter avec les Baoni : les discussions devaient avoir lieu par l'intermédiaire de négociateurs africains. Nous ne dispo- sons pas de compte-rendu direct de ces tractations qui durèrent praf- quement tout le mois d'octobre. Les palabres furent donc bien plus lon- gues que le résumé que Van Ciele reçut de Loong le 23 octobre (6) :

Kalongoango, 20 octobre 1898.

Monsieur le gouverneur général,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que la mission envoyée chez les révoltes composée de gens de Kalongoango sous le commandement de Kalimbola est rentrée aujourd'hui.

Les révoltes en grand nombre, tous réunis, sont installés dans onze camps réfranchis, dans le pays de Baraka; leurs morts ont été remplacés par des indigènes ou leurs boys... (7).

C'est Piani Kandolo qui est le seul grand chef, c'est lui qui a donné la réponse au nom de tous, aux propositions de paix. Piani Kandolo a dit en substance :

'Nous nous sommes révoltés parce que nous étions traités comme des esclaves.

Voici les principaux griefs :

1. Défense de manger du bœuf, de la chèvre ou même des poules, nous devions nous contenter des racines du bush;
2. on nous donnait du bâton en masse pour rien;
3. pour un rien nos camarades étaient arrêtés et fusillés;
4. nous avions tous, deux ou trois femmes, elles nous ont été enlevées pour être données aux jeunes soldats qui n'en avaient pas;
5. si une femme ou un boy s'attardait pour boire de l'eau en route, son maître le lendemain devait porter une lourde charge;
6. tandis que nous ne recevions rien, les gens de l'escorte de Fimbo-Mingi (8) recevaient des livres sterling, des étoffes, des fez et du chop (9). Nous avons commencé la révolte (les Bakususi) et les autres nous ont suivis (10).

'Si Bwana Lupara (11) et Bula Matari (12) veulent faire la paix, nous consentirons à traiter avec eux, mais pas avec d'autres petits blancs que nous ne connaissons pas.

'Bwana Lupara veut que nous déposions les armes; nous consentons à une condition, c'est que notre arriéré de solde de tant d'années nous soit payé; qu'il nous envoie donc des caisses de livres sterling et des charges d'étoffe. Il est inutile de venir encore les mains vides...'

Ici se place un aspect de la question au sujet duquel les commenta- teurs ont par après jeté les hauts cris : 'Les mutins, pour accepter la paix, avaient formulé des exigences révoltantes, impossibles à satisfaire', écrit l'équipe (13). Cornet, plus précis, fâché le morceau : 'ils exigent leurs arrières de solde et ... des femmes blanches' (14).

La mythologie de la femme blanche dans la littérature coloniale méri- terait qu'on lui consacre un livre qui ne serait pas mince, et il faudrait une nombreuse équipe de psychologues pour décortiquer le sentiment

d'honneur et d'indignation technique que soulevait l'idée de rapprochements entre Blancs et Noirs. Le contraire était tacitement admis comme allant de soi.

Sans entrer dans toutes sortes d'autres considérations, la femme était pour les mâles de 1808 un être certes poétique, délicat, que l'on citerait de vénération extérieure et de dentelles, mais surtout un être inférieur et subordonné. Comme le Nègre, elle avait pour rôle *maternel* la soumission. Lui faire épouser un Noir aurait donc équivalu à soumettre l'élément blanc à l'élément africain, ce dernier étant mâle, donc supérieur, chose incompatible avec le *prestige de la race blanche*. Ce problème ne se posait pas avec la femme noire, qui était simplement deux fois inférieure à l'homme blanc, étant à la fois du sexe *faible* et de la race qui doit obéir (15).

C'est dit, on peut se demander ce que ces femmes viennent faire dans cette galère. A la fin du XIX^e siècle on considérait que le climat africain, surtout en l'intérieur du pays, était malsain au point qu'il aurait été mortel pour les femmes blanches. Et il est certain qu'elles auraient sans doute survécu difficilement aux conditions de vie de la femme africaine (16). Elles étaient d'ailleurs tellement rares au Congo qu'il est presque exclu que les Biaoni en aient jamais vu une, à l'exception peut-être de quelques religieuses. Il est donc exclu d'attribuer leur demande à des expériences sadiques qui auraient excité leur lubricité... La demande paraît purement tactique. De plus, on se souciait bien plus de s'indigner que d'essayer de comprendre. Du reste, l'avis habituellement avancé par les auteurs qui ont commenté cette guerre est que les révoltes ne prenaient guère ces négociations au sérieux, n'y attachaient aucun prix et ne souhaitaient en rien l'arrêt des hostilités. Bien plus, les négociations elles-mêmes constituaient une grave erreur : « C'était bien mal les connaître et oublier la mentalité des indigènes et des soldats fidèles qui ne comprendraient jamais une telle mansuétude envers des assassins qu'ils combattaient depuis près de deux ans ! »

Il était d'ailleurs hors de doute que tous, amis ou ennemis, interprétaient cette attitude comme une marque de faiblesse qui renforcerait l'intransigeance des mutins et découragerait les soldats chargés de les combattre, sans parler de la perte de prestige de l'État vis-à-vis des indigènes (17).

Le Commandant Long put se rendre compte du déplorable effet que produisait, des deux côtés, cette politique néfaste (18).

Le major Van Cuele et le commandant Long perdent leurs illusions et les rebelles, encouragés par cette démarche des Blancs auprès d'eux, prennent l'offensive avec une fougue nouvelle et d'autant plus ardente qu'ils se sentent sur la route de leur pays, éparpillés par les indigènes et craints par les Européens (19).

A l'appui de cette vision des choses, on invoque le rapport du commandant Heug de Mboa, suivant lequel les Biaoni faisaient maintenant pour atteindre la colonne Swensson en route vers Sangha et le lac. A ce point, Biaoni auraient bien pu retourner que c'est précisément ce qu'ils voulaient, vers Sangha qui était offensif...

Bien, on prête aux révoltes les plus mauvaises intentions. Alors que précédemment l'attente des femmes pourrait se comprendre de façon plus logique si l'on admet qu'au contraire ils inclinaient à prendre les négociations au sérieux !

N'importe qui lit cette histoire possède en effet un énorme avantage sur les Biaoni : il sait que la F.P. avait *raison* l'ordre de négocier. Nous savons que le 17 octobre encore, Long envoyait à Van Cuele des rapports très optimistes, disant (20) : « Depuis le 8 courant, Kombola et 12 fusils et une suite sont partis pour appuyer l'action de paix; envoyés du grand effet honore et respecte Kalongo-Ngao, cette mission a beaucoup de chances de réussir près des Wabudje. Ceux-ci, désarmés et installés, il n'y a plus qu'une question de jours pour que les autres suivent... et n'y a plus qu'une question de jours pour que les autres suivent... et même ! Je vous salue, M. Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir donner des ordres en prévision de la soumission probable des révoltes ».

Contrairement à nous, les Biaoni ne connaissaient pas le dessous des cartes. Lorsque nous relations l'affaire Gongo Lutete et que nous tenons d'analyser le pourquoi des révoltes, nous avons souligné combien la credulité des Blancs avait été entamée de leur part, duplicité et intentions meurtrières étaient considérées comme allant de soi. Les Biaoni erraient donc bon de rappeler en détail la longue liste de leurs griefs contre la F.P.

La F.P. avait ainsi accumulé contre elle un lourd capital de défiance, et l'attali, pour entrer dans le processus de paix, que quelque chose y fasse contrepoids. Pour emprunter un instant le vocabulaire dont on use aujourd'hui dans les rapports Est-Ouest, il fallait *des mesures de confiance*. En Afrique et ailleurs, on a maintes fois cherché dans le mariage de telles garanties de bonne foi, soit en encourageant les unions mixtes entre deux peuples (Alexandre et ses officiers en sont un bel exemple) soit en mariant les rejets de deux familles royales potentiellement ennemies (beaucoup de reines de France furent issues de l'ennemi héréditaire du moment). Les classes dirigeantes africaines étaient elles aussi souvent soumises à des règles matrimoniales plus complexes que la simple exogamie (21) d'usage pour les particuliers, pour maintenir l'équilibre et la cohésion entre des ensembles socio-ethniques que l'histoire avait agrégés. Partout où on a eu recours à ce genre de procédé, on se fait au fait que les enfants issus de cette union, appartenant aux deux groupes ennemis, pourraient avoir des relations harmonieuses



avec les uns et les autres. Il s'est d'ailleurs trouvé des gens pour voir dans le métissage la solution au problème du racisme. Et les Baoni pouvaient difficilement se douter de la repulsion des Blancs devant le mariage mixte: ils les avaient vus s'en montrer de chauds partisans... lorsque la femme était africaine et le mariage coutumier.

La demande pouvait donc parfaitement partir d'une intention pure, le problème étant simplement que les Noirs ne soupçonnerent en rien qu'ils allaient ébranler l'imaginaire des Européens en touchant à des tabous irrationnels. Dans cette hypothèse, on verrait tel les Africains gaffier comme les Blancs le faisaient d'habitude: par méconnaissance de la culture de leurs interlocuteurs. Outre ce point particulier, et pour autant que Long ait fidèlement transcrit ce que lui a rapporté Kalombola et que celui-ci ait été l'interprète scrupuleux des Baoni — ce qui fait tout de même beaucoup de conditions — on peut trouver que les Baoni faisaient preuve d'une certaine arrogance et *possaient le bonhon* un peu loin en réclamant des arrières de soldes et des cadeaux divers.

Il peut y avoir à l'arrogance du ton trois raisons: qui du reste ne s'excluent pas entre elles: Premièrement, ce n'était pas d'eux qu'était partie la demande de négociations. Quand l'adversaire demande à parlementer, il est rare qu'on résiste à la tentation de l'humilier quelque peu. N'oublions pas, de plus, qu'ils n'avaient devant eux aucun des *grands chefs blancs*, pas même *d'autres peuples blancs*, mais des émissaires africains, c'est-à-dire à leurs yeux des frères et des collaborateurs. Sans doute auraient-ils réagi différemment devant Dhanis ou devant Long en personne. Peut-être aurait-il fallu changer de politique mais laisser Dhanis en place...

Deuxièmement, les négociateurs, ces gens de Kalongao-Ngao sous le commandement de Kalombola, n'ont certainement pas accepté cette mission sans contrepartie. Ils ne laissent d'ailleurs pas leur commanditaire dans l'ignorance des risques considérables qu'ils ont courus pour le service de Boula Matari: Kalombola et ses gens ont failli y rester, poursuivi le commandant, tous les indigènes sont du reste avec les révoltés qui dévastaient effectivement la côte jusqu'à Kibanga (22). Bref, Long a été informé de ce que Kalombola était un parlementaire courageux, qui n'avait pas hésité pour lui complaire à s'aventurer parmi des gens féroces, très montés contre tout ce qui a un rapport avec l'H.C.: en un mot, un excellent émissaire, qui a bien mérité un rouleau d'étoffe, voire un fusil supplémentaire pour récompenser son dévouement. Kalombola et ses compagnons ont sans doute couru peu de risques réels, mais ils savaient fort bien de quel côté leur pain était beurré...

Enfin, toute négociation est un marchandage: occupation que les Congolais ne sont pas loin de considérer comme un sport national. Il

était donc logique que les Baoni commencent par placer la barre un peu haut, ne fut-ce que pour pouvoir faire des concessions en cours de palabre.

La demande de cadeaux ne doit pas non plus passer pour simple avidité pillarde: dans tous ses rapports avec les chefs coutumiers, la F.P. en avait largement distribué. Cela devint d'ailleurs une véritable plaie et, en attendant ans plus tard, les Blancs se plaignaient encore de ce que le monde rapporte avec les chefs impliquait, même pour le plus amodin des touristes, de volumineux *échanges* de présents... en fait à sens unique. Avant assiste à ce genre de choses lorsqu'ils *allaient à la palabre* avec leurs officiers avant la révolte, les soldats révoltés ont pu en déduire que les cadeaux abondants signifient, dans le symbolisme en usage chez les Blancs, que l'on prend l'interlocuteur au sérieux et que l'on reconnaît la légitimité de son pouvoir. Ils ont pu estimer qu'en conséquence la F.P. devait avoir la même démarche envers eux, et reconnaître ainsi ne fût-ce qu'implicitement la légitimité de leur révolte et de leur pouvoir sur les régions qu'ils avaient soustraites à l'influence de l'Etat. La prétention aux arrières de soldes pourrait elle aussi se comprendre comme liée à cette reconnaissance de légitimité.

Il faut ne pas nous mal comprendre. Nous ne défendons en aucune façon l'idée que les Baoni étaient angéliques et entièrement désintéressés sur le plan matériel. Les gens qui cracheraient sur l'argent, les cadeaux et les femmes sont plutôt rares, et pas seulement en Afrique centrale... Nous voulons montrer qu'au lieu d'emboîter automatiquement le pas à la thèse colonialiste qui s'empresse d'en déduire que l'on avait bien affaire à des brutes avides de se goberger et de fomiquer, on peut ramener ces revendications à cette question: 'Qu'allez-vous faire pour nous persuader que désormais, au rebours de notre expérience, nous pourrions avoir confiance en vous?'

On peut comprendre sans grand peine l'exigence de *mesures de confiance* de la part des révoltés, si l'on examine ce qui était dans la balance. L'offre qui leur était faite était de *payer l'éponge à condition qu'ils déposent les armes*. Ceci doit être pris au pied de la lettre: on ne leur demandait pas simplement la cessation des hostilités, mais bien de restituer leurs fusils. Il fallait, contre une promesse de la F.P. que l'on pouvait considérer comme toujours susceptible d'être remise en cause, se priver définitivement de ce qui les rendait redoutables: leur armement identique à celui de la F.P.. Si, dans un mois ou dans un an la F.P. revenait sur sa promesse, les fusils seraient à jamais perdus et les combattants, dispersés et retournés à la terre, auraient perdu entraînement et cohésion. Ils étaient bien placés pour savoir que l'armement et la tactique à l'Européenne étaient ce qui avait permis à la F.P. de sortir victo-

riense de ses affrontements avec les Africains, quel que soit leur nombre. Réduits à se servir à nouveau d'axes et de fleches, ils auraient été d'autant plus vulnérables que selon toute probabilité, beaucoup de chefs coutumiers, neutres ou alliés tant que les Baoni étaient reboutables, seraient devenus leurs adversaires des qu'ils auraient été affaiblis. Bref, les fusils remis, il ne tendrait qu'à la loyauté de la F.P. de ne pas les tirer comme des lapins. On ne demandait pas seulement aux Baoni de croire sur parole à la bonne volonté de l'Etat, mais pratiquement d'engager leur existence même sur cette parole. C'était beaucoup demander ! Il était donc logique qu'ils se montrent exigeants dans les *meures de confiance* et ils le firent dans la mesure de leurs moyens, en se référant pour partie aux usages africains, et pour partie à ce qu'ils croyaient savoir des usages des Blancs en la matière, exigeant donc de traiter avec des responsables importants et non avec des sous-filles, de recevoir les marques d'estime et de reconnaissance habituelles, et de garantir l'avenir en s'appuyant sur les Blancs par femmes interposées. On en arriva à un de ces points où c'est la logique même, poussée à bout, qui mène à l'absurde (23).

Long ne tenta guère de pousser l'analyse ou de remonter les négociations. Il termina son rapport comme suit (24) : «Après cette tentative il ne reste plus qu'à prendre les fusils de force, bien que je compte sur une scission dans le camp; je m'attends à ce qu'une partie au moins se détache du gros. La force des révoltés est aussi importante... Tous armés d'Albini et pourvus d'une cartouchière et d'une ceinture remplies de cartouches ce qui fait un total de 60 à 75 cartouches par tête (25)...

Dans ces conditions, il faudrait la collaboration du groupe de soldats restés à Kabambaré et augmenter si possible.

Je pense que le commissaire de district Heeq pourrait occuper Livira avec 2 à 300 hommes de façon à pouvoir venir couper la route aux révoltés. Il faudrait alors que Mboa soit renforcé. Je ne connais pas les ressources en blanches et en étoffes, costumes et couvertures. Il conviendrait que les hommes soient bien équipés car ils mourront comme des mouches... Je vais me porter chez Sungula pour secourir le commandant Swensson malade, c'est là que j'attends vos ordres.

Le capitaine commandant
(Signé) L'ONG.

La reprise des hostilités devait mener la F.P. aux défaites retentissantes de Sungula et Kabambaré, que nous aurons à évoquer dans les chapitres suivants. Il faut cependant, avant cela, évoquer la situation incontrôlable dans laquelle finit par se trouver le commandant Long. En effet, Van Ciele dut abandonner son poste pour raison de santé et Long dut assumer

en tant que l'homme qui avait proclamé que les révoltés n'étaient plus à craindre, se trouva ainsi exercer le commandement supérieur au moment où ceux-ci remportèrent leurs plus belles victoires !
A notre connaissance, il n'existe aucune preuve palpable que Long ait écrit, et qu'il ait contribué à la disgrâce de Dhams. Mais de lourds soupçons doivent avoir pesé sur lui, à en juger par la fabrication discrète qu'on recensa les revenus que ses collègues font de ses ennemis. Le jeune et vaillant dont on connaît l'adhésion pour le baron en disgrâce, s'annonça d'instinctivement en étant une véritable avalanche de lettres écrites par le baron, où l'optimisme inconsidéré alterne avec les cris d'alarme. Les agents d'impuissance et l'annonce de défaites. Les archives de l'Etat ont été détruites en 1908 (26), ces documents n'ont pu être connus que grâce à la bonne volonté de leurs destinataires, ce qui suppose à tout le moins un vaste consensus contre le commandant.

Long servit à Diopus : «Me voici donc avec cette belle expédition organisée par le baron Dhams sur les bras ! Dans quelle situation ? Vous en savez quelque chose ? Mais elle est devenue impossible ! Famine, peste partout ! Et le moment approche où nous ne pourrions plus continuer ces bandes !...»

à Heeq : «Nous sommes donc appelés à concourir ensemble à l'expression énergique et totale des derniers révoltés ! Puisqu'ils ne veulent pas la paix, ce sera la guerre !»

«ce qui est déjà plus martial. L'optimisme de naguère opérait même encore des percées, comme ? Malgré leur grand nombre, les révoltés ne sont pas à craindre. 300 hommes résolus en vaudraient facilement à bout.

«La discussion est dans leurs rangs.
«Je ne serais pas étonné si à notre approche je voyais accourir des révoltés en grand nombre venant déposer les armes.

«J'estime que si nous ne prenons pas tous les révoltés comme dans un filet, j'aurai bien de ne pas être content de moi !
«Malheureusement, il devait arriver le 5 novembre à Van Ciele : l'a la profonde douleur de vous confirmer la destruction de la colonne Swensson...»

Van Ciele lui apprenant le même jour le retour de Dhams, dans des formes peu aimables : «Vous n'exécuterez aucun mouvement militaire contre les révoltés avant d'avoir reçu les instructions de M. le baron Dhams. Les troupes resteront dans leurs positions actuelles. Vous voudrez bien prévenir M. le Commandant Heeq (par urgence) de ce nouvel ordre des choses...»

Et Long se fendait aussitôt d'une épître à Dhams : «En vous exprimant notre profonde douleur pour les tristes événements survenus à Sungula,

nous vous présentons tous nos respects et nous mettons à votre entière disposition... Je compte camper mes hommes dans l'Ubinbi... Le moral de la troupe est très bon... Le 6, il renonce à s'arrêter dans l'Ubinbi, et se voit obligé de ramener le tout à Kabambare où un long séjour est impossible à cause de la famine¹.

Le lieutenant Delhaise lui avait écrit qu'il n'y avait plus à Kabambare rien à voler, ni à acheter... (dans cet ordre). Long lui écrit néanmoins le 7: «Il nous faut de nombreux auxiliaires qui ont tout à craindre des révoltes comme nous... Je crains que le commandant supérieur ne vienne trop tard pour intervenir... Il a cependant repris du poil de la bête le 13 («Nous nous tenons prêts à leur donner une maîtrise leçon») et même le 14 au matin, où il prévoyait qu'ils (les Baoni) seront attaqués et refoulés aujourd'hui. Malheureusement, quelques heures plus tard, il devait reprendre la plume... Ce matin, nous avons été repoussés de Kabambare à cause de la trahison des indigènes et des auxiliaires...»

Entretemps, le 27 octobre, Dhanis avait reçu, à Lokandu où il faisait étape sur le chemin de l'Europe, un message par lequel le gouvernement de l'ÉC faisait appel au baron Dhanis pour que, si les circonstances le permettent encore, il conserve le commandement de la Province Orientale et assure personnellement l'écrasement des rebelles² (27).

Dhanis écrivit à Van Gele (28): «Je me sou mets au désir du gouvernement, mais je ne veux pas jeter le désarroi dans la marche des opérations en l'annonçant immédiatement et officiellement aux autorités de la Province. Je remonte sans délai et ne ferai aucune communication officielle de ce qui précède qu'après le retour du courrier».

Dans sa réponse à Boma, il exprime ses sentiments de la façon plus précise et lance quelques fleches du Parthe, entre autres à Long et à Fuchs (29).

Je ne puis qu'attendre les événements; mais les événements après mon départ, l'offre de paix faite aux révoltés, un nouvel arrivage de soldes de deux mois, l'annonce que la guerre était finie, que le Roi ne la voulait pas, et m'avait rappelé (c'est le style officiel tel que cette communication a été faite au gouvernement, mais des termes tout autres ont été employés au détriment du prestige de ceux qui les ont employés, pas du mien): tous ces faits et bien d'autres, notamment l'établissement des révoltes au point stratégique de Baraka, etc... ont bien changé la situation.

Je prendrai évidemment la situation quelle qu'elle soit dans l'intérêt de l'Etat, mais j'espère que si la situation s'aggrave par suite par exemple d'un échec du commandant Long, le gouvernement ne m'imputera pas la responsabilité de la situation.

Je ferai ce que je puis, c'est tout... Je reprendrai la situation dès que le général M. Van Gele...

Le commandant Long a des qualités mais malgré tout je suis inquiet car il n'a pas le prestige nécessaire et j'apprends qu'il y a des sentiments et protestation parmi les commandants...

Dhanis repart effectivement le commandement le 13 novembre 1898. à Kasongo.

NOTES

1) Notamment dans une interview eue par Cornet.

2) D'autant plus que Dhanis mourut peu de temps après, ce qui ne manqua pas d'éveiller des commentaires sur son cœur brisé par l'ingratitude du monarque. C'est qui l'ont connu et écritèrent plus tard sur lui parlant donc d'un mort. De plus, les coloniaux faisaient preuve d'esprit de corps: entre un *congolais* et les *Belgians*, le chaos ne faisait aucun doute. Pour ne rien arranger, à peu près tous les écrits de cette époque renvoient à celui du Dr. Meyers qui était, de son propre aveu, très bien avec Dhanis!

3) L'épisode des diverses lettres et telegrammes arrivant à Dhanis, contenant d'en donner lecture à son Etat-Major a été relaté maintes fois par divers auteurs: M. Y. R. S. *Le Pra d'un Empire*, pp. 180ss, que nous suivons ici pour le texte; C. O. R. S. E. *Maintenant*, pp. 251-253, 11-11-1181; *Le Vain Congo*, pp. 157-159, 1-1-1, pp. 135 et 136. Il n'y a pas unanime sur les destinataires des divers documents cités, sans doute parce que précisément en ce degré divers l'orientation de sympathie dépendait de Meyers et respectivement à des degrés divers l'orientation de sympathie pour Dhanis et de condamnation au moins implicite de l'attitude du Roi. L'E. E. S. N. C. (1900) et l'about *Histoire militaire*... paraît en fait, donc avant tout écrit de Meyers mais aussi du vivant de Leopold II, non seulement ne soufflé pas un mot de l'incident, mais écrit même de telle sorte qu'un lecteur non averti par ailleurs ignorait que Dhanis perdit son commandement pendant quelques temps et que il y eut une tentative de complot.

Il n'est pas interdit de penser que la réaction de E. M. du 28 février, et le vaste tableau qui lui permit à Meyers de brosser en l'attribuant à Dhanis, ressemblait un peu aux *discours* que prononçait à tout bout de champ les personnages des histoires romaines, et que Meyers y a volontairement concentré toutes sortes d'événements et de réactions, obtenant ainsi une action plus concentrée et plus dramatique.

4) C'est la date où Meyers place la lecture de la lettre par Dhanis à son E. M. Il est

XXXIV. Sungala I et Kabambare (1)

Nous ne pouvons de renseignements bien précis sur ce qui se passa chez les révoltes pendant que l'Ét. se livrait à ce petit ballet des commandants en chef. Une trêve de quatre mois, bien qu'elle ait été assez courte, leur permit à tout le moins de reprendre leur souffle, de panser leurs blessures et d'incorporer de nouvelles recrues pendant que se poursuivait les négociations. Le fait même que celles-ci se déroulent et que le bruit s'en répande ne pouvait que leur être bénéfique, même si l'effet n'en fut pas forcément aussi désastreux que le donne à penser les écrits de l'époque. Leur sentiment d'humiliation à l'idée de négocier avec les Bani est sans doute proportionnel, moins au préjudice effectivement subi par la réputation de l'État qu'à leur préention à apparaître comme des surhommes. La E.P. semble avoir préféré par moments s'adonner à l'auto-accusation que d'attribuer ses défaites à la valeur de ses adversaires. Long fut certes un chef versatile, hésitant, changeant d'avis et de tactique avec une facilité qui frise l'incohérence. Mais la plupart des acquis des révoltes sont attribuables aux efforts des Bani eux-mêmes, que la E.P. avait été incapable d'entraver sérieusement. Au moment du limogeage de Dhanis et de l'ouverture des pourparlers, ils étaient déjà regroupés tous dans une même région, avaient entrepris de reconstruire leurs unités, d'envoyer de nouvelles recrues parmi les populations locales et avaient restauré l'unité de commandement.

A ce propos, nous ne savons pas de façon claire qui était Piani Kandolo, puisque cette expression signifie simplement *le successeur de Kandolo*, et que l'on n'a pas gardé trace de la façon dont il s'appela à l'avenir (2). Selon toute vraisemblance, il ne s'agit pas d'un des chefs présents depuis le début de la révolte. En effet, lorsqu'ils tombèrent les uns après les autres, on les identifia séparément. Malencontreusement, on ne dispose à ce sujet d'aucune certitude absolue, parce qu'une fois de plus on dispose de trop de endaxes! Ainsi prétendit-on identifier à Bwana Debwala le corps de Munié Pore, que l'on avait déjà reconnu en 1897 après Kisenge/Walofal Visiblement, une fois de plus, les prisonniers se sont empressés d'abonder dans les sens de leurs interrogateurs, et ceux-ci n'ont jamais hésité à proclamer *la mort du grand chef*, soit par

surtout quant à cette date par l'ennemi, qui éprouve cependant le besoin de excentrer encore plus d'événements dans cette journée, de sorte qu'il s'en est ensuivi un Dhanis extra livide - qui lui fit 25 l'acier, un raffaïot, un charon, et d'autres, et d'autres de même chapitre, mais évidemment pas dans la même mesure.

21 P. op. cit. pp. 157. L'article *traduction* du 30-09-01, que nous publions par ailleurs, exhaustivement le maintien sous les drapeaux de soldats *in de guerre*. La violation de cette disposition sera plus tard l'une des causes de l'écroulement de Shinkab.

22 Meyers, op. cit. pp. 213-218. T. P. 188. 130.

23 On a donc fait plus au moins en vain, en vain, au point de vue s'annoncer, au cas où, si Dhanis.

24 Non moins en vain, de l'anglais *loop*, ramche, collette.

25 L'équation *loop* - *Kozu* pourrait bien être une autre que celle de l'ong.

26 L'ong.

27 Le gouvernement colonial, et plus particulièrement le gouverneur.

28 Op. cit. page 187.

29 Op. cit. page 233.

30 On allie encore pour ce type de mariage mixte le desir d'une femme *swahili*. Il est à croire que des gens réussissent à se pointer longuement en Afrique sans jamais entendre une Africaine en train d'ignorer son mari, non de la battre.

31 Du moins pour l'archétype féminin que les officiers de l'Ét. P. accusent d'être le fragile dérivé de la D. bougrébo.

32 E.P. op. cit. page 187.

33 E.H.H.I.N.E. op. cit. page 159.

34 E.H.H.I.N.E. op. cit. page 213.

35 D'après Meyers, op. cit. page 214.

36 Obligation de choisir son camp hors de son clan, et éventuellement d'un ou de plusieurs autres - considérés comme d'une portée trop étroite et prêtant donc à *mauvais*, encore qu'il ait toléré, voire recommandé certaines unions qui passeraient chez nous pour consanguines, et (regarde comme *mauvais*) des mariages qui ne nous apparaissent pas comme tels.

37 Dans Meyers, op. cit. page 217.

38 Les Africains sont très habitués à reconnaître des coutumes différentes. En effet, leurs ensemble ethniques et sociaux (tribus, clans, etc...) sont fréquemment très superficiels. Ils sont donc en général très ouverts à la recherche d'un *grand rival* impliquant le passage de diverses coutumes dans le respect mutuel. Les malentendus, parfois tragiques, surviennent dans ce domaine, sont imputables à la prétention d'imposer un système de coutume, que ce soit celui des Européens ou celui d'un groupe ethnique ayant leur faveur, au détriment des autres, sous prétexte de sa *supériorité*.

39 D'après Meyers, op. cit. pp. 217-218.

40 L'unité qui n'est pas ennemie, compte tenu du gaspillage de munitions qui se fait sur de part et d'autre au moment du combat.

41 *Destruction* qui est parfois contestée. Elles sont en tous cas inaccessibles. Nous citons les documents qui suivent d'après E.H.H.I.N.E. op. cit. pp. 159-161, et M.H.-M.R.S. op. cit. 230-237.

42 C. Cornet, op. cit. pp. 253-254.

43 Dans Meyers, op. cit. page 230.

44 Ibidem, pp. 231-232. Les relations de cette lettre ont certainement été brisées à ce temps, pour se réduire presque à la terreur que je puis, c'est tout. Les grands colons sont des héros, donc ils ne reculent pas, surtout pas contre le Roi ou le Roi venant à leur secours!



sure d'un calcul psychologique, soit parce qu'ils étaient excédés d'être traités en incapables par Bruxelles et Boma.

Personnellement, nous inclinons à considérer l'identification de Murne Poie par Meyers après Bwana Debwa comme fantaisiste: Meyers et la plupart de ses soldats ne l'avaient jamais rencontré, alors qu'on ne manquait pas de gens le connaissant à Kisenge/Waketa. On n'a jamais contesté la mort de Sallboko, et celle de Kandolo est évidente par le fait même qu'on lui ait donné un successeur. Des chefs de la première heure, il ne devait donc rester que Changvu et Kakakula. La date précise du décès du premier nous est connue, et le deuxième pourrait bien avoir réussi à s'échapper. Il y a donc toute apparence que Piani Kandolo ait été une personne distincte de ces deux chefs.

Il est peu contre très probable que les révoltes en train de fortifier Baraka suivant le rapport du 13 octobre du Commandant Heeg (Mlwa) (3) appartenaient aux troupes de Changvu, et que ce sont elles qui ont agi à Sungula. Cette localité est située sur le chemin de Kabambara au lac Tanganyika qui permet, à travers la trouée marécageuse de Kalembembe d'atteindre Izi et Baraka sans avoir à escalader et à redescendre les Mlumba. La tribu locale, les Baye (Wahudje de Long) inclinait plutôt vers les Baoni parmi lesquels il y avait de ses membres. Mais Long ne désespérait pas de les détacher de leur cause. A la fin d'octobre 1898, il entreprit de concentrer dans ce village un millier d'hommes. Il y avait déjà là quatre cents soldats, normalement commandés par Swensson. Ce dernier avait été évacué sur Kabambara pour cause de maladie, laissant le commandement au capitaine suisse Lardy, assisté du lieutenant belge Stevens et de deux sous-officiers, Ardevel et Schrymmakers. Long voulait le rejoindre avec environ huit cents hommes, pris sur la garnison de Kabambara, dont une avant-garde de 250 hommes aux ordres du commandant Alban Lemaire.

Dans le contexte de cette guerre, concentrer mille hommes était un mouvement important [d'autant moins discret qu'il y avait comme toujours des femmes et des porteurs] et pouvait difficilement passer pour une promenade de routine. Même les mieux intentionnés des Baoni pouvaient se convaincre sans peine que tout cela présageait une offensive vers Baraka, et représentait donc un fait en contradiction flagrante avec les offres de paix. On avait eu raison de se méfier, les pourparlers n'étaient qu'une ruse des Blancs, toujours aussi mal intentionnés! Ajoutons que Sungula présentait un autre aspect tentant: un dépôt de dix mille cartouches. Les Baoni résolurent donc de prendre les devants et de prendre Sungula avant l'arrivée de Lemaire.

Cette attaque ne passa rien au hasard: elle se passa le 4 novembre à 6h30, après que le poste ait été entouré à la faveur d'un épais brouillard

par les révoltes en nombre supérieur. Long, qui n'a pu être renseigné par Stevens, parle dans son rapport à Van Criele, déjà cité, de tous les rebelles (1.000 hommes). Il s'agit sans conteste d'une estimation faite un peu au hasard, car on voit mal comment Stevens aurait pu faire une estimation précise à travers le brouillard épais encore par la fumée de la poudre (la garnison tira toutes ses cartouches). Cependant, il était certainement dans les moyens de Changvu d'aligner autant d'hommes, surtout avec le soutien des populations locales (4). Mais on peut aussi soupçonner Stevens, qui avait été battu, d'avoir voulu mettre en relief la supériorité numérique de l'ennemi...

Lardy, Ardevel et deux cents hommes tombèrent en peu de temps. Schrymmakers (deux fois blessé) et Stevens réussirent à s'échapper en faisant une perinée qui coûta la vie à cinquante autres soldats. Il put rejoindre Lemaire, qui fait un peu figure de Grouchy: il avait annoncé son arrivée pour la veille, mais n'avait pu réussir à faire marcher ses soldats (l'implicite avec les Baoni? Ou *grogné* liée aux éternels retards de soldat et de ravitaillement? Ou la conviction que les champs de bataille ne sont pas des endroits sans à fréquenter?... On ne sait.

La F.P. perdit dans cette affaire deux cent cinquante hommes, deux Européens, une centaine de fusils, tous les bagages et les femmes de la garnison de Sungula.

Plutôt affaibli (on l'a vu par ses lettres) Long regagna Kabambara. Le lieutenant Swensson y avait succombé à la maladie dans la nuit du 12 au 13 novembre, alors que l'on croyait les Baoni encore à sept heures de marche du camp et fut inhumé immédiatement.

Pour ce qui suivit, nous empruntons son récit à Lejeune-Choquet (5): 'Le 13 novembre 1898, le jour même de l'enterrement de Swensson, les reconnaissances signalaient l'approche de l'ennemi. Le soir, vers 11 heures, le lieutenant Sterckx, assurant le service des avant-postes, se laissa aborder par une forte troupe, conduite par le chef N'Gouma. L'officier belge, trompé par l'obscurité, les laissa approcher. N'Gouma déclara qu'il venait faire sa soumission. Le lieutenant Sterckx, trop confiant, accorda alors la liberté aux hommes de N'Gouma qui, à la faveur de l'obscurité, pénétrèrent ainsi dans Kabambara sans donner l'éveil. De son côté, le lieutenant Sterckx, le 14, peu avant le lever du soleil, se replia dans sa demeure, dans la grande maison de l'arabe Abbu-ben-Selim, pour prendre quelque nourriture et faire ses apprêts pour la marche en avant.

Il venait de se mettre à table quand des coups de feu éclatèrent. Entendant cette fusillade, Sterckx regagna dare-dare son poste de combat à l'avant-garde sur la hauteur vers l'Est. Peu après, l'avant-garde reçut l'ordre de se replier par échelon. Le premier peloton, commandé

par le lieutenant Sterckx, se reporta à la hauteur du deuxième échelon où se trouvait Lemaire. Ayant réuni toutes les troupes d'avant-garde, celui-ci donna ordre de se porter en arrière vers le village de F'Arabe Abibu. Pendant cette retraite, le lieutenant Sterckx fut blessé au bas de la nuque par une balle qui l'atteignit du côté gauche et sortit du côté droit. L'officier blessé, accompagné de deux grandes noirs, continua alors dans sa demeure pour se faire appliquer un pansement rapide. J'essortirai peu de temps après suivi de ses deux noirs, mais à ce moment, la place était occupée par les revolvers qui, tout en criant *Kamitien m'arigun* (compagnez le blanc), tirèrent sur lui à bout portant. Sterckx tomba pour ne plus se relever.

Entre-temps, que s'était-il passé à Kabambare? Le matin, à l'heure où les soldats allaient prendre leur repas, retentissant un coup de clairon, c'était le signal de l'attaque par les troupes de N'Gouma. Ceux-ci attaquèrent la place à l'improviste. Les blancs étaient à table, les soldats étaient occupés; les uns achevant leur repas, les autres faisant les paquets de la troupe. Les faïscans étaient formés. Tout à coup l'ennemi apparut et fondit, avec une impétuosité qui aggrava davantage le désordre des soldats pris à l'improviste, et que leurs chefs n'eurent pas le temps de grouper. Chacun se défendit pour son propre compte au hasard des circonstances.

Ce combat extraordinaire dura une heure, après quoi, les soldats lâchèrent pied, les uns après les autres. C'était un sauve-qui-peut général dans la direction de Késsongo.

Le rapport de Long à Dhanis (6) précise: "Ce matin nous avons été repoussés de Kabambare à cause de la trahison des indigènes et des auxiliaires. MM. les lieutenants Rabbeek et Sterckx tués, lieutenant Adlerstrahl blessé (7), sous-officier Van Heek blessé. Peu d'hommes tués... Nous pousserons aujourd'hui chez Mwarabu et demain passerons Luamat. Le F.P. perdit surtout dans l'affaire tout l'équipement concentré à Kabambare: deux canons, des fusils et des cartouches en nombre important.

Dhanis, en proie à un accès de fièvre, dicta le 17 novembre la réponse suivante, qui n'est pas dépourvue d'un certain humour (8): "Fai Phon-neur de vous accuser réception de votre billet du 11 signalant une situation favorable, daté de Kabambare, de votre lettre du 14/11, à 8 heures, annonçant la mort du commandant Swensson et... les Bakusis à 7 heures de marche; de votre billet daté de Muanie Mungumba le 14/11/98, à 2h30, soit 6h30 après, notifiant l'échec de Kabambare.

Vous annoncez votre passage du Luama pour le 15 novembre; il aurait convenu d'y rassembler vos hommes pour faire un passage régulier et garder ce passage. Je vous rappelle que samedi (demain) il y a

accusé. Il faut que celui-ci se fasse pardonner par les chefs et que ses hommes puissent acheter des vivres; à cet effet vous ne viendrez pas... Késsongo immédiatement, mais rassemblez vos hommes et occupez une bonne position défensive (Moina Kwanga, par exemple).

La première chose à faire, c'est de garder Luama.

Le vice-gouverneur général, commandant supérieur (s.) Baron Dhara

Luama était en effet le seul obstacle important entre Kabambare et Késsongo. Du 18 au 20 novembre, les hybrids de Kabambare allèrent à Késsongo, dans un tel désordre qu'il aurait été parfaitement impossible d'envoyer l'organisation d'un quelconque point de résistance sur Luama. C'était à nouveau le sauve-qui-peut, dans le style de ce qui s'était passé après Ekwanza-Long, très démotivés; et le lieutenant Deffhase, blessé, arrivait avec les derniers soldats en retraite le 20.

En fait, les pertes à Kabambare avaient été assez modestes, deux cents morts environ, ce qui ne constituait pas une catastrophe. Mais le moral des soldats était à nouveau au plus bas. C'était de certains officiers ne valant pas mieux, qui parlaient de repli derrière la Lova, ce qui revenait à évacuer le Muanie. Le F.P. s'attendait à voir les Baoni arriver sur les talons des Luvards, habitant un peu dans ses prévisions qu'elles même n'avaient jamais réussi à mettre sur pied une colonne de poursuite un peu conséquente... Ne voyant rien venir, on en conclut comme à l'accoutumée que les revolvers s'étaient arrêtés à Kabambare pour s'y adonner au pillage, et qu'ils s'y vaudraient dans les délices de l'opium. On nous permettra de ne pas comprendre comment le camp de Kabambare, dont on nous dit à la fin d'octobre qu'il y regne la disette, et qu'on n'y trouve plus rien ni à voler ni à acheter, a pu se mener ainsi en jardin des délices...

Il nous faut renvoyer ici aux considérations qui ont été développées, de façon plus générale, dans le chapitre II: les ravages de la guerre en Afrique sont bien plus liés à la destruction de systèmes productifs vivriers, pisciaires et sensibles qu'aux opérations militaires proprement dites.

Dans les régions concernées par les opérations que nous décrivons ici, la saison des pluies va, en gros, d'octobre à mai. Il peut y avoir localement, entre autres dans les monts Muanba ou se trouvaient les Baoni pendant l'année 1898, de courtes pluies sporadiques en septembre, que l'on qualifie parfois de *petite saison des pluies*, ou plus bucoliquement de *pluie des vaches*. Elle provoque une petite repousse dont les tendres bougeons sont très appréciés du bétail au sortir de la saison sèche, et qui permet d'attendre plus facilement la saison des pluies et la repousse proprement dite. La campagne agricole va donc, elle aussi, d'octobre à

maï. Normalement, les gens devaient donc vivre à la fin de 1898 sur des réserves engrangées entre octobre 1987 et mai 1898, et sur les plantes – ou parties de plantes (9) – les plus hâtives de la campagne qui devait aller d'octobre 1898 à mai 1899. Il n'est pas besoin de dire grand chose pour deviner que la campagne 97-98 fut fortement perturbée par les opérations militaires, et qu'un grand nombre de défrichement et de plantations pour 98-99 ne se firent pas. À quoi s'ajoutent, tant du côté gouvernemental que de celui de la révolte, plusieurs milliers de bouches supplémentairement à nourrir : soldats, femmes de soldats, porteurs et réfugiés.

Nous savons par les diaries des missions (10) que la F.P. fit procéder à des achats massifs de nourriture dans le Marungu pour ravitailler Mwa, ce qui veut dire que ce poste était contraint de rechercher sa subsistance dans un rayon de 400 km ! Et ce n'était pas, de loin, le poste le plus peuplé. Même si l'on suppose que les Baoni, ou du moins les paysans des zones où ils se trouvaient, ont mis à profit la période de trêve due aux négociations pour se livrer à des travaux agricoles – possibilité assez réduite puisque cette trêve a eu lieu pour sa plus grande partie pendant la saison sèche – ceux-ci ne pouvaient commencer à porter leurs fruits qu'au début de 1899. Dans les deux années, la disette était donc à l'ordre du jour !

Ajoutons qu'en l'occurrence, ce sont les Baoni qui se sont trouvés dans le rôle de poursuivants qui avait valu à Doornik et à Meyers des moments si pénibles à la fin de 1897. Car la précarité du tissu productif africain a aussi pour conséquence que si une première année peut à la rigueur passer, en dépeuplant les habitants jusqu'à l'os, une deuxième qui se trouve lui courir après ne trouvera précisément que les os à ronger : la où les villages ne seront pas entièrement abandonnés, on ne trouvera que des paysans réduits au plus extrême dénuement par les premiers passants, et qui détiendront leurs dernières réserves avec l'énergie du désespoir. Et l'on finira par se battre pour une poule, par torturer pour connaître la cachette de quelques poignées de farine.

La prise de Kabambara représentait certes un succès militaire, y compris sur le plan des prises de guerre puisqu'il s'y trouvait un arsenal bien garni. Admettons même que quelques Blancs aient laissé derrière eux suffisamment de *mitchet-confort* pour que les Baoni s'adjudgent une solide *tonnue générale* à leur santé. La victoire de Kabambara ne va pas plus loin. Sur le plan du ravitaillement, les Baoni avaient devant eux une zone où la F.P. n'avait rien laissé à acheter ou à voler, et derrière eux un territoire où l'on n'en était qu'aux semailles. Il n'y a vraiment pas de quoi desserrer son ceinturon à la perspective de chaudes ventrées.

On a d'ailleurs trace de heurts violents entre eux et les populations locales, justement à propos du ravitaillement. La F.P. avait déjà pressé

les villageois comme des citrons. Les révoltes entreprirent néanmoins de mener encore quelques gouttes de l'écorce, et ce par des méthodes qui n'étaient guère plus tendres. Il s'ensuivit des escarmouches et de regrettables atrocités réciproques. Dhans In état, peu après la prise de Kabambara, de la présence de *virangozi* (11) et de chèvres que les villageois étalent en train de ramir pour les leur donner. Ce qui semble indiquer que les rebelles devaient, eux aussi, envisager de chercher leur subsistance dans un rayon assez large, puisqu'il y a une centaine de kilomètres entre Kabambara et Inyangi.

La disette, et les risques de saigner définitivement les populations locales qui entraînent les brûlures liées au ravitaillement, finirent par convaincre les Baoni de se retirer de Kabambara, non sans avoir détruit la place. Ils pouvaient estimer qu'avant détruit *le grand camp des Blancs* (12), ils avaient mis la F.P. hors de combat au moins pour un bon moment.

Être errer allant leur être fatale.

XXXXV. Campagne du Nouvel- An 1899. Bwana - Debwwa

Avant midi la dette de Kabambare le 14 novembre 1898, la F.P. fut cependant en mesure d'envoyer, dès le 24 novembre, de reprendre l'offensive. C'était beaucoup plus tôt que ce que les révoltés pouvaient imaginer, et beaucoup d'officiers européens inclinaient plutôt, au lendemain de Kabambare, pour une retraite qui serait rapidement devenue une évacuation de fait de la zone *ambé*.

Il y eut deux causes à cette resurction inattendue.

La F.P., dans son *auto-histoire*, et le Dr. Meyers, dans son livre déjà souvent cité, insistent surtout sur la *rennissée en ordre* du bataillon Glorieux par l'officier-médecin. On se souvient que ces derniers, après Ngweshe, étaient pratiquement devenus des brigands, et que l'Etat-Major ne les considérait plus comme utilisables. Meyers parvint à les reprendre en main, dit la F.P., grâce à sa connaissance de l'indigène dont, depuis le début de son séjour (1), il s'était efforcé d'apprendre les dialectes et d'étudier la psychologie, grâce à son prestige de docteur-guérisseur et surtout celui de combattant dont la bravoure s'était affirmée dans plusieurs combats... (2). Nous avons déjà évoqué par ailleurs les méthodes de Meyers, telles qu'il les a lui-même décrites à propos d'un autre détachement de *fortes têtes*.

Il fut ainsi en état de faire assister ses collègues à un défilé impeccable de huit cents hommes alors que ceux-ci se croyaient totalement dépourvus de troupes, et qu'aurait été la l'origine du brusque revirement qui se manifesta dans le moral et la combativité de la F.P... Ce fait, et l'autre facteur psychologique que constituait le retour de Dhanis, jouèrent sans doute un rôle.

Plus prosaïquement, les troupes de Dhanis virent enfin arriver des renforts, Nons et Bhanes, Le G. G. (H) Wangermée qui se trouvait aux Stanley-Falls, où un important convoi de trente-six agents venait d'arriver, avant pu finalement leur envoyer un peu de monde. A partir de novembre 1898, Dhanis cessa de devoir supplier ses supérieurs de lui envoyer des troupes, encore qu'il ait dû continuer à réclamer pour obtenir des vivres et des munitions.

Il continue aussi régulièrement à administrer au Gouvernement

NOTES

- 1) Nous écrivons *Sungulu* parce qu'il y a en deux batailles et cet endroit. Il signifie bien de la même localité, contrairement à Kayeye I et II de 1895.
- 2) Ce fait n'est aucunement exceptionnel. Dans beaucoup de cas, ce que l'histoire a retenu comme le *nom* d'un chef *particulier* est en fait son titre, et non son nom personnel. Le cas pour Achingetony, l'habitué, assez fréquente en Afrique, de modifier les noms des personnes pour des raisons honorifiques ne simplifie évidemment pas les choses.
- 3) Texte dans Meyers, op. cit. page 215.
- 4) Le chef Sungulu périt également à Bwana-Debwwa. Mais on ne sait si son rattachement à la révolte fut antérieur ou postérieur à la bataille.
- 5) Op. cit. page 106.
- 6) Dans Lejeune, op. cit. page 161.
- 7) Admissible car une fin très possible. Il avait l'épaule fracturée par une balle de si vilaine façon que, de Kabambare jusqu'en Belgique, on n'osa tenter de l'opérer, ce qui lui infligea de véritables tortures pendant plusieurs mois. Il fut soigné à l'Hôpital Saint-Pierre de Bruxelles, puis en Suède et dut subir la résection de l'épaule. Il mourut quelques mois plus tard, peu avant son trentième anniversaire. Leopold II lui décerna la médaille de l'Ordre du Lion, ce qu'il aurait commenté en disant : qu'il avait reçu la même distinction qu'un chef de gare qui avait vu passer un train dans lequel se trouvait un fonctionnaire important (Lejeune, op. cit. page 175). Les vétérans coloniaux ne manqueraient pas de verser cette plaisanterie à l'écologie de la disgrâce de Dhanis, au dossier de l'*ingénieur de Leopold II*.
- 8) Meyers, op. cit. pages 237-238.
- 9) Beaucoup de plantes cultivées en Afrique ont plusieurs parties comestibles, par exemple les feuilles et les racines, que l'on mange à des moments différents.
- 10) Cf. Les diables de SS, Jacques et Lanté de Luskaka, Mphahle, ... pendant les années 1898 et 1899. (Archives des Pères Blancs, Rome, en grande partie repris par les *Chouquiers*).
- 11) L'entre chez dans Meyers, op. cit. page 243. Les *ambwezes* (sw.) cumulent les fonctions de guides, d'éclaireurs, d'ambassadeurs et d'intermédiaires chargés de précéder un groupe (caravane ou armée) en s'assurant la bienveillance des populations dont on traverse le territoire et en négociant gages et rattachement.
- 12) Tous les plans d'offensives, qu'ils soient de l'emp. depuis la fin de 1897, supposent Kabambare comme base de départ.

Général des coups de griffes à propos de son limogement. Voici quelques extraits de la lettre qu'il adressait le 24 novembre au Lt. G. Wangermée: 'La situation est meilleure. Les soldats sont tout à fait revenus de leur démoralisation et sont enthousiastes... Il faudrait cartouches, machettes, étouffes (4) vivres pour blancs et vin (nous n'avons rien) (5) objets de campement, médicaments, etc...

'Le docteur Meyers partira après-demain avec Mr. Brandrup vers Kayombo, et dès qu'il aura des nouvelles certaines qu'il n'y a pas d'avance de l'ennemi par le nord sur Nyangwe (6), il se dirigera vers Luama.

'Des que je serai certain que les révoltés n'ont pas quitté Kabambare... nous prendrons l'initiative peu après, avec Kabambare pour but.

'Le docteur Meyers aura trois cents cinquante à quatre cents soldats, tous bons. Il m'en restera environ cinquante pour mon escorte.

'Je donne au docteur Meyers le poste le plus difficile, parce qu'il est le seul qui connaisse le zanzibarite (7), qu'il est le seul qui possède la confiance des soldats et la mienne.

'J'attends les cartouches, 36.000, pour lui permettre de partir...

'Sans donner tous les détails, je tiens à dire au gouvernement que la situation est meilleure et qu'on peut *commencer à espérer* (5) une solution heureuse.

'Mais les blancs manquent...

'Avant de finir, je ne puis m'empêcher de faire savoir que les blancs, déjà frappés du désastre de Kabambare, sont très peines, presque découragés de voir leurs efforts méconnus, tournés en ridicule par la presse belge, surtout à ce dernier courrier. Je ne parle pas de ma disgrâce, je laisse au gouvernement le soin de sauvegarder ma réputation. Je parle des autres blancs' (8).

Les munitions n'arrivèrent en fait que le 9 décembre, ce qui permit le départ de Meyers et de ses quatre cents hommes. Il atteignit la Luama, qu'il fallait franchir si l'on voulait exécuter l'ordre formel de Dhanis, d'attaquer Kabambare au plus tard le 31 au matin.

Meyers raconte(9): 'La concentration de ces troupes (10) ayant subi quelque retard un nouvel ordre bref et formel était arrivé: *'Côte que coûte, auxiliaires ou sans auxiliaires quand même il faudrait traverser la Luama à la nage, il faut arriver à attaquer Kabambare le 31 de grand matin.*

(Signé) Baron Dhanis'.

Le commandant supérieur avait en effet déjà écrit au gouverneur général: 'J'ai l'honneur de vous faire savoir que je compte attaquer Kabambare le 29 décembre au matin et l'espère pourvoir annoncer sous peu une nouvelle victoire, définitive.

Le vice-gouverneur général,
commandant supérieur,
(Signé) Baron Dhanis'.

'Deux jours de retard déjà! Il fallait se presser.

'J'avais obtenu du commandant supérieur la modification de son plan d'attaque; je savais en effet que l'ennemi avait disposé de nombreux postes de surveillance dans toutes les directions et qu'il serait impossible d'arriver à Kabambare sans donner l'éveil. Il avait été finalement décidé que le baron Dhanis attaquerait Maginba vers 5 heures du matin, le 31 décembre, tandis qu'à la même heure ma colonne attaquerait Kabambare. Sundi devait me servir de soutien et de réserve.

'Il s'agissait maintenant de passer la Luama, très large à cet endroit; les pirogues se trouvaient sur l'autre rive au village de Kibali et les indigènes, qui voulaient rester neutres en attendant, avaient refusé de nous les amener (11). Il fallait aussi se rendre compte de ce qui se passait sur cette autre rive où on pouvait très bien nous avoir tendu une embuscade. Passer la rivière à la nage n'était qu'un jeu pour moi et ne constituait aucun danger mais je ne pouvais à moi tout seul explorer l'autre rive et ramener les pirogues, surtout que le temps pressait; tout le monde protestait de sa bonne volonté, mais par un hasard extraordinaire personne ne savait nager aussi joint; je fins tout de même par trouver quelques hommes pour tenter l'aventure avec moi.

'Vers 3 heures du matin, à la première clarté nous nous mîmes à l'eau à quelques centaines de mètres en amont de Kibali. J'étais avec moi le sergent Mbayat, le caporal Ngabo, le soldat Ambari et mon boy Bangala et nous parvîmes sans encombre sur l'autre rive. Ngabo et Ambari parfis en éclaireurs revinrent bientôt; le village était abandonné et les pirogues n'étaient pas gardées.

'Dès lors, le passage fut facile et ne fut troublé par aucun incident, nous laissâmes sur l'autre rive le peu de bagages que nous avions, ainsi que toutes les femmes. Un détachement resta sur place pour défendre le passage de la rivière et nous avertir en cas de nécessité.

'A une heure après-midi, les instructions étant données, nous commençâmes une marche prudente en direction de Kabambare et déjà nous avions dépassé plusieurs postes de sentinelles que nous trouvâmes inoccupés, lorsque vers quatre heures nous aperçûmes une grande fleur qui s'élevait du côté de Kabambare. La station était en feu. Une halie fut ordonnée et me méfiant des russes de l'ennemi je partis en reconnais-

sabre avec une empouffante de Fkwarigulas; la ville était complètement abandonnée et nous nous rendîmes compte que l'ennemi battait en retraite vers le Sud.

A 10 heures du soir, nous étions tous réunis à la sortie de Kabambare autour de la maison de l'Arabe Habiba. Le plan du commandant supérieur n'étant plus réalisable, il fallut d'urgence prendre une décision. Le commandant Sindi était d'avis d'envoyer un courrier au baron Dhams et d'attendre son arrivée. Je fis observer que nous nous trouvions en plein pays dévasté, que les indigènes avaient disparu, que nous n'avions pas d'abri et pas de vivres et qu'en tout état de cause nous serions obligés de partir à la poursuite de l'ennemi.

Pourquoi alors ne pas partir tout de suite?

— Nous voyons bien qu'il n'y a pas longtemps qu'ils ont quitté les lieux; avec un peu de chance nous parviendrons peut-être à les rattraper, peut-être à les surprendre et à les battre? Je n'ai pas reçu l'autorité suffisante pour donner des ordres au commandant Sindi, mais je déclare qu'après avoir accordé quelque repos à mes hommes, je me mettrais en route cette nuit même et je prie le lieutenant Delhaise de m'apporter son concours et celui de son détachement. Le lieutenant Delhaise acquiesça aussitôt et Sindi également s'engagea à nous suivre.

Après avoir envoyé un courrier au commandant supérieur, je réunis les soldats et leur expliquai la nécessité d'une poursuite immédiate. Ici nous ne trouverons pas de vivres, les révoltes ont tout saigné; si nous les poursuivons tout de suite nous avons beaucoup de chances de les rattraper car ils ne sont pas loin, si au contraire nous leur laissons prendre de l'avance qui sait jusqu'où il faudra les poursuivre? Mieux vaut marcher quelques heures de plus aujourd'hui que de devoir faire de nombreuses journées de marche à partir de demain. Et si nous les rencontrons, n'oubliez pas tout le mal qu'ils vous ont fait; vos camarades tués, vos femmes volées, vos arrières de soldat, toutes vos fatigues, toutes vos misères. Nous nous réimposons bientôt en route, sans aucune protestation de la part de nos soldats; nous avons adopté le même ordre de marche; avant-garde composée des anciens soldats de Glorie et de Doornik sous mes ordres, puis le détachement Delhaise, puis la colonne Sindi.

Depuis huit heures du soir tombait une de ces pluies denses et tenaces qui au bout de quelques minutes ont rendu illusoires les meilleurs pré-servatifs; ni les blancs ni les soldats n'avaient rien pour se couvrir, tous nous grelotions et on pouvait entendre claquer les dents. l'horreur des nuits pour l'humanité surtout dans l'obscurité se traduisait par des plaintes sourdes et lamentables; de temps en temps un cri étouffé signalait la rencontre d'un cadavre, femme empalée, boy mutilé, indigène massacré, gisant dans la boue du chemin. Heureusement celui-ci était bien

tracé par le passage de la multitude qui quelques heures auparavant l'avait foulé et dans une marche précipitée. Nous avançons avec la plus grande prudence ne laissant aucun coin inexploré. J'étais en tête avec mes meilleurs soldats; tout à tour Panda, Mbayat, Ngabo, Mahli, Bissembé, Eyete, Sandy, Mchengi (et tant d'autres dont le nom mérite d'être rappelé), disparaissaient pour explorer les deux côtés de la route; lorsque vers 6 h. 30 du matin Panda qui venait d'escalader une colline se replia précipitamment. Ils sont là, me dit-il, de l'autre côté de la colline au village de Bwana Deba. Forderungai ha hadte aussitôt en recommandant une nouvelle fois le silence le plus absolu, puis en compagnie des sergents Panda et Bissembé et avec mon boy Kamelété j'allai explorer les lieux; la pluie avait cessé de tomber et nous pûmes très bien nous rendre compte des positions occupées par l'ennemi.

Après avoir donné à chacun les instructions nécessaires, je commençai l'attaque vers 7 heures du matin, et quelques heures après j'eus le plaisir d'envoyer au commandant supérieur le rapport suivant:

Avant de laisser se poursuivre le récit de Meyers, il nous semble utile de faire remarquer qu'il cite d'abord son rapport officiel à Dhams, avant d'évoquer des souvenirs plus personnels. Le texte de son rapport, qu'il cite dans plusieurs de ses écrits, est toujours demeuré constant, et remonte donc probablement bien à un original écrit peu après les événements. La part d'affabulation que peuvent receler ses souvenirs personnels est évidemment plus difficile à déterminer.

Voici tout d'abord le rapport (12): *J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que nous avons quitté Kibadi le 30-12-58 à 1 heure de l'après-midi. Vers 4 h. 30 nous avons reçu la nouvelle que l'ennemi, après avoir incendié Kabambare avait pris la route du lac Tanganyika. Nous déclarâmes immédiatement de nous mettre à sa poursuite; vers 10 heures du soir toute la colonne était réunie à Kabambare et à minuit nous nous sommes mis à la poursuite des rebelles.*

A 6 h. 30 du matin nous sommes arrivés à proximité du village de Bwana Deba et on se trouvait en les sommets que nous avons attaqués vers 7 heures.

La position occupée par l'ennemi était bien choisie et se composait de deux grands camps dans le village même, dont les maisons incendiées formaient bonnet, et de dix camps plus petits situés sur les collines en arrière du village. La colonne que j'avais sous mes ordres formait la colonne d'attaque; au centre mes anciens soldats et ceux du lieutenant Adlerspäthler; à l'aile droite les anciens soldats du capitaine Glorie, à l'aile gauche les soldats de Kabambare sous les ordres de M. Delhaise.

La colonne du commandant Sunde formait le soutien et la réserve.

L'ennemi, surpris d'abord par nos premiers coups de feu opposa une résistance acharnée, mais grâce à l'élan admirable de nos soldats, parfaitement entraînés par les blancs, l'arrimage se dessina bientôt de notre côté.

Vers 9 heures, notre aile droite après avoir rejointe l'aile gauche de l'ennemi commença à contourner sa position, des lors la victoire était à nous; le combat dura une demi-heure encore et bientôt les révoltés se débâtlèrent dans toutes les directions; Je me suis eux immédiatement à la poursuite avec une centaine de Likwängidas et une trentaine d'Azandés. La poursuite faite avec un acharnement sans pareil par nos soldats enthousiasmés nous amena jusqu'à la Labundoi que les révoltés étaient en train de traverser dans le désordre le plus complet. Quelques salves tirées dans ces bandes amenèrent une panique épouvantable, un bon nombre de fuyards succombèrent sous nos balles dans cette fusillade à courte distance; beaucoup, renversés dans la rivière y trouveront la mort, les autres se sont dispersés à la débâttante sur les deux rives de la Labundoi.

Il était 11 h. 30 du matin, impossible de faire une plus longue poursuite; les soldats sur pied depuis 24 heures à peu près étaient harassés de fatigue et mouraient de faim.

Les révoltés étaient très nombreux, il est impossible de faire une évaluation quelconque; leurs pertes ont été très fortes et peuvent être estimées à 150 morts, sans compter les nombreux blessés, il y a aussi beaucoup de blessés. Le principal chef Piani Kandolo a été tué, Mtonie Pore aussi, parait-il (13).

25 drapeaux ont été pris à l'ennemi, beaucoup d'effets de blancs ont été repris ainsi qu'un grand nombre d'outils, etc... provenant du pillage de la station de Kabumbare. Malheureusement assez peu de fusils ont été trouvés, les révoltés se battant à 2 ou 3 pour un Albin; quant aux cartouches, on a trouvé sur les morts des cartouchières vides, d'autres contenaient 9, 11, 15 cartouches. Une cartouchière appartenant probablement à un chef contenait 72 cartouches. On a trouvé également un grand sac contenant plusieurs centaines de cartouches Albin.

Un grand nombre de femmes ont été faites prisonnières; d'après elles l'intention des révoltés était de traverser la Laama à Kayengere pour se diriger de là vers Kisongo et Neangue (14).

Quant aux pertes subies de notre côté, elles sont assez fortes; nous avons à regretter la mort d'une quarantaine de nos braves soldats, il y a plus de 80 blessés.

Les blancs ont fait preuve d'un courage et d'un sang-froid au-dessus de tout éloge; j'ai l'honneur de signaler tout particulièrement la brillante conduite du lieutenant Delhaise dont l'énergie et l'exemple en entraînant ses soldats ont sauvé l'aile gauche fortement menacée.

Je rends aussi un juste hommage à la bravoure de nos anciens soldats provenant des colonies Deoome et Glorie; ils ont été admirables, les vaincus aussi se sont très bien comportés. Kibangula et Peropi méritent d'être signalés.

Je me permets de vous rappeler, Monsieur le Commandant supérieur, les circonstances particulièrement difficiles que nous avons eues ontres, et j'espère que vous voudrez bien insister auprès du gouvernement pour que les récompenses demandées pour nos soldats soient accordées.

Le commandant de la colonne,
Signé) Docteur Meyers.

Dans les souvenirs personnels qu'il ajouta à posteriori, Meyers va lever un livre derrière lequel d'autres, tels Lejeune, ne vont pas manquer de courir avec enthousiasme (15). Je n'ai pas relaté dans ce rapport un incident qui m'est arrivé personnellement. Vers le milieu du combat, l'ennemi ayant apparemment abandonné ses positions dans le village pour continuer sa résistance sur les collines environnantes, je décidai de faire enlever une petite hauteur qui dominait dangereusement notre gauche et pour plus de sûreté je voulus donner verbalement au lieutenant Delhaise des ordres à cet effet. Je me trouvais alors à l'entrée du village avec quelques-uns de mes plus dévoués soldats; Delhaise devait se trouver à deux cents mètres environ à ma gauche et pour le rencontrer plus vite je n'avais qu'à traverser le village que je croyais entièrement évacué. Je pris avec moi un clairon et une dizaine de soldats, et suivi de mon boy Kametele, j'avais déjà fait la moitié du chemin, lorsque brusquement une fusillade nourrie partit de quelques maisons à moitié démolies devant lesquelles nous devions passer. C'était un parti de révoltés qui s'y était blotti, pour, à un moment donné, tenter une diversion par surprise. Dès la première décharge, la plupart de mes hommes étaient tombés. Instinctivement, guidé par le sang-froid que donne la rude discipline des nerfs acquise par le danger constant, j'avais bondi dans une des hautes qui faisaient face à celles occupées par l'ennemi et me préparai à la résistance. Mes moyens étaient très limités, comme autres j'avais mon fusil de chasse chargé à balles et mon revolver. Deux soldats, le Haousa Sandy et un Alabuta étaient restés avec moi, les autres avaient été abattus, ainsi que le clairon; mon boy Kametele avait disparu.

Un moment les révoltés furent indécis, mais bientôt plusieurs d'entre eux sortirent de leur refuge et l'arme à la main s'avancèrent vers nous. Je visai soigneusement et lâchai mes deux coups, la charge se répandit à merveille et plusieurs ennemis furent touchés, de leur côté mes deux soldats avaient abattu leur homme. Si les révoltés avaient poursuivi leur

était fait de nous, mais ils rentrèrent dans leur abri pour continuer à tirer sur nous au jugé. Notre position semblait désespérée. Delhaise ne pouvait s'en apercevoir et j'avais peur d'espérer d'être secouru à temps. Pendant quelques secondes je me crus perdu; j'avais l'impression que la mort allait me perdre la partie au moment où je pouvais la croire gagnée. En même temps, comme dans un éclair, j'entrevis mes amis, jouissant tranquillement de leurs aises respectives et recevant, avec quelle dédaigneuse commisération... la nouvelle de mon trépas.

«Qu'avais-je besoin de me mêler de tout cela?»

«Cependant les coups de feu continuaient, moi-même je ne tirais pas, mes ballettes ne pouvaient faire effet utile qu'à quelques mètres de distance. Soudain le soldat Ababua se rapprocha de moi pour me crier que ses cartouches étaient épuisées et que Sandy venait d'être tué. Pauvre brave Sandy! Je songeais déjà à la dernière balle de mon revolver (16) même temps des coups de feu retentirent derrière moi et je vis bientôt apparaître Kametele qui en toute hâte avait rallié quelques soldats et arrivait à la rescousse. Il y avait là le sergent Basembele, le sergent Ewete, quelques Babuas, qui dans une charge furieuse emportèrent la retraite des rebelles et les exterminèrent jusqu'au dernier. Hélas! ce ne fut pas sans des pertes cruelles. Basembele et Ewete avaient été tués ainsi que deux soldats, d'autres étaient blessés plus ou moins gravement; Kametele avait une balle dans le bras et moi-même j'avais une éraflure au genou.

«Entre-temps le lieutenant Delhaise avait de lui-même exécuté le mouvement nécessaire et l'ennemi continuait à piler.

«Je parvins encore à participer à la poursuite, malgré la fatigue, la faim et la soif. Je me souvins en rentrant qu'en traversant le village j'avais aperçu à côté d'autres, un cadavre qui semblait être celui d'un blanc et je tâchai de le retrouver, mais ce fut en vain, il avait disparu. Je n'aurais plus qu'à rejoindre mes camarades, à les remercier, à les féliciter, mais... la loque humaine était vaincue, les forces m'abandonnèrent et pour plusieurs heures je sombrai dans le néant.

«Le jour, on s'en souvient, a fait un sort à ce fameux cadavre, entrevu par le docteur pendant la bataille, et en a fait le prétexte à des spéculations sur d'hypothétiques interventions extérieures (cf. note 1, alibi de subversion au Congo). Les chroniqueurs de la F.P. se bornent à reprendre le récit officiel du rapport, et ne font plus état de ce fameux cadavre blanc.

Il est arrivé plus d'une fois que la satisfaction des soldats victorieux les mène à apprécier leur victoire avec un optimisme que la situation ne justifie nullement. Ainsi nous paraît-il utile de citer quelques avis, quant à la signification de Bwana Debswa.

Meyers (17): «Nous avions rejoint le Baron Dhambis à Kabambare, grâce à son énergique impulsion, à sa parfaite connaissance du pays, à la confiance qu'il inspirait aux noirs. Les revers de Simgula et de Kabambare étaient réparés; les rebelles avaient subi un échec grave, non seulement par suite des pertes en matériel et en hommes, mais surtout à cause de l'émoussissement de leur prestige; désormais leur cause était perdue aux yeux des Arabes et des indigènes, de plus les grands chefs avaient disparu, car outre ceux renseignés dans mon rapport, Bwana Debswa, Simgula, Funki Ali, Djangi et quelques autres moins importants avaient été tués et emportés par leurs hommes.

«Malgré tout, la situation n'était pas brillante et le commandant supérieurement l'envisageait avec inquiétude; les étoffes pour payer les soldats n'arrivaient toujours pas, le pays ravagé par les rebelles avait fourni toutes ses ressources, les blancs eux-même se trouvaient dépourvus de tout. A leur tour, les troupes de l'Etat étaient dans l'impossibilité de poursuivre leurs succès; blancs et soldats étaient harassés de fatigue et de misère, tous les bagages étaient restés en arrière, les indigènes qui s'étaient enfuis n'osaient pas reparaitre de peur de représailles; en attendant, pas de porteurs, pas de vivres. Il ne fallait pas songer à attaquer les rebelles dans leurs repaires avant d'avoir rétabli les routes et rétabli les relais de portage et de vivres.

«A tout prix, il était nécessaire de ramener la confiance; résolument le commandant supérieur se mit à l'ouvrage; grâce à la coopération du lieutenant Delhaise, qui avait mérité dans la région le surnom de Bwana Mzuri (18) les relations avec les indigènes furent reprises en quelques heures de temps et bientôt on vit apparaître de petits convois d'indigènes apportant des vivres; après quelques jours les marchés reprirent et bientôt disparaît tout au moins la crainte de la famine.

«De son côté, Dhambis écrivait au C. C. le 5 janvier 1899 (19): «Mon-sieur le Gouverneur général,

Fait l'honneur de vous envoyer sous ce pli:

1° L'ordre pour l'attaque de Kabambare;

2° L'annexe qui donne la situation de la colonne; les pertes et les prises;

3° Le rapport du docteur Meyers commandant la colonne d'attaque;

4° Le rapport du commandant Soudi.

«Ainsi que le gouvernement le verra (par ce dernier rapport) l'ancienne colonne Le Maire s'est conduite d'une manière déplorable,.....
J'espère que le gouvernement tiendra compte des propositions faites pour

les soldats, beaucoup de ces soldats ont accompagné le capitaine Boonme et le capitaine Glorie et ont déjà été proposés. Après avoir assisté aux combats de Boko et de Piam Kikindu où il y a eu des pertes énormes. Ils assistent à la prise de Kabambare; d'autres ont fait partie de l'expédition Glorie, puis ont assisté à la prise de Kabambare; tous sont très peines de ne pas avoir reçu les médailles militaires pour lesquelles ils ont été proposés.

Je tiens aussi à attirer l'attention du gouvernement sur le rôle des autochtones et des indigènes.

Je n'ai pas le temps pour le moment de tout détailler au gouvernement mais je crois de mon devoir de faire remarquer qu'il serait nécessaire de désigner un successeur pour le commandement supérieur, successeur qui puisse se mettre au courant et qui puisse avoir la confiance du pays. Je suis que le gouvernement n'admet pas l'influence personnelle, mais elle s'impose inévitablement par la manière de conduire les soldats, les indigènes et les auxiliaires.

Personnellement je n'ai jamais eu de problèmes avec eux, je pars, la politique change; une colonne (la colonne Svensson) en contact avec l'ennemi, recule par ordre, des négociations sont entamées avec les révoltés... le pays se soulève. Évidemment la question personnelle n'y est pour rien, mais pour gouverner ce pays il faut connaître les mœurs du pays, l'histoire du pays, l'importance des chefs; il faut savoir conduire les soldats, il faut savoir les faire patienter quand on ne peut payer leur solde, etc... ainsi pour le moment beaucoup de soldats ont sept mois d'arriérés de solde. Les soldats de Glorie, excellents tant qu'il a été présent, ont été mal conduits après et sont devenus de véritables brigands... avec le docteur Meyers ils sont devenus les meilleurs soldats. Il faut ici des officiers sérieux, connaissant la langue et ayant de l'expérience; le meilleur officier d'Afrique ne vaudrait rien sans l'expérience.

J'attends toujours des nouvelles...

J'insiste encore pour que le gouvernement n'oublie pas le docteur Meyers, M. Delhaise, M. Bernard, M. Tandrup de la colonne d'attaque, le commandant Simdi, M. Myhre et les autres blancs. Les officiers qui servent avec moi sont découragés de s'exposer, de se distinguer, sans que leur prouesse soit reconnue par le gouvernement.

Le vice-gouverneur général,
(Signé) Baron Dhannis.

Les historiographes de la F.P. (20) sont plus licoungues: Les descendants de Kabambare et de Sungula étaient particulièrement réparés et la menace sur le fleuve écartée, mais la campagne n'était pas terminée. Si les révoltés étaient une fois de plus vaincus, ils n'étaient toujours pas détruits. Les vainqueurs avaient été très éprouvés. Voici comment

Meyers, arrive à la fois son récit et son livre (21): Pendant quelque temps la situation ne changea guère; le peu de ressources qui existaient encore s'épuisèrent peu à peu, il n'y avait plus une chèvre à trouver, plus une poule; les vivres pour mois allaient bientôt manquer aussi; c'était la misère absolue, même les singes restaient hors de portée.

Succèsivement le capitaine Rue et le commandant Simdi, souffrant tous deux de dysenterie, avaient dû descendre; à part le lieutenant Delhaise dont l'influence sur les soldats Bahabas était très grande, les autres blancs n'avaient guère d'autorité sur la troupe. Toute la besogne tombait sur les épaules du commandant supérieur. Quant à moi c'est à grand peine que j'aurais pu revenir de Bwana Dewa; mes pieds étaient atrocement meurtris et la blessure que j'avais au genou s'était envenimée par le froissement, la transpiration, la poussière... depuis que j'étais rentré à Kabambare je n'avais pas su me relever, les fatigues et les misères subies avaient provoqué une infection générale se manifestant surtout par une dermatite aiguë me rendant la marche et même la station debout impossibles.

D'autre part je subissais la réaction inévitable des angoisses et des tracas endurés les jours précédents; ma responsabilité avait été énorme; sachant fort bien qu'un échec de ma part devant amener un effondrement complet, je n'avais pas eu une minute de repos; ni pendant le jour où le moindre obstacle surgit au détour du chemin pouvait être l'embûche capable de provoquer la catastrophe, le plus petit incident. L'été elle pouvait allumer l'incendie, ni surtout pendant la nuit où pendant des heures interminables une vague rumeur, un bruit insolite me précipitaient debout dans l'anxiété redoutable de l'attente.

Journellement le baron Dhannis et le lieutenant Delhaise venaient une ou plusieurs fois me reconforter par leur visite; constamment j'avais à côté de moi de nombreux soldats qui venaient écouter mes histoires et recevoir mes conseils. Pourtant mon état de santé ne s'améliorait pas, il fallait songer à descendre vers le Bas, et du reste la fin de mon terme de service était proche. Il ne fut pas facile de faire comprendre à mes soldats que nous devions nous séparer, ils me déclaraient qu'ils m'avaient promis obéissance mais qu'ils ne voulaient pas d'autre chef; il fallait leur l'autorité du commandant supérieur pour leur faire entendre raison, et aussi la promesse que désormais ils formeraient sa garde personnelle.

Impossible de dire que je quittai mes compagnons et principalement mon chef avec le regret poignant des heures inoubliables que nous avions vécues ensemble; sur mon passage au sortir de la ville se trouvaient affligés mes braves soldats qui pour la dernière fois me rendaient les honneurs; je ne sais quels sentiments on aurait pu trouver dans leurs yeux,

mais les yeux qui me regardaient passer semblaient bien tristes! Pour moi... ce fut un attachement.

Quelques semaines plus tard j'arrivai à Boma: je ramenaï trois Haoussas, seuls survivants de la belle troupe qui trois ans auparavant avait quitté la ville sous les ordres du commandant Lange (22).

Il est probable que Meyers a raison en ce qui concerne l'attitude des chefs coutaniers. Ceux-ci n'avaient que fort rarement eu une sympathie réelle pour les Baoni. Et il n'est donc pas étonnant qu'ils aient éboïsi de retourner dans le giron de l'É.K. dès qu'il fut évident que les Baoni n'étaient peut-être pas absolument les plus forts dans cette guerre. Mieux valait l'alliance lointaine de Leopold II que des allies aussi encombrants que les révoltes.

Que les marchés se soient réouverts dans une région qui avait cessé d'être troublée par les opérations militaires n'a rien de miraculeux: il faut bien vivre. Sans doute les marchés auraient-ils connu la même réversion sous les Baoni s'il était advenu que ceux-ci remportent la victoire.

La perte, même de deux cents hommes ne représenterait pas non plus un coup mortel: les Baoni se montrèrent encore capables de mettre sur pied des colonnes de plusieurs milliers d'hommes après ce désastre.

Au fond, le coup le plus dur qu'ils subissaient était, comme d'habitude, la perte d'un certain nombre d'armes et de munitions difficiles à remplacer. La F.P. fut étonnée, comme à l'ordinaire, de la *mort des princes* *par chef*. Nous avons déjà dit pourquoi la mort de Minie Pore beaucoup plus tôt, à Kisenge/Walola, nous semble plus vraisemblable. Bwana Debwa et Singula étaient des chefs coutaniers ralliés à la révolte et servant d'auxiliaires aux Baoni. Djangi et Pindji Ali sont tout au plus des *nyampana* de seconde zone. La mort de Prani Kandolo, chef suprême, était, elle, un coup réel. Encore faut-il remarquer que l'élection de ce chef était assez récente. Kalkula n'est pas cité, et l'on s'accorde sur la date du 12 octobre 1899 pour celle de Changulu.

NOTES

1) Des tentatives furent faites pour l'expédition Dhaous, ils s'étant mis très tôt à *planifier* le *swabali*. Le long voyage en bateau vers le *Haut* Inssan des boïses - parce qu'on lui avait dit que cette connaissance serait un argument en sa faveur.

2) F. P., op. cit., page 444

3) Bien qu'il soit toujours fondé à se demander si la *connaissance de Fintigane* chez les chefs de la F. P. était toujours aussi excellente qu'on s'en vante, il est un fait que, par rapport à la moyenne de la littérature de l'époque, les écrits de Meyers lui sont parer plus de sympathie pour ses hommes, qu'il cite assez fréquemment par leurs noms.

4) On n'avait donc toujours rien pour payer la solde des hommes, ni pour acheter de la nourriture aux villageois, s'ils en trouvaient.

5) Souligné dans le texte.

6) N'importe, capitale de la zone arabe, semble jouer ici un rôle aussi obsessionnel que Ngamini, capitale de Ngonjo Luete, après la révolte de Lulubungu.

7) Le *swabali* grammatical, parle à la côte Est de l'Afrique et dans les îles.

8) Texte de la lettre d'après Meyers, op. cit., page 255.

9) Meyers, op. cit., pp. 266 à 271.

10) Évidemment plus de 1.000 soldats et 500 auxiliaires.

11) L'an rare Aderi à passer l'eau est une obligation coutumière.

12) Meyers, op. cit., pages 271 à 274.

13) Nouvelle probablement fautive (cf. supra).

14) On peut se poser des questions sur la sincérité de cette assertion, puisque les Baoni allaient vers le Sud. Elles ont très bien pu comprendre ce qui fera plusieurs années interogateurs, ou avoir soigneusement menti pour protéger leurs hommes.

15) Meyers, op. cit., pages 274 à 277.

16) Au suicide pour ne pas être pris vivant.

17) Op. cit., pages 277 à 279.

18) L'excellent maître (Note de Meyers).

19) Dans Meyers, op. cit., pages 279 à 282.

20) F. P., op. cit., page 451.

21) Meyers, op. cit., pages 282 à 284.

22) Sur trois cents au départ (F. P., p. 460). C'est exemple est souvent cité pour montrer la gravité des pertes de la F. P. Il est un peu exagéré: les Haoussas, et autres mercenaires étrangers furent souvent particulièrement visés par les révoltes.

XXXVI. La fin

La F.P. ne put exploiter immédiatement son succès: une pause de rééquipement s'avérait nécessaire (1). Si elle reconnaît volontiers pour elle-même les arrêts d'opération dus à ce genre de contrainte, elle ne songe jamais à appliquer la réciprocité aux Baoni: ceux-ci s'arrêtaient jamais, à l'en croire, que pour piller, raptiller ou se disputer...

Les révoltés se retirant vers Baraka, le commandant Heeg (Mroa) put installer deux cent cinquante, puis trois cents hommes à Mifusho et Sungula. Dhanis transféra son OGI à Mifusho et réunit dans la région près de mille hommes, dont sept cents furent chargés de fortifier Sungula.

Signalés le 19 juillet 1899 sur la Luama, les Baoni attaquèrent Sungula le 20. La F.P. estime avoir eu deux mille cinq cents hommes en face d'elle. L'assaut dura de sept à neuf heures et les révoltés n'arrivèrent jamais à moins de vingt mètres de la palissade: laissant plus de trois cents morts sur le terrain. Une sortie du commandant Hennebert les repoussa au-delà de la Luama. Dhanis, de son côté, dut repousser une faible attaque à Mifusho. La F.P. n'eut sur la journée du 20 que vingt-cinq tués et quatre-vingts blessés. La disproportion des pertes n'est pas aussi énorme qu'il paraît. Une attaque frontale contre une position fortifiée, comme ce fut le cas à Sungula II, coûte toujours terriblement cher, dit-on vainement. La F.P. tira plus de 18.000 cartouches sur cette seule journée, qui aurait pu occasionner des dégâts bien plus considérables aux Baoni.

Le lendemain, après cette tempête, le calme avait repris: les oiseaux, revenus de leur effroi, volaient dans les branches. Les vautours, ces surviveurs de la mort, arrivaient de partout: des myriades d'insectes tournoyaient dans l'odeur du sang. Déjà Sawasawa, petit chef des environs, et ses hommes, promus au rang de fossoyeurs enterraient les cadavres ennemis là où ils étaient tombés. Charles Lalleux, notre camarade, circulait sur le terrain du combat. Il avait avec lui un caporal noir. Ils allaient, curieux. Tout à coup Lalleux s'arrête devant un cadavre, étendu sur le dos, les bras en croix, la face vers le ciel. Le caporal croyant lire une interrogation dans les yeux de son chef fait quelques pas vers le corps puis saisissant entre deux ongles de son pied nu la lèvres supérieure

du mort il la souleva et examina ses dents et la manière dont elles sont lincées. Ensuite, refermant cette poche avec le bout d'un couteau de rabatère rabattu et regardant l'alcove: "En Akubusa, dit-il avec placidité" (12). ("C'est sur ce genre de constatations que se basent le plus souvent les identifications de la F.P., qui elles soient individuelles ou ethniques).

Heeg fut chargé d'attaquer en direction de Baraka et Uvira. Il quitta Abou le 14 septembre avec 250 hommes qu'il décrit ainsi: "Ces soldats bien disciplinés portaient seuls, sans femmes, enfants ni serviteurs, formant une colonne mobile et légère; la discipline y était parfaite et sa cohésion en nous absolue" (3).

A Sungula, s'ajoutèrent Henebert et 450 hommes, ainsi qu'un lieutenant, le lieutenant Verhellen et 180 soldats. Aussitôt des différences de statut entre les différents groupes apparurent. Malheureusement, il fut impossible de décider les troupes du quartier général à voyager sans leurs femmes, leurs familles et leurs boys. "C'étaient huit cents bouches inutiles qui, ajoutées aux deux cent cinquante porteurs, allaient former un formidable impédimentum et allonger extraordinairement la colonne, marchant à la file indienne à travers les sentiers de brousse" (4).

L'expédition quitta Sungula le 28 septembre. Conséquence possible du mécontentement des soldats frustrés, Joubert note le 8 octobre: "On dit que le Commandant aurait eu en route une cinquantaine de déserteurs" (5).

Le Tanganyika fut atteint le 6 octobre et la Mutambala passée le 8. Les feux de l'avant-garde dominèrent l'alcove aux Baoni de Baraka, qui attaquaient. Les éclaireurs de la F.P. durent se replier sur le gros, dont la contre-attaque força les rebelles à faire retraite à leur tour vers le camp de Baraka, où on estime qu'il y avait environ quinze cents hommes. Heeg les suivit et fit ouvrir le feu à deux cents mètres de l'ennemi. Les feux de salves firent de considérables dégâts. Les Baoni finirent par décrocher et fuir vers la montagne. La F.P. eut dix-huit morts et vingt-sept blessés. On retrouva 54 Baoni morts. Les prises de matériel se réduisirent à 14 Albin et très peu de cartouches car, dit Heeg (6): "Les femmes se tenaient derrière eux, enlevant les morts et les blessés aussi-tôt qu'ils tombaient; leurs fusils et leurs cartouchières étaient également emportés".

Le 9 et le 10, la F.P. trouva à plusieurs reprises sur son chemin les cadavres de Baoni blessés ayant succombé. Le 11 au soir, elle campa à Kaboge. Des chefs indigènes (dont l'identité n'est pas autrement précisée) avertirent Heeg d'une attaque imminente de Changuvu, à la tête de deux milliers de Baoni. On veilla en vain et à l'aube du 12 on se mit à

faire les bagages. "C'est à ce moment que surgit un homme apportant des débris des montons et quelques autres comestibles choisis. Changuvu comptait que l'arrivée de cette nourriture, alors que les soldats étaient à la portion congénue depuis dix jours, survenant de plus au moment où la F.P. pliait bagages, créerait un désordre favorable à l'attaque. Il avait en même pris les régiments à revers en passant par le lac. Le désordre espéré ne se produisit pas. Sans doute les officiers curent-ils des soupçons. Tant de nourriture, restée dans les parages de la F.P. sans avoir été pillée ou *requintonnée*, ne pouvait provenir que du camp des rebelles.

Quand Changuvu lança son attaque, il trouva donc la F.P. prête et disposée en ordre. Une ouverture que celui-ci présentait n'étant qu'un piège; elle dissimulait Verhellen et ses 180 soldats, agroupés dans la brousse, qui firent une véritable heccombe de la vague d'assaut Baoni. Changuvu tomba percé de cinq balles. Ses camarades voulurent l'enterrer. Heeg (7) raconte: "Mais le lieutenant Henebert qui a vu le mouvement et qui veut nous donner la certitude de la mort du chef actuel de la révolte, s'avance avec ce calme et cette joie bravoure qui ne le quittent jamais, la cigarette aux lèvres, la badine à la main, la seule arme qu'il ait jamais portée au combat, pour arracher à Changuvu ses insignes de chef et faire enlever son corps. Celui-ci se souleva, il entendit les discussions des hommes au sujet de son identité et, s'adressant à Henebert: "Oui, je suis Changuvu, dit-il à l'homme aux trois yeux que vous m'avez tué". Il reomba, il était mort. Il fut enterré dans le sable de la rive. Cet homme était, depuis la mort des premiers chefs, l'âme de la révolte. C'était lui qui, cette fois encore, avait arrêté les fuyards, leur avait insulté son ardeur qui ne faiblissait jamais, et leur avait promis une victoire qui allait se transformer en défaite définitive". Compte tenu des notions sommaires réunies sous le nom de *psychologie des Noyés* qui constituaient le fonds de la pensée coloniale, et suivant lesquelles l'Africain est par essence versatile, facile à s'enthousiasmer ou à se décourager, il faut vraiment que Changuvu ait eu une personnalité hors du commun pour que ses ennemis aillent jusqu'à reconnaître son ardeur qui ne se démentait jamais".

Outre leur chef, les Baoni perdaient cent quinze morts et vingt-six fusils. La F.P. eut dix-sept morts et une quarantaine de blessés.

On ne sera pas étonné d'apprendre que la F.P. a, une fois encore identifié parmi les morts les quatre chefs principaux (8). Ce renseignement doit provenir de Heeg car on le retrouve textuellement chez Joubert, étant une lettre que le P. Schnitz avait reçue du commandant (9). Le jeune Choquet (10) cite notamment Changuvu, Piani Mzungu et Kahkula.

XXXVII. Autour d'une reddition

Quelques récits populaires mettent en doute la mort de Changuru. L'agoussant si pressé de s'identifier auprès d'Hennebert serait alors un autre révolté, soucieux jusqu'au dernier souffle d'assurer la fin et la sécurité de son chef et se faisant passer pour lui. Il n'existe pas de preuves du contraire, mais on aura reconnu quelques-uns des poncifs qui se rencontrent un peu partout lorsque les récits populaires se mettent à empoigner le héros qui ne meurt jamais. La mort édifiante du fidèle compagnon et l'enthousiasme absolu, jusqu'au-delà de la mort ou presque qu'inspirent à la fois le Héros et la juste cause qu'il défend.

Les faits dont nous sommes sûrs sont pourtant déjà suffisamment épiques: le dernier chef mourut face à l'ennemi, percé de balles, défilant dans un dernier souffle l'officier colonial et sa bandini, et fut enterré on ne sait où dans le sable du lac qui l'avait sans doute vu naître... Un romancier aurait difficilement inventé mieux!

Kalukula fait par contre problème: il est encore mentionné par les traditions des Twa sous dépendance Hande recueillies par Schumacher, dont tout indique qu'elles se rapportent aux Baoni en retraite après Kabogo.

Dhanis regagna l'Europe le 4 juillet 1900, laissant le commandement de la P.O. à l'inspecteur d'État Matthey. La F.P. recoupa ses différents points d'appui dans la région des Grands Lacs (Uvira, Lubirizi, Cyanguu, Nyakagunda) à la fin de 1899 et au début de 1900.

Des bandes assez mal organisées de Baoni harcelèrent les parages du lac Kivu. Ils firent attaques et battus le 31 juillet 1900 par le capitaine Poortmans, qui fit septante-cinq prisonniers. Un groupe se rendit au commandant Anderson près de la Luama au début de 1901. Ils possédaient encore une centaine de fusils. Mais la partie la plus importante des révoltés se réfugia en AOA.

NOTES

- 1) F. P., op. cit., page 451.
- 2) Hennebert G., dans *Les vétérans coloniaux*, novembre 1954, page 3.
- 3) Heug (ed): *Une campagne africaine*, dans *Le Mouvement Géographique*, 7 septembre 1902, colonne 430.
- 4) *Ibidem*.
- 5) Joubert, E-18 1899/19.
- 6) Heug, op. cit., col. 430.
- 7) *Ibidem*.
- 8) F. P., op. cit., page 457.
- 9) Joubert, E. 18 1899/22.
- 10) Leconte-Chequet, op. cit., page 170.

En 1957, le *Bulletin des Vétérans Coloniaux* publiait en treizième page de son numéro de mai un article intitulé *la Grande Révolte militaire de 1897* dont la conclusion devait connaître une singulière fortune. Parlant de ceux des Baoni qui se rendirent aux Allemands en AOA, on nous dit: «Ils furent désarmés et leurs fusils, d'après le témoignage original du lieutenant allemand von Graverl (sic) et du médecin Feldman, formaient un tas gros comme une maison. Les réfugiés reçurent de ces autorités territoriales des terres à mettre en valeur ainsi que l'aide nécessaire pour faciliter leurs départs dans la contrée où ils avaient reçu asile». *Le tas gros comme une maison* a été systématiquement repris par les textes postérieurs. F. P. (1) comprit sans qu'on s'interroge sur ces terribles allemands, ni sur ce qui est exactement la *hauteur d'une maison*.

On trouve dans le diaire de Magera, au 30 août 1900, ce qui suit: «A 1h30 Schma, courrier revient enfin d'Uzige après 19 jours. Courrier de la côte également, y restait un mois. Celui de Ndala etc. y est égaré aussi. von Graverl a été malade au genou, a été opéré. Bethe a été malade pendant un mois, va mieux maintenant. Plus de 2.000 rebelles congolais se rendirent au Lt. Van Mannehausen (331 fusils) sont dirigés vers Ujiji. Mauvaise affaire pour les Belges qui disent que les rebelles n'existent pas... (2).

Le *tas haut comme une maison* a singulièrement rétréci. Il faut inclure dans les *plus de 2.000* le pourcentage habituel de non-combattants. Si l'on admet que la moitié du groupe se composait de femmes, parentèle et porteurs, on arrive à un fusil pour un peu plus de trois hommes. Ce n'est pas un record d'abondance et on ne nous dit rien des munitions! On a transformé l'évident manque de moyens des Baoni en preuve de leur arriération abondant en substituant le fameux *tas* au seul chiffre significatif: le rapport entre le nombre de fusils et le nombre de soldats.

Quant à von Graverl, dont le nom a été écorché au passage, il a dû subir une opération à une date proche de celle de la reddition, n'y a donc sans doute pas assisté et n'est de toute façon pas l'officier concerné, celui-ci répondant au nom de von Mannehausen.

Les bruits les plus contradictoires ont couru en 1900 au sujet des rap-

ports entre les Baoni et les autorités allemandes. Celles-ci étaient tantôt accusées de se servir des révoltes pour entretenir des troubles dans le Kivu, tantôt présentées comme les victimes des exactions de Baoni mal repents dont ils avaient loué les services (3). On va jusqu'à parler du meurtre de deux Blancs et du vol d'un canon. À partir de 1914, toute tentative d'explication est noyée dans l'indigeste sauce d'un antigeomanisme primaire.

Un fait est certain: les Allemands contestèrent la frontière ACOA/Congo jusqu'en 1910. On peut donc les imaginer voyant sans plaisir Léopold II s'emparer dans des troubles internes qui leur donnaient l'occasion de pêcher en eau trouble du côté du lac Kivu. Mais avoir à leur frontière le *mainis exempté* que les Baoni donnaient à leurs colonisés constituait un inconvénient de nature à rendre cet avantage singulièrement boiteux.

De plus, encourager de quelque manière une rébellion indigène chez le colonisateur voisin aurait été contraire à la ligne de conduite générale des puissances coloniales; à laquelle elles se tinrent constamment sans qu'elle ait jamais fait l'objet d'un accord explicite: on se battait entre colonisateurs, quitte à employer des colonisés comme soldats, mais on n'encourageait pas les résistances ou révoltes indigènes. S'il est arrivé qu'une colonie serve de *santuaire* aux résistants de la colonie voisine ce fut toujours de manière passive; en exigeant le respect absolu de ses frontières et en refusant le droit de poursuite à la puissance concurrente; de peur de voir la répression servir de prétexte à une présence militaire qui aurait elle-même prélué à des revendications territoriales. C'était le raisonnement de Léopold II quand il souhaitait ne pas ébruiter les révoltes. C'était aussi la ligne politique habituellement suivie par Berlin, entre autres à la frontière Angola/Sud-Ouest Africain; elle aussi contestée.

Si les Allemands trouvaient quelque avantage à l'arrivée des Baoni c'était moins à cause d'intentions subversives envers le Congo que parce qu'ils avaient des besoins internes en ACOA. La construction de la ligne de chemin de fer Dar-es-Salaam/Kigoma, doublée par une ligne télégraphique et jalonnée de gares et de ponts leur amenait de gros besoins en main d'œuvre: poseurs de voie et de câbles, ouvriers du génie civil, porteurs et... askari pour surveiller tout ce monde. Pour ce genre d'emplois, les Baoni présentaient trois qualités: étant déjà déracinés ils s'étaient accoutumés à une vie itinérante, ils avaient déjà une certaine habitude du travail et de la discipline à l'européenne et étaient des réfugiés qui, à part précisément en ACOA, n'avaient plus ou aller. Bref, c'étaient des travailleurs immigrés utilisables, aisément contrôlables. Faux y gagnèrent de rester libres et d'échapper aux punitions qu'ils auraient risquées au Congo.

Il n'est pas exclu qu'une partie au moins d'entre eux soient retires directement au Congo durant les années qui suivirent. Les autres ont dû se fonder petit à petit dans la population locale. La langue est la même et il y avait en ACOA pas mal de personnes déplacées par l'esclavage et la traite qui étaient elles aussi d'origine congolaise. En tous cas, il ne reste pas de traces documentaires, ethnologiques ou linguistiques de l'existence d'un groupe de congolais ayant conservé une identité propre dans ce qui est aujourd'hui la Tanzanie.

Le groupe qui se rendit aux Allemands en août 1900 est sans doute le même dont le P. Schumacher a trouvé trace dans le royaume Hinde du Kivu (4).

Les BAHUNI - Ils passèrent ici du temps de Muvuni.

Il s'agissait d'askari belges révoltés, conduits par Bwana Karukura, Bwana Saliki, Mabuki et Bwana Ngozi. (On devine que ces sergents étaient octroyé des surnoms de chefs à l'européenne). Ils arrivèrent du Sud du Bukavu (5). Ils emportaient tout avec eux. Ils ont pris chez nous environ 250 hommes, 500 femmes et 100 enfants. Ils ont marché par Kibati, Butumbira jusqu'à Karagwe où ils ont été desarmés par les Allemands. Je n'ai pas pensé à demander si le grand chef des rebelles, le fameux Kigufi (6) se trouvait parmi les *bwani* ou s'était trouvé ailleurs à ce même moment; c'est probable puisqu'il passa de toute manière au Ruanda et doit donc s'être manifesté également ici.

Le temps de *Muvuni* est la seule indication temporelle, précisée toutefois par une autre tradition (7): "Après la mort de Rwabugiri, les Furo-peens sont arrivés et ont trouvé la Province (- le Kivu) sans chef d'Etat. Aucun des différents rois n'accepta de comparaître devant les nouveaux maîtres. Étaient concernés: Muvuni, Ntale (Bukavu), Kabale (Bungabungo)" (8).

Rwabugiri est le nom personnel du mwami Kigiri IV du Rwanda, qui perit assassiné à Ruacumu en 1896. Sa mort marqua la fin d'une période d'expansionnisme rwandais, ce qui explique qu'elle paraisse mémorable aux voisins du Rwanda. Elle concorda effectivement avec le début de la présence effective et continue dans cette région des agents de l'ETC et des Allemands. Tout ceci ne nous apprend hélas rien, si ce n'est que les révoltes de 1897 sont passés après 1896, chose que nous pouvions déjà soupçonner!

Les indications géographiques pourraient être plus prometteuses: les Baoni, nous dit-on, sont venus de l'extrémité méridionale du lac et n'ont fait que traverser le pays pour aller se rendre aux Allemands. Cette reddition ayant eu lieu en août 1900, il s'agit presque certainement des regards survivants de Baraka et de Kaboge. Arrivant après une défaite

antérieure, ils auraient vagabondé beaucoup plus longtemps dans la région, et on en garderait mémoire. (Le passage cité s'insère parmi d'autres traditions qui permettent d'être édifié quant à la précision de l'histoire traditionnelle.) Venus aussitôt après la révolte ou même après la Lindi, ils seraient arrivés par le Nord ou par l'Ouest.

On aura reconnu dans le *Bwema Kimkara* que l'on cite en premier, notre vieille connaissance Katukula (9) que d'aucuns ont compté parmi les morts de Kaboge. Sans être totalement affirmatif, il semble donc bien y avoir une chance pour qu'un des chefs de la première heure ait survécu à la défaite finale.

Schumacher se trompe certainement lorsqu'il suppose la présence dans ce groupe de Changuvu, puisqu'il passa de toute manière au Ruanda et doit donc s'être manifesté également ici. Pour aller de la Semiki, où le P. Achte a rencontré les révoltés tous ensemble au territoire rwandais il n'est pas obligatoire de passer chez les Hunde, c'est-à-dire au Nord-Ouest du lac Kivu. Et, le ferait-on, on arriverait chez eux par le Nord, et pas du tout *du Sud du Bakaya*. L'itinéraire retenu par Louis de Laeger (10) pour le trajet rwandais des Baoni en 1897 est bien plus oriental. Ils descendaient la vallée de la Mukugwa, remontaient la Nyabarongo (11). Ils ont pu quitter la vallée de cette dernière en suivant le cours d'un de ses affluents occidentaux, sans doute suivant le trajet de l'actuelle route Gitariama-Cyangugu* (12), passant au Sud de Cyangugu pour repartir à Birizi et y battre Dubois.

Les hommes, femmes et enfants pris chez les Hunde posent aussi problème. Pourquoi n'est-il pas fait mention de leur retour. S'il s'agit de prisonniers ou d'esclaves, ils ne l'ont pas été longtemps (moins d'un an en tous cas) et n'ont pas été emmenés bien loin de chez eux (même d'Ujiji, gagner le Buhunde n'est pas irréalisable, surtout en groupe). Niles Allemands, ni les missionnaires ne parlent de libération de prisonniers – esclaves lors de la reddition des Baoni. Les missionnaires y étaient particulièrement attentifs, surtout lorsqu'il s'agissait d'enfants. Puisque ces *prisonniers* n'ont pas eu le temps de s'accoutumer à leur sort et qu'ils n'étaient pas à une distance incommensurable de chez eux, il faut bien prendre en considération l'hypothèse où ils se seraient joints volontairement aux Baoni!

NOTES

- 1) F.P., op. cit. page 458.
- 2) APB, Rome. Magera est dans l'actuel Burundi. Usumbura (Bujumbura) était le chef-lieu de la province coloniale allemande du Ruanda-Urundi, statut qu'elle conserva d'ailleurs sous le mandat belge.
- 3) On en trouve trace chez Joubert aux passages 19067 à 13, c'est-à-dire du mois d'avril au mois d'août.
- 4) SCHUMACHER, p.h., op. cit. page 233.
- 5) Avant de désigner la ville actuelle, *Bakara* était le nom de la presqu'île ou celle-ci est erigée et plus généralement, la région qui se situe au Sud du lac.
- 6) Version locale de *Changuvu*.
- 7) SCHUMACHER, p.h., op. cit. page 225.
- 8) Banyabungo est la désignation, en Kinyarwanda, des Shi. On aura reconnu le mwami Kabare.
- 9) Les substitutions L pour R et réciproquement sont courantes dans les langues bantoues et très courantes en Kinyarwanda.
- 10) RWANDA, vol II, page 35.
- 11) Sur les cartes de l'époque coloniale, on trouvera souvent les noms *Makungwa* et *Nyanaruga* (swahili).
- 12) Très accidentée, la géographie rwandaise ne laisse pas beaucoup de choix en matière d'itinéraire, surtout pour ce trajet qui implique le franchissement de la crête Congo-Nil.

XXXVIII. Shinkakasa 1900

Le fort de Shinkakasa avait été construit à partir de 1891 pour que Boma soit couverte par un ouvrage susceptible d'arrêter les vaisseaux de guerre qui auraient voulu forcer l'entrée des passes du fleuve. Une certaine tension régna pendant quelque temps à cette époque entre l'ÉIC et le Portugal qui se prévalait de droits historiques en tant que premier découvreur de l'embouchure du Zaïre. Le fort construit, à 1,5 km. de Boma, on se livra à une sorte de *guerre froide* qui fut surtout une guerre de bruits: les canonnières portugaises manœuvraient au large des côtes de l'ÉIC avec de considérables bruits de sirènes, ce à quoi l'État Indépendant répondait par des exercices d'artillerie, grondants et martiaux à souhait.

La garnison comprenait environ deux cents soldats réguliers, et un nombre au moins aussi considérable de *soldats travailliers*. Ceux-ci étaient pour la plupart des relégués: soit parce qu'ils appartenaient à des ethnies *rebelles* comme les Tetela ou les Bayu, soit parce qu'ils avaient fait partie d'unités qui s'étaient révoltées, soit encore parce qu'ils avaient été dans des unités dont on avait craint à un moment quelconque qu'elles se révoltassent... Il est assez difficile de trouver équitable une telle confusion dans la punition entre coupables et innocents!

De plus, bon nombre de ces hommes n'avaient pas été libérés de leurs obligations militaires, alors que leur temps de service de sept ans était plus que largement révolu (1). Ce fait était en violation flagrante de l'art. 10 du décret du 30 juillet 1891 (2) par lequel était *strictement interdite*... de garder sous les drapeaux des hommes... dont le temps de service est expiré³.

Écœurés par cette double injustice, les travailleurs militaires se révoltèrent. À l'appel de l'après-midi du 17 avril 1900 (14 h.), les révoltés qui s'étaient armés en forçant un grade africain à leur céder la clé des magasins, ouvrirent le feu sur les Blancs. Le lieutenant Bernard et quelques Européens armés refoulèrent les noirs dans le fort. Désarmés pour la plupart, les Européens se réfugièrent dans leur mess et avertirent leur chef, le Cdt. Deuster par téléphone. Les révoltés firent une sortie que ne purent entraver les quelques officiers presque désarmés, s'emparèrent

de provisions, dont du bétail vivant dans une factorie et une ferme proches du fort, puis retourner s'y enfermer. A 16 heures, ils se mirent à bombarder Boma et le fleuve. Deux navires, l'un venant d'Europe, l'autre de Matadi, durent être détruits. Un obus tomba près du palais du Gouverneur. Le bombardement ne fit cependant guère de dégâts; les revôltes n'y avaient pas visé de fusées aux obus, de sorte que ces engins n'explosaient pas.

Deuxier se rendit à Shinkakasa en chaloupe, apparemment septique et desireux de s'assurer *de visu* de la révolte.

Le commandant Van Meerbeke, qui semble avoir perdu la tête au moment de la révolte, abandonnant ses compagnons dans le mess, se précipita au-devant de la chaloupe avec un autre européen qui avait obli-gé à le suivre. Inutile de dire que cet abandon lui fut fortement reproché (3).

L'avielle lui mise sous régime spécial, et tous les fonctionnaires prirent les armes, seule application qu'ait jamais reçu l'article 9 du décret organisant la F.P. On ne se fit guère aux soldats présents à Boma; parmi eux aussi il y avait pas mal de membres d'éthnies *sapètes*. Le commandant Tonglet amena deux cent cinquante hommes du camp de Luki. Le 18 avril, la forteresse fut assiégée. On avait renoncé à l'idée d'un assaut; la F.P. était bien placée pour savoir que le fort serait très dur à prendre. Pendant la journée du 18, on tira de part et d'autre une quantité pharamineuse de munitions (4). Au matin du 19, on s'aperçut que les révoltes avaient pris la cîle des champs pendant la nuit. Il ne restait au fort qu'une cinquantaine d'hommes, et vingt morts ou blessés graves.

La F.P. dépêcha des colonnes dans plusieurs directions pour empêcher les mutins de se répandre dans le pays ou de passer les frontières. Bien qu'accrochés à Luala où il y eut deux tués (on ne s'etonnera pas d'apprendre qu'il s'agit de deux chefs) (5) les révoltes purent se réfugier au Congo Français. Les accords Franco-congolais ne prévoyaient le droit de poursuite que pour les Français en territoire congolais, et non la réciproque. Néanmoins, vu le caractère hautement symbolique de la très faible garnison de Brazzaville, les autorités françaises acceptèrent que la F.P. poursuivît ses révoltes. Ceux-ci préférèrent cependant se rendre aux autorités françaises, en la personne du chef de poste de Comba. Ils furent relégués à Brazzaville.

Une trentaine d'isolés furent appréhendés et allèrent rejoindre ceux qui avaient été pris dans le fort. Un conseil de guerre condamna à mort dix-huit d'entre eux. Ils furent exécutés le 30 avril.

A côté de Luluabourg et de Ndirifi, Shinkakasa fait piètre figure. S'il n'y avait eu mort d'hommes, on serait tenté de traiter cet incident en vaude-

ville. Le commandant pris de panique, les coups de canon qui ne tombent pas sur une personne, les officiers comés dans le mess téléphonnant à leur supérieur hiérarchique qui commence par douter de la nouvelle qu'on lui annonce, l'investissement de la place forte si bien fait qu'il laisse passer au pas mot cent cinquante personnes... ce n'est plus de l'Histoire, c'est *Chabot chez Karpoff H...*

Au propre comme au figure, Shinkakasa a fait du bruit: le canon n'est pas discret. En outre, Boma avait une population civile importante (pour le Congo de l'époque), dont des ressortissants étrangers, le Congo français et l'Angola étaient à portée d'oreille, et on avait dû dérouter deux bateaux. D'où un retentissement international inévitable de l'événement, qui venait s'ajouter au scepticisme devant les nouvelles de *fin des rébellions* sans cesse proclamées et au retentissement croissant des critiques humanitaires contre les procédés en usage dans le Congo léopoldien. C'était exactement le genre d'image de marque que Léopold II ne tenait pas à donner du Congo.

Cet événement, mineur sur le plan militaire (il s'écoula treize jours entre la révolte et l'exécution des condamnés) mérite aussi qu'on s'y arrête parce qu'il met en évidence quelques ingrédients communs à toutes les révoltes.

1. Le caractère encore une fois très sommaire des appréciations *tribales de la F.P. Tout ce qui ressemble de près ou de loin à la race* (6) (et cela est dangereux et injustifié donc des punitions préventives).
2. On trouve invariablement derrière la révolte noire un abus blanc. Pelzer pouvait encore passer pour une brute individuelle, la *marche nigérande* de Ndirifi avait un semblant de justification militaire. Le maintien sous les drapeaux des soldats travailleurs de Shinkakasa était une violation flagrante de la loi qu'édictait le colonisateur lui-même. Non content d'imposer sa loi, il la violait lui à quinze cent mètres de la résidence du Gouverneur Général. Autant annoncer ouvertement aux Noirs: "Pour les Blancs, l'abus est la seule loi dans cette colonie".
3. Bien qu'on ne soit guère documenté sur les intentions des mutins de 1901, il y a encore une fois un projet qui apparaît plus comme une désertion massive que comme un désir de guerre, de pillages et de massacres. On met les officiers hors-circuit, on pile dans et hors de la forteresse de quoi être bien ravitaillé, et on file dans la brousse... ou dans la colonie voisine si cela tourne mal. Par contre, on n'a pas trace à Shinkakasa de projet de libération global. Celui-ci semble avoir été l'appanage du seul mouvement de Ndirifi. Luluabourg et Shinkakasa apparaissent plutôt comme des mouvements de *par vos-ê-boul*.

XXXXIX. Jusqu'au fond du Katanga...

Le 28 septembre 1901, le député de Lusaka (Missions des SS, Jacques et Fonthe) mentionne (1) : Le capitaine Van den Broeck (2), au ami de notre mission, nous écrit du camp de Kikondja à la date du 4 septembre dernier. Les événements se sont succédés rapidement. Les Batetelas, après avoir été chassés de Kikondja, lieu d'horreur, rempli de squelettes, d'empalés, et de gens mutilés par ces brigands, ont subi une première défaite à environ quinze lieues Sud-Ouest de Kikondja (3), et viennent de subir un véritable désastre à Mukedi. Les quelques survivants s'apprêtent à passer le Lomami ou ils seront tués ! Dès maintenant les Batetelas et leurs auxiliaires peuvent être considérés comme des... souventis lugubres...

A part la mort des chefs, on aura reconnu une nouvelle exécution de la parition favorite de la F.P. : c'est la victoire définitive, il n'y a plus que quelques Baoni survivants que l'on *pinçera* sous peur la révolte est finie et il n'y a plus rien à craindre.

Après l'intermède forcé causé par la révolte de Ndifiri en 1897, la F.P. avait repris les opérations contre les combattants de la première révolte, celle de Lutabourg, qui couraient toujours. L'inspecteur d'Etat Malley, successeur de Ehrnis au commandement de la P. O., fit converger vers les bacs du Haut-Lualaba différentes colonnes représentant en tout un petit millier de soldats. Comme ce fut le cas depuis la bataille de Diboé (6/1/95), il est pratiquement impossible de distinguer dans les opérations souvent confuses qui se déroulèrent de 1901 à 1908, la part qui revient aux Baoni de celle qui concerne les chefs, Iuba et autres, de la région. C'est qui est vrai pour les opérations militaires l'est aussi pour les diverses atrocités relevées au cours de cette campagne. Les mutilations font plutôt penser au code pénal Iuba. Mais nous savons que les Baoni ont été contraints de se ravitailler en armes et en munitions auprès des traitants portugais, donc de faire la chasse aux esclaves, ce qui ne va pas sans engendrer diverses horreurs. D'autant plus que leurs clients, les *pombiros* portugais étaient parmi les esclavagistes les plus brutaux et les plus expéditifs de cette triste corporation. Ils ont donc eux aussi sans doute trempé dans le sang versé à ces occasions.

NOTES

- 1) F. P., op. cit. page 461.
- 2) Voir annexe III, Souligné par nous.
- 3) F. P., op. cit. page 463.
- 4) J. A. F. P. (op. cit. p. 464) estime que les revoltés ont consommé 225 abus, 328 boites à balles, 63 trapèzes et des milliers de cartouches.
- 5) F. P., op. cit. page 463.
- 6) Les termes de *maie bakoni* ou *mbani* sont employés par la F. P., p. 461.

La guerre civile Lubra, et le rept que la F.P. avait été contrainte de leur laisser pendant quatre ans avaient amené une certaine symbiose entre Baoni et populations locales. Leur réputation militaire leur valait d'être appelés de préférence soit à combattre, soit à commander. Symbiose ne signifie toutefois pas absorption. Jusqu'en 1908 une distinction persista, même si les groupes n'étaient pas entièrement séparés. Yamba-Yamba et Kimpuki commandaient des groupes distincts, sur le même pied que le chef coutumier Kapepula. Les Baoni ouvrirent cependant la campagne par une gaffe, dont on peut se demander si elle n'est pas attribuable à leurs alliés Lubra, tant elle est énorme du point de vue militaire: la position de Kikoniya, très forte, sinon impenable à moins de disposer d'une marine (4) fut abandonnée sans coup férir. La F.P. l'occupa sans combat le 21 juillet 1901. Les révoltes reculerent sans combattre jusqu'au 3 août, furent accrochées à Muvumbi le 4, décrochèrent et n'acceptèrent le combat que le 27 août à Makikwanga où ils subirent de lourdes pertes "malgré une défense courageuse et habile dans un bon et fortement organisé" (5).

Il est assez inconcevable, pour ne pas dire plus, de quitter une place forte pour aller se faire battre dans un fortin improvisé. Cette stratégie bizarre pourrait être le reflet de désaccords parmi les révoltés investis du commandement, oppositions qui pourraient à leur tour être la manifestation de divergences entre les déserteurs de la F.P. et les guerriers traditionnels. Cette hypothèse, si elle est vraisemblable, n'est cependant étayée par aucun document oral ou écrit. Pour savoir qui se trouvait exactement dans le groupe Baoni vaincu à Makikwanga, nous ne pouvons nous baser que sur les armes ramassées par la F.P. (elle-ci (qui a retrouvé parmi les cadavres *deux de leurs chefs*) dénombre "de nombreux fusils perfectionnés, des revolvers et plus de cinq cents fusils à piston" (2). Quelques revolvers, assez bien d'armes modernes et un gros tas de *pipi* est un arsenal qui a dû correspondre à une minorité de Baoni accompagnés de quelques dignitaires coutumiers, commandant et menant une majorité de guerriers traditionnels.

Les pertes de la F.P. furent négligeables: deux tués et quelques blessés (6). Cette relative inefficacité du feu fait, elle aussi, penser que c'étaient les *pitores* à piston qui avaient le premier rôle, même si la défense *coutrageuse et habile* faussa supposer qu'au moins une partie de l'autorité reposait sur les épaules des militaires entraînés à l'euro-péenne. Les éléments en notre possession donnent donc plutôt à penser que la F.P. a ce jour-là eu à affronter un groupe composé surtout de guerriers partisans de Kabongo Kummimba Shimbu, les Baoni ne fournissant qu'un groupe d'élite et un encadrement *technique*.

Malley décréta de larges mesures d'amnistie pour se concilier les

indés, les apures et... les opportunistes et établit un poste à Kikoniya et deux autres à Dholo et Kandakanda. Son but était d'étrangler ses adversaires en les coupant le plus possible de l'Angola, dont les traitants fournissaient, comme des esclaves, les armes et les munitions sans lesquelles les Baoni auraient perdu et la guerre et leur crédibilité auprès des chefs locaux.

Les années suivantes virent se dérouler d'interminables marches, souvent fatigues, entrecoupées de quelques accrochages sérieux. En août 1901, Hendrickx marcha trois jours, de Kikoniya à Ishantobo pour y trouver un camp vide. Par après, De Clerck réussit à moitié une manœuvre d'encerclement. Les Baoni perdirent quarante tués et septante-deux fossils avant de réussir à se dégager et à s'évanouir dans la brousse.

En mars 1902, grâce à une marche de nuit, Hendrickx réussit près de Kintike à délivrer cent esclaves et à s'emparer de cinquante fusils... mais ses adversaires disparurent.

Ils avaient par contre retenu la leçon: en septembre 1902, ce sont eux qui effectuèrent une marche de nuit et attaquèrent la F.P. Hendrickx parvint à résister victorieusement, atteignit la Lubilanjji et établit un camp au lac Kinda.

Décidé-la, la F.P. détruisait des camps abandonnés par les révoltés ou les villages qui passaient pour leur être favorables. Le 11 novembre 1904, Deffense, qui ne s'y attendait pas, tomba par hasard sur un camp de Baoni. Un combat acharné et confus eut à nouveau pour effet la dispersion des révoltés dans la brousse.

En 1906, Bailton, chef de poste à Lukatu voulut déloger les Baoni de Kizembe. Il battit la brousse en vain, ne rencontra personne et revint bredouille.

Ces diverses opérations, si leurs résultats militaires étaient des plus limités, allaient cependant de pair avec une mainmise croissante de l'ETC sur le Katanga. Les Baoni reculaient vers le Sud-Ouest au fur et à mesure de cette avance.

En 1907, De Clerck prit la tête de quatre cents soldats, commandés par sept Européens et un gradé africain. Il se rendit aux sources de la Lubilanjji, où les Baoni étaient établis dans trois camps convergents respectivement par Yamba-Yamba et Kimpuki, les deux epporaux de Lubabonga, et le chef coutumier Kapepula. Les combats durèrent près d'un an, du 22 juillet 1907 au 12 mai 1908. Dans l'ordre, les camps de Yamba-Yamba, Kapepula et Kimpuki furent pris, mais cela ne fit qu'inverser la situation, les Baoni attaquant désormais les camps devenus ceux de la F.P., ou rendant des embuscades à leurs occupants à partir de la brousse.

Au début de 1908, Yamba-Yamba et Kimpuki furent tués au combat.

Le 21 février, Kapepula fit sa soumission. Desormais seuls, les derniers Baoni se rendirent le 12 mai 1908. Ils furent déportés à Lodiya et à Kabinda.

Même sur les cartes coloniales, il y a trois villages qui s'appellent Yamba-Yamba, Kapepula et Kimpuki. Il n'y eut jamais de Pelzerwille ou de De Clerkbourg.

NOTES

- 1) APB 490-410, Chronique des P.B. Janvier 1902, n° 93, pp. 109-110.
- 2) Commandant 200 hommes venus du poste de Lukatu.
- 3) Soit 75 km, la lieue belge valant 5 km.
- 4) Voir notamment Vansina, *Royaumes de la Savane*, p. 183. Malley jugea Kikonga assez forte pour n'y laisser que 150 hommes alors qu'elle pouvait être attaquée par plusieurs milliers d'hommes.
- 5) F. P., *op. cit.*, page 379.
- 6) F. P., *op. cit.*, page 379.

Conclusion

En effet, l'ennemi est chez lui ! Dès qu'il sent venir le dessous, il se disperse après s'être créé un point de ralliement. La poursuite, quand très exceptionnellement elle a lieu, ne donne aucun résultat. Les hommes refusent de poursuivre.

Du reste, armés de bons fusils, riches en munitions, sûrs de leurs forces, avides de liberté, de rapines et de pillage, conduits dans des régions fertiles et abondamment pourvues de vivres, les révoltés défilent l'ignorance des blancs.

Si l'on tient compte de la possibilité, pour les soldats révoltés du Congo, de chercher refuge dans les forêts, où ils ne peuvent être poursuivis, d'éviter les batailles rangées et de pratiquer une guerre d'escarmouches, d'embuscades et de surprises contre lesquelles les officiers ne se prémunissent peut-être pas suffisamment, on s'explique que la lutte se soit prolongée, que le résultat final n'était pas douteux, que l'instinct devait arriver ou, privés de munitions, obligés de se disperser pour cause de subsistance, ils seraient fatalement amenés à se soumettre⁽¹⁾.

Lorsque ce passage fut écrit, on était en 1906. Les Baoni en avaient donc encore pour deux ans, malgré le ton triomphal employé déjà par le chroniqueur.

D'un point de vue strictement militaire, les insurgés perdirent sans doute beaucoup à n'avoir pas fait plus systématiquement ce que Lejeune-Choquelet décrit comme étant leur force : ils firent relativement peu de guerre d'embuscade et de coups de mains, se battirent trop souvent en rase-campagne ou sous les murs de points fortifiés, où la F.P. devait l'emporter à la longue, ne fût-ce que par la supériorité de l'armement et de la discipline de feu. Ils firent trop la guerre et pas assez la guérilla. Les batailles importantes, quel qu'en ait été le vainqueur, ont été des batailles rangées.

Si Lejeune-Choquelet leur fait la part trop belle (on a l'impression qu'ils disposaient des ressources d'un vaste arsenal jointes à celles du Pays de Cœgne), il a par contre raison de souligner qu'ils étaient *chez eux*. Leur soulèvement n'aurait pu durer plusieurs années s'ils n'avaient trouvé approbation et soutien chez les populations qu'ils côtoyaient.

Celles-ci représentent d'ailleurs leurs rangs : pour chacune des deux armées rebelles, le nombre des morts et des prisonniers excède largement celui des premiers effectifs. S'ils n'ont pas inventé la guerre de maquisards, les Baoni ont par contre pratiqué une sorte de *guerre populaire*.

Il faut donc reviser l'image souvent mise en avant par la F.P. des armées se conduisant comme des routiers de la guerre de Cent Ans. De telles gens n'auraient jamais bénéficié d'un soutien suffisant pour jouer le rôle de *poisson dans l'eau*. Qu'ils aient pris des esclaves parmi les populations qui leur étaient hostiles n'apparaissant pas comme moins trouvé aux yeux de leurs congénères : la traite européenne les y avait habitués.

Les rebelles de la F.P. ne laisseront pas de souvenir officiel durable. On préférera les oublier.

Pour la consolation des familles, divers monuments ou commémorations pratiqueront l'amalgame : les morts de la révolte entreront commémorés dans le panier des *Blames tombés dans la lutte contre l'extranéisme* (21).

Une certaine angoisse dura quelque temps : on craignit le pire lorsque la *groupe* s'installait dans les camps militaires, à propos de la soupe ou des arrières de soldat. On imposa aux officiers d'être armés pour l'appel du matin et à une partie d'entre eux de se poster derrière la troupe *au cas où...* (Deux matinales sur trois avaient commencé à cet appel du matin). Ces souvenirs s'escamotèrent bientôt. Un demi-siècle à peine après la fin des révoltes, les hommes de la Force Publique de 1960 étaient loin d'être des mutins en puissance : ils étaient ceux sur qui le Congo pourra toujours compter (3). Si entretemps il est arrivé à un professeur d'histoire de Belgique de mentionner en passant la *révolte de Barotsa*, lui-même et ses élèves étaient la plupart du temps persuadés qu'il s'agissait d'une révolte tribale, d'une de ces obscures affaires ethniques comme on en rencontre chez les sauvages, et devant lesquelles les civilisés perdent leur latin.

Nous croyons avoir montré à suffisance que les révoltes des Baoni n'eurent aucun caractère qui les rattache à la catégorie d'événements habituellement dits *tribaux* ou *ethniques*. Leur éclatement et leur déroulement sont entièrement indépendants tant des instances délégitimées traditionnelles que des chefs coutumiers. Quand ceux-ci se manifestent, c'est comme alliés des insurgés, jouant souvent un rôle secondaire, voire même comme alliés de l'FLC. Quant à la conspiration ethnique, c'est la F.P. et elle seule qui l'a organisée. On ne peut sans violenter les faits, baptiser *Tetela* un manteau d'Arlequin qui couvrirait tout le quart Centre-Sud-Est de l'actuel Zaïre.

Un fait demeure cependant : les Tetela qui ennuient les rions d'être satisfaits d'appartenir à cette ethnie étaient souvent, aussitôt après Patrice Lumumba, les rebelles de la F.P. Certes, il est gratifiant de descendre de guerriers redoutés. Il y a là aussi pour une part la tentation permanente que nous évoquions au début de cet ouvrage : rendre des fils en ligne droite à travers l'histoire, faire l'amalgame entre les héros de la liberté perdue et le héros de l'indépendance reconquise.

Mais la F.P., mettant un comble à son propre *ethnisme*, s'arrangera pour bien graver le souvenir des révoltes dans la mémoire populaire, en se livrant à la répression préventive. Dans les forces armées, on soupçonna tout soldat *tetela* de velléités subversives. Il y eut des arrestations, des mises à la chaîne, des déportations dans le Bas-Congo, dont nous avons fait état. Mais on soumit aussi la région Tetela proprement dite (celle qui est délimitée au chapitre II), *où il ne s'était rien passé*, à des mesures préventives, dont force mesures d'*occupation militaire*.

L'autorité coloniale s'était en effet arrogé le droit d'imposer ce régime non seulement là où des troubles s'étaient produits, où des infractions avaient été commises, mais aussi là où elle estimait que de telles choses *pourraient* se produire.

La solidité du souvenir Tetela s'explique en grande partie par le souvenir cuisant de cette longue occupation militaire *préventive*. Et la persistance de ce souvenir, souvent évoqué par la génération de ses parents et grand-parents, n'est sans doute pas étrangère à une certaine agressivité de ton de Patrice Lumumba, dont le discours du 30 juin 1960 surprit beaucoup de Belges (coloniaux compris) qui ignoraient ce qu'avait été la colonisation néopolitienne. Nous avons donné suffisamment d'exemples de ce que la F.P. se permettait dans le cadre du maintien de l'ordre pour ne pas y revenir.

La Commission d'Enquête de 1964 a fort bien résumé la situation : lorsque l'ordre de punir vient d'une autorité suprême, il est bien difficile que l'expédition ne dégénère pas en meutes accompagnées de pillages et d'incendie. L'action militaire, ainsi comprise, dépasse toujours le but : le châtiement etant en disproportion flagrante avec la faute. Elle comprend dans une même répression les innocents et les coupables (4). Il y avait effectivement de quoi marquer les mémoires!

Le groupe qui a pris les armes contre la colonie n'était pas un groupe-tout-traditionnel. Pourtant, on aura remarqué qu'au fil du récit la coutume reparait à maintes reprises : invocation de liens de parenté, palabres, immixtion (de gré ou de force) dans des disputes coutumières ; réapparition qui va cependant de pair avec un souci de *modernité* : instauration d'une règle de succession ne devant rien à la coutume, conservation de l'instruction militaire à l'européenne. Une attitude, en somme,

plus souvent prononcée que pratiquée : *gandans ce que nous arons de bon et prenons aux Blancs ce qu'ils ont de mal*.

Dans l'histoire du Congo-Zaïre, les insurrections qui ont eu de l'échec, de la profondeur et de la durée correspondent toutes à la réunion, plus ou moins réussie d'un couple Savoir-Pouvoir, occidental et traditionnel.

Si des autorités coutumières avaient le désir de résister, ou du moins de représenter un potentiel suffisant pour se ménager une marge de continuité, elles ne disposaient d'aucune information fiable sur les colonisateurs, leur organisation ou les moyens dont ils disposaient. Au contraire, ceux qui avaient acquis des informations utiles au contact des Blancs ne pouvaient guère se faire entendre, encore moins se faire suivre par des masses importantes de la population. Les Baoni savaient comment combattaient les Européens, disposaient des mêmes armes qu'eux et, en même temps, se plaignaient à la coutume, acceptaient de collaborer avec les autorités investies du pouvoir coutumier. Il y eut des milliers de gens pour les suivre.

Un certain nombre de chefs coutumier, par contre, font figure de précurseurs des *bourgeois javellisés vendus à l'étranger* (5). Lumpungu et ses collègues, appelés à plaider leur cause, répondraient sans doute qu'à court terme ils ont eu raison, que les révoltes avaient perdu d'avance et qu'ils ont contribué à *sauver les meubles* de la culture traditionnelle en interposant entre l'autorité coloniale et leurs administrés le tampon du *chef médiocre*. C'est ce que plaident invariablement les collaborateurs et ils n'ont pas toujours tort.

Il est indéniable que les Baoni n'ont été que des hommes libres en surplus. Leur défaite était fatale. Eût-on même assisté à l'effondrement de l'HEC que cela n'aurait que déchainé d'autres appétits. Au lieu d'être Léopoldien, le Congo aurait été wilhelminen, victorien ou français. Il aurait toujours été colonisé. Cette vérité dut apparaître soudainement, sinon dans la conscience, du moins dans l'inconscient des masses congolaises. Au début du XX^e siècle, les révoltes violentes deviennent plus rares. Ce qui ne veut pas dire que les tensions disparaissent et qu'il n'y a plus de conflits. Pour un temps, la place laissée libre par les mouvements violents fut occupée par des mouvements religieux : force et perspectives d'avenir faisant défaut aux Noirs dans ce Monde, ils les cherchèrent dans l'Autre, sous des formes tantôt chrétiennes, tantôt animistes, souvent syncretiques.

Les revendications plus purement matérielles des autochtones, dont l'expression fut au départ violente (on ne manqua pas de ressortir les étiquettes tribales et les mouvements des travailleurs faméliques d'Union-Ver devinrent des *révoltes des Yaka et des Pende*) trouverent parallèle-

ment à s'exprimer d'une manière *acceptable* – c'est-à-dire ne remettant pas la colonie en question – après des débuts difficiles, lents, presque clandestins et malgré une longue répression.

Si les Baoni apparaissent donc comme des insurgés appartenant non plus à la société pré-coloniale, mais à un corps social qui a été constitué et par la colonie avant de s'insurger contre elle, il est légitime de se demander ce que leur révolte a représenté dans l'évolution de la conscience politique des Congolais. En d'autres mots, quelles étaient leurs motivations politiques, le mot étant évidemment pris dans un sens très large. Sans aucun doute, le facteur déclenchant de leurs révoltes a été la présence d'abus graves et flagrants, dirigés directement contre eux : brutalités de Pelzer, racisme, inégalités, sévices sur la route de Ndjiri, illégalités manifestes à Shinkakasa avec, brochant sur le tout les problèmes de solde et de ravitaillement. Le caractère de *mouvement de mécontentement* saute donc aux yeux.

Nous n'avons aucun témoignage direct sur ce que pensaient les révoltés de Lutabourg ni ceux de Shinkakasa. Pour ceux de Ndjiri, nous en sommes réduits au document Achte. Tous les autres témoignages sont indirects. L'épaisseur même de ce silence imposé est en soi un document historique!

Si certains propos rapportés par Achte relèvent de la rodomontade ou de la raiverie, comme *chasser tous les Blancs*, d'autres montrent des Baoni raisonnant non pas en Tsetla ou en Songye, mais en Congolais ou en Noirs. Leur apparaissait que les Africains étaient collectivement victimes de la colonisation et que cela créait un lien de solidarité entre eux, et plus particulièrement entre les Noirs se trouvant dans le même ensemble colonial arbitraire. Il y a l'embryon d'une conscience politique *naïvonne* au sens contemporain du terme. Cela montre que là où la mémoire populaire a retenu, à l'actif des Baoni, des sentiments de fraternité entre Noirs, de solidarité entre Congolais, d'identité d'intérêts entre soldats insurgés et population civile, on ne peut les écarter d'un revers de main en les traitant en bloc d'interpolations modernes ou d'embellissements imaginaires. Si on verse à leur débit le fait d'avoir été des *politiciens rivaux* au point d'accepter, comme les autres responsables politiques africains et sans avoir plus qu'eux le choix, de s'aboucher avec des esclavagistes, il faut aussi compter à leur crédit d'avoir été les premiers à faire de la politique congolaise.

Dans le courant de notre récit, il nous est arrivé à plusieurs reprises de franchir la date fatidique du 18 octobre 1908, celle de la signature par Léopold II du traité de cession du Congo à la Belgique. Les Baoni subirent la relégation après cette date. Les Tsetla continuèrent à bénéficier de l'occupation de la F.P. : divers personnages qui avaient joué un cer-

tant rôle durant les révoltes occupèrent encore le devant de la scène : Kasongo Ntembo, allié de l'É.C., se révolta en 1907 ; il fut capturé et relégué par les autorités du Congo Belge, qui eurent aussi maille à partir avec les Shi dont il a été question à propos de Ngweshé. Du côté des Blancs, les grands personnages de la colonie et de l'histoire coloniale restèrent en place : certains même fondèrent de véritables dynasties, on l'on était colonial de père en fils.

Sans qu'on sache trop pourquoi, il semble être devenu à la mode ces dernières années de considérer 1908 comme une date infranchissable. C'est le *terminus ad quem* des historiens de Léopold II, et le *terminus a quo* des historiens de la colonie belge, de l'indépendance et du Zaïre (6).

Après avoir défendu en bloc la Grande Œuvre Coloniale du Roi Citoyen et de ses Glorieux Successeurs, l'historiographie dominante semble virer sur l'aile et préférer le saucissonnage : on parle du Congo de Léopold II et de la colonie belge presque comme s'il s'agissait de deux pays différents, alors que les lois et règlements, les agents, colons, officiers ou administrateurs de l'É.C. demeuraient en place et que les actions répressives furent poursuivies là où l'on avait estimé devoir servir. Il n'y eut aucun changement subi et miraculeux au Congo lorsque l'appui et le contrôle tuteur de l'État constitutionnel se substituèrent au "pouvoir absolu" (7). Il y eut des changements progressifs, liés à l'industrialisation, au boom économique d'après 14-18, causés donc par les besoins du colonisateur, non par le désir de rencontrer les besoins de ses colonisés. S'il y eut changement de l'É.C. au Congo Belge, ce fut dans la continuité.

Ceci nous ramène à celui qui se profile toujours derrière tout ce qui se passe dans l'É.C., à Léopold II.

Qu'ils s'agisse des révoltes de la Force Publique ou d'autres événements où les droits de l'homme furent violés (on parlait pudiquement d'*abus*), se pose la question de sa responsabilité. Il est aussi inepte de le charger de tous les péchés d'Israël que de le dépendre comme le parfait naïf qui ne s'est jamais douté de rien.

Un point est clair, et en quelque sorte revendiqué par Léopold II lui-même : dans l'É.C., son autorité et ses droits étaient absolus. La responsabilité politique doit donc l'être aussi.

Contrairement à la situation belge où le Roi, de par la Constitution, n'a aucune responsabilité, celle-ci incombant exclusivement au Gouvernement, l'É.C. n'avait d'autre gouvernement que le Roi. Les Administrateurs Généraux, réduits par après au titre plus réaliste de Secrétaires Généraux, n'eurent jamais d'autre rôle que celui d'exécutants. Léopold II écrivit : "Le soin de constituer le nouvel État m'a incombé exclusivement. Le Congo a donc été et n'a pu être qu'une œuvre personnelle. Or,

il n'est pas de droit plus légitime et plus respectable que le droit de l'auteur sur sa propre œuvre... Mes droits sur le Congo sont sans partage... La Belgique n'en possède pas sur le Congo en dehors de ceux qui lui viennent de moi" (8). Les titres de la Belgique à la possession du Congo relèvent de ma double initiative, des droits que j'ai su acquérir en Afrique et de l'usage que j'ai fait de ces droits... (9). Il ne pouvait ignorer qu'en invoquant autant de droits, il revendiquait tout autant de responsabilités. Ces textes datent de 1906, il les a donc écrits en connaissant le rapport de la Commission d'Enquête, à supposer qu'il ait eu quelque besoin de celui-ci pour éclairer sa religion.

La responsabilité politique est toutefois quelque chose d'assez théorique, qui ne comporte d'ailleurs qu'une seule sanction : un vote négatif du Parlement, éventuellement suivi d'un désaveu électoral. Un Roi absolu n'a rien à craindre de ce côté.

Sur le plan moral, on admettra qu'un Premier Ministre ne se sente pas personnellement responsable si un agent de police commet une bavure, même si le gouvernement vient à tomber à la suite de celle-ci : en tant que personne, il n'a pas participé directement à la chose.

Le seul cas où il est certain que des décisions personnelles de Léopold II sont directement en cause est la révolte de Ndjiri. L'expédition Dhannis était dictée par ses ambitions territoriales, il a approuvé personnellement le plan très risqué de Dhannis, il a houspillé l'expédition pour qu'elle prenne un départ prématuré, il a imposé des nominations malheureuses que Dhannis aurait pu éviter, il a voulu nier la gravité et pressentir que jusqu'à l'existence du soulèvement, il a pris lui-même et toléré sinon inspire chez d'autres une attitude scandaleusement injuste envers un de ses meilleurs officiers, méritant qu'on écrive de lui, par exemple : "Léopold de Saxe-Cobourg qui, vice chez un homme mais vertu chez un roi, flaire celui dont il attend quelque service et écarte avec indifférence celui qui lui est devenu inutile..." (10).

Il est d'autre part difficile d'admettre qu'un homme aussi universellement renommé pour son intelligence et sa finesse, et qui se renseignait personnellement auprès des fonctionnaires... qui rentraient du Congo (11) sur la marche des affaires n'ait pas soupçonné que le système même qu'il mettrait en place au Congo allait engendrer des abus sanglants, et que ceux-ci à leur tour allaient déclencher des révoltes qu'il faudrait réprimer. Sur ces points, et que l'on conteste ou non le système colonial, la responsabilité personnelle de Léopold II apparaît incontestable.

L'anticolonialisme au sens où nous entendons le mot : opposition au fait même de coloniser, n'existait pratiquement pas au XIX^e siècle. Les gens que l'on qualifie ainsi a posteriori n'ont la plupart du temps que dénoncé tel ou tel abus d'un système colonial, souvent au nom d'une

hypothétique *colonisation idéale*. Instruire une sorte de procès personnel contre Léopold II du chef d'avoir colonisé, d'y avoir cherché du profit pour lui-même ou pour son pays, et d'avoir mélangé et confondu cette opération avec une œuvre humanitaire et avec la diffusion de la civilisation européenne, considérée comme unique et universelle, est une démarche qui n'a guère de sens. Parmi ses contemporains, on compte-rait sur les doigts d'une seule main les gens qui ne pensaient pas comme lui. Ceux des gouvernements de l'époque qui n'agirent pas comme lui sont encore moins nombreux.

Juillet 1986

Annexe I

Decret du Roi-souverain du 5 août 1888.

Léopold II, etc...

« Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à l'organisation de la Force

Publique:

Sur la proposition de Notre Conseil des Administrateurs Généraux,

Nous avons décrété et décrétons:

1. Le Gouverneur Général exerce le commandement suprême de la Force Publique au Congo;
 2. La Force Publique est administrée par un Lieutenant-Major dont le chef réside au siège du Gouvernement et porte le titre de Commandant de la Force Publique;
 3. La Force Publique est subdivisée en compagnies commandées par des capitaines et composées de plusieurs pelotons commandés par des lieutenants ou sous-lieutenants;
 4. Le Gouverneur Général répartit les unités de la Force Publique entre les différents districts;
 5. Le Commandant de la Force Publique et les capitaines de la Force Publique sont nommés par nous. Tous les autres fonctionnaires de la Force Publique sont nommés par le Gouverneur Général, à moins qu'il n'ait été pourvu par notre Administrateur Général du Département de l'Intérieur;
 6. Notre Administrateur Général du Département de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.
- Lycops et Lembeard, op. cit., tome I, page 243.

NOTES

- 1) Lejeune-Choquet, op. cit., page 203.
- 2) Par exemple sur le panneau commémoratif du Musée de Levenson.
- 3) Texte d'une carte postale de propagande envoyée par la F.P. au début de 1960.
- 4) Rapport de la Commission d'enquête, pp. 215-216.
- 5) L'eau de javel était l'un des produits blanchissants les plus communs. L'adjectif est appliqué ironiquement aux Africains si bien formés à la culture européenne qu'ils ont perdu toute identité africaine.
- 6) Il en a notamment été ainsi de l'émision *Banla Atanra* de la R.U.B., remarquable à bien des points de vue et très instructive... à condition de s'être documenté au préalable sur les vingt premières années de la colonisation, passées sous silence.
- 7) Termes de la déclaration d'A. J. Winters après le vote de l'annexion, le 30 août 1908.
- 8) Lettre aux Secrétaires Généraux, cfr. Annexe VIII.
- 9) C'est elle au Testament du Roi, cfr. Annexe VIII.
- 10) D'Arciles, J., *Congo's Path*, page 80.
- 11) Liebrechts dans L'Équateur, page 3.

Annexe II

Décret du Roi souverain du 17 novembre 1888.

Fixant les règles à suivre pour l'organisation de la force publique dans l'Etat Indépendant du Congo.

Leopold II, etc.

Vue d'après les règles à suivre pour l'organisation de la Force Publique dans l'Etat.

Sur la proposition de Notre Administrateur de l'Intérieur. Nous avons décrété et décrétons :

1. Les unités principale de la Force Publique comprennent :

a) L'Etat-Major.

b) La Compagnie de dépôt et d'instruction à Boma.

c) Les Compagnies actives.

2. L'Etat-Major se compose :

Du Commandant de la Force Publique.

D'un capitaine-adjoint

D'un lieutenant adjutant-major.

D'un adjudant sous-officier (secrétaire et porte-drapeau).

3. La Compagnie de dépôt et d'instruction comprend :

Un commandant qui est en même temps le capitaine adjoint au Commandant de la Force Publique.

Un lieutenant.

Un lieutenant ou sous-lieutenant faisant également les fonctions d'officier d'armement et d'administration.

Un sergent-major.

Trois sergents.

Son cadre indigène comprend :

Un sergent-fourrier.

Deux à trois sergents.

Un caporal aide-armurier.

Un caporal élaiton.

Six caporaux.

4. Une compagnie active a pour cadre européen :

Un capitaine ou lieutenant, commandant.

Un lieutenant ou sous-lieutenant.

Un sergent-major.

Un sergent.

Son cadre indigène comprend :

Deux sergents

Quatre à six caporaux.

Une compagnie active a effectif renforcé comprend, en plus, dans son cadre européen :

Un lieutenant ou sous-lieutenant.

Un sergent.

et dans son cadre indigène :

Un sergent et

Trois caporaux.

Une compagnie active comporte un effectif de 100 à 150 soldats plus 40 à 60 ouvriers militaires répartis en deux pelotons de deux à trois sections.

Une compagnie active a effectif renforcé compte de 240 à 250 soldats, plus 40 à 60 ouvriers militaires, répartis en trois pelotons de deux à trois sections.

Le nombre d'escouades est variable selon les détachements à former.

Dans chaque compagnie un des sergents pourra être nommé premier sergent.

5. La compagnie de dépôt, celle du Stanley Pool, ainsi que d'autres qui pourront être désignées ultérieurement, ont en outre un sergent-armurier.

6. Les compagnies ont un quartier principal fixe; leur mission principale est le maintien de l'ordre et l'occupation effective de chaque district. Il est créé huit compagnies actives.

Par dérogation à l'article 4 du décret du 5 août 1888 sur l'organisation de la Force Publique, les compagnies sont réparties comme suit :

La première compagnie, qui est en même temps la compagnie de dépôt et d'instruction, quartier principal à Boma; elle assure le service des districts de Boma, de Banana et de Matadi.

La deuxième compagnie, quartier principal Leopoldville, district du Stanley-Pool; elle fournit le détachement du Kasai.

Les quatrième et cinquième compagnies à effectif renforcé, quartier principal sur le Haut-Katanga, district du Luabala.

La sixième compagnie, quartier principal Bangala, district de l'Étang et de l'Élé; elle pourvoit au service du district de l'Étang et de l'Élé.

Les septième et huitième compagnies, à effectif renforcé, quartier principal au confluent de Farwami et Uele; une de ces compagnies fournit un détachement au poste des Stanley Falls.

Le Gouverneur Général peut obtenir l'occupation de nouveaux postes par des détachements pris dans les compagnies.

Outre les compagnies régulières, il sera créé, dans les districts désignés par le Gouverneur Général, des corps permanents de milices indigènes soumises à la discipline militaire. Ces troupes seront réparties en compagnies et en pelotons; leurs cadres seront placés, dans chaque district, sous le commandement supérieur d'officiers de la Force Publique régulière.

L'organisation des milices sera réglée par le Gouverneur Général.

9. Lorsque la sécurité publique l'exige, tout le personnel de l'Etat, tant fonctionnaires que travailleurs, à l'exception des magistrats de l'ordre judiciaire, peut être requis de prendre les armes; mais ce personnel est alors constitué en unités distinctes commandées, au besoin, par des fonctionnaires n'appartenant pas à la Force Publique en qualité dans ce cas d'officiers ou de sous-officiers auxiliaires.

Cette force auxiliaire est soumise aux lois et règlements militaires pendant toute la durée de la réquisition. Les réquisitions de l'espèce sont faites:

a) Dans les districts situés à l'Est de celui de Matadi, par les commissaires de district;

b) Dans les districts de Baana, Boma et Matadi, par le Commandant de la Force Publique dûment autorisé par le Gouverneur Général.

10. A défaut de désignation spéciale par le Gouverneur Général, lorsque plusieurs compagnies ou fractions de compagnies sont réunies, l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé prend le commandement de l'ensemble de la troupe.

Le Gouverneur Général peut aussi donner à un officier désigné par lui le commandement supérieur de deux ou plusieurs compagnies non réunies.

11. Le Gouverneur Général répartit les officiers et les sous-officiers dans les compagnies sur les propositions du Commandant de la Force Publique.

12. En cas de vacance par suite de décès, maladie ou toute autre cause majeure, l'officier le plus ancien de la compagnie en prend provisoirement le commandement.

Le remplacement provisoire de chefs à lieu de la même façon dans les cadres inférieurs.

Néanmoins, dans les cas graves et urgents, les commissaires de

districts.

et caporaux de leur choix.

13. Le Gouverneur Général et les commissaires

déleguer aux commandants des compagnies et aux chefs de sections les pouvoirs disciplinaires qui leur sont attribués par le règlement du 5 juillet 1888 sur la discipline militaire.

14. Les sous-officiers et les caporaux indigènes sont nommés par les commandants de compagnie, sous réserve de l'approbation des commissaires de district et du Commandant de la Force Publique, mais aucune augmentation de solde ne peut être accordée que par une décision du Gouverneur Général.

15. Les sous-officiers et caporaux européens sont nommés par le Commandant de la Force Publique, sous réserve de l'approbation du Gouverneur Général.

16. Des propositions pour l'avancement sont dressées trimestriellement par les commandants de compagnie; elle sont remises aux commissaires de district, qui y joignent leur avis et les transmettent au Commandant de la Force Publique; ce dernier les soumet au Gouverneur Général.

17. Notre Administrateur Général du Département de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Lycops et Touchard, Tome I, p. 253.

Annexe III

Decret du Roi-Souverain : 30 juillet 1891

Recrutement de la Force Publique Leopold II, etc.

Considerant qu'il importe d'organiser dans le territoire de l'Etat le recrutement d'une armee nationale;

Sur la proposition de Notre Conseil des Administrateurs, Gené-
raux et de l'avis de Notre Conseil Supérieur,

Nous avons decreté et decretions:

1. Le recrutement de l'armée régulière a lieu par des engagements volontaires et par des levées annuelles. Le contingent a recruter est déterminé par Nous.
2. Le Gouverneur Général ordonne les levées annuelles destinées à compléter les cadres dans les limites du contingent fixé par Nous.
3. Le Gouverneur Général détermine annuellement les districts où s'opère la levée ainsi que la proportion à fournir par chacun, il désigne également dans chaque district les localités où s'opère la levée ainsi que la proportion à fournir par chacune.
4. Le mode suivant lequel s'opère la levée est déterminé par le commissaire de district de commun accord avec le chef indigène. Elle a lieu autant que possible par voie de tirage au sort.
5. Nul ne peut être incorporé avant l'âge de quatorze ans révolus ni après l'âge de trente ans accomplis.
6. La durée du service actif est de cinq ans. A l'expiration de ce terme, les hommes font, pendant deux ans, partie du cadre de la réserve.
7. Tout homme incorporé dans l'armée régulière est immatriculé dans les contrôles de la Force Publique. Il lui est délivré un livret modèle arrêté par les règlements sur les services et la comptabilité de la Force Publique.
8. Tout homme incorporé en vertu des articles 2, 3 et 4 du présent décret est entretenu et équipé aux frais de l'Etat.
Il touche une solde journalière de 21 centimes, le tiers de cette somme peut lui être retenu pour lui être bonifié à l'expiration de son terme de service.

9. Les autorités sont tenues de protéger les hommes qui ont été incorporés contre toute atteinte qui serait portée ultérieurement à leur liberté individuelle.

10. Il est strictement interdit aux autorités de garder sous les drapeaux des hommes qui ne sont plus portés sur les contrôles prévus à l'article 7, ou dont le terme de service est expiré, sauf dans le cas de rengagement volontaire.

11. Notre Administrateur Général du Département de l'Intérieur est chargé de régler tout ce qui a trait à l'exécution du présent décret qui entre en vigueur ce jour.

F. P. op. en... pp. 507-508.

Annexe IV

L'altercation de Kasongo

Nous avons pu retrouver quatorze personnes possédant le souvenir de ce qui se racontait dans les milieux traditionnels sur la rupture entre Tippo-Tippo et Gongo-Lutete.

La tradition existe effectivement, dans la région de Kasongo, d'une grave injure faite par Gongo de la part de son patron (7), de Setu (1) ou des Ngwana³, sans précision (4). Douze versions situent la rupture à un moment précis, et parmi celles-ci neuf la placent au cours d'un repas.

Parmi les neuf 'repas', on trouve quatre fois une concordance textuelle avec la version de Dalilons et Cornet: trois fois 'kushasha mabele': diminuer le riz, une fois 'kipimo cha mabele': ... la quantité de riz. Une version substitue de la viande au riz. Deux se contentent de l'ordre de ne pas 'rassasier' Gongo. (Une fois 'wasimshibisha': qu'ils ne le rassassent pas, une fois 'asishibe': qu'il ne soit pas rassasié). On rencontre une fois le refus de lui donner à manger quoi que ce soit, et une fois l'exigence qu'il ne mange pas avec les Ngwana (appel de son ancienne condition d'esclave?).

Trois personnes rapportent 'une dispute' (maneno): des mots) sans précision de circonstances. Deux autres se bornent à constater que Gongo s'est brouillé avec ses anciens maîtres et alliés, chose dont on ne peut douter puisqu'il leur a fait la guerre!

L'une d'elles a par après admis le 'rappel de son ancienne condition d'esclave' comme cause de tension entre lui et les Ngwana. Il s'agit cependant d'une réponse à une question qui fut une maladresse de ma part, et je suis à peu près persuadé d'avoir induit cette précision, dont je propose donc de ne pas tenir compte.

A dix reprises, la nomination de Setu est liée à la dispute, avec à quatre reprises mention nominale de Setu. Par contre, l'informateur pour qui Setu était l'insulteur ne parle pas de cette nomination.

En résumé on a :

Appréhension commune	Out: 12	Non: 2
repas	parmi lesquels pas de circonstances: 3	
	repas: 9	
	parmi lesquels ne peut manger avec les autres: 1	
	refus de nourriture: 8	
	parmi lesquels rien du tout: 1	
	ration diminuée: 7	
	parmi lesquels pas de précisions: 2	
	viande: 1	
	riz: 4 (3 + 1)	

Rôle de Setu: 13, une fois comme insulteur, douze fois, dont quatre nominativement, comme futur 'inspecteur' de Gongo.

On peut raisonnablement en tirer que :

1. on a gardé le souvenir d'un point de rupture précis, qui semble bien être le moment où Tippo-Tippo se méfia assez de Gongo pour lui adjoindre un surveillant;
2. le maître reprend ses distances d'avec l'ancien esclave, d'où réapparition de ce qui les sépare: ils ne mangent pas ensemble, ou pas la même nourriture;
3. l'ensemble de la scène est donc située pendant un repas, foi jurée évidemment le goût populaire universel pour les scènes et détails concrets et hauts en couleur.

Les circonstances exactes, les répliques précises et le menu du jour peuvent très bien être de fioritures issues de l'imagination populaire. Mais il semble bien qu'à la suite des mesures de méfiance prises à son égard, Gongo ait eu avec Tippo-Tippo, accompagné ou non d'autres Ngwana, une scène orageuse et pénible pour son amour-propre.

Et, à tout prendre, il se peut bien qu'elle se soit passée comme on nous la décrit.

La version de Dalilons et Cornet correspond bien, en tout état de cause, à celle qui domine dans la mémoire populaire.

Il est entrevues sur lesquelles nous nous basons ont eu lieu en 1973).

Annexe V

Fin et persistance de l'esclavage en Angola

La traite des Nègres fut longue à mourir et ne disparut que très progressivement dans le courant du XIX^e siècle. On peut cependant s'étonner de la voir encore si active aux alentours de 1900. D'autant plus qu'on nous a appris que Léopold II avait délivré les Congolais de l'esclavage¹ grâce à la victoire de l'EIC² sur les Ngwana en 1894.

La traite dont il est question ici n'est pas la traite "arabe", mais bien angolaise. Elle était en partie illégale.

Les esclaves furent longtemps l'une des principales ressources de l'Angola. Leur exportation se faisait surtout vers le Brésil et on a pu dire avec raison que pendant plusieurs siècles l'Angola fut plutôt une colonie du Brésil que du Portugal. Lors de l'indépendance du Brésil en 1823, il se trouva d'ailleurs des colons angolais, pour prouver, au nom de l'interdépendance³, l'union entre l'Angola et son client américain.

En 1870, et malgré un éphémère boom économique dû à la guerre de Sécession, on n'avait toujours pas trouvé d'exportation qui puisse remplacer, sur le plan économique, celle du bois d'ébène. Les gouverneurs prirent des décrets successifs en 1858, en 1875 et en 1899, pour abolir l'esclavage. Le simple fait que l'on ait dû répéter ces décrets montre qu'ils n'eurent aucun effet pratique. Le Brésil, lui, abolit l'esclavage en 1888.

Le caoutchouc, que l'on exporta à partir de 1869, et qui était devenu en 1882 le deuxième produit d'exportation en importance, soutient l'Angola pendant ses années les plus difficiles, autour du grand partage de l'Afrique⁴ de 1885, où le Portugal, qui n'avait pas les moyens diplomatiques et militaires de soutenir ses prétentions, vit son empire colonial sérieusement rogné.

L'exploitation des produits agricoles d'exportation, avait été organisée d'abord comme au Brésil ou dans le Sud des Etats-Unis, en vastes plantations utilisant de la main d'œuvre servile. La disparition de la demande brésilienne ne suffit donc pas, à elle seule, à mettre fin à la chasse aux esclaves. En effet, les conditions de travail, de santé, d'alimentation, etc... étaient si dures en Angola, comme dans beaucoup d'autres contrées utilisant des esclaves, des Antilles Françaises, p. ex.

que la reproduction des esclaves ne suffit jamais à compenser leur mortalité, et qu'il fallait sans cesse combler les vides que celle-ci creusait dans la main d'œuvre.

A partir de 1880, cependant, on se mit à exploiter le caoutchouc tire des herbes⁵, autrement dit le même caoutchouc sauvage qui valut tant de réprobation à Léopold II, et par des méthodes du même genre, avec un large recours au travail forcé des populations locales. L'abolition de 1899 fut donc, si l'on peut dire, la bonne. L'esclavage était désormais remplacé par d'autres formes d'asservissement, mieux adaptées aux circonstances et aux temps modernes, et n'entraînant pas l'infamie qui s'attachait désormais au terme d'esclavage (1).

Il vcut cependant encore, du Congo vers l'Angola, des déplacements forcés de populations, présentant tous les aspects de la traite même s'ils n'en portaient plus le nom. Cela engendra d'ailleurs plusieurs incidents diplomatiques belgo-portugais.

Le P. Dieudonné Rinchon, dans son ouvrage sur la Traite au Congo (2), donne une longue liste de documents divers, dont le dossier de plus de nomme tardes du Ministère belge des Colonies, rapportant des incidents et faits divers qui attestent la persistance de la traite vers l'Angola au moins jusqu'en 1925.

Notes

1. Cette parenté de méthode entre le plus ancien et le plus récent des pouvoirs coloniaux tient sans doute à une similitude de situation: le Portugal, qui est une métropole petite et pauvre, et Léopold II qui n'a que des moyens individuels, doivent faire rapporter leurs colonies avec des moyens dérisoires, d'où une économie de pillage, basée sur la violence et le travail forcé.
2. Rinchon, Dieudonné, op. cit., pp. 122-125.

Annexe VI

On trouvera ci-après les textes des accords diplomatiques entre l'EIC et les puissances coloniales concurrentes pendant les événements du Soudan. Le texte est celui qui fut publié en annexe à l'ouvrage de Lejeune-Choquet.

Arrangement conclu, le 12 mai 1894, entre l'Etat Indépendant du Congo et le gouvernement britannique

Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, ayant reconnu la sphère d'influence britannique, telle qu'elle est déterminée dans l'arrangement anglo-allemand du 1^{er} juillet 1890, la Grande-Bretagne s'engage à donner à Sa Majesté, certains territoires situés dans le bassin ouest du Nil, aux conditions spécifiées dans les articles suivants :

Article Premier

A. — Il est convenu que la sphère d'influence de l'Etat Indépendant du Congo sera limitée au nord de la sphère allemande dans l'est africain par une frontière suivant le 30° méridien Est de Greenwich 27°40' longitude Est de Paris), jusqu'à son intersection avec la crête de partage dans la direction du nord et du nord-ouest.

B. — La frontière entre l'Etat Indépendant du Congo et la sphère britannique au nord du Zambèze suivra une ligne allant directement de l'extrémité du cap Akalunga, sur le lac Tanganika, situé au point le plus septentrional de la baie de Cameron, par environ 8°15' latitude Sud, à la rive droite de la rivière Luapula, au point où cette rivière sort du lac Moëro. La ligne sera ensuite prolongée directement jusqu'à l'embouchure de cette rivière dans le lac; toutefois, vers le sud du lac, elle déviara de façon à laisser l'île de Kilwa à la Grande-Bretagne. Puis elle suivra le 'thalweg' de la Luapula, jusqu'au point où cette rivière sort du lac Bangwelo. Elle suivra ensuite, dans la direction du sud, le méridien

de longitude passant par ce point jusqu'à la crête de partage du Congo et du Zambèze, puis cette crête de partage jusqu'à la frontière portugaise.

Article II

La Grande-Bretagne donne à bail à Sa Majesté le Roi Léopold II, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, les territoires ci-après déterminés pour être occupés et administrés par Lui, aux conditions et pour la période de temps ci-après stipulées :

Ces territoires seront limités par une ligne partant d'un point situé à la rive occidentale du lac Albert, immédiatement au sud de Mahagi et allant jusqu'au point le plus rapproché de la frontière définie au paragraphe A de l'article précédent. Cette ligne suivra ensuite la crête de partage des eaux du Congo et du Nil jusqu'au 25° méridien Est de Greenwich et ce méridien jusqu'à son intersection avec le 10° parallèle Nord; puis elle longera ce parallèle directement vers un point à déterminer au nord de Fachoda. Elle suivra ensuite le thalweg du Nil, dans la direction du sud, jusqu'au lac Albert, et la rive occidentale de ce lac jusqu'au point indiqué ci-dessus, au sud de Mahagi.

Ce bail restera en vigueur pendant la durée du règne de Sa Majesté Léopold II, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo.

Toutefois, à l'expiration du règne de Sa Majesté, il restera en vigueur de plein droit, en ce qui concerne toute la partie des territoires mentionnés plus haut, situés à l'ouest du 30° méridien Est de Greenwich, ainsi qu'une bande de 25 kilomètres d'étendue en largeur, à déterminer de commun accord, se prolongeant de la crête de partage des eaux du Nil et du Congo jusqu'à la zone occidentale du lac Albert et comprenant le port de Mahagi.

Ce bail prolongé restera en vigueur aussi longtemps que les territoires du Congo resteront, comme Etat indépendant ou comme colonie belge, sous la souveraineté de Sa Majesté et des successeurs de Sa Majesté. Pendant toute la durée du présent bail, il sera fait usage d'un pavillon spécial dans les territoires donnés à bail.

Article III

L'Etat Indépendant du Congo donne à bail à la Grande-Bretagne, pour être administrée lorsqu'elle l'occupera, sous les conditions et pour la période ci-après déterminées, une bande de terre étendue de 25 kilomètres en largeur, se prolongeant du port le plus septentrional sur le lac Tanganika, le quel port est compris dans la bande, jusqu'au point le plus méridional du lac Albert-Edouard.

Ce bail aura la même durée que celui qui s'applique aux territoires situés à l'ouest du 30° méridien Est de Greenwich.

Article IV

Sa Majesté le Roi Léopold II, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, reconnaît qu'il n'a et ne cherche à acquérir d'autres droits politiques dans la bande de territoire qui lui est cédée à bail entre le lac Tanganyika et le lac Albert-Edouard qu'en conformité du présent arrangement.

Article V

L'Etat Indépendant du Congo autorise la construction à travers ses territoires, par la Grande-Bretagne ou par une compagnie dûment autorisée par le Gouvernement anglais, d'une ligne télégraphique reliant les territoires anglais de l'Afrique du Sud à la sphère d'influence anglaise au Nil. Le Gouvernement de l'Etat du Congo aura toutes facilités pour relier cette ligne à son propre système télégraphique.

Cette autorisation ne confère ni à la Grande-Bretagne, ni à aucune compagnie, personne ou personnes déléguées aux fins de construire la ligne télégraphique, aucuns droits de police ou d'administration dans le territoire de l'Etat du Congo.

Article VI

Dans les territoires donnés à bail par le présent arrangement, les nationaux de chacune des parties contractantes jouiront réciproquement des droits et immunités des nationaux de l'autre partie, et ne seront soumis à aucun traitement différentiel.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double, à Bruxelles, le douzième jour de mai 1894.

Edm. Van Eetvelde

F. R. Plunkett.

N.B. L'article III fut retiré de commun accord par l'EIC et la Grande-Bretagne, représentés par les mêmes signataires, le 22 juin 1894, à cause surtout de l'hostilité de la France.

Arrangement du 14 août 1894 entre la France et l'Etat Indépendant du Congo

Article Premier

La frontière entre l'Etat Indépendant du Congo et la colonie du Congo français, après avoir suivi le thalweg de l'Oubanghi jusqu'au confluent du M'Bomou et du Ouellé, sera constituée ainsi qu'il suit:

1. Le thalweg du M'Bomou jusqu'à sa source;
2. Une ligne droite rejoignant la crête de partage des eaux entre les bassins du Congo et du Nil.

A partir de ce point, la frontière de l'Etat Indépendant est constituée par la dite crête de partage jusqu'à son intersection avec le 30° degré de longitude Est de Greenwich (27° 40P aris).

Article II

Il est entendu que la France exercera, dans des conditions qui seront déterminées par un arrangement spécial, le droit de police sur le cours du M'Bomou, avec un droit de suite sur la rive gauche. Ce droit de police ne pourra s'exercer sur la rive gauche qu'exclusivement le long de la rivière, en cas de flagrant délit, et autant que la poursuite par les agents français serait indispensable pour assurer l'arrestation des auteurs d'infractions, commises sur le territoire français ou sur les eaux de la rivière.

Elle aura, au besoin, un droit de passage sur la rive gauche pour assurer ses communications le long de la rivière.

Article III

Les postes établis par l'Etat Indépendant au nord de la frontière stipulée par le présent arrangement, seront remis aux agents accrédités par l'autorité française, au fur et à mesure que ceux-ci se présenteront sur les lieux.

Des instructions, à cet effet, seront concertées immédiatement entre les deux Gouvernements et seront adressées à leurs agents respectifs.

L'Etat Indépendant s'engage à renoncer à toute occupation et à n'exercer, à l'avenir, aucune action politique d'aucune sorte à l'ouest et au nord d'une ligne ainsi déterminée.

Le 30° degré de longitude Est de Greenwich (27°40' Paris), à partir de son intersection avec la crête de partage des eaux des bassins du Congo et du Nil, jusqu'au point où ce méridien rencontre le parallèle 5° 3', puis ce parallèle jusqu'au Nil.

Annexe VII L'auteur du 'carnet de route'

A notre connaissance, sur un bon demi-siècle qui s'est écoulé depuis la première parution du 'carnet de route', personne n'en a discuté l'authenticité. On voit d'ailleurs mal pourquoi les auteurs du 'Vieux Congo' en 1930 se seraient divertis à forger, et ceux de 'la F.P.' en 1952 à répandre, un faux aussi peu favorable à ceux qu'ils se proposent de glorifier. On sait que l'original du document était détenu par le docteur Meyers. Celui-ci ne divulguera apparemment pas le nom de son auteur, puisque Lejeune affirme que son attribution à Verhellen repose sur 'des recoupements' (1). L'attribution n'a pas été plus contestée que le document lui-même.

La liste des auteurs possibles se limite à ceux des officiers de l'avant-garde qui n'avaient pas été évacués le 15 février, ce qui exclut par exemple Closset, laissé malade au poste de l'Obi (et dont on possède par ailleurs les écrits). On peut supposer qu'il s'agit d'un officier qui a survécu aux événements. Il est en effet peu probable qu'on ait ramassé ce document par après: un carnet n'était pas le genre de choses que des pillards ramassent et qu'on retrouve lorsque la chance a tourné. Plutôt que de supposer un tel coup de chance, il vaut mieux supposer que le carnet a continué à accompagner son propriétaire. Cela exclut les tués, tels Andrianne, Tagon ou Inver (ce dernier était de plus Turc, et on ne voit pas pourquoi il aurait tenu un 'journal' en français). Il y eut trois survivants le 15: le Dr. Vedy, et les lieutenants Verhellen et de le Court. Ce dernier fut tué à Ekwanganga. Ce que nous avons dit du premier combat vaut aussi pour celui-ci: les effets personnels ont dû y disparaître. Verhellen et Vedy ont par contre gagné Dungu puis l'Europe, et ce à peu près en ligne droite, puisque le lieutenant accorda une interview en juillet 1927. A moins de faire des suppositions rocambolesques, c'est entre le médecin et le lieutenant qu'il faut choisir.

On ne peut pour cela se baser que sur des données de critique interne, le document n'étant connu que sous la forme publiée par Lejeune. On ne peut par exemple comparer les écritures.

L'un et l'autre sont cités à plusieurs reprises dans le carnet. L'auteur n'a pas eu l'amabilité d'écrire à la première personne pour simplifier notre tâche. A moins que Meyers ait lui-même remplacé les 'je' par des

il, afin de sauvegarder l'anonymat de l'auteur. L'intention des auteurs du 'Vieux Congo' a visiblement été d'abord de publier un document anonyme, et l'identification fut ajoutée en dernière minute, par une note en bas de page. Nous ne savons d'ailleurs pas pourquoi.

Il y a, parmi les personnes citées, trois noms qui comportent un 'piège' lorsqu'on les écrit : Leroy (y ou i ?), de le Court (en trois mots) et Verhellen, dont précisément le H ne s'entend pas lorsqu'un francophone le prononce. Le nom du lieutenant, écrit 'Verellen' est le seul que le 'carne' écorche. S'il en est l'auteur, c'est curieux.

Le texte ne porte aucune trace de la profession médicale. A plusieurs reprises on dit qu'un tel est 'malade' ou 'blessé', sans aucune précision. Parmi les bagages ou approvisionnements, il n'est jamais fait mention des médicaments. Un médecin n'est pas fatalement affligé de tous les maux de sa profession, mais le fait est tout de même bizarre.

Le texte de Lejeune, basé sur des entretiens avec Meyers et des notes de ce dernier (un premier jet du 'Prix d'un Empire' ?) a visiblement été rédigé avec l'intention de couvrir le nom de l'auteur du manteau de Noé. 'Qui l'a rédigé ? Lui seul le sait', dit-il encore page 144, avant de citer Verhellen et de rétablir l'orthographe de son nom.

Vedy étant médecin militaire, il n'y a rien d'étonnant à ce que le vocabulaire qui regarde le métier des armes soit précis. Ce qui ne cadre pas avec la personne, c'est qu'on parle avec précision de tête de pont, vaguement de maladie (2), jamais de médicaments.

Ce serait un indice fort clair en direction du lieutenant, si on ne voyait pas le carnet réparé entre les mains... d'un médecin. Meyers et Vedy ont pu se rencontrer pour des raisons professionnelles, par exemple en 14-18 dans le service de santé militaire.

Et Vedy aurait confié à son confrère que, dans ses bagages...

Mais Vedy fut surpris par l'attaque alors qu'il avait été mandé par Leroy. Verhellen, au contraire s'est sauvé avec trois de ses hommes, son boy, ses armes... de là à déduire qu'il avait encore quelques autres affaires, ses armes... de là à déduire qu'il avait encore quelques autres affaires... Meyers était de plus un de ces officiers de santé qui sont surtout officiers. Il exerça un commandement effectif au combat au Congo et servit au Quartier Général à la fin de la guerre 14-18. Il avait donc autant de raisons de rencontrer Verhellen que de rencontrer Vedy.

Il resterait à expliquer que le nom du lieutenant soit mal orthographié. Faut-il penser que le carnet était écrit à la première personne, que Meyers remplaça les 'je' par 'Verhellen', mais que ne connaissant le nom que par ouï-dire, il l'écrivit mal ?

Faut-il le soupçonner d'avoir volontairement écorché le nom du lieutenant pour écarter de lui les soupçons ?

Qui veut trop prouver ne prouve rien...

Notes

1) Lejeune, op.cit. page 144.

2) On ne peut considérer comme 'techniques' des termes 'hématuries' ou 'dysenterie'. Ils faisaient partie de la réalité quotidienne.

Annexe VIII

La Pensée Royale

Les textes ci-après sont repris à l'ouvrage cité de Lejeune-Choquet, où ils figurent en annexe, pp. 240-247. La lettre fut adressée aux Secrétaires Généraux de l'EHC (ayant à peu près des compétences de ministres) peu après la promulgation des 'réformes' consécutives à la Commission d'Enquête de 1904/1905.

C'est nous qui soulignons les passages en italiques.

La Lettre du Roi-Souverain

A Messieurs les Secrétaires Généraux,

Je sanctionne les mesures que vous me proposez. Notre devoir est de ne rien négliger pour développer la prospérité du Congo, pour améliorer le sort des indigènes et pour mettre en excellente situation un pays que la Belgique, en vertu de l'initiative que j'ai prise en sa faveur, pourra, si elle le veut, posséder un jour.

Dans la logique de son œuvre, le Souverain ne doit pas seulement s'appliquer à ce que le Congo puisse arriver en la possession de la Belgique dans tout l'épanouissement de sa prospérité. Ses efforts et les résultats acquis lui donnent aussi le droit et lui imposent le devoir de veiller à ce que l'annexion ne se fasse que dans des conditions propres à assurer à la Belgique la pleine jouissance et la conservation de la conquête pacifique que le Roi a réalisée pour Elle et pour Elle seule.

Vous devez rectifier chaque fois que vous les entendez émettre en votre présence les fausses notions juridiques que d'aucuns répandent sur la situation de droit et de fait du Congo. Cette situation est sans précédent et unique, je le veux bien, comme le fut la création de l'Etat. Toutes les responsabilités, comme toutes les charges de la fondation du gouvernement régulier, par l'initiative privée, sans lien avec aucune métropole, dans un milieu où l'on considérerait généralement comme irréalizable l'établissement d'un Etat m'ont été laissées. La Belgique a bien voulu m'aider de ses deniers dans quelque mesure. Mais le soin de continuer le nouvel Etat m'a incombé exclusivement. Le Congo a donc été et n'a pu être qu'une œuvre personnelle. Or, il n'est pas de droit plus légitime

et plus respectable que le droit de l'auteur sur sa propre œuvre, fruit de son labeur.

Les Puissances ont entouré la naissance du nouvel Etat de leur bienveillance; mais aucune d'elles n'a été appelée à participer à mes efforts; aucune, partant, ne possède au Congo de droit d'intervention, que rien ne pourrait justifier. Elles ont reconnu l'indépendance du Congo et ont reçu notification du choix que l'Etat indépendant avait fait du régime de la neutralité et de ses limites. Nulle observation ne s'est produite. Le droit international règle les rapports entre Puissances Souveraines: il n'y a pas de droit international spécial pour le Congo.

L'Acte de Berlin a pris quelques dispositions générales concernant le Bassin Conventionnel du Congo. Ces dispositions s'appliquent d'une manière égale à tous les Etats possédés dans le Bassin Conventionnel et y restreignent, en tant qu'elles l'ont formulé, certains de leurs droits souverains.

Ces dispositions, limitées quant à leur objet et générales quant à leur sphère d'application, ne visent pas le droit de possession sur le Congo; elles n'y touchent en rien. Les questions de souveraineté territoriale, c'est-à-dire précisément celles qui ont trait à la constitution des Etats, ont été expressément et de commun accord exclues du programme de la Conférence de Berlin, et le texte de l'Acte Général de cette Conférence manifeste à l'évidence cette exclusion.

Mes droits sur le Congo sont sans partage; ils sont le produit de mes peines et de mes dépenses. Vous devez ne pas cesser de les mettre en lumière, car ce sont eux et eux seuls qui ont rendu possible et légitime mon legs à la Belgique. Ces droits, il m'importe de les proclamer hautement, car la Belgique n'en possède pas au Congo en dehors de ceux qui lui viendront de moi. Si je n'ai garde de laisser périr mes droits, c'est bien par patriotisme et parce que sans eux la Belgique serait absolument dépourvue de tout titre.

Le mode d'exercice de la Puissance publique au Congo ne peut relever que de l'auteur de l'Etat; c'est lui qui impose légalement, souverainement, et qui doit forcément continuer à disposer seul, dans l'intérêt de la Belgique, de tout ce qu'il a créé au Congo, jusqu'à ce que la Belgique, si elle le juge bon un jour, se mette d'accord avec lui pour entrer en jouissance du Congo de son vivant, ou le fasse conformément à ses dernières volontés, après sa mort.

En attendant, c'est un devoir pour lui de maintenir, sans les laisser diminuer, tous les avantages que la faculté qu'il a donnée spontanément à la Belgique peut procurer à celle-ci.

Les ingérences, par lesquelles on voudrait diminuer ses droits auraient le caractère de véritables usurpations, pour ne pas dire plus. C'est à lui et à

personne d'autre qu'incombe actuellement le soin de maintenir et d'employer les ressources de l'Etat Indépendant. Ce devoir envers la Belgique et le Congo, il le remplira entièrement.

Le sentiment qui dicte l'emploi de ces ressources est à la fois patriotique et absolument désintéressé. La note verbale de l'Etat Indépendant du Congo en 1901 l'a rappelé, quoique cela fût superflu. Il importe de continuer, aux frais de l'Etat du Congo, les travaux du musée de Tervuren, destiné à faire connaître les produits de l'Etat. Il est nécessaire de compléter cette œuvre de vulgarisation par l'érection de l'Ecole mondiale et de ses dépendances, dont la première pierre fut posée, au milieu de nombreux applaudissements, en notre année jubilaire de 1905. Ces travaux embellissent la Patrie et, comme ceux qu'à exécutés le Domaine de la Couronne, ils ont rapporté aux travailleurs belges, depuis quelques années, plusieurs millions de francs de salaires.

C'est un fait acquis déjà à l'histoire que la création de l'Etat du Congo a été pacifique, légitime, réalisée de l'assentiment des indigènes, et sans aucune coopération des Etats étrangers. A cette époque, dont vingt années nous séparent, les indigènes ne s'intéressaient pas au développement prospère de la contrée; ils ne cessaient de se faire la guerre, de s'entre-tuer, et, restant ignorants des richesses naturelles du pays, ils n'utilisaient le sol qu'en vue de pourvoir à leur subsistance.

C'est le Blanc qui a fait et fera du Congo un pays civilisé. Il doit poursuivre son œuvre en considérant le Noir comme un frère non encore majeur à élever vers lui. Mais soutenir que tout ce que le Blanc fera produire au pays doit être dépensé uniquement en Afrique et au profit des Noirs est une véritable hérésie, une injustice et une faute qui, si elle pouvait se traduire en fait, arrêterait net la marche de la civilisation au Congo. L'Etat qui n'a pu devenir un Etat qu'avec l'actif concours des Blancs doit être utile aux deux races et faire à chacune sa juste part.

J'ai été heureux de trouver dans les rapports de l'éminent Gouverneur Général du Congo, le Lieutenant Général baron Wahis, l'assurance de la bonne situation de l'Etat et des progrès journaliers accomplis. Il affirme que les indigènes, soumis à l'action directe des agents de l'Etat, sont traités avec équité et que les mesures de répression à prendre contre ces derniers, de chef d'abus d'autorité, nombreuses il y a quelques années, sont devenues fort rares aujourd'hui.

Il y a eu des désordres; ils sont inséparables de toute œuvre humaine. Si l'on voulait relever seulement pendant un mois les actes délictueux qui se commettent, fût-ce en temps ordinaire, dans les grandes villes du monde et même dans les campagnes, on serait épouvanté des tableaux qu'on aurait sous les yeux. Il y a des crimes au Congo, beaucoup moins fréquents, en réalité, que ne le prétendent certains détracteurs, mais

encore en trop grand nombre, comme le prouve la liste longue des peines prononcées.

L'action administrative doit être protectrice des indigènes et de leurs droits, mais sans oublier les droits des blancs et l'indispensable nécessité, dans l'intérêt de la civilisation, de maintenir leur prestige.

Lorsque l'action de la justice est requise, elle doit être aussi rapide que possible, et toujours, cela va sans dire, parfaitement régulière et impartiale. Il serait heureux qu'un certain stage au Congo fût un titre particulier à la bienveillance du gouvernement belge pour les jeunes docteurs en droit qui demandent à entrer dans sa magistrature. Cela pourrait se faire sans aucune dépense pour la Belgique et avec tout avantage pour elle.

La tâche des agents au Congo est très difficile, je ne l'ignore pas. Le climat est insalubre, les agents, éprouvés dans leur santé, souvent seuls au sein de la barbarie, au milieu d'immenses étendues, se sentent dépayés dans des régions où tout ce qui les entoure et leur tâche elle-même sont si différents de leurs habitudes et des pratiques de leur pays. Je tiens à remercier ici chaleureusement tous les agents qui ont bien servi et qui servent bien l'Etat.

La préparation aux carrières d'Afrique doit être pour nous l'objet d'un soin continu.

L'ouverture des voies de communication est de nature à favoriser puissamment le mouvement vers ces carrières. Le climat sera par le fait amélioré et les agents ne se sentiront plus séparés de la civilisation et comme jetés en dehors d'elle.

Je ne dois pas vous recommander de faciliter l'œuvre de nos missionnaires. Vous savez avec moi tout le bien qu'ils font au Congo. Notre devoir est de les soutenir dans la poursuite de leur noble tâche. Vous avez bien fait de vous entendre avec eux à cet effet.

Il y a des moments pénibles dans tous les Etats, dans toutes leurs dépendances. Nous retrouvons ces difficultés dans les possessions des diverses nations, grandes et petites. Nous devons nous inspirer de la façon dont les autres puissances en triomphent, de l'énergie avec laquelle elles dominent les désordres, de la façon dont elles maintiennent le prestige des blancs—de cette poignée de représentants de la civilisation qui devraient partout se soutenir et s'entraider—et de leur constante préoccupation d'être justes envers les indigènes, de les élever jusqu'à un certain degré, même malgré eux, à des destinées plus humaines et de les régénérer.

Le ministre des colonies en Angleterre résumait fort bien dernièrement, en ces mots, la ligne de conduite à suivre: *'The hearty cooperation*

of those who are at home and those who are abroad, and sympathy and support to the man on the spot (1).

L'Etat du Congo a exécuté ou concédé de grands travaux publics, des chemins de fer, des télégraphes, qu'appelaient de tous leurs vœux les Congrès de Berlin et de Bruxelles. Il a lancé de nombreux vapeurs sur ses fleuves. Vous aurez encore toute une suite de grands travaux à me proposer : les chemins de fer vers les mines du Ka-Tanga, l'amorce du grand transsaharien dans le bassin du Congo, le chemin de fer vers le Nil. Un emprunt est nécessaire à cet effet ; les titres ne pourront être placés qu'au fur et à mesure des dépenses engagées et seulement si l'industrie privée ne sollicitait pas l'entreprise de ces grands travaux.

L'Etat du Congo a mis fin à la traite sur ses territoires, non sans une lutte de plusieurs années, dans laquelle il a triomphé, grâce à sa persévérance. Il a empêché l'entrée de l'alcôol dans le Haut-Congo, qui sans cette prohibition aurait été empoisonné. Il a introduit le vaccin, bienfait immense.

Toute son énergie doit se porter à combattre la maladie du sommeil, qui décime l'Afrique centrale. Mettez à prix l'écrasement de ce fleau ; offrez une prime de 200.000 francs à celui qui parviendra à le faire disparaître. Faites-moi signer un décret attribuant un crédit de 300.000 fr. aux études nécessaires à cette victoire. Si Dieu m'accorde cette grâce, je pourrai me présenter à son tribunal avec l'acquit d'une des plus grandes bonnes actions du siècle, et une légion d'êtres sauvés appellera sur moi sa miséricorde.

Mon testament d'août 1889 a formulé ma volonté en sa portée générale. Certains points qui s'y rattachent peuvent être utilement précisés, comme l'expérience l'a démontré. C'est ce que je fais dans l'annexe à la présente lettre. D'autre part, ma lettre de 1889 à M. Beernaert, confirmée par celle de 1901 à M. Woeste, tout en constituant une déclaration formelle de mes résolutions, ne détermine pas les arrangements d'exécution nécessaires pour réaliser éventuellement l'incorporation.

Si mon pays, se fondant sur ces derniers titres, avait le dessein d'entrer de mon vivant, en possession du Congo, l'Etat Indépendant, pour effectuer la substitution de la souveraineté belge à la sienne, aura au préalable à échanger avec la Belgique un Acte réalisant l'incorporation et assurant spécialement le respect des engagements de l'Etat vis-à-vis des tiers, de même que le respect des actes par lesquels l'Etat aurait pourvu à l'attribution de terres aux indigènes, à la dotation d'œuvres philanthropiques ou religieuses, à la fondation du Domaine de la Couronne, à l'établissement du Domaine national, ainsi qu'à l'obligation de ne diminuer par aucune mesure l'intégrité des revenus de ces diverses institutions, sans leur assurer en même temps une compensation équivalente.

Si la Belgique veut entrer en possession du Congo après ma mort, ces points se trouvent réglés dans mes actes de dernières volontés, tels qu'ils résultent de mon testament et de l'annexe à cette lettre.

Les mesures à prendre, en vue de l'entrée éventuelle en jouissance par la Belgique doivent être, je le sais, de nature à sauvegarder les intérêts de la Nation belge, des contribuables belges et de la population indigène. Ces intérêts sont inséparables d'une mise à l'abri, contre tout gaspillage et tout pillage, du Patrimoine du Congo, dont je ne fais abandon qu'à mon pays — à lui uniquement — et que je tiens à lui léguer tout entier et inaliénable.

Mon devoir est d'y veiller et de rendre impossible ce qui compromettrait et détruirait même la fortune du Congo, non seulement sans aucun profit pour l'intérêt général, mais à son détriment. Ce devoir, je le remplirai toujours avec le plus immuable patriotisme.

J'ai la conscience que par les deux grandes fondations que j'ai faites au Congo, celle du Domaine de l'Etat et celle du Domaine de la Couronne, j'ai rendu le plus signalé service à ce pays et ultérieurement à la Belgique, lorsqu'elle succédera à la souveraineté congolaise. Ainsi se trouve perpétuée en leur faveur la possession des immenses et incalculables richesses que la Providence a accumulées dans Bassin du Congo. Je n'avais pas à donner à la souveraineté un aspect idéologique, mais à la fortifier dans sa réalité, et à assigner des places distinctes aux soins à prodiguer aux intérêts politiques et aux intérêts matériels, fonciers et miniers.

Certaines personnes bien intentionnées cherchent à hâter l'annexion du Congo par la Belgique. D'aucuns voudraient ce qu'ils appellent un Gouvernement responsable, spécialement pour couvrir la personne du Chef de l'Etat. Le vœu, pour louable qu'il soit, est-il réalisable ? Mon expérience ne me permet pas de l'affirmer, car il est certain que, quelles que soient les lois et les institutions, les souverains sont souvent attaqués, nonobstant le soin consciencieux avec lequel ils se renferment dans leur rôle constitutionnel. Quant au Congo — qu'il s'agisse de lui comme Etat Indépendant ou comme dépendance de la Belgique — on ne conçoit pas encore un Parlement d'indigènes, et l'on ne voit guère mieux ce que le Congo aurait à gagner actuellement à être mis sous des institutions belges, même spéciales. Nos institutions ont quelque peine pour le moment à assurer la rapide expédition des affaires belges. Or, dans un pays neuf, surtout à certaines périodes du début, il faut un gouvernement libre d'arriver à des résolutions rapides. Le Congo réclame un gouvernement actif ayant à se préoccuper seulement de sa tâche pratique.

Les adversaires du Congo poussent à une annexion immédiate. Ces personnes espèrent sans doute qu'un changement actuel de régime

Bibliographie

N.B. Lorsqu'il a paru nécessaire d'abréger le titre d'un ouvrage dans les citations, le titre abrégé figure en fin de la notice.

ARCHIVES

Musée Royal d'Afrique Centrale, Tervueren.

Musée de l'Armée et d'Histoire Militaire, Bruxelles.

Archives des Pères Blancs (Société des Missionnaires d'Afrique), Rome.

Extraits de:

- Fonds Gouvernement de la Société, 2^e période 1892-1922 (gouvernement de Mgr. Livinhac; 1-113 à 1-116 Vicariat Apostolique du Haut-Congo).

- Diaires. La citation comprend le nom du poste, la date, le numéro de référence des archives et/ou de la 'Chronique' des P.B. Pour les carnets de Joubert, distincts sous le n° E-18, la numérotation revient à zéro tous les ans, et l'on cite donc année/page.

Missions en Chine et au Congo, vol I publiée la correspondance reçue jusqu'en 1895 des missions des C.I.C.M. (P. de Scheut).

ATLAS

Atlas NIOX, Paris 1890.

Atlas de l'Institut Géographique de Paris par Ch. Delagrave, 1900.

CAMBIER: Atlas Général du Congo, Bruxelles, IRCB 1949.

FAGE, J.D.: An Atlas of African History, Londres, 1963.

GAILEY: The History of Africa in Maps, Chicago, Denoyer-Goltfert, 1967.

REVUES ET PÉRIODIQUES

Le Mouvement Géographique: 1884-1921.

Le Congo Illustré: 1892-1895.

La Belgique coloniale: 1897-1904.

Les Vétérans Coloniaux: 1929-1951.

Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo: 1885-1908.

L'année cartographique, Paris: 1895-1907.

Bulletin du Comité de l'Afrique Française: 1897-1900

LIVRES ET ARTICLES

BALANDIER G. & MAQUET J. (ed.): *Dictionnaires des civilisations africaines*; Paris, Hazan, 1968.

BAUMANN H. & WESTERMANN D.: *Les peuples et les civilisations de l'Afrique*; Paris, Payot, 1948.

BAYOL J.: *Les forces militaires actuelles du Dahomey*; Paris, Revue Scientifique, 23 avril 1892.

BAYOL J.: *L'attaque de Kotonou (4 murs 1890), impressions et souvenirs*; Paris, La Revue bleue, n° 18, 1892.

BAZIN J.: *Commerce et Prédation. L'état bambara de Segou et ses communautés Marka*, Londres, Congrès d'études manding., 1972.

BELVAUX A. de: *Souvenirs congolais*; Verviers, 1^{er} Jour, 9-13/5/1933.

BIEBUYCK D.: *Fondements de l'organisation politique des Lunda du Mwaanta Yaav en territoire de Kapangui*; Bruxelles, Zaire, XI, 8, 1957.

BIRMINGHAM D. & MARTIN P. (ed.): *History of Central Africa*; London/New-York, Longman, 1983.

BOONE O.: *Carte ethnique du Congo*; (Quart Sud-Est); Tervuren, MRAC, Annales n° 37, 1961.

BOUMIER & HOUDEBINE, p.b.: *Le capitaine Joubert*; Namur, Grands Lacs, 1949.

BROHEZ M.: *Ethnographie katangaise: population et colonisation. Les Batuba*; Bruxelles, Bulletin SRBG, 1905

BRYAN M.A.: *The Bantu Languages of Africa*, Handbook of African Languages, London, 1959.

BRYANT A.T.: *Olden Times in Zululand and Natal*; Londres 1929 ed. Le Cap, 1965.

BUCK J.M. de: *Jacques de Dixmude*; Paris/Bruxelles, Durendal, 1933.

BUHRY N.: *Uchenzi wa Vira vya Wadachi Kitumalaki Mrima 1307 a.h.*; Nairobi, JWT Allen, 1968.

BURTON W.F.: *Luha Religion and Magic in Custom and Belief*; Tervuren, MRAC, 1961.

CAMERON V.L.: *A travers l'Afrique: Voyage de Zanzibar à Benguela*; Paris, Hachette, 1874.

Les Campagnes Arabes, Mahdiste, Batelela. Historique succinct, Bruxelles, Les Vétérans Coloniaux, 1937.

- CEULEMANS P.: *La Question Arabe et le Congo*; Bruxelles, ARSC XXII, 1959.
- CHALUX: *Un an au Congo Belge*; Bruxelles, La Nation Belge, 1925. *La Civilisation ancienne des peuples des Grands Lacs* (Actes du Colloque de Bujumbura); Paris/Bujumbura, Karthalla/CCB, 1981.
- COLLE R. p.b.: *Origine et explication du pouvoir chez les chefs dans l'Uruwa*; Bruxelles, Revue Congolaise, 1910.
- COOKEY S.J.S.: *Britain and the Congo Question*; 1885-1903, London, 1968.
- COOJERY-VIDROVITCH C. & MONIOT H.: *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*; Paris, 1974.
- COUILLHAT C.: *Sur le Haut-Congo*; Bruxelles/Paris, Lebègue & Co., 1888.
- CORNELIAU M.L.: *Dhanis*; Bruxelles, Libris, 1943.
- CORNET R.: *Le Katanga avant les Belges et l'expédition Bia/Francqui, Bruxelles, Cuypers, 1953.*
- CORNET R.J.: *Maniema; le pays des mangeurs d'hommes*, Bruxelles, Cuypers, 1952.
- CORNEVIN R.: *Histoire du Congo*; Paris, Payot, 1966.
- CORNEVIN R.: *Histoire de l'Afrique des Origines à la I^{re} guerre mondiale*; (2 vol.), Paris, Payot, 1964/1970.
- Cours supérieur d'Histoire de France et notes d'histoire générale*; Paris/Tours, De Gigord/Mame, sans date (environ 1900).
- CROCKAERT J.: *Boula Matari*; Bruxelles, Collection Nationale, 1933.
- DALLONS & CORNET: *Evolution du poste de Kasongo à travers le temps*; inédit, sans date (environ 1950).
- DANEEL D.: *Het Boek van het offer*; Berchem, uitgave het rad, 1938.
- D'AURELES J.: *Gordon Pacha*; Bruxelles, Ad. Goemare, 1945.
- DAVIDSON B.: *L'Afrique ancienne*; (2 vol.) Paris, Maspero, 1978.
- DAVIDSON B.: *L'Afrique au XX^e siècle*; Paris, Jeune Afrique, 1979.
- DENOLF P.: *Aan den rand der Dibese*; Bruxelles, ARSOM, 1954.
- DE BOECK G.: *Léopold II et le Congo*; Bruxelles, Iteco, 1983.
- DE BOECK G.: *Oculation linguistique et démocratie en Afrique noire*; Bruxelles, ULB, Cahiers Nord-Sud, I Vol, Cahier 4, 1983.
- DE BOECK G.: *Le commerce de traite*; Bruxelles, Iteco, 1984.
- DE BOECK G.: *Langues et démocratie en Afrique noire*; Bruxelles, Dialogue des Peuples, 1984.
- DELATHUY A.: *E.D. Morel tegen Leopold II en de Kongostat*; Antwerpen, EPO, 1985.
- DELCOMMUNE A.: *Au cœur du Congo belge*; Comment les sauvages du lac Kisale accueillirent les premiers Blancs qui se présentèrent chez eux; Bruxelles, Le Mouvement Géographique, n° 7, 1912.
- DE ROP A.: *Bibliografie over de Mongo*; Bruxelles, ARSOM, VIII, 1956.
- DESCHAMPS H.: *Histoire générale de l'Afrique noire*; (2 vol.), Paris, P.U.F., 1970.
- DEVRESSE L.: *Un dévoué... le capitaine Joubert*; Leverville-Kikwit, Bibliothèque de l'Étoile, 1951.
- DHANIS B.F.: *La Campagne arabe du Maniema*; Bruxelles, le Congo Illustré, 1895.
- DUIGNAN P. & GANN L.H.: *Colonialism in Africa 1870-1960*; A bibliographical guide to colonialism in Sub-Saharan Africa, Cambridge, U.P., 1973.
- Dhanis au Kwango et pendant la campagne arabe*; Anvers, Van Caneghem, 1910.
- ELSHOUT P.: *Les Batwa des Ekonda*; Tervuren, MRAC, 1963.
- EMERSON B.: *Léopold II, le Royaume et l'Empire*; Gembloux, Duculot, 1980.
- FELNER A.A.: *Angola: apontamentos sobre a ocupação e estabelecimento dos Portugueses no Congo*; Coimbra, Imprensa da Universidade, 1930.
- La Force Publique de sa naissance à 1914*; Participation des militaires à l'histoire des premières années du Congo; Bruxelles, IRCB, 1952 (cité: F.P.).
- FOUTRY V. & NECKERS J.: *Als een wereld zo groot waar uw vlag staat geplant*; (Kongo 1885-1960), Bruxelles, BRT, IO, 1986.
- FUKIAU A.: *N'Kongo ye nza yakun'zungidila*; Kinshasa, 1969.
- GENDARME F. (Gal.): *Croquis Congolais*; (3 vol.) Bruxelles, Welens-Pay, 1942.
- GERARD J. & POLET D.: *L'Union fait la force*; Bruxelles, Editions des Archers, 1976.
- GLUCKMAN M.: *The Rise of a Zulu Empire*; Scientific American, CII.
- Guide du voyageur au Congo belge et au Ruanda-Urundi*; Bruxelles, Infor-Congo, 1958.
- GRISON (Mgr.): *Mémoires*; Louvain, Le Règne du Sacré Cœur de Jésus, 1933.
- HECO (Cdt.): *Une campagne africaine*; Bruxelles, Le Mouvement Géographique, 1902.
- HENNEBERT G. (Cdt.): *Un épisode peu connu de l'histoire du Congo léopoldien: la répression des Batetela*; Bruxelles, La Revue Belge, 1928.
- HENRY (Gal: Chev. J. - de la LINDI): *Historique sommaire de la campagne de la Lindi*; Bruxelles, Bulletin IRCB n° 2, 1948.

- HIERNAUX J. & DE BUYST J.: *Notes sur une campagne de fouilles à Katoto* ; (Région de Bukama/Katanga), Bruxelles, Zaïre, 1960.
- HINDE S.L.: *La chute de la domination arabe au Congo*; (trad. Awaert), Bruxelles, Librairie Européenne G. Musquardt, 1897.
- HOUDEBINE (Chanoine): *La vie chevaleresque et apostolique de Jobert l'Africain*; Angers, Trimestriel de l'Amicale des Anciens Elèves de l'Institution Libre de Combrée, 1928-1938.
- HULSTAERT G.: *Les Mongo: aperçu général*; Tervuren, MRAC, 1961.
- IRCB: *Biographie coloniale belge*; Tome I et II, Bruxelles, Librairie Falk & Fils, 1948, 1951.
- JADOT J.M.: *Blancs et Noirs au Congo Belge*; problèmes coloniaux et tentatives de solutions; Bruxelles, la Revue Sincère, 1924.
- JANSSENS E. & CATEAUX A.: *Les Belges au Congo*; (3 vol.), Anvers, Société de Géographie, 1908-1912.
- JANSSENSE & CATEAUX A.: *Les Belges au Congo. Notices biographiques*; Bruxelles, IRCB, 1910 ss.
- JOHNSON F.: *Standard Swahili-English Dictionary*, Oxford University Press, 1971.
- JOLIMONT P.: *Naissance de la Force Publique, 1888*; Léopoldville, Bulletin Militaire, nov. 1948.
- JOYE P. & LEWIN R.: *Les trusis au Congo*; Bruxelles, Fondation Jacquemotte, 1961.
- KANYINDA LUSANGA: *Le phénomène de la colonisation et l'émancipation des institutions socio-politiques traditionnelles du Zaïre*; Bruxelles, CEDAF, Cahier n° 1, 1975.
- KI-ZERBO J.: *Histoire de l'Afrique noire*; Paris, Hatier, 1972.
- LACGER L. de: *Rwanda*; Namur, Grands Laes, 1939.
- LAMEY R. p.b.: *Archives de la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs)*; Zug, 1983.
- LAMEY R.: *Le cardinal Lavignier*; Rome, Memoria Rerum, 1984.
- LAMEY R.: *Le cardinal Lavignier et la Conférence de Berlin (1884-1885)*; Rome, Petit Echo, n° 3, 1985.
- LANTERL-SEMM M.: *Discours et pratiques missionnaires aux origines de la colonisation du Zaïre (1885-1908)*; Nice, Thèse Universitaire, 1981.
- LASSAUX H.: *La révolte de Lulubourg*; Bruxelles, Congo, avril 1926.
- LAUWERS & TOUCHARD: *Etat Indépendant du Congo. Recueil usuel de législation*. Tomes IV à VIII; Bruxelles, Weissenbusch, 1900-1911.
- LEBLOND G. (p.b.): *Le Père Auguste Achte*; Alger, Maison des P.B., 1912.
- LEJEUNE-CHOUQUET A.: *Histoire militaire du Congo. Explorations, Expéditions, Opérations de guerre, Combats et Faits militaires*, Bruxelles, Castaigne, 1906.
- LEJEUNE L.: *Le Vieux Congo - Souvenirs recueillis par L.L.*, Bruxelles, l'Expansion belge, 1930. (Citations: X in Lejeune).
- LEJEUNE L.: *Lothaire*; Bruxelles, l'Expansion coloniale, 1935.
- LESTRADE A.: *Notes d'ethnographie du Rwanda/Imingenzerze mu Rwanda rwo hambere*; Tervuren, MRAC, 1972.
- LIEBRECHTS C.: *Léopold II, Fondateur d'Empire*; Bruxelles, Office de Publicité, 1932.
- LIETARD L.: *Etude sommaire sur la tribu des Lulua*; Bruxelles, Bulletin SRBG, LIII, 1929.
- LOTAR L. (R.P.): *La grande Chronique de l'Ubangi*; Bruxelles, IRCB/Librairie Falk & Fils, 1937.
- LOTAR L.: *La grande Chronique de l'Uélé*; Bruxelles, IRCB/Librairie Falk & Fils, 1946.
- LUWEL M.: *De Limburgers in Kongo. Gedenkboek uitgegeven door de K.M. de Koloniale Dagen van Limburg, 25° verjaring, 1925-1952*, Hasselt, KMKDL, 1952.
- LYCOPS & TOUCHARD: *Etat Indépendant du Congo. Recueil usuel de législation*. Tomes I, II, III, Bruxelles, Weissenbusch, 1876-1899.
- MANDJUMBA MWANYIMI - MBONDA: *Chronologie générale de l'histoire du Zaïre (des origines à nos jours)*; Kinshasa, P.U., 1985.
- MAOQUET J.: *Les civilisations noires*; Verviers, Marabout, 1969.
- MEYERS (Dr.): *Le Prix d'un Empire*; Bruxelles, Ch. Dessart, 1943.
- MICHAUX O.: *Au Congo, carnet de campagne, 1889-1897*; Namur, Librairie Dupagne-Cornet, 1913.
- MOULAERT G.: *Note au sujet des mutineries au Congo Belge*; Bruxelles, Zaïre, juin 1948.
- MOULAERT G.: *A propos des mutineries au Congo Belge*; Bruxelles, Zaïre, décembre 1948.
- MUNE P.: *Le groupement du petit Ekonda*; Bruxelles, ARSOM/N° XIV, 4, 1959.
- MURDOCK J.P.: *Africa, its people and their culture*; New-York, 'History', 1959, pp. 284-290.
- NAGANT de DEUXCHESNES G.: *Mémoire et documents sur les Tabwa*. (à l'époque inédit et sans titre), 1972.
- NENQUIN J.: *Opgravingen te Songa* (terr. Bukama, province Katanga); Gent, Gentse Bijdragen tot de Kunstgeschiedenis en de Oudheidkunde, 1957/1958.
- NENQUIN J.: *Protahistorische metaalfabriek in Katanga*; Tervuren, Africa, VII, 1961.
- ORJO DE MARCHOVLETTE (d'): *Notes sur les funérailles des*

- chefs Ilunga Kabale et Kabongo Kumbwiba. *Historique de la chefferie Kabongo*; Bruxelles, BJDCC, 1950.
- PASZTOR LAJOS (a cura): *Guida delle fonti per la storia dell'Africa a Sud del Sahara negli archivi della Santa Sede e negli archivi ecclesiastici d'Italia*; Rome, Consiglio Internazionale degli Archivi, 1982.
- PIROTTE J.: *Périodiques missionnaires belges d'expression française*, reflets de 50 ans d'expression d'une mentalité (1889-1940). Louvain, UCL, 1973.
- Près du Tanganyka*, par les Missionnaires de S.E., le Cardinal Lavignerie, Anvers, Imprimerie H. Majoor, 1892.
- Etat Indépendant du Congo. Règlement sur les exercices de la Force Publique*, Annexe au titre IV: les marches et le combat. Bruxelles, Van Buggenhout, 1904 (citations: Règlement).
- RENIER (Cdt.): *L'Œuvre civilisatrice au Congo. Héroïsme et Patriotisme des Belges*. Gand, Herckenrath, 1913.
- RINCHON D.: *La traite et l'esclavage des Congolais par les Européens*, Bruxelles, chez l'auteur, 1929.
- RINCHON D.: *Les missionnaires belges au Congo*; Bruxelles, L'Expansion belge, 1931.
- ROELENS V. (Mgr.) p.b.: *Notre Vieux Congo, 1891-1917* (2 vol.); Namur, Grans Laes, 1948.
- SALMON P. et alii: *L'Afrique noire*; Bruxelles, Meddens 1976.
- SCHMITZ B. (p.b.): *Croyances et pratiques de Batabwa, à la naissance, durant la vie et à la mort de jumeaux*, Kirungu, 1901 (APB 875).
- SCHUMACHER P. p.b.: *Expedition zu den Zentralafrikanischen Kivu-Pigmäen*; Die Physische und Soziale Umwelt der Kivu-Pigmäen (Twiden); Bruxelles, IRCB, 1949.
- SJÖBLOM V.: *Vit man i swartland* (Un missionnaire suédois au Congo des mains coupées), traduction française ronéotée, sans date.
- STARR F.: *The truth about Congo*; Chicago, 1907.
- SURET-CANALE J.: *Afrique noire: Géographie, Civilisation, Histoire*; Paris, Editions Sociales, 1961.
- THEUWS T.: *Naire et mourir dans le rituel luba*; Bruxelles, Zaïre, XIV, 1960.
- THEUWS T.: *De mens Lubu, Tervueren, MRAC, n° 42, 1962.*
- TIMMERMANS P.: *Les Sapo Sapo près de Luluabourg*; Tervueren, African n° 2, 1962.
- TIPPO-TIP: *Maisha ya Hamed bin Muhammed al Murjebi, yaani Tippu-tip*; Nairobi, East African Swahili Comitee, 1958.
- TOLLET M.: *La Campagne tragique*; Costermansville, Centre Afrique, 1951.
- TONGLET (Cdt): *La Force Publique du Congo*; Bruxelles, La Belgique Coloniale, 16 mars 1902.
- UNESCO: *Histoire générale de l'Afrique*, (vol. I et II). Paris, Jeune Afrique/Stock/Unesco, 1980.
- VANDEWALLE F.A.: *Muineries au Congo Belge*; Bruxelles, Zaïre, mai 1947.
- VANDEWALLE F.A.: *Deuxième note au sujet des muineries au Congo Belge*; Bruxelles, Zaïre, octobre 1948.
- VANGROENWEGHE D.: *De Mongo: bewoners van het evenaarswoud in Zaïre; Sint-Niklaas, Mongokultuur (exp.)*, 1984.
- VANGROENWEGHE D.: *'Du sang sur les lianes' - Léopold II et son Congo*. Bruxelles, Divier, Hatier, 1986.
- VAN OVERBERGH C.: *Les Basonge*; Bruxelles, C.M.E., 1908.
- VANSINA J.: *De la tradition orale. Essai de méthode historique*; Tervueren, MRAC, n° 36, 1961.
- VANSINA J.: *A Comparison of African kingdoms*; Africa XXXII, 1962.
- VANSINA J.: *Introduction à l'ethnographie du Congo*; Bruxelles/Kinshasa, CRISP/Editions Universitaires du Congo, 1965.
- VANSINA J.: *Les anciens royaumes de la savane*; Léopoldville, IRES, 1965.
- VANSINA J.: *La légende du passé. Traditions orales du Burundi*; Tervueren, MRAC, 1972.
- VANSINA J., MAUNY R. & THOMAS L.V.: *L'historien en Afrique tropicale*; Londres, 1964.
- VAN ZANDYCKE A., s.j.: *La révolte de Luluabourg (1895)*; Bruxelles, Zaïre, 1950.
- VAN ZANDYCKE A., s.j.: *Note historique sur les origines historiques de Luluabourg (Malandi)*; Bruxelles, Zaïre, VI, 1952.
- VERBEKEN A.: *Institutions indigènes: accession au pouvoir chez certaines tribus du Congo par le système électif*; Bruxelles, BJDCC, III, 1935, I.
- VERDAL G.: *Les Amazones du Dahomey*; Paris, l'Education Physique, janvier 1934.
- VERHAEGEN B.: *Patrice Lumumba, martyr d'une Afrique nouvelle*, dans 'Les Africains', Tome II; Paris, Jeune Afrique, 1977.
- VERHULPEN E.: *Baluba et balubaisés du Katanga*; Anvers, 1936.
- VERMEERSCH A. s.j.: *La femme Congolaise*; Bruxelles, Dewit, 1914.
- VERRY H.B.: *Quelques procédés d'impression et de reproduction*; Paris, Unesco, n° 11, 1955.
- VERSTRAETE J.: *De Belgische koloniaal in Kongo (ca. 1880-1914)*: profiel, recrutering en aspecten van het dagelijks leven en de bele-

Table des matières

Avant-Propos	5
Avertissements	13
Introduction	16
I Les Tetela	19
II La guerre en Afrique	25
III La Force Publique, I. Les Africains	33
IV La Force Publique, II. Les Européens	51
V La Force Publique, III. Les moyens	59
VI La campagne contre les Ngwana et "l'affaire Gongo-Luitete"	71
VII Soldats d'occasion?	85
VIII Luluabourg/1895	91
IX Alerte et réactions	105
X Tamm-tam, clairon et cartouches	109
XI Les combats de la Lomani	117
XII La guerre de succession Luba	127
XIII Une vue imprenable du Tanganyika	137
XIV Les opérations de 1896/97	153
XV "Tenez-vous donc pour rien d'être Pharaon?"	163
XVI La marche infernale	173
XVII Vers la révolte	181
XVIII Mémoire	191
XIX Du 14 février 1897 à Ekwanga	197
XX Le Maître n'est pas content	205
XXI Les mystères de la forêt	211
XXII L'aventure du Père Achte	219
XXIII Il faut bien s'arrêter quelque part...	233
XXIV De Mukupi à la Lindi	241
XXV Bataille de la Lindi (15 juillet 1987)	247
XXVI Les suites de la Lindi ou l'art d'accommoder la victoire	255
XXVII Birizi	259
XXVIII "L'épouvantable route" (Dr. Meyers)	265
XXIX Simorane et la grande illusion du Commandant Long	275
XXX La colonne Debergh	281
XXXI L'expédition Svensson-Glorie et la bataille de Ngweshe	287

- vingswereid; Leuven, mémoire KUL, 1982.
- VERVAECKE R.: *Les Bena-Lulua*; Bruxelles, Revue Congolaise, 1910.
- WAUTERS A.J.: *L'Etat Indépendant du Congo - Historique, Géographie Physique, Ethnographie, Situation économique, Organisation politique*; Bruxelles, Librairie Falk & fils, 1899.
- WEBER G.: *Ces Coloniaux...* (histoires du Zaïre), Bruxelles, L. Musin, 1982.
- WEGHSTEEN J. p.b.: *Desturi za Watabwa*; Rome, APB 803; 121, sans date.
- WEGHSTEEN J. p.b.: *A propos des Wangoni*; Bruxelles, Problèmes sociaux congolais, n° 77, 1967.
- WEVERBERGH J.: *Leopold II van Saksen-Coburgs Allergrooiste Zaak*; Leuven, KRITAK, 1981.
- WYEDERT J.: *Les Baluba chez eux*; Heffingen, 1938.
- YANDZA-LEPOLOKO J.: *Bobongo, danse renommée des Ekonda*; Tervuren, MRAC, 1961.
- YOUNG C.: *Introduction à la politique congolaise*; Kinshasa, Université du Congo, 1965.
- YOUNG D. (Gal): *Rommel*; Paris, Fayard, 1951
- Zaïre 1885-1985; cent ans de regard belge; Bruxelles, CEC, 1985.
- Zaïre, *ketens van koper*; Leuven, Kritik, 1977.
- Zaïre, *le dossier de la recolonisation*; Bruxelles/Paris, EVOL/Harmattan, 1978.

XXXXII	La vie continue	293
XXXXIII	Négociations	301
XXXXIV	Sungula I et Kabambare	315
XXXXV	Campagne du Nouvel-An 1899. Bwana-Debwa	323
XXXXVI	La fin	337
XXXXVII	Autour d'une reddition	341
XXXXVIII	Shinkakasa 1900	347
XXXXIX	Jusqu'au fond du Katanga	351
Conclusion		355
Annexe I	Décret du Roi-Souverain du 5/8/1888	363
Annexe II	Décret du Roi-Souverain du 17/11/1888	364
Annexe III	Décret du Roi-Souverain du 30/7/1891	368
Annexe IV	L'altercation de Kasongo	370
Annexe V	Fin et persistance de l'esclavage en Angola	372
Annexe VI	Arrangements diplomatiques de 1894	374
Annexe VII	L'auteur du "carnet de route"	379
Annexe VIII	La Pensée Royale	382
Bibliographie		390
Table des matières		399